



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

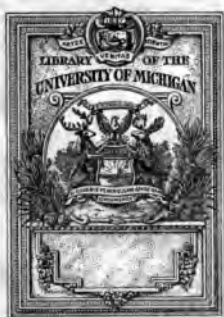
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





FROM THE LIBRARY OF
Professor Karl Heinrich Z
OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG

PRESENTED TO THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN

BY
Mr. Philo Parsons

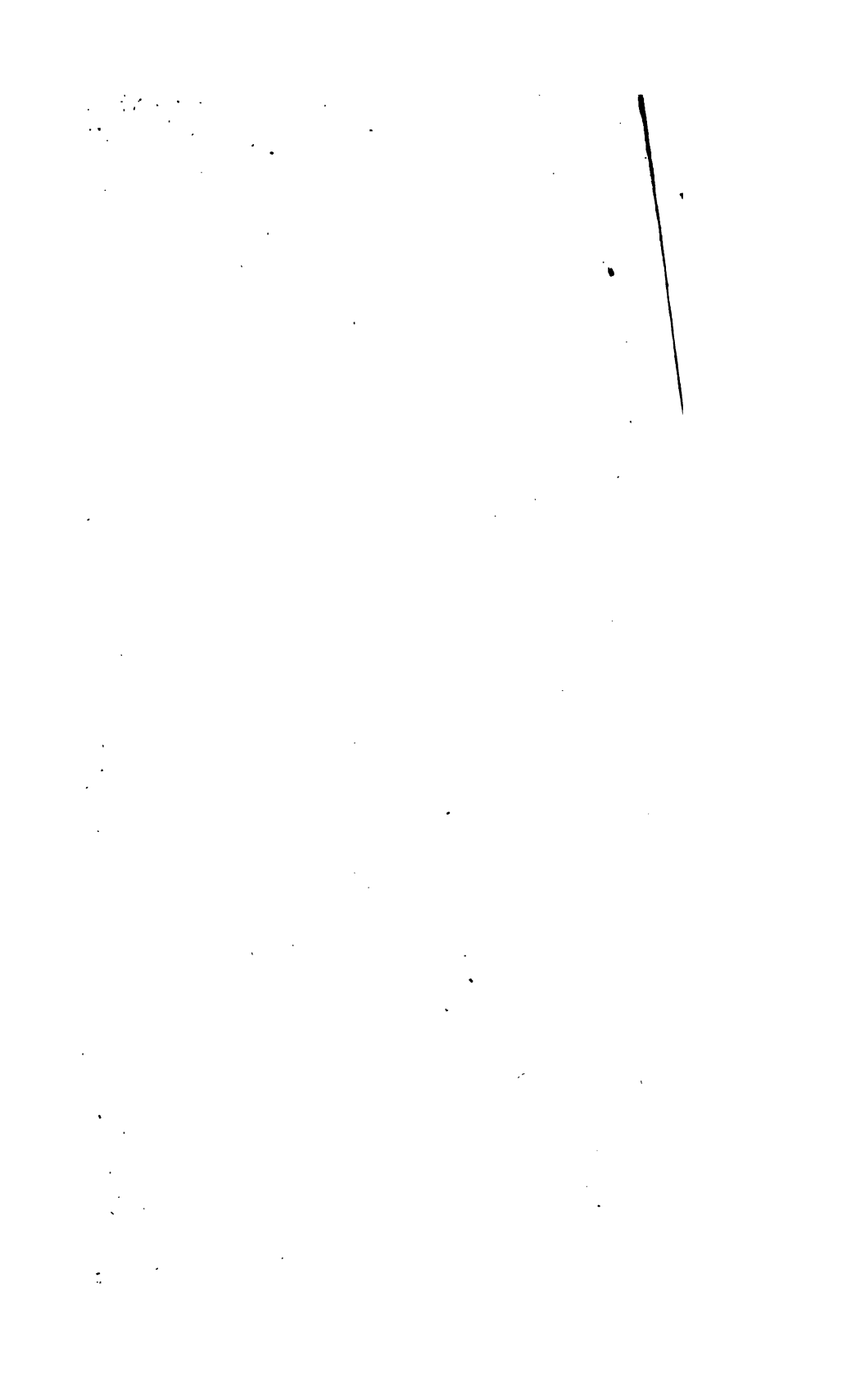
OF DETROIT

1871









16721

NOUVEAU RECUEIL
DE
T R A I T É S
*d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité,
de commerce, de limites, d'échange etc. et de plusieurs
autres actes servant à la connaissance
des relations étrangères
des Puissances et états*
DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES
ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

Depuis 1808 jusqu'à présent.

*Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures
collections particulières de traités et des auteurs
les plus éstimés.*

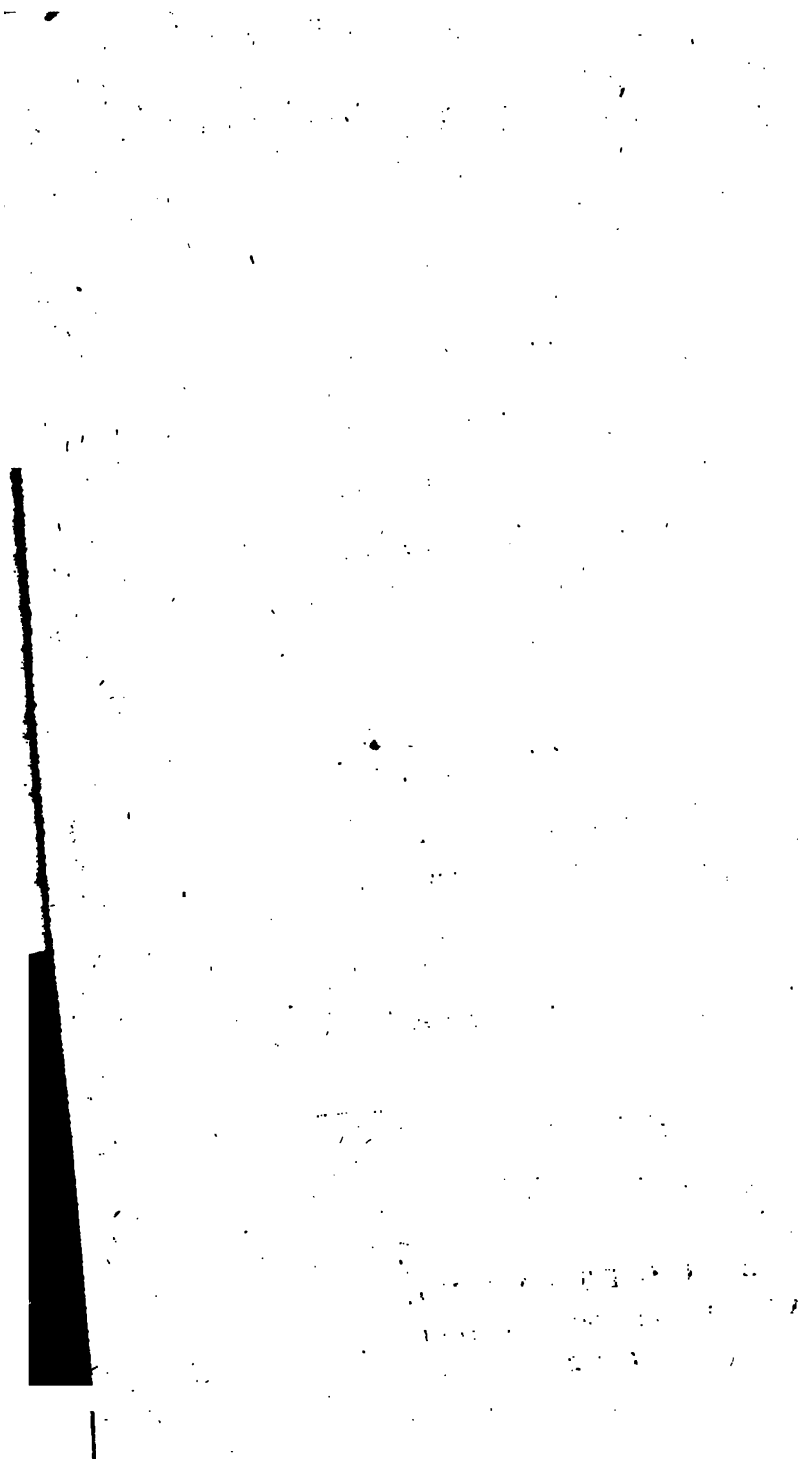
PAR
GÉO. FRÉD. DE MARTENS.

TOME IV.
1808 — 1819 *inclusiv.*

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1820.





P R É F A C E.

Le présent IV^{ème} volume du nouveau recueil renferme des supplémens aux trois volumes précédens depuis 1808 et la continuation jusqu'à l'année 1819 et inclusivement le recès général de Francfort du 20 Juillet qui sert de complément à l'acte du congrès de Vienne et aux négociations de Paris.

Peu après que l'impression du III^{ème} volume étoit terminée la bienveillance de plusieurs personnes qui s'intéressent au succès de cet ouvrage m'a procuré divers traités, omis à regret dans les volumes précédens, et dont quelques uns n'ont été publiés qu'imparfaitement jusqu'ici. D'ailleurs j'ai donné dans le présent volume plusieurs pièces déjà antérieurement publiées mais qui avoient échappé à mes recherches.

Toute fois je ne me dissimule pas combien de lacunes restent encore à couvrir pour que le présent ouvrage puisse passer pour médiocrement complet, sans encore parler d'articles séparés et secrets

secrêts que je n'aurais pas même été autorisé à publier avant que l'intention des puissances contractantes ne le permette. Il est des articles séparés que les circonstances engagent à tenir d'abord secrets et quand celles-ci changent et que leur publication pourrait paraître indifférente, le désir de satisfaire la curiosité du public n'est pas un motif assez fort pour s'écarter unilatéralement d'un engagement pris, ou pour se tenir réciproquement quitte de la promesse une fois donnée; souvent ces articles après avoir été mis en exécution n'ont plus d'intérêt pour les cabinets. De ce genre semblent être au moins plusieurs des articles secrets ajoutés au premier traité de Paris du 30 Mai 1814. Les trois premiers ne sont connus que sommairement *) le 4^{ème} relatif

*) Par le 1^{er} article la France promet de reconnaître le partage que les alliés feraient des contrées conquises ou cédées.

Le 2^d article promet au Roi de Sardaigne un accroissement de territoire par la réunion des Etats de Gènes, avec stipulation que le port de Gènes serait libre; le tout sous la réserve des puissances alliées de conclure à l'égard un arrangement avec le Roi de Sardaigne.

Le 3^e article est en partie relatif à la libre navigation du Rhin et de l'Escaut. (Voyez ces trois articles SCHÖLLA. hist. abrégée.)

relatif à la banque de Hambourg a été publié *), le 5^{ème} relatif aux renonciations du gouvernement françaises a cessé d'être secret **). Mais la totalité de ces articles est restée renfermée dans les cabinets.

Les procès verbaux tenus dans les conférences ne semblent également pas être primitivement destinés pour le public, non obstant qu'ils soient d'un grand secours pour l'étude de l'histoire et pour l'intelligence des traités qui les ont suivis.

Divers procès verbaux des ministres des 8 puissances signataires du traité de Paris, réunis au congrès de Vienne et qui ont été dressés depuis le 30 Oct. 1814 jusqu'au 12 Mai 1815 ont

*) *Il est de la teneur suivante*: Le gouvernement français ayant offert par l'article secret de la convention du 23 Avril (N. R. T. I. p. 706) de faire rechercher et d'employer tous les efforts pour retrouver les fonds de la banque de Hambourg, promet d'ordonner les perquisitions les plus sévères pour découvrir les dits fonds et de poursuivre tous ceux qui pourraient en être détenteurs.

**) *Il est de la teneur suivante*: La renonciation du gouvernement français contenue dans l'art. XVIII, s'étend nommément à toutes les réclamations qu'il pourrait former contre les Puissances alliées à titre de dotations, de donations, de revenus, de la légion d'honneur, de sénatoreries, de pensions et autres charges de cette nature.

ont été publiés par Mr. KLUBER dans les actes du congrès T. II. VIII. p. 84-120. T. VII. p. 145 etc.

Une partie seulement des procès verbaux de Paris de 1815 a été publiée, et ceux d'entre eux qu'une publication antérieure m'autorisait à donner, ont été inférés dans le 2^d volume du nouveau recueil.

J'ai cru devoir en user de même par rapport aux Conférences d'Aix la Chapelle, en ne donnant que ce qu'il était dans l'intention des puissances de faire parvenir à la connaissance du public. Le reproche de l'imperfection d'un ouvrage est moins sensible que celui d'une indiscretion.

Comme dès le commencement de mon recueil j'y ai fait entrer aussi les conventions sur l'abolition du droit d'aubaine et de celui de détraction j'ai cru devoir inférer dans le présent volume ceux qui ont eu lieu depuis 1808, en tant qu'ils n'avaient pas encore été donnés dans les 3 premiers volumes; on les trouve p. 39-68. En rapprochant ces traités, leur similitude m'a souvent mis à même d'abrégé par le moyen de renvois. Je dois pourtant m'accuser de l'omission de la déclaration Prussienne du 25 Oct. 1817 portant que dans le rapport avec la Suisse l'abolition du droit de détraction déjà stipulée par la convention de 1812 (Suppl. T. V. p. 404) a été

se étendue mutuellement à toutes les possessions actuelles de la Prusse et de la Suisse *).

J'ai

- *) Cette declaration se trouve dans *Gesetzsammlung für die Preussischen Staaten* 1818. n. 1. p. 1; elle est de la teneur suivante:

Die Königl. Preussische Regierung und die Schweizerische Eidgenossenschaft sind mit einander übereingekommen und erklären hiermit: das gegenseitig der Abschofs bey Erb- und Vermächtnisfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königlich Preussischen Staaten in die Schweiz, und aus der Schweiz in die Königlich Preussischen Staaten erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiscus oder Privatberechtigten, Commünen oder Patrimonial-Gerichten zustehe, aufhören soll, und das die dieserhalb im Jahre 1812 zwischen S. M. dem Könige von Preussen und der Schweizerischen Eidgenossenschaft abgeschlossene Uebereinkunft auf sämtliche jetzige resp. Königlich Preussische und zur Schweizerischen Eidgenossenschaft gehörige Lande Anwendung finden soll, das within in allen denjenigen, innerhalb der resp. Königlich Preussischen und zu der Schweizerischen Eidgenossenschaft gehörigen Landen, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtnis- und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den anderen Staat in Gemäfsheit jener Uebereinkunft verfahren werden soll.

Gegen-

J'ai hésité si je devais faire entrer aussi dans le présent volume les cartels et les conventions d'étapes, dont surtout la Prusse a conclu un grand nombre depuis 1815. Cependant comme plusieurs d'entre eux ont été conclus en exécution des stipulations de l'acte du Congrès de Vienne ou des traités qui lui servent d'annexes, j'ai cru devoir donner en entier les plus importants, en supprimant plusieurs autres, ou en les citant avec renvoi. On les trouve p. 282-379.

Je n'ai point pu donner en entier le traité signé entre l'Espagne et les États-Unis d'Amérique en 1818 sur la cession des Florides, vu que la ratification de la part de l'Espagne manque encore. Celle de la part des États-Unis a eu lieu en Févr. 1819 et alors ce gouvernement en a fait insérer dans les journaux Américains la
sui-

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplarien von dem Königlich Preussischen Ministerium und von Seiten der Schweizerischen Eidgenossenschaft vollzogen und ausgetauscht worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Ländern Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Urkundlich ist diese Erklärung mit dem Königlichen Insigne bedruckt, und von mir, dem Staatskanzler, unterzeichnet worden.

Berlin den 25. October 1817.

(L. S.) C. Fürst v. HARDENBERG.

suivante esquisse qu'on peut donc considérer comme officielle. (v. Journal de Francfort 1819. n. 44. 93. 122.)

ART. I. Les Florides sont cédées en entier aux États-Unis. La cession comprend tout le territoire Espagnol à l'est du Mississipi, et les îles adjacentes qui dépendent de ces provinces.

ART. II. La limite occidentale commence à l'embouchure de la Sabine, s'étend vers le nord le long de la rive occidentale de la dite rivière, jusqu'au 22° degré de latitude; de là dans une ligne plein nord, jusqu'à ce qu'elle traverse le Rio Roxo, ou la rivière Rouge; puis le long du Rio Roxo, jusqu'au 100° degré de longitude ouest de Londres. et au 32° de Washington; de là dans une ligne plein nord à la rivière de l'Anathas, jusqu'à sa source latitude 42; puis sur cette parallèle de latitude jusqu'à la mer du Sud. On s'en est référé dans le traité à la dernière carte de Melish, édition du 1 Janvier 1818; vous n'aurez pas de peine à suivre la ligne.

ART. III. Le 24 Janvier 1818 est le jour fixé pour régler la validité des cessions faites par les autorités espagnoles. Toutes celles qui sont antérieures à ce jour sont déclarées valides par le traité, et toutes celles d'une date subséquente sont nulles.

ART. IV.

ART. IV. *Les États-Unis et l'Espagne renoncent mutuellement à toutes réclamations pour cause de pertes soit nationales soit particulières, antérieurement à la signature du traité.*

ART. V. *Les États-Unis se chargent du paiement des rédemptions de leurs citoyens jusqu'à la concurrence de 85 millions de dollars; la vérification en sera faite par des commissaires nommés par le président.*

ART. VI. *L'ancien traité *) relatif aux limites et à la navigation demeurera en force, à l'exception des changemens y apportés par les dispositions du présent traité.*

ART. VII. *Pendant l'espace de 12 années, les vaisseaux espagnols auront une préférence, à l'exclusion de ceux de toute autre nation, dans les ports de Pensacola et de St. Augustin.*

Signé par Don Onis de la part de l'Espagne et par M. Monroe de la part des États-Unis.

La table chronologique et alphabétique jointe au présent volume facilitera les moyens de compléter par elle les tables générales jointes au III^{ème} volume afin d'épargner la peine d'une double recherche dans deux volumes différens.

À Francfort ce 20 Septembre 1819.

*) Sans doute celui du 27 Octobre 1795, qu'on trouve dans m. Recueil T. VI. p. 561.

E R R A T A.

Du TOME III. du nouveau recueil.

Pag. 1	ligne 5. (d'embas)	au lieu de :	Majefty's	lisés :	Majefty
2	— 1.	—	betreated	—	be treated
4	— 16	—	profecudet	—	prosecuted
5	n. l. 1. 8.	—	sed	—	set
6	ligne 17	—	profecudet	—	prosecuted
8	— 3 (d'embas)	—	in	—	is
28	art. XXI. l. 4.	—	effecteés	—	effectées
—	art. XXIII. l. 1.	après	Empereur	ajoutés	d'Autriche
29	art. 12. ligne 2.	au lieu de	patente	lisés :	patent
22	inscript. — 5.	—	de Bade	—	du Bain.
—	texte ligne 14.	—	etablie	—	établi
26	ligne 17.	—	leur	—	leurs
28	ligne 4. (d'embas)	—	departemunt	—	departement
31	ligne dernière	—	cedées	—	cedée
74	art. 5. ligne 3.	après	Amorbach	ajoutés :	et Heubach
—	art. V. ligne 1. au lieu de :	c'engage	lisés :	s'engage	
76	art. VIII. ligne 14.	—	Korſtheim	—	Koſtheim
—	IX. ligne 4.	—	Août	—	Avril
77	ligne 3. (d'embas)	—	autorifés	—	autorités
81	art. XXII. ligne 14.	—	regardée	—	regardé
—	ligne 3. (d'embas)	—	Keffois	—	Heffois
84	ligne 6. (d'embas)	—	Neyvelt	—	Nyevelt
86	art. IX. ligne 2.	—	aven	—	avec
91	texte ligne 7.	—	rendant	—	rendent
94	ligne 2. (d'embas)	—	en conſentée	—	et conſentie
114	ligne 8. (d'embas)	—	conónicas	—	canonicas

Pag.

XIV

ERRATA.

Pag. 116 ligne 1.	au lieu de :	Majestas	lisés :	Majestas
118 ligne 5 (d'embas) —	Parochialia	—	Parochialia	
122 ligne 16.	rayés le second vel			
124 art. XVI. l. 3. au lieu de :	obrogata	—	abrogata	
140 ligne dernière —	Fizarro	—	Pizarro	
145 ligne 7. (d'embas) —	es	—	er	
173 ligne 5. (d'embas) —	caffirenden	—	ceffirenden	
176 texte ligne 6. —	Kriegsange- legenh.	—	Kreisangelegen- heiten	
187 ligne 2. (d'embas) —	des	—	de	
189 art. X. ligne 2. —	reservée	—	reservés	
194 ligne 9. (d'embas) —	Leuresement	—	heureusement	
217 ligne 3. —	qui	—	que	
227 inscr. ligne 5. —	privé	—	privée	
236 art. V. ligne 1. —	dispoible	—	disponible	
243 ligne 3. —	tenues	—	tenus	
263 art. X. ligne 2. —	Geistlicher	—	Geistlichen	
268 art. I. ligne 5. —	carrying	—	carrying	
270 art. V. ligne 1. —	marchant	—	merchant	
272 art. VIII. ligne 10. —	Algarnie	—	Algerine	
287 inscr. ligne 6. —	signée	—	signées	
310 n. 2. ligne 7. —	Muffling	—	Muffling	
329 l. 3. (d'embas) —	auf	—	auch	
347 l. 2 (d'embas)	rayés les mots : der Fortifications anschliessend			
350 ligne 9.	au lieu de :	des	lisés :	das
379 ligne 12. —	bn	—	an	
390 art. XXVI. l. 5. —	Meuenkirchen	—	Neuenkirchen	
594 art. XXXIV l. 4. —	Partonatrechte	—	Patronatrechte	
399 art. IV. ligne 13. —	jodoch	—	jedoch	
655 art. VI. ligne 6. —	Lauenburgischen	—	Lüneburgischen	

Erreurs dans la table chronologique.

- 1772 6 Mai après K. 11. 309. ajoutés : b. II. 37.
 1777 27 Avr. lisés : 27 Août. (même faute à corriger dans la tab.
 alph. sous Hollande et Waldek).
 1779 18 Juin lisés : 15 Juin (même faute à corriger dans la tab.
 alphab. sous France).

1780 9 Juil. au lieu de: b. III. 191. lisés: b. III. 189 (même faute à corriger sous Ruffie)

1781 15 Janv. au lieu de b. III. 245 lisés: b. III. 153 (même faute à corriger dans la tab. alfab. sous Hollande)

— 1 Juin au lieu de b. III. 242 lisés: b. III. 342.

1782 après Janv. ajoutés

9 Mai Extrait du concordat entre le S. Siège et la Lombardie Autrichienne b. III. 388 (même omission à ajouter dans la table alfab. sous *Autriche* et sous *Pape*)

— à la fin ajoutés:

12 Déc. Ord. de l'Emp. d'Autr. sur la police des mers dans les Pays-Bas. b. III. 297.

1784 24 Fevr. au lieu de b. III. 725. lisés: b. III. 720.

1786 Mars au lieu de b. II. 215 lisés: b. II. 211.

1793 25 Mars — V. 144. — V. 114.

— 8 Oct. lisés: 5 Oct.

1795 17 Mai au lieu de: VI. 203 lisés: VI. 503.

1798 17 Oct. au lieu de: VII. 279. lisés: VII. 229. (même faute à corriger dans la table alfab. sous *Autriche* et *Suisse*)

1800 5 Janv. l'allegation des art. 14. 15 et 16. doit être supprimée et placée sous 1801. 29 Août; (même changement à faire dans la table alfab. sous France et Hollande).

1802 Août au lieu de S. III. 630 lisés: S. III. 360.

1803 3 Avr. doit être placé sous 1801.

1803 6 Avr. après Congrès ajoutés: H. X. p. 183.

1806 13 Jan. au lieu de S. IV. 391 lisés: S. IV. 291.

1816 31 Dec. L'allegation VI. 353. n'est pas celle de mon recueil mais celle des: State papers.

1807 10 Oct. L'allegation S. IV. 463 lisés: S. IV. 468.

1808 17 Sept. — S. V. 15. lisés: S. V. 139.

1809 16 Mars lisés 1810 16 Mars et corrigés la même faute sous France et Hollande.

1809 25 Mai au lieu de France et Westphalie lisés: Saxe et Westphalie; corrigés la même faute dans la table chron. alfab. sous ces puissances.

1810 14 Jan. au lieu de S. V. 285. lisés: S. V. 235.

— 15 Dec. — S. V. 376. — S. V. 346.

Traité de commerce

1808

Transit
par la
Bavière.

ART. I. Les productions et marchandises, qui seront introduites du Royaume d'Italie dans celui de Bavière en transit avec destination pour d'autres états, ou qui viendront des autres états en transit par le Royaume de Bavière, avec destination pour le Royaume d'Italie, ne seront assujetties dans le Royaume de Bavière qu'au paiement de la moitié du droit de transit.

Transit
par l'Ita-
lie.

ART. II. Et réciproquement les productions et marchandises, qui seront introduites du Royaume de Bavière dans le Royaume d'Italie, en transit avec destination pour d'autres états, ou qui viendront de l'étranger en transit par le Royaume d'Italie avec destination pour la Bavière, ne seront assujetties dans le Royaume d'Italie qu'au paiement de la moitié du Tarif de transit général, annexé au Tarif général italien du 22 Decbr. 1803.

Transit
pour
Venise.

ART. III. Les marchandises venant du port franc de Venise en transit par le Royaume d'Italie, avec destination pour la Bavière, comme aussi les marchandises venant de la Bavière et dirigées à l'étranger par la voye durport franc de Venise, seront exemptées dans le Royaume d'Italie de tout paiement de droit de transit.

Excep-
tion.

ART. IV. Ne seront admises à jouir des avantages des articles 2. 3. les marchandises étrangères venant de la Mer adriatique, qui emprunteraient le territoire Italien, pour passer outre, sans toucher au Port franc de Venise.

Bâti-
mens
étran-
gers.

ART. V. Pourra aussi le Gouvernement Italien, pour favoriser les transports, qui seraient faits par les bâtimens nationaux, faire des exceptions à la règle ci-dessus, en imposant un droit plus fort à ce qui sera importé par le Port franc de Venise par des Bâtimens étrangers.

Termes
de ces
arrange-
mens.

ART. VI. Ce qui a été ci-dessus établi pour les marchandises venant du Port franc de Venise, ou qui y seraient adressées, aura lieu jusqu'à la mise en activité du dit Port, pour les marchandises venant de la Douane actuelle de la dite Ville, ou qui y seraient assujetties.

Blés.

ART. VII. Dans tout le temps il sera permis d'exporter du Royaume d'Italie pour la Bavière des blés de

de toute espèce moyennant le paiement de la moitié 1808
du droit actuel d'exportation, et au cas que ce droit
d'exportation ou de transit des blés serait augmenté
par une disposition générale, la dite augmentation ne
pourra être appliquée qu'à l'excédant de la consommation
de la partie du Tyrol, qui est dans l'usage de
s'approvisionner de blé dans les marchés du Royaume
d'Italie. La quantité nécessaire de la dite consommation
sera déclarée et réglée par les deux Gouverne-
mens dans une mesure abondante en raison de la
population.

ART. VIII. Le Royaume d'Italie accordera à la Expor-
tation
de mines
raux.
Bavière, préférablement à d'autres états étrangers l'ex-
portation du fer, Zinc ou Colamine, Cuivre, si ce-
pendant c'est pour la partie des dits produits, que le
Gouvernement Italien reconnaîtrait compatible avec
des besoins intérieurs de l'état, dans ce cas le droit
d'exportation sera à la moitié de celui, établi par le
Tarif actuel; il sera même réduit pour le Zinc au
tiers du droit, porté par le dit Tarif.

ART. IX. La Bavière de Son côté laissera libre Besti-
aux
en tous temps l'exportation pour le Royaume d'Italie,
des boeufs, brebis et moutons, Chevaux et bestiaux
de toute espèce, ainsi que du bois tant de chauffage
que de construction et du charbon, sans aucune res-
triction et moyennant le paiement d'un droit unique,
qui ne pourra dans tous les cas et temps excéder les
mesures suivantes:

Fagots $1\frac{1}{2}$ pour cent de la valeur bois		
mon de chauffage	2	} pourCent
bois dur	3	
bois mon de construction de toute lon- gueur et grosseur	7	
bois dur de C. de t. l. et gr.	9	
les bestiaux de toute espèce	1	
Sont exceptés les boeufs, vaches et chevaux, qui paye- ront — $1\frac{1}{2}$ pour Cent.		

ART. X. La quantité de vin, que la Valteline Vins.
était en usage d'importer annuellement dans la Vallée
de l'Inn supérieur, continuera à y être importée en
payant les droits d'entrée, réglés par le tarif du Tyrol
du 14. Août 1786. La dite quantité sera déterminée
en

1808 en prenant pour base le terme moyen de neuf années, écoulées depuis 1786, jusqu'au commencement du 1796.

Les vins, que les pays ci-devant Vénitiens étaient dans l'usage d'importer dans Primiero, Pusteria, Valle de Ledro et Indicarte, en vertu des actes rappelés dans le dit Tarif du 14. Août 1786. continueront à y être importés dans la quantité déterminée par le dit acte, moyennant le payement des droits réglés par le même Tarif.

Il sera libre à l'administration des douanes Bava- roises de prendre des précautions convenables pour prévenir tout abus à cet égard.

Autres
mar-
chandi-
ses.

ART. XI. Les autres productions et marchandises venant des deux Royaumes, ainsi que toutes celles, qui viendraient de l'étranger en transit pour les deux Etats, et qui ne l'ont, ou ne seront pas prohibées par une loi générale y entreront librement moyennant le payement des droits, qui sont et seront établis par les tarifs respectifs.

Magazi-
nage.

ART. XII. Les productions et marchandises venant de l'un des deux Royaumes à l'autre, tant pour y être consommées, que pour passer à l'étranger, ne payeront que la moitié des droits de garde et de magazi- nage, qui sont ou pourront être établis dans les deux Etats pour les marchandises venant d'autres pays.

Cas du
passage
par des
états
tiers.

ART. XIII. Les dispositions ci-dessus auront aussi lieu dans les cas, que les marchandises et productions ne seraient importées directement de l'un des deux Etats dans l'autre, mais qu'elles dussent, pour y arri- ver, toucher à quelque point le territoire étranger, sauf les précautions à prendre pour prévenir les sub- stitutions frauduleuses.

Com-
mun di-
rectes.

ART. XIV. Les deux Gouvernemens se concerteront et prendront les mesures qu'ils jugeront les plus convenables, pour que les communications entre les deux Royaumes soient autant que possible les plus directes.

Traite-
ment
comme
les plus
favori-
sés.

ART. XV. Aucun privilège d'importation, d'ex- portation et transit, ne pourra être maintenu ni ac- cordé dans l'un des deux états à l'avantage d'un Etat étranger, sans le rendre commun à l'autre Royau- me pour la même quantité de marchandises et pro- duc-

ductions, aucune exemption ou diminution des droits ne pourra de même être maintenue ni accordée dans l'un des deux Royaumes à l'avantage d'un Etat étranger au préjudice des facilités et préférences établis dans le présent traité à l'avantage de l'un des deux Etats contractans. Ne seront point censées comprises dans le présent article les dispositions particulières sur le commerce régulier, qui ont, ou pourraient avoir lieu entre l'Empire Français et le Royaume d'Italie. 1808

ART. XVI. Les dispositions du présent Traité, concernant l'exportation et le transit entre les deux Etats, ne seront pas applicables aux sels, aux tabacs, aux poudres et salpêtres, ni généralement à tout autre article, qui constituerait une branche des droits privatifs, réservés au Gouvernement et là dessus ou s'en tiendra respectivement aux réglemens généraux des deux états. Exception pour les sels tabacs etc.

ART. XVII. La défense de l'importation ou du transit des marchandises provenant directement ou indirectement des fabriques ou du commerce de l'Angleterre, sera maintenu dans les deux Etats jusqu'à ce qu'il soit autrement pourvu en suite des dispositions de S. M. l'Emp. des Français, etc. etc. Marchand. anglaises.

ART. XVIII. Et comme afin de se garantir d'avantage contre toute importation frauduleuse des marchandises anglaises, il est établi par le règlement du Royaume d'Italie, que les marchandises d'une qualité déterminée doivent être réputées Anglaises, quelque soit leur origine, à moins qu'elles en viennent de France, S. M. l'Empereur, pour donner à S. M. le Roi de Bavière un temoignage spécial de l'intérêt qu'elle prend à la prospérité du commerce de ses Etats, consent à ce que les marchandises de la dite qualité, provenant des fabriques du Royaume de Bavière, soient admissibles dans le Royaume d'Italie, comme si elles venaient de France, à la charge du payement des droits de Donane et de l'exécution rigoureuse des formes et des mesures, qui sont, et seront établis à l'effet de justifier l'origine des dites marchandises. Faveur des fabriques en Bavière.

ART. XIX. Les mêmes précautions seront prises et observées à la rigueur dans les deux Etats à l'effet d'empêcher, que sous le prétexte du transit de marchandises, venant des Etats amis ou neutres, il ne soit point commis d'abus ou préjudice de la défense des Empêchement de fraude.

1808 des marchandises Anglaises, ainsi que pour empêcher toute substitution des marchandises étrangères à celles des deux Royaumes, qui se trouvent spécialement favorisées par les stipulations du présent traité.

Droit
unique.

ART. XX. Pour l'importation, l'exportation et le transit, on ne pourra exiger en général dans les deux États qu'un droit unique à la frontière respective.

Ce droit sera unique et uniforme pour chaque catégorie des marchandises et productions, et comme le droit de transit pour le Royaume de Bavière est sur le point d'être réglé en raison des distances, il est convenu, que même dans la distance la plus forte la moitié du droit, auquel seront assujetties les productions et marchandises venant du Royaume d'Italie, ou qui y seraient adressées, ne pourra excéder le montant du droit général de transit, fixé par le Tarif actuel du Royaume d'Italie respectivement dans chacune de ces classes.

La même disposition aura lieu dans le Royaume d'Italie en faveur des productions et marchandises, venant du Royaume de Bavière, ou qui y seraient adressées.

Gabelles
intérieures.
diarier.

ART. XXI. Les gabelles intermédiaires entre les provinces et districts intérieurs des États, comme aussi tous les droits privatifs ou privilèges de recevoir, transporter, d'expédier et vendre les marchandises et productions de l'un à l'autre état, quelque soit la nature, l'origine et la dénomination des dites gabelles et droits, s'il en subsiste encore, seront indistinctement abolies et supprimées à la charge du Gouvernement territorial.

Péages
de terre
et d'eau.

ART. XXII. Pourront néanmoins les transports des marchandises être assujettis dans les deux états au paiement des droits de péage de terre et d'eau, mais ces droits, soit qu'ils appartiennent au Gouvernement, ou aux Communes, seront les plus modérés possible et doivent être combinés entre les deux Gouvernemens de manière à garder une proportion exacte entre les deux États, calculée d'après les distances et la dépense nécessaire pour l'entretien des chemins, ponts et canaux. Les bureaux de perception des dits droits seront les moins nombreux que possible, et à moins

moins que des considérations majeures ne s'y opposent, les payemens des dits droits seront réunis dans un payement et bureau unique de perception. 1808

ART. XXIII. Les deux Gouvernemens s'engagent à faire réparer, améliorer et entretenir en bon état les voyes de terre et d'eau, qui seront jugées les plus propres à rendre les communications commerciales entre les deux états faciles, courtes et sûres dans toutes les saisons de l'an autant que possible. Entretien des voyes.

ART. XXIV. Les dispositions du précédent article seront particulièrement appliquées : Spécialement.

1. à la route, qui du pays de Vicence, en passant par Schio, tombe sur Roveredo, et en attendant que cette route soit achevée, ou réparera convenablement la route attachée de Bassano à Trente.
2. à la grande route de poste de Verona à Trente.
3. à une nouvelle, qui, en passant par la Valteline, gagnera la frontière du Tyrol.
4. à la navigation de l'Adige.
5. aux chemins, qui se réunissent de part et d'autre aux voyes de terre et d'eau ci-dessus mentionnées dans chacun des deux Etats.

Le tout est toujours dans la vue d'y faciliter les transports et communications tant à l'intérieur que pour l'étranger.

ART. XXV. Toutes les provinces, qui actuellement font ou feront partie du Royaume d'Italie, et du Royaume de Bavière, sont et seront comprises dans le présent traité. Étendue du traité.

ART. XXVI. Les sujets du Roi d'Italie jouiront dans le Royaume de Bavière et réciproquement les sujets de Bavière jouiront dans le Royaume d'Italie relativement aux successions, acquisitions et contrats de tous les droits, dont jouissent les sujets respectifs dans leur pays. Égalité avec les sujets quant aux successions etc.

ART. XXVII. L'interprétation, à la quelle pourrait donner lieu quelque-~~un~~ des articles du présent traité, comme aussi les arrangements ultérieurs, qui pourroient se rendre nécessaires en conséquence des variations de confins, ou de règlement des douanes, tant dans l'intérieur que dans l'étranger limitrophe, seront

1808 seront réglés d'après les principes du présent traité, qui sont déclarés être la plus grande faveur à donner aux importations et exportations réciproques des productions et marchandises originales des deux Etats, et l'exclusion de toute concurrence des états et ports étrangers, préjudiciable au commerce de transit des Etats contractans.

Termes
de 10
ans.

ART. XXVIII. Les deux Gouvernemens exécuteront et feront exécuter les dispositions du présent traité de bonne foi pour le terme de dix ans, à commencer du 1^{er} jour de Janvier 1808. Ce terme échu le traité sera censé prolongé de cinq ans à cinq ans, à moins qu'il n'y ait déclaration contraire de l'une des deux parties.

Ratification.

ART. XXIX. Le présent traité sera soumis à l'approbation et ratification de S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie et Protecteur de la confédération du Rhin, et de S. M. le Roi de Bavière, et aura son exécution 25. jours au plus tard après l'échange des ratifications, qui aura lieu à Milan.

Fait double à Milan le deuxième jour du mois de Janvier 1808.

(L. S.) J. PRINA.

(L. S.) MONTGELAS.

Articles séparés.

Tabacs.

ART. I. Les bureaux des douanes sur les confins Bavaïois ne pourront laisser passer en transit de tabacs, tant ouvrés, qu'en feuilles, à la destination des Cantons helvétiques, des Grisons et du Tesin, à moins que pour y arriver, ils n'eussent à emprunter nécessairement le territoire du Royaume d'Italie.

Abolition de
privileges.

ART. II. En exécution de l'article 21. du traité aura lieu immédiatement l'abolition du privilège Profs de Roveredo et le Dazio Castelbarco.

Marchandises
favorisées.

ART. III. Seront exceptées de la règle générale, établie par l'art. 11. du Traité, les foies et foieries de

de toute espèce, les huiles, les fruits secs et verts, les poissons salés, les savons, les sucres raffinés, les verres et verreries, lesquels articles jouiront en entrant dans la Bavière de la diminution du cinquième des droits portés par le nouveau Tarif, et du côté du Royaume de Bavière les couvertures de laine fine, les tapis, portés au Tarif italien sous la dénomination *Tapetti di spalera* et *spalera di lana, o filo et lana*, les quincailleries ordinaires, portés au Tarif sous la catégorie de *Astucci ordinari* et les articles de bois ouvré, payant actuellement dix livres de Milan par quintal, lesquels jouiront, en entrant dans le Royaume d'Italie, de la diminution d' $\frac{1}{2}$ des droits fixés par le Tarif italien.

ART. IV. Le présent traité sera tenu secret jusqu'à ce que les deux Gouvernemens le jugent convenable, ce qui n'empêchera point, qu'il ne soit exécuté suivant sa forme et teneur.

ART. V. Les présents articles séparés feront partie du Traité principal, et auront la même force et valeur, que s'ils y étaient insérés mot à mot.

Valeur
des art.
sepp.

En foi de quoi les soussignés Ministres plénipotentiaires y ont apposé leur signature et cachet de leurs armes.

(L. S.) PRINA.

(L. S.) MONTGELAS.

2.

1808 *Actes d'accession à la confédération du Rhin
de la part des Ducs de Mecklenbourg-Strelitz,
de Mecklenbourg-Schwerin, et de
Oldenbourg 1808* *).

1.

18 Févr. *Traité entre l'Empereur des Français et le
Duc de Mecklenbourg-Strelitz portant acces-
sion de celui-ci à la confédération du Rhin;
signé à Paris le 18. Février 1808.*

(WINKOPP *rheinischer Bund*. 6r Band p. 320-322).

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi de l'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin et Son Altesse Sérénissime le Duc de Mecklenbourg-Strelitz voulant régler ce qui concerne l'admission de Sa dite Altesse dans la confédération du Rhin, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, M^rs. Jean Baptiste Nompère de Champagny, Ministre des relations extérieures, Grand-aigle de la légion d'honneur, Commandeur de l'ordre de la couronne de fer, Grand-croix de l'ordre de la fidélité de Bade et de St. Joseph de Würzbourg. Et S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Strelitz, M^rs. Jean Comte de Schlitz, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Grand-Doyen du Chapitre de Colberg; lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus de ce qui suit.

ART,

- *) Tous les actes d'accession à la confédération du Rhin signés 1806 et 1807 se trouvent dans le 4^{ème} volume des supplémens; pour compléter ces actes j'insère ici les trois derniers, qui sont de l'an 1808 et qui m'ont échappés lors de la redaction du 5^{ème} volume des supplémens, où ils auraient dû entrer d'après la date de leur signature.

ART. I. S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Strelitz accède au traité de confédération et d'alliance conclu à Paris le douze Juillet mil huit cent six, et par cette accession, il entre dans tous les droits et dans toutes les obligations de la confédération et de l'alliance, de la même manière que s'il eût été partie contractante au dit traité. 1808
Accession.

ART. II. S. A. S. siégera dans le collège des Princes. Son rang dans ce collège sera réglé par la diète. Siège à la diète.

ART. III. Il ne pourra, sans le consentement préalable de la confédération du Rhin être dans aucun cas et pour quelque raison que ce puisse être, donné passage, par les états de S. A. S., à aucunes troupes à aucun corps ou détachement de troupes d'aucune puissance étrangère à la confédération. Passage de troupes.

ART. IV. L'exercice du culte catholique sera dans toutes les possessions de S. A. S., pleinement assimilés à l'exercice du culte luthérien, et les sujets des deux religions jouiront, sans restriction, des mêmes droits civils et politiques, sans cependant déroger à la possession et jouissance actuelle des biens des églises. Culte Catholique.

ART. V. Le contingent du Duché de Mecklenbourg-Strelitz, pour le cas de guerre, sera de quatre cent hommes d'infanterie. Contingent.

ART. VI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de cinq semaines. Ratification.

Fait double à Paris le dix-huit Février, mil-huit-cent-huit.

(L. S.) F. B. Nompère CHAMPAGNY.

(L. S.) I. Comte DE SCHLITZ.

2.

Traité entre l'Empereur des Français et le Duc de Mecklenbourg-Schwerin portant accession de celui-ci à la confédération du Rhin, signé à Paris le 22. Mars 1808. 22. Mars

(WINKOPF *rheinischer Bund*. 8r Band p. 158. 160.)

*N*apoléon par la grace de Dieu et les Constitutions Empereur des Français, Roi d'Italie et Protecteur

1808 *teur de la confédération du Rhin : ayant vu et examiné le traité conclu, arrêté et signé à Paris le 22. Mars 1808. par Mr. Champagny, Notre ministre des relations extérieures, grand-cordon de la légion d'honneur etc. en vertu des pleins pouvoirs, que Nous lui avons conférés à cet effet avec Mr. le Baron de Boffet, Maréchal de la Cour, et Envoyé extraordinaire de S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Schwerin, également muni de pleins-pouvoirs, duquel traité la teneur suit.*

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin et Son Altesse Sérénissime le Duc de Mecklenbourg-Schwerin, voulant régler ce qui concerne l'admission de Sa dite Altesse dans la confédération du Rhin, ont nommé pour leurs plenipotentiaires savoir :

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Mr. *Jean Baptiste Nompère de Champagny*, Ministre des relations extérieures, grand-aigle de la légion d'honneur, commandeur de l'ordre de la fidélité de Bade et de St. Joseph de Würzburg ;

Et S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Schwerin Mr. *Georges François de Boffet*, Son Maréchal de la Cour et son Envoyé extraordinaire ;

Lesquels, après avoir échangé leur pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus, de ce qui suit.

Accession.

ART. I. S. A. S. le Duc de Mecklenbourg-Schwerin accède au traité de confédération et d'alliance conclu à Paris, le douze Juillet mil huit cent six, et par cette accession, il entre dans tous les droits et dans toutes les obligations de la confédération et d'alliance de la même manière, que s'il eût été partie contractante au traité.

Siège à la diète.

ART. II. S. A. S. siégera dans le collège des Princes ; son rang dans le collège sera réglé par la diète.

Passage de troupes.

ART. III. Il ne pourra sans le consentement préalable de la confédération du Rhin être dans aucun cas et pour quelque raison que ce puisse être, donné passage par les états de S. A. S. à aucunes troupes, à aucun corps, ou détachement de troupes d'aucune puissance étrangère à la confédération.

ART.

ART. IV. L'exercice du culte catholique sera dans toutes les possessions de S. A. S. pleinement assimilé à l'exercice du culte luthérien et les sujets des deux religions jouiront sans restriction des mêmes droits civils et politiques, sans cependant déroger à la possession et jouissances actuelles des biens des églises. ¹⁸⁰⁸ ^{Culte catholique.}

ART. V. Le Contingent du Duché de Mecklenbourg-Schwerin pour le cas de guerre sera de dix-neuf-cent hommes. ^{Contingent.}

ART. VI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six semaines. ^{Ratification.}

Fait double à Paris le vingt-deux Mars mil huit-cent-huit.

Signé: CHAMPAGNY.

DE BOSSET.

Avons approuvé et approuvons le traité ci-dessus en tous et chacun des articles, qui y sont contenus, déclarons qu'il est accepté, ratifié et confirmé et promettons qu'il sera inviolablement observé, en foi de quoi Nous avons donné les présentes, signées de notre main, contre-signées et munies de notre sceau Impérial.

à Bayonne le 24. Avril 1808.

NAPOLÉON

Le Ministre des relations
extérieur

CHAMPAGNY.

Par l'Empereur.

Le Ministre-Secrétaire d'Etat

Huguet B. MARES.

Vu par Nous Vica-Grand-Electeur, Grand-Chambellan, faisant les fonctions d'Archichancelier d'Etat.

(L. S. J.)

1808 *Traité entre l'Empereur des Français et le*
 14. Oct. *Duc de Holstein-Oldenbourg portant acces-*
sion de celui-ci à la confédération du Rhin,
signé à Erfurt le 14. Octobre 1808.

(WINKOPP *der rheinische Bund*, T. X. p. 150.).

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, et Son Altesse Sérénissime le Duc de Holstein-Oldenbourg,

Voulant régler ce qui concerne l'admission de Son Altesse Sérénissime dans la confédération du Rhin, ont nommé pour leurs plenipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin le Sieur Jean Baptiste de la Bernardière, Chef de la Division politique du Nord au Ministère des relations extérieures, membre de la légion d'honneur,

Et Son Altesse Sérénissime le Duc de Holstein-Oldenbourg, son conseiller privé et Ministre Hans Detlef Br. de Hammerstein,

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus de ce qui suit:

Accession.

ART. I. Son Altesse Sérénissime le Duc de Holstein-Oldenbourg accède en sa qualité de Prince régnant de Lubeck et comme administrateur régnant du Duché d'Oldenbourg au Traité de confédération et d'alliance conclu à Paris le 12. Juillet 1806, et par son accession il entre dans tous les droits et dans toutes les obligations de l'alliance, de la même manière que s'il eût été partie contractante au dit traité.

Siège à la Diète.

ART. II. Son Altesse siégera dans le Collège des Princes, et son rang dans ce Collège sera déterminé par la Diète.

Passage de trou-pes.

ART. III. Il ne pourra sans le consentement préalable de la confédération du Rhin être dans aucun cas, et pour quelque raison que ce puisse être, donné passage par les états de Son Altesse Sérénissime à aucune troupe, à aucun corps ou détachement de troupes d'aucune puissance étrangère à la dite confédération.

ART.

ART. IV. L'exercice du culte catholique sera dans toutes les possessions de Son Altesse Sérénissime pleinement assimilé au culte luthérien, et les sujets des deux religions y jouiront sans restrictions des mêmes droits civils et politiques, sans cependant déroger à la possession et jouissances actuelles des biens des églises.

1808
Culte
catholi-
que.

ART. V. Sa Majesté Impériale et Royale déclare, que par l'art. V. du traité de Fontainebleau *) Elle n'a entendu céder au Roi de Hollande, que les droits de souveraineté du Comte de Bentinck, n'ayant voulu porter aucune atteinte à ceux qui pouvaient appartenir à Son Altesse Sérénissime le Duc de Oldenbourg.

Inter-
pretat.
de l'art.
V. du tr.
de Fon-
taine-
bleau.

ART. VI. Son Altesse Sérénissime, vu la position de Son Duché sur la mer et l'étendue des côtes qu'Elle a à garder, fournira pour le cas de guerre un contingent de huit cent hommes d'infanterie.

Conti-
nent.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

Fait double à Erfurt le quatorze Octobre mil-huit-cent-huit.

(Signé): J. B. BERNARDIÈRE.

(L. S.)

(Signé): H. D. DU DE HAMMERSTEIN.

(L. S.)

3.

Substance d'un traité de subsides conclu entre S. M. Britannique et S. M. le Roi Ferdinand de Sicile, signé à Palerme le 30. Mai 1808.

(Gazette de Leyde, 1808. N. LXV.).

L'amitié sincère et constante qui subsiste entre les deux Puissances sera maintenue.

ART. II. Les parties contractantes s'engagent à se fournir mutuellement contre la France tous les secours possibles.

ART. III. Le Roi de Sicile s'oblige à ne faire prélever aucun droit sur tous les objets d'approvision-

ART.

*) Traité de Fontainebleau du 11. Nov. 1807. entre l'Emp. des Français et le Roi d'Hollande V. Suppl. T. IV. p. 485.

1808 nement et l'armement militaire et naval, dont auraient besoin les troupes de S. M. Britannique, stationnées dans les forteresses de la Sicile, et tous les vaisseaux de guerre de S. Majesté qui se trouvent dans la méditerranée.

ART. IV. La même exemption est étendue aux vaisseaux de S. M. Britannique stationnés à l'île de Malte.

ART. V. Les bâtimens anglais, pris par un ennemi quelconque de l'Angleterre, ne seront point admis dans les ports de la Sicile.

ART. VI. Les ports de la Sicile seront ouverts pendant cette guerre à toutes les escadres de S. M. Britannique, et à tous bâtimens marchands anglais.

ART. VII. S. M. Britannique s'engage en revanche, à défendre, durant la présente guerre, les forteresses de Messine et d'Auguste, et d'y entretenir à ses dépens un corps de troupes de 10,000 hommes, et d'augmenter leur nombre en cas de besoin. La distribution de ces troupes sera confiée entièrement aux commandans Anglais, qui exerceront sur elles la loi martiale, comme dans une garnison anglaise; S. M. Sicilienne fournira les logemens.

ART. VIII. S. M. Britannique s'engage de payer au Roi de Sicile pendant la durée de cette guerre, et à compter du 10. Septembre 1805, jour où les troupes Anglo-Russes débarquèrent à Naples, un subside annuel de 300,000 livres Sterling payable à raison de 25,000 liv. Sterling par mois. A compter de la date du présent traité, les payemens seront effectués un mois d'avance. Sa Maj. Sicilienne emploiera ces subfides à l'entretien de sa marine et de son armée, à la défense de ses états, et à des opérations contre l'ennemi commun; et il sera rendu compte, de trois en trois mois au Gouvernement Britannique, de la manière dont S. M. Sicilienne aura employé les subfides qui lui auront été payés.

ART. IX. Il sera promptement conclu un traité de commerce entre les deux parties.

Le présent traité sera ratifié avant quatre mois ou plus tôt s'il est possible.

Fait à Palérme le 30. Mai 1808.

Signé: W. DRUMMOND. TH. DE SOMMA.

4.

*Conventions entre l'Empereur des Français, 1808
et le Roi de Saxe au sujet des troupes du Duché de Varsovie. 1808. 1809.*

1.

*Convention de Bayonne concernant la Légion
de la Vistule entre la France et la Saxe;
signée le 10. Mai 1808.*

(Copie manuscrite mais sûre).

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, étant convenu avec S. M. le Roi de Saxe, Duc de Varsovie, de prendre à son service un corps de huit mille hommes, faisant partie de l'armée actuelle du Duché de Varsovie, dans l'intention de diminuer les dépenses de ce Duché, et les deux hautes parties contractantes voulant régler tout ce qui concerne l'organisation et composition de ce corps et son admission au service de France, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin,

Mr. Jean Baptiste Nompère de Champagny, Ministre des relations extérieures, Grand-Aigle de la Légion d'honneur, Grand-Cordon de l'ordre de la fidélité de Bada et de celui de St. Joseph de Würzburg, Commandeur de l'ordre de la couronne de fer

et S. M. le Roi de Saxe Duc de Varsovie

M. M. Stanislas Comte Potocki, Xavier Comte Dzialynsky et Pierre Comte Bielinski, Sénateur Palatin du Duché de Varsovie, Chevalier des ordres de Pologne, officier de la Légion d'honneur,

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, sont convenus de ce qui suit:

ART. I. Le Corps de huit mille hommes tiré de l'armée actuelle du Duché de Varsovie, que S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie s'engage à prendre à Son service, sera formé par trois Régimens
Nouveau Recueil. T. IV. B en

1808 entiers, ayant leurs conseils d'administration et organisés de manière que chaque compagnie ait un effectif de cent quarante hommes.

ART. II. Chaque régiment sera composé de deux bataillons, chaque bataillon de neuf compagnies, dont une de grenadiers et une de voltigeurs. Il y aura de plus une compagnie d'artillerie de cent quarante hommes et une compagnie de sapeurs de deux cent.

ART. III. Aussitôt que ces troupes auront été organisées, elles seront passées en revue par Mr. le Maréchal Davoust et dirigées sur la rive gauche de l'Oder. Après avoir passé ce fleuve, elles seront à la charge de S. M. l'Empereur des Français et se rendront immédiatement à Magdebourg, où leur armement sera complété.

ART. IV. Le susdit Corps de huit mille hommes sera toujours considéré comme faisant partie du Contingent de trente mille hommes, que S. M. le Roi de Saxe doit entretenir dans le Duché de Varlovie et fournir dans le cas d'une guerre, dans laquelle la confédération du Rhin serait engagée.

ART. V. S. M. l. R. prend l'engagement de ne point envoyer dans les Colonies les régimens Polonois composant ce Corps de huit mille hommes, qui entre à Son service.

ART. VI. Les régimens seront tenus constamment au complet, en conséquence ils auront des dépôts à Kalisch et à Posen, pour recevoir les recrues et les diriger sur les corps, auquel elles devront appartenir.

Les recrues comprendront les cadres de quatre nouvelles compagnies, qui appartiendront au Corps, mais qui seront aux frais de S. M. le Roi de Saxe, jusqu'au moment, où elles auront passé l'Oder; elles seront envoyées sans armes.

S. M. le Roi de Saxe s'engage à maintenir toujours au complet, jusqu'à la paix générale, le régiment des lanciers et les trois régimens composant la légion de la Vistule.

ART. VII. Il sera dressé contradictoirement entre des Commissaires de S. M. l'Empereur et Roi et de S. M. le Roi de Saxe, des états de situation de chacun des trois régimens et des deux compagnies d'artillerie et de sapeurs composant le susdit Corps de huit mille hommes; dans lesquels états seront spécifiées la nature et

et la quantité des objets d'armement, d'habillement et d'équipement, qui appartiennent à chaque régiment ou compagnie. 1808

ART. VIII. A l'époque de la paix générale, ou plutôt, si les circonstances le permettent, les huit mille hommes mentionnés dans les articles précédens seront remis à la disposition de S. M. le Roi de Saxe, avec les objets d'armement et d'équipement, dont ils étaient pourvus au moment de leur entrée au service de France, et dont il aura été dressé procès-verbal, conformément à l'article précédent.

ART. IX. La présente Convention sera ratifiée le plutôt possible, et les ratifications en seront échangées à Dresde dans l'espace d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

Bayonne, le 10. Mai 1808.

(Signé): J. B. NONPÈRE DE CHAMPAGNY.
STANISLAS Comte POTOCKI.
XAVIER Comte DZIALYNSKI.
PIERRE Comte BIELINSKI.

2.

Convention entre L. L. M. M. l'Empereur des Français etc. et Roi de Saxe sur l'augmentation de l'armée de Varsovie, signée à Varsovie le 18. Mars 1809. 18. Mars

(Copie manuscrite mais sûre).

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, et S. M. le Roi de Saxe, Duc de Varsovie voulant déterminer par une Convention l'augmentation qu'ils ont jugé à propos de donner à l'armée du Duché de Varsovie, sans que le Trésor du Duché en soit chargé, ont nommé à cet effet pour leur Plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Emp. des Franç., Roi d'Italie, Protecteur de la confédération du Rhin, Monsieur Jean François Bourgoing, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. le Roi de Saxe, Duc de Varsovie, l'un des Commandeurs de la Légion d'honneur, et S. M. le Roi de Saxe Duc de Varsovie, Monsieur Charles Comte de Bose, Son Ministre du Cabinet et Secrétaire d'Etat, dirigeant le Département des relations extérieures, Chevalier de l'ordre de la Couronne verte,

1809 Grand-Cordon de la Légion d'honneur, Chevalier de l'ordre de St. Hubert, Commandeur de l'ordre de l'Etoile du Nord;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

ART. I. Chacun des neuf régimens qui se trouvent présentement dans le Duché, savoir: le premier, second, troisième, cinquième, sixième, huitième, dixième, onzième et douzième, seront le plutôt possible augmentés de 45 hommes par compagnie, ce qui portera le nombre d'hommes de chaque compagnie de 99 à cent quarante, et la force de chacun de ces régimens au complet de deux mille cinq cent et soixante hommes.

ART. II. S. M. J. et R. prend dès ce moment à charge la solde, la masse, les subsistances et pain de soupe de chacun des soldats dont l'armée du Duché va être augmentée d'après l'article précédent.

ART. III. S. M. J. et R. prend aussi à sa charge les frais de première mise pour l'habillement et l'équipement de chacun des dits hommes d'après l'état qui sera présenté par le Prince Ministre de la guerre aux Inspecteurs ou toutes autres personnes commises à cet effet par S. M. J. et R.

ART. IV. Les mêmes Inspecteurs ou autres personnes commises à cet effet constateront le nombre effectif des hommes qui seront successivement ajoutés par compagnie à l'armée actuelle du Duché de Varsovie, afin de pourvoir avec connoissance de cause au payement de la première mise de la solde, des masses et des subsistances.

ART. V. S. M. J. et R. pourvoira aussitôt qu'il sera possible aux avances indispensablement nécessaires pour faire face aux frais dont il est fait mention à l'article trois, bien entendu que le Prince Ministre de la guerre du Duché sera tenu de rendre compte de l'emploi de ces avances aux personnes que S. M. J. et R. désignera à cet effet.

ART. VI. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai d'un mois au plutôt si faire se peut.

Fait et signé à Varsovie, le Dixhuitième Mars l'an mil-huit-cent-neuf.

(L. S.) JEAN FRANCOIS BOURGOING.

(L. S.) CHARLES Comte ROSE.

5.

Convention entre l'Autriche et Bade concernant l'admission des sujets aux fondations reciproques 1808
17. Sept.
signée à Vienne le 17 Sept. 1808.

Da sowohl in den Kaiserlich Königlich österreichischen, als in den Großherzoglich badenschen Staaten Stiftungen bestehen, welche für die Abkömmlinge gewisser benannten Familien, oder Orte und Districte, durch die Errichtungs - Urkunden bestimmt sind, Seine Kaiserlich Königl. Majestät aber sowohl, als Seine Königliche Hoheit der Großherzog zu Baden des Willens sind, bey den eingetretenen Staats - Veränderungen die Rechte der Privaten möglichst unverändert zu erhalten, so ist von den Unterzeichneten, Namens Ihrer Allerhöchsten Höfe, einverständlich folgende Verabredung getroffen worden:

Die Großherzoglich badenschen Unterthanen sollen zu der Benutzung der oben bezeichneten Stiftungen der Kaiserlich österreichischen Staaten, und die Kaiserlich österreichischen Unterthanen zu der Benutzung der gleichfalls oben erwähnten Stiftungen der Großherzoglich badenschen Staaten, ohne Unterschied, ob die Collatur oder Präsentation dem allerhöchsten Landesherrn, oder Corporationen, oder Privaten des einen oder des andern von beyden Staaten zustehen, wechselseitig zugelassen werden, in sofern sie durch die rechtmäßigen Stiftungstitel hierzu berufen, und die in den Stiftungsbriefen vorgeschriebenen Bedingungen zu erfüllen im Stande sind.

Zur Urkunde dessen haben die beyderseitigen Bevollmächtigten die vorliegende doppelt gefertigte Uebereinkunft unterzeichnet, mit ihrem angeborenen Insignel versehen, und gegen einander ausgewechselt.

So geschehen Wien am 17. Sept. 1808.

(L. S.) JOSEPH Freyherr VON HORNAYR.

(L. S.) CARL Freyherr VON ROSENFELS.

6.

1809 Convention, between His Britannick Majesty
 21. Avr. and His Royal Highness the Prince Regent
 of Portugal. Signed at London the
 21. April 1809.

His Royal Highness the Prince Regent of Portugal having represented to His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland the Necessity felt by the Brazilian Government of procuring by Way of Loan the Means of purchasing, in Europe, Naval, Stores and other essential Articles, as well as of fulfilling certain Engagements entered into in England in His Royal Name: and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland wishing to facilitate to His Ally the Negotiation of this Loan in England, His said Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, have named and chosen for Their Plenipotentiaries namely: His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland George Canning Esqr. Member of His Privy Council and His Principal Secretary of State for the Departement of foreign Affairs, and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal the Chevalier de Souza Coutinho, Member of His Council and His Envoy Extraordinary and His Minister Plenipotentiary to His Britannick Majesty; who having communicated to each other their respective Full Powers, and having found them in good and due Form have agreed upon the following Articles.

Em-
 prunt de
 600,000
 Livres.

ART. I. His Britannick Majesty consents to propose to His Parliament to sanction a Loan of Six Hundred Thousand Pounds Sterling, which His Royal Highness, wishes to raise in England.

Interêts
 et amor-
 tissement

ART. II. His Royal Highness the Prince Regent of Portugal undertakes to pay in London the Interest of this Loan at the prise at which it shall have been raised; and He likewise undertakes to provide for the

6.

Convention entre S. M. Britannique et 1809

S. A. R. le Prince Regent de Portugal, ^{21. Avr.}

signée à Londres le 21. Avril 1809.

(Traduction privée).

Son Altesse Royale le Prince Regent de Portugal ayant représenté à Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande la nécessité qu'il prouve le Gouvernement du Brésil de se procurer par la voye d'emprunt les moyens nécessaires pour faire emplette en Europe de munitions navales et autres articles essentiels comme aussi pour remplir certains engagements contractés en Angleterre en son nom Royal, et S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande desirant faciliter à son allié la négociation de cet emprunt en Angleterre, Sa dite Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Son Altesse Royale le Prince Regent de Portugal ont choisi et nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande George Canning membre de Son Conseil Privé et son principal secrétaire d'Etat pour le département des affaires étrangères, et Son Altesse Royale le Prince Regent du Portugal le Chevalier de Souza Coutinho, membre de Son conseil et Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. Britannique; lesquels après s'être communiqué réciproquement leurs Pleinpouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

ART. I. S. M. Britannique consent à proposer à son Parlement de sanctionner un emprunt de six cent mille livres Sterlings que S. A. Royale desire de contracter en Angleterre.

ART. II. S. A. Royale le Prince Regent du Portugal s'engage à payer à Londres les intérêts de cet emprunt au taux auquel il aura été contracté; et s'engage pareillement à pourvoir au remboursement successif

1809 the gradual Liquidation of the Principal by the Establishment of a Sinking Fund at the Rate of five Pounds per Centum of the above mentioned Principal of Six hundred thousand Pounds Sterling. He also engages, that the Payment relative to the Interest, as well as to the Sinking Fund shall be made every Six Months to commence from the day on which the Interest of the Loan is to begin; and shall be continued at the same Rate and at the same Periods untill the total Extinction of the Sum borrowed.

Hypo-
theque.

ART. III. In order to provide for the Payment of the Interest and the Sum, destined for the Sinking Fund, as well as for the gradual liquidation of the Principal His Royal Highness the Prince Regent of Portugal mortgages to His Britannick Majesty such a Portion of the Revenues of the Islands of Madeira as shall be necessary for the Payments of the Interest and the Sinking Fund stipulated in this Convention. — and by Way of additional Security. — His Royal Highness pledges moreover the net Produce of the Sale of Brazil Wood, to be made annually in England by the Directors of the Administration of Royal Contracts established in London and appointed by His Royal Highness; which Directors having received from His Royal Highness the Power and Authority of disposing of the Effects belonging to the above mentioned Royal Contracts to the greatest Benefit of his Royal Highness shall be directed and obliged to make at the Periods hereafter agreed upon the Payment of the Sum necessary for the Interest and Reduction of the Capital into the Hands of the Governors of the Company of the Bank of England on Account of the Lords of the Treasury. —

His Royal Highness undertakes to forward to England every Year the Quantity of Twenty thousand Quintals of Brazil Wood to be sold by the said Directors untill the Loan be entirely extinguished.

ART. IV. The before mentioned Directors of the Administration of the Royal Contracts shall give their Personal Bond in the Form and Terms annexed, by Virtue of which they will covenant to make the Payments above agreed upon on the 2^d of April and 5th of October every Year; and not to make any Application

cessif du Capital par la formation d'un fond d'amortissement au taux de cinq pour cent du susdit capital de 600,000 Livres Sterling. Elle s'engage de même à ce que le paiement relatif aux intérêts comme au fonds d'amortissement sera effectué tous les six mois à dater du jour où l'intérêt de l'emprunt commencera à courir, et qu'il sera continué au même taux et aux mêmes époques jusqu'à l'extinction totale de la Somme empruntée. 1809

ART. III. Afin de pourvoir au paiement des intérêts et de la somme destinée au fond d'amortissement comme au remboursement successif du capital S. A. R. le Prince Regent du Portugal hypothèque à S. M. Britannique telle portion des revenus de l'île de Madère qui sera nécessaire pour les payemens des intérêts et du fonds d'amortissement stipulés dans la présente convention — et par voye de sûreté additionnelle — S. A. Royale engage de plus le produit net de la vente de bois du Brésil à faire annuellement en Angleterre par les Directeurs de l'administration des contracts royaux établie à Londres et nommée par S. A. Royale; lesquels Directeurs, ayant reçu par son Altesse Royale le pouvoir et l'autorité de disposer des effets appartenant aux Judits Contrats royaux au plus grand avantage de S. A. Royale, seront instruits et obligés à faire aux époques ci après exprimées le paiement de la somme nécessaire pour les Intérêts et la Reduction du Capital dans les mains des Gouverneurs de la compagnie de la banque d'Angleterre pour le compte des Lords de la trésorerie.

Son Altesse Royale s'engage à faire expedier pour l'Angleterre chaque année la quantité de 20,000 quintaux du bois du Brésil qui sera vendue par les dits directeurs jusqu'à ce que l'emprunt soit totalement éteint.

ART. IV. Les susdits Directeurs de l'administration des contrats royaux donneront leurs bons personnels dans la forme et les termes ci annexés, en vertu desquels ils conviendront de faire les Payemens ci-dessus arrêtés, le 2 Avril et 5 Octobre de chaque année, et de ne faire aucun emploi quelconque des fonds pro-

1809 tion whatsoever of the Funds proceeding from their Administration, untill the Funds necessary for the Payments be deposited in the Bank of England.

Ratifications.

ART. V. These Articles shall be ratified by His Britannick Majesty and His Royal Highness the Prince Regent of Portugal in the space of Six Months or sooner if possible.

In Faith of which We the undersigned Plenipotentiaries of His Britannick Majesty and of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal in Virtue of our respective Full Powers have signed the present Articles, and have caused the Seal of our Arms to be affixed thereto.

Done at London the 21st day of April 1809.

Signed: (L. S.) GEORGE CANNING.

(L. S.) Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.

First Separate Article.

Remboursement d'avances.

It is understood that the pecuniary Advances, which have been made by His Britannick Majesty to His Royal Highness the Prince Regent since his departure for the Brazils shall be made good to His Britannick Majesty out of the said Loan.

This Separate Article shall have the same Force and Effect as if it were inserted among the other Articles signed on this day and shall be ratified at the same Time.

In Faith of which We the Undersigned Plenipotentiaries of His Britannick Majesty and of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal by Virtue of our respective Full Powers have signed the present article and have caused the Seal of our Arms to be affixed thereto.

Done at London the twenty first day of April One thousand, Eight hundred and Nine.

Signed: (L. S.) GEORGE CANNING.

(L. S.) Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.

provenant de leur administration jusqu'à ce que les fonds nécessaires pour les payemens aient été déposés dans la banque d'Angleterre. 1809

Art. V. Ces articles seront ratifiés par S. M. Britannique et S. A. Royale le Prince Regent de Portugal dans l'espace de 6 mois ou plutôt s'il est possible.

En foi de quoi Nous soussignés ministres Plénipotentiaires de S. M. Britannique et de S. A. Royale le Prince Regent du Portugal, en vertu de nos Plein-pouvoirs respectifs, avons signé les présents articles et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Londres le 21 Avril 1809.

Signé: (L. S.) GEORGE CANNING.

(L. S.) Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.

I^{er} Article séparé.

Il est entendu que les avances pécuniaires que S. M. Britannique a faites à S. A. R. le Prince Regent du Portugal depuis son départ pour le Brésil seront remboursés à S. M. Britannique par le moyen du dit emprunt.

Cet article séparé aura la même force et effet que s'il était inséré parmi les autres articles signés ce jour et sera ratifié à la même époque.

En foi de quoi Nous les soussignés Plénipotentiaires de S. M. Britannique et de S. A. R. le Prince Regent du Portugal, en vertu de nos pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le présent article et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Londres le 21 Avril 1809.

Signé: (L. S.) GEORGE CANNING.

(L. S.) Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.

1809

*Seconde Separate Article.*Cas de
délai de
paye-
ment.

It is agreed, that, in the Event, however unprobable, of Default of Payment on the Part of the Directors of the Royal Contracts, of the Sum necessary for the Interest and Sinking Fund at the stated Periods, this Default shall be made known to the Royal Council of Finance of the Island of Madeira by the said Directors and then the above mentioned Council shall be bound to make over to the Person, who shall in that case be named by the British Government the Sum required for that Object, which Sum shall be taken out of the Treasury of the said Island, before any other Payment whatever can be made out of the said Treasury.

The eventual Orders to this Effect shall be sent by His Royal Highness the Prince Regent of Portugal to the Royal Council of Finance of the Island of Madeira at the same Time that the Ratification of this Treaty will be forwarded to the Brazils.

This separate Article shall have the same Force and Effect as if it had been inserted among the other Articles signed on this day and shall be ratified at the same Time.

In Faith of which the Undersigned Plenipotentiaries of His Britannick Majesty and of His Royal Highness the Prince Regent of Portugal, by virtue of our respective Full Powers, have signed this Present Article, and have caused the Seal of our Arms to be affixed thereto.

Done at London the 21st day of April 1809.

(Signed:)

GEORGE CANNING.

(L. S.)

Le Chevalier DE SOUZA COUTINHO.

(L. S.)

II^d. Article séparé.

1809

Il est convenu que dans le cas, quoique peu probable du défaut de paiement de la part des Directeurs des Contrats royaux, de la somme nécessaire pour les intérêts et le fonds d'amortissement aux époques déterminées, ce défaut sera porté à la connaissance du conseil royal des finances de l'île de Madère par les dits Directeurs, et alors le susdit Conseil sera tenu de transmettre à la personne qui dans ce cas sera nommée par le Gouvernement Britannique, la somme requise pour cet effet, la quelle somme sera prise du trésor de la dite Île avant qu'aucun autre Payement quelconque puisse être fait de la dite trésorerie.

Les ordres éventuels à cet effet, seront envoyés par Son Altesse Royale le Prince Regent du Portugal au Conseil Royal de finance de l'île de Madère à la même époque à laquelle la ratification du présent traité sera expédiée pour le Brésil.

Cet article séparé aura la même force et effet que s'il était inséré parmi les autres articles signés ce jour, et sera ratifié à la même époque.

En foi de quoi les soussignés Plénipotentiaires de S. M. Britannique et de S. A. Royale le Prince Regent du Portugal, en vertu de nos Pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le présent article, et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Londres le 21 Avril 1809.

(Signé :)

GEORGE CANNING.

(L. S.)

Le Chevalier DE SOUZA COUTTINHO.

(L. S.)

7.

1810 *Lettres patentes du Roi de Bavière en date du*
 23. Juin 1810 *portant les cessions de la Bavière*
dans le Tyrol, en execution de l'art. 3. du traité
*avec la France du 28 Fevr. 1810 *).*

(v. *Journal de Francfort* 1810. Nr. 225.).

Nous Maximilien Joseph, etc. à tous ceux qui les présentes lisent, salut etc.

Par le 3ème article du traité conclu le 28 Fevrier dernier, par notre premier Ministre d'Etat, Comte de Montgelas, et ratifié par Nous le 3 Mars à Strasbourg, nous avons cédé en toute Souveraineté et propriété à S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, différentes parties du Tyrol italien au choix de S. M. I. — Lesquelles parties doivent être contigues les unes aux autres, situées à proximité du Royaume d'Italie et des provinces illyriennes, et contenir une population de 280 à 300,000 ames;

Les commissaires nommés par S. M. I. et Nous pour déterminer ce territoire et en fixer les limites, se sont réunis à Balzano, et par un acte, dressé le 7 Juin, sont convenu de déterminer la ligne de démarcation ainsi qu'il suit: "Cette ligne commence aux montagnes les plus élevées sur la frontière du pays de Salzbourg, et suit, en passant entre deux lacs, celui de Stall-Alpe et celui d'Antholz, les sommets des autres montagnes jusqu'à l'Hornberg. Delà elle descend le long des hauteurs, qui séparent les eaux de la vallée d'Oftefo de celles de la vallée de Kubbach, vers le confluent du Graubach avec la Rienz, traverse cette rivière entre Niederndorf et Tolbach, suit le Graubach et les sommets des montagnes au pied desquels ce torrent prend sa source, et ensuite une direction presque parallèle au cours de la Rienz jusqu'à la source du Hellbach; vers ce point la ligne change de direction pour

*) Ce traité n'a pas été publié en entier; il se trouve par extrait Suppl. T. V. p. 251.

pour se joindre au-dessus de la vallée de Stalla aux frontières d'Ampezzo. 1810

La ligne fuit de là les hauteurs qui sont dans la direction des frontières d'Ampezzo par la montagne de Campo-Rosso jusqu'à Salla de Stria; puis les sommets des hautes montagnes jusqu'à Lagoischo, et les frontières actuelles de Buchenstein par Zillaberg et Campo-Longo jusqu'à Davoiberg. Cette ligne continue le long des montagnes qui forment la frontière actuelle de la vallée de Tassa, par le Langkofel et Blattkogel jusqu'au sommet le plus élevé qui sépare les eaux du ruisseau de Salaria de celles du Duron; fuit les anciennes frontières du district de Kastelruth; franchit les sommets des Schöbuchi et du Schlernberg, d'où elle passe par le Schwarzgrüß et le Serffenbach, et joint l'Eisack; de là elle remonte vers le Nord le long de la rive gauche de l'Eisack jusqu'au confluent du Rothwänderbach; et passant à la rive droite de ce ruisseau, elle le fuit jusqu'à sa source. La ligne longe ensuite les frontières actuelles depuis Steff par le Ritten jusqu'au sommet du Schienberg; passe de là au sommet du Hörnerberg, ensuite à la rive droite du Gismanerbach, et le cotoye jusqu'à son confluent avec le Danzbach. Elle fuit la frontière septentrionale de Jenefie jusqu'à Orgenkofel, puis la frontière septentrionale de Molten à la source de l'Aschlerbach, dont elle cotoye la rive gauche jusqu'à l'endroit où il se décharge dans l'Adige. De là elle descend le long du Thalweg de ce fleuve jusqu'au confluent du ruisseau, qui coule entre Grilian et Firmian, en remonte la rive gauche jusqu'à sa source, passe sur les hauteurs qui forment la frontière entre Tifens et Castelfondo, franchit le Kampenberg et le Groß-Langenberg, fuit les sommets qui séparent la vallée d'Ulen du Nonsberg, du Val-di-Rum, du Val-di-Bresen et du Val-di-Rabbi, et enfin rejoint les frontières du Royaume d'Italie."

Le 9ème article dudit traité de Paris contient en outre les dispositions suivantes:

"Les troupes françaises occupant maintenant le Tyrol italien, on doit regarder le Royaume d'Italie com-

1810 comme étant déjà en possession de la partie du Tyrol qui lui est cédée."

Nous voulons en conséquence par les présentes rendre publics tous les articles ci-dessus, afin qu'on ait à s'y conformer dans les parties des cercles de l'Adige et de l'Efack situées au-delà de la ligne de démarcation ci-dessus fixée, et dont nous déclarons les habitans dégagés de leurs devoirs de sujets envers nous et liés envers leur nouveau Souverain. Persuadé que nous avons fait pour les habitans de ces pays et des autres arrondissemens qui avant les nouveaux changemens de territoire formaient la province du Tyrol, tout ce que demandait le bien du pays et qui était compatible avec les circonstances où il se trouvoit: Nous Nous consolons de la cession de ces pays, par l'idée que leur réunion avec le royaume d'Italie sous le sceptre du puissant Empereur des Français ne sera pas moins favorable à leur prospérité; et Nous Nous livrons à l'espérance, que les habitans éclairés par leurs véritables intérêts, et inaccessibles à toute espèce de séduction, se montreront dignes des soins paternels de leur nouveau Souverain par leur fidélité et leur dévouement envers Lui.

Donné dans Notre résidence de Munich le 23 Juin de l'an 1810 de notre règne le 5ème.

MAXIMILIEN JOSEPH.

8.

*Acte de démarcation des frontières entre S. M. 1810
le Roi de Suède, d'une part, et S. M. l'Em- 25 Nov.
pereur de toutes les Russies et l'Empire de
Russie, de l'autre; conclu à Tornea le 8 No-
vembre 1810; ratifié à Stockholm le 5 De-
cembre, et à Petersbourg le 17 Decem-
bre 1810.*

(Copie privée mais sûre).

Nous Charles, par la Grace de Dieu, Roi de Suède etc., s'avoir faisons, qu'en conséquence de l'article 3. du traité de paix conclu à Fredrichshamn, le 17 Septembre 1809. entre nous et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ayant cru, pour l'affermissement du bon voisinage et de la confiance, devoir procéder sans délai au règlement des limites entre notre Royaume d'un côté et l'Empire de Russie de l'autre; et ayant rencontré des sentimens analogues de la part de S. M. I., nous avons, ainsi que S. M. I., nommé à cet effet des commissaires, lesquels, en vertu de nos pleinpouvoirs respectifs, ont été autorisés à arrêter, conclure et signer un acte de démarcation entre la Suède et la Russie, s'avoir, de notre part, nos ambafeaux le Sieur Gustave Baron de Boye notre aide-de-camp-général etc., et le Sieur Pierre Adolphe Ekern, notre vice-gouverneur du gouvernement du Nord-Bothnie etc., et S. M. l'Empereur de Russie, le Sieur Pierre D'Engelmann, colonel à la Suite de S. M. I. etc., et le Sieur Paul Baron de Nicolai, conseiller de collége du département des affaires étrangères; lesquels commissaires plénipotentiaires se sont rendus dans la ville de Tornea, où, après avoir échangé leur pleinpouvoirs respectifs, ils ont conclu, signé et scellé, le 20. du mois de Novembre dernier, un acte de démarcation dont la teneur suit:

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité
Nouveau Recueil, T. IV. C S. M.

1810

S. M. le Roi de Suède et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, également animés du désir d'assurer à jamais l'union et la bonne intelligence entre leurs Etats contre les moindres cas qui pourraient y porter atteinte par le voisinage immédiat des deux monarchies, ont jugé nécessaire de fixer d'une manière précise, par un acte formel de démarcation, les nouvelles limites qui doivent séparer désormais leurs Etats respectifs d'après les stipulations du traité conclu à Frédrichshamm le 17. Septembre 1809. A cet effet, leurs dites Majestés ont nommé leurs commissaires plénipotentiaires, savoir S. M. le Roi de Suède, le Sieur Gustave Baron de Boye et le Sieur Pierre Adolphe Ekorn;

Et S. M. l'Empereur de Russie, le Sieur Pierre Engelmann et le Sieur Paul Baron de Nicolaï, lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et dpe forme, ayant visité les frontières, et en ayant fait dresser des cartes exactes, sont convenus des articles suivans.

Ligne
de dé-
marca-
tion.

ART. I. La ligne de démarcation entre le Royaume de Suède et l'Empire de Russie, partant de la frontière norvégienne entre les deux montagnes Kolta-Pahta et Kecokima Pahta ou Paikas-Waara, du point où la petite rivière Radje-dohka prend sa source dans le lac Kolta Taur; descend cette rivière à travers le lac Kuokima-Faur, jusqu'à son embouchure dans le lac Slinen Kilpis-Faur, puis coupant en deux ce premier lac, ainsi que le second Alanen-Kilpis-Jaur, et passant de là par le lac Tafta-Jaur dans le Kongama, elle suit le chenal de ce fleuve à travers les lacs Kijeli-Faur, Mucka-Jaur, Paulu-Jaur, Latina-Lahti, Naimaka-Jaur, Kallotti-Jaur, jusqu'au confluent de Kongama et du Lata Eno; de ce point où le Muonia prend son nom, la ligne continue le long de ce fleuve, et après son embouchure dans le Tornea, elle suit le chenal de ce dernier jusqu'au nord de la presqu'île Srenfaro: ici elle quitte le chenal, et passant à l'ouest par le ruisseau nommé le Naran et le Golfe de la Ville, laissant l'île Kalfholmen à droite, elle rejoint le chenal du fleuve au sud de la ville de Tornea, le suivant ensuite jusqu'à l'embouchure du fleuve dans la mer. De cette manière toutes les possessions situées à la droite de cette ligne, appartiennent à la Suède, et celles à la gauche à la Russie.

Les

Les endroits de frontière du côté suédois du nord 1810
 au sud, sont: Mauro, Gunnari, Karetsuvando, Kutanen, Muonion, Alusta, Parkajoenfumi, Kuncki, Xi-xiowarra Vittumuskka appartenant à la forge de Kengis, Kardis, Jarkois, Pello, forge de Svansten, Juaxanki, Marjosaari, Kuiva-Kangas, Haapakila, Matarengi; avec l'église d'Osver-Tarnea, Ruskola, Alkula, Niemis, Armassaari, Koivukyla, avec l'église de Hietanemi, Peckila, Vitzaniemi, Potila, Korpokyla, Carungi avec l'église de Karl Gustaf, Kuckola, Vajackala, Mattila, Haaparanda. Les endroits du côté russe sont: Naimaka, Kellotti, l'église d'Enontekis, Palejoensun, Songa-Muodka-Muonioniska, Killangi, Kolare, Foekyalaka, Pello, Mammila, Turtula, Juoxangi, Kauosaari, Marjasaari, Kauliranda, Kuiva-Kangas, Narki, Alkula, Niemis-Armassaari, Hellingsby, Korbikyla, Karungi, Kuckola, Najatkala, Kiviranda, la ville de Tornea sur la presqu'île de Svenfaroë, l'église de Neder-Tornea, Hallata et Nettsaari sur l'île de Bjorkon. Depuis l'embouchure du Tornea dans la mer, la frontière se prolonge le long du golfe de Bothnie à travers le milieu du Quarken et du Alandskaf jusqu'à la mer Baltique, de manière qu'au nord du golfe les îles de Bockholm, de Saelloen, avec le port de Rentshamm, ainsi que l'île de Östra-Sarven-Maat, et au sud les îles d'Aland et celle de Singelskaer, sont les points les plus avancés des possessions russes.

Toutes les îles situées à l'est de la plus grande profondeur des lacs et du chenal ou Thalweg des trois fleuves nommés ci-dessus, appartiennent à la Russie, et celles à l'ouest de la même ligne à la Suède, à l'exception seule de la presqu'île Svenfaroë, sur la quelle se trouve la ville de Tornea.

De même, depuis l'embouchure du fleuve Tornea, les îles les plus rapprochées des côtes de la Finlande et de la terre ferme d'Aland appartiennent à la Russie, et à la Suède celles qui avoisinent les côtes.

ART. II. Les rivières Tornea, Muonio et Konga Echange
des pro-
priétés
particu-
lières.
 ma faisant frontière entre les deux Etats, il est entendu qu'elles sépareront désormais toute propriété particulière, située sur les deux rives opposées, de manière que celui qui en a la possession, sera obligé d'abandonner l'un ou l'autre côté du fleuve. Mais en considération de la situation particulière des habitans de

1810 de ces rives, les hautes parties contractantes sont convenues de prolonger à leur égard jusqu'à cinq ans le terme de trois ans fixé par le Traité de Friedrichshamm, pour l'établissement de leurs sujets respectifs dans l'autre pays, ou l'aliénation de leurs biens.

En attendant, la séparation de ces propriétés s'effectuera, pour la convenance commune des intéressés, au moyen d'échanges réciproques par tout où ce mode sera applicable. Les autorités respectives sur les lieux veilleront à ce que justice soit faite à chacun dans ces transactions, ainsi que dans les ventes et achats de terres devenus indispensables.

Par suite de cette même sollicitude des hautes parties contractantes pour le bien-être de leurs sujets respectifs, la jouissance des possessions sur les îles des susdits fleuves et lacs est à jamais assurée aux anciens propriétaires, quand même la ligne de démarcation rangerait ces îles du côté opposé; bien entendu cependant que ce privilège ne s'étendra point sur les îles Flurinlaari, Fligarinlaari, la presqu'île Svenfar-o et les îles au sud de cette dernière, les propriétés mixtes, s'il s'en trouvait sur plusieurs îles voisines, ou sur la surface d'une grande île isolée, devront être échangées les unes contre les autres, autant que faire se pourra.

Les cinq années écoulées, les possesseurs de chaque île auront à payer conjointement une redevance annuelle de 48 copeks en cuivre, ou huit skillings argent de banque suédoise, en signe de reconnaissance que le terrain dont ils ont l'usufruit, appartient à l'autre souverain. Ces redevances ayant été recueillies par les préposés des usufruitiers, liquidation en sera faite de part et d'autre avant l'expiration des trois premiers mois de l'année.

Eglises.

ART. III. Il sera permis aux habitans des deux rives du Tornea Muozio de fréquenter leurs anciennes églises pendant l'espace des trois ans, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent acte, à la charge de pourvoir jusqu'à ce terme, comme par le passé, à l'entretien des prêtres et des autres employés d'église, et pour cet effet aucun droit de douane ne sera levé sur les dîmes que ces habitans auront à remettre. Au bout de trois ans, tout rapport entre les paroisses des deux rives ayant cessé, ceux des sujets de l'une ou de l'autre puissance qui auront été séparés de leurs anciennes églises, seront dédommages, d'après un estimé sage et

rais-

raisonnable, de ce qu'ils auront contribué ancienne- 1810
ment à l'établissement commun des églises, des mai-
sons de prêtres, des magasins et maisons de paroisse,
y compris aussi les maisons de justice. Tous ces comptes
seront réglés avant l'expiration du même terme.

ART. IV. Les différentes voyes de communication Commu-
dont se sont servis jusqu'à présent les habitans des deux nica-
frontières, tant pour des objets de nécessité que de tions il-
commerce, leur sont assurés pour l'avenir. Ainsi tout bras.
bâtiment russe aura pleine liberté de passer et repasser par
le chenal conduisant du port de Rentehamm à la grande
mer, comme tout bateau suédois par le bras du Tor-
nea, qui sépare la ville de ce nom du Continent russe.
De même la libre navigation dans toute l'étendue du
cours des trois fleuves et de lacs précités, subsistera
comme par le passé. Il sera permis à tout bateau
de prendre terre à la rive opposée aussi souvent que ce
sera nécessaire pour la sûreté de la navigation ou le
halage des bateaux. Egalement il sera loisible aux ha-
bitans de toute la rive opposée de se servir du chemin
de terre menant d'Osver Tornea à la ville de Tornea,
à la seule charge de contribuer, comme auparavant, à
l'entretien de ce chemin, tant qu'ils profiteront de
cette liberté.

Dans aucun des cas précités, les sujets de l'une ou
de l'autre puissance ne seront molestés. Il ne sera levé
aucun droit sur leurs denrées ou marchandises pour le
simple passage par les eaux ou le territoire de l'autre
souverain. La paisible jouissance des îles leur étant
assurée par l'art. 2., il s'entend de soi-même que tout
individu en emportera le plein produit dans telle sai-
son qu'il voudra, sans jamais être sujet à aucune im-
position quelconque.

ART. V. La pêche du saumon dans la rivière de Pêche
Tornea, telle qu'elle a été réglée par les lettres royales du sa-
du 13 Sept. 1791, est formellement garantie pour les mon.
cent ans y énoncées, aux possesseurs actuels qui conti-
nueront à la faire en commun et à en partager le pro-
duit comme par le passé. Le droit annuel payable à
chacune des deux couronnes, sera proportionné à la
part que se trouvent avoir à cette ferme leurs sujets
respectifs.

Les gouvernemens des provinces de Nord-Bothnie et
d'Uleabourg empêcheront qu'aucune nouvelle estacade
ne

1810 ne soit établie, sinon par un commun accord entre les intéressés, et qu'en général aucune atteinte ne soit donnée au privilège des teneurs actuels de la dite pêche. Les cent années expirées, il sera fait un nouvel arrangement sur cet objet.

Pour ce qui est de l'exercice des autres pêches, il ne s'étendra désormais de l'un et de l'autre côté que jusqu'aux limites qui séparent les deux Etats.

Descrip-
tion topogra-
phique.

ART. VI. La description topographique qui indiquera, d'après les cartes dressées, dans les moindres détails la direction des limites et l'emplacement des poteaux et autres marques de bornage, munie de la signature et du sceau des commissaires respectifs, aura même force et valeur que si elle était insérée mot à mot dans le présent acte.

Extra-
dition
de cri-
minels.

ART. VII. La tranquillité et la sûreté des paisibles habitans de ces frontières, étant trop exposées par la grande facilité aux malfaiteurs de se soustraire à leurs justes punitions, en passant sur le territoire de l'autre puissance, il est convenu que tout meurtrier, brigand ou voleur qui, après avoir commis un crime dans une des paroisses limitrophes s'évadera sur le territoire étranger, sera saisi et livré à son gouvernement aussitôt que réquisition en aura été faite; mais en cas que l'accusé soit sujet de l'Etat où il se fera réfugié après avoir commis le crime sur le territoire étranger, il sera jugé et puni par son propre gouvernement, avec la même rigueur que s'il s'était rendu coupable envers celui-ci.

Ratifi-
cations.

ART. VIII. Les ratifications du présent acte seront échangées dans cette ville de Tornea dans l'espace de trente jours, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les susdits Commissaires plénipotentiaires, en vertu de leurs pleins pouvoirs, ont signé le présent acte de démarcation et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Tornea, le 20 (8) Novembre 1810.

(Signé): GUSTAVE DE BOYE. PIERRE ENGELMANN.
PIERRE A. EKORN. PAUL BARON DE NICOLAÏ.

9.

*Conventions pour l'abolition du droit de 1808
detraction 1808 — 1818.*

10. May

A.

Conventions de l'Autriche avec divers états.

I.

*Additional-Artikel zu dem, am 24. Febr. 1808,
zwischen dem Oesterreichischen Kaiserstaate und
dem Großherzogthume Würzburg abgeschlossenen
Freyzügigkeitsvertrags, die gleichnässige Frey-
zügigkeit der Pensionen betreffend.*

Nachdem S. K. K. Apostol. Maj., und S. K. K. Hoheit der Erzherzog Großherzog von Würzburg in Anbetracht des gegenseitig bestehenden engsten Bandes der Freundschaft und Verwandtschaft, dann in Ansehung der fürgewesenen Besitzesänderungen, welche auch auf das Schickfal und die Wohlfahrt vieler Einzelnen so nahen Bezug nahmen, Sich bewogen gefunden haben, die durch die Convention vom 24. Febr. l. J., in Ansehung der Vermögensexportation bereits festgesetzte Freyzügigkeit, auch auf den Genuß der Pensionen auszudehnen; so ist darüber von den unterzeichneten beiderseitigen Bevollmächtigten, Folgendes verabredet und festgesetzt worden:

ART. I. Den aus den Kaiserlich Oesterreichischen oder aus den Großherzoglich Würzburgischen Callen pensionirten Dienern und Unterthanen, ohne Unterschied ihres Standes, wird auf ihr Anbringen nach ihrer Privatconvenienz freybelassen, die von dem einem Theile beziehende Pension in den Landen des andren Theils verzehren zu dürfen.

ART.

40. *Conventions diverses sur l'abolition du droit*

1808 ART. II. In dem Lande, in welchem sie ihren Wohnsitz nehmen, sind sie wie andere Bewohner den Gesetzen und der Gerichtsbarkeit desselben unterworfen. Von dem Pensionsherrn können keine weitere Jurisdictions-Ansprüche auf sie gemacht werden, als jene, welche die Sicherstellung oder Befriedigung rechtlicher Forderungen seiner Unterthanen auf die Pension zum Zwecke haben, oder durch das im Lande des Pensionsverleihers besitzende Vermögen begründet sind.

ART. III. Da nach Art. I. den Pensionisten die Wahl des Wohnorts in dem einem oder andern Staate nach ihrer Privatconvenienz freybelassen worden ist, so ist ihnen auch gestattet, ihren Aufenthalt nach Willkühr zu ändern, und wieder ungehindert in den Staat des Pensionsverleihers überzuziehen. Auch in diesem Falle sind sie von allem Abzuge und aller Nachsteuer frey.

ART. IV. Gegenwärtige Uebereinkunft, welche als ein Zusatz des im Eingang erwähnten, bereits ratificirten Freyzügigkeitsvertrags vom 24. Febr. d. J. zu betrachten ist; soll von dem Tage ihrer Unterzeichnung an zu wirken anfangen, und wird daher unverzüglich den betreffenden Landesbehörden zur Nachachtung mitgetheilt werden.

Zu dessen Urkunde ist dieselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet, besiegelt und ausgewechselt worden. So geschehen, Würzburg den 10. May 1808.

(L. S.)

(L. S.)

JOHANN RUDOLPH, J. M. SEUFFERT.
Graf von BUOL-SCHAUENSTEIN.

2.

**Freyzügigkeits-Vertrag zwischen Oesterreich und 1808
Baden, geschlossen zu Wien, den 17. Sept. 1808. 17. Sept.**

S. K. K. Apostol. Maj., und Se. Königl. Hoheit der Großherzog zu Baden, haben bereits vermöge einer am 20. December 1804 ausgefertigten Convention gewisse Freyzügigkeits-Grundsätze zum Wohl Ihrer beiderseitigen Unterthanen festgesetzt, und solche auch seit dem Anfang des Jahrs 1807 auf die indessen neu-erworbene Lande ausgedehnt, ohne daß jedoch über diese Ausdehnung ein förmlicher Vertrag abgeschlossen worden.

Da nun sowohl von Seiten des K. K. Oesterreichischen als des Großherzoglich Badischen Hofes die Geneigtheit bezeigt worden, hierüber einen verbindlichen Freyzügigkeitsvertrag ausfertigen zu lassen; so sind hiezu beiderseits ernannt und bevollmächtigt worden:

Von Seite Sr. K. K. Apostol. Majestät, Herr Joseph Freyherr von Hormayr zu Hertenburg, Director des geheimen Staats-, Hof- und Hausarchives, und Hofsecretär im Departement der auswärtigen Angelegenheiten, und von S. K. H. dem Herrn Großherzog zu Baden, Herr Karl Freyherr von Rosenfels, am K. K. Hoflager akkreditirter Geschäftsträger und Großherzoglich Badischer Oberster. Selbe haben sich nun über den nachstehenden verbindlichen Freyzügigkeitsvertrag vereinigt:

§ 1. Zwischen sämmtlichen Kaiserl. Oesterreichischen, und sämmtlichen Großherzoglich Badischen Staaten, soll eine völlige Freyzügigkeit dergestalt bestehen, daß bey keiner Vermögens-Exportation, auf welche Art solche geschehe, ein Abschoß oder Abfahrtgeld, oder Nachsteuer, in sofern dieselben bisher in die Landesfürstlichen Cassen geflossen sind, erhoben werden soll.

§ 2. Die Aufhebung dieses Abfahrtsgeldes schließt indessen weder die Erhebung der Emigrationstaxe, noch der Erbsteuer aus, welche mit den, im Oesterreich-

41 *Conventions diverses sur l'abolition du droit*

1808 reichlichen Kaiserstaat bestehenden Auswanderungsgrundsätzen, und durch diese mit Localumständen und der Verfassung in zu genauer Verbindung stehet, und die selbst von jedem Unterthan des Oesterreichischen Kaiserstaats erhoben wird, der irgend eine Erbschaft bezieht, auch ohne das dabey von einer Auswanderung oder Vermögens-Exportation die Frage wäre.

§ 3. Da die Freyzügigkeit ihrer Natur zufolge sich nur auf das Vermögen bezieht, so bleiben dieses Vertrags ungeachtet, die Gesetze in ihrer rechtlichen Kraft bestehen, welche jeden Unterthan, bey Strafe der Vermögens-Confiscation auffordern, vor der Anfallsigmachung in fremden Landen die Auswanderungs-Bewilligung seines Landesherrn nachzusehen.

§ 4. Als fernere Folge dieses Grundsatzes wird festgesetzt, das die Erhebung der Militär-Pflichtigkeits-Redimirungs-Summe, in Fällen, wo einem Individuum die Auswanderungs-Bewilligung ertheilt wird, welches seiner Person gemäß der Militär-Pflichtigkeit unterliegt, ohne die Jahre derselben zurückgelegt zu haben, der Grundsätze der Freyzügigkeit ungeachtet, Statt finden können, weil diese Gabe nicht in Beziehung auf das Vermögen geleistet wird.

§ 5. Desgleichen bleibt es in Rücksicht der Emigrationstaxe, in Fällen der Auswanderung, bey den vorigen Bestimmungen, wornach drey Procente des Vermögens erhoben werden, als eine auf die Person des Auswandernden Bezug habende Abgabe, und da die Erhebung der Erbsteuer aus Rechtsgrundsätzen hervorgeht, die mit der Nachsteuer keine Verbindung haben, so hat der gegenwärtige Vertrag auf die Erbsteuer keine Beziehung, sondern den beiden vertragenden Theilen bleibt es unbenommen, hierüber von souveräner Macht wegen gesetzliche Bestimmungen zu treffen.

§ 6. Das Vermögen, dessen freye Ausführung vertragmäßig gestattet wird, soll nach seinem ganzen, wahren Werth verabfolgt werden, dergestalt, das die Empfänger den ganzen reellen Betrag erhalten, wie er an dem Ort erhoben wird, wo das Vermögen gelegen, oder angefallen ist, hierdurch soll jedoch der Gesetz-

Gefetzgebung beiderseitiger Regierungen über die Art, und Geldsorte, in welchem Vermögen überhaupt in das Ausland verbracht werden darf, keineswegs vor-
gegriffen seyn. 1808

§ 7. Obgleich vermöge dieses Vertrags alle Abzüge, die in die landesherrlichen Cassen fließen, aufhören, so soll doch denjenigen Ständen und Corporationen, und andern, die zur Erhebung der Nachsteuer berechtigt sind, dadurch nichts an ihren Befugnissen benommen seyn.

§ 8. Da die gegenwärtige Convention nicht als ein neuer Vertrag, sondern als eine Erneuerung und Erweiterung des bereits unterm 20. December 1804 abgeschlossenen Freyzügigkeits-Vertrags, und der im Anfange des Jahres 1807 erfolgten Ausdehnung angesehen werden soll, so hat dieselbe auch nicht auf die vor ihrer Abfassung und Ratification eingetretenen Fälle, in sofern sie unter der frühern Uebereinkunft begriffen waren, zurückzuwirken.

§ 9. Bey der Anwendung dieses Vertrags ist nicht der Tag in Betracht zu nehmen, an welchem das in Frage stehende Vermögen durch Erbschaft, oder sonst angefallen ist, sondern derjenige, an welchem es exportirt worden ist.

§ 10. Die unmittelbare Genehmigung dieses Staatsvertrags soll sowohl bey Sr. K. K. Maj. von Oesterreich, als Sr. K. H. dem Großherzog zu Baden, alsbald nachgesucht werden.

Zur Bestätigung dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtigen doppelt gefertigten Staatsvertrag eigenbändig unterzeichnet, besiegelt, und gegen einander ausgewechselt.

So geschehen zu Wien, am 17. Sept. 1808.

(L. S.)

(L. S.)

JOSEPH,

CARL,

Freyherr von Hormayr.

Freyherr von Rosenfels.

44 Conventions diverses sur l'abolition du droit

B.

1811 Conventions de la Prusse *) avec divers états

4 Juin.

1811 — 1817.

I.

Conventions entre la Prusse et la Bavière

1811 — 1817.

a.

Uebereinkunft wegen Aufhebung des Abschosses zwischen den Königl. Preussischen und Königl. Bayerischen Staaten, vom 4. Juny 1811.

(Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten. 1811. pag. 248. 249.)

Am 23sten May 1805 ist zwischen den respectiven Regierungen der Preussischen und Bayerischen Staaten, eine

*) La Prusse a signée dans les tems plus recents une multitude de traités pour l'abolition du droit de détraction. Plusieurs de ceux-ci ont déjà été donnés plus haut, tel que celui de

			Suppl.	pag.
1790.	16 Dec.	avec le Danemarck	II.	169
1810.	11 Nov.	— — Duché de Varsovie	V.	318
1811	6 Août et 2 Déc.	avec la France	V.	391
—	30 Déc.	avec Bade	V.	401
1812	10 Févr.	— Saxe Cobourg	V.	403
—	3 Mars	— la Suisse	V.	404
—	8 Avr.	— m. de Nassau	V.	406
—	—	— Anhalt Bernb.	V.	407
—	5 Juin	— l'Italie	V.	399
—	12 —	— Anhalt Dessau	V.	408

Mais comme surtout ceux signés depuis 1812 sont presque exactement de la même teneur je crois qu'il seroit inutile de les inserer ici tous en entier et je me borne à en inserer ici quelques uns en renvoyant quant aux autres à ceux avec lesquels ils ont le plus de similitude ou avec lesquels en partie ils conviennent (*mutatis mutandis*) de mot à mot. Les conventions signées depuis l'abolition du droit de détraction entre les États d'Allemagne par l'acte de la confédération germanique de 1815, n'ont principalement pour but que d'étendre cette abolition, même aux provinces Prussiennes non comprises dans la confédération.

eine Convention wegen gegenseitiger Aufhebung des Abchoffes und Abfahrtgeldes geschlossen worden. Diese Convention erklären jetzt beide gedachte Regierungen gegenseitig in nachstehender Art anwendbar auf den respectiven gegenwärtigen Länderbestand beider Reiche, nämlich dahin für anwendbar, daß

ART. I. bey keinem Vermögensausgang, aus den Königl. Preussischen Landen in die K. Bayerischen Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abchoß (*gabella hereditaria*), oder Abfahrtgeld (*census emigrationis*), erhoben werden soll.

ART. II. Daß die vorstehend bestimmte Freyzügigkeit, sich sowohl auf denjenigen Abchoß und auf dasjenige Abfahrtgeld, welche in die landesherrlichen Cassen fließen würden, als auf denjenigen Abchoß und auf dasjenige Abfahrtgeld erstrecken soll, welche in die Cassen der Städte, Märkte, Kammereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fließen würden.

Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen respectiven Königl. Preussischen und Königl. Bayerischen Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen, bey Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande, weder Abchoß noch Abfahrtgeld fordern noch nehmen.

Zur Erfüllung dieser gegenwärtigen Festsetzung sollen die obgedachten Rittergutsbesitzer und Privatberechtigten, von den beiderseitigen respectiven Regierungen angehalten werden. Wenn aber dennoch und wider alles Erwarten, Rittergutsbesitzer oder Privatberechtigte, auf einer von beiden Seiten, hiezu nicht angehalten werden könnten, so versteht es sich von selbst, daß wider solche Rittergutsbesitzer und Privatberechtigte, in Ansehung dessen, was in ihre Gerichtsbezirke, aus dem andern Staate, eingeführt wird, die Retorsion statt finden soll.

ART. III. Daß die Bestimmungen der obstehenden Artikel I. und II. sich auf alle am 23sten May 1805
pendent

46 Conventions diverses sur l'abolition du droit

1811 pendent gewesene und etwa noch nicht abgemachte Fälle, imgleichen auf alle seit jenem Tage vorgekommenen noch unabgemachte, so wie überhaupt auf alle jetzt pendente, und auf alle künftige Fälle, erstrecken sollen.

ART. IV. Dafs die Freyzügigkeit, welche im obigen 1ten, 2ten und 3ten Artikel bestimmt ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll. Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preussischen, und diejenigen Königl. Bayerischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönliche Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswanderung, um die Bewilligung derselben, seinen Landesherm, der vorgeschriebenen Ordnung gemäfs, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze, über die Pflicht zu Kriegsdiensten, und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung, in den respectiven Staaten beschränkt.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Majestät des Königs von Bayern zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechslung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten Königl. Preussischen und Königl. Bayerischen Staaten haben.

Berlin, am 4ten Juny 1811.

(L. S.) Königl. Preussischer wirklich Geheimer
Staats- und Kabinets-Minister, und
Chef des Ministerii der auswärtigen
Angelegenheiten.

(gez.) A. Graf von der GOLTZ.

b.

*Erklärung vom 11ten Februar 1817, wegen Aufhebung
des Abschosses und Abfahrts Geldes zwischen den Kö-
nigl. Preuss. und Königl. Bayerischen Landen.*

1817
12 Febr.

(Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten 1817.
pag. 31. [Nro. 403.])

Die Königl. Preussische Regierung und die Königl. Bayerische Regierung sind mit einander dahin übereingekommen und erklären hiermit, daß gegenseitig der Abschoss bey Erb und Vermächtnisfällen, und das Abfahrts Geld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen nach dem Königl. Bayerischen Landen und aus diesen in jene erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiskus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehet, aufhören soll, und daß die diesbezüglich den 4^{ten} Juny 1811 zwischen der Königlich Preussischen und der Königl. Bayerischen Regierung abgeschlossenen Uebereinkunft auf sämtliche jetzige Königl. Preussische und Königl. Bayerische Staaten Anwendung finden; daß mithin in allen denjenigen innerhalb der beiden resp. Lande jetzt anhängigen und häufig vorkommenden Erbschafts, Vermächtnis und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den andern Staat in Gemäßheit jener Uebereinkunft verfahren werden soll.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplarien von dem Königl. Preussischen und Königl. Bayerischen Ministerio vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 11ten Februar 1817.

Der Staatskanzler,
C. Fürst v. HARDENBERG.

c.

48 Conventions diverses sur l'abolition du droit

C.

1817 *Verordnung wegen Zurückgabe der dießseits deponir-*
^{3 Jun.}*ten Nachsteuer-Beträge an die Interessenten in den*
Königl. Bayerischen Landen. Vom 3. Juny 1817.

(Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten 1817.
pag. 146. [Nro. 426.])

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König
von Preussen u. f. w.

Nachdem bereits laut der Erklärung vom 12. Febr.
d. J. die Anwendung des zwischen Preussen und
Bayern bestehenden Freyzügigkeitsvertrages auf den
gegenwärtigen Umfang beider Staaten ausgedehnt wor-
den ist; finden Wir Uns in Gemähsheit einer weiteren
mit Seiner Königlich Bayerischen Majestät getroffenen
Uebereinkunft bewogen, zu verordnen, daß alle etwa
bis dahin in Unseren älteren und neueren Provinzen
ad depositum genommene Nachsteuer - Beträge der
sich darum meldenden Interessenten aus den alten
und neuen Königl. Bayerischen Besitzungen ohne Wei-
teres zurückgegeben werden sollen, wornach sämt-
liche betreffende Behörden in den älteren und neue-
ren Bestandtheilen Unserer Staaten sich schuldigst zu
achten haben.

Urkundlich unter Unserer eigenhändigen Unter-
schrift und beygedrucktem Königlichen Iniegel.

Gegeben Berlin, den 3. Juny 1817.

(L. S.)

FRIEDRICH WILHELM.

C. Fürst v. HARDENBERG.

2.

Convention entre la Prusse et Mecklenbourg

1811

Schwerin 1811.

16 Oct.

Convention wegen wechselseitiger Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes zwischen den Königlich Preussischen Staaten und den Herzoglich Mecklenburg-Schwerinschen Landen, vom 16. Oct. 1811.

(Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten 1811. pag. 350 — 351.)

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Preussen u. s. w. Urkunden und bekennen hiermit für Uns und Unsere Nachfolger, daß Wir mit Seiner Durchlaucht dem Herzoge von Mecklenburg-Schwerin wegen gegenseitiger Aufhebung des Abschosses und Abfahrtsgeldes Uns vereinbaret haben, dergestalt, daß

ART. I. bey keinem Vermögens-Ausgang aus den Königl. Preussischen Landen in die Herzogl. Mecklenburg-Schwerinschen Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautscatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden soll.

ART. II. Daß die vorstehend bestimmte Freyzügigkeit sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Cassen fließen würden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken soll, welche in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmerereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fließen würden.

Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen respectiven Königl. Preussischen und Herzogl. Mecklenburg-Schwerinschen Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der ge-

Nouveau Recueil. T. VIII.

D

genwär-

50 *Conventions diverses sur l'abolition du droit*

1811 gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bey Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschofs noch Abfahrtsgehd fordern, noch nehmen.

Zur Erfüllung dieser gegenwärtigen Festssetzung sollen die obgedachten Rittergutsbesitzer und Privatberechtigten von den beiderseitigen resp. Regierungen gehalten werden.

ART. III. Dafs die Bestimmungen der obenstehenden Art. I. und II. sich auf alle seit dem 1sten März 1811 entstandenen Auswanderungs- oder Vererbungsfälle, und auf alle künftige Fälle erstrecken sollen.

ART. IV. Dafs die Freyzügigkeit, welche in obigen 1sten, 2ten und 3ten Artikeln bestimmt worden ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preussischen und diejenige Herzogl. Mecklenburg-Schwerinschen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönliche Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäfs, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zu Kriegsdiensten und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung, in den respectiven Staaten beschränkt.

Urkundlich unter Unserer eigenhändigen Unterschrift und beygedrucktem Königl. Insiegel.

Gegeben Berlin, den 16. October 1811.

(L. S.) (gez.) FRIEDRICH WILHELM.

v. HARDENBERG. GOLTZ.

3.

*Conventions entre la Prusse et Mecklenbourg-
Strelitz 1811. 1817.*

1811

6 Août.

a.

Uebereinkunft, wegen Aufhebung des Abschosses zwischen den Königlich Preussischen und Herzoglich Mecklenburg - Strelitzischen Landen, vom 6ten August 1811.

*(Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten
1811. pag. 250. 251.)*

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Herzogl. Mecklenburg - Strelitzischen dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrts-geld aufzuheben, so erklären jetzt beide gedachte Regierungen, daß

ART. I. bey keinem Vermögensausgang aus den Königl. Preussischen Landen in die Herzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschoss (gabella hereditaria), oder Abfahrts-geld (census emigrationis) erhoben werden soll.

ART. II. Daß die vorstehend bestimmte Freyzügigkeit sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrts-geld, welche in die landesherrlichen Cassen fließen würden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrts-geld erstrecken soll, welche in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmerereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fließen würden.

Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen respectiven Königl. Preussischen und Herzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen werden demnach, gleich allen Privatrechtigten in den gedachten Landen, der ge-

D 2

genwär-

1811 gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bey Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschoß noch Abfahrtsgehd fordern, noch nehmen.

ART. III. Dafs die Bestimmungen der obstehenden Art. 1 und 2. sich auf alle jetzo pendente, und auf alle künftige Fälle erstrecken sollen.

ART. IV. Dafs die Freyzügigkeit, welche im obigen 1ten, 2ten und 3ten Art. bestimmt ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preussischen und diejenigen Herzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönliche Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäfs, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zu Kriegsdiensten und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung, in den respectiven Staaten beschränkt.

Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Mecklenburg-Strelitz, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten Königl. Preussischen und Herzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen haben.

So geschehen Berlin, den 6ten August 1811.

(L. S.)

(*sign.*)

Der Staatskanzler,

v. HARDENBERG.

b.

Erklärung wegen Ausdehnung der zwischen der Königl. Preussischen und Großherzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Regierung bestehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche gegenseitige Lande.

1817
17 Mai.

Vom 17ten May 1817.

(Gesetzsamml. f. d. Kön. Preuss. Staaten 1817. p. 145.)

Da die Königl. Preussische Regierung mit der Großherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Regierung dahin übereingekommen ist, daß gegenseitig der Abchoß bey Erb- und Vermächtnißfällen, und das Abfahrts-geld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen Landen nach den Großherzoglich Mecklenburg-Strelitzischen Landen, und aus diesen in jene, erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fisko oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehe, aufhören soll; so erklären jetzt beide gedachte Regierungen, daß die gedachte zwischen ihnen resp. am 17ten July und 6ten August 1811 abgeschlossene Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige resp. zum deutschen Bunde gehörige und zu demselben nicht gehörige Königl. Preussische Staaten ausgedehnt seyn, und daß in allen denjenigen, innerhalb der Königl. Preussischen Staaten, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtniß- und Vermögens-Exportationsfällen; wo die Verabfolgung nach den Großherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen, und in allen denjenigen, in den Großherzogl. Mecklenburg-Strelitzischen Landen jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Fällen, wo die Verabfolgung aus diesen Landen nach den Königl. Preussischen Staaten geschieht, in Gemäßheit der gegenwärtigen Uebereinkunft verfahren werden soll,

Gegenwärtig im Namen Sr. M. des Königs von Preussen und Sr. Kön. H. des Herrn Großherzogs von Mecklenburg - Strelitz, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Aus-

54 *Conventions diverses sur l'abolition du droit*

1817 Auswechfelung, Kraft und Wirkfamkeit in gefamnten Königl. Preufifchen und Großherzogl. Mecklenburg-Strelitzifchen Landen haben.

So gefchehen Berlin, den 17. May 1817.

Der Staatskanzler,

C. Fürft v. HARDENBERG.

4.

1816 *Convention entre la Pruffe et Anhalt-Deffau 1816.*

23 Déc.

Erklärung wegen Ausdehnung der feit 1811 zwischen der Königl. Preufs. Regierung und der Herzoglich Anhalt-Deffauiſchen Regierung beſtchenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft, auf ſämmtliche jetzige Königl. Preufifche und Herzoglich Anhalt-Deffauiſche

Laude. Vom 23. December 1816.

(*Gefetzſamml. f. d. K. Preufs. Staaten 1817. pag. 14.*)

Die Königl. Preufifche Regierung und die Herzogl. Anhalt-Deffauiſche Regierung find mit einander dahin übereingekommen, und erklären hiermit:

Dafs gegenseitig der Abſchofs bey Erb- und Vermächtniſsfällen und das Abfahrtsgeſt in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preufifchen nach den Herzogl. Anhalt-Deffauiſchen Landen, und aus dieſen in jene, erlaubt ſind, ohne Unterſchied, ob die Erhebung dem Fiskus oder dem Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zuſtehe, aufhören ſoll, und dafs die dieſerhalb im Jahre 1811 *), zwischen der Königl. Preufifchen und der Herzogl. Anhalt-Deffauiſchen Regierung abgeſchloſſene Uebereinkunft auf ſämmtliche jetzige Königl. Preufifche und Herzogl. Anhalt-Deffauiſche Lande Anwendung finden, dafs mithin in allen denjenigen, innerhalb der reſp. Königl. und Herzoglichen Lande

*) v. Suppl. T.V. pag. 408.

Lande jetzt etwa anhängigen und künftig vorkom-
menden Erbschafts-, Vermächtnis- und Vermögens-
Verabfolgungsfällen aus dem einen in den andern Staat,
in Gemäßheit jener Uebereinkunft verfahren werden soll.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in
gleichlautenden Exemplaren von dem Königl. Preuss-
ischen Ministerium und von der Herzogl. Anhalt-Des-
saufischen Landesregierung vollzogen und ausgewechselt
worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den
beiderseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 23. December 1816.

Der Staatskanzler,
C. Fürst v. HARDENBERG.

5.

Conventions entre la Prusse et Anhalt-Köthen 1811

1811. 1817.

20 Nov.

a.

*Verordnung in Betreff der Erbschafts- und Vermö-
gens-Exportationen aus den Preussischen Provinzen
in das Herzogthum Köthen. Vom 20. Nov. 1811.*

(Gesetzsamml. f. d. K. Preuss. Staaten 1811. p. 371. 372.)

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden König
von Preussen u. s. w. Thun kund und fügen hiermit
zu wissen: Da zufolge des von Seiner Durchlaucht dem
Herzoge von Anhalt-Köthen unter dem 28. May 1811
erlassenen Publikandi das Abzugsrecht gegen Unter-
thanen, welche aus dem Herzogthum Anhalt-Köthen
in andere Staaten auswandern, hinführo nur alsdann
statt finden soll, wenn in diesen Staaten von Unter-
thanen, die in das gedachte Herzogthum ziehen, ein
Abzug begehrt wird, folglich das Abzugsrecht in dem
Herzogthum Anhalt-Köthen künftig nur per modum
retorcionis ausgeübt werden soll; und da nach einer
ausdrücklichen Erklärung des Herzogl. Anhalt-Köthen-
schen

1811 schen Staateraths vom 30sten October d. J. unter dem in jenem Publikando enthaltenen allgemeinen Ausdruck: Abzug, sowohl der Censur emigrationis als die Gabella hereditaria zu verstehen ist, so wollen und verordnen Wir hiermit:

ART. I. Dafs bey keinem Vermögensausgang aus Unfern Staaten in die Herzogl. Anhalt-Köthenschen Lande, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautscatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschofs (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgehd (census emigrationis) erhoben werden soll.

ART. II. Dafs die vorstehend bestimmte Freyzügigkeit sich sowohl auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgehd welches in die landesherrlichen Cassen fliefsen würden, als auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgehd erstrecken soll, welche in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fliefsen würden. Die Rittergutsbesitzer in Unfern Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in Unfern Landen, der gegenwärtigen Verordnung untergeordnet, und dürfen bey Exportationen in die Herzogl. Anhalt-Köthensche Lande, weder Abschofs noch Abfahrtsgehd fordern, noch nehmen.

ART. III. Dafs die Bestimmungen der obstehenden Artikel 1 und 2. sich auf alle jetzo pendente und auf alle künftige Fälle erstrecken sollen.

ART. IV. Dafs die Freyzügigkeit, welche in obigen 1sten, 2ten und 3ten Artikeln bestimmt ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach dieser Anordnung ungeachtet, diejenigen dieseitigen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönliche Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe aufordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung desselben seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäß, zu bitten.

Wir befehlen, dafs gegenwärtige Verordnung öffentlich bekannt gemacht, und dafs von Unfern Behörden nach solcher genau verfahren werde.

Urkund-

Urkundlich unter Unserer höchstseigenhändigen Unter- 1811
 schrift und beygedrucktem Königlichen Inſiegel.

Gegeben Berlin, den 20ten November 1811.

(L. S.) (gez.) FRIEDRICH WILHELM.
 v. HARDENBERG. GOLTZ.

b.

Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1811 zwischen 1817
 der Königl. Preussischen und Herzogl. Anhalt-Kö- 28 Sept.
 thenſchen Regierung bestehenden Freyzügigkeits-Ue-
 bereinkunft auf ſämmtliche Königl. Preussische und
 Herzogl. Anhalt-Köthensche Lande. Vom 28sten
 September 1817.

(Gesetzſamml. f. d. K. Preuss. Staaten 1817. pag. 298.)

Demnach die Königl. Preussische Regierung mit der
 Herzogl. Anhalt-Köthenschen Regierung dahin über-
 eingekommen ist, daß gegenseitig der Abſchoß bey
 Erb- und Vermächtniſsfällen, und das Abfahrtsge-
 ld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswan-
 derungen aus den Königl. Preussischen Landen nach den
 Anhalt-Köthenschen Landen, und aus diesen in jene
 erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem
 Fiskus, oder Privatberechtigten, Communen oder Pa-
 trimonialgerichten zuſtehe, aufhören soll; so erklären
 jetzt beide genannte Regierungen: daß die gedachte
 zwischen ihnen abgeschlossene Freyzügigkeits-Ueber-
 einkunft vom 20ten November 1811 auf ſämmtliche
 jetzige zum deutschen Bunde gehörige und zu demsel-
 ben nicht gehörige Preussische Provinzen ausgedehnt
 ſey, und daß in allen denjenigen innerhalb der Kö-
 nigl. Preussischen Staaten jetzt etwa anhängigen und
 künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtnis- und
 Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung
 nach den Herzogl. Köthenschen Landen, und in allen
 dergleichen Fällen, wo die Verabfolgung aus diesen
 nach jenen geschieht, in ſofern unter den erwähnten,
 jetzt etwa anhängigen Erbschafts-, Vermächtnis- und
 Vermö-

58 *Conventions diverses sur l'abolition du droit*

1817 Vermögens-Exportationsfällen nur solche verstanden werden, in welchen der Abschoß noch nicht wirklich bezahlt worden ist, in Gemäßheit der gegenwärtigen Uebereinkunft verfahren werden soll.

Die gegenwärtige, im Namen Sr. M. des Königs von Preussen und Sr. Hochfürstl. Durchl. zu Anhalt-Deßau, als Regierungs-Vormund des Herzogthums Köthen, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechslung, Kraft und Wirksamkeit haben in den gesammten Königl. Preussischen und Herzogl. Köthenschen Landen.

So geschehen Pymont, den 28. Sept. 1717.

(L. S.) *Der Staatskanzler,*
C. Fürst v. HARDENBERG.

6.

1815 *Convention entre la Prusse et Anhalt-Bern-*
23. Mai. *bourg 1815.*

Verordnung wegen Ausdehnung der seit 1811 mit der Herzogl. Anhalt-Bernburgischen Regierung bestehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf sämtliche jetzige Preussische Staaten. Vom 23. May 1815.

(Gesetzsamml. f. d. Kön. Preuss. Staaten 1815, pag. 83.)

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preussen u. s. w. Thun kund und fügen hiermit zu wissen: da Wir mit des Herrn Herzogs zu Anhalt-Bernburg Liebden dahin übereingekommen sind, daß gegenseitig der Abschoß bey Erb- und Vermächtnisfällen, und das Abfahrtsgehd in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen Landen nach den Herzogl. Anhalt-Bernburgischen Landen, und aus diesen in jene erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiskus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehe, cessiren soll, auch das, in der am
8ten

8ten April 1812 *) publicirten Verordnung, über ab-
 schloßfreye Verabfolgung der in die Herzogl. Anhalt-
 Bernburgische Lande zu exportirenden Gelder, ausge-
 nommene Amt Hoym und die Patrimonialgerichte zu
 Hecklingen, Hohenerxleben, Rathmannsdorf und
 Schlewipp-Gröna in die gegenwärtige Uebereinkunft
 mit begriffen seyn sollen, welche Uebereinkunft dage-
 gen auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische Staaten
 ausgedehnt seyn soll; so wollen und verordnen Wir,
 dals in allen denjenigen, innerhalb Unserer Staaten,
 jetzt etwan vorhandenen und künftig vorkommenden
 Erbschafts-, Vermächtnis- und Vermögens-Exporta-
 tionsfällen, wo die Verabfolgung nach den Herzogl.
 Anhalt-Bernburgischen Landen geschieht, in Ge-
 mäßheit jener Uebereinkunft verfahren werde.

Wir befehlen, dals gegenwärtige Verordnung zu
 sämmtlicher Behörden und zu aller Unserer Unterthanen
 genauen Nachachtung öffentlich bekannt gemacht
 werde.

Urkundlich unter Unserer eigenhändigen Unter-
 schrift und beygedrucktem Königl. Insiegel.

Gegeben zu Wien, den 23. May 1815.

(L. S.) FRIEDRICH WILHELM.

7.

Convention entre la Prusse et Saxe-Gotha 1814. 1814

*Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preussischen
 und der Herzogl. Sachsen-Gothaischen und Altenbur-
 gischen Regierung verabredeten Freyzügigkeit. Vom
 27. Novbr. 1814.* 27 Nov.

(Gesetzsamml. f. d. K. Preuss. Staaten 1814. p. 141. 142.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit dem
 Herzogl. Sachsen-Gothaischen und Altenburgischen
 Gouvernement dahin übereingekommen ist, gegenseitig
 den Abschloß und das Abfahrtsgeld aufzuheben; so er-
 klären jetzt beide gedachte Regierungen, dals:

ART.

*) v. Suppl. T. V. pag. 407.

1814

ART. I. bey keinem Vermögensausgang aus den Königl. Preussischen Landen in die Herzogl. Sachsen-Gothaische und Altenburgische Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautscatz, oder Schenkung oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschofs (gabella hereditaria) oder Abfahrts-geld (census emigrationis) erhoben werden soll.

ART. II. Dafs die vorstehend bestimmte Freyzügigkeit, sich sowohl auf denjenigen Abschofs, und auf dasjenige Abfahrts-geld, welche in die landesherrlichen Cassen fließen würden, als auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrts-geld erstrecken soll, welche in die Cassen der Städte, Märkte, Kammereien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fließen würden. Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen resp. Königl. Preussischen und Herzogl. Sachsen - Gothaischen und Altenburgischen Landen, werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bey Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande, weder Abschofs noch Abfahrts-geld fordern noch nehmen.

ART. III. Dafs die Bestimmungen der oben stehenden Art. 1 und 2. sich auf alle jetzo pendente und auf alle künftige Fälle erstrecken sollen.

ART. IV. Dafs die Freyzügigkeit, welche im obigen 1ten, 2ten und 3ten Artikel bestimmt ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königl. Preussischen, und diejenigen Herzogl. Sachsen-Gothaischen und Altenburgischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönliche Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben, seinen Landesherrn, der vorgeschriebenen Ordnung gemäß, zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze, über die Pflicht zum Kriegsdienste und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden

Regie-

Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung in den 1814
respective Staaten beschränkt.

Gegenwärtige, im Namen Sr. Maj. des Königs von Preußen und Sr. Durchl. des Herzogs von Sachsen-Gotha zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechslung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten Königl. Preussischen und Herzogl. Sachsen-Gothaischen und Altenburgischen Landen haben.

Wien, den 27ten November 1814.

Der Staatskanzler,
C. Fürst v. HARDENBERG.

8.

Convention entre la Prusse et Saxe-Weimar 1816. 1816

Erklärung wegen Aufhebung des Abschosses und Ab- 23 Dec.
fahrtszeldes zwischen sämmtlichen Königl. Preussischen und Großherzogl. Sachsen-Weimarschen Landen.

Vom 23. December 1816.

(Gesetzsamml. f. d. K. Preuss. Staaten 1817. p. 13. 14.)

(Convient de mot à mot avec la précédente du 27. Nov. 1814
avec Gotha.)

9.

Convention entre la Prusse et Saxe-Cobourg. 6 Oct.

Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1812 zwischen
der Königl. Preussischen und der Herzogl. Sachsen-
Coburgischen Regierung bestehenden Freyzügigkeits-
Uebereinkunft auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische
und Herzogl. Sachsen-Coburgische Lande.

Vom 6. October 1816.

(Gesetzsamml. f. d. K. Pr. Staaten 1817. p. 10.)

Da die Königl. Preussische Regierung mit der Herzogl. Sachsen-Coburgischen Regierung dahin übereingekom-

1816 gekommen ist *), daß gegenseitig der Abschloß bey Erb- und Vermächtnißfällen und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen Landen nach den Herzogl. Sachsen-Coburgischen Landen und aus diesen in jene erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fisko oder Privatberechtigten, Communen, oder Patrimonialgerichten zustehe, aufhören soll; so erklären jetzt beide gedachte Regierungen, daß die gedachte, zwischen ihnen am 10ten Februar 1812 abgeschlossene Freyzügigkeits-Uebereinkunft, auch auf sämtliche jetzige, zum deutschen Bunde gehörige, und zu demselben nicht gehörige Königl. Preussischen Staaten ausgedehnt seyn, und daß in allen denjenigen innerhalb der Königlich Preussischen Staaten jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtniß- und Vermögens-Exportationsfällen, wo die Verabfolgung nach den Herzogl. Sachsen-Coburgischen Landen, und in allen dergleichen Fällen, wo die Verabfolgung aus diesen nach jenen geschieht, in Gemäßeheit der gegenwärtigen Uebereinkunft verfahren werden soll.

Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preussen und Sr. Durchl. des Herrn Herzogs zu Sachsen-Coburg, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in gesammten Königl. Preussischen und Herzogl. Sachsen-Coburgischen Landen haben. Berlin, den 6. October 1816.

Der Staatskanzler,
C. Fürst v. HARDENBERG.

10.

1817 *Convention entre la Prusse et Saxe-Hildbourghausen, signée du 3 Mai 1817.*

3 Mai.

(Cette convention convient de mot à mot avec cette du 27 Nov. 1814 avec Saxe-Gotha placée ci-dessus n. 8.)

*) Conv. du 10 Févr. 1812. Suppl. T. V. pag. 403.

II.

Convention entre la Prusse et le Hannovre 1816. 1816

Erklärung wegen Aufhebung des Abschoßes und Abzuges zwischen sämmtlichen Königl. Preussischen und Königl. Hannöverschen Landen. Vom 16. Sept. 1816.

16 Sept.

(Gesetzsamml. f. d. Königl. Pr. Staaten 1817. p. 9. 10.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Königl. Hannöverschen dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoß und das Abfahrtsgeld allgemein und gänzlich aufzuheben; so erklären beide gedachte Regierungen, daß

ART. I. bey keinem Vermögensausgang aus sämmtlichen Königl. Preussischen Landen in die Königl. Hannöverschen Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautscatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, irgend ein Abschoß (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden soll.

ART. II. Daß die vorstehend bestimmte Freyzügigkeit sich sowohl auf denjenigen Abschoß und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welches in die landesherrlichen Cassen fließen würde, als auf denjenigen Abschoß und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken soll, welches in die Cassen der Städte, Märkte, Kämmergeien, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Corporationen fließen würde.

Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen resp. Königl. Preussischen und Königl. Hannöverschen Landen werden demnach, gleich allen Privatberechtigten in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dürfen bey Exportationen in die gegenseitigen vorbenannten Lande weder Abschoß noch Abfahrtsgeld fordern, noch nehmen.

ART. III. Daß die Bestimmungen der obstehenden Artikel 1 und 2. sich auf alle jetzo pendente und auf alle künftige Fälle erstrecken sollen.

ART.

64 *Conventions diverses sur l'abolition du droit*

1816

ART. IV. Dafs die Freyzügigkeit, welche im obigen 1sten, 2ten und 3ten Artikel bestimmt ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll.

Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Gesetze in beiderseitigen Staaten in ihrer Kraft bestehen, welche des Auswandernden persönliche Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen, und wird auch für die Zukunft keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung über die Pflicht zu Kriegsdiensten, beschränkt.

Gegenwärtige, im Namen Sr. M. des Königs von Preussen und Sr. M. des Königs von Hannover, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten Königl. Preussischen und Königl. Hannöverschen Landen haben.

Berlin, den 16ten September 1816.

Der Staatskanzler,

C. Fürst v. HARDENBERG.

12.

31 Oct. *Convention entre la Prusse et Nassau 1816.*

Erklärung wegen Ausdehnung der seit 1812 zwischen der Königl. Preussischen und Herzogl. Nassauischen Regierung bestehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft auf sämtliche jetzige Königl. Preussische und Herzogl. Nassauische Länder. Vom 31. Oct. 1816.

(Gesetzsamml. f. d. Kön. Pr. Staaten 1817. pag. 11.)

Die Königl. Preussische Regierung und die Herzogl. Nassauische Regierung sind mit einander dahin übereingekommen und erklären hiermit: dafs gegenseitig der Abschofs bey Erb- und Vermächtnisfällen, und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preussischen nach den

den Herzogl. Nassauischen Landen, und aus diesen in jene erlaubt sind, ohne Unterschied, ob die Erhebung dem Fiskus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonialgerichten zustehen, aufhören soll, und das die dierhalb im Jahre 1812 *) zwischen der Königl. Preussischen Regierung und der Herzogl. Nassauischen Regierung abgeschlossenen Uebereinkunft, auf sämmtliche jetzige Königl. Preussische und Herzogl. Nassauische Lande Anwendung finden, das mithin in allen denjenigen, innerhalb der resp. Königl. und Herzogl. Lande, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbschafts-, Vermächtnis-, und Vermögens-Verabfolgungsfällen aus dem einen in den andern Staat, in Gemälsheit jener Uebereinkunft verfahren werden soll.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplarien, von dem resp. Königl. Preussischen und Herzogl. Nassauischen Ministerium vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 31sten October 1816.

Der Staatskanzler,

C. Fürst v. HARDENBERG.

13.

Convention entre la Prusse et Waldeck, du 22 Déc.

22 Déc. 1816.

(Cette convention convient de mot à mot avec celle du 27 Nov. 1814 avec Saxe-Gotha placée ci-dessus sous n. 8.)

*) Conv. du 8 Avr. 1812. Suppl. T. V. p. 406.

1817 Conv. entre la Prusse et le Roi de Saxe 1817.

27 Mai.

*Erklärung wegen Aufhebung des Abschosses und Abfahrts geldes zwischen sämmtlichen Königl. Preussischen und Königl. Sächsischen Landen. Vom 17. May 1817. *)*

(Gesetzf. f. d. K. Pr. Staaten 1817. pag. 132.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Königl. Sächsischen Regierung dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrts geld zwischen sämmtlichen beiderseitigen Staaten, und daher auch in Absicht der nicht zu Deutschland gehörigen, den Stipulationen des Artikels 18. der deutschen Bundesacte nicht unterworfenen Königl. Preussischen Lande aufzuheben; so erklären gedachte beide Regierungen Folgendes:

ART. I. Bey keinem Vermögensanfang aus den beiderseitigen Landen, es mag sich solcher durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Braut schatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben, soll ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrts geld (census emigrationis) erhoben werden.

ART. II. Diese Freyzügigkeit erstreckt sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrts geld, welche in die landesherrlichen und öffentlichen Cassen fließen, als auch auf denjenigen Abschoss und dasjenige Abfahrts geld, welche die Patrimonial- und Municipal-Obrigkeiten, die Stifter, Klöster, Gotteshäuser, und andere Corporationen zu erheben haben würden.

ART. III. Die Bestimmungen des obstehenden Artikels 1 und 2. finden auf alle jetzt anhängige und auf alle künftige Fälle volle Anwendung.

ART.

*) Cette convention ne differe de celle du 27 Nov. 1814 avec Saxe-Gotha et d'autres de la même teneur qu'en ce que à l'art. 2. il n'est pas fait expressement mention du droit perçu par la noblesse sur les seigneurs.

ART. IV. Unerachtet dieser stipulirten auf das Vermögen sich beziehenden Freyzügigkeit verbleiben zwar die persönlichen Verpflichtungen des Auswandernden, und insbesondere die Verpflichtungen zum Militärdienste, so weit sie in beiderseitigen Landen gesetzlich bestehen, und künftig annoch bestimmt werden möchten, bey Kräften; es soll dabey jedoch die in dem 13ten Artikel des Wiener Tractates vom 18ten May 1815 den beiderseitigen Unterthanen zugesicherte Auswanderungsfreyheit nicht beschränkt werden.

ART. V. Von der gegenwärtigen Uebereinkunft bleiben ausgeschlossen, die nicht zum alleinigen Nachtheile derjenigen, welche Vermögen oder Erbschaften aus dem Lande ausführen, sondern überhaupt und allgemein auf jedes Vermögen oder jede Erbschaft im Lande zu milden Zwecken oder sonst in beiderseitigen Staaten bestehenden oder noch einzuführenden Abgaben und Taxen.

ART. VI. Gegenwärtige, im Namen Sr. Maj. des Königs von Preussen und Sr. Maj. des Königs von Sachsen zweymal gleichlautend ausgefertigte und von den resp. Ministerien unterzeichnete Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den gesammten beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 17. May 1817.

Der Staatskanzler,

C. Fürst v. HARDENBERG.

15.

*Declaration au sujet de la convention entre la 15 Sept.
Prusse et la France 1817.*

*Allerhöchste Declaration vom 15. Sept. 1817, betreffend
die Freyzügigkeits-Uebereinkunft zwischen Preussen
und Frankreich.*

(Gesetzf. f. d. K. Pr. Staaten 1817. p. 297. [Nr. 445.])

Da in Frankreich kein Abfahrtsgehd von dem Vermögen der auswandernden Unterthanen erhoben wird,
E 2 und

1817 und das französische Gouvernement neuerdings erklärt hat, daß es die Ausübung des Abschoßrechts gegen Preussische Unterthanen nicht zulassen würde, indem es die frühere Abschoß-Uebereinkunft vom Jahre 1811 *) als anwendbar auf den jetzigen diesseitigen Länderbestand ansehe; so will Ich, daß die Reciprocität genau beobachtet, und in Meinen sämtlichen Staaten weder Abschoß noch Abfahrts-geld gegen Frankreich genommen werde. Ich überlasse Ihnen die weitere diesfällige Verfügung.

Münster, den 15. September 1817.

FRIEDRICH WILHELM.

An
den Staatskanzler Herrn Fürsten
VON HARDENBERG.

16.

3 Juin. *Déclaration entre la Prusse et le Roi des Pays-bas.*

1817.

Déclaration à cause de l'abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'emigration entre le Gouvernement Prussien et celui des Pays-bas.

Du 3 Juin 1817.

(Gesetzf. f. d. K. Pr. Staaten. 1817. Nr. 149.)

Quoique l'abolition réciproque du droit de détraction (gabella hereditaria) et de l'impôt d'emigration (census emigrationis) existe depuis long-tems entre la Prusse et la Hollande, le Gouvernement Prussien et celui des Pays-Bas ont résolu de conclure touchant cet objet une convention formelle, avec extension sur les Pays respectifs, nouvellement acquis, et déclarent par les présentes ce qui suit:

ART.

*) v. Décl. du 6 Août et 2 Déc. 1811. Suppl. T. V. p. 398.

ART. I. Il ne doit être levé lors de l'exportation de biens, argens ou effets quelconques hors des Etats Prussiens dans les Etats de S. M. le Roi des Pays-bas, au hors de ces derniers dans les Etats Prussiens, soit que cette exportation provienne d'émigration, de succession, legs, dot, donation ou d'autres titres quelconques, aucun droit de détraction (*gabella hereditaria*) ni impôt d'émigration (*census emigrationis*) de manière que les personnes intéressées à ces translations de biens ne seront assujetties à d'autres impositions ou taxes, qu'à celles, qui soit à raison de droit de succession, de vente ou mutation de propriété quelconque seront acquittées par le habitans de la Prusse ou des Pays-bas mêmes, d'après les lois, réglemens et ordonnances existans ou à émaner dans la suite.

ART. II. Cette exécution s'étend non seulement sur les droits de détraction et l'impôt d'émigration susmentionnés, à verser dans les caisses du Souverain; mais aussi sur ceux à verser dans les caisses des villes, bourgs, communes, abbayes, couvens, fondations pieuses, juridictions patrimoniales et corporations. Les propriétaires de terres seigneuriales dans les deux Etats respectifs sont en conséquence soumis, ainsi que tous les autres particuliers dans les dits Etats à la présente convention, et ne peuvent exiger ni lever aucuns droits susmentionnés sur les biens, argens, ou effets quelconques à exporter des Etats respectifs.

ART. III. L'exécution des droits susdits, dont il est parlé aux articles I et II. a trait aux biens, argens et effets quelconques, mais les lois respectives émanées dans les Etats de S. M. le Roi de Prusse, et dans ceux de S. M. le Roi des Pays-bas, touchant la personne de l'individu émigrant, ses devoirs personnels, sa sujétion au service militaire, lois par les lesquelles il est enjoint à tout sujet, qui souhaite d'émigrer d'en demander la permission à son Souverain, suivant l'ordre établi, seront maintenues en pleine vigueur, non obstat la présente Convention.

A l'égard du service militaire et des autres devoirs personnels de l'émigrant, aucun des deux Gouvernemens n'est restreint par la présente Convention dans le maintien de l'exercice de ses lois et ordonnances, ni dans la future législation sur ces objets.

ART.

70. *Convention entre le G. D. de Hesse*

1817 ART. IV. La présente Déclaration, expédiée en double et de même teneur, signée par les Ministres respectifs, au nom de S. M. le Roi de Prusse et de S. M. le Roi des Pays-bas sera échangée mutuellement et il sera enjoint aux autorités respectives dans les deux Etats de s'y conformer et de veiller à l'exécution de cette Convention.

Fait à Berlin, le 3 Juin 1817.

(L. S.) *Le Prince DE HARDENBERG.*

IO.

1811 *Convention entre S. A. R. le Grand-Duc de*
9. Sept. *Hesse et S. A. R. le Grand-Duc de Mecklen-*
bourg-Schwerin sur la cession d'une rente con-
stituée sur l'Octroi du Rhin; signée à Gießen
le 9 Sept. 1811.

(D'après une copie tirée des archives.)

Da Seine Herzogliche Durchlaucht zu Mecklenburg Schwerin den Wunsch zu erkennen gegeben haben, die Ihnen durch den §. 9. des Reichs-Deputationshauptschlusses vom Jahr 1803 zustehende Octroi-Rente zu verkaufen, und hierzu von Höchstendelben Ihr Legations-Rath und accreditirter Geschäftsträger am Großherzoglich Frankfurtischen Hofe Christian Gottlieb Gumpelzhaimer mit Vollmacht versehen worden ist: Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Hessen sich hierauf zum Ankauf dieser Rente bereit erklärt und hierwegen Ihren Geheimen Rath und Hofkammer-Director Heinrich Freyherrn von Münch zu Bellinghausen zum Bevollmächtigten ernannt haben, so sind beide Bevollmächtigte nach vorhergegangener Auswechslung ihrer Vollmachten über nachstehende Kaufcontracts-Puncte übereingekommen.

*Cession
de la
rente.*

ART. I. Seine Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin cediren Seiner Königl. Hoheit, dem Herrn.

Herrn Großherzog von Hessen auf die vollkommenste und rechtsbeständige Weise die Ihnen durch den §. 9. des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom Jahre 1803 zustehende Octroi und (späterhin in Kraft des Pariser Staatsvertrags vom 19. Febr. 1810 wegen Errichtung des Großherzogthums Frankfurt Art. 6. auf die Domainen von Hanau und Fuld überwiesene Rente, von jährlichen 10,000 Fl. im 24 Fl. Fuß, sammt den davon seit 1803 zu fordern habenden Rückständen, welche am 1sten Decbr. d. J. als dem jedesmaligen gesetzlichen Zahlungstermin dieser Rente, 80. 00 Fl. ausmachen. Seine Herzogliche Durchlaucht übertragen und geben andurch Seiner Königl. Hoheit feyerlichst alle Ihre Rechte und Ansprüche auf diese Rente und deren Rückstände, so wie auf die Ihnen dafür constituirte Specialhypothek, damit Seine Königl. Hoheit dieselbe als Ihr Eigenthum erheben, genießen und nach Gefallen gebrauchen, auch sich in so weit es vonnöthen, an die dafür constituirte Hypothek halten mögen, und werden eine förmliche Cessions-Urkunde hierwegen Seiner Königl. Hoheit sogleich nach ausgewechselten Ratificationen zustellen lassen.

ART. II. Da Seine Königl. Hoheit der Großherzog von Frankfurt sich unterm 12. April 1811 gegen Seine Herzogliche Durchlaucht zu Mecklenbourg-Schwerin erklärt haben, eine Cession dieser Rente auf einen andern Inhaber anzuerkennen, so werden nur gedachte Seine Herzogl. Durchlaucht von dieser geschehenen Abtretung dem Frankfurter Hofe sogleich nach ausgewechselten Ratificationen die ministerielle Eröffnung machen lassen, damit in Zukunft Se. Königl. Hoheit der Großherzog von Hessen von demselben als nunmehriger Eigenthümer dieser Rente betrachtet und angesehen werde, und die hierwegen zu leistenden Zahlungen nur an Seine Königl. Hoheit geschehen. Seine Herzogl. Durchlaucht werden bey dieser Anzeige zugleich die schon von Sr. Königl. Hoheit, dem Herrn Großherzog von Frankfurt in Gemälsheit Ihrer Erklärung vom 1sten Decbr. v. J. erhaltenen drey monatlichen Vorschüsse, d. i. $\frac{1}{3}$ tel der halben Rente, oder 1250 Fl. zurückbezahlen lassen.

ART. III. Seine Königl. Hoheit der Großherzog von Hessen übernehmen diese Rente und deren Rückstände,

1811

Notificat au
G. D. de
Franz.
fort.

Prix de
la rente.

1811 stände, so wie die Ansprüche auf die dafür constituirte Hypothek nunmehr, als ihr Eigenthum und verpflichten sich dagegen Seiner Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin:

a) für die Rente, die Summe von Einmalhundert sechs und sechzig Tausend sechshundert sechs und sechzig Gulden und vierzig Kreuzer im 24 Fl. Fuße, in baarem Gelde auf folgende Weise zu bezahlen.

Diese Summe wird in den nächsten acht auf einander folgenden Jahren, jedes Jahr mit $\frac{1}{8}$ tel an Se. Herzogliche Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin bezahlt, und zugleich im ersten Jahre ganz, und in den folgenden, so viel stets davon noch übrig ist, mit sechs vom Hundert in gleich baarer klingender Münze verzinsset. Hiernach werden in den acht Jahren alljährlich 20833 Fl. 20 Kr. am Capital und die Zinsen jederzeit auf folgende Weise und zu gleicher Zeit bezahlt:

a) im ersten Jahre	10000 Fl.
b) im zweyten —	8750 —
c) im dritten —	7500 —
d) im vierten —	6250 —
e) im fünften —	5000 —
f) im sechsten —	3750 —
g) im siebenten —	2500 —
h) im achten —	1250 —

Anticipation.

ART. IV. Es wird sich jedoch Großherzoglich Hessischer Seite vorbehalten, obige Capital Rückzahlungen auch früher, und allenfalls halbjährig, zu leisten, wo alsdann immer noch so viel, als noch rücksteht, bey der nächsten Zahlung verzinsset wird.

Hypothèque.

ART. V. Zur Sicherheit für den im III. Artikel stipulirten Kauffchilling werden Se. Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg-Schwerin zweyhundert vierzig Stück Großherzogl. Hessischer, jede zu 1000 Fl. lautender, bey Bauquier Rothschild in Frankfurt a. M. im Jahre 1805 negociirter, mit $4\frac{1}{2}$ vom Hundert verzinslicher Obligationen, sammt Coupons deponirt und davon bey jedesmaliger Rückzahlung eines ganzen Zieles oder Achters der Capitals-Summe, dreyßsig Stück retradirt.

Lien de payement.

ART. VI. Alle diese Zahlungen und Rückgaben von Obligationen geschehen zu Frankfurt a. M. durch und an die Großherzogl. Acquisitions-Casse, welche ein für allemal auf die bestimmten Ziele dazu angewiesen wird.

ART.

ART. VII. Der erste Zahlungs-Termin, nach dem sich alle übrigen richten, ist Ein Jahr nach ausgetauschten Ratificationen dieses Vertrags und geschähet an den, oder die, welche Se. Herzogl. Durchlaucht von Mecklenburg - Schwerin dazu bevollmächtigen werden. 1811
La date.

ART. VIII. Sollten wider Verhoffen außerordentliche Umstände eintreten, die es Sr. Königl. Hoheit dem Großherzoge durchaus unmöglich machten, einen oder den andern Zahlungs-Termin einzuhalten, und hierüber nicht eine anderweite Vereinbarung zu Stande kommen, so soll Sr. Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg - Schwerin, drey Monate nach solchen erschiene-ten Zahlungs-Terminen das Recht zustehen, sich an die deponirten Obligationen so viel dazu nach dem jedesmaligen Cours erforderlich ist, zu halten und sich dadurch zu rembourfiren, ohne auf irgend eine Weise dafür in Ansprache genommen werden zu können, so wie überhaupt Seine Königl. Hoheit den Herrn Herzog jederzeit für die stipulirte Summe schadlos zu halten versprechen. Cas de retard.

ART. IX. Was nun b, die gleichfalls in dieser Abtretung mitbegriffenen Rückstände dieser Rente ad 80000 Fl. betrifft, so machen Se. Königl. Hoheit der Großherzog von Hessen, sich anheischig für dieselben sogleich, nach erfolgten Ratifications-Auswechselungen, die Summe von zwanzigtausend Gulden und zwar 10000 Fl. sogleich baar und 10000 Fl. in einer in zwey Monaten nachher zahlbaren Anweisung auf ein Frankfurter Wechselhaus, an Se. Herzogl. Durchlaucht zu Mecklenburg - Schwerin ausbezahlen zu lassen. Arri-
rés.

ART. X. Die Ratificationen dieses Vertrags sollen längstens binnen drey Monaten und wo möglich noch früher in Gießen oder an einem andern, von den beiden Bevollmächtigten noch zu bestimmenden Orte, ausgewechselt werden. Ratifi-
cations.

ART. XI. Gleich bey erfolgter Auswechelung der Ratificationen werden Großherzogl. Hessischer Seite dem Herzoglichen Legations-Rath Gumpelzhaimer die Art. V. stipulirte 240 Stück Obligationen und die Art. IX. erwähnten 20000 Fl. übergeben, und Exécution.

ART.

74 *Convention entre l'Autriche et la Saxe*

1811

Item.

ART. XII. Herzogl. Mecklenburgischer Seite die
ART. I. berührte Cellions-Urkunde ausgehändigt werden.
So geschehen Gießen, den 9ten Sept. 1811.

HEINR. Freyherr v. MÜNCH
zu Bellinghausen,

Großherzogl. Hessischer Ge-
heimer Rath u. Hof-Cammer-
Director der Provinz Hes-
sen als Großherzogl. Hessi-
scher Bevollmächtigter.

(L. S.)

CHRISTIAN GOTTLIEB
GUMPELZHAIMER,

Herzoglich Mecklenburg-
Schwerinscher Legations-
Rath u. an dem Hofe des
Großherzogs v. Frankf.
accreditirter Geschäfts-
träger als Bevollmächtig-
ter. (L. S.)

II.

19 Nov. *Convention entre l'Autriche et la Saxe sur
l'administration exclusive des salines de Wie-
liczka, signée à Vienne le 19 Nov. 1811.*

(D'après l'imprimé de Vienne de l'Imprimerie d'état.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich haben mit
Seiner Majestät dem Könige von Sachsen, Herzog von
Warschau, in Betreff der Alleinverwaltung der Sali-
nen von Wieliczka nachfolgenden Staatsvertrag ab-
geschlossen:

Admi-
nistrat.
techni-
que.

ART. I. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich,
König von Ungarn und Böhmen, übernehmen in Folge
beiderseitigen Einverständnisses, die technisch-öcono-
mische Alleinverwaltung des gemeinschaftlichen Sala-
werks zu Wieliczka, unter nachstehenden Bedingun-
gen, auf acht auf einander folgende Jahre, nämlich:
vom ersten Februar eintausend achthundert und zwölf,
bis letzten Januar eintausend achthundert und zwanzig.

Mini-
sterium
annuel.

ART. II. Allerhöchstgedacht Seine Kaiserliche Ma-
jestät machen Sich für die Dauerzeit dieser Alleinver-
waltung verbindlich, Seiner Majestät dem Könige von
Sachsen für das Herzogthum Warschau auf die Ihnen
gebührende Hälfte der Steinsalz-Erzeugung von Wie-
liczka

Wieliczka ein jährliches Minimum von viermal hundert funfzigtausend Centner Wiener Gewicht, und zwar: vom ersten November eintaufend achthundert und zwölf angefangen, auf jedes der darauf folgenden Jahre, bis ersten April zweymal hunderttausend Centner, bis den vier und zwanzigsten Junius einmal hundert fünf und zwanzigtausend Centner, und bis vier und zwanzigsten October einmal hundert fünf und zwanzigtausend Centner; auf die ersten drey Vierteljahre des gegenwärtigen Vertrags aber, das ist: vom ersten Februar bis Ende October eintaufend achthundert und zwölf, die erste Rate bis funfzehnten April mit achtzigtausend Centner, die zweyte Rate bis vier und zwanzigsten Junius einmal hundert fünf und zwanzigtausend Centner, und die dritte Rate bis vier und zwanzigsten October mit einmal hundert fünf und zwanzigtausend Centner, so wie endlich im letzten Jahre des Vertrags auf die Rate vom ersten November eintaufend achthundert und neunzehn, bis letzten Januar eintaufend achthundert und zwanzig mit einmahlundert zwanzigtausend Centner, abzugeben.

Dafern die Erzeugung in einem Jahre nicht bis auf neunmal hundert tausend Centner ausfallen sollte, so kann zwar der zur Ergänzung der obigen Quantität mangelnde Betrag, jedoch nur bis auf die Summe von zwanzigtausend Centner, mit Samborer Sudfalz, gegen Bezahlung in dem Preis, welcher durch den nachfolgenden Artikel XVII. festgesetzt wird, ergänzt, auf keinen Fall aber an Wieliczker Steinsalz weniger als viermal hundert dreysigtausend Centner, nach dem Verhältniß der oben stipulirten Raten, jährlich abgegeben werden, und wenn zur Ergänzung dieser Summe Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich einen Theil der Ihnen gebührenden Hälfte der Erzeugung vorstufweise zu verwenden genöthiget würden; so sind Sie berechtigt, sich für die vorgeschossene Quantität von der nächstfolgenden Salz-Ausförderung (jedoch unbeschadet der für das Herzogthum Warschau stipulirten Raten) in Natura und nach dem Inhalte des bey den diesfälligen commissarischen Verhandlungen zu Wien aufgenommenen X. Protokolle § 4. zu entschädigen.

Das Steinsalz-Minimum soll zur einen Hälfte in Fässern gepackt, und zur anderen theils in Balvanen,
theils

76 Convention entre l'Autriche et la Saxe

1811 theils in Formsteinen, in Ansehung der Gattungen aber das Ganze, nach dem Verhältniß der Erzeugung und einer beiderseitigen gleichen Theilung in Szybiker und Grünfalz bestehen.

Uebrigens werden Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich die zweckdienlichen Mittel anwenden lassen, damit die Steinfalz-Erzeugung so hoch als möglich ausfalle.

In Hinsicht auf die Uebergabe und Abfuhr des auf das Herzogthum Warschau fallenden Salzantheils, haben sich der Königlich-Sächsische Salinen-Commissär und der Kaiserl. Oesterreichische Niederlags-Inspector im ununterbrochenen Einverständnisse zu erhalten; in dem Falle jedoch, daß das Herzogthum Warschau das stipulirte Salzquantum in den bestimmten Terminen nicht abnehmen und verföhren lassen sollte, ungeachtet daselbe auf den Werksniederlagen zur Abgabe vorrätbig ist, soll dieser Verzug der Kaiserlich-Oesterreichischen Alleinverwaltung nicht zur Last fallen.

Exploitation à la fin de l'année.

ART. III. Am Schlusse jedes Rechnungsjahres, welches mit ersten November anfängt, und mit letzten October sich endet, im Jahre eintaufend achthundert und zwanzig aber mit Ende Januar, werden die sämmtlichen in der Grube vorhandenen commercialmäßigen Steinfalz-Vorräthe zu Tage gefördert, und der nach der Berichtigung der dritten und letzten Lieferungs-Rate an das Herzogthum Warschau, wie auch der rückständigen Oesterreichischen Forderung wegen des etwa geleisteten Vorschusses sich ergebende Ueberschuß, zu gleichen Hälften, zwischen beiden hohen contrahirenden Mächten, definitive getheilt.

Zu dieser Ansförderung soll am vier und zwanzigsten October jedes Jahrs geschritten, und die neue Erzeugung bis zum Jahre eintaufend achthundert und neunzehn einschlußig, vom fünf und zwanzigsten October aufzufangen, für das nächst folgende Jahr verrechnet werden; im letzten Jahre des gegenwärtigen Vertrags aber, nämlich: eintaufend achthundert und zwanzig, soll die Ausförderung und der vollständige Abschluß mit Ende Januar geschehen.

Der von einem Abgangs Termin zum andern bey der ununterbrochen fortlaufenden Salzförderung sich erge-

ergebende Ueberschufs wird zwar ebenfalls zur Hälfte getheilt, jedoch als eine à Conto-Abgabe für die nächst folgende Termins-Rate angenommen. 1811

Am vier und zwanzigsten October jedes Jahrs und respective mit Ende Januar eintausend achthundert und zwanzig sollen auch die obertägigen Salzniederlagen gehörig liquidirt, und der als Lager-Schwindung, oder wegen des Kehr- und Fußsalzes ausfallende Abgang mit einem gleichen aus der Grube zu befördernden Betrag sogleich ersetzt, das Kehr- und Fußsalz aber entweder zur Benutzung an das Sudwerk abgegeben, oder wieder in die Grube verfenkt werden.

ART. IV. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich ^{Saune-} verpflichten sich zur Benutzung aus den Wieliczker Gruben, im gemeinschaftlichen Gebiete von Wieliczka, ein Salz-Sudwerk auf gemeinschaftliche Kosten herzustellen, und diesen Bau dergleichen befördern zu lassen, daß die Verfertigung noch im Jahre eintausend achthundert und dreyzehn anfangen könne.

Ueber diesen Bau soll eine besondere Cassé und Rechnung geführt werden, und die diesfällige beiderseitige Geldeinlage vom ersten Januar eintausend achthundert und zwölf angefangen, nach dem Ueberschusse des XXVIII. gemeinschaftlichen Commissions-Protocolls geschehen.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich überlassen die auf ihren Antheil ausfallende Hälfte dieses Sudsalzes nebst dem Pfannenkern an Seine Majestät dem König von Sachsen für das Herzogthum Warschau, gegen jedesmalige baare Bezahlung desselben in dem Preise, welcher durch den XVII. Artikel für das sogenannte Samborer Sudsalz festgesetzt werden wird.

Seine Majestät der König von Sachsen verbinden sich dagegen, die zu dem Betrieb dieses Salz-Sudwerks nothwendigen Steinkohlen in der erforderlichen Eigenschaft und Menge, den Jaworzner Kohlen-Korretz gegen Bezahlung von vier pohnischen Gulden Warthaner Währung, in gleichen auf den Fall, daß das Sudsalz von Seiten des Herzogthums Warschau in Fässern abgenommen werden sollte, das ganze Fässer-Materiale aus dem Herzogthum Warschau zu dem Salz-Sudwerk zu Wieliczka herbeiliefere zu lassen.

Für

1811

Für diese Sud-Salzfüßer, welche im Gewicht einhundert und vierzig Wiener Pfund in sich fassen, soll jedoch aus der gemeinschaftlichen Casse nicht mehr als zwei Drittel desjenigen Betrags vergütet werden, als auf welchen eine ganze Steinsalz-Tonne zu fünfhundert sechzig Pfund Salz zu stehen kommt, und aus der gemeinschaftlichen Casse wirklich vergütet wird.

Frais
de pro-
crea-
tion etc.

ART. V. Seine Majestät der König von Sachsen verpflichten sich die Procreations- oder Betriebs-, Unterhaltungs- und General-Kosten der Wieliczker Salinen nach den sämmtlichen Ausgabs-Rubriken, wie sie in den jetzigen Quartals-Extracten aufgeführt worden, so wie auch die Sudsalz-Erzeugungs- und alle anderen Auslagen, welche nach dem gemeinschaftlichen Einverständnisse aus der Salinen-Verlagscasse angewiesen werden, zur Hälfte zu tragen.

Die beiderseitige Geldeinlage in diese gemeinschaftliche Casse wird bey dem Anfange der Alleinverwaltung für das Jahr eintausend achthundert und zwölf bis Ende October, nach einem von dem Uebergabs- und respective Uebernahms-Commissären zu entwerfenden Präliminar-System, mit einem ausfallenden Betrage auf zwei Monate, und nach Verlauf des ersten Monats und so weiter, jedesmal mit einem einmonatlichen Betrage vorschussweise von beiden hohen Mächten, in gleichen Antheilen geleistet; die Beträge der monatlichen Einlagen in der Folge aber, werden von einer im Anfange des Monats December jedes Jahrs nach Wieliczka zu delegirenden gemeinschaftlichen Revisions-Commission bestimmt.

Nach dieser Bestimmung soll die Einlage mit ersten des darauf folgenden Monats Januar von beiden Theilen berichtet, bis dahin aber, nämlich: bis Ende December, die Zahlung nach der bestehenden alten Repartition geleistet, und wenn während dem Jahre außerordentliche neue Auslagen von Dringlichkeit vorkommen, zu welchen die currenten Ratenzahlungen nicht hinreichen, so soll in solchen speciellen Fällen von Seiten der Salinen-Administration, und den Königlich Sächsischen Commissären bey ihren respectiven Behörden ohne Verzug die nöthige Einleitung getroffen werden, damit die erforderlichen neuen außerordentlichen Zuschüsse angewiesen werden.

Die

Die Einlage geschieht in österreichischen Bancozettel und Kupfermünze, und sobald diese aufser Cours kommen, in österreichischen Einlösungsscheinen und Scheidemünze. 1811

Auf den Fall, daß Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich für das Herzogthum Warschau auf die monatlich repartirten Verlagsbeyträge zur gemeinschaftlichen Casse Vorschüsse leisten sollten, machen Seine Majestät der König von Sachsen Sich verbindlich, für diese vorgeschossenen Beträge, sobald sie eine volle monatliche Einlage ausmachen, eine auf ihren Werth kommende Salz-Quantität, den Centner zu vierzehn pohnischen Gulden gerechnet, in Wieliczka zurück zu lassen, den geleisteten Vorschuss mit sechs vom Hundert zu verzinsen, und sobald diese rückständigen Gelder den Betrag einer dreimonatlichen Einlage erreichen, die auf diesen Betrag zurückgelassene Salzquantität, oder in so fern diese zur Berichtigung der Oesterreichischen Forderung nicht hinreichend seyn sollte; auch eine angemessene grössere Quantität, von der currenten Erzeugung von Ihrem Salinen-Commissär, und dem Kaiserlich Oesterreichischen Salzverschleiss Director zu Wieliczka an die Meistbiethenden verkaufen, und mit der Kaufsumme die Forderung Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich berichtigen zu lassen.

ART. VI. Die Kaiserlich Oesterreichische Administration wird befugt, zur Herbeischaffung des zum Salinen Bedarf nöthigen Fässer-Materiale und Bauholzes aus der Salinenkasse, von Zeit zu Zeit, die dem Bedürfniss angemessenen Geldvorschüsse zu leisten, worüber zu Ende des Jahres ordentliche Rechnung zu legen, und nach vorgegangener buchhalterischer Censur derselben von der Administration die Verausgabung und Rechnungsrichtigkeit einzuleiten seyn wird. Futaille bois.

Seine Majestät der König von Sachsen behalten Sich vor, daß sowohl das Fässer-Materiale, als das Stamm-Bau- und Schnittholz, welches aus den Kaiserlich-Oesterreichischen Cameralforsten an die Salinen zu Wieliczka abgegeben wird, in Ansehung der Wald oder Stammtaxe nicht höher, als nach den festgesetzten allgemeinen Tarifpreisen, angerechnet werde.

ART.

1811

Déno-
mina-
tion de
l'admi-
nistrat-
ion.

ART. VII. Die Administration, welcher von Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich die Oberleitung der gemeinschaftlichen Salzwerke zu Wieliczka anvertraut wird, führt während der Alleinverwaltung den Titel: "Kaiserlich Königlich Oesterreichische Administration des Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen und Königlich-Sächsischen gemeinschaftlichen Salzwerks zu Wieliczka," und wird von Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich nach demjenigen Dienst- und Befoldungs-Status ernannt und verpflichtet, über welchen man vermöge des XI. Commissions-Protocolls bereits unterm 30. März laufenden Jahres gemeinschaftlich übereingekommen ist.

Gages.

ART. VIII. Die Löhne der Salinen-Arbeiter werden von der Salinen-Administration nach den von Zeit zu Zeit stattfindenden Verhältnissen, und mit Rücksicht auf die, nach Inhalt des XV. Commissions-Protocolls von 14. Mai dieses Jahres getroffene gemeinschaftliche Uebereinkunft regulirt.

Emploi
de mili-
taires.

ART. IX. Bei dem Mangel hinreichender gemeiner Salinen-Arbeiter, soll Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich frey stehen, die zum schwunghaftesten Betrieb der Salzwerke erforderliche Mannschaft durch Militär zu ersetzen, und zu dem Ende während der Alleinverwaltung, und so lange jener Mangel nicht ersetzt worden ist, einige hundert Mann unter der Bedingung nach Wieliczka zu ziehen, und daselbst auf gemeinschaftliche Kosten unterzubringen, daß der gemeine Mann unbewaffnet sey, und nur so viel Unter- und Oberofficiere beygegeben werden, als zur Erhaltung der Disciplin dieser Mannschaft nothwendig ist.

Diesen Officieren soll jedoch weder auf die öffentlichen Civil- noch militärischen Anstalten ein Einfluß gestattet seyn, sondern nur die Aufsicht auf die ihnen untergeordnete Mannschaft, nach militärischem Gebrauch, jedoch dermaßen zustehen, daß ein solches militärischer Bergarbeiter nach Maas seines Verbrechens ohne Einmischung der Local-Militär-Garnison, oder Civiljurisdiction, an das Regiment zur ordentlichen Aburtheilung geschickt werden kann.

Seine Majestät der König von Sachsen verpflichten Sich zu verfügen, daß die Deserteurs von dieser zur Bergarbeit zu Wieliczka commandirten Militärmannschaft

schaft jedes Mal sogleich ausgeliefert werden. Die dabey zu beobachtenden Modalitäten sollen durch gemeinschaftliches Einvernehmen näher bestimmt werden. 1811

Uebrigens vereinigen Sich die beiderseitigen höchsten contrahirenden Theile dahin, daß weder die bey den Wieliczker Salinen sich schon jetzt befindenden Arbeiter, sowohl aus den K. K. Oesterreichischen Staaten, als auch aus dem Herzogthume Warschau zurückberufen, noch jene, die in der Folge dazu übertreten wollen, daran gehindert werden. Jedoch sollen aus beiderseitigen Staaten keine andere Arbeiter neu angenommen werden, als solche, die mit einem Pässe versehen sind.

ART. X. Von Seiner Majestät dem Könige von Sachsen wird der Kaiserlich Oesterreichischen Salinen-Administration zu Wieliczka ein Commissär gesetzt; mit der Befugniss, allen Sitzungen, ämtlichen Deliberationen, Verhandlungen und Grubenbefahrungen beyzuwohnen, von Allem unbefchränkte Einsicht zu nehmen, die Quartalsrechnungs-Extracte, den Jahresrechnungs Hauptabschluß, welche mit den für die Kaiserlich-Oesterreichische Regierung ausgefertigten gleich seyn müssen, zu empfangen, Auskünfte zu fordern, und ohne daß ihm jedoch eine einseitige Anordnung zusteht, und ohne den Fortgang des Werkbetriebes, welcher der Administration allein gebührt, zu hindern, Mängel und Gebrechen zu rügen, und über Verbesserungen mündlich oder schriftlich bey der Salinen-Administration Vortrag und Vorstellung zu machen. Com-
missaire
Saxon.

Uebrigens soll die besondere Zustimmung dieses Königlich-Sächsischen Commissärs nur zu neuen gegenwärtig nicht existirenden Tageschachtbauen eingeholt werden.

Der Commissär hat seinen Sitz in der Administration nach dem Vorkteher derselben, wohnt im Schlosse, wird aber von Seite des Herzogthums Warschau befodet.

Auch steht ihm frey, zu seinem Gebrauche und auf Kosten des Herzogthums Warschau, so viel Aushüfsbeamte zu halten, als zu seinem Wirkungskreis erforderlich seyn werden; letztere sollen sich jedoch *Nouveau Recueil T. IV.* F auf

82 *Convention entre l'Autriche et la Saxe*

1811 auf keine Weise in die Kaiserlich-Oesterreichischen
ämlichen Dispositionen einmengen.

Obser-
vations.

ART. XI. Die von dem Königlich-Sächsischen
Commisär bey der Kaiserlich Oesterreichischen Allein-
verwaltung gemachten Erinnerungen und Vorstellun-
gen, sind von der Salinen-Adminiftration jedes Mal
in gemeinschaftliche Ueberlegung zu nehmen, und
entweder entsprechende Remedur zu treffen, oder
hierüber Bericht an ihre höhere Behörde zu erstatten,
welche diese Vorschläge, wenn sie für nützlich und
annehmbar befunden werden, zur Ausführung brin-
gen zu lassen, oder die dagegen obwaltenden Gründe
bekannt zu machen hat.

Sollten die letzteren Seiner Majestät dem Könige
von Sachsen nicht zur Beruhigung gereichen, so sol-
len auf Verlangen Höchstgedacht Seiner Majestät von
beiden hohen Souverainen fachverständige Commissäre
nach Wieliczka delegirt werden, welche die streitigen
Puncte näher untersuchen, würdigen, und entweder
einen gemeinschaftlichen Beschlufs zur Ausführung
fassen, oder mit gemeinschaftlichem Berichte ihre ver-
schieden Meinungen der endlichen Entschliessung
der beiden höchsten Höfe unterziehen.

Im ersteren Falle soll die Ausführung nach Maafs-
gabe der Vollmachten durch den Kaiserlich Oesterrei-
chischen Commisär an Ort und Stelle sogleich an-
geordnet werden.

Con-
sile.

ART. XII. Seine Majestät der König von Sachsen
bestellen und verpflichten zur Controlle der Salzförde-
rung bey jeder Schachtniederlage einen zweyten Ver-
walter, welcher zwar aus der gemeinschaftlichen Cassa
befoldet wird, jedoch dem Königlich Sächsischen Com-
misär untergeordnet und verantwortlich ist.

Uebrigens soll die Controlle auf die in dem XI.
Protocoll der commissärlichen Verhandlungen ddo. 30.
März 1811. §. 4. lit. d. ausführlich vorgeschriebene Art
Statt finden.

Com-
mission
de revi-
sion.

ART. XIII. Nach Verlauf eines jeden Rechnungs-
jahres wird im Monat December von beiden hohen
Souverainen eine zusammengesetzte gemeinschaftliche
Revisions-Commission nach Wieliczka delegirt, wel-
che im Gemälsheit des IX. gemeinschaftlichen Com-
missions-

missions-Protocolls vom 23. Februar 1811 ad SS. 15 1811' und 16 das gesammte gemeinschaftliche Rechnungs- und Cassewesen der Salinen, nebst den Inventarien, für das verfloßene Jahr zu revidiren, und nach buchhalterischer Ordnung zu erledigen, den Zustand des Werks, das Präliminar-system der Salzerzeugung, und die Verbesserungs-Vorschläge der Salinen Administration für das künftige Jahr zu prüfen, und über alle Gegenstände ihrer Verhandlungen einen gemeinschaftlichen Bericht mit ihrem Gutachten an ihre höchsten Vollmachtgeber einzufenden hat, worauf sich diese nöthigen Falls in gegenseitiges Einvernehmen setzen, und gemeinschaftliche Entschliessung fassen werden.

Für die verfloßene Zeit der gemeinschaftlichen Verwaltung, bis zum Eintritt der Kaiserlich Oesterreichischen Alleinverwaltung, werden obige Geschäfte durch die Commissäre verrichtet, welche zur Uebergabe und respective Uebernahme nach Wieliczka abgeordnet werden.

ART. XIV. Seine Majestät der König von Sachsen ^{Inspection} behalten Sich vor, die Wieliczker Werke, so oft es Ihnen gefällig seyn wird, und auf Ihre Kosten, außerdem noch durch besondere abgeordnete Commissäre befahren, und von dem Zustande des Werks Einsicht nehmen zu lassen.

Diesen Commissären soll die Salinen-Administration alle erforderlichen Auskünfte ertheilen.

ART. XV. Zu der Stelle des gemeinschaftlich aufzustellenden Gouverneurs zu Wieliczka sollen, für die Dauer des gegenwärtigen Vertrags, von Seiner Majestät dem Könige von Sachsen drey Individuen in Vorschlag gebracht, und aus diesen von Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich der Gouverneur gewählt werden.

Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich steht jedoch zu, auf den Fall Ihrer Unzufriedenheit mit dem ämtlichen Betragen des Gouverneurs, nach Verlauf der ersten Hälfte des Zeitraums der Kaiserlich Oesterreichischen Alleinverwaltung, auf dessen Abberufung einzuschreiten, und für die übrige Dauerzeit aus den anderweiten Vorschlägen Seiner Majestät des Königs von Sachsen, einen andern Gouverneur zu

1811 wählen, auch sowohl für die erste als zweyte Wahl, in so fern gegen die vorgeschlagenen drey Individuen Bedenken eintreten, noch einen zweyten Terna-Vorschlag zu verlangen.

Prém-
tion.

ART. XVI. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich räumen Seiner Majestät dem Könige von Sachsen bey dem Verkaufe des entbehrlichen Bochnier und Wieliczker Steinsalzes, gegen Bezahlung des von anderen Käufern angebotenen gleichen Preises, den Vorzug ein. Jedoch soll auf die dem Königlich-Sächsischen Commissar zu Wieliczka diesfalls zu machende Eröffnung, vom Tage des Empfangs, längstens binnen drey Wochen; die entscheidende Erklärung abgegeben werden.

Prix du
sel de
Sambor.

ART. XVII. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich überlassen an Seine Majestät den König von Sachsen, für das Herzogthum Warschan, jährlich die Summe von sechszigtausend Schatzfässern, oder acht und neunzigtausend Centner Samborer Sudsalz, um den moderirten Preis von zwey Gulden fünf und vierzig Kreuzer, in Zwanzigkreuzerstückchen, Ducaten oder Thalern, nach dem Conventionsfuss, für ein Schatzfals à hundert und vierzig Wiener Pfund.

Diese Salzquantität soll jährlich in drey Terminen, und zwar zum Frühjahreswaller bis Ende April, mit dreyseigtausend Schatzfässern, und zur Benutzung der Sommer- und Herbstfluth, als zweiten und dritten Termin, jedes Mal mit zwanzigtausend Schatzfässern, von denen zunächst dem Saanflusse liegenden Cocktaren, abgegeben, und von Seite des Herzogthums auf eigene Kosten verführet werden.

Seine Majestät der König von Sachsen verbinden Sich dagegen, den ganzen Geldbetrag dieses Salzes jährlich zu drey gleichen Raten in drey Terminen, als in den Monaten Februar, August und November, entweder an die Kaiserlich-Oesterreichische Salzversteigerung zu Wieliczka, oder unmittelbar an eine Kaiserlich-Oesterreichische Casse zu Wien in oben gemeldeten Münzsorten bezahlen zu lassen.

Die diesfällige Bestellung soll von Seite des Herzogthums im Monate November jeden Jahrs für das nächstfolgende bey der vorgenannten Versteigerung

direction

rection geschehen, und das Herzogthum in diesem Falle auch gehalten seyn, das Salz abzunehmen, und die festgesetzten Ratenzahlungen zu leisten. Dafern die Ratenzahlungen in obbestimmten Terminen nicht geleistet würden, bleibt Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich unbenommen, dieses Salz nicht über die Gränze ausführen zu lassen. 1811

ART. XVIII. Für die bey der gemeinschaftlichen Besitznahme der Wieliczker Salzwerke vorgefundenen, und durch freundschaftliche Uebereinkunft zu gleichen Theilen getheilten commercialmäßigen Salzvorräthe, verpflichten sich Seine Majestät der König von Sachsen, die Erzeugungskosten der auf Ihren Antheil kommenden Hälfte mit vierzig fünffachtel Kreuzer in Bancozetteln, per Centner, dem Kaiserlich Oesterreichischen Aerarium in dem bestimmten Termine zu vergüten, so wie auch Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich zur Entschädigung für die von Ihnen getilgten Privatanprüche auf jene Salzvorräthe, von dem nach dem obigen III. Artikel beiden Theilen gemeinschaftlich zukommenden Ueberschufs, welcher sich künftig bey der Kaiserlich - Oesterreichischen Alleinverwaltung der Wieliczker Salinen über das stipulirte Minimum der jährlichen Salzerzeugung ergeben wird, und dessen Erzeugungskosten aus der gemeinschaftlichen Casse bestritten werden, vor dessen Theilung ein Quantum von dreyßigtausend Centner unentgeltlich zu überlassen. Provisions.

ART. XIX. Seine Majestät der König von Sachsen verbinden sich auf die Dauer der Kaiserlich - Oesterreichischen Alleinverwaltung, das durch den Podgorzer Rayon transitirende Kaiserlich - Oesterreichische Salz keiner anderen Entrichtung, als der gewöhnlichen allgemeinen Wegmanth zu unterziehen. Transit.

ART. XX. In so fern ein oder der andere Artikel des gegenwärtigen Vertrags von Seite Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich unerfüllt bleiben sollte; so soll, je nachdem die Nichterfüllung in der ersten, oder in der zweiten Hälfte des Jahres eintritt mit Ausgang des laufenden oder respective des nächstfolgenden Jahres die Alleinverwaltung, und mit dieser alle auf selbe gegründeten in dem gegenwärtigen Vertrag gegenseitig übernommenen Verbindlichkeiten aufhören, Cas de non accomplissement.

1811 hören, und an deren Statt die gemeinschaftlicher-Verwaltung nach der Organisation beginnen, die beide hohe Souveraine durch zu delegirende Commissäre, unter Beobachtung einer vollkommenen, und in Ansehung der Wahl und Bestellung des Administrations-Personals stattfindenden Gleichheit zu beschließen und einzuführen für gut finden werden.

*Car fortu-
né d'in-
terrup-
tion.*

ART. XXI. Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich sind aber von der für ein jährlich abzugebendes Steinsalz-Minimum übernommenen Haftung entbunden, wenn die Salzerzeugung und Förderung ohne Verschulden der Administration durch außerordentliche Zufälle (*casus fortuiti majores*) in's Stocken geräth.

Diese Entbindung währt jedoch nur so lange, als die Salzförderung wirklich gestört ist, auf welchen Zeitraum lediglich das möglichst erzeugt werdende Salz zu gleichen Theilen getheilt wird.

*Terme
de l'ac-
complis-
sement.*

ART. XXII. Die Uebergabe der Alleinverwaltung an Seine Majestät den Kaiser von Oesterreich soll am ersten Februar eintausend achthundert und zwölf Statt finden.

Mit ihr erlischt das zeither bestandene Provisorium vom sechsten December eintausend achthundert und neun, und mit Eintritt der Alleinverwaltung werden die bey den Salinen und den verschiedenen Manipulations-Abtheilungen zeither angestellten Königlich-Sächsischen und Herzoglich Warschauischen controllirenden Beamten und Wagdiener abgerufen, in so weit sie nicht wieder bey der neuen Einrichtung angestellt werden.

Zur ordentlichen Uebergabe und respective Uebnahme sollen von beiden Seiten Commissäre ernannt werden, welche die in den Gruben vorfindigen commercialmäßigen Salzvorräthe ausfindern lassen, und zwischen beide Mächte theilen. Auch sollen über alle andere zum Werksbetrieb gehörige Vorräthe an Materialien, Naturalien, Geräthschaften, Utensilien etc. ohne Ausnahme, welche als ein gemeinschaftliches Eigenthum anzusehen sind, genaue Inventarien unter gemeinschaftlicher Ausfertigung aufgenommen, die gemeinschaftliche Verlagscaße gehörig liquidiret, so wie auch alle Passiv- und Activrückstände bis Ende Januar ein-

eintaufend achthundert und zwölf erforscht und be- **1811**
richtet werden.

Uebrigens sollen alle Voracten, Karten und Rechnungsstücke, welche Bezug auf die vormalig bestandene oberämtliche Leitung des Salinenwerks zu Bochnia, und die vormaligen Verschleißniederlagen haben, von jenen, die das Wieliczker Salinenwerk betreffen, unter Aufsicht des Königlich Sächsischen Commissärs abgesondert, und erstere mit einem ordentlichen Verzeichnisse dem Kaiserlich-Oesterreichischen Commissär zur weiteren Disposition übergeben werden.

ART. XXIII. Schliesslich kommen beide hohe contrahirende Theile überein, daß, wenn während der Dauer der Kaiserlich-Oesterreichischen Alleinverwaltung bey der Ausführung eines oder des andern der vorstehenden Vertrags-Artikel Zweifel oder Anstände sich ergeben, diejenigen Protocolle, welche bey den zur Abschließung gegenwärtigen Vertrags zu Wien zwischen Ihren beiderseitigen Bevollmächtigten Statt gehabten commissairischen Verhandlungen aufgenommen worden sind, zur näheren Erläuterung und Richtschnur dienen, und angenommen werden sollen.

Inter-
preta-
tion.

Wien den neunzehnten des Monats November im Jahre eintaufend achthundert und eilf.

FRANZ ANTON *Ritter v. KRANZBERG.*

THAD. PEITHNER *Ritter v. LICHTENFELS.*

JOSEPH *Graf v. LUBA.*

SIGM. AUGUST WOLFGANG *v. HERDER.*

FERDINAND FERNER *edler v. FERENBERG.*

12.

1812 Convention entre la France et les Cantons de
 28 Mars. la confédération Suisse, signée à Bern le 28
 Mars 1812. en remplacement de la Capitulation
 militaire conclue en 1803 *).

(Gazette du Gr. Duché de Francfort. 1812. N. 95.)

Principales stipulations.

La France prend à Sa solde 4 régimens Suisses formant en totalité 12000 hommes, non compris l'état-major. Chaque régiment consiste en 3 bataillons de guerre, un demi-bataillon de dépôt et une compagnie d'artillerie. Les bataillons sont composés de 6 compagnies de 140 hommes chacune, dont une compagnie de grenadiers, une de voltigeurs et 4 de fusiliers. L'organisation des régimens, bataillons et compagnies est la même que celle des troupes Françaises; ils jouissent de la même solde et des mêmes avantages que ces troupes.

Les officiers mis hors d'activité par la réduction des troupes suisses de 16,000 hommes à 12000 conservent leur rang et leurs appointemens jusqu'à ce qu'ils foyent remplacés. Les recrues doivent être prises parmi les hommes de l'âge de 20 à 40 ans, et avoir 6 pieds 2 pouces, à l'exception des voltigeurs qui ne devront avoir que 4 pieds 9 pouces. La durée de l'engagement est de 4 ans. La confédération Suisse s'engage à fournir tous les ans pour l'entretien des régimens, 2000 hommes de nouvelles recrues; en temps de guerre en Italie ou en Allemagne, elle en livrera 1000 de plus. Elle s'oblige en outre à remplacer les déserteurs à ses frais. Lorsqu'il n'y aura plus de troupes suisses au service d'autres puissances (celles qui y sont doivent être rappellées) la confédération ne sera tenue au remplacement des déserteurs que pendant les deux premières années de leur service. La France paye 130 Francs d'en-

*) v. Supplémens T. III. p. 576.

d'engagement pour chaque recrue; les régences des Cantons pourront employer au recrutement les officiers qui se trouvent en Suisse avec permission. Le service des troupes Suisses est borné à l'Europe et aux îles qui en font partie. On pourra au moyen d'arrangemens favorables qui auront lieu dans la suite, prendre des compagnies de grenadiers pour la garde impériale. 1812

La place de colonel-général des troupes Suisses est conservée; on nommera en outre deux généraux de brigade: Les troupes Suisses continueront de jouir de leur juridiction particulière. La disposition qui accorde aux Suisses 20 places à l'école polytechnique est maintenue. La nouvelle capitulation militaire est conclue pour 25 ans, et les ratifications doivent être échangées à Paris au plus tard 20 jours après la signature de cette convention.

13.

Traité de paix et d'amitié perpétuelle, conclu entre l'empire de Russie et celui de Perse, le 12 Octobre 1813, dans le camp Russe, sur la rivière de Seïwa dans le Gulistan, par les plénipotentiaires nommés à cet effet par les deux parties, et qui a été confirmé le 15 Septembre 1814. à Tiflis par les plénipotentiaires respectifs, au moyen de l'échange des ratifications des deux monarques. 1813 12 Oct.

(Journal de Francfort. 1818. Nr. 273. 274.)

a.

S. M. I. très haut et très-puissant prince, Empereur et autocrateur de toutes les Russies, et S. M. le Padschach, dominateur et souverain de la Perse, désirant sincèrement, par amour pour leurs sujets respectifs, met-

1813

mettre fin aux maux de la guerre si affligeans pour leur coeur, et rétablir sur un fondement solide une paix sure et les relations d'amitié et de bon voisinage, qui ont subsisté dès les tems anciens entre les empires russe et persan, ont jugé à propos de nommer pour cet acte juste et bienfaisant leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies : S. Exc. Nicolas Rtitchschew son lieutenant général, commandant en chef des troupes de Grulinie et de la ligne du Caucase, commandant de la flottille de la mer Caspienne, chevalier des ordres de S. Alexander Newsky, de St. Anne 1^{ère} classe, des St. George 4^e classe, et propriétaire d'un sabre d'or portant cette inscription : pour la bravoure.

S. M. le Schach de Perse : son ministre distingué et très-honoré Mirza Abdoul Hassan Chan, qui a été envoyé extraordinaire près les cours de Turquie et d'Angleterre, choisi entre tous les généraux persans, le ministre le plus affidé de son souverain, conseiller des affaires privées de la haute cour de Perse, descendant d'une famille de Visir, Chan de la 2^e classe à la cour de Perse, et possédant les marques les plus distinguées de faveur qui consistent en un poignard et un sabre ornés de diamans, des vêtemens et Schawls garnis de diamans, ainti qu'un harnois dans le même genre.

En conséquence, nous, les plénipotentiaires ci-dessus nous nous sommes réunis sur le territoire Karabag dans le Gulistan près la rivière de Seiwa, et après avoir échangé nos pleins-pouvoirs, et examiné mûrement tout ce qui avoit rapport à l'affermissement de la paix et des relations d'amitié à conclure au nom de nos deux grands monarques, nous avons réglé et confirmé pour toujours les articles suivans :

Paix
perpé-
tuelle.

ART. I. Les hostilités et la mésintelligence qui ont eu lieu jusqu'ici entre les empires russe et persan cessent dès à présent par ce traité, et il y aura à perpétuité paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'autocrateur de toutes les Russies, et S. M. le Schach de Perse, leurs héritiers et successeurs, et leurs gouvernemens respectifs.

Ligne
de limi-
tes.

ART. II. Comme il a déjà été réglé mutuellement par des conférences préliminaires entre les deux hau-
tes

tes puissances que la paix sera conclue sur le pied du *status quo présent*, savoir que chaque partie restera en possession des pays, Chanats et territoires qui se trouvent maintenant entièrement en son pouvoir, la ligne suivante formera dès à présent et pour l'avenir la frontière entre l'Empire Russe et celui de Perse. 1813

Cette ligne*) commence près la forêt Odina-Basara, traverse en droite ligne le désert Maganaïs, jusqu'à la digue d'Edibuluk près la rivière Arax, de là en montant le long de l'Arax jusqu'à l'endroit où la petite rivière Kapanaktichaja y entre, et plus loin à la droite de la petite rivière Kapanaktichaja jusqu'à la crête des montagnes de Migrin, et continue à s'étendre de là par les limites des Chanats Karabag et Nachitschewan sur la crête de montagnes de Alegas, jusqu'à la forêt Daraleges, où se touchent les limites des Chanats de Karabag, Nachitschewan, Eriwan et d'une partie du cercle d'Elisabethpol, (lequel appartenait autrefois au Channat de Ganschin); en suite de là par la limite qui sépare le Chanat d'Eriwan, des terres du cercle d'Elisabethpol comme de celui de Schamschadit et de Kafach jusqu'à la forêt de Efchok-Meidan et de là sur les crêtes des montagnes en suivant à droite le cours de la petite rivière et de la route de Gimfatschiman le long de la crête de la montagne de Bambak jusqu'au coin de la limite de Schuragel; de cet angle enfin jusqu'à la hauteur du mont glacial d'Alages, et de là le long de la crête des montagnes par la frontière de Schuragel, entre Mastaras et Artik jusqu'à la petite rivière de Arpatichaja. Au reste, comme le territoire de Talischin a passé pendant la guerre tantôt sous le pouvoir de l'une tantôt sous celui de l'autre Puissance, les limites de ce Chanat du côté de Sinsel et Ardawil seront, pour plus de certitude, réglées après la signature et la ratification du présent traité par des commissaires réciproquement nommés d'un accord commun, lesquels commissaires dresseront, sous la direction des commandans en chef des deux parties une description fidèle et détaillée des territoires et habitations, comme aussi des rivières, montagnes, lacs et forêts

*) Ce qui suit jusqu'à la fin de l'art. 2. manque dans le Journal de Francfort de 1818. mais a été ajouté dans celui de 1819.

1813 forêts qui se trouvent jusqu'à l'époque présente dans la possession effective de l'une des deux parties; et alors il sera tiré une ligne de délimitation du Chanat de Talischin sur la base de l'état de possession actuel, de sorte que chaque partie reste en possession de son territoire. De la même manière, si dans les limites ci-dessus tracées la ligne dépasseroit en quelque point la possession actuelle de l'une ou de l'autre des deux parties, chaque partie obtiendra après examen des commissaires des deux hautes Puissances une indemnité proportionnelle sur la base de l'état de possession actuelle.

Chanats
cédés à
la Russie.

ART. III. S. M. le Schach, afin de prouver à S. M. l'Empereur de Russie la sincérité de ses intentions, reconnoît solennellement, tant pour lui que pour ses successeurs au trône de Perse, que les Chanats (gouvernemens) ci-dessous appartiennent en propre à l'empire russe: le Chanat de Karabag et de Gaus-Chin, qui sont maintenant réunis en une province sur le nom d'Elisabethpol, ainsi que les Chanats de Schekin, Schirwan, Derbent, Kubin, Bakin et Talischin avec les terres dépendantes qui se trouvent maintenant au pouvoir de la Russie; en outre tout le Daghestan, la Grufinie avec la province de Schuragel, Imirezie, Gurriel, Mingrélie et Abchasia, de même que tous les territoires et fonds de terre qui sont situés entre la frontière qui vient d'être déterminée et la ligne du Caucase, avec les pays et les peuplades qui confinent à cette dernière et à la mer Caspienne.

Secours.

ART. IV. S. M. l'Empereur de Russie, en témoignage de ses sentimens pour S. M. le Schach de Perse, et pour lui prouver son désir sincère de voir l'autocratie et l'autorité souveraine établies sur une base solide dans l'empire persan, voisin de la Russie, s'engage solennellement pour lui et ses successeurs, à prêter, en cas de besoin, secours à celui des fils du Schach de Perse, qu'il nommera héritier de l'empire Persan, afin qu'aucun ennemi étranger ne puisse se mêler des affaires de la Perse, et que la cour de Perse soit fortifiée par l'appui de la cour de Russie. Du reste, s'il s'élevoit des différends entre les fils du Schah sur les affaires de l'empire persan, la Russie n'y prendra point part avant que le Schach régnant ne réclame son intervention.

ART.

ART. V. Les vaisseaux marchands russes auront, 1813
comme antérieurement, le droit de naviguer le long des côtes de la mer Caspienne et d'y aborder. En cas de naufrage, les persans leur donneront amicalement du secours. Les bâtimens de commerce persans auront aussi comme auparavant le même droit de cabotage le long des côtes de la mer Caspienne et d'aborder sur le rivage russe; et en cas de naufrage, les russes leur donneront toute l'assistance nécessaire. Quant aux vaisseaux de guerre, comme, avant la guerre, ainsi que durant la paix et dans tous les temps, le pavillon russe a seul flotté sur la mer Caspienne, il aura aussi maintenant sous ce rapport le même droit exclusif qu'autrefois, de manière qu'entre la puissance russe aucune autre ne puisse arborer un pavillon militaire sur la mer Caspienne.

ART. VI. Tous les prisonniers au pouvoir des deux parties, soit prisonniers de guerre, soit habitans enlevés à leurs foyers, qu'ils soient chrétiens ou de toute autre religion, seront rendus trois mois après la conclusion et la signature du présent traité, et il sera pourvu à leur entretien et frais de voyage jusqu'à Karaklis.

ART. VII. Outre les articles ci-dessus, L. M. l'Empereur de Russie et le Schach de Perse sont convenus que les ministres respectifs des deux cours, qui, en cas de besoin, auront été envoyés dans les résidences de L. M. seront reçus conformément à leur rang et à l'importance des missions dont ils seront chargés. Les agens ou consuls accrédités, suivant l'ancien usage, par L. M. dans les villes où elles le jugeront nécessaire pour la protection du commerce, et qui ne pourront avoir plus de 10 personnes à leur suite, seront considérés et honorés d'une manière conforme à leur rang en qualité de fonctionnaires accrédités; il sera donné des ordres, pour que non-seulement ils ne soient point insultés, mais encore, pour que, dans le cas où, les sujets respectifs des deux puissances auroient quelques plaintes à faire, on procède, d'après leurs représentations, de la manière la plus impartiale, pour qu'il soit fait réparation entière à l'offense.

ART. VIII. Quant à ce qui concerne les relations commerciales entre les sujets de L. M. qui sont munis de certificats de leur gouvernement ou des commandans dans

1813 dans de frontières, qui attestent qu'ils sont réellement négocians et sujets russes ou persans, il leur sera permis de se rendre librement par terre et par mer dans le états des deux puissances contractantes, d'y demeurer, pour faire le commerce, aussi longtems qu'ils les jugeront à propos, et de s'en retourner également sans éprouver de retard. Ils pourront vendre et échanger les marchandises importées de Russie en Perse, et réciproquement. En cas de décès d'un sujet russe venu en Perse ou domicilié dans cet état, sa fortune et les biens, tant meubles qu' immenbles, étant considérés comme des biens appartenant à des sujets d'une puissance amie, les premiers seront délivrés sans délai et sans récelement, contre quittance, suivant les lois, à leurs associés ou à leurs parens; il sera permis à ceux-ci de vendre les premiers à qui bon leur semblera, à leur gré et à leur plus grand avantage, ainsi que cela se pratique dans tous les états civilisés, quelle que soit la puissance dont dépendent les intéressés.

Droits. ART. IX. Il ne sera pas levé plus de 5 pour Cent de droits sur les marchandises introduites par des négocians russes dans les villes ou les ports de Perse, et ce droit ne sera perçu qu'une fois. La même chose aura lieu par réciprocité en Russie à l'égard des persans.

Ventes et achats. ART. X. A l'arrivée des marchandises sur les côtes, dans les ports, ou dans les villes frontières des deux parties contractantes, il sera accordé toute la liberté possible aux marchands respectifs pour vendre ou échanger leurs marchandises, ou pour en acheter d'autres, sans qu'ils soient astreints à demander à cet effet une permission aux directeurs des douanes ou aux vendeurs (*Vorkäufer*), leur devoir étant de veiller à ce que le commerce ait son libre cours.

Publication; ratification. ART. XI. Après la signature de ce traité, les plénipotentiaires des deux puissances en donneront respectivement sans délai connoissance par tout où il appartiendra, et expédieront un ordre pour faire cesser par tout sur le champ les hostilités.

Le présent traité de paix perpétuelle, en deux exemplaires semblables, accompagnés d'une traduction en langue persane, signé par les plénipotentiaires ci-dessus des deux puissances, muni de leurs cachets et mutuellement échange, sera confirmé par l'Empereur de

de Russie et le Schach de Perse, et ratifié solennellement par la signature de L. M. Les exemplaires ratifiés seront envoyés dans l'intervalle de trois mois par les deux cours à leur plénipotentiaires. 1813

Fait dans le camp russe sur le territoire de Karabag en Gulistan sur la rivière Seiwa, l'an de J. C. 1813 le 12 Octobre, et suivant le calendrier persan, l'an 1228, le 29 du mois Schawal.

Le plénipotentiaire et commandant général en Grusnie,
NICOLAS RTISCHTSCHEW.

Le plénipotentiaire du célèbre empire persan,
MIRZA ABDUL HASSAN CHAN.

b.

Ukase de S. M. l'Empereur portant publication du précédent traité avec la Perse, en date du 16 Juil. 1818. 1818

(Journal de Francfort. 1808. Nr. 260.)

Alexandre premier etc.

La paix avec la Perse a assuré la tranquillité aux frontières orientales de notre Empire; elle a été conclue dans une circonstance décisive, dans le même tems où la nouvelle destinée de l'Europe a été fixée, et l'unanimité des sentimens couronnée par la victoire.

Depuis cette memorable époque, les nations jouissent des bienfaits de la paix générale; les liens de l'amitié contractée entre la Perse et la Russie se sont de plus en plus resserrés dans l'espace des quatre dernières années; ils sont maintenant entretenus des deux côtés par de solennelles ambassades et appuyés sur une base inébranlable.

En annonçant à nos fidèles sujets cet heureux événement, qui offre déjà les avantages d'une parfaite harmonie et d'une tranquillité constante, nous avons ordonné de publier le traité même, conclu avec la Perse à Gulistan le 12 Octobre 1813.

Donné à St. Pétersbourg, le 16 Juillet 1818.

ALEXANDRE.

14.

1813 *Traité entre l'Autriche (et ses alliés) et le*
 2 Nov. *Grand Duc de Hesse pour l'admission de celui-*
ci à la grande alliance. 1813.

a.

Convention militaire entre l'Autriche et le G. D.
de Hesse signée à Dörnigheim le 2 Nov. 1813.

(Copie manuscrite mais sûre.)

Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Hessen erachten der Wohlfahrt Ihrer Unterthanen gemäß, Sich von der Rheinischen Conföderation zu trennen, und der heiligen Sache der coalirten Allerhöchsten Mächte beizutreten. In Folge dieses ist zwischen Seiner Excellenz dem Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Herrn Feldmarschall Lieutenant und Commandirenden des vereinigten Oesterreichisch-Baierischen Armee-Corps, Herrn Grafen von Fresnel, und zwischen dem Großherzogl. Herrn Hofmarschall und Geheimen Rath Freiherrn Du Thil nachfolgende Militär-Convention geschlossen worden, welche bei den unverzüglich mit den verbündeten Allerhöchsten Mächten abzuschließenden Definitiv-Tractaten zur Basis dienen soll.

ART. I. Se. Königliche Hoheit machen Sich anheischig in der kürzest möglichen Zeit alle disponiblen Truppen in Ihren Staaten zu dem verbündeten Oesterreichischen-Baierischen Armee-Corps stoßen zu lassen.

ART. II. Verbinden Sich Se. Königliche Hoheit, diese Truppen nach Möglichkeit der in Ihre Gewalt stehenden Mittel zu vermehren, und die Zahl und Gattung der in der Folge zu stellenden in dem Definitiv-Tractate bestimmt auszudrücken.

ART. III. Diese Truppen werden stets einen integrierenden Theil der verbündeten Armee ausmachen, und in dieser Hinsicht, so wie die der übrigen Allerhöchsten Allirten verpflegt und behandelt werden.

† 1

Gegen-

Gegenwärtige Militär-Convention wurde zu diesem Ende von den Eingangsgenannten Bevollmächtigten in doppelter Fertigung mit ihrer Unterschrift und ihren Siegeln versehen. Geschehen zu Dörnigheim am 2ten November 1813. 1813

Freyherr DU THIL Graf von FRESNEL
Hofmarschall und Geheimer Rath. (L. S.) Feldmarschall-Lieutenant. (L. S.)

b.

Traité entre S. M. l'Empereur d'Autriche (et 23 Nov. in simili S. M. l'Empereur de Russie et i. s. S. M. le Roi de Prusse) et S. A. S. le Grand Duc de Hesse pour l'admission de celui-ci à la grande alliance, signé en trois instrumens séparés, à Francfort sur Main le 23. Nov. 1813.

(Copie manuscrite mais sûre.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, animé ainsi que tous les Augustes Alliés du desir de rallier les Souverains de l'Allemagne à la Cause commune et de les faire participer aux bienfaits de l'indépendance de leur patrie, admet pour sa part à la grande Alliance Son Altesse Royale le Grand Duc de Hesse.

Pour déterminer les conditions de cette admission, Sa Majesté Imperiale a nommé et donné ses pleins-pouvoirs au Sieur François, Baron de Binder de Krieglstein, Grand-Croix de l'ordre du mérite civil de Wurtemberg;

Et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse ayant nommé de son côté et muni de ses pleins-pouvoirs le Sieur Guillaume Charles du Bos, Baron du Thil, Maréchal de la Cour, Conseiller privé et Chambellan de Sa dite Altesse Royale, les Plénipotentiaires respectifs sont convenus et ont arrêté les articles suivants:

Nouveau Recueil T. IV.

G

ART.

1813

Renon-
ciation
à la con-
fédéra-
tion du
Rhin.
Soutien
de la cau-
se com-
mune.

ART. I. Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse renonce pour Lui et Ses successeurs à la confédération du Rhin et à tous les liens, devoirs et obligations, qui en résultent pour Eux.

Soutien
de la cau-
se com-
mune.

ART. II. Son Altesse Royale s'engage au contraire à soutenir la Cause de l'indépendance de l'Allemagne par tous les moyens en son pouvoir.

Secours

ART. III. Les secours que Son Altesse Royale sera tenue de fournir à la cause commune, sont spécifiés dans un instrument séparé, qui doit être envisagé, comme partie intégrante du présent Traité.

Garan-
tie.

ART. IV. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, garantit à Son Altesse Royale le Grand-Duc de Hesse Sa Souveraineté et Ses possessions. Par contre Son Altesse Royale s'engage à se conformer à l'égard et en général aux arrangements qu'exigera l'ordre des choses, qui sera définitivement établi pour le maintien de l'indépendance de l'Allemagne.

ART. V. Le présent Traité d'alliance sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le plus court délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le Cachet de leurs armes.

Fait à Francfort sur le Mein, le vingt-trois Novembre l'an de Grâce mil-huit-cent-treize.

(L. S.) BINDER. *)

(L. S.) CHARLES GUILLAUME
Baron du. Ros DU THIL.

*) L'instrument avec la Russie est signé de la part de cette Puissance par son ministre Jean d'ANSSELT, celui avec la Prusse par le baron de HUMHOLD.

à la grande alliance de 1813.



15.

*Traité d'alliance entre l'Autriche et ses alliés 1813
et les Duc et Prince de Nassau, signé à Franc-^{23 Nov.}
fort sur Main le 23 Nov. 1813.*

a.

Instrument du traité avec l'Autriche.

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême animé ainsi que tous les augustes alliés, du désir de rallier les Souverains de l'Allemagne à la cause commune, et de les faire participer aux bienfaits de l'indépendance de leur patrie, admet pour la part à la grande alliance, leurs Altesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau.

Pour déterminer les conditions de cette admission, Sa Majesté Impériale a nommé et donné Ses pleins-pouvoirs au Sieur François Baron de Binder de Krieggstein, Grand-Croix de l'ordre du mérite civil de Wurtemberg; et Leur Altesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau, ayant nommé de leur côté et muni de leurs pleins-pouvoirs, le Sieur Frédéric Adolphe Baron de Winzingerode, Colonel à la Suite et Grand-Ecuyer de Son Altesse Sérénissime le Duc de Nassau; et le Sieur Charles Frédéric Ibell, Conseiller privé actuel et référendaire intime d'Etat de Son Altesse Sérénissime le Duc de Nassau, les Plénipotentiaires respectifs sont convenues et ont arrêté les articles suivants:

ART. I. Leurs Altesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau renoncent pour eux et leurs successeurs à la confédération du Rhin et à tous les liens, devoirs et obligations qui en résultent pour Eux.

ART. II. Leurs Altesses Sérénissimes s'engagent au contraire à soutenir la cause de l'indépendance de l'Allemagne par tous les moyens en leur pouvoir.

ART. III. Les secours que leurs Altesses Sérénissimes seront tenues de fournir à la cause commune, sont

G. 2

Speci-

1813 spécifiées dans un instrument séparé, qui doit être envisagé comme partie intégrante du présent traité.

ART. IV. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême garantit à Leurs Alteesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau, leur Souveraineté et leurs possessions,

Par contre Leurs Alteesses Sérénissimes s'engagent à se conformer à cet égard et en général aux arrangements qu'exigera l'ordre des choses qui sera définitivement établi pour le maintien de l'indépendance de l'Allemagne.

ART. V. Le présent traité d'Alliance sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans le plus court délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort sur le Main le vingt trois Novembre, l'an de Grâce, mil-huit-cent-treize.

Signé: (L. S.) BINDER.

(L. S.) *Baron DE WINTZINGERODA.*

(L. S.) *CHARLES FRÉDÉRIC IBELL.*

b.

Articles séparés et secrets.

ART. I. **L**eurs Alteesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau se préteront à toutes les cessions qu'exigeront les arrangements futurs en Allemagne, calculés pour le maintien de la force et de l'indépendance de ce pays.

Leurs Alteesses Sérénissimes les Duc et Prince de Nassau s'étant déclarés prêts à restituer dès à présent à la Maison de Nassau Orange des possessions réunies jusqu'ici aux Leurs, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême regarde cette Déclaration comme une des conditions du présent Traité, et elle recevra son effet moyennant un arrangement de famille garanti par les puissances alliées.

ART.

ART. II. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême s'engage par contre, à s'employer à procurer à Leurs Altesses Sérénissimes en retour de ces cessions, une indemnité compatible avec la masse des objets qui seront disponibles à l'époque de la pacification, et avec le but énoncé ci-dessus, et la plus rapprochée des dimensions actuelles des Etats de Leurs Altesses Sérénissimes. 1813

Les présens articles séparés et secrets auront la même force et valeur, comme s'ils étaient insérés mot à mot au Traité principal de ce jour.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ces articles séparés et secrets, et y ont apposé le cachet de Leurs armes.

Fait à Francfort sur le Mein, le vingt trois Novembre l'an de Grâce, mil-huit-cent-treize.

(L. S.) BINDER.

(L. S.) Baron DE WINTZINGERODA.

(L. S.) CHARLES FRÉDÉRIC IBELL.

C.

Pièces annexées au traité.

I.

Système général de défense.

ART. I. **P**our assurer l'indépendance future de l'Allemagne et pour donner plus d'unité à ses moyens militaires, il a été convenu d'établir un système général et provisoire de défense pour tous les Etats de l'Allemagne.

ART. II. Dans ce système se trouvent compris, outre les grandes Puissances alliées, les Etats des Princes allemands, qui ont accédé à la grande alliance pour le but de l'indépendance de l'Allemagne, enfin ceux, qui dans ce moment sont administrés pour le bien de la cause publique, comme le Royaume de Saxe, le Grand Duché de Francfort etc.

ART. III. Dans tous ces pays on formera sans délai à l'exemple de l'Autriche, de la Prusse et de la Bavière, des

1813 des corps de volontaires, des troupes de ligne et une Landwehr, une réserve pour celles-ci et de plus, dans les pays où cela sera nécessaire, un Landsturm.

ART. IV. Ces troupes ne pourront être composées que d'indigènes des pays respectifs.

ART. V. Le nombre des troupes de ligne, de la Landwehr et des réserves pour chaque pays sera réglé d'après le contingent que chacun d'eux a fourni à la confédération du Rhin, en doublant celui-ci de manière, que la première moitié formera les troupes de ligne qui seront fournies aussitôt et le plus promptement possibles, la seconde — la Landwehr — qui sera formée également, dans le terme le plus rapproché d'après un règlement particulier. Toutes ces troupes seront toujours maintenues au grand complet moyennant des réserves proportionnées et toutes prêtes.

ART. VI. Le Landsturm n'entrera point dans ce calcul.

ART. VII. Les troupes de ligne et la Landwehr seront tenues de combattre partout où la guerre l'exigera.

ART. VIII. Les troupes de la Landwehr joindront le plutôt possible leurs corps respectifs.

ART. IX. Le Landsturm ne servira que dans l'intérieur de son pays et pour la défense de ses propres foyers.

ART. X. Toutes ces forces seront organisées en différens grands Corps.

ART. XI. Chacun de ces corps aura un Général et un Etat major particulier. Les fraix que causeront ceux-ci seront à la charge des Etats qui formeront les corps.

ART. XII. Chaque corps d'armée sera, le plus que faire se pourra, placé dans la proximité des Etats qui le fournissent et mis sous le commandement général le plus rapproché d'eux.

ART. XIII. Chaque pays pourvoira à l'habillement et à l'équipement, aussi bien qu'à la solde des troupes et cela de la manière la plus prompte et la plus exacte.

ART. XIV. Aussitôt que les corps se seront formés, leur approvisionnement se fera d'après l'arrangement con-

convenu séparément; au reste chaque Etat sera tenu à fournir les trains de transport nécessaires (*Fuhrwesen*). 1813

ART. XV. Pour éviter dès ce moment toute méprise, les troupes des Puissances alliées porteront toutes une seule et même marque distinctive (*Feldzeichen*).

ART. XVI. Les Puissances alliées nommeront sur le champ des officiers qui désigneront les points et les positions qui devront être fortifiés ou retranchés pour la défense commune de l'Allemagne et il sera procédé sans délai à leur établissement.

ART. XVII. Aucun pays ne pourra se refuser à ces établissemens; ils seront tenus de pourvoir gratis aux charrois et à la main-d'oeuvre. Les pays voisins seront obligés cependant de concourir proportionnellement à cette charge.

ART. XVIII. Pour faciliter les armemens nécessaires, les Puissances alliées sont convenues d'exploiter les fabriques d'armes et les moulins à poudre de l'Allemagne, uniquement pour cet objet et les établissemens de Suhl, Sohlingen, Herzberg, Olberhaan etc. recevront les ordres nécessaires à cet effet.

ART. XIX. Afin de favoriser également l'établissement de l'Artillerie, les Puissances alliées sont convenues d'y assigner une partie de l'artillerie prise sur l'ennemi. Les chevaux et harnais seront fournis par les Etats et pays respectifs.

Toutes les armes quelconques que les Puissances alliées conquerront dans les places fortes de l'Elbe, seront également employées aux armemens de l'Allemagne.

Le présent instrument cité à l'article 3. du traité du même jour, devant être envisagé comme inséré mot à mot au dit traité, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé de même à Francfort sur le Mein le vingt trois Novembre l'an de grace mil-huit-cent-treize.

(L. S.) Signé: FRANÇOIS BARON BINDER
DE KRIEGLSTEIN.

II.

1813 *Plan zu einer unter den deutschen Fürsten zu schließenden Vereinigung zu Herbeischaffung der Kriegskosten.*

ART. I. Die deutschen Fürsten, welche dem Rheinbunde entsagt haben, verpflichten sich als Bedingung der von ihnen zu den großen verbündeten Heeren zu stellenden Kontingente, auch noch mit ihrem Credit zu Herbeischaffung der Kriegskosten mitzuwirken, und diesen Credit bis zu dem Betrage der Brutto-Einkünfte ihrer Länder von einem Jahr ausdehnen.

ART. II. Der Betrag dieses einjährigen Einkommens wird nach den bekannten statistischen Daten angenommen, oder nach einem allgemeinen Verhältnisse zu der bekannten Seelenzahl ausgemittelt.

ART. III. Um diesen Credit sofort zur Bestreitung der Kriegskosten benutzen zu können, wird über die ganze Summe desselben ohne Zeitverlust eine gemeinschaftliche Haupt-Obligation ausgestellt und vor denen dazu zu ernennenden Commissarien der hohen verbündeten Mächte, von sämmtlichen theilnehmenden Fürsten durch ihre Spezial-Bevollmächtigten unterschrieben, sodann aber in die Hände der gedachten Commissarien an einem dazu zu bestimmenden Ort deponirt.

ART. IV. Die in gedachter Obligation von Seite der Fürsten zu übernehmende Zahlungs-Verbindlichkeit ist solidarisch und dahin gerichtet, die darauf zu erhebenden oder erhobenen Summen in vier und zwanzig Terminen von drei Monaten zu drei Monaten pro rata eines jeden Theilnehmers binnen sechs Jahren a dato eines Jahrs vom Tage der Ausstellung der Obligation an gerechnet, zurückzuzahlen, so daß wenn z. B. die Ausstellung am 1ten Decbr. d. J. erfolgt, der erste Termin am 1ten März 1815 und der letzte am 1ten März 1821 einfällt.

Die hohen verbündeten Mächte versehen diese Obligation mit ihrer gleichfalls solidarischen Garantie, und verpflichten sich bei dem Frieden, einen besondern

dern Artikel in dem Friedensschlusse einzuschalten, wodurch wegen richtiger Zahlung der Schuld auf das bestimmteste vollkommene Sicherheit gegeben wird. 1813

ART. V. Die sämmtlichen Landes-Einkünfte der, unterzeichnenden Fürsten werden zur Special-Hypothek für die Rückzahlung bestellt, besonders aber alle Domainen und Domanial-Einkünfte, in deren Besitz sie sich befinden.

ART. VI. Vorgedachte Haupt-Obligation wird in Partial-Obligationen zu 5000, 2000, 1000, 500, 200, 100 und 50 Fl. eingetheilt, welche an porteur stehen und sechs Procent Zinsen tragen, auch zu mehrerer Beglaubigung von dazu ernannten Bevollmächtigten unterzeichnet werden. Vierteljährig wird nach der Bestimmung des §. 4. der sechste Theil des Ganzen durch das Loos bestimmt und nebst den Zinsen zurückgezahlt.

ART. VII. Die alliirten Mächte verbinden sich, diejenigen Zahlungen, zu denen sie sich durch die Verträge verpflichtet werden, mittelst jener Obligationen zu bezahlen.

ART. VIII. Es wird von den hohen verbündeten Mächten in einer, dem Kriegsschauplatze nicht zu nahe liegenden Stadt eine Komité gebildet, wobei die unterschriebenen Fürsten eigene Deputirte ernennen, und welches auf die prompte Einhaltung der Termine von Seiten der unterschriebenen Fürsten wacht.

Der bei jedem dieser Fürsten von Seite der verbündeten Mächte anzustellende Agent wird ebenfalls zu gleichem Zwecke besonders beauftragt. Diese terminliche Rückzahlungen können nur in dem nach den Bestimmungen des §. 7. in Kurs gebrachten Obligationen, oder in baarem Gelde geschehen. Diejenigen Obligationen, welche von den Inhabern unmittelbar bei der Komité präsentirt werden, werden in baarem Gelde ausbezahlt.

ART. IX. Gegen diejenigen von den Theilnehmern, welche ihre Verbindlichkeiten nicht erfüllen, werden auf den Antrag der Komité sofort die nöthigen Massregeln ergriffen.

ART. X. Alle eingelösten Obligationen werden durch die Komité sofort vernichtet, und die Summe nebst den Nummern derselben öffentlich bekannt gemacht. Da

1813

Da die gegenwärtige in dem dritten Artikel des Vertrages vom heutigen Tage angezogene Verhandlung eben so angehen werden soll, als wäre dieselbe dem erwähnten Verträge von Wort zu Wort eingerückt, so haben die gegenseitigen Bevollmächtigten dieselbe auf gleiche Weise unterzeichnet.

So geschehen Frankfurt a. M. den 23. Novbr. 1813.

(L. S.) FRANZ, Freyherr BINDER
VON KRIEGLSTEIN.

III.

Entrée des troupes.

In Ansehung der Concurrenz der der teutschen Verbündung beitretenden Staaten zur Naturalverpflegung der grossen Armeen, welche für die Herstellung der Unabhängigkeit dieser Verbündung fechten, sind folgende Grundzüge, als den allgemeinen Ansichten entsprechend, anzunehmen.

ART. I. Die drei grossen Mächte, nämlich Oesterreich, Russland und Preussen werden zur Verpflegung ihrer Heere, den sechsmonatlichen Bedarf aus ihren Staaten nachschieben.

ART. II. Die Wasserfrachten werden von ihnen bezahlt, wenn aber die Einladung in dem Gebiete eines verbündeten Staates geschieht, so ist dessen Regierung verpflichtet, die Gefässe gegen die in gewöhnlichen Zeiten übliche Fracht stellen zu lassen.

ART. III. Wo kein Wassertransport möglich ist, wird das benöthigte Fuhrwesen unentgeltlich gestellt, und zu dem Ende werden Fuhrlinien von stehenden Wagenparks angelegt.

ART. IV. Die Fütterung für das nachzutreibende Schlachtvieh wird gegen Quittung verabreicht, wenn aber Weideplätze angewiesen werden können, so geschieht solches unentgeltlich.

ART. V. Da diese Maasregeln aber erst nach wieder aufgehender Schifffahrt und bei fahrbaren Wegen ihre volle Ausführung erhalten können; so machen die verbündeten Staaten sich anheischig, den Verpflegung-

gungsbedarf der Armeen nach den jedesmaligen For-
derungen der General-Intendantur oder in dringenden
Fällen und bei Märschen, nach denen die Corps-Com-
mandanten, gegen Quittung, zu verabreichen, und in
die zu designirenden Magazine einzuliefern. 1813

ART. VI. Diese Lieferungen sollen unmittelbar
nach erfolgten durch die Quittungen belegten Liqui-
dationen in den anderweitig bestimmten Obligationen
bezahlt werden.

ART. VII. Die Preise derselben werden nach dem
Durchschnitte der in den sechs Monaten vom 1sten Juli
bis 31ten Decbr. 1813 statt gefundenen Marktpreisen
der größern Städte des liefernden Staates bestimmt.
Bei den kleinern Staaten werden die des Militär-Di-
stricts zu welchem sie gehören, angenommen.

ART. VIII. Requisitionen an Bekleidungs-Bedürf-
nissen werden nur in Ansehung von Schuhen, Stiefeln
und Tuch zu Beinkleidern als der häufig eine augen-
blickliche Befriedigung heischenden Bedürfnisse, statt
finden.

ART. IX. Sie können ebenfalls nur durch die Ge-
neral-Intendantur, oder in außerordentlichen Fällen
durch die Corps-Commandanten auf ihre Verantwor-
tung erlassen werden. Die Bezahlung dafür wird nach
der im §. 6. bestimmten Art in Obligationen nach den
landüblichen Preisen geleistet.

ART. X. Diese Bezahlung findet für alle seit dem
1ten November c. ausgeschriebene Naturalien- und Be-
kleidungsbedürfnisse statt.

ART. XI. Die Transporte sowohl der eigenen Lie-
ferungen als der von rückwärts ankommenden Aus-
schreibungen werden als Kriegelast unentgeltlich ge-
leistet.

ART. XII. Ein jeder der Bundesstaaten übernimmt
die eigene Verpflegung seines Contingents und sichert
solche auf ein Jahr.

ART. XIII. Zu mehrerer Bequemlichkeit und Ver-
meidung lästiger Transporte wird aber die Verpflegung
der Contingente, da wo sie sich befinden, auf Requi-
sition bewirkt, und für selbige von derjenigen großen
Macht, mit deren Armee sie verbunden sind, in Obli-
gatio-

1813 gationen-Zahlung geleistet, wogegen ein jeder Bundesstaat so viel Naturalien, als die einjährige Verpflegung seines Contingents beträgt, ohne Bezahlung verabreicht.

ART. XIV. Dieses nach den Portionsätzen im voraus zu bestimmende Quantum wird daher von den Liquidationen der auf Quittungen gelieferten Verpflegung abgerechnet.

ART. XV. Die im eigenen Lande geleistete Verpflegung des Contingents und der Landwehr kommt dabei zur Berechnung, nicht aber die der Reservén.

ART. XVI. Wenn der Krieg nicht ein Jahr dauert, oder während desselben die Contingente auf feindlichem Territorium unentgeltliche Verpflegung genossen haben; so kommt von der Liquidation nur dasjenige Quantum in Abzug, welches der Zeit entspricht, binnen welcher die Verpflegung des Contingents hat bezahlt werden müssen.

ART. XVII. Die großen verbündeten Mächte werden sich über die von ihnen für die Contingente geleisteten Zahlungen und die dagegen ihnen zu Gute gekommene unentgeltliche Verpflegung unter sich berechnen.

ART. XVIII. Wenn auf Marschen oder in Kantonirungen eine Etappen-Verpflegung statt findet; so wird sie nach beygehendem Tarif geleistet, es wird Quittung darüber gegeben, und die Bezahlung dafür pro Tag und Kopf auf die §. 6. gedachte Weise gewährt.

ART. XIX. Die Bestimmung des Preises erfolgt nach denen im §. 7. erwähnten Durchschnitts Sätzen.

ART. XX. Wegen der Lazarethe zur Aufnahme der Kranken und Blessirten der Bundesheere sowohl als der Gefangenen, wird ein besonderes Reglement ergehen, welches auf den Grundsatz einer Geld-Concurrenz ableiten der verbündeten Mächte und der dem Bunde beitretenen deutschen Staaten gebaut werden soll.

ART. XXI. Denen von der Hauptarmee getrennt agirenden Armeen werden besondere Verpflegungs-Rayons, die sich nach den Bewegungen der Armee richten und verändern, angewiesen werden, in welchen sie nach den obigen Bestimmungen zu verfahren haben.

ART.

ART. XXII. Die Verpflegung auf den Militärstraßen 1813
wird nach obigen Grundsätzen bezahlt.

Hauptquartier Frankfurt, den 20. Nov. 1813.

Da die gegenwärtige in dem dritten Artikel des
Vertrags vom heutigen Tag angezogene Verhandlung
eben so angesehen werden soll, als wäre dieselbe dem
erwähnten Verträge von Wort zu Wort eingerückt;
so haben die gegenseitigen Bevollmächtigten dieselbe
auf gleiche Weise unterzeichnet.

Frankfurt, den 23. November 1813.

(L. S.) FRANZ Freyh. BINDER
VON KRIEDELSTEIN

16.

*Extrait du Traité entre (S. M. l'Empereur 24 Nov.
d'Autriche) insimili S. M. l'Empereur de Russie,
insimili S. M. le Roi de Prusse et S. A. S.
le Duc de Saxe Cobourg Saalfeld pour l'ad-
mission de celui-ci à l'alliance signé en trois
instrumens séparés à Francfort sur le Main
le 24 Novembre 1813.*

(Beantwortung der von dem Herzöglichen Hause
Sachsen Meiningen gegen Sachsen Coburg Saalfeld
erlassenen Denkschrift die S. Coburg Eisenberg und
Römhildische Success. betreffend. fol. p. 24.)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche Roi de Hongrie et
de Bohême (de Russie, le Roi de Prusse) animé ain-
si que tous ses augustes alliés, du désir de rallier les
souve-

1813. souverains de l'Allemagne à la cause commune, et de les faire participer aux bienfaits de l'indépendance de leur patrie admet pour sa part à la grande Alliance, son altesse sérénissime le Duc de Coburg-Saalfeld etc.

Renon-
ciation
à la
conféd.
du Rhin

ART. I. Son Altesse Sérénissime le Duc de Saxe-Coburg-Saalfeld renonce pour Lui et ses successeurs à la confédération du Rhin, et à tous les liens, devoirs et obligations qui en résultent pour Eux.

Soutien
de la
cause
com-
mune.
Secours

ART. II. Son Altesse Sérénissime s'engage au contraire à soutenir la cause de l'indépendance de l'Allemagne par tous les moyens en son pouvoir.

ART. III. Les secours que son Altesse Sérénissime sera tenu de fournir à la cause commune, sont spécifiés dans un instrument séparé qui doit être envisagé comme partie intégrante du présent traité.

Garantia.

ART. IV. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche (de Russie, le Roi de Prusse) garantit à son Altesse Sérénissime le Duc de Saxe-Coburg-Saalfeld la souveraineté et ses possessions.

voit

Par contre, son Altesse Sérénissime s'engage à se conformer à cet égard, et en général, aux arrangements qu'exigera l'ordre des choses, qui sera définitivement établi pour le maintien de l'indépendance de l'Allemagne.

Fait à Francfort sur le Main le 24 Novembre l'an de grâce 1813.

(L. S.) BINDER. *)

B. FISCHLER DE FREUBERG.

*) L'instrument signé avec la Russie est signé de la part de cette Puissance: JEAN D'ANSTETT, celui avec Prusse: CH. GUILL. BARON DE HUMBOLD.

17.

*Traité préliminaire d'union et de cessions
reciproques entre les branches de la maison
d'Orange et de Nassau; signé à Francfort
ce 26. Novembre 1813.* 26 Nov.

Nachdem durch die siegreichen Waffen der gegen Frankreich verbundenen Mächte die Auflösung der rheinischen Conföderation herbeygeführt worden, in deren Gefolge aber das herzogliche Haus Nassau der bestehenden Allianz gegen Frankreich unter den von Ihro Kaiserlichen und Königlichen Majestäten von Oestreich, Rußland und Preussen festgesetzten Bedingungen beygetreten ist; so ist der Zeitpunkt gekommen, wo die durch überwiegende äußere Einwirkung unterbrochene enge Vereinigung der bestehenden beiden Hauptstämme des Fürstenhauses Nassau durch neue Bande befestigt werden konnte.

Da es nun immer die Absicht Ihro Durchlauchten des Herzogs und Fürsten zu Nassau gewesen, Höchst Ihres Orts bey eintretender Zeit und Gelegenheit zur Restitution Seiner Hoheit des Prinzen von Oranien Nassau in Höchst Dero deutsche Lande und Besitzungen auf alle Weise thätig mitznwirken, insonderheit in dem Fall, wo Seine Hoheit zum Wiederbesitz der mit dem Großherzogthum Berg vereinigten, gewesenen alt Nassauischen Stammlande gelangen würde; so war die bey dem Abschluß des Allianztractats mit den vorerwähnten Mächten dem herzoglichen Hause Nassau zu erkennen gegebene Absicht, das fürstliche Haus Oranien Nassau in dem Besiz Höchst Ihre Lande restituirt zu sehen, dem eigenen Wunschen und Erwartung.

*) Ce traité n'a pas été solennellement ratifié par S. A. R. le Prince d'Orange néanmoins il a été confirmé et mis en execution par le traité postérieurement conclu le 14 Juillet 1814 lequel a déjà été donné plus haut Suppl. T. VI. p. 23.

1813 wartungen Ihre Herzoglichen und Hochfürstlichen Durchlauchten zu Nassau durchaus entsprechend.

Höchst dieselben haben daher Höchst Ihrem unterzeichneten dirigirenden Staatsminister Freyherrn Marschall von Bieberstein, des Großherzoglich Badenschen Ordens der Treue Großkreuz, Vollmacht und Gewalt ertheilt, mit dem zur Uebernahme des Besitzes und den hieraus resultirenden Regierungsanordnungen von Seiner Hoheit dem Prinzen von Oranien Nassau hierher abgeordneten Generalbevollmächtigten dem mit unterzeichneten Minister Freyherrn von Gagern, des Hessischen Löwen und des Großherzoglich-Badenschen Ordens der Treue Großkreuz, eine Uebereinkunft zu verabreden, wornach über jene Restitution, so wie über den Besitz und die Verwaltung der in Gefolge der rheinischen Conföderations-Acte mit dem Herzogthum Nassau vereinigten Oranien Nassauischen Besitzungen solche Bestimmungen festgesetzt wurden, welche eben sowohl dem Zweck der engen Wiedervereinigung des Hauses Nassau, wie die allgemein verwaltenden, und in unterliegendem Fall insonderheit offenkundigen Absichten der gegen Frankreich alliirten Mächte auf möglichste Erhaltung der bestehenden Verwaltungs-Ordnung um militärisch-politischer Zwecke willen entsprechend seyen. Hiervon ausgehend, sind beide hier oben angeführte Bevollmächtigte über nachfolgende provisorische Artikel übereingekommen.

Art. I. Die Bande, wodurch die zwey Hauptstämme des Hauses Nassau vom jeher und allermeist seit Errichtung des Nassauischen Erbvereins vom Jahre 1783 vereinigt waren, sind als wieder angeknüpft zu betrachten; doch bleibt die Revision der in besagtem Erbverein begründeten wechselseitigen Verhältnisse, Rechte und Verbindlichkeiten und der aus den eingetretenen Zeitverhältnissen hervorgehenden nothwendigen Abänderungen und Proportionen zur besondern Verhandlung und Uebereinkunft bey schicklicher Zeit und Gelegenheit ausgesetzt.

Art. II. Sobald Seine Hoheit der Prinz von Oranien-Nassau in den Besitz Höchst Dero mit dem
Groß-

Großherzogthum Berg. vereinigt gewesenen alt Nassauischen Stammlande restituirt seyn werden, Toll an Höchstdieselben das von Nassau besessene, was die Rechte des Eigenthums und der Besitzergreifung betrifft, in den vorigen Stand zurückgestellt werden. 1813

In Absicht der ferneren Vollziehung und Administration selbst aber soll das Amt Diez in seinem dermaligen Bestand sammt dem ehemaligen Amt Dauborn, bestehend aus den dem Oberamt Kirberg zu Kamberg dermalen incorporirten Ortschaften Dauborn und Eufingen nebst dem Hof Gnadenthal, ferner der geographischen Lage wegen aus dem Herzoglich-Nassauischen dermaligen Amt Burbach, neben dem so genannten Hickengrund, die vormals zwischen Oranien-Nassau und Sayn-Hachenburg gemeinschaftlichen Ortschaften sofort mit allen Hoheits- und Domänenrechten, Gerechtsamen, Besitzungen und Domänen abgetreten werden.

Das immittelst mit dem Amte Diez vereinigte Dorf Balduinstein sammt Zubehörde verbleibt bey demselben. Eben so das dem Amte Nassau incorporirte Dorf Obernhof sammt Zubehörde bey diesem.

ART. III. Um keine nachtheilige Verwicklung in den eingerichteten Comptabilitätsformen zu veranlassen, auch um für die Oranien-Nassauische Uebernahme der Renten und Gefälle in vorbelasten Aemtern und Besitzungen, so wie für die nothwendigen Anordnungen in Betreff deren künftigen Verwaltung und Verrechnung Zeit und Raum zu gewinnen, ist für den Fall einer frühern Retrocession stipulirt worden, daß alle und jede Einnahmen bis zum Schlusse des laufenden Rechnungsjahrs d. h. bis zum 31. December 1813 dem Herzoglichen Hause Nassau verrechnet werden sollen.

Dagegen werden für das Jahr 1813 nicht allein die bisher bestandene Abgabe zur Fürstlich-Oranien-Nassauischen Casse, sondern auch der volle Betrag des Herzoglich-Nassauischer Seits bereits übernommenen Anthells von Zinsen von Oranien-Nassauischen Passiv-Capitalien und Pensionen bis zum Schlusse dieses Jahres
Nouveau Recueil T. IV. H ohne

1813 ohne einigen Abzug aus der Herzoglich Nassauischen Staatskasse geleistet.

ART. IV. Die vormal's gemeinschaftlichen Aemter und Besitzungen Wehrheim, Kamberg sammt Mensfelden, Kirberg und Nassau sammt der Vogtey Ems verbleiben, so viel die Administration betrifft, in ausschließlichem Besitz des herzoglichen Hauses Nassau bis zur dereinstigen endlichen Auseinanderlegung zwischen den beiden Hauptstämmen des Hauses Nassau.

ART. V. Vom 1. Januar 1814 an, in so fern bis dahin die Restitution des fürstlichen Hauses Oranien-Nassau in die hier oben im Art. II. aufgeführten Landestheile und Besitzungen erfolgt seyn wird, übernimmt Hochdasselbe alle und jede darauf lastende Locallasten und Ausgaben, desgleichen alle vom Herzoglichen Hause Nassau bey der Auseinanderlegung mit dem Großherzogthum Berg übernommene Pensionen vormal's Oranien-Nassauischer Diener und Angehörigen ohne Unterschied.

ART. VI. Dagegen verpflichtet sich das herzogliche Haus Nassau, so lange sich dasselbe in dem ungetheilten Genuß der im Art. IV. aufgeführten Objecte befinden wird, zur fortgesetzten Bezahlung aller und jeder, von Oranien-Nassauischen Passivcapitalien rathlich übernommenen Zinsen mit Ausschluss des als Locallast zu betrachtenden Anthells der im vorhergehenden Artikel erwähnten Landestheile an den Kriegsschulden-Capitalien bis zum Zeitpunkt der vorhin gedachten endlichen und allgemeinen Ausgleichung. Die im Art. III. ebenmäfsig bereits gedachte Jahresrente cessirt vom selbigen Termin an.

ART. VII. Der Sitz des Herzoglich Nassauischen Oberappellationsgerichts verbleibt zu Diez in dem gegenwärtigen Bestand, desgleichen die daselbst etablirte Zuchthausanstalt nach ihrer ganzen dormaligen Verfassung und Einrichtung. Seiner Hohheit dem Prinzen von Oranien Nassau ist vorbehalten, dem Wirkungskreis des Oberappellationsgerichts sämtliche in Deutschland Höchstdenselben restituirte Lande zu untergeben, weniger nicht über die Zuchthausanstalt zur Detention der

der von den Kriminalgerichtshöfen Seiner Hoheit verurtheilten Verbrecher zu disponiren. Beides nach den hierüber in der Folge annoch näher zu bestimmenden Modalitäten der Vollziehung. 1813

ART. VIII. Seiner Hoheit dem Prinzen von Oranien-Nassau bleibt es überlassen, die in Herzoglich Nassauische Dienste getretenen Oranien-Nassauischen Diener gutfindenden Falls zurückzurufen.

ART. IX. Seine Hoheit der Prinz von Oranien-Nassau garantiren bis zum allgemeinen Frieden und der schließlichen Uebereinkunft über alle suspendirte Fragen die Unterhaltung der Wehrlücke bey der Oraniensteiner Mühle zum Behuf der ungehinderten Lahn-schiffahrt. Höchstdieselben werden die Lahnschiffahrt bey ihrer dormaligen Befreyung von Zöllen und Abgaben aller und jeder Art und Gattung bis dahin erhalten.

ART. X. Damit die Unterhaltung der die Aemter Diez und Burbach durchziehenden chaussirten großen Landstraßen nicht gefährdet werde, so ist für zweckmäßig gehalten worden, daß die respective Concurrenz der beyderseitigen Unterthanen zu dieser gemeinnützlichen Arbeit unter gemeinschaftlicher Inspection und Direction nach der bestehenden Verfassung und Einrichtung vorerst und bis zur allgemeinen nähern Auscheidung der wechselseitigen Landesverhältnisse fortdauern solle.

ART. XI. Dieweilen Ihre Herzogliche und Hochfürstliche Durchlauchten zu Nassau sich anheischig gemacht haben, für das Herzogthum Nassau das Doppelte des vormalig rheinischen Bundes-Contingents an regulirten Truppen und Landwehr zur alliirten Armee einzustellen, so werden Seine Hoheit der Prinz von Oranien-Nassau die nach Proportion der Bevölkerung hiervon auf die nach Art. II. an Höchstdieselbe abzutretende Landestheile fallende Rate vom Zeitpunkt der geschehenen Cession an übernehmen. Damit auch die innige Vereinigung der beiderseitigen Landes- und Staatsinteressen in jeder auswärtigen Beziehung betthätiget respective gefördert werde, so werden die pacificirenden Nassauischen Höfe gemeinschaftlich die für

1813 die militärische Brauchbarkeit augenscheinlich große und wesentliche Vortheile in Gefolge mit sich führende Vereinigung der von Höchsthohen respective zur alliirten Armee zu stellenden militärischen Corps an Freywilligen, regulirten Truppen und Landwehren zu erwirken Bedacht seyn. Alles vorbehaltlich näherer Uebereinkunft, sobald über Anzahl, Waffengattung und militärische Formation der respectiven Contingente die einschlagenden Bestimmungen regulirt seyn werden.

ART. XII. Die beyderseitigen respectiven Verwaltungsbehörden und Unterthanen sollen auf die würksamste Art und Weise von den bestehenden Verhältnissen zwischen den Nassauischen Höfen nicht allein gehörig unterrichtet, sondern auch zur allenthalbigen Unterhaltung und Beförderung des hiernach errichteten und beabüchteten besten Einverständnisses ermahnt und angewiesen werden.

ART. XIII. Die respective Ratification des gegenwärtigen provisorischen Staats- und Hausvertrags soll auf dem kürzesten Wege eingeholt, und die Auswechslung der darüber ausgefertigten Urkunden, wo möglich, noch vor Ablauf des gegenwärtigen Jahres gegen einander erfolgen, demnächst aber zur allenthalbigen nähern Uebereinkunft über die daraus resultirenden respectiven Vollziehungsanordnungen besondere Commissarien mit sacherforderlichen Vollmachten und Instructionen bestellt werden.

Zu dessen Beurkundung ist der gegenwärtige Vertrag doppelt ausgefertigt, und jedes Exemplar von den Eingangs aufgeführten beiden Bevollmächtigten eigenhändig unterschrieben und besiegelt worden.

So geschehen Frankfurt a. M. den 26. Nov. 1813.

(L. S.) *Freyh. v. GAGERN.*

Freyh. v. MARSCHALL.

Zusatz.

Zusatz - Artikel.

1813

In sofern der quantitativ noch unkannte Betrag des dem Herzogthum Nassau angefonnenen und mittelst Ausfertigung von befondern Obligationen demnächst zu leistenden Beytrags zu den allgemeinen Kriegskosten mit Rücksicht auf die an Seine Hoheit den Prinzen von Oranien - Nassau zurückfallenden Landestheile ausgemittelt werden sollte; so unterliegt die rairliche Theilnahme besagter Landestheile als eine sich von selbst verstandende Verbindlichkeit keinem Zweifel. Die Concurrrenz - Quote wird in diesem Falle nach dem nemlichen Verhältnifs bestimmt werden, wornach der Beytrag des Ganzen ist regulirt worden.

Geschehen wie oben.

(L. S.) *Freyh. v. GAGNERN.*

Freyh. v. MARSCHALL.

18.

1814 *Treaty of friendship and alliance between His
 8 Jul. Britannic Majesty and His Catholic Majesty
 Ferdinand VII, Signed at Madrid the 5th
 day of July 1814*

*(Published by Authority London 4to en Anglois
 et Espagnol.)*

In the name of the most Holy Trinity.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland, and His Catholic Majesty, being equally animated by a desire to strengthen and perpetuate the union and alliance which have been the principal means of re-establishing the balance of power in Europe, and of restoring peace to the world, have constituted and appointed, that is to say: His Majesty the King of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland, the Right Honourable *Sir Henry Wellesley*, one of His Majesty's most honourable Privy Council, Knight Companion of the most honourable order of the Bath, and His Majesty's Ambassador extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majesty; and His Catholic Majesty, *Don Joseph Miguel de Carbajal y Vargas*, Duke of San Carlos, Count of Castillejo and of Puerto, Grandee of Spain of the first class, Knight of the most illustrious order of the Golden Flees, Grand cross of the Royal and distinguished Order of Charles III. Commander of Esparagoza de bares in the order of Alcantara, Chief Majordomo of the King, and Gentleman of His Chamber, Lieutenant general in the Royal Army, Counsellor of State, and First Secretary of State and of general Dispatch, who, after having exchanged their respective full powers, and finding them in good and due form, have agreed to and concluded the following articles:

ART. I. There shall be in future a strict and intimate alliance between His Majesty the King of the United

18.

Traité d'amitié et d'alliance entre Sa 1814
Majesté Britannique et Sa Majesté Catho- 5 Juil.
lique Ferdinand VII. Signé à Madrid
le 5 Juillet 1814.

(Traduction privée.)

Au nom de la tres-sainte Trinité.

Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté Catholique, animés d'un desir égal de resserrer et de perpétuer l'union et l'alliance qui ont été les moyens principaux pour retablir la balance du pouvoir en Europe et pour restituer la paix au monde, ont nommé et autorisé, savoir: Sa Maj. le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande le très-honorable Sir Henry Wellesley, membre du très-honorable conseil privé de Sa Majesté, chevalier du très-honorable ordre du Bain et Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté près Sa Majesté Catholique, et S. M. Catholique Don Joseph Michel de Carbajal y Vargas, duc de San Carlos, comte de Castillejo et de Puerta, grand d'Espagne de la première classe, Chevalier de l'illustre ordre de la toison d'or, Grand-Croix de l'ordre royal et distingué de Charles III. Commandeur de Espargosa de Lares de l'ordre d'Alcantara, Majordome en chef du Roi et Gentilhomme de Sa chambre, Lieutenant général à l'armée Royale, Conseiller d'Etat et premier Secrétaire d'Etat et du despacho général; lesquels après avoir échangé leurs pleinpouvoirs, et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans:

ART. I. *Il y aura à l'avenir une alliance étroite et intime entre S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-Bre-*

1814 United Kingdom of Great Britain and Ireland and His Catholic Majesty, their heirs and successors; and in consequence of this intimate union, the High Contracting Parties shall endeavour to forward, by all possible means, their respective interests.

His Britannic Majesty and His Catholic Majesty declare, however, that in drawing closer the ties so happily subsisting between them, their object is by no means to injure any other State.

ART. II. The present alliance shall in no way derogate from the treaties and alliances which the High Contracting Parties may have with other powers, it being understood that the said treaties are not contrary to the friendship and good understanding, which it is the object of the present Treaty to cement and perpetuate.

ART. III. It having been agreed by the Treaty signed at London on the 14th day of January 1809, to proceed to the negotiation of a treaty of Commerce between Great Britain and Spain, as soon as it should be practicable so to do, and the two High Contracting parties desiring mutually to protect and extend the commerce between their respective subjects, promise to proceed without delay to the formation of a definitive arrangement of commerce.

ART. IV. In the event of the commerce of the Spanish American possession being opened to Foreign nations, His Catholic Majesty promises, that Great Britain shall be admitted to trade with those possessions as the most favoured nation.

ART. V. The present treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged within forty days, or sooner if possible.

In witness whereof we the undersigned Plenipotentiaries have signed, in virtue of our respective full powers, the present Treaty of Friendship and Alliance, and have sealed it with the seals of our arms.

Done in Madrid this fifth day of July one thousand eight hundred and fourteen.

(L. S.) H. WELLESLEY *).

Three

*) Le document espagnol est signé:

MICHAEL DUQUE DE SAN CARLOS.

Brétagne et d'Irlande et S. M. Catholique, leurs héritiers et successeurs; et en conséquence de cette union intime, les Hautes Parties contractantes tacheront d'avancer par tous les moyens possibles leurs intérêts mutuels.

S. M. Britannique et S. M. Catholique déclarent toutefois, qu'en resserrant les liens qui subsistent si heureusement entre eux ils n'ont aucunement en vue de porter préjudice à aucun autre Etat.

ART. II. La présente alliance ne dérogera en aucune manière aux traités et alliances que les Hautes Parties contractantes peuvent avoir contractés avec d'autres Puissances, bien entendu que les dits traités ne sont pas contraires à l'amitié et à la bonne harmonie que le présent traité a en vue de cimenter et de perpétuer.

ART. III. Etant convenu par le traité signé à Londres le 14 de janvier 1809 de procéder à la négociation d'un traité de commerce entre la Grande-Bretagne et l'Espagne aussitôt qu'il sera possible de l'effectuer, et les deux hautes parties contractantes désirant mutuellement de protéger et d'étendre le commerce entre leurs sujets respectifs, elles se promettent de procéder sans délai à la formation d'un arrangement définitif de commerce.

ART. IV. En cas que le commerce avec les possessions Espagnoles en Amérique fut ouvert à des nations étrangères, Sa Majesté Catholique promet que la Grande-Bretagne sera admise à commercer avec ces possessions comme la nation la plus favorisée.

ART. V. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quarante jours, ou plutôt s'il est possible.

En foi de quoi nous soussignés Plénipotentiaires avons signé en vertu de nos pleinpouvoirs le présent traité d'amitié et d'alliance, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Madrid le cinq du mois de Juillet mil huit cent quatorze.

(L. S.) H. WELLESLEY *).

II

*) L'instrument espagnol est signé:

MICHEL Duque de San Carlos.

1814 *Three additional articles to the treaty of Friendship and alliance between His Majesty and His Catholic Majesty Ferdinand the seventh, signed at Madrid August 28. 1814.*

ART. I. It is agreed that, pending the negotiation of a new treaty of commerce, Great Britain shall be admitted to trade with Spain upon the same conditions as those which existed previously to the year 1796. All the Treaties of commerce which at that period subsisted between the two nations, being hereby ratified and confirmed.

ART. II. His Catholic Majesty, concurring in the fullest manner, in the sentiments of His Britannic Majesty, with respect to the injustice and inhumanity of the traffic of Slaves, will take into consideration, with the deliberation which the state of his possessions in America demands, the means of acting in conformity with those sentiments. His Catholic Majesty promises, moreover, to prohibit His subjects from engaging in the slave trade, for the purpose of supplying any islands or possessions excepting those appertaining to Spain, and to prevent likewise, by effectual measures and regulations, the protection of the Spanish flag being given to foreigners, who may engage in this traffic, whether subjects of His Britannic Majesty or of any other State or Power.

ART. III. His Britannic Majesty being anxious that the troubles and disturbances, which unfortunately prevail in the dominions of His Catholic Majesty in America, should return to their obedience to their lawful Sovereign, engages to take the most effectual measures for preventing His subjects from furnishing arms, ammunitions, or any other warlike articles to the revolted in America.

The present additional Articles shall form an integral part of the treaty of friendship and alliance signed the 5th day of July, and shall have the same force and vali-

Trois articles additionnels au traité d'amitié et d'alliance entre S. M. Britannique et S. M.

Catholique Ferdinand VII, signés à Madrid

le 23 Août 1814.

ART. I. Il est convenu que durant la négociation d'un nouveau traité de commerce, la Grande-Bretagne sera admise au commerce avec l'Espagne sous les mêmes conditions que celles qui ont existé avant l'année 1796. Tous les traités de commerce qui à cette époque subsistaient entre les deux nations étant ratifiés et confirmés par le présent acte.

ART. II. Sa Majesté Catholique concourrant pleinement aux sentimens de Sa Majesté Britannique au sujet de l'injustice et de l'inhumanité de la traite des esclaves prendra en considération avec la maturité que l'état de ses possessions en Amérique exige, les moyens pour agir en conformité de ces sentimens. Sa Majesté Catholique promet en outre de défendre à ses sujets de s'intéresser au commerce d'esclaves tendant à en fournir d'autres îles ou possessions que celles appartenant à l'Espagne, et de prévenir également par des mesures et réglemens efficaces que la protection du pavillon Espagnol ne soit accordée à des étrangers qui pourraient s'engager dans ce commerce; qu'ils soient sujets de S. M. Britannique ou de tel autre Etat ou Puissance.

ART. III. Sa Majesté Britannique desirant vivement que les troubles et discordes qui se sont malheureusement élevés dans les dominations de S. M. Catholique en Amérique viennent à cesser entièrement et que les sujets de ces provinces rentrent sous l'obéissance envers leur souverain légitime, s'engage à prendre les mesures les plus efficaces pour empêcher ses sujets de fournir des armes, munitions ou autre article de guerre quelconque aux insurgens en Amérique.

Les présents articles additionnels formeront une partie intégrante du traité d'amitié et de commerce signé le 5 Juillet, et auront la même force et valeur comme

1814 validity, as if they were inserted word for word, and shall be ratified within forty days, or sooner, if possible.

In witness whereof, we the undersigned Plenipotentiaries, in virtue of our respective full powers, have signed the present additional Articles, and have sealed them with the seals of our arms.

Done at Madrid this twenty eight day of August one thousand eight hundred and fourteen.

(L. S.) H. WELLESLEY *).

*) L'instrument espagnol des articles séparés est signé:
MIGUEL DAQUE de San Carlos.

comme s'ils y étaient insérés mot pour mot, et seront ratifiés dans l'espace de quarante jours, ou plutôt s'il est possible. 1814

En foi de quoi nous les soussignés Plénipotentiaires, en vertu de nos pleinpouvoirs respectifs avons signé les présents articles additionnels, et les avons scellés du cachet de nos armes.

Fait à Madrid le vingt et huit Août mil huit cent quatorze.

(L. S.) H. WELLESLEY *).

*) L'instrument Espagnol de ces articles séparés est signé:
MIGUEL Duque de San Carlos.

19.

Pacte de famille entre le Roi Ferdinand VII. 1815
d'Espagne et son père Charles IV en forme de 14 Janv.
déclaration signée par ce dernier à Rome le 14
Janv. 1815, acceptée par son fils *) et dont
les ratifications ont été échangées le 4 Mars
suivant.

(SCHOELL Vol. X. pag. 331. art. I. p. 333.)

ART. I. La cession de la couronne d'Espagne en faveur de mon fils bien-aimé lui impose, ainsi qu'à ses successeurs, l'obligation de m'allouer une somme qui soit analogue au rang élevé où la Providence m'a placé.
L'ex-

*) D'après SCHOELL l. c. l'acceptation du Roi d'Espagne a eue lieu sous la modification que le Roi Charles ne se fixeroit pas dans un pays où se trouveroit Bonaparte ou Murat.

1815 L'expérience m'a prouvé que la somme qui, depuis mon départ d'Espagne, m'a été envoyée pour moi et ma famille, est insuffisante. Le malheureux état de la nation et les difficultés contre lesquelles mon fils bien-aimé a à lutter me sont bien connus; mais je suis aussi convaincu que rien ne feroit plus de peine à son bon coeur, que si les augustes parens étoient obligés de se passer de commodités auxquelles leur rang élevé et leur âge avancé peuvent prétendre, et auxquelles son propre honneur et celui de la nation sont intéressés; enfin, que le bien-être de celle-ci et celui de mon bien-aimé fils puissent s'accorder avec ma satisfaction, je propose qu'on m'accorde dorénavant douze millions de réaux par an payables d'avance en douze termes, de mois en mois. Si néanmoins mon fils ne pouvoit pas payer actuellement les quatre millions qui font la différence entre les huit qui m'ont été assignés et les douze que je désire, la nation les acquittera aussitôt que sa situation le lui permettra.

ART. II. Depuis le temps où les armes victorieuses de l'Espagne commencèrent à chasser l'usurpateur, jusqu'à l'époque où mon fils m'assigna huit millions de réaux, j'étois privé de tout secours. Pendant cette période, j'ai contracté une dette de six millions de réaux que mon fils et les successeurs doivent, pour ma décharge, reconnoître pour la leur, afin de me dédommager des sommes que, pendant le dit temps, ils étoient obligés de me payer. En conséquence, mon fils et les successeurs s'obligent à payer dans trois ans l'arriéré de six millions de réaux, afin que je puisse m'arranger avec mes créanciers, ou bien mon fils se chargera de cette dette et traitera lui-même avec mes créanciers pour le payement.

ART. III. Si mon épouse me survivoit, rien ne peut être plus sacré pour mon bien-aimé fils que de fournir à sa bonne mère les moyens de subsistance conformes à son rang élevé et à la dignité du souverain de l'Espagne, son fils. L'attachement pour ma bien-aimée épouse et les obligations de lui assurer une existence agréable, m'imposent le devoir de fixer son donaire avant que dieu m'appelle à lui. En conséquence, mon fils et les successeurs assureront à la reine, mon épouse, une somme annuelle de huit millions de réaux payable d'avance de mois en mois.

ART.

ART. IV. Mon bien-aimé fils, l'infant don Francisco de Paula, que Dieu a placé au rang qu'il occu- 1815
pe, est, comme tel, fondé à demander les sommes dont les frères et oncles jouissent actuellement. En supposant que son frère chéri ne voudra pas le priver de ces prétentions, il s'engagera, pour lui et les successeurs, de lui faire à l'avenir parvenir la somme que reçoivent les infans d'Espagne.

ART. V. Si je voulois me transporter en Espagne, il me sera libre de choisir pour séjour la province ou la ville dont je jugerai le climat le plus convenable à ma constitution physique, à mon âge avancé et à mes habitudes. Mais comme dans ce moment je ne trouve pas convenable de retourner en Espagne, il me sera libre de choisir le lieu de mon séjour.

ART. VI. Les titres de roi et les prérogatives royales dont moi et mon épouse jouissons notre vie durant étant sacrés, et afin que les honneurs et distinctions qui nous sont dus, nous soient accordés l'a où nous nous fixerons, notre bien-aimé fils et les successeurs s'engagent à porter le souverain dans les états duquel nous vivrons, à ce que les droits, privilèges et distinctions dus à notre rang et à notre naissance auguste nous soient accordés.

ART. VII. Lorsque ces articles auront été examinés et approuvés par mon fils, ils seront ratifiés.

Fait à Rome, le 14 Janvier 1815.

Signé: CHARLES.

20.

Acte d'accession de la Cour Impériale d'Autriche au traité signé entre la Prusse et la Russie à Vienne le 3 Mai 1815 (placé plus haut Suppl. T. VI. 236.)

(Gesetzsammlung für die K. Preuss. Staaten 1815.
p. 158. en fr. et all.)

La Majesté Impériale et royale Apostolique ayant été amicalement invitée par S. M. le Roi de Prusse à acceder

1815 ceder au traité conclu à Vienne le 3^e de Mai de l'an de grâce 1815, entre Sa dite Majesté et Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, dont le contenu, inséré ici mot à mot est de la teneur suivante:

(Suit le traité avec ses annexes.)

Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique n'ayant rien plus à cœur que de donner à Sa Majesté le Roi de Prusse toutes les preuves d'amitié, qui sont en son pouvoir; Elle a muni en conséquence des Plénipouvoirs les plus amples le Sieur Clement Wenceslas Lothaire Prince de Metternich-Winnebourg-Ochsenhausen, chevalier de la toison-d'or, Grand-croix de l'ordre Royal de St. Etienne de Hongrie, chevalier de l'ordre de St. André de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la première classe, Grand-cordon de la légion d'honneur, chevalier de l'ordre de l'éléphant, de l'ordre suprême de l'Annonciade, de l'aigle noire et de l'aigle rouge, des seraphins, de St. Joseph de Toscane, de St. Hubert, de l'aigle d'or de Wurtemberg, de la fidélité de Bade, de St. Jean de Jerusalem et de plusieurs autres, chancelier de l'ordre militaire de Marie Thérèse, Curateur de l'academie des beaux arts, Chambellan, Conseiller intime actuel de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Son Ministre d'état, des conférences et des affaires étrangères, et Son premier Plénipotentiaire au Congrès, pour en Son nom procéder à cette accession, lequel en conséquence déclare, que Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique accède par le présent acte au susdit Traité en s'engageant formellement et solennellement envers Sa Majesté Prussienne à remplir toutes les obligations qui y sont contenus et qui peuvent la concerner.

En foi de quoi Nous plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique avons en vertu de nos Pleinspouvoirs signé le présent acte d'accession, y avons fait apposer le cachet de nos armes et l'avons échangé contre un acte de la même teneur par lequel Sa Majesté Prussienne accède au traité conclu à Vienne le trois de Mai de l'an de grâce mil huit cent quinze entre Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et Sa Majesté Impériale de toutes les Russies.

Fait

Fait à Vienne ce quatre de Mai de l'an de grâce 1815
Mil huit-cent-quinze.

Signé :

(L. S.) Le Prince DE METTERNICH.

Cet acte d'accession a été ratifié par S. M. l'Empereur d'Autriche et le présent acte a été échangé contre un acte de ratification pareil de S. M. le Roi de Prusse ayant pour objet l'acte d'accession prussienne au traité conclu spécialement à Vienne le 3 Mai 1815 entre la Russie et l'Autriche (placé plus haut Suppl. T. VI. p. 225.)

21.

Convention supplémentaire à celle de Kalisch, 28 Mai
entre la Prusse et la Russie, pour le passage des
troupes russes à travers les états prussiens,
signée à Vienne le 28 Mai 1815.

(SCHÖLL *histoire abrégée des traités*. T. XI. p. 230.)

Les circonstances ayant nécessité qu'une armée de S. M. l'empereur de toutes les Russies traverse de nouveau les états de S. M. le roi de Prusse, et cette marche devant être réglée par des stipulations conformes à l'état actuel des choses, les hautes parties contractantes ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir: S. M. le roi de Prusse, les sieurs de Schoeler, son général major, etc., et de Jordan, conseiller intime des ses légations, etc., et S. M. l'empereur de toutes les Russies, les sieurs Jean d'Anstett, son conseiller privé, et George de Cancrine, intendant-général de ses armées, etc., qui, munis des pleins-pouvoirs nécessaires, sont convenus des articles suivants, supplémentaires à la convention conclue sur un objet semblable, à Kalisch, le 7 Avril 1813.

ART. I. La convention de Kalisch restera en pleine force, à l'exception des changemens énoncés dans cet
Nouveau Recueil. T. IV. I acte

1815 acte supplémentaire, ou des articles qui seroient devenus superflus par le changement des circonstances.

ART. II. L'approvisionnement des troupes et le charroi se régleront sur le tarif et le règlement émané du maréchal commandant l'armée, avant son entrée dans les états de S. M. le roi de Prusse, et qui ont été acceptés par les autorités des provinces. D'après ce règlement, toutes les quittances seront données par portions et rations, d'après les proportions énoncées dans le tarif.

ART. III. Il sera accordé aux troupes russes une route militaire, ou, s'il le falloit, deux à travers les états de la Prusse, et dont on conviendra séparément. On les déterminera de manière à ne pas forcer les troupes à faire des détours, et en ayant égard à l'état des chemins et aux moyens d'approvisionnement.

ART. IV. Pour épargner à la Russie l'embarras d'établir ses propres hôpitaux pour le nombre peu considérable de malades qui, à ce que l'on présume, pourroient rester dans les états de S. M. le roi de Prusse, ils seront reçus dans les hôpitaux de la Prusse, et traités comme les malades de l'armée prussienne. Il sera délivré, pour chaque malade, un billet d'hôpital en langue russe, avec la traduction en allemand, françois ou polonois, renfermant le nom du régiment, de la compagnie ou du détachement où se trouve un tel homme; son nom et prénom. Ce billet renfermera également la spécification de ses effets d'armemens et d'habillement, afin qu'en cas de mort de l'individu, elle puisse être constatée et les effets rendus.

Il sera libre de laisser dans chaque province des officiers russes chargés de prendre et de donner des informations nécessaires à l'égard des malades et convalescens.

Pour l'entretien de chaque malade, il sera payé par jour huit gros courans de Prusse. Dans ces huit gros sont compris tous les articles, comme médicamens, linge, etc., et il ne pourra être formé aucune prétention particulière à cet égard.

ART. V. Les officiers russes malades seront pourvus de quartiers où il se nourriront à leurs frais. S'ils préfèrent de se faire soigner aux hôpitaux, ils y seront admis.

mis. Le prix de leur entretien dans les hôpitaux sera de treize gros courant par jour. 1815

Du moment où les soldats se trouveront en réconvalescence et n'auront plus besoin de médicamens, ils seront répartis dans des emplacements hors des hôpitaux, et recevront les portions ordinaires. Dès qu'ils seront en état de marcher, ils seront munis de feuilles de routes sur lesquelles sera marqué le jour de leur sortie de l'hôpital. Ils seront réunis aux transports prussiens, et recevront l'entretien stipulé par le tarif.

Si de pareils individus avoient besoin de chaussures ou d'autres petits effets de vêtement, ils leur seront donné; ce sera l'objet d'un paiement séparé.

La liquidation des frais d'hôpitaux se fera sur le billet d'hôpital, où sera marqué le jour de l'entrée de l'homme à l'hôpital, celui de sa sortie pour entrer dans l'emplacement des convalescens, et la date où il aura reçu la feuille de route. La liquidation des frais d'hôpitaux pour les officiers se fera sur leurs quittances.

Le montant de l'entretien des réconvalescens ou des militaires qui se seront absentés de leurs corps, sera réglé depuis la date de la feuille de route avec le commandant russe qui les recevra au dépôt, et qui, lors de sa réception, en donnera quittance au commandant du transport. Cette quittance se donnera sur la feuille de route qui, rendue à l'officier prussien, servira de document à la liquidation.

Dans le cas de rechute de la part d'un convalescent qui devoit rentrer à l'hôpital, le nouveau billet d'hôpital sera donné par l'officier du transport qui en fera mention sur la feuille de route.

Si ce mode d'admission par billet aux hôpitaux n'avoit pas été observé, ce qui n'est point vraisemblable parce qu'il a été enjoint, par un règlement général, à toute la troupe d'en délivrer; si de même le mode de quittances, détaillé ci-dessus, n'avoit pas été employé, faute d'avoir pu publier à temps les présents articles supplémentaires, les quittances des officiers russes laissées près des hôpitaux, et, là où elles n'auroient pas pu être données, les procès-verbaux des autorités locales, constateront le nombre des malades et la durée de leur séjour aux hôpitaux.

1815

ART. VI. Quant aux prix à payer pour les prestations en denrées faites par les provinces de la monarchie prussienne, on les règlera conformément à la convention de Kalisch, sur les prix moyens des principaux marchés, sans aucune addition.

Quant aux provinces qui, à l'époque du passage des troupes, n'auroient pas appartenu définitivement à la Prusse, les prix moyens serviront de base depuis la date du traité, en vertu duquel lesdites provinces auroient été réunies à la Prusse. Les prestations faites antérieurement dans les provinces allemandes, seront payées sur le même pied qu'aux autres pays d'Allemagne, d'après le système établi à cet égard.

ART. VII. La liquidation des prestations faites à cette marche aura lieu séparément et sans perte de temps, par la commission de liquidation de Koenigsberg. Cette règle s'appliquera de même aux marches de corps considérables qui pourroient encore traverser les provinces de la Prusse, et qui toutefois seront annoncées d'avance. Les prestations à faire sur les chemins militaires seront liquidées de deux mois en deux mois, d'après les quittances des officiers, et, quant aux détachemens qui marcheront sans officiers, d'après les feuilles de routes visées par les commandans qui se trouveront de distance en distance.

ART. VIII. Le paiement se fera après la liquidation, moitié en argent, moitié en grains transportés de Russie dans les ports de Prusse ou sur la frontière continentale, d'après un arrangement à l'amiable. Les payemens au comptant se feront au plus tard deux mois après la liquidation, et les denrées seront livrées aussitôt que faire se pourra. Le débarquement sera aux frais de la Prusse.

ART. IX. Le paiement qui est stipulé au comptant se fera en bonnes lettres de change, ou en courant de Prusse. La Russie cependant pourra payer en autres espèces, d'après les cotes de la bourse de Berlin. Mais, pour éviter réciproquement les chances exagérées d'un cours momentané, le maximum du ducat est fixé à 3 écus 10 gros, et le minimum à 3 écus 4 gros; de même le maximum des frédéric d'or ou des pistoles, à 5 écus 16 gros, et le minimum à 4 écus 8 gros. L'écu de convention (specie thaler) sera toujours évalué à

32 gros courant de Prusse, avec 4 pour 100 de bénéfice en faveur de la Russie. Les autres monnoies d'or et d'argent, qui seront toutefois au choix de la Russie, seront évaluées à proportion. 1815 31 Mai.

ART. X. Cette convention supplémentaire sera ratifiée aussitôt que faire se pourra.

A Vienne le 15 Mai 1815.

DE SCHÖLER.

D'ANSTETT.

DE JONDAN,

DE CANERINE.

22.

Article séparé ajouté au traité entre le Roi de Prusse et les D. et Prince de Nassau, signé à Vienne le 31 Mai 1815 (S. VI. p. 333.) exécuté le 17 Oct. 1816.

(SCHÖLL *histoire abrégée des traités.* T. XI. p. 619.)

I.

Article séparé.

En concluant le traité principal entre S. M. le roi de Prusse et LL. AA. les duc et prince de Nassau, les soussignés plénipotentiaires ont encore arrêté la convention éventuelle suivante.

Dans le cas où S. M. le roi de Prusse, par suite des arrangemens territoriaux qui vont être arrêtés avec la Hesse Electorale, trouvoit moyen d'acquérir le comté inférieur de Katzenelnbogen avec le parage de Hesse-Rothembourg qui y est enclavé, S. M. s'engage à céder à LL. AA. les duc et prince de Nassau ledit comté, avec les propriétés de l'électeur de Hesse qui y sont situées, et avec les droits de parage et les possessions de Hesse-Rothembourg. Par contre LL. AA. s'engagent à abandonner à S. M. la partie de la principauté de Siegen et des bailliages de Burbach et de Neunkirchen, qui leur revient en vertu du traité principal, ainsi que le bailliage nassovien d'Atzbach, avec tous les droits et

1815 et toutes les propriétés de la maison ducale dans ce district. Toutes les dispositions du traité principal sont applicables à cette cession éventuelle.

Cette convention particulière aura la même force obligatoire que le traité principal, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quatre semaines.

En foi de quoi les soussignés plénipotentiaires ont signé le présent article séparé, et l'ont fait munit de leurs sceaux.

Fait à Vienne le 31 Mai 1815.

Signé: *Le Prince DE HARDENBERG.*
ERNEST-FRANÇOIS-LOUIS,
Marschall de Bieberstein.

2.

1816 *Edits de S. A. S. le Duc de Nassau sur l'exécution*
17 Oct. de l'article séparé joint au traité du 31 Mai 1815
avec la Prusse, publiés en date du 17 Oct. 1816.

(Verordnungsblatt des Herzogthums Nassau.
No. 26. 1816.)

a.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, Souveräner
Herzog zu Nassau u. f. w. u. f. w.

Fügen hiermit zu wissen, daß Wir in Gefolge des zwischen Sr. Maj. dem Könige von Preussen und Unsern in Gott ruhenden Regierungs-Vorfahren am 31. May v. J. abgeschlossenen Staatsvertrags und der deshalb statt gefundenen weitem Verhandlungen, Commissarien ernannt und bestellt haben, um in Unserm Namen von der an Uns abgetretenen Niedergrafschaft Katzenellenbogen sammt dem darinn befindlichen Staatseigenthum und Paragial-Rechten und Besitzungen für Uns und Unsere Nachfolger Besitz zu nehmen.

Wir geben Euch den Staatsdienern, Vasallen, Untertanen und Einwohnern der Niedergrafschaft Katzenellenbogen von dieser Verfügung öffentliche Kenntniß, und erweisen Euch, daß Ihr Uns mit gleichem Gehor-

Gehorsam und mit eben so treuer Ergebenheit werdet **1816**
zugethan seyn, als Ihr gegen Eure bisherige Landes-
herrschaft auf rühmliche Art bewiesen habt.

Wir betrachten Eure politische Vereinigung mit
Unserm Herzogthum, dessen Einwohner Euch durch
geographische Verbindung, durch gleiche Sitten und
Gewohnheiten des Lebens und durch Bedürfnisse des
wechselseitigen Verkehrs nahe angehören, als ein glück-
liches und günstiges Ereigniß für die öffentliche Wohl-
fahrt des so wieder vereinigten Landes. Ihr werdet in
dieser Wiedervereinigung Euch aller der Vortheile zu
erfreuen haben, welche die von Unsern Regierun-
gsvorfahren aufgerichtete Landesverfassung den Unter-
thanen und Einwohnern Unsers Herzogthums gewährt.
Die Regierung über Euch wird nach gleichförmigen
Verwaltungs Einrichtungen und nach übereinstimmen-
den Gesetzen geführt werden. Unter ihrem Schutz
steht die bürgerliche Freyheit der Person und des
Gewerbes, des religiösen Glaubens und der politischen
Meinung, die Gleichheit der Abgaben und aller Staats-
bürger vor dem Gesetz. Von den Segnungen eines
dauernden Friedens beglückt, werdet Ihr mit Uns
in den Wirkungen dieser Verfassung und einer der-
selben angemessenen Verwaltung die Vergessenheit in
einer schweren Zeit überstandener Leiden finden, und
die Früchte genießen, welche das in mancherley Er-
fahrungen gereifte Zeitalter in Unsern seinen Forde-
rungen und Bedürfnissen bezeugenden vaterländischen
Staatseinrichtungen Euch darbietet,

In dieser Gesinnung, Vertrauen und Hoffnung,
versichern Wir Euch alle und jeden Einzelnen Unse-
res vorzüglichen und theilnehmendsten landesfürst-
lichen Wohlwollens.

Gegeben Biebrich, den 17. October 1816.

(L. S.)

WILHELM,

Herzog zu Nassau.

vt. ERNST FRANZ LUDWIG,

Marschall von Bieberstein.

b.

1816 Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, souveräner
Herzog zu Nassau u. s. w.

Fügen hiermit zu wissen, daß Wir in Folge des
an dem 31. May v. J. zu Wien abgeschlossenen Staats-
Vertrags das Amt Atzbach, bestehend aus den Ort-
schaften:

Atzbach, Dorlar, Dudenhofen, Garbenheim, Ebers-
göns, Hochelheim, Dornholzhausen, Kleinrechten-
bach, Großrechtenbach, Krofdorf, Gleiberg, Kin-
zenberg, Vetzberg, Lützellinden, Hörnsheim, Nie-
dercleen, Obercleen, Odenhausen, Salzböden, Reis-
kirchen, Niederwetz, Volpertshausen, Vollnkirchen,
Weidenhausen, Wismar, Launsbach und Nauborn —

mit allen Rechten der Landeshoheit und Oberherrlich-
keit, wie solche Uns zustehen, an Sr. Majestät den
König von Preussen abgetreten haben.

Wir entlassen demnach Unsern Diener und Unter-
thanen in diesem Amt, aller Uns geleisteten Dienst-
und Unterthanen Pflichten.

Wir danken Ihnen zugleich für Ihre Uns und Un-
sern Regierungs-Vorfahren von jeher und unter allen
Umständen bewiesene Treue, indem Wir die Eröff-
nung hinzufügen, daß nur die Ueberzeugung dadurch
das Wohl sämmtlicher unter Unserer Regierung ver-
einigten Landestheile zu befördern, Unsern in Gott
ruhenden Regierungsvorfahren vermocht hat, zu dem
Opfer dieser Abtretung einzuwilligen. Wir hegen da-
neben zu der Gerechtigkeit und Milde des Monarchen,
unter dessen Zepter Unsere nun entlassene Diener und
Unterthanen im Amt Atzbach künftig regiert werden
sollen, das zuversichtliche Vertrauen, daß sie aller
Vorthelle einer väterlichen Regierung und weise geord-
neten Verwaltung gleich den ältesten Unterthanen der
Krone Preussen sich zu erfreuen haben werden.

Indem Wir sie mit ihren Dienst- und Unterthanen
Pflichten an Se. Königl. Preussische Majestät von nun
an verweisen, werden wir niemals aufhören, ihnen
unter allen Umständen die lebhafteste Theilnahme an
ihrem

ihrem künftigen Wohlergehen und Unser vorzügliches Wohlwollen zu bewahren. 1816

So gegeben Biebrich, den 17. October 1816.

(L. S.)

WILHELM,

Herzog zu Nassau.

vt. ERNST FRANZ LUDWIG,

Marschall von Bieberstein.

C.

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, souveräner

Herzog zu Nassau u. f. w.

Fügen hiermit zu wissen, daß Wir uns, in Gefolge des am 11. May v. J. zu Wien abgeschlossenen Staats-Vertrags und des in Gemäßheit desselben zwischen den beiderseitigen Commissarien zu Dillenburg vollzogenen Uebergabe-Recesses vom 28. July, zum Besitz und zur Administration überwiesenen vormals Oranien-Nassauischen Aemter Burbach und Neunkirchen, nebst nachstehenden Ortschaften des Fürstenthums Siegen, namentlich

1. aus dem Amt Siegen:

Wilgersdorf, Wilnsdorf, Niederdilfen, Oberdilfen, Rinsdorf, Rädchen, Obersdorf,

2. aus dem Amt Netphen:

Neuholz mit Beienbach, Flammersbach, Feuersbach, Brauersdorf, Oberrau und

3. aus dem Amt Irmgarteichen:

Irmgarteichen, Gernsdorf, Hainchen, Werlenbach, Lähnshof, Ober- und Niederwälpersdorf, Nenkersdorf, Griffenbach, Deutz, Salchendorf, Helgersdorf, Anzhausen und Rudersdorf,

nach Maaßgabe der deshalb vorbehaltenen und nunmehr zu Stande gekommenen anderweitigen Unterhandlungen mit allen Rechten der Landeshoheit und Oberherrlichkeit an Seine Majestät den König von Preußen zurückgegeben haben.

Indem Wir demnach gedachte Landestheile hiermit Ihrem neuen Landesherrn überweisen und übergeben, entlassen Wir zugleich Unsere Staatsdiener, Unterthanen

138 *Procès verbal entre les commissaires*

1816 nen und Einwohner in denselben aller Uns geleisteten Dienst- und Unterthanen-Pflichten.

Zu dessen Urkund haben Wir gegenwärtiges Entlassungs-Patent eigenhändig vollzogen und Unser Cabinets-Siegel beydrucken lassen.

Gegeben Biebrich, den 17. October 1816.

(L. S.)

WILHELM,

Herzog zu Nassau.

vt. ERNST FRANZ LUDWIG,

Marschall von Bieberstein.

23.

1815 *Procès verbal entre les commissaires Autrichiens*

^{2 Juin} *et Prussien pour la remise d'un district sur la rive droite de la Moselle à la Prusse, dressé à Kreuznach le 28 Mai et signé le 2 Juin*

1815.

Protocoll, welches am 28. May 1815 über die nähern Bestimmungen wegen der Uebergabe eines an das Königreich Preussen auf dem rechten Mosel-Ufer gefallenen Landesdistrictes aufgenommen wurde.

Gegenwärtige: von Seite der K. K. Oesterr. und K. Bayerischen Landes-Administration: die subdelegirten Herrn Uebergabe Commissäre: von Drosdick, K. K. Oesterr. Hofrath; Freyherr von Stengel, K. Bayerischer Kreisrath; Protocollführer: der Präsidialsekretär Heinrich Amann. Von Seite des K. Preussischen General-Gouvernements: der subdelegirte Herr Uebernahme-Commissär, Freyherr von Schmitz Grollenburg, K. Pr. Uebernahme-Commissär.

Bey der Verhandlung über die Art der Uebergabe des an das Königreich Preussen fallenden Landes-Districtes, und der deshalb genau zu bestimmenden gegenlei-

gegenseitigen Verhältnisse haben sich die beiderseitigen Commissäre zu folgenden Beschlüssen vereinigt: 1815

ART. I. Nachdem von Seite der subdelegirten Uebergabs-Commissäre bemerkt worden war, daß die Bezeichnung der *Gränzlinie* in dem K. Preussischen Besitznahms-Patent vom 4. April d. J. so wie es die Kantone Conz und Hermeskeil betrifft, von den hierüber in dem Congressprotokoll enthaltenen, und zur Richtschnur dienenden Bestimmungen wesentlich abweiche, nur auf diese letztern näher zurückgeführt werden müsse, und der K. Preuss. subdelegirte Herr Ueberrahms-Commissär diese Abweichungen ebenfalls nicht verkennen konnte, so wurde über die Bestimmung der Grenzen beyliegende Uebereinkunft geschlossen *).

ART. II. In Ansehung des *Abrechnungstermins* über sämtliche Einnahmen und Ausgaben, erinnerte der Herr Ueberrahms-Commissär, daß hiezu nach den Congressbeschlüssen der 6te des laufenden Monats May bestimmt sey. Als aber hierauf von den Herrn Ueberrahms-Commissären bemerkt wurde, daß es wegen der bisher auf jeden zehnten Tag festgesetzten Kassen-Versements zur grossen Erleichterung der Comptabilität dienen würde, den 10ten desselben Monats zum Abrechnungstermine zu bestimmen; so wurde dieser letzte Tag mit beiderseitigem Einverständnisse angenommen.

ART. III. Die *wirkliche Uebergabe* des in der oben §. I. angeführten Uebereinkunft näher bezeichneten Landes-Districts soll sogleich erfolgen, und der Wechsel der Landesbehörde von dem Tage an eintreten, als die diesfälligen Behanntmachungen in den einzelnen Gemeinden angeschlagen seyn werden: doch soll diese Kundmachung in Kreuznach selbst nicht vor dem 1ten des nächsten Monats Juny statt haben.

ART. IV. Mit dem Landes-Districte selbst werden auch alle gegenwärtig darin befindlichen *Militär-Verpflegungs-Magazine* (als ein Eigenthum des Landes selbst, und zu dem Unterhalte der in der Gegend liegenden Truppen bestimmt), jedoch unter dem, von den Herrn Ueberrahms-Commissären ausdrücklich beygefüzten Vorbehalte übergeben, daß diejenigen Vor-

schüsse

*) Cette convention en date de Kreuznach le 28 Mai 1815 a déjà été donnée plus haut Suppl. T. VI. p. 545.

1815 Vorschüsse aus den Staatskassen, durch welche die bisherige Administration den Truppen die laufende Verpflegung verschaffte, ohne diese Magazine anzugreifen und zu dem Zwecke sie für künftige Bedürfnisse aufzubewahren, derselben als Guthaben bei der übernehmenden Regierung in Rechnung zu bringen seyn, da diese Vorschüsse bloß auf Rechnung beabsichtigter außerordentlicher Auflagen, die bereits in Verordnungen des Amtsblatts angekündigt worden waren, geleistet worden seyn, und der Ersatz dafür um so gegründeter gefordert werden könne, als dadurch, daß so viele von der übergebenden Administration für verlustig erklärte Güter nicht mehr weiter veräußert worden sind, das Domainen-Vermögen zum Vortheil der übernehmenden Regierung sehr vermehrt würde.

Ueber diesen Vorbehalt hinsichtlich der Vorschüsse auf die Truppenverpflegung, erklärte der Herr Uebernehmens-Commissär, daß derselbe, da nach den Grundsätzen der K. Preuss. Verwaltung alle Kosten der Militär-Verpflegung vom Staate getragen würden, sich nicht ermächtigt halte, in dieser Rücksicht eine Verbindlichkeit zu übernehmen, sondern höhere Entscheidung einholen müsse. Der Herr Uebernehmens-Commissär bemerkt vielmehr:

a) dem abgetretenen Theile des Kreises Birkenfeld, seyen seine Ansprüche auf die in das Magazin daselbst gemachte Lieferungen nicht allein zu sichern, sondern auch die Rückgabe ohne Verzug zu veranstalten, indem Reserv-Magazine kein Staats-Eigenthum, sondern als ein heiliges Depositum des Landes zu betrachten seyen;

b) nach demselben Grundsätze seyen den Kreisen von Simmern und Koblenz die in Folge der Ausschreibung vom 2ten April in das Magazin von Bingen gemachten Lieferungen, in sofern solche noch vorhanden, unvorzüglich zurückzugeben; ferner

c) den abgetretenen Theilen der bisherigen Administrations-Bezirks ihre Ansprüche auf die ihnen zustehenden Zusatz-Centimes, welche in die öffentlichen Cassen gestossen oder überhaupt zur Verpflegung verwendet worden, zur künftigen Berechnung vorzubehalten, auf den Fall, daß die höhere Entscheidung über den von dem Herrn Uebernehmens-Commissär nicht anerkannten Grundsatz ausschließlicher Verbindlichkeit

keit des Landes zur Truppen-Verpflegung zu Gunsten desselben entschieden werden sollte. 1845

d) Da die dem Kreise Trier und andern zustehenden Summen in den Schuldentilgungsfonds zur Zahlung fremder Lieferanten verwendet worden seyn; so seyn für die Rückerstattung dieser Vorschüsse die schleunigsten Mittel anzuwenden und dazu die Verpflichtung von den Herren Uebergabs-Commissären zu übernehmen; nicht minder sey

e) dem Kreise Kaiserslautern die Rückerstattung jener Summen aufzugeben, für welche ein gewisser Acker zu Kaiserslautern als Gläubiger jenes Kreises in dem Trierischen BekleidungsMagazine verschiedene Gegenstände ersteigert habe.

Eine gleiche Entscheidung gebühre

f) den an die K. Preuss. Regierung übergehenden Theilen des Saar-Departements für die aus dem Reserv-Magazin zu Saarbrücken nach Kaiserslautern gebrachten und dort ersteigten beträchtlichen Quantitäten Wein und Brandtwein.

g. Der Herr Uebernahme-Commissär trägt darauf an, daß von der übergebenden Administration diejenigen Lazareth-Effecten, welche von Kreuznach, Simmern, St. Goar und andern Orten des an Preussen abgetretenen Landstrichts nach Bingen verbracht seyn, ohne Zeitverlust zurückgegeben, und eben so

h) diejenigen Mobilien, welche von der Departemental-Direction von Trier nach Kreuznach versendet worden, und Eigenthum des Landes seyn, zurückerstattet werden.

Die Herren Uebergabs-Commissäre erwiedern hierauf:

ad a) und b) Die gebildeten Magazine seyen allerdings als ein Landeseigenthum zu betrachten, blos für die Truppen-Verpflegung bestimmt. Auch müsse allerdings in der Vertheilung der Magazine, so wie anderer Landeslasten und der darauf gemachten Bezüge, die strengste Gleichförmigkeit beobachtet werden; weswegen die Landes Administ. Comm. von jeher die Absicht hatte, hierüber noch eine Ausgleichung im ganzen Administ.-Bezirke zu veranstalten, und dieser Zweck auch zu den vorzüglichsten Bestimmungen der aufgestellten Kriegs-Schuldenliquidations-Commission gehörte;

1815 Satz angenommen, daß dieselben in der Regel derjenigen Administration zufallen sollen, in deren Bezirke die Behörden, zu deren Registratur sie gehören, ihren Sitz haben. Es versteht sich hierbey jedoch von selbst, daß der Sitz der Landes-Administrations-Commission und der zu ihr unmittelbar gehörigen Central-Behörden schon jetzt in dieser Rücksicht als außer dem abzutretenden Landesdistracte gelegen zu betrachten ist.

Von jeder der beiden Administrationen sollen aber alle diejenigen Akten, welche ganz allein den jenseitigen Bezirk betreffen, sobald als möglich ausgeschieden, und dahin abgeschieden, und dahin abgegeben, von denjenigen aber, die sich nur zum Theil auf den jenseitigen Bezirk beziehen, an die Behörden/desselben Abschriften oder Auszüge auf Kosten des Verlangenden Theils ausgefertigt werden. Der Herr Uebernehmens-Commissär wird sich überdies dahin verwenden, daß von dem Herrn General-Gouvernements-Commissär von Sack in Koblenz rücksichtlich seines Administrationsbezirks gleiche Grundsätze über die Theilung der Akten beobachtet, vor allem aber die der K. K. Oesterr. und K. Bayerischen Landes-Administration so nöthigen bisher ohne Erfolg reclamirten Forstakten des ehemaligen Departements vom Donnersberg ausgeliefert werden möchten.

ART. VII. In Ansehung der *finanziellen* Verhältnisse kam man über folgende Bestimmungen überein:

1. Alle direkten oder indirekten Einkünfte des übergebenen Districtes, welche bis zum roten d. M. einschliesslich verfallen sind, stehen der K. K. Oesterr. und K. Bayerischen Landes-Administration zu, und machen, sofern sie von derselben nicht schon bezogen wurden, ein Guthaben bey der nachfolgenden Regierung aus. Alle solche Einkünfte aber, die erst nach dem genannten Tage verfallen waren, gehören der K. Preussischen Regierung, und sind derselben, sofern sie von der gedachten Administrations-Commission bezogen wurden, zu verrechnen. Auf gleiche Weise fallen alle bis zum roten d. M. einschliesslich verfallenen Ausgaben für den öffentlichen Dienst jenes Landesdistracts der gegenwärtig übergeben — die später verfallenen der übernehmenden Administration zur Last.

2. Um den bey mehreren Staatsausgaben zu besorgenden Zweifeln, ob und in wiefern sie den übergebenen Landes-District angehen, zu begegnen, wurde ausgemacht: 1815

- a) in Betreff der vorhandenen Pensionisten liegt die Auszahlung der Pensionen derjenigen Administration ob, in deren Bezirke die Pensionisten zur Zeit der Landesübergabe ihren gesetzlichen Wohnsitz haben.
- b) Die Auslagen für die in den Strafhäusern zu Trier verwahrten Gefangenen bestreitet bey den Inländern diejenige der beiden Administrationen, in deren Bezirk der Geburtsort des Gefangenen liegt, bey Ausländern eben jene, in deren Bezirk das Kreisgericht gelegen ist, welches die Untersuchung führte, und die Verurtheilung veranlaßte. Eben so bestreitet
- c) die Auslagen für die Pfleglinge des Armenhauses in Trier diejenige der beiden Administrationen, in deren Bezirk der Geburtsort des Pfleglings liegt. Die Ausländer werden von der K. Preuss. Regierung übernommen, da auf gleiche Weise die K. K. Oesterr. und K. Bayerische Landes-Administration jene in Frankenthal übernommen hat.
- d) Von der Genadarmarie geht an die K. Preuss. Regierung diejenige Mannschaft über, deren Brigaden in ihren Bezirke liegen, von der Landwehr aber die Officiere jener Bataillons, deren Rekrutierungsbezirke bisher in dem nun übergebenen Landes-Districten gelegen waren, nämlich die Officiere jener beiden Bataillons deren Escadrons gegenwärtig in St. Goar und Oberwesel ihren Standpunkt haben.

Der Herr Uebernahms-Commissär bemerkte hierbei, daß dagegen die K. Preussische Regierung auch die in Kreuznach und Worms gewesenen, oder noch befindlichen Effecten um so mehr auszuliefern wären, als dieselben aus dem Bekleidungs-Magazine von Trier entnommen, ein Eigenthum des Saar-Departements seyen.

Die Herren Uebergabs-Commissäre äusserten hierauf:
daß man die der Landwehr gehörigen Effecten, welche von den Bataillonen in dem Magazine zu Trier deponirt worden sind, denselben, so weit es die Land-
Nouveau Recueil T. IV. K wehr

1815 wehr in dem abgetretenen Bezirke betrifft, ohne Anstand zurückgeben werde; diese Zurückgabe sich aber keineswegs auch auf andere im Magazine zu Trier gewesene Militär-Effecten erstrecken könne, welche ihre Bestimmung für die regulirten Truppen der alliirten Mächte selbst hatten, und als ein bewegliches Staatseigenthum ganz der vorigen Administration zugefallen sind. Sollte aber Königl. Preuss. Seits diese Anforderung dennoch weiter verfolgt werden wollen; so hätte die Erörterung derselben ebenfalls bey der bevorstehenden Liquidations-Commission zu geschehen.

e) Die Beyträge zu den Befoldungen derjenigen Beamten, deren Amtsbezirke durch die §. 1. erwähnte Grenzlinie durchschnitten werden, sollen, so lange sie in gemeinschaftlichen Diensten bleiben, nach dem Verhältnisse der Seelenzahl des Wirkungskreises dieser Beamten geleistet werden.

3. Um für die Zukunft jeden Anlaß zu Collisionen zu vermeiden, wird, so bald als möglich, eine völlige Absonderung der Behörden, in allen Zweigen der Verwaltung, so wie auch in Rücksicht der öffentlichen Anstalten eingeleitet werden. Bey den zu diesem Zwecke nöthig werdenden Reductionen derjenigen Beamten, deren Amtsbezirke durch eine solche Absonderung kleiner werden, übernimmt die reduzirten derjenige Theil, in dessen Bezirk diese Behörden bisher ihren Sitz hatten. Da jedoch die Reduction der beiden Administrationen vorzüglich die in dem jenseitigen Bezirke gebürtigen Individuen treffen dürfte; so wird auf dieselben von der Administration des Geburtsorts die möglichste Rücksicht genommen werden.

Diese Absonderung wird jedoch nicht eintreten:

- a) bey dem Bisthum Trier, da eine Abänderung der auf Bestimmungen des päpstlichen Hofes beruhende
- Diöcesen-Eintheilung ohne vorläufige Rücksprache mit Letzterem nicht thunlich wäre.
- b) Bey dem Hypothekenbewahrer des Kreises Trier und jenem des Kreises Birkenfeld rücksichtlich der vor der Landesübergabe geschehenen Inscriptionen;
- c) bey den Strafhäusern zu Trier, so lange nicht in dem der K. K. Oesterreichischen und K. Bayerischen Lan-

Landes-Administration verbleibenden Bezirke hinreichende ähnliche Anstalten vorhanden sind, und zwar um so mehr, als die letztern erst kürzlich durch neuen Bau bedeutende Summen darauf verwendet hat. 1815

- d) Endlich bey allen milden Stiftungen, Holzberechtigungen oder was immer für andere Gerechtsame von Gemeinden und Rechten der Privaten überhaupt, deren Aufrechthaltung, wenn sie sich auch in den jenseitigen Bezirk erstrecken, wechselseitig garantirt wird.

Der Herr Uebernahms-Commissär trägt hierbey darauf an, daß

- a) namentlich die Litteralien der Kirchenschaffnerey Meisenheim hierunter begriffen seyn, und wenn sie sich in den Händen von der K. Preuss. Regierung fremden Beamten befinden, baldigst ausgeliefert werden sollen;
- b) es sollen ebenfalls hierunter begriffen seyn, die von den hiesigen Salinen in dem Baune der Gemeinde Sitters im Canton Obermoschel befindlichen Steinkohlengruben.

Die Herren Uebernahms-Commissäre erwidern hierauf:

ad a) unterliege es gar keinem Anstande ganz in Gemäßheit der über die Aktenausfolgung angenommenen allgemeinen Grundsätze auch Akten über die Kirchenschaffnerey zu Meisenheim in so weit sich dergleichen zur Ausfolgung geeignete vorfinden, herauszugeben.

ad b) Da die Steinkohlengruben bey Sitters im Canton Obermoschel ausser dem abgetretenen Bezirke liegen, so müssen sie auch als eine zu dem übrig bleibenden Administrationsbezirke gehörige Domaine betrachtet werden, und wenn sie auch bisher der hiesigen Saline von der Staatsverwaltung zur Benutzung zugewiesen waren, so könne diese bisherige wirkliche Disposition der Staatsverwaltung doch keineswegs aus dem Gesichtspunkte einer Privatstiftung betrachtet, und daraus eine Untrennbarkeit der Steinkohlengrube von der Saline hergeleitet werden, weil hier keine gegen Privaten oder das Publikum überhaupt eingegangene Verpflichtung, sondern blos eine willkührliche Verbindung bestanden habe, welche von der Staats-

1815 Norwège, sur le même objet et sur la remise effective de la dite province, les deux souverains, animés du désir de terminer par ce moyen les différends qui se sont élevés à la suite du traité de Kiel, ont résolu de conclure un traité pour cet effet sous la médiation de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, que Sa Majesté Impériale leur avait offerte pour contribuer au rétablissement de la tranquillité du Nord et du repos général de l'Europe, et Leurs dites Majestés ayant accepté cette médiation, Elles ont nommé en conséquence pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Prusse, le Prince de Hardenberg, Son Chancelier d'Etat etc., son premier plénipotentiaire au congrès de Vienne, et le Sieur Charles Guillaume Baron de Humboldt, Ministre d'Etat etc., son second plénipotentiaire au congrès de Vienne; et S. M. le Roi de Suède et de Norwège, le comte Axel de Löwenhielm, etc., Son Ministre plénipotentiaire au congrès de Vienne; lesquels Plénipotentiaires après avoir échangé leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans :

Cession
de la
Poméranie.
nie.

ART. I. S. M. le Roi de Suède et de Norwège, cède à toute perpétuité pour Lui et Ses Successeurs au trône de Suède, d'après l'ordre de succession du 26 Septembre 1810, à S. M. le Roi de Prusse et ses successeurs au trône, le Duché de Poméranie et la Principauté de Rugen, avec toutes ses dépendances, îles, forteresses, villes et pays.

Artillerie
à dé-
livrer.

ART. II. S. M. le Roi de Suède et de Norwège s'engage à délivrer à S. M. le Roi de Prusse, avec la forteresse de Stralsund et les autres points fortifiés en Poméranie et dans l'île de Rugen, l'artillerie et les effets militaires qui y appartiennent, ainsi que S. M. en avait pris l'engagement envers S. M. le Roi de Danemarck par l'article 24. du traité de Kiel. S. M. Suédoise et Norvégienne fera délivrer en outre à S. M. Prussienne 200 pièces de canon de défense et six chaloupes canonnières pour la défense maritime.

Dettes.

ART. III. La dette publique contractée par la Chambre Royale de Poméranie reste à la charge de S. M. le Roi de Prusse comme Souverain de la Poméranie, et Sa dite Majesté prend sur Elle les stipulations faites à cet égard pour l'acquit de cette dette; sont exceptées toutes

toutes dettes qui précédemment à la charge de la Chambre royale de Poméranie, auraient été transférées en dette Suédoise, du consentement des Etats du Royaume de Suède. 1815

ART. IV. Les donations en domaines faites par S. M. le Roi de Suède et de Norwège et qui se montent à une somme annuelle de 43,000 Rixdalers courant de Poméranie seront rendues à S. M. le Roi de Prusse par S. M. le Roi de Suède et de Norwège qui se charge de bonifier les donataires. Donations en domaines.

Quant aux autres domaines de la couronne en Poméranie, et dans l'île de Rügen, ils seront remis à S. M. le Roi de Prusse dans l'état où ils se trouvent au moment de la signature du présent traité.

ART. V. S. M. le Roi de Prusse s'engage à payer à S. M. le Roi de Suède et de Norwège pour la cession du Duché de Poméranie et de la Principauté de Rügen la somme de trois millions cinq-cent-mille Rixdalers courant de Prusse. Cette somme sera payée aux termes et conditions qui seront fixées plus spécialement entre les commissaires de S. M. le Roi de Prusse et ceux de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, lesquels se réuniront à cet effet à Berlin, immédiatement après la signature du présent traité. Somme à payer par la Prusse.

ART. VI. La remise du Duché de Poméranie et de la Principauté de Rügen à S. M. le Roi de Prusse aura lieu un mois après l'échange des ratifications du présent traité. Epoque de la remise.

ART. VII. S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi de Suède et de Norwège nommeront, chacun de Son côté, des commissaires munis de pleins pouvoirs nécessaires pour effectuer la remise du Duché de Poméranie et de la Principauté de Rügen, conformément à la teneur du présent traité. Commissaires.

ART. VIII. S. M. le Roi de Prusse s'engage de la manière la plus solennelle à assurer aux habitans de la Poméranie Suédoise et de l'île de Rügen avec leurs dépendances, leurs droits, libertés et privilèges, tels qu'ils existent maintenant et ont été déterminés dans les années 1810 et 1811. Droits des sujets.

ART. IX. S. M. le Roi de Prusse s'engage à maintenir les établissemens pieux, et notamment l'Académie de Etablissemens pieux.

1815 de Greiffswalde, dans leur état actuel, en les laissant jouir de tous leurs biens-fonds, capitaux et revenus actuels.

Com-
merce de
l'Angle-
terre. ART. X. S. M. le Roi de Prusse s'engage à maintenir le commerce de l'Angleterre dans toutes les faveurs et prérogatives qui lui ont été accordées par le traité de Stockholm du 3 Mars 1813, et qui lui ont été confirmées dans le traité de Kiel du 14 Janvier 1814.

Com-
merce
avec la
Suède. ART. XI. Comme les habitans du Duché de Poméranie et de la Principauté de Rügen se trouvent, par une longue réunion avec le Royaume de Suède, dans des rapports intimes de commerce et de besoins réciproques avec les sujets de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, également importans pour le bonheur de l'un et de l'autre pays, S. M. le Roi de Suède et de Norwège sont convenus de laisser subsister le commerce entre les Etats de S. M. le Roi de Suède et de Norwège d'un côté, et le Duché de Poméranie et la Principauté de Rügen de l'autre, pendant le terme de vingt-cinq ans à dater de la signature du présent traité, dans le même état où il se trouve en ce moment, et de n'y faire ni d'un côté ni de l'autre aucuns changemens tendant à le soumettre à de nouveaux droits, impositions ou réglemens y contraires.

Dettes
des su-
jets. ART. XII. Toute dette publique ou particulière contractée par des Poméraniens en Suède, et vice versa par des sujets suédois en Poméranie, sera acquittée aux conditions et aux termes stipulés.

Liberté
d'émig-
ration. ART. XIII. Les Suédois qui se trouvent actuellement en Poméranie et dans l'île de Rügen, et les habitans de la Poméranie et de l'île de Rügen qui se trouvent en Suède, auront pleine liberté de retourner dans leur patrie, et de disposer selon leur bon plaisir de leurs propriétés, meubles et immeubles, sans en payer la moindre contribution, péage ou autre droit. Les sujets des hautes parties contractantes auront pleine liberté pendant les premières six années à dater de l'échange des ratifications du présent traité, de changer à volonté leur domicile, et ne seront tenus qu'à vendre ou à louer dans ce délai leurs propriétés à un sujet de la Puissance qu'ils veulent quitter. Les biens de ceux qui, après l'expiration de ce délai, n'auront pas satisfait à cette disposition, seront publiquement vendus à l'en-

l'enchère et par l'autorité publique, et le revenu sera remis au propriétaire. Pendant ces six années il sera libre à chacun de faire tel usage qu'il jugera convenable de sa propriété, la jouissance entière lui en étant formellement garantie. Les propriétaires et leurs agents pourront aussi librement voyager d'un Etat dans l'autre pour régler leurs affaires et stipuler leurs droits, comme sujets de l'une et de l'autre Puissance. 1815

ART. XIV. Les archives, documens, et autres papiers publics ou particuliers, appartenans aux domaines, les plans et cartes des forteresses, villes et pays qui par le présent traité sont cédés à S. M. le Roi de Prusse, y compris les cartes et papiers qui appartiennent au bureau d'arpentage, seront remis aux Commissaires de S. M. le Roi de Prusse par ceux de S. M. le Roi de Suède et de Norwège dans l'espace de six mois, ou, si cela n'est pas possible, au plus tard dans celui d'une année, après la remise des pays mêmes. Archi-
ves.

ART. XV. Les appointemens des fonctionnaires publics dans le Duché de Poméranie et dans la Principauté de Rügen sont à la charge de S. M. le Roi de Prusse, à dater du jour de la remise de ces provinces. Les pensionnaires conserveront sans retard ou diminution les pensions qui leur ont été accordées par leur Gouvernement actuel. Appoin-
temens
pensions

ART. XVI. Le cours des postes sera conservé de la même manière où il se trouve au moment de la signature du présent traité, sur le pied de la plus parfaite réciprocité entre les deux hautes parties contractantes. Postes.

ART. XVII. Les hautes parties contractantes inviteront S. M. l'Empereur de toutes les Russies et Sa M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, à donner leur adhésion aux différentes stipulations contenues dans le présent traité, ainsi qu'aux déclarations réciproques des plénipotentiaires de S. M. le Roi de Suède et de Norwège et de S. M. le Roi de Danemarck, telles qu'elles se trouvent annexées au présent traité. Adhé-
sion de
la Gr. Br.
et de la
Prusse.

ART. XVIII. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines à dater de ce jour, ou plutôt s'il est possible. Ratifica-
tions.

1815 En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne le 7 Juin, l'an de grâce 1815.

(L. S.) *Le Prince* DE HARDENBERG.

(L. S.) *Le Baron* DE HUMBOLDT.

(L. S.) *Le Comte* CHARLES AXEL DE LÖWENHJELM.

Nous premier Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies au Congrès de Vienne, ayant servi de médiateur dans les arrangemens arrêtés entre les cours de Suède et de Prusse, déclarons que le traité signé aujourd'hui entre S. M. le Roi de Suède et de Norwège et S. M. le Roi de Prusse, avec les deux déclarations séparées Danoise et Suédoise, et qui en font partie, de même qu'avec toutes les clauses, conditions et stipulations qui y sont contenues, a été conclu par la médiation de S. M. l'Empereur de toutes les Russies. En foi de quoi Nous avons, en vertu de Nos pleins pouvoirs généraux et en Notre qualité de premier Plénipotentiaire de Sa dite Majesté au Congrès de Vienne, signé les présentes et y avons fait apposer le cachet de Nos armes.

Fait à Vienne le 7 Juin, l'an de grâce 1815.

(L. S.) *Le Prince* DE RASOUMOFFSKY.

Article séparé et secret.

Sa Majesté le Roi de Prusse, désirant de contribuer autant qu'il dépend de Lui, à applanir entièrement les différends qui se sont élevés à la suite du traité conclu à Kiel le 14 Janvier 1814. entre S. M. le Roi de Suède et de Norwège, et S. M. le Roi de Danemarck, a obtenu de la cour de Danemarck et a fait remettre au Plénipotentiaire de S. M. Suédoise, une déclaration signée par les Plénipotentiaires de S. M. Danoise, de la teneur suivante:

“S. M. Danoise déclare de la manière la plus formelle: qu'en conséquence d'un accord fait avec S. M. le Roi de Prusse, Elle renonce par rapport à la Suède, à toutes prétentions ou réclamations fondées sur la non exécution de l'article 7. du traité de paix du 14 Janvier 1814; qu'elle dégage S. M. le Roi de Suède et de Norwège

wège de l'obligation de Lui payer les 600,000 Rixdalers de banque de Suède, encore dûs sur un million de Rixdalers de banque de Suède stipulé en sa faveur, et qu'Elle regardera désormais le traité de Kiel comme ayant la pleine et entière vigueur en toute sa teneur et en toutes les conditions et clauses non changées ou modifiées par la présente déclaration." 1815

"La présente déclaration des Plénipotentiaires de Danemarck faite au nom de leur auguste Souverain, sera ratifiée par S. M. Danoise, et cette ratification sera remise dans le terme de six semaines au Ministère de S. M. le Roi de Prusse, pour être échangée contre la ratification de S. M. Suédoise, d'une déclaration analogue faite en date d'aujourd'hui par le Plénipotentiaire de ce Souverain."

"En foi de quoi les Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Danemarck ont signé la présente déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes."

"Fait à Vienne le 7 Juin 1815."

Signés :

(L. S.) *Le Comte CHR. BERNSTORFF.*

(L. S.) *Le Comte JOACH. BERNSTORFF.*

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège a fait remettre de Son côté à la cour de Prusse, pour être délivrée par Elle aux Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Danemarck une déclaration formelle signée par Son plénipotentiaire, de la teneur suivante:

"S. M. le Roi de Suède et de Norvège déclare de la manière la plus formelle qu'en conséquence d'un accord fait avec S. M. le Roi de Prusse, Elle renonce, par rapport au traité de paix signé entre la Suède et le Danemarck le 14 Janvier 1814, à toutes prétentions ou réclamations fondées sur des faits ou événemens postérieurs à la conclusion de cette paix, et notamment pour cause de la non-exécution de l'article 15, du dit traité, et que Sa Majesté regardera désormais le susdit traité comme ayant la pleine et entière vigueur dans toute sa teneur et en toutes les conditions et clauses, non changées ou modifiées par la présente déclaration."

"Cette déclaration du Plénipotentiaire de Suède, faite au nom de Son auguste Souverain, sera ratifiée par S.

1815

S. M. Suédoise et Norvégienne, et cette ratification sera remise dans le terme de six semaines au Ministère de S. M. le Roi de Prusse, pour être échangée contre la ratification de S. M. Danoise d'une déclaration analogue faite en date d'aujourd'hui par les Plénipotentiaires de ce Souverain."

"En foi de quoi le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède et de Norvège a signé la présente déclaration, et y a apposé le cachet de ses armes."

"Fait à Vienne le 7 Juin 1815."

Signé :

(L. S.) *Le Comte CHARLES AXEL DE LÖWENHIELM.*

Le présent article séparé et secret aura la même force et valeur, que s'il était inséré textuellement dans le traité. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines.

Fait à Vienne le 7 Juin, l'an de grâce 1815.

(L. S.) *Le Prince DE HARDENBERG.*

(L. S.) *Le Baron DE HUMBOLDT.*

(L. S.) *Le Comte CHARLES AXEL DE LÖWENHIELM.*

25.

13 Oct. *Extrait du procès verbal des ministres des cinq puissances sur les bases des arrangements pécuniaires; à Paris le 13 Octobre 1815.*

(SCHÖLL Histoire abrégée des Traités de Paix. vol. XI. pag. 473.)

ART. I. **L**es arrangements pécuniaires entre la France et les puissances alliées se feront d'après le principe, que dans les trois premières années, à dater du 1er décembre 1815, la France ne payera pas au-delà de 270 millions par an.

ART. II. Sur ces 270 millions, la somme annuelle de 140 millions sera employée au paiement successif de l'indemnité pécuniaire, dont, par ce moyen, la totalité.

totalité se trouvera acquittée en cinq ans; et celle de 130 millions à l'entretien de l'armée d'occupation, avec les conditions et réserves spécifiées dans les articles suivans. 1815

ART. III. Quoique la France ait pris l'engagement général de se charger de tout ce qui compose l'entretien complet de l'armée d'occupation, les puissances, pour la soulager autant que possible ont l'intention d'opérer, si les circonstances le permettent, une réduction progressive d'année en année dans le nombre des troupes destinées à l'occupation militaire, et de rétablir, par cette mesure, le niveau entre les 130 millions à fournir par la France, et les frais réels de l'entretien de leur armée, lesquels, d'après des calculs admis de toutes parts, monteront à 150 millions.

ART. IV. Si la situation intérieure de la France ne permettoit pas aux puissances de réaliser cette réduction, la France seroit obligée de leur rembourser le déficit entre les 130 millions à fournir par elle, et les frais réels de l'entretien des troupes. Ce déficit ne s'élèvera pas au-delà de 20 millions par an.

ART. V. Comme on est d'accord que la somme totale à payer par la France dans les trois premières années ne doit pas excéder 270 millions, le remboursement du déficit, lequel, dans les suppositions les plus défavorables, ne s'élèvera pas au-dessus de 100 millions, se fera dans les quatrième et cinquième années; ou, si le gouvernement François ne se croit pas en état de dépasser pour cet objet le paiement annuel de 270 millions, ledit remboursement sera remis à la sixième année, sauf, à régler les garanties nécessaires pour assurer ce remboursement.

ART. VI. Si, au bout de trois ans, la situation des choses est telle, que les puissances ne se trouvent pas dans le cas de prolonger l'occupation militaire par les motifs politiques, cette occupation sera réduite à une échelle proportionnée aux sommes qui resteront encore à acquitter sur l'indemnité pécuniaire, et la France pourra la faire cesser entièrement, en acquittant le restant de l'indemnité, soit en valeurs réelles, soit par des arrangements qui seroient jugés par les alliés l'équivalent du paiement effectif.

ART.

1815

ART. VII. Les cours alliées remettront au gouvernement François les chefs des réclamations rentrant dans les articles non exécutés du traité de 1814, et le gouvernement François fera les proportions sur les moyens de parvenir le plus tôt possible à la liquidation définitive et au remboursement effectif des sommes réclamées.

(On convint, dans la même conférence; qu'on accéléreront autant que possible l'évacuation du territoire François, qu'on nommeroit des commissaires chargés de régler sa marche d'après ce principe, et de proposer un terme pour l'évacuation finale du royaume, sauf le corps d'occupation temporaire. [S.])

26.

16 Oct. *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Landgrave de Hesse Rothenbourg, signé à Cassel le 16 Oct. 1815.*

(Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.
Anhang 1818. pag. 65. 66.)

*Im Namen der hochheiligen und untheilbaren
Dreyeinigkeit.*

Nachdem Seine Majestät der König von Preussen und Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, um in die Folge der Verhandlungen des Wiener Congresses nöthig befundenen Ausgleichungen im nördlichen Deutschlands durch eine freundschaftliche Uebereinkunft über angemessene Territorial-Veränderungen zu erleichtern, durch Bevollmächtigte in besondre Tractaten getreten sind, und über deren endliches Resultat unter dem heutigen Dato einen förmlichen Territorial-Austausch-Vertrag in 30 Artikeln abgeschlossen haben, und nicht allein der Beitritt zu diesem Tractat von Seiten Sr. Durchl. des Landgrafen von Hessen-Rothenburg, nach den mit dem Kurhaufe Hessen bestehenden Hausverträgen für nothwendig, sondern eine eigene und besondere Uebereinkunft zwischen Seiner

Maje-

Majeſtät dem Könige von Preußen und Seiner Durchl. dem Herrn Landgrafen von Heſſen-Rothenburg, wegen der von Hochdemſelben abzutretenden eigenthümlichen Rechte, Beſitzungen und Nutzungen, und des dafür zu leiſtenden Erſatzes für erforderlich gehalten worden iſt; ſo haben S. M. der König von Preußen und S. D. der Landgraf von Heſſen-Rothenburg Bevollmächtigte ernannt, um alles was hierauf Bezug hat, zu verabreden, abzuschließen und zu unterzeichnen, nämlich: S. M. der König von Preußen, den Herrn Präſidenten Conrad Siegmund von Hänlein, ihren außerordentlichen Geſandten und bevollmächtigten Miniſter an den Heſſiſchen und Naſſauſchen Höfen, Ritter des Königl. Preußiſchen rothen Adler-Ordens und des eiſernen Kreuzes, wie auch Ritter des Kurfürſtl. Heſſiſchen Ordens vom goldenen Löwen; 1815

und Se. Durchl. der Landgraf von Heſſen-Rothenburg den Herrn Geheimen Rath Carl Wilhelm Göffel; welche, nachdem ſie gegenseitig ihre Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden und gegen einander ausgewechselt haben, über nachſtehende Artikel übereingekommen ſind.

ART. I. S. Durchl. der Landgraf zu Heſſen-Rhein-
fels-Rothenburg treten dem, zwischen Sr. M. dem
Könige von Preußen und Sr. K. H. dem Kurfürſten
von Heſſen unterm heutigen Dato geſchloſſenen, hier
abſchriftlich beigehefteten Verträge bey, genehmigen
insbeſondere, was in demſelben ihr Intereſſe und ihre
Rechte betrifft, und verpflichten ſich zugleich, die-
jenigen Rechte, Beſitzungen und Nutzungen, welche
Ihnen an der Niedergrafiſchaft Katzenellenbogen, der
Herrſchaft Pleſſe nebt dem Kloſter Höckelheim und
dem Amte Neuengleichen zuſtehen, in Folge der, Art. 2.
des gedachten Vertrags, enthaltenen Stipulationen an
des Könige von Preußen Maj. abzutreten.

Sie behalten ſich jedoch ausdrücklich vor, daß aus dieſem Verträge niemals irgend eine Schmälerung Ihrer hausvertragsmäßigen Rechte hergeleitet, und insbeſondere dieſelben in Rückſicht der Rothenburger Quart, und der mit gleicher Berechtigung an Sie übergehenden Entſchädigung vollſtändig aufrecht erhalten werden ſollen.

ART.

1815
Renon-
ciation
au titre.

ART. II. Sr. Durchl. der Landgraf von Hessen-Röthenburg wollen ferner dem bisher geführten Titel von Rheinfels, da diese Besitzung jetzt durch die Wiener Congress-Akte in Königl. Preussischen Besitz übergegangen ist, und nunmehr in den Staaten S. M. des Königs von Preußen liegt, hiermit ausdrücklich und feierlich entsagen.

Garantie
de la
part de
la Prusse

ART. III. S. M. der König von Preußen, welche überhaupt Sr. Durchl. im ungekränkten Besitz Ihrer Hausvertragsmäßigen Rechte und Einkünfte erhalten zu sehen wünschen, leisten dagegen insbesondere Gewähr, für die durch erwähnten Vertrag Sr. Durchl. bestimmten Entschädigungen, und wollen noch ausserdem zu Vervollständigung des Ersatzes und zu Bezeigung Ihrer Theilnahme an dem Interesse Sr. Durchl., dieselben, binnen Jahresfrist in den Besitz einer Herrschaft von zwanzig tausend Thalern reinen Einkommens, nach wirthschaftlichen Anschlägen, setzen. Diese Herrschaft soll in Seiner Majestät Staaten liegen, und unter Ihrer Landeshoheit von Sr. Durchl. als freies Allodium erb. und eigenthümlich mit allen den Ehrenrechten besessen werden, welche den begünstigten Grundbesitzern der Provinz, worin sie gelegen ist, zustehen, oder überdies noch, innerhalb der Landesverfassungsmäßigen Grenzen von S. M. derselben beigelegt werden möchten. Seine Durchl. werden darüber sowohl unter Lebendigen als von Todeswegen, als über ein persönliches Eigenthum, nach den Landesgesetzen verfügen können. Sie wird frei von ingrossirten Schulden und in wirthschaftlicher Verfassung übergeben.

Garantie
à obte-
nir par
la con-
fédéra-
tion.

ART. IV. S. M. der König von Preußen versprechen überdies, S. D. den Landgrafen bey denjenigen Verhandlungen zu unterstützen, welche Sie auf dem Bundestage im verfassungsmäßigen Wege anwenden möchten, um von dem Deutschen Bunde eine ähnliche Gewähr für die Fortdauer Ihrer Hausvertragsmäßigen Stellung zu erhalten, als diejenige war, welche die Deutsche Reichsverfassung für dieselbe enthielt. Auch wollen S. M. der König Sich für die Erfüllung der subsidiairischen Verbindlichkeiten der Rheinschiffahrtsoktroi, in Rücksicht der darauf angewiesenen rückständigen Renten S. D. kräftigt verwenden.

ART.

ART. V. Dieser Vertrag soll ratificirt, und die Ratification binnen vier Wochen oder eher, wenn es seyn kann, ausgewechselt werden. 1815 Ratification.

Zu Urkunde dessen, haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit dem Siegel ihrer Wappen versehen.

So geschehen Cassel, den sechszehnten October des Jahres eintausend achthundert und funfzehn.

(L. S.) CONRAD SIEGMUND (L. S.) CARL WILHELM
VON HÄNLEIN. GÖSSEL.

27.

*Actes relatifs à la formation actuelle de la confédération Suisse depuis 1814 *) jusqu'en 1816.*

I.

Pacte fédéral des 19 cantons de la Suisse 1814
signé à Zurich le 8 Sept. 1814. 8 Sept.

(*Manuel du droit public de la Suisse.* pag. 3 — 23.
fr. et all.)

Bundes-Vertrag zwischen den neunzehn Cantonen der Schweiz.

ART. I. Die neunzehn souveränen Cantone der Schweiz, als Zürich, Bern, Luzern, Uri, Schwyz, Unter-

*) Les actes de 1813 depuis que la diète extraordinaire réunie à Zurich avait tenté de proclamer la neutralité Suisse le 18 Novembre 1813 se trouvent dans SCHÖTT, *recueil d. piéces officielles* T. II. p. 1. et suiv.; et la convention du 29 Déc. 1813 entre les cantons formant la confédération Helvétique a déjà été donnée plus haut Supplément T. V. (ou nouveau recueil T. I.) p. 659. Le pacte fédéral du 8 Sept. 1814 a aussi déjà été donné Supplément T. VI. (nouveau recueil T. II.) p. 69. mais dans une traduction française insérée dans le moniteur ce qui m'engage à le faire suivre ici en langue originale allemande.

Nouveau Recueil T. IV. L

1614 Unterwalden, ob und nid dem Wald, Glarus, Zug, Freiburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin und Waadt, vereinigen sich durch den gegenwärtigen Bund zur Behauptung ihrer Freyheit, Unabhängigkeit und Sicherheit gegen alle Angriffe fremder Mächte, und zur Handhabung der Ruhe und Ordnung im Innern. Sie gewährleisten sich gegenseitig ihre Verfassungen, so wie dieselben von den obersten Behörden jedes Cantons, in Uebereinstimmung mit den Grundsätzen des Bundesvertrags, werden angenommen worden seyn. Sie gewährleisten sich gegenseitig ihr Gebiet.

ART. II. Zu Handhabung dieser Gewährleistung und zu Behauptung der Neutralität der Schweiz wird aus der waffenfähigen Mannschaft eines jeden Cantons, nach dem Verhältniß von 2 Mann auf 100 Seelen Bevölkerung, ein Contingent gebildet. Die Truppen werden von den Cantonen geliefert, wie folgt: Bern 4584 Mann; Zürich 3858 M.; Waadt 2964; St. Gallen 2630; Aargau 2410; Graubünden 2000; Tessin 1804; Luzern 1734; Thurgau 1670; Freiburg 1240; Appenzell 972; Solothurn 904; Basel 818; Schwyz 602; Glarus 482; Schaffhausen 466; Unterwalden 382; Zug 250; Uri 236. Zusammen 30,006 Mann.

Diese Scala ist auf ein Jahr festgesetzt, und soll von der Tagatzung des Jahrs 1811 durchgesehen und nach obigem Grundsatze berichtigt werden.

ART. III. Die Geldbeyträge, zu Bestreitung der Kriegskosten und anderer Ausgaben des Bundes, werden von den Cantonen nach folgendem Verhältniß entrichtet: Bern 91,695 Fr.; Zürich 77,113; Waadt 59,273; St. Gallen 39,451; Aargau 52,212; Graubünden 12,000; Tessin 18,039; Luzern 26,016; Thurgau 25,052; Freiburg 18,591; Appenzell 9728; Solothurn 18,097; Basel 20,450; Schwyz 3012; Glarus 4823; Schaffhausen 9327; Unterwalden 1907; Zug 2497; Uri 1184. Zusammen 490,507 Fr.

Diese Vertheilung der Geldbeyträge ist ebenfalls für ein Jahr gültig, und soll durch die Tagatzung vom Jahr 1815 durchgesehen, und mit Rücksicht auf die Beschwerden einiger Cantone berichtigt werden. Eine ähnliche Revision soll späterhin, wie für die Mannschafte-

schafts-Contingente, von zwanzig zu zwanzig Jahren statt haben.

1814

Zu Bestreitung der Kriegskosten soll überdies eine gemeineidgenössische Kriegs-Casse errichtet werden, deren Gehalt bis auf den Betrag eines doppelten Geldcontingents anwachsen soll.

Die Kriegscasse soll ausschließlich nur zu Militär-Kosten bey eidgenössischen Auszügen angewendet, und in sich ergehenden Fällen die eine Hälfte der Ausgaben durch Einziehung eines Geldcontingents nach der Scala bestritten, und die andere Hälfte aus der Kriegscasse bezahlt werden.

Zu Bildung dieser Kriegscasse soll, eine Eingangsgebühr auf Waaren gelegt werden, die nicht zu den nothwendigsten Bedürfnissen gehören.

Diese Gebühren werden die Grenz-Cantone beziehen, und der Tagfatzung alljährlich darüber Rechnung ablegen.

Der Tagfatzung wird überlassen, sowohl den Tarif dieser Eingangsgebühr festzusetzen, als auch die Art der Rechnungsführung darüber, und die Maassnahmen zur Verwahrung der bezogenen Gelder zu bestimmen.

ART. IV. Im Fall äusserer oder innerer Gefahr hat jeder Canton das Recht, die Mitstände zu getreuem Aufsehen aufzufordern. Wenn in einem Canton Unruhen ausbrechen, so mag die Regierung andere Cantone zur Hülfe mahnen, doch soll sogleich das Vorort davon benachrichtigt werden; bey fortdauernder Gefahr wird die Tagfatzung, auf Ansuchen der Regierung die weitem Maassregeln treffen.

Im Fall einer plötzlichen Gefahr von Aussen mag zwar der bedrohte Canton andere Cantone zur Hülfe mahnen, doch soll sogleich das Vorort davon in Kenntniss gesetzt werden; diesem liegt ob, die Tagfatzung zu versammeln, welcher alle Verfügungen zur Sicherheit der Eidgenossenschaft zustehen.

Der oder die gemahnten Cantone haben die Pflicht dem Mahnenden Hülfe zu leisten.

Im Fall äusserer Gefahr werden die Kosten von der Eidgenossenschaft getragen; bey innern Unruhen liegen dieselben auf dem mahnenden Canton, es wäre denn Sache, dass die Tagfatzung, wegen besondern Umständen, eine andere Bestimmung treffen würde.

1814

ART. V. Alle Ansprüche und Streitigkeiten zwischen den Cantonen über Gegenstände, die nicht durch den Bundesvertrag gewährleistet sind, werden an das eidgenössische Recht gewiesen. Der Gang und die Form dieser Rechtshandlung sind folgendermaßen festgesetzt:

Jeder der zwey streitenden Cantone wählt aus den Magistratspersonen anderer Cantone zwey, oder, wenn die Cantone darüber einig fallen, einen Schiedsrichter.

Wenn die Streitsache zwischen mehr als zwey Cantonen obwaltet, so wird die bestimmte Zahl von jeder Parthey gewählt.

Diese Schiedsrichter vereint trachten den Streit in der Minne und auf dem Pfad der Vermittelung beyzulegen. Kann dieses nicht erreicht werden, so wählen die Schiedsrichter einen Obmann aus den Magistratspersonen eines in der Sache unpartheyischen Cantons, und aus welchem nicht bereits einer der Schiedsrichter gezogen ist.

Sollten die Schiedsrichter über die Wahl des Obmanns beharrlich verfallen, und einer der Cantone darüber Beschwerde führen, so wird der Obmann von der Tagfatzung gesetzt, wobey aber die im Streit stehenden Cantone kein Stimmrecht haben; der Obmann und die Schiedsrichter versuchen nochmals, den Streit durch Vermittelung auszugleichen, oder entscheiden, im Fall allseitiger Uebergabe, durch Compromisspruch; geschieht aber keines von beiden, so sprechen sie über die Streitsache nach den Rechten endlich ab.

Der Spruch kann nicht weiter gezogen werden, und wird erforderlichen Falls durch Verfügung der Tagfatzung in Vollziehung gesetzt.

Zu gleicher Zeit mit der Hauptsache soll auch über die Kosten, bestehend in den Auslagen der Schiedsrichter und des Obmanns, entschieden werden.

Die nach obigen Bestimmungen gewählten Schiedsrichter und Obmänner werden von ihren Regierungen des Eides für ihren Canton, in der obwaltenden Streitsache, entlassen.

Bey allen vorfallenden Streitigkeiten sollen die betreffenden Cantone sich jeder gewaltthätigen Maasregel oder sogar Bewaffnung enthalten, den in diesem Artikel festgesetzten Rechtspfad genau befolgen, und dem Spruch in allen Theilen Statt thun.

ART.

ART. VI. Es sollen unter den einzelnen Cantonen keine dem allgemeinen Bund oder den Rechten anderer Cantone nachtheilige Verbindungen geschlossen werden. 1814

ART. VII. Die Eidgenossenschaft huldigt dem Grundsatz, daß so wie es, nach Anmerkung der neunzehn Cantone, keine Unterthanenbände mehr in der Schweiz giebt, so könne auch der Genuß der politischen Rechte nie das ausschließliche Privilegium einer Classe der Cantonsbürger seyn.

ART. VIII. Die Tagatzung besorgt, nach den Vorschriften des Bundesvertrags, die ihr von den souveränen Ständen übertragenen Angelegenheiten des Bundes.

Sie besteht aus den Gefandten der neunzehn Cantone, welche nach ihren Instructionen stimmen. Jeder Canton hat eine Stimme, welche von einem Gefandten eröffnet wird. Sie versammelt sich in der Hauptstadt des jeweiligen Vororts, ordentlicher Weise alle Jahre am ersten Montag im Heumonath; außerordentlicher Weise, wenn das Vorort dieselbe ausschreibt, oder auf das Begehren von fünf Cantonen.

Der im Amt stehende Bürgermeister oder Schultheiß des Vororts führt den Vorsitz.

Die Tagatzung erklärt Krieg und schließt Frieden; sie allein errichtet Bündnisse mit auswärtigen Staaten; doch sind für diese wichtigen Verhandlungen drey Vierteltheile der Cantonsstimmen erforderlich. In allen übrigen Verfügungen, die durch den gegenwärtigen Bund der Tagatzung übertragen sind, entscheidet die absolute Mehrheit.

Handelverträge mit auswärtigen Staaten werden von der Tagatzung geschlossen.

Militär capitulationen und Verträge über ökonomische und Polizeygegenstände mögen von einzelnen Cantonen mit auswärtigen Staaten geschlossen werden. Sie sollen aber weder dem Bundes Verein, noch bestehenden Bündnissen, nach verfassungsmäßigen Rechten anderer Cantone zuwider seyn, und zu diesem Ende zur Kenntniß der Tagatzung gebracht werden.

Eidgenössische Gefandte, wenn deren Abordnung nothwendig erachtet wird, werden von der Tagatzung ernannt und abberufen.

Die

1814 Die Tagfatzung trifft alle erforderliche Massregeln für die äussere und innere Sicherheit der Eidsgenossenschaft. Sie bestimmt die Organisation der Contingentstruppen, verfügt über derselben Aufstellung und Gebrauch, ernennt den General, den Generalstaab und die eidsgenösslichen Obersten. Sie ordnet, im Einverständniss mit den Cantonsregierungen, die Aufsicht über die Bildung und Ausrüstung des Militär-Contingents an.

ART. IX. Bey ausserordentlichen Umständen, und wenn sie nicht fortdauernd versammelt bleiben kann, hat die Tagfatzung die Befugniss, dem Vorort besondere Vollmachten zu ertheilen. Sie kann auch derjenigen Behörde des Vororts, welche mit der eidsgenösslichen Geschäftsführung beauftragt ist, zu Beforgung wichtiger Bundesangelegenheiten, eidsgenössliche Repräsentanten beordnen; in beiden Fällen sind zwei Dritttheile der Stimmen erforderlich.

Die eidsgenösslichen Repräsentanten werden von den Cantonen gewählt, welche hierfür unter sich in folgenden sechs Classen wechseln.

Den ersten eidsgenösslichen Repräsentant geben abwechselnd die zwei Directorialorte, die nicht im Amt stehen; den zweiten Uri, Schwyz, Unterwalden; den dritten Glarus, Zug, Appenzell, Schaffhausen; den vierten Freiburg, Basel, Solothurn; den fünften Graubünden, St. Gallen, Aargau; den sechsten Waadt, Thurgau, Tessin.

Die Tagfatzung ertheilt den eidsgenösslichen Repräsentanten die erforderlichen Instructionen, und bestimmt die Dauer ihrer Verrichtungen. In jedem Fall hören letztere mit dem Wiederzusammentritt der Tagfatzung auf. Die eidsgenösslichen Repräsentanten werden aus der Bundescaße entschädigt.

ART. X. Die Leitung der Bundesangelegenheiten, wenn die Tagfatzung nicht versammelt ist, wird einem Vorort, mit den bis zum Jahr 1798. ausgeübten Befugnissen, übertragen.

Das Vorort, wechselt unter den Cantonen Zürich, Bern und Luzern je zu zwei Jahren um, welche Kehrordnung mit dem 1ten Januar 1815 ihren Anfang nimmt. Dem Vorort ist eine eidsgenössliche Canzlei beigeordnet; die-

dieselbe besteht aus einem Canzler und einem Staats-
schreiber, die von der Tagfatzung gewählt werden. 1814

ART. XI. Für Lebensmittel, Landeserzeugnisse und Kaufmannswaaren ist der freie Kauf, und für diese Gegenstände, so wie auch für das Vieh, die ungehinderte Aus- und Durchfuhr von einem Canton zum anderen gesichert, mit Vorbehalt der erforderlichen Polizey-Verfügungen gegen Wucher und schädlichen Verkauf.

Diese Polizei-Verfügungen sollen nur für die eigenen Cantonsbürger und die Einwohner anderer Cantone gleich bestimmt werden.

Die dermalen bestehenden, von der Tagfatzung genehmigten Zölle, Weg- und Brückengelder verbleiben in ihrem Bestand. Es können aber ohne Genehmigung der Tagfatzung weder neue errichtet, noch die bestehenden erhöht, noch ihr Bezug, wenn er auf bestimmte Jahre beschränkt war, verlängert werden.

Die Abzugsrechte von Canton zu Canton sind abgeschafft.

ART. XII. Der Fortbestand der Klöster und Kapitel, und die Sicherheit ihres Eigenthums, so weit es von den Cantonsregierungen abhängt, sind gewährleistet; ihr Vermögen ist gleich anderm Privatgut den Steuern und Abgaben unterworfen.

ART. XIII. Die helvetische Nationalschuld, deren Betrag den 4ten November 1804. auf drei Millionen, einmahlundert achtzehntausend, dreihundert und sechs und dreissig Franken festgesetzt worden, bleibt anerkannt.

ART. XIV. Alle eidgenössische Concordate und Verkommnisse seit dem Jahr 1803, die den Grundsätzen des gegenwärtigen Bundes nicht entgegen sind, verbleiben in ihrem bisherigen Bestand; die Sammlung der in dem gleichen Zeitraum erlassenen Tagfatzungsbeschlüsse soll der Tagfatzung des Jahrs 1815 zur Revision vorgelegt werden, und diese wird entscheiden, welcher von denselben ferner verbindlich seyn soll.

ART. XV. Sowohl gegenwärtiger Bundesvertrag, als auch die Cantonal-Verfassungen, sollen in das eidgenössische Archiv niedergelegt werden.

1814 Dafs obftehender Bundesvertrag von der grofsen Mehrheit der eidsgenöflichen Stände den 8ten Herbtmonat 1814 förmlich angenommen und ratificirt worden fey, bezeugen in Zürich unter Beidruckung des bisherigen eidsgenöflichen Siegels

*Der Amtsbürgermeifter des Cantons Zürich,
Präfident der eidsgenöflichen Tagfatzung,*

Unterzeichnet: REINHARD.

Der Canzler der Eidsgenoffenfchaft,

Unterzeichnet: MOUSSON.

2.

1815 *Actes de réunion des Cantons de Neufchatel
7 Avril. de Genève et du Valais à la confédération
Suisse 1815.*

a.

Aufnahmsurkunde des Cantons Neuenburg.

(Droit public de la Suisse. T. I. p. 24-26.)

Auszug aus dem Protocoll der eidsgenöflichen Tagfatzung vom 7ten April 1815.

Wir die Gefandten der Cantone der Schweiz, auf der eidsgenöflichen Tagfatzung in Zürich aufserordentlich verfammelt, thun kund und zu wissen hiermit:

Dafs, nachdem die Tagfatzung der fchweizerifchen Eidsgenoffenfchaft bereits unterm 12ten Herbtmonat 1814 befohlen hat, in das Begehren des fouverainen Staats Neuenburg einzuwilligen, und denselben als Canton in den Schweizerbund aufzunehmen, Wir es für angemessen erachtet haben, diese endliche Vereinigung nicht länger aufzufchieben, welche für beide Theile gleich vortheilhaft und geeignet ist, die seit Jahrhunderten gegenseitig bestandenen freundschaftlichen Verhältnisse durch eine völlige Gemeinschaft der Schicksale und Interessen immer mehr zu befestigen.
Zu

Zu dem Ende haben Wir ernannt und mit den erforderlichen Vollmachten versehen die Herren —, und der souveraine Stand Neuenburg die Herren —, welche hierauf denjenigen Vereinigungspunct abgeschlossen haben, dessen Inhalt hier folgt: 1815

ART. I. Der souveraine Staat Neuenburg wird als Canton in die schweizerische Eidsgenossenschaft aufgenommen. Diese Aufnahme findet unter der ausdrücklichen Bedingung statt, daß die Erfüllung aller Verpflichtungen, welche dem Stand Neuenburg als Glied der Eidsgenossenschaft obliegen, die Theilnahme dieses Standes an der Berathung der allgemeinen Angelegenheiten der Schweiz, die Ratification und Vollziehung der Beschlüsse der Tagsatzung, anschliessend die in Neuenburg residirende Regierung betreffen werden, ohne daß dafür eine weitere Sanction oder Genehmigung erforderlich sey.

ART. II. Der Canton Neuenburg tritt allen Bestimmungen des Bundesvertrags bey, den er gleich den übrigen Ständen der Schweiz zu beschwören hat.

ART. III. Er liefert sein Contingent zur eidgenössischen Armee, in dem für alle andern Stände angenommenen Verhältniß von zwei Mann auf hundert Seelen der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maasstabe auf funfzigtausend Seelen das Contingent tausend Mann betragen soll.

ART. IV. Sein Geldcontingent, nach dem gleichen Verhältniß wie jenes der Stände Basel und Genf berechnet, ist auf fünf und zwanzigtausend Schweizer Franken festgesetzt. Durch diese Bestimmung und durch jene im vorhergehenden Artikel soll indess der durch den dritten Artikel des Bundesvertrags vorbehaltenen Revision der Beyträge an Mannschaft und Geld nicht vorgegriffen seyn.

ART. V. Der Staat Neuenburg ist der ein und zwanzigste Canton der Schweiz; er nimmt seinen Rang in der Tagsatzung unmittelbar nach der Republik Wallis.

ART. VI. Die gegenwärtige Vereinigungsurkunde, welche von den Commissarien der Tagsatzung unterzeichnet worden, soll allfogleich den eidgenössischen Ständen und der Regierung von Neuenburg zur Ratification vorgelegt werden; so bald diese erfolgt, wird die Vereinigung vollendet, und definitiv auf ewige Zeiten beschloffen seyn.

b.

b.

1815 *Aufnahmsurkunde des Cantons Genf.*7 Avril. (*Droit public de la Suisse. T. I. p. 26-28.*)*Auszug aus dem Protocoll der eidgenössischen Tag-
satzung vom 7ten April 1815.*

Wir die Gefandten der Cantone der Schweiz, auf der eidgenössischen Tagatzung in Zürich ausserordentlich versammelt, thun kund und zu wissen hiermit: Dase, nachdem die Tagatzung der schweizerischen Eidgenossenschaft bereits unterm 12ten Herbstmonat 1814. beschloffen hat, in das Begehren der Stadt und Republik Genf einzuwilligen, und dieselbe als Canton in den Schweizerbund aufzunehmen, Wir es für angemessen erachtet haben, diese endliche Vereinigung nicht länger aufzuschieben, welche für beide Theile gleich vortheilhaft und geeignet ist, die seit Jahrhunderten gegenseitig bestandenen freundschaftlichen Verhältnisse durch eine völlige Gemeinschaft der Schicksale und Interessen immer mehr zu befestigen.

Zu dem Ende haben Wir ernannt und mit den erforderlichen Vollmachten versehen die Herren — —, und die Republik Genf die Herren — —, welche hierauf denjenigen Vereinigungsact abgeschlossen haben, dessen Inhalt hier folgt:

ART. I. Die Republik Genf wird als Canton in die schweizerische Eidgenossenschaft aufgenommen. Sie nimmt ihren Rang nach Neuenberg, und ist der zwei und zwanzigste Canton der Schweiz.

ART. II. Der Canton Genf tritt allen Bestimmungen des Bundesvertrags bey, und wird diesen Vertrag gleich allen andern Ständen der Schweiz beschwören helfen.

ART. III. Er stellt sein Contingent zur eidgenössischen Armee in dem für alle übrige Stände angenommenen Verhältniß von zwei Mann auf hundert Seelen der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maasstab auf dreissigtausend Seelen das Contingent sechshundert Mann betragen soll.

ART.

ART. IV. Sein Geldcontingent, nach dem gleichen Verhältniß der Cantone Basel und Neuenburg berechnet, ist auf funfzehntausend Schweizer Franken berechnet. 1815

ART. V. Im Fall der Canton Genf eine Gebietserweiterung erhalten sollte, so wird sein Mannschafts- und Geldbeitrag in gleichem Verhältniß erhöht werden. Durch diese Bestimmung und jene der beiden vorhergehenden Artikel soll indess der durch den dritten Artikel des Bundesvertrags vorbehaltenen Revision der Beiträge an Mannschaft und Geld nicht vorgegriffen seyn.

ART. VI. Die gegenwärtige Vereinigungsurkunde, welche von den Commissarien der Tagfatzung unterzeichnet worden, soll allsogleich den eidsgenösslichen Ständen und der Regierung von Genf zur Ratification vorgelegt werden; sobald diese erfolgt ist, wird die Vereinigung vollendet und definitiv auf ewige Zeiten beschloffen seyn.

C.

Aufnahmsurkunde des Cantons Wallis.

17 Juin.

(*Droit public de la Suisse.* T. I. pag. 28. 29.)

Auszug aus dem Protocoll der eidsgenösslichen Tagfatzung vom 17ten Brachmonat 1815.

Da die Tagfatzung der schweizerischen Eidsgenossenschaft bereits unterm 12ten Herbstmonat 1814. beschloffen hat, in das Begehren der Republik Wallis einzuwilligen und dieselbe als Canton in den Schweizerbund aufzunehmen, und für nothwendig erachtet, diese endliche Vereinigung nicht länger aufzuschieben, welche für beide Theile gleich vortheilhaft und geeignet ist, die seit Jahrhunderten gegenseitig bestandenenden freundschaftlichen Verhältnisse durch eine völlige Gemeinschaft der Schicksale und Interessen immer mehr zu befestigen: so haben die beiderseitigen Bevollmächtigten, nämlich im Namen der Tagfatzung der schweizerischen Eidsgenossenschaft die Herren — —, und im Namen

1815 Namen der Republik Wallis die Herren — —, den-
jenigen Vereinigungspunkt abgeschlossen und unter-
zeichnet, dessen Inhalt hier folgt:

ART. I. Die Republik Wallis wird als Canton in
die schweizerische Eidgenossenschaft aufgenommen;
sie nimmt ihren Rang nach dem Canton Waadt, und
ist der zwanzigste Stand der Schweiz.

ART. II. Der Canton Wallis tritt allen Bestimmun-
gen des Bundesvertrags bey, und wird denselben gleich
andern Ständen der Schweiz beschwören helfen.

ART. III. Er stellt sein Contingent zur eidgenössli-
chen Armee, in dem für alle übrige Stände angenom-
menen Verhältnisse von zwei Mann auf hundert Seelen
der ganzen Bevölkerung, nach welchem Maassstab auf
vier und sechszigtausend Seelen das Contingent zwölf-
hundert und achtzig Mann betragen soll.

ART. IV. In Rücksicht der beschränkten ökonomi-
schen Lage des Walliser Volkes und des vielfachen Un-
glücks, welches im Jahr 1798 und seither daselbe ge-
troffen hat, willigt die schweizerische Eidgenossen-
schaft ein, daß sein Geldcontingent nach einem Mittel-
fuß zwischen der ersten und zweiten Classe berechnet
und auf 9600 Schweizer Franken bestimmt werde.
Diese Begünstigung ist indeß auf den Zeitraum von
zwanzig Jahren beschränkt, und die Tagfatzung setzt
die ausdrückliche Bedingung fest, daß der Canton
Wallis mit gedoppeltem Eifer und Anstrengung auf die
Bewaffung und Ausrüstung seines Mannschaftscontin-
gents hinarbeite, damit daselbe jederzeit vollständig
zur eidgenösslichen Armee berufen werden könne.

ART. V. Durch die Ratification des gegenwärtigen
Acts soll die Vereinigung vollendet und definitiv auf
ewige Zeiten abgeschlossen seyn.

3.

Acte de confédération entre les 22 Cantons 1815
Helvétiques, signé le 7 Août 1815. 7. Août.

(Die Zeiten von Voss. B. 52. p. 3. 20. Handbuch
 des schweizerischen Staatsr. B. II. p. 3. (fr. et all.)

a.

Bundesvertrag zwischen den zwey und zwanzig
Cantonen der Schweiz.

Im Namen Gottes des Allmächtigen.

ART. I. Die zwei und zwanzig souveränen Cantone der Schweiz, als: Zürich, Bern, Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Freyburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell, beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt, Wallis, Neuenburg und Genf; vereinigen sich durch den gegenwärtigen Bund, zur Behauptung ihrer Freyheit, Unabhängigkeit und Sicherheit, gegen alle Angriffe fremder Mächte und zur Handhabung der Ruhe und Ordnung im Innern. Sie gewährleisten sich gegenseitig ihre Verfassungen; so wie dieselben, von den obersten Behörden ihres Cantons, in Uebereinstimmung mit den Grundsätzen des Bundesvertrags, werden angenommen worden seyn. Sie gewährleisten sich gegenseitig ihr Gebiet.

Ligne et
garantie

ART. II. Zur Handhabung dieser Gewährleistung und zur Behauptung der Neutralität der Schweiz, wird, aus der waffenfähigen Mannschaft eines jeden Cantons, nach den Verhältnissen, von zwei Mann auf hundert Seelen Bevölkerung, ein Contingent gebildet. Die Truppen werden von den Cantonen geliefert, wie folgt: Zürich 3858 Mann, Bern 4584, Luzern 1734, Uri 236, Schwyz 602, Unterwalden 382, Glarus 482, Zug 250, Freyburg 1240, Solothurn 904, Basel 818, Schaffhausen 466, Appenzell 972, St. Gallen 2650, Graubünden 2000, Aargau 2410, Thurgau 1670, Tessin 1804, Waadt 2964, Wallis 1280, Neuenburg 1000, Genf 600; Totalsumme 32,886 Mann.

Contingens.

Diese

1815 im Fall allseitiger Uebergabe durch Compromisspruch; geschieht aber keines von beiden, so sprechen sie über die Streitsache nach den Rechten endlich ab. Der Spruch kann nicht weiter gezogen werden, und wird; erforderlichen Falls, durch Verfügung der Tagatzung in Vollziehung gesetzt.

Zu gleicher Zeit mit der Hauptsache, soll auch über die Kosten, bestehend in den Auslagen der Schiedsrichter und des Obmanns, entschieden werden.

Die nach obigen Bestimmungen gewählten Schiedsrichter und Obmänner, werden von ihren Regierungen des Eides für ihren Canton, in der obwaltenden Streitsache, entlassen.

Bey allen vorkommenden Streitigkeiten, sollen die betreffenden Cantone sich jeder gewaltsamen Maasregel, oder sogar Bewaffnung, enthalten; den in diesem Artikel festgesetzten Rechtspfad genau befolgen, und dem Spruch in allen Theilen Statt thun.

Lignes
particulieres.

ART. VI. Es sollen unter den einzelnen Cantonen keine dem allgemeinen Bunde, oder den Rechten anderer Cantone nachtheilige Verbindungen geschlossen werden.

Droits
politiques.

ART. VII. Die Eidsgenossenschaft huldigt dem Grundsatze: dafs, so wie es nach Anerkennung der zwei und zwanzig Cantone, keine Unterthanenbande mehr in der Schweiz gibt; so könne auch der Genufs der politischen Rechte, nie das ausschliessliche Privilegium einer Classe der Cantonsbürger seyn.

Diètes
sa compétence.

ART. VIII. Die Tagatzung besorgt nach den Vorschriften des Bundesvertrags, die ihr von den souveränen Ständen übertragenen Angelegenheiten des Bundes. Sie besteht aus den Gesandten der zwei und zwanzig Cantonen, welche nach ihren Instructionen stimmen. Jeder Canton hat eine Stimme; welche von einem Gesandten eröffnet wird. Sie versammeln sich in der Hauptstadt des jeweiligen Vororts, ordentlicher Weise alle Jahr am ersten Montag im Heumonath, ausserordentlicher Weise, wenn das Vorort dieselbe ausschreibt, oder auf das Begehren von fünf Cantonen. Der im Amte stehende Bürgermeister oder Schultheis des Vororts führt den Vorsitz.

Die Tagatzung erklärt Krieg und schliesst Frieden, sie allein errichtet Bündnisse mit auswärtigen Staaten; doch

doch sind für diese wichtigen Handlungen drei Viertheile der Cantonsstimmen erforderlich. In allen übrigen Verfügungen, die durch den gegenwärtigen Bund der Tagsatzung übertragen sind, entscheidet die absolute Mehrheit. 1815

Militärkapitulationen und Verträge über ökonomische und Polizeigegegenstände, mögen von einzelnen Cantonen mit auswärtigen Staaten geschlossen werden. Sie sollen aber weder dem Bundesvereine, noch bestehenden Bündnissen, noch verfassungsmässigen Rechten anderer Cantone zuwider seyn, und zu diesem Ende zur Kenntniss der Tagsatzung gebracht werden.

Eidgenössische Gefandten, wenn deren Abordnung nothwendig erachtet wird, werden von der Tagsatzung ernannt und abberufen.

Die Tagsatzung trifft alle erforderliche Maaßregeln für die äussere und innere Sicherheit der Eidgenossenschaft. Sie bestimmt die Organisation der Contingentruppen; verfügt über derselben Aufstellung und Gebrauch, ernennt den General, den Generalstab und die eidgenössischen Obersten. Sie ordnet im Einverständnisse mit den Cantonregierungen, die Aufsicht über die Bildung und Ausrüstung des Militärcontingents.

ART. IX. Bey ausserordentlichen Umständen, und wenn sie nicht fortdauernd versammelt bleiben kann, hat die Tagsatzung die Befugnis, dem Vorort besondere Vollmachten zu ertheilen. Sie kann auch derjenigen Behörde des Vororts, welche mit der eidgenössischen Geschäftsführung beauftragt ist, zu Beforgung wichtiger Bundesangelegenheiten, eidgenössische Repräsentanten beordnen; in beiden Fällen sind zwei Drittheile der Stimmen erforderlich. Repré-
sentants

Die eidgenössischen Repräsentanten geben abwechselnd die zwei Directorialorte, die nicht im Amte stehen. Den zweiten Uri; Schwyz, Unterwalden. Den dritten Glarus, Zug, Appenzell, Schaffhausen. Den vierten Freyburg, Basel, Solothurn, Wallis. Den fünften Graubünden, St. Gallen, Aargau, Neuenburg. Den sechsten Waadt, Turgau, Tessin, Genf.

Die Tagsatzung ertheilt den eidgenössischen Repräsentanten die erforderlichen Instructionen, und bestimmt die Dauer ihrer Verrichtungen. In jedem Falle hören letztere, mit dem Wiederzusammentritt der Tagsatzung

1815 fatzung auf. Die eidsgenosslichen Repräsentanten werden aus der Bundescasse entschädigt.

Pré-
dence.

ART. X. Die Leitung der Bundesangelegenheiten, wenn die Tagfatzung nicht versammelt ist, wird einem Vororte, mit den bis zum Jahre 1798 ausgeübten Befugnissen übertragen.

Das Vorort wechselt unter den Cantonen Zürich, Bern und Luzern, je zu zwei Jahren um, welche Kehrordnung mit dem 1ten Januar 1815, ihren Anfang genommen hat.

Dem Vorort ist eine eidsgenossliche Canzley beygeordnet; dieselbe besteht aus einem Canzler und einem Staatschreiber, die von der Tagfatzung gewählt werden.

Liberté
du com-
merce
interi-
eur;
douanes
d. d. de-
traction

ART. XI. Für Lebensmittel, Landeserzeugnisse und Kaufmannswaaren, ist der freye Kauf, und für diese Gegenstände, so wie auch für das Vieh, die ungehinderte Aus- und Durchfuhr von einem Canton zum andern gesichert; mit Vorbehalt der erforderlichen Polizeiverfügungen gegen Wucher und schädlichen Verkauf. Diese Polizeiverfügungen sollen für die eigenen Cantonsbürger und die Einwohner anderer Cantone, gleich bestimmt werden.

Die dermalen bestehenden von der Tagfatzung genehmigten Zölle, Wege- und Brückengelder verbleiben in ihrem Bestand. Es können aber ohne Genehmigung der Tagfatzung, weder neue errichtet, noch die bestehenden erhöht, noch ihr Bezug, wenn er auf bestimmte Jahre beschränkt war, verlängert werden.

Die Abzugsrechte, von Canton zu Canton, sind abgeschafft.

Couvens
et cha-
pitres.

ART. XII. Der Fortbestand der Klöster und Kapitel, und die Sicherheit ihres Eigenthums, so weit es von den Cantonsregierungen abhängt, sind gewährleistet; ihr Vermögen ist gleich anderm Privatgute den Steuern und Abgaben unterworfen.

Dette
helvétique.

ART. XIII. Die Helvetische Nationalschuld, deren Betrag den 1ten November 1804 auf drei Millionen einmalhundert achtzehn tausend dreihundert sechs und dreissig Franken festgesetzt worden, bleibt anerkannt.

Concor-
date.

ART. XIV. Alle eidsgenossliche Concordate und Vorkommisse, seit dem Jahre 1803, die den Grundsätzen des gegenwärtigen Bundes nicht entgegen sind, verblei-

bleiben in ihrem bisherigen Bestande, die Sammlung der in dem Zeitraum erlassenen Tagatzungsbeschlüsse, soll der Tagatzung des Jahres 1816 zur Revision vorgelegt werden, und diese wird entscheiden, welche von denselben ferner verbindlich seyn sollen. 1815

Art. XV. Sowohl gegenwärtiger Bundesvertrag, ^{Sermens} als auch die Cantonalverfassung, sollen in das eidgenössische Archiv niedergelegt werden.

Die zwei und zwanzig Cantone constituiren sich als schweizerische Eidgenossenschaft, sie erklären: daß sie frei und ungezwungen in diesen Bund treten, denselben im Glücke wie im Unglücke, als Brüder und Eidgenossen getreulich halten; insonders aber, daß sie von nun an, alle daraus entstehende Pflichten und Verbindlichkeiten gegenseitig erfüllen wollen, und damit eine, für das Wohl des gesammten Vaterlandes so wichtige Handlung, nach der Sitte der Väter eine heilige Gewährschaft erhalte, so ist die Bundesurkunde nicht allein durch die bevollmächtigten Gesandten eines jeden Standes unterzeichnet, und mit dem neuen Bundesiegel versehen, sondern noch durch einen theuern Eid zu Gott dem Allmächtigen, feierlich bekräftigt worden.

So geschehen, unterschrieben und besiegelt durch die genannten Herren Gesandten und Legationsräthe der eidgenössischen Stände in Zürich, den siebenten August, im Jahre nach Christi Geburt, eintausend achthundert und funfzehn. (7. August 1815.)

Im Namen des Standes Zürich:

DAVID VON WYSS, Bürgermeister.

PAUL USTERI, Staatsrath.

Hs. JAKOB PESTALUTZ, Staatsrath.

Im Namen der Stadt und Republik Bern:

NIKOL. FRIEDR. V. MOLINEN, Schultheiss.

J. R. VON STÜRLER.

RUDOLPH STETTLER.

Im Namen der Stadt und Republik Luzern:

VINZENS VON RÜTTIMANN, Schultheiss.

PFEYFFER VON HEIDEGG, Legationsrath.

Im Namen des Cantons Uri:

DOM. ERP, Landammann und Landshauptmann.

CARL FLORIAN LUSZER, Landtschreiber.

1815

Im Namen des Cantons Schwyz:

F. Y. WEBER, regierend. Landammann.
JOACHIM SCHMIDT, Landammann.

Im Namen des Cantons Unterwalden, ob dem Wald,
(als anerkannten eidgenössischen Standes):

J. IGNAZ STOLMANN, Landammann.

Im Namen des Cantons Glarus:

NIKOLAUS HEER, Landammann.
KARL BURGER, Alt-Landammann und
Landes-Stadthalter.

Im Namen des Cantons Zug:

JOSEPH ANTON HESS, Alt-Ammann.
G. I. SIDLER, Stadthalter.

Im Namen der Stadt und Republik Freyburg:

AUGUSTIN GASSER, Staatsrath.
TOBIE DE GOTTRAU, membre du grand
Conseil.

Im Namen der Republik Solothurn:

PETER VON GLUTZ RUCHTI, Schultheiss.
V. GLUTZ VON BLOTZHEIM, Appellationsr.

Im Namen des Cantons Basel:

J. HEINR. WIELAND, F. U. D., Bürgerm.
JOH. JAKOB MINDER, Staatsrath.

Im Namen des Cantons Schaffhausen:

B. PFISTER, Bürgermeister.
J. ULR. V. WALDKIRCH, des kleinen Raths.

Im Namen des Cantons Appenzell beider Rhoden:

ZELLWEGER, Landammann.
J. P. FÄSSLER, Landshauptmann.

Im Namen des Cantons St. Gallen:

ZOLLIKOFER, Landammann.
J. P. REUTTI, Regierungsrath.

Im Namen des Cantons Graubünden:

G. GENZEL.

Im

Im Namen des Cantons Aargau:

JOH. KARL FETZER, Bürgermeister.
FRANZ LUDWIG HÜRNER, Appell. Rath.

Im Namen des Cantons Thurgau:

JOHANNES MORELL, Landammann.
JOSEPH ANDERWERT, Landammann.

Im Namen des Cantons Tellin:

ANDREA CAGLIONI, Configliere di Stato.
G. B. MASSET, Landammanno.

Im Namen des Cantons Waadt:

JULES MURET, Conseiller d'état.
FRANÇOIS CLAVEL, Conseiller d'état.

Im Namen der Republik und des Cantons Wallis:

CASPAR EUGEN STOCKALPER,
Alt-Landshauptmann von Wallis.
MICHAEL DUFOUR, Grand juge.

Im Namen des Cantons Neuenburg:

DE ROUGEMONT, Procureur-Général et
Président du Conseil d'état.
Le Comte LOUIS DE POURTALLS, Con-
seiller d'états.
F. AUG. DE MONTMOLLIN, Conf. d'état.

Im Namen der Republik und des Cantons Genf:

JOSEPH DES ARTS, Syndic, Député du
Canton de Genève.
JEAN PIERRE SCHMIDTMEYER, Conf.
d'état et député du Canton de Genève.

b.

Der den Gesandtschaften der eidgenössischen Stände
zur Beschwörung des Bundes, am 7ten Aug. 1815
vorgelegte Eid.

Wir, die Gesandten der zwei und zwanzig souve-
ränen Stände der Eidgenossenschaft, im Namen und
als Bevollmächtigte, der Bürgermeister, Schultheissen,
Land-

1815 Landammänner, Häupter, Landeshauptmänner, Staatsräthe, Syndici, kleinen und großen Räte und ganzen Gemeinden der hohen Stände, Zürich, Bern, Lucern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Freyburg, Solothurn, Basel, Schaffhausen, Appenzell, beider Rhoden, St. Gallen, Graubünden, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt, Wallis, Neuenburg und Genf, —
schwören:

„Den Bund der Eidsgenossen, laut Inhalt der so eben verlesenen Urkunde, vom 7ten August 1815, wahr und stets zu halten, und dafür Leib und Leben, Gut und Blut hinzugeben; die Wohlfarth und den Nutzen des gesammten Vaterlandes und jedes einzelnen Standes, nach besten Kräften zu fördern, und deren Schaden abzuwenden; im Glück und Unglück, als Brüder und Eidsgenossen mit einander zu leben, und Alles zu leisten, was Pflicht und Ehre von treuen Bundesgenossen fordert.“

Worauf die Gesandtschaften mit lauter und vernehmbarer Stimme, die Worte nachgesprochen haben:

„Was der, so eben vorgelesene Eid enthält, das wird mein hoher Stand, der mich hierher gesandt, halten und vollziehen, getreulich und ohne Gefährde; das bethenre ich bey Gott dem Allmächtigen; so wahr mir seine Gnade helfen möge (und alle Heiligen).“

Dass dieses also geschehen sey, bezeugen die Beamten der eidgenössischen Canzley mit ihren Siegeln und Unterschriften, den 7ten August 1815.

M. MOUSSON, *Canzler der Eidsgenossenschaft.*
Oberst. FRIDELIN JOSEPH VON HAUSER,
Staatschreiber.

HEINRICH HOTTINGER, *eidgenössischer Staatshauptmann, Canzley substitut bey der außerordentlichen Tagsetzung.*

(Bundesiegel.)

c.

Verbalprocess, für die Wiederaufnahme von Niederwalden in den Bund, vom 30. August 1815.)*

Nachdem Landammann, Landrath und gemeine Landleute, von Unterwalden ind dem Walde, durch einem ein-

*) Ce procès verbal a été annexé à l'original du Pacte fédéral.

einmüthigen Beschlufs vom 24ten Augst 1815, dem neuen Bundesvertrag, unter den zwei und zwanzig Ständen der Schweiz beigetreten sind, und die hochgeachteten Herren, Landammann Ludewig Kaiser und Landammann Stanislaus Akkermann, zu ihren Deputirten auf die eidgenössische Tagfatzung ernannt haben, welche auch wirklich in Zürich erschienen sind, um die Aufnahme ihres Standes in den Bund, und für sie als Gefandte Niedwaldens, den Zutritt in der Tagfatzung zu begehren; — so hat die eidgenössische Tagfatzung solches einmüthig genehmigt, und Niedwalden als Stand der Eidsgenossenschaft und als Theil des Cantons Unterwalden wieder auf- und angenommen, mit den nämlichen Vortheilen und Verpflichtungen, und unter den gleichen Verhältnissen, welche durch den Bundesvertrag für alle eidgenössische Stände festgesetzt sind.

In Folge dessen, haben die obbenannten Gefandten des Cantons Unterwalden ind dem Wald, gegenwärtiges Originalinstrument des neuen Bundesvertrags eigenhändig unterzeichnet, mit ihren Familienwappen besiegelt, und auf die gleiche Art beschworen, wie es alle eidgenössische Gefandtschaften, am 7ten Augst, gethan haben.

Also geschehen in Zürich, den dreizeigsten des Monats Augst, im Jahre nach Christi Geburt, eintaufend achthundert und funfzehn. (30. Augst 1815.).

LUDEWIG KAISER, *Landammann.*

STANISLAUS AKKERMANN, *Landammann.*

Wir, der Bürgermeister des Cantons Zürich, Präsident der eidgenössischen Tagfatzung, und Wir der Canzler und der Staatschreiber der Eidsgenossenschaft, im Namen und Auftrag der eidgenössischen Tagfatzung beurkunden, durch unsere Unterschriften und Siegel, diese Verhandlung, wodurch Unterwalden ind dem Wald, als Stand der Eidsgenossenschaft und als Theil des Cantons Unterwalden, in den Bund aufgenommen ist.

Datum ut supra.

Der Bürgermeister der Cantons Zürich, Präsident der eidgenössischen Tagfatzung.

DAVID VON WYSS.

Der Canzler und der Staatschreiber der Eidsgenossenschaft.

MOUSSON.

VON HAUSER.

1815 *Acte d'accession de la Suisse aux actes du*
 12 Août. *Congrès du 29 Mars 1815, signé le 12 Août*
 1815.

(Die Zeiten von Voss. B. 52. p. 20-23.)

Schweizerische Beytrittsurkunde, zu den Verhandlungen des Wiener Congresses, vom 29 März 1815.

Nachdem die, auf dem Congresse vereinigten, Mächte, der eidgenössischen Tagsetzung durch ihre in Zürich residirende Minister zwey Originalacten haben aufstellen lassen, welche von dem Congresse, in der Sitzung von 29. März 1815, genehmigt, und unterzeichnet worden sind; wovon der erste, betitelt Protocoll, einige Theile des savoyischen Gebiets, die Se. Maj. der König von Sardinien, an die Verfügung der hohen verbündeten Mächte gestellt hat, dem Canton Genf einverleibt; der zweyte, als Anhang zum ersten, einerseits die Bestimmung enthält, die Provinzen Chablais und Faucigny und das, nordwärts von Ugine gelegene, Sr. Königl. sardinischen Maj. zugehörige Gebiet, an der, von sämmtlichen Mächten gewährleisteten, Neutralität der Schweiz, dergestalt Theil nehmen zu lassen, daß jedesmal, wenn die benachbarten Mächte sich in offenbarem oder nahe bevorstehendem Kriegszustand befinden, die Königl. sardinischen Truppen sich aus gedachten Provinzen zurückziehen, und ihren Weg nöthigenfalls durch das Wallis nehmen können, und daß keine andere bewaffnete Truppen, von welcher Macht es sey, weder Durchmarsch noch Aufenthalt dafelbst nehmen sollen, diejenigen Truppen allein ausgenommen, welche die schweizerische Eidgenossenschaft dahin zu verlegen für gut finden wird; anderseits den Antrag, denen aus den Staaten Sr. Königl. sardinischen Maj. und aus den Freyhafen von Genua kommenden, Waaren, für diejenigen Waaren, zu bewilligen, welche als Transitogut, durch den zwischen beiden Cantonen gelegenen Theil des Chablais, passieren würden; —

So beschließt die Tagfatzung, in Folge der Zustimmung der Regierungen der Republiken Wallis und Genf, zu den, in obbenannten Acten festgesetzten, Bedingungen, und Kraft erhaltener Vollmacht der eidgenössischen Stände, welche, in gedachten Verfügungen des Congresses, nur Beweise des Wohlwollens der hohen Mächte gegen die Schweiz erkennen, sich dahin zu erklären:

1. Der Act des Wiener Congresses, vom 29. März 1815, betitelt: Protocoll, wird von der schweizerischen Eidsgenossenschaft, mit Dank angenommen, und das darin bezeichnete Gebiet, als Bestandtheil des Cantons Genfs, unter die, im ersten Artikel des Bundesvertrags ausgesprochene, eidgenössischen Gewährleistung gestellt.

2. In Rücksicht auf die, von sämmtlichen Mächten, durch den zweyten Act, oder Anhang zum obbenannten Protocoll, ebenfalls von 29. März zugesicherte immerwährende Neutralität, der Provinzen Chablais und Faucigny, wird die Schweiz, im eintretenden Fall, und wenn die Nothwendigkeit es erfordert, den Durchpaß für den Rückzug der Königl. sardinischen Truppen, aus diesen Provinzen, gestatten; und wenn ferner die Eidsgenossenschaft (so wie der Congressact) sie hierzu befähigt, es demzumal für angemessen erachten sollte, selber Truppen dahin zu verlegen, auf solche Art und Weise, und unter den Bedingungen, welche durch besondere Vorkommnisse festzusetzen wären; so verspricht sie ebenfalls: daß diese momentane militärische Besatzung, für die, im Namen Sr. Königl. sardinischen Maj. in gedachten Provinzen eingeführte Verwaltung ganz ohne Präjudiz seyn solle.

3. Die Schweiz bewilligt die, durch den zweyten Artikel des nämlichen Actes vorbehaltene, Befreyung von Transitogebühren, für diejenigen Waaren, welche aus den Staaten Sr. Maj. des Königs von Sardinien kommend, auf der Simplonstrasse, durch das Wallis und den Canton Genf gehen; mit dem ausdrücklichen Vorbehalte jedoch: daß, unter dieser Benennung, die Strassen-Brücken- und Barrierengelder nicht verstanden werden, und daß für die weitem, auf diesen Gegenstand Bezug habenden, Anordnungen besondere Con-

1815 Conventions, zwischen Sr. Königl. Maj. und den betreffenden Cantonen, Statt finden sollen.

4. Gegenwärtige Beytrittsurkunde, zu den Verhandlungen des Congresses, vom 29. März 1815, sollen, in der Schweiz residirenden, Ministern der erlauchten verbündeten Höfe, zugestellt werden.

Urkundlich dessen ist Gegenwärtiges unterzeichnet und beiegelt worden, zu Zürich, am 12. August 1815.

Namens der Tagsatzung der Eidgenossenschaft.

Der Bürgermeister des Cantons Zürich, Präsident der Tagsatzung

VON WYSS.

Der Canzler der Eidgenossenschaft.

MOUSSON.

5.

20 Nov. *Déclaration *) des Puissances signée a Paris le vingt Novembre 1815 et portant reconnaissance et garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire.*

(Vienne, de l'Imprimerie Impériale et Royale de cour et d'état.)

L'accession de la Suisse à la déclaration donnée à Vienne, le vingt Mars Mil huit cent quinze, par les Puissances signataires du traité de Paris, ayant été dûment notifiée aux Ministres des Cours Impériales et Royales, par l'acte de la Diète helvétique du vingt sept Mai suivant, rien ne s'opposait à ce que l'acte de la reconnaissance et de la garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse dans ses nouvelles frontières fût fait conformément à la déclaration susdite. Mais les Puissances

*) Cette déclaration a déjà été donnée plus haut S. VI. 740, mais sur une copie non officielle, et sans le procès verbal annexé à la présente.

Puissances ont jugé convenable de suspendre jusqu'à ce jour, la signature de cet acte, à cause des changemens que les événemens de la guerre, et les arrangements qui devaient en être la suite, pouvaient apporter aux limites de la Suisse, et des modifications qui pouvaient aussi en résulter dans les dispositions relatives au territoire associé au bienfait de la neutralité du corps helvétique. 1815

Ces changemens se trouvant déterminés par les stipulations du traité de Paris de ce jour, les Puissances signataires de la déclaration de Vienne du vingt Mars font, par le présent acte, une reconnaissance formelle et authentique de la neutralité perpétuelle de la Suisse, et elles lui garantissent l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire dans ses nouvelles limites, telles qu'elles sont fixées, tant par l'acte du Congrès de Vienne, que par le traité de Paris de ce jour, et telles qu'elles le seront ultérieurement, conformément à la disposition du protocole du trois Novembre ci-joint en extrait, qui stipule en faveur du corps helvétique un nouvel accroissement de territoire à prendre sur la Savoie, pour arrondir et défenclover le canton de Genève.

Les Puissances reconnaissent et garantissent également la neutralité des parties de la Savoie désignées par l'acte du Congrès de Vienne du vingt Mai Mil huit cent quinze, et par le traité de Paris de ce jour, comme devant jouir de la neutralité de la Suisse, de la même manière que si elles appartenaient à celle-ci.

Les Puissances signataires de la déclaration du vingt Mars reconnaissent authentiquement, par le présent acte, que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse, et son indépendance de toute influence étrangère sont dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe entière.

Elles déclarent qu'aucune induction défavorable aux droits de la Suisse, relativement à sa neutralité, et à l'inviolabilité de son territoire, ne peut ni ne doit être tirée des événemens qui ont amené le passage des troupes alliées sur une partie du sol helvétique. Ce passage, librement consenti par les cantons, dans la convention du vingt Mai, a été le résultat nécessaire de l'adhésion franche de la Suisse aux principes manifestés

1815 *scellées par les Puissances signataires du traité d'alliance du vingt cinq Mars.*

Les Puissances se plaisent à reconnaître que la conduite de la Suisse dans cette circonstance d'épreuve, a montré qu'Elle l'avait faire de grands sacrifices au bien général et au soutien d'une cause que toutes les Puissances de l'Europe ont défendue; et qu'enfin la Suisse était digne d'obtenir les avantages qui lui sont assurés, soit par les dispositions du Congrès de Vienne, soit par le traité de Paris de ce jour, soit par le présent acte auquel toutes les Puissances de l'Europe sont invitées à accéder.

En foi de quoi la présente déclaration a été faite et signée à Paris le vingt Novembre de l'an de Grace Mil huit cent quinze.

Suivent les signatures dans l'ordre alphabétique des Cours:

<i>Autriche</i>	{ <i>METTERNICH.</i> <i>WESSENBURG.</i>
<i>France</i>	{ <i>RICHIEU.</i>
<i>Grande-Bretagne</i>	{ <i>CASTLEREAGH.</i> <i>WELLINGTON.</i>
<i>Portugal</i>	{ <i>Le Comte DE PALMELLA.</i> <i>B. JOAQUIM LOBO DA SILVEIRA.</i>
<i>Prusse</i>	{ <i>Le Prince DE HARDENBERG.</i> <i>Le Baron DE HUMBOEDT.</i>
<i>Russie</i>	{ <i>Le Prince DE RASOUMOFFSKY.</i> <i>Le Comte CAPO D'ISTRIA.</i>

*Extrait du Protocole des Plenipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de 1815
Russie, en date du trois Novembre Mil huit
cent quinze.*

La neutralité de la Suisse sera étendue au territoire qui se trouve au Nord d'une ligne à tirer depuis Ugine, y compris cette ville, au Midi du lac d'Annecy et de là au lac de Bourget jusqu'au Rhône, de la même manière qu'elle a été étendue aux provinces de Chablais et de Faucigny par l'article quatre vingt douze de l'acte final du Congrès de Vienne.

Pour faire participer Sa Majesté le Roi de Sardaigne dans une juste proportion aux avantages qui résultent des arrangemens présens avec la France, il est convenu que la partie de la Savoie qui était restée à la France en vertu du traité de Paris du trente Mai Mil huit cent quatorze sera réunie aux états de ladite Majesté à l'exception de la commune de St. Julien qui sera remise au canton de Genève.

Les cabinets des Cours réunies emploieront leurs bons offices pour disposer Sa Majesté Sarde à céder au canton de Genève les communes des Chesne, Thonex et quelques autres nécessaires pour désenclaver le territoire Suisse de Jussy contre la rétrocession de la part du canton de Genève, du territoire situé entre la route d'Evron et le lac, qui avait été cédé par Sa Majesté Sarde dans l'acte du 29 Mars 1815.

Le Gouvernement français ayant consenti à reculer les lignes de Douanes des frontières de la Suisse du côté du Jura, les cabinets des Cours réunies emploieront leurs bons offices pour engager Sa Majesté Sarde à les faire reculer également du côté de la Savoie au moins au delà d'une lieue de la frontière Suisse et en dehors des Voirons de Salève et des Monts de Sion et de Wuache.

1815

6.

23 Nov.

*Actes de réunion de l'ancien évêché de Bâle
aux Cantons de Berne et de Bâle 1815, 1816.*

(Die Zeiten von Voss. B. 52. p. 145 - 160.)

a.

*Vereinigungsurkunde des ehemaligen Bisthums
Basel mit dem Canton Bern.*

In Folge der am 20ten März 1815 unterzeichneten Erklärung des Congresses zu Wien, durch welche die daselbst zur Vervollständigung des Friedenstractats von Paris, vom 30ten May 1814, versammelten hohen verbündeten Mächte festgesetzt haben: daß die Länder, die das Bisthum Basel, nebst der Stadt und dem Territorium von Biel, bildeten, mit alleiniger Ausnahme eines, dem Canton Basel einverleibten Bezirks und eines kleinen Stückes eingeschlossenen Landes, das mit voller Landeshoheit dem Fürstenthum Neuenburg übergeben ward, in Zukunft einen Bestandtheil des Cantons Bern ausmachen sollen, mit der fernerer Verfügung: daß die betreffenden Vereinigungsurkunden, den in genannter Erklärung bestimmten Grundsätzen gemäß, durch Commissionen errichtet werden sollen, die aus einer gleichen Anzahl von Abgeordneten beider interessirten Theile gebildet seyen, da denn diejenigen für das Bisthum Basel, durch den Directorialcanton aus den angesehensten Bürgern des Landes ernannt werden sollen.

Vermöge der Beytrittsacte der Tagfatzung der schweizerischen Eidgenossenschaft zu Zürich vom 27ten May 1815, auf welchem die wirkliche Uebergabe des Bisthums Basel, durch das Generalgouvernement der hohen verbündeten Mächte, in die Hände der schweizerischen Eidgenossenschaft Statt fand, haben einerseits die hochwohlgebohrnen gnädigen Herren, Schultheiß und kleiner Rath der Stadt und Republik Bern, dazu mit Vollmachten des souveränen Rathes versehen, zu Commissarien für den Canton Bern ernannt, die Herren

ren Abraham Friedrich von Mutach Staatsrath und Canzler der Academie; David Rudolph von Fellenberg, Staatsrath, Präsident des obersten Ehegerichtes, Karl Rudolph von Kirchberger von Roll, gewesener Staatsrath, Oberamtmann zu Interlaken; Emanuel Ludwig von Ougspurger des souverainen Rathes, und gewesener Oberamtmann zu Nydau; Karl Ludwig von Haller, des souveränen Rathes und Professor der Staatswissenschaften; Albrecht Friedrich von May, von Schadau, des souverainen Rathes, Lehenscommissarius.

Anderseits hat der Directorialcanton Zürich zu Deputirten für das Bisthum Basel ernannt: die Herren Urfan Joseph Conrad Freyherrn von Billieux, Stadthalter des Generalcommissariats der Eidsgenossenschaft im Bisthum Basel, gewesener Stabsofficier in den Gardes Sr. allerheiligsten Maj. von Frankreich; Peter Joseph Gerlach Arnoux, Meier der Stadt Pruntrut und Rath am Gerichte dieser Stadt; Anton von Grandvillers, Meier der Stadt Dölsberg, Schweizerischer Obristlieutenant, Ritter des Militärordens des heiligen Ludewigs; Jakob Gobat, gewesener Meier Notar zu Crémone, Friedensrichter und Präsident des erstinstanzlichen Gerichts des Districts Münsterthal; Johann Heinrich Belreichard, Meier und Notar zu Courtlary, gewesener Hauptmann in Königl. Preussischen Diensten; Jakob Georg Chifeln, Präsident des Rathes der Stadt Nünenstadt; Friedrich Heilmann, von Biel, Mitglied der vom grossen und kleinen Rathe dieser Stadt ernannten Regierungskommission.

Nachdem nun dieselben sich, am 3ten November 1815 in Biel versammelt haben, um die Vereinigungsurkunde, zwischen dem Cantone Bern und dem Bisthume Basel abzuschliessen, so sind sie von gleicher Gesinnung belebt, die Vereinigung beider Länder, in ein gemeinsames Vaterland auf feste Grundlagen zu stützen, und zur wechselseitigen Zufriedenheit zu bewerkstelligen, in weitere Entwicklung der, in der Erklärung des Wiener Congresses bestimmten Grundsätze, unter Vorbehalt der Ratification, über folgende Artikel übereingekommen:

ART. I. Die römisch-katholische Religion wird gewährleistet, und in ihrem jetzigen Zustande gehandhabt, und in allen Gemeinden des Bisthums Basel, Religion catholique.

1815 wo sie gegenwärtig besteht, als öffentlicher Gottesdienst frey ausgeübt werden. Der Diöcesanbischof und die Pfarrer werden ungestört ihrer ganzen geistlichen Gerichtsbarkeit, nach den allgemein angenommenen staatsrechtlichen Verhältnissen zwischen der geistlichen und weltlichen Macht genießen; sie werden ebenfalls ohne Hindernisse ihre Amtsverrichtungen erfüllen; namentlich der Bischof seine bischöflichen Visitationen und alle Katholiken ihre Religionshandlungen. Doch sollen die Acten der geistlichen Gerichtsbarkeit dem Gutheissen der Regierung, nach darüber festzusetzenden Formen unterworfen seyn.

Es wird eine Officialität im katholischen Theile des Bisthums seyn; deren Attribute die nämlichen seyn werden, wie in den übrigen katholischen Cantonen der Diöcese von Basel. Die Grundsätze und die Verrichtungen dieser Officialität werden in der Folge durch Uebereinkunft zwischen der bischöflichen Behörde und der Regierung von Bern bestimmt werden.

Evêché. ART. II. Auf den Fall, daß durch künftige Verfügungen ein Bisthum Basel beibehalten würde, verpflichtet sich der Canton Bern, im Verhältniße der übrigen Länder, die in Zukunft unter der geistlichen Verwaltung des Bischofs stehen werden, zu den für die Erhaltung dieses Prälaten, seines Kapitels und seines Seminariums, nöthige Summen beyzutragen.

Etablissemens religieux. ART. III. Die Anstalten für den Religionsunterricht sollen fortbestehen, unterhalten und verwaltet werden; auf die nämliche Weise, wie es bis dahin geschehen; namentlich die Pfarrschulen und die Collegien zu Pruntrut und Delsberg. Die ihnen zugehörigen, nicht verkauften Liegenschaften, und die, noch vorhandenen Capitalien werden ihnen zurückgegeben werden.

Fonds de fabrique. ART. IV. Die Regierung von Bern sichert den katholischen Gemeinden das Eigenthum und die Verwaltung ihrer noch existirenden Kirchengüter (Fonds de fabrique) zu, die sie entweder bereits besitzen oder wieder erhalten könnten. Ihr Ertrag soll zu den Ausgaben für den Gottesdienst, so wie zur Erbauung, zum Unterhalt und zur Verzierung der Tempel verwendet werden. Die Verschenkungen und Vergabungen, zu Gunsten derselben wird man anerkennen und respectiren.

ART.

ART. V. Die Kirchspiele, von denen der Regierung von Bern ein genaues Verzeichniß wird zugestellt werden, sollen ihren gegenwärtigen Umfang behalten, und ohne Zustimmung der bischöflichen Behörde, darin keine Veränderung vorgenommen werden können. Auch sollen zu ihrer Beforgung eben so viele Pfarrer angestellt werden, als es Kirchspiele gibt.

1815

Paroisses.

ART. VI. In den Gemeinden, welche die gedachte Kirchhöfen bilden, sollen sich die Lehrer und Professoren der öffentlichen Schulen zu der katholischen Religion bekennen. Die Pfarrer werden durch den Bischof ernannt, und der Regierung vorgestellt, welche sie in den Besitz ihres weltlichen Beneficiums setzen wird. Sie sollen auch aus den, im Canton verbürgerten Geistlichen genommen werden; es sey denn, daß keine hinreichende Anzahl von Priestern, welche die Eigenschaft besitzen, vorhanden wäre.

Ecolés
laïques.

ART. VII. Da die Regierung von Bern gesinnt ist, das Schicksal der katholischen Pfarrer zu verbessern; so erklärt sie: daß von den drei ersten Monaten, nach der Uebergabe des Landes angerechnet, das von der Regierung zu beziehende Gehalt der genannten Pfarrer, auf das Minimum von achthundert, und auf das Maximum von zwölfhundert französischen Franken bestimmt werden wird, je nach der Wichtigkeit der Pfarreyen, oder nach der Schwierigkeit ihrer Beforgung und ohne Inbegriff der Zulage, die den Cantonalpfarrern zukommt. Vermittelt dessen sollen die Kirchgemeinden von den Beschwerden befreyt seyn, denen sie in dieser Rücksicht unter der französischen Verfassung unterworfen waren. Hingegen werden sie ihren Pfarrern ein Pfarrhaus, einen Garten und das nöthige Holz zur Feuerung liefern. Die Unterhaltung der Pfarrhäuser wird noch ferner den Gemeinden obliegen, die bisher dazu verbunden waren. Die Regierung verpflichtet sich aber, denjenigen, deren Mittel als unzureichend erfunden würden, zu Hülfe zu kommen. Allfällige Vergabungen und Schenkungen, um die Pfarren auf neue auszusteuern, werden anerkannt und respectirt werden; doch unter der Oberaufsicht der Regierung.

Amélioration
des Cures.

ART. VIII. Wenn aus Mangel einer hinreichenden Anzahl von Priestern, ein Pfarrer genöthigt wäre,

Deux
cures.

Nouveau Recueil T. IV.

N

zwei

1815 zwei Pfarren zu besorgen; so wird er, ausser dem Gehalte, welches er genießt, noch die Hälfte desjenigen beziehen, das der erledigten Pfarre beygelegt ist.

Pension
de l'évê-
que de
Bâle.

ART. IX. Der Canton Bern verpflichtet sich förmlich: dem ehemaligen Fürstbische von Basel, von dem Zeitpuncte der Vereinigung des Bisthums, mit dem Canton Bern anzunehmen, seinen verhältnismässigen Beytrag zur Summe der zwölfstaufend Reichsgulden zu bezahlen; welche durch die Erklärung des Wiener Congresses, als Vermehrung der lebenslänglichen Pension des genannten Fürstbischof, so wie zum Unterhalt der Domherren des ehemaligen Stifte von Basel bestimmt worden sind.

Refor-
més.

ART. X. In den Bezirken des Bisthums Basel, die sich zur reformirten Religion bekennen, wird die Geistlichkeit unter den gleichen Gesetzen, wie diejenige des Cantons Bern stehen. Die Pfarrer werden nach einem Progresssystem, welches dem, für die Pfarrer des Cantons Bern eingeführten, ähnlich ist, besoldet werden, daß sowohl für den Betrag der Besoldung, als in Rücksicht des Ranges und der Beförderung zur Richtschnur dienen wird. Diese Verbesserung der Pfarrbesoldungen, soll drei Monath nach der Uebergabe des Bisthums an den Canton Bern ihren Anfang nehmen. Von diesem nämlichen Zeitpunct an, werden die Supplementarbesoldungen, welche die Pfarrer von ihren Gemeinden, als Gegenwerth der, zum Vortheile der letztern veräußerten Kirchengüter beziehen, für Rechnung des Kirchenfonds in die Staatscasse fließen; es sey denn, daß die genannten Gemeinden dem Staate die gedachten veräußerten Kirchengüter restituirten.

Die reformirten Pfarrer des Bisthums, werden unter dem Präsidium eines Decans, eine besondere Classe bilden.

Curés
refor-
més.

ART. XI. Die Pfarrer im reformirten Theile werden auf gleiche Weise, wie im Canton Bern, durch die Regierung, auf den Vorschlag des Kirchenraths und nach Vorschrift der Gesetze ernannt werden.

Educa-
tion
à. refor-
més.

ART. XII. Die Regierung von Bern wird auf Mittel bedacht seyn, die Studien der jüngern Geistlichen des Bisthums Basel, die sich zur reformirten Religion bekennen, zu erleichtern, und diejenigen, die ihre

Stu-

Studien in Bern machen; werden gleich den Geistlichen des Cantons, an den durch die Regierung errichteten, Alumnaten und andern academischen Beneficien Theil haben.

1815

ART. XIII. Die gegenwärtig existirenden Wiedertäufer und ihre Nachkommen, werden des Schutzes der Gesetze genießen, und ihr Cultus wird geduldet werden, unter dem Vorbehalte: daß sie zur Regelmäßigkeit der bürgerlichen Ordnung innerhalb einer, von der Regierung zu bestimmenden Zeit ihre Ehen und die Geburt ihrer Kinder, in die öffentlichen Rödel einschreiben lassen; daß ihre Handgelübde, in Rücksicht der gesetzlichen Kraft, die Stelle des Eides vertreten, und im Fall von Widerhandlung den nämlichen Folgen unterworfen seyn soll, und endlich, daß sie zwar, gleich den übrigen Cantonsangehörigen, zum Dienste der Auszuger und der Landwehr verpflichtet seyn sollen, hingegen aber sich, nach darüber bestehenden Landesordnungen, ersetzen lassen können.

Anabaptistes.

ART. XIV. Die Aufhebung der französischen Gesetzgebung in denjenigen Theilen des Bisthums, wo sie noch besteht, wird als Grundsatz angenommen; der Zeitpunkt dieser Aufhebung wird aber durch die Regierung bestimmt werden. Die während der Dauer dieser Gesetzgebung nach ihren Vorschriften geschlossenen Transactionen sollen rechtskräftig verbleiben. Es wird durch die Regierung eine Commission von Rechtsgelehrten ernannt werden, um eine, auf die Rechte und Gewohnheiten des Landes, und auf die Bernerischen Gesetze als Subsidiarrechte gegründete Sammlung von Verordnungen zu veranstalten; die dem souveränen Rathe zur Genehmigung vorgelegt werden soll.

Lois françaises abolies.

ART. XV. Der französische Criminalcodex und derjenige über den Criminalproceß werden vom Tage der Uebergabe des Landes an den Canton Bern an, abgeschafft. Man wird an ihrer Stelle die Criminalproceßform und den Criminalcodex einführen, die bey den Gerichten von Bern in Uebung sind.

Code criminel

ART. XVI. Das Bisthum Basel wird in Oberämter eingetheilt werden; deren Anzahl, Umfang und Amtsitze durch die Regierung bestimmt werden. Jeder Amtsbezirk soll seine Local- und untergeordneten Behörden haben, wie die des Cantons Bern, und nach

Division des évêché en bailliages.

1815 den durch die Verordnung vom 20ten Juny 1803 aufgestellten Grundsätzen.

Droit
de bour-
goisie.

ART. XVII. Da die Ausübung der politischen Rechte durch die Bürgerrechte bedingt ist; so werden die letztern hergestellt. Die Befugniß, zur Aufnahme in dieselben, und die Bestimmung der daherigen Bedingungen, wird den Städten und Gemeinden zugesichert; auf gleiche Weise, wie solches im Canton Bern besteht. Doch behält sich die Regierung vor, über die bürgerliche Existenz derjenigen Fremden zu verfügen, die unter der französischen Verfassung, Eigenthum erworben haben.

Municipal-
alités.

ART. XVIII. In Uebereinstimmung mit der Erklärung des souveränen Rathes, vom 1sten Sept. 1815, können die Städte und Gemeinden des Bisthums ihre ehemaligen Municipal- oder Gemeinverfassungen wieder herstellen, und auch die in ihren Rathen erledigten Stellen ergänzen oder neu besetzen. Sie sollen ihre ehemaligen Rechte, Freyheiten und Gewohnheiten genießen, in so fern dieselben mit den allgemeinen Einrichtungen des Cantons verträglich sind. Das Eigenthum und die Verwaltung ihres unbeweglichen Vermögens, ihrer Einkünfte und Localanstalten, wird ihnen zugesichert; jedoch unter der conservatorischen Obergaußicht der Regierung.

Egalité
dedroits
avec
Berne.

ART. XIX. Die Einwohner des Bisthums Basel sollen ohne Unterschied der Religion, der gleichen politischen Rechte theilhaftig seyn, deren die Einwohner des Cantons Bern gegenwärtig genießen, oder in Zukunft genießen mögen. Sie sollen in dem festgesetzten Verhältnisse an den Stellen im souveränen Rath und andern Theil haben, so wie die Verfassung des Cantons, und namentlich die urkundliche Erklärung des souveränen Rathes, vom 21ten Sept. 1815, es mit sich bringt, welche anmit auch für die Einwohner des Bisthums geltend erklärt wird. Diejenigen der letztern, die sowohl in dem Bernschen als in dem Baselschen Antheile des Bisthums, Bürgerrechte besitzen, sollen ihre politischen Rechte nur an dem Orte ihres gewöhnlichen Aufenthalts ausüben können.

Bienne.

ART. XX. Die künftigen Verhältnisse zwischen dem Stande Bern und der Stadt Biel, sind in Folge des
Ar-

Artikels IV. §. 1. der Erklärung des Wiener Congresses 1815
festgesetzt und bestimmt worden, wie folgt:

1. die Stadt Biel, und die drei Dorfschaften Bözingen, Läubringen und Vingels, sollen zusammen nur eine Pfarrgemeinde ausmachen.

2. Die Stadt Biel wird wieder in alle ihre Municipalrechte eingesetzt; in sofern sie auf die Herstellung ihrer eigenen Magistratur, auf das Eigenthum und die Verwaltung ihres beweglichen und unbeweglichen Vermögens, ihrer Stiftungen, Spitäler und Schulden Bezug haben. Streitigkeiten, die sich in Betreff der Ausübung dieser Municipalrechte, zwischen der Stadtregierung und den Bürgern erheben könnten, sollen, durch den kleinen Rath von Bern entschieden werden.

3. In Sachen der administrativen und correctionellen Polizei wird die Stadt Biel die Attributionen der ersten Instanz haben, und unmittelbar unter der obersten Instanz stehen.

4. Für Civilsachen soll in der Stadt Biel ein besonderes erstinstanzliches Gericht eingeführt werden, unter dem Voritze desjenigen der benachbarten Oberamtänner, den die Regierung dafür bestimmen wird. Es soll aus vier Beyitzern bestehen, die von der Regierung bezahlt, und aus den Einwohnern der Stadt Biel und ihrer Kirchengemeinde gewählt werden. Der Oberamtann wird aus denjenigen Beyitzern, die zugleich Mitglieder des Staataraths sind, einen Stadthalter ernennen, vor welchem die Processe instruit werden sollen, und dem überdiß alle Verrichtungen eines Friedensrichters in seinem Gerichtsbezirke, welcher die Pfarrgemeinde ist, zukommen. Die Verrichtungen und die Competenz des Gerichts sollen die nämlichen, wie die eines Amtsgerichts seyn; die Competenz des Friedensrichters ist die der Oberamtänner, in Civilsachen.

5. Für das Criminalwesen, stehen die Einwohner der Stadt Biel unter dem Oberamte, dem ihr Bezirk beygegeben wird.

6. Die Stadt Biel wird, für ihre Kirchengemeinde, ein Chorgericht haben, das von dem obersten Ehegericht, in Bern, abhängig ist; und dessen Attribute die nämlichen seyn sollen, wie die, der erstinstanzlichen Chorgerichte.

1815 7. Die Verwaltung der Waisensachen gehört vor dem Rath der Stadt Biel; Streitigkeiten darüber werden vor ihr Civilgericht gebracht.

8. In Rücksicht ihrer Verhältnisse zur Regierung, soll die Stadt Biel unmittelbar vom kleinen Rath in Bern abhängig seyn; und es wird ihr das Vorrecht ertheilt, unmittelbar und ohne Dazwischenkunft einer andern Behörde, mit demselben zu correspondiren.

9. Die Stadtsatzung von Biel wird, als Gesetzbuch, für diese Stadt und ihre Pfargemeinde, gehandhabt. Als Subsidiarrecht werden die Bernischen Gesetze gelten.

10. Die Regierung von Bern bestätigt der Stadt Biel ihr Ohmgeldrecht, ihren Zoll, und das Recht zu Beziehung eines Hinterlassgeldes, in deren Besitze sie sich befindet, und verpflichtet sich, dieselbe für den Salzhandel zu entschädigen, welcher der Regierung angehören soll. Indessen werden die dortigen Salzhöfen Bürgern von Biel gegeben werden.

11. In allen, hier nicht bestimmten, Fällen, wird die Stadt Biel, die, im Canton Bern bestehenden, Gesetze und Verordnungen befolgen.

12. Weil die Eintheilung des Bisthums Basel in Amtsbezirke, noch nicht festgesetzt ist; so behält sich die Regierung die Befugniß vor, in Betreff des Civilgerichts, Modificationen anzuordnen, im Fall die Stadt Biel der Hauptort eines Amtsbezirks werden sollte. Doch sollen, durch diese Modificationen, in keinem Falle, die Bürger von Biel, in Civilsachen, von einem erstinstanzlichen Richter abhängig gemacht werden können, der sich außerhalb ihrer Stadt befindet.

Bien
natio-
naux
siefs.

ART. XXI. Der Verkauf der Nationalgüter wird gehandhabt, und die Lehengefälle und Zehnten sollen nicht wieder hergestellt werden.

Pro-
visions der
commu-
nes de
Bâle.

ART. XXII. Die Städte und Gemeinden, des Bisthums Basel, sollen dem Staate keine andern Leistungen zu machen haben, als diejenigen, denen die übrigen Städte und Gemeinden, des Cantons Bern, unterworfen sind; oder die sich auf Titel und Verpflichtungen gründen, welche, schon vor der französischen Herrschaft, bestanden. Alle übrigen sollen abgeschafft werden.

ART.

ART. XXIII. Die Grundsteuer, welche, als Ersatz der Zehnten und Domanialeinkünfte, des ehemaligen Fürst-Bischofs, eingeführt ward, soll beybehalten werden; doch wird man sie erst, nach einer vorzunehmenden Berichtigung, definitiv festsetzen. Die Regierung behält sich die Befugniss vor, dasjenige, was sie allfällig zu wenig abwerfen möchte, durch eine andere Abgabe, zu vervollständigen; übrigens erklärt sie: das das Bisthum, im Ganzen, nicht ein mehreres, zu den allgemeinen Verwaltungskosten des Staats, beyzutragen haben wird, als, nach einem billigen Verhältnisse, gegen den alten Canton.

1815
Contribution
foncière

Die, unter französischer Herrschaft eingeführten, indirecten Abgaben sollen abgeschafft, und, durch die Regalien und diejenigen indirecten Abgaben, ersetzt werden, die im Canton Bern bestehen, oder in Zukunft eingeführt werden könnten. Die Abschaffung der erstern, und die Einführung der letztern, soll von dem Zeitpuncte Statt haben, da die Bernische Finanzverwaltung, im Bisthum eingeführt seyn wird; und dieses soll, im Laufe des Jahres 1816, geschehen.

ART. XXIV. Die Gebäude, Domanialwaldungen, rückständigen Zahlungen und anderes Eigenthum, der vorhergehenden Regierungen, das noch im Bisthum Basel vorhanden seyn könnte, wird, zu Händen der Regierung von Bern vorbehalten.

Proprietés
de
l'ancien
gouvernement.

ART. XXV. Die Einwohner des Bisthums sollen die Freyheit haben, in Civil- oder Militärdienste fremder Mächte zu treten, mit ihrem Vermögen aus dem Cantone zu ziehen, und wieder, nach freyem Willen, in denselben zurückzukommen. Alles, nach den, im Cantone Bern bestehenden, Gesetzen und Uebungen.

Liberté
d'émigrer
et
d'entrer
au
service
vice.

Da nun die, hier oben stehenden, Artikel, mit den Verfügungen übereinstimmen, die, durch den Wiener Reces, als Richtschnur, für die, zwischen der Regierung von Bern und dem Bisthume Basel, einzuführenden Verhältnisse festgesetzt worden sind, und die beiderseitigen Commissarien ihren Auftrag erfüllt zu haben glauben; so haben sie die gegenwärtige, in zwey Doppeln ausgefertigte, Vereinigungsurkunde unterschrieben.

Also

1815 Also geschehen und abgeschlossen, in Biel, am vierzehnten Wintermonat des Jahres ein tausend acht hundert und funfzehn. 1815.

Signé: ABRAHAM FRÉDÉRIC DE MUTACH.
DAVID RODOLPHE DE FELLEMBERG.
CHARLES RODOLPHE DE KIRCHBER-
GER DE ROLLE.
AMÉDE DE JENNER.
EMANUEL LOUIS D'OUGSPURGER.
CHARLES LOUIS DE HALLER.
ALBERT FRÉDÉRIC DE MAY.

Ratifica-
tion.

Wir Schultheiss, klein und grosse Rätbe der Stadt und Republik Bern, thun kund hiermit: demnach uns, auf dem heutigen Tage, die vorstehende, zwischen unsern Commissarien, und den, von dem Directorialcantone Zürich, für das Bisthum Basel, ernannten Deputirten, in Biel, am 14. November 1815, unter Vorbehalt unserer Ratification, abgeschlossene Vereinigungsurkunde, des ehemaligen Bisthums Basel mit dem Canton Bern, vorgelegt worden, und wird darauf hin, nach einer reifen Berathung, dieselbe unsern Gefinnungen entsprechend gefunden;

So haben wir gedachte Vereinigungsurkunde, in ihrem ganzen Inhalt, angenommen und gut geheissen; wie wir denn dieselbe anmit, in bester und kräftigster Form, genehmigen, ratificiren und erklären, dass solche, in allen ihren Theilen, treu gehandhabt und erfüllt werden soll.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtige Ratification mit unserm Standesinsiegel verwahrt, und sowohl von unserm, fürgeliebten Ehrenhaupte, dem Herrn Amtschultheissen, als von unserm geliebten Staatskanzler unterzeichnet worden.

Gegeben, in unserer grossen Rathsverammlung, den drey und zwanzigsten November des Jahrs ein tausend achthundert und funfzehn. 1815.

(L. S.)

Der Amtschultheiss
R. VON WATTEMOYL.

Der Staatskanzler
THORMANN.

b.

b.

Acte de réunion du district de Birseck au Canton 1815
de Bâle, signé le 7 Novembre et ratifié le 7 Nov.
6 Decb.
6 Déc. 1815.

(Die Zeiten von Voss. B. 52. p. 160 — 165.)

*Vereinigungsurkunde des Bezirks Birseck, mit dem
Canton Basel.*

Demnach die, auf dem Congresse zu Wien versammelt gewesen, hohen Mächte, durch Höchstderfelben Erklärung vom 20. März 1815, geruhet haben, zu bestimmen: das ein, in derselben bezeichneter Theil, des ehemaligen Bisthums Basel einverleibt, und das die Vereinigungsurkunde, in Gemätsheit der, in gedachter Erklärung ausgesprochenen Grundsätze, durch gegenseitige Commissarien, errichtet werden solle; als haben sie von Seiten der Regierung des hohen Standes Basel, zu dem Ende, ernannten Herrn Deputirten, als:

M. H. Herr, Staatsrath und Oberst Stehlin; Appellationsrath Baroche; Bezirksstatthalter Gysendörffer; in gemeinschaftlicher Verbindung, mit den, nach Anleitung der Congreßerklärung, von dem hohen Vorort Zürich, aus den angesehensten Bürgern, der zu vereinigenden Gemeinden; erwählten Commissarien, nämlich:

Herr Jakob Hölschy, Meier in Arlesheim; Joseph Hofmeyer, Alt-Friedensrichter zu Pfeffingen; Peter Hügin, gewesener Meier in Oberweiler; nach gepflogener sorgfältiger Berathung, in getreuer Anwendung der, in dem Congreßentscheid enthaltenen, Stipulationen, über die künftigen Verhältnisse dieses Landestheils, und in erforderlicher Berücksichtigung der Cantonalverfassung, folgende Vereinigungsurkunde mit voller Uebereinstimmung errichtet und abgeschlossen.

Die ehemals Fürst-Bischöflichen Baselschen Gemeinden Arlesheim, Reinach, Aesch, Pfeffingen, Ettingen, Terweiler, Oberweiler, Allschwiler und Schönenbuch, werden, in Kraft des dritten Artikels der Wie-

1815 Wiener Congressserklärung, vom 20. März d. J. unter nachstehenden Bestimmungen, dem Canton Basel einverleibt:

ART. I. Diese Gemeinden werden einen besondern Bezirk bilden; welcher der sechste des Cantons ist, und die Benennung: Bezirk Birseck führt. Sein Hauptort ist Arlesheim.

ART. II. Der Bezirk Birseck wird, nach einer, so viel als möglich, nach der Volkszahl berechneten, Eintheilung, in vier Wahlzünfte, abgetheilt; nämlich

Erste Zunft: Arlesheim und Steinach.

Zweyte Zunft: Aesch, Pfeffingen und Ettingen.

Dritte Zunft: Terweiler und Oberweiler.

Vierte Zunft: Allschwiler und Schönenbuch.

ART. III. Jede, dieser vier Wahlzünfte, gibt, nach Anleitung der Cantonalverfassung, aus ihrer Mitte, als Repräsentanten, ein unmittelbares Mitglied, in den grossen Rath. Für die, mittelbar von der höchsten Behörde selbst zu besetzenden, Stellen, im grossen Rathe, concurriren die bürgerlichen Einwohner dieses Bezirks, im Sinne und nach Vorschrift der Cantonsverfassung, mit den übrigen Bürgern der Landbezirke; so wie denselben auch der Genuß aller bürgerlichen und politischen Rechte, welche die Einwohner der alten Bestandtheile des Cantons Basel geniessen und werden geniessen können, zugesichert wird.

ART. IV. Der Bezirk Birseck erhält einen besondern Stadthalter, und einen Bezirkschreiber. Die Gemeindeverwaltungen werden auf die gleiche Art eingerichtet, wie in den übrigen Gemeinden des Cantons.

Für den Bezirk Birseck wird ein erstinstanzliches Civilgericht aufgestellt; dessen Mitglieder aus der Bürgerschaft dieses Bezirks, von der Regierung, zu erwählen sind; das Gesetz wird die Organisation derselben, des nähern, bestimmen. Von diesem Civilgerichte geht der Recurs, wie von den übrigen Gerichten des Cantons, an das Appellationsgericht.

ART. V. Die, im Jahr 1813 erneuerte Landesverordnung, so wie alle übrigen bestehenden Gesetze und Verordnungen des Cantons Basel, sollen auch im Bezirke Birseck eingeführt, und von dem, seiner Zeit zu bestimmenden und bekannt zu machenden Zeitpunkt an,

an, in demselben in Ausübung gebracht; auch in Zukunft alle, im Allgemeinen zu erlassenden Gesetze und Verfügungen, in diesem Landestheil, ebenfalls vollzogen werden. 1815

Die Bewohner dieses Bezirks sind auch, gleich den übrigen Bürgern des Cantons, der gesetzlichen Milizpflichtigkeit, und der bestehenden und künftig festzusetzenden Militärorganisation unterworfen.

ART. VI. Diesen, mit dem Canton Basel vereinigten Gemeinden des Bezirks Birseck, wird die freie Ausübung der römisch-katholischen Religion, gewährleistet.

Das Kirchen-, Schul- und Armenwesen steht unter der Aufsicht und Leitung der Regierung; reinkirchliche und religiöse Gegenstände bleiben, unter der Befugnis der respectiven bischöflichen Autorität, deren Verfügungen jedoch dem Visa der Regierung unterworfen sind.

Da, in dem Canton Basel, ein, aus dem Ertrag der Zehnten und ähnlichen Gefälle gebildeter, Fond, besteht, aus welchem die Ausgaben für das Kirchen-, Schul- und Armenwesen bestritten werden; in dem Bezirk Birseck aber die Zehnten abgeschafft sind, und nicht wieder hergestellt werden können; so sollen alle, für das Kirchen-, Schul- und Armenwesen dieses Bezirks, erforderlichen Gelder, aus der, daselbst eingeführten Grundsteuer, aus welcher zu diesem Behuf ein Fond gebildet wird, entnommen werden.

Alle, in diesem Bezirk noch vorhandenen, Güter, welche den Kirchen-, Schul und Armenstiftungen angehören, bleiben demselben zugesichert. Ueber die Art der Verwaltung dieser Fonds, und die dabey erforderliche Aufsicht und Leitung der Regierung, wird, durch ein besonderes Gesetz, verfügt werden.

Für eine verhältnismässige, und ihrem Stande angemessene, Verbesserung der Befoldung, der Kirchen- und Schullehrer, soll, von der Regierung, aus den hiezu gewidmeten Fonds, gesorgt werden.

ART. VII. Die Gemeinden des Bezirks Birseck sind, mit Ausnahme des Zehntens und aller von Feudalrechten herrührenden Gefällen (welche nicht hergestellt wer-

1815 werden sollen), allen, in dem Cantone Basel bestehenden oder noch zu bestimmenden, Abgaben und Lasten, wie die übrigen Cantonsgemeinden, unterworfen: bis solche aber eingeführt werden können, sollen die, dermalen bey ihnen bestehenden, Abgaben bezogen werden. Die Bodenzinse soll, den Gesetzen gemäß, entrichtet, oder losgekauft werden. Hingegen bleibt der Verkauf der Nationaldomänen, als gültig anerkannt.

Die, durch Einverleibung dieser Gemeinden, in Folge des Wiener Congressentscheides, dem Canton Basel zufallenden, Lasten, sollen ausschliesslich, von den Gemeinden des Bezirks Birseck, getragen werden; hingegen sollen dieselben, wegen der alten helvetischen Schuld, zu keinem Beytrag angehalten werden.

Dessen zur Bestätigung ist gegenwärtige, unter Vorbehalt der Ratification der höchsten Behörden des Cantons Basel abgeschlossene, Vereinigungsurkunde also ausgefertigt, und von den beiderseitigen Herrn Commissarien, nebst dem Staatschreiber des Standes Basels (welcher das daherige Conferenzprotocoll geführt hat), eigenhändig unterschrieben worden.

So geschehen in Basel, den 7ten November 1815.

Unterzeichnet:

HÖLSCHY.	(STEHLIN, des Raths.
HOFMEIER.	(E. BAROCHE, Appellationsrath.
P. HÜGIN.	(GYSENDÖRFFER, Bezirksstatthalter.
	T. BRAUN, Stadtschreiber.

Wir Bürgermeister, klein und grosse Räte, des Cantons Basel, urkunden hiermit: dass wir die, zwischen den gegenseitigen Commissarien, über die Vereinigung der, laut dem Wiener Congressentscheide, vom 10. März, d. J. dem Stand Basel, einverleibten Gemeinden, des ehemaligen Bisthums Basels, unterm 7. Wintermonat des laufenden Jahres errichtete, Vereinigungsurkunde, in allen Theilen ratificirt und genehmiget haben.

Dessen zu Gezeugniss haben wir gegenwärtige Ratificationsurkunde dem Originale beygesetzt; mit unserm grössem Standes - Inseigel, der Unterschrift unsers Amtsbür-

bürgermeisters, Ihro Weisheit, Herrn Johann Heinrich Wieland. F. U. D. und unsere fürgeliebten Staatschreibers verwahren lassen, 1815

Gegeben, in unserer grossen Rathsverammlung, den 6. December 1815.

(L. S.) Der Amtsbürgermeister,
WIELAND.

Der Staatschreiber,
BRAUN.

C.

Ratification des actes de réunion de l'ancien évêché de Bâle aux Cantons de Berne et de Bâle. 1816
18 Mai.

(Die Zeiten von Voss. B. 52. p. 166 — 168.)

Eidsgenössische Ratificationsurkunde, der Vereinigungsurkunden, des ehemaligen Bisthums Basel, mit den Cantonen Bern und Basel.

Wir Bürgermeister und kleine Räthe, des eidsgenössischen Standes und Vororts Zürich, thun kund und zu wissen hiermit: Nachdem, gemäß der im vierten Artikel, der Erklärung des Wiener Congresses, vom 20. März 1815, enthaltenen Bestimmung: daß die, zwischen den Abgeordneten des Cantons Bern (Basel) und den Deputirten, des, diesem Stande zufallenden Theils der Bischöflich-Baselschen Lande, abzuschliessende Vereinigungsurkunde, von der schweizerischen Eidsgenossenschaft, gewährleistet werden solle, — obstehen (für Bern) den 14. Nov. 1815 errichtete, und von Schultheiss, kleinen und grossen Räthen der Stadt und Republik Bern, am 23. des nämlichen Monats und Jahrs, ratificirte Uebereinkunft (für Basel den 7. Nov. 1815 errichtete, von Bürgermeister, kleinen und grossen Räthen des Cantons Basels am sechsten Christmonat, des nämlichen Jahres, ratificirte) Uebereinkunft, durch unser Kreis Schreiben vom 7. Decbr. 1815, sämmtlichen eidsgenössischen Ständen mitgetheilt worden; und nachdem hierauf, von Seiten dieser Stände

Uns

1816 Uns die smtliche, im eidsgenösslichen Archiv aufbewahrte, schriftliche Anzeige, nämlich von Bürgermeister, klein und grossen Räthen, des Standes Zürich, unterm 15. Decbr. 1815; Schultheiss und Rath, der Stadt und Republik Bern, unterm 15. Decbr. 1815; Schultheiss und Rath, der Stadt und Republik Luzern, unterm 11. Decbr. 1815; Landammann und Landrath des Cantons Unterwalden, ob dem Wald, vom 15. Dec. 1815; Landammann und Landrath des Cantons Unterwalden, ind dem Wald, unterm 18. Dec. 1815; Landammann und dreyfacher Landrath des Cantons Zug, unterm 13. May 1816; Schultheiss und Staatsrath der Stadt und Republik Freyburg, unterm 11. Dec. 1815; Schultheiss, klein und grossen Räthen der Republik Solothurn, unterm 21. Dec. 1815; Bürgermeister und Rath des Cantons Basel, unterm 16. Dec. 1815; Bürgermeister und Rath der Stadt und des Cantons Schaffhausen; unterm 11. Dec. 1815; Landammann und Rath des Cantons Appenzell Auser-Rhoden, unterm 10. Febr. 1816; Landammann und Rath des Cantons Appenzell Innern-Rhoden, unterm 4. May 1816; Landammann und kleiner Rath des Cantons St. Gallen, unterm 15. Dec. 1815; Präsident und Rath des Cantons Graubünden, unterm 21. Dec. 1815; Bürgermeister und Rath des Cantons Aargau, unterm 27. Dec. 1815; Landammann und Rath des Cantons Thurgau, unterm 3. Dec. 1815; Landammann und Staatsrath des Cantons Tellin, unterm 10. Apr. 1816; Landamman und Staatsrath des Cantons Waadt, unter 31. Januar 1816; Landshauptmann und Staatsrath der Republik und des Cantons Wallis, unterm 9. Januar 1816; Gouverneur und Staatsrath des Fürstenthums und Cantons Neuenburg, unterm 12. Dec. 1815; Syndik und Räthen der Republik und des Cantons Genf, unterm 16. Januar 1816, zugekommen ist: das sie besagte Vereinigungsurkunde, in allen ihren Theilen, genehmigen, und unter gemeineidsgenössliche Garantie nehmen wollen: so erklären Wir nunmehr, als wirklicher eidsgenösslicher Vorort, durch gegenwärtigen feyerlichen Act: das diesem einmüthigen Willen und Entschlusse, der zwey und zwanzig Stände zu Folge, obige Vereinigungsurkunde, von der schweizerischen Eidsgenossenschaft ratificirt und gewährleistet sey; und das die darin benannten (für Bern) Landschaften (für Basel) Dorfschaften, als integrierender

girender Theil des Ständes Bern (Basel), und der 1816
Schweiz, unter die, im ersten Artikel des eidgenös-
slichen Bundesvertrags ausgesprochene, Garantie ge-
nommen werden.

Dessen zu fester Urkunde, das gegenwärtige Rati-
fications- und Gewährleistungsinstrument, mit dem
schweizerischen Bundesiniegel versehen, und von
Unserm Amtsbürgermeister und dem eidgenössischen
Kanzler unterzeichnet worden ist.

Zürich, den 18. May 1816.

Der Amtsbürgerm. des Cantons und Vororts Zürich.

Unterz. REINHARD.

Der Canzler der Eidsgenossenschaft.

Unterz. MOUSSON.

7.

*Compromisspruch, betreffend die Anstände 1816
zwischen den Ständen Uri und Tessin, in Be- 15 Aoct
treff der Liviner Zölle.*

(Droit public de la Suisse. T. II. p. 214 — 216.)

Kund und zu wissen sey hiermit:

Nachdem zwischen den hohen Ständen Uri und
Tessin ein Anstand sich erhoben hatte über die Frage:
ob bey alljährlicher Berechnung des halben Zollertrags
im Liviner Thale, welcher laut § 4. im 6ten Art. des
Wiener Congressschlusses über die schweizerischen An-
gelegenheiten vom 20. März 1815 dem Canton Uri zu-
kommt, theils gewisse Strassenunterhaltungskosten,
theils die Perceptions- und Bezugskosten in Abzug ge-
bracht werden können, und nachdem die Ehrengesand-
ten beider Cantone Uri und Tessin die Entschel-
dung dieser Streitfrage, durch Compromisspruch, be-
stimmt, und förmlich von derjenigen Commission ver-
langt haben, welcher die eidgenössische Tagsatzung
unterm

1816 unterm 18. Heumonath 1816; die Aufsicht über die Vollziehung aller Bestimmungen des oberwähnten 6ten Art. im Wiener Congressschluß, und namentlich in Bezug auf den Liviner Zoll, den schiedsrichterlichen Entscheid obwaltender Schwierigkeiten, im Fall beidseitiger Uebergabe, anvertraut und aufgetragen hat; so wurden von Endesunterzeichneten, als der anerkannt competenten Behörde, die von den Ehrengesandtschaften der betreffenden zwey löblichen Stände in contradictorio ausführlich vorgetragene Gründe und Gegenstände angehört, reiflich erwogen, und nachher folgender Compromißspruch ausgefällt:

Es müsse zu Beurtheilung des sich erhobenen Anstandes in Bezug auf den Liviner Zoll-Ertrag, mit Beyseitssetzung aller frühern politischen und Zollverhältnisse, als rechtliches Fundament einzig der 6te Art. in dem Wiener Congressschluß, und besonders der § 4. desselben betrachtet und angenommen werden, welcher also lautet:

“Der Canton Tessin wird dem Canton Uri jährlich die Hälfte des Zoll-Ertrags im Liviner Thal bezahlen.”

ART. I. In Folge dieses Artikels können und sollen bey jährlicher Berechnung des an den löblichen Stand Uri zu entrichtenden halben Zoll Ertrags im Liviner Thal keinerley Straßenunterhaltungskosten in Abzug gebracht werden.

ART. II. Hingegen darf ohne Abbruch der im Wiener Congressschluß enthaltenen wörtlichen Bestimmung, der Natur der Sache und der Billigkeit gemäß, von diesem löbl. Canton Uri alljährlich zukommenden Zoll-Ertrag ein mäßiger Abzug für die Perceptions- oder Bezugskosten, statt finden, welcher jedoch, damit in keinem Fall das gerechte Maas überschritten werde, niemals mehr als funfzehn vom Hundert des Brutto-Zoll-Ertrags betragen soll.

ART. III. Damit aber jeder weitem Mißhelligkeit für alle Zpkunft gründlich vorgebogen sey, wird beiden hohen Ständen Uri und Tessin beliebt und bestens empfohlen, sich über ein nach obigen Grundsätzen auszumittelndes jährliches Fixum für die betreffende Zoll-Ertrags-Hälfte, oder einen diesfälligen förmlichen Ankauf, so bald möglich einzuverstehen.

Deßen

Dessen zu Bezeugniss und Bekräftigung ist gegenwärtiger Compromisspruch in gehöriger Form unterzeichnet und beiegelt worden. 1816

•Zürich, den 15. August 1816.

Unterz.: DAVID VON WYSS,
Bürgermeister des Standes Zürich.

VINCENZ VON RÜTTIMANN,
Schultheiss der Stadt und Republik Luzern.

B. PRISTER,
Bürgermeister von Schafhausen.

1816 *Acte de remise des communes cédées du pays
de Gex, au canton de Genève.*

30 Août

(*Droit public de la Suisse. T. II. p. 208 — 212.*)

Nous le Bourgmestre du Canton de Zurich Président, et les Députés des XXII. Etats confédérés réunis en Diète générale à Zurich, faisons savoir par les présentes :

Les hautes Puissances alliées et S. M. T. C. ayant, par l'article premier § 3. du Traité signé à Paris le vingtième Novembre de l'an mil huit cent et quinze, cédé à la Confédération helvétique, pour être réunie au Canton de Genève,

« la partie du pays de Gex bornée à l'Est par le lac Léman, au Midi par le territoire du Canton de Genève, au Nord par celui du Canton de Vaud, et à l'Ouest par le cours de la Verbois, et par une ligne qui renferme les communes de Collex, Boffy et Meyrin, en laissant la commune de Ferney à la France. »

Et ce territoire ayant été réuni par les Commissaires Sa Majesté très-chrétienne à la Suisse, ainsi qu'il conste par le procès-verbal signé à Gex le quatrième de Juillet mil huit cent et seize: Nous, au nom et de la part de nos hauts Commettans les Gouvernemens des Cantons de la Confédération Suisse, voulant répondre aux vœux bien-veillantes des hautes Puissances signataires du susdit Traité, faisons par les présentes cession pleine, entière et perpétuelle du territoire ci-dessus désigné à nos très chers Alliés et Confédérés de la République et du Canton de Genève, sans autre réserve que celle de la délimitation définitive, laquelle, en vertu du paragraphe sixième du même article du susdit Traité, doit être réglée avec la France; pour ce dit territoire être possédé par la République de Genève en toute propriété et souveraineté, selon les dispositions du pacte fédéral, qui régit les Cantons de la Confédération Suisse. En conséquence et par l'effet de la présente cession la réunion dudit pays et de ses habitants à la République et au Canton de Genève étant effectuée

et

8.

Uebergabsurkunde der der Schweiz abgetre- 1816
nen Gemeinden der Landschaft Gex an den Can- 20 Août.
ton Genf vom 20ten August 1816.

(MANUEL du droit public de la Suisse. Tom. II.
pag. 210-213.)

Wir, der Bürgermeister des Cantons Zürich, Prä-
sident, und die Abgeordneten der zwey und zwanzig
verbündeten Stände, zur gemeineidgenössischen Tag-
satzung in Zürich versammelt, thun kund hiermit:

Nachdem die hohen verbündeten Mächte und Seine
allerchristlichste Majestät, durch den dritten Abschnitt
des ersten Artikels des zu Paris am zwanzigsten Win-
termonats des Jahres eintausend achthundert und fünf-
zehn, dem schweizerischen Bundesstaat, um mit dem
Canton Genf vereinigt zu werden, abgetreten haben:

“Denjenigen Theil der Landschaft Gex, welcher
östlich von dem Genfer See, südlich vom Gebiete des
Cantons Genf, nördlich durch den Canton Waadt
und westlich durch den Lauf der Versoix und eine
Linie, welche die Gemeinden Colley, Bossy und Mey-
rin einschließt, die Gemeinde Ferney aber bei Frank-
reich läßt, begrenzt wird;”

Und nachdem dieses Gebiet durch die Commis-
sarien Seiner allerchristlichen Majestät der Schweiz
übergeben worden, wie solches aus dem zu Gex am
vierten Heumonats des Jahrs achtzehnhundert und sechs-
zehn unterzeichneten Verbalprozeßes erhellt, So er-
klären Wir, im Namen und aus Auftrag Unserer ho-
hen Committenten, der Regierungen der Cantone der
schweizerischen Eidsgenossenschaft, um den wohlwol-
lenden Absichten der hohen Mächte, welche den ob-
gedachten Vertrag unterzeichnet haben, zu entspre-
chen, daß wir durch gegenwärtige Urkunde das ob-
bezeichnete Landesgebiet unsern sürgeliebten Eids-
und Bundesgenossen der Republik und des Cantons
Genf, gänzlich, völlig und auf alle Zukunft abtreten,
ohne andern Vorbehalt, ausser demjenigen der end-
lichen Ausmarkung, welche in Kraft des sechsten Ab-
schnitts des nämlichen Artikels obangeführten Ver-
trags mit Frankreich statt finden soll; in der Meinung,
O 2 daß

1816 et confirmée, le Gouvernement de la dite République aura seul le droit d'y exercer l'autorité législative, administrative et judiciaire, d'y établir les fonctionnaires publics qu'il jugera nécessaires, de se faire prêter serment de fidélité et obéissance, en un mot de posséder et gouverner ce pays, avec la même plénitude de pouvoirs, qui lui appartient sur l'ancien territoire du Canton; la Confédération Suisse prend formellement sous sa garantie, telle qu'elle est énoncée à l'article premier du pacte fédéral, les communes dont la République de Genève fait l'acquisition, dans les limites ci-dessus indiquées, et déclare qu'elle les envisage désormais comme partie intégrante et inaliénable du territoire Suisse.

Nous ordonnons à Monsieur le Conseiller d'Etat Louis Micheli, notre commissaire fédéral pour la prise de possession de cette partie de l'ancien pays de Gex, d'en faire immédiatement la remise à la République de Genève, et de cesser toutes fonctions qu'il y exerçoit de notre part.

En signe que telle est notre résolution unanime, et la volonté de nos hauts commettans, les présentes ont été signées par notre Président le Seigneur Bourgmestre en charge du Canton de Zurich, par notre Chancelier, et munies du grand sceau de la Confédération à Zurich le vingtième du mois d'Aoust de l'an de grace mil huit cent et seize (20. Aoust 1816).

*Le Bourgmestre du Canton de Zurich,
Président de la Diète,*

Signé:

REINHARD.

Le Chancelier de la Confédération,

Signé:

MOUSSON.

dass obgedachtes Gebiet von der Republik Genf, mit 1816
 allen Eigenthums- und Souveränitätsrechten, nach
 den Verfügungen des Bundesvertrags zwischen den
 Cantonen der schweizerischen Eidsgenossenschaft mäge
 besessen werden. Demzufolge dann, und nachdem in
 Kraft gegenwärtiger Uebergabe die Vereinigung der
 obgenannten Landschaft und ihrer Einwohner mit der
 Republik und dem Canton Genf bewerkstelligt und
 vollzogen ist, die Regierung genannter Republik ein-
 zig berechtigt ist, daselbst gesetzgebende, admini-
 strative und richterliche Gewalt auszuüben, die erfor-
 derlich erachteten Beamten aufzustellen, sich den Eid
 der Treue und des Gehorsams schwören zu lassen, mit
 einem Wort, diese Landschaft zu besitzen und zu re-
 gieren mit der gleichen Machtvollkommenheit, die ihr
 über das alte Gebiet des Cantons zusteht; die schwei-
 zerische Eidsgenossenschaft nimmt die Gemeinden,
 welche der Republik Genf übergeben werden, in den
 obbemerkten Grenzen förmlich unter ihre Gewährlei-
 stung, wie diese im ersten Artikel des Bundes Ver-
 trags ausgesprochen ist, und erklärt, dass sie diesel-
 ben von nun an als integrierenden und unveräußerli-
 cher Theil des Schweizergebiets betrachtet.

Wir ertheilen dem Herrn Staatsrath Ludwig Mi-
 chely Unserm Bundes-Commissar für die Besitznahme
 dieses Theils der vormaligen Landschaft Gex, den
 Befehl, solchen unverzüglich an die Republik Genf
 zu übergeben, und alle Verrihtungen, die er bisher
 aus unsrer Vollmacht ausübte, einzustellen.

Zum Beweise, dass dieses unser einmüthiger Ent-
 schluss und der Wille Unserer hohen Committenten
 ist, ward gegenwärtige Urkunde durch Unsern Präsi-
 denten, den Herrn Amtsbürgermeister des Cantons
 Zürich, sowohl als durch Unsern Cantzler unterzeich-
 net und mit dem grossen Siegel der Eidsgenossen-
 schaft besiegelt, zu Zürich am zwanzigsten Tag des
 Monats August, im Jahre der Gnade eintausend acht-
 hundert und sechszehn.

Der Bürgerm. des Cantons Zürich, Präf. d. Tagfatzung,
 Unterzeichnet: REINHARD.

Der Cantzler der Eidsgenossenschaft,
 Unterzeichnet: MOUSSON.

1816 *Traité entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne,*
 26 Mars *la Confédération Suisse et le Canton de*
Genève.

(*Droit public de la Suisse. T. II. p. 162 — 196.*)

Au nom de la très-sainte et indivisible trinité.

S. M. le Roi de Sardaigne, en considération du vif intérêt, que les Puissances signataires du Traité de Paris du 30. May 1814 avoient témoigné, pour que le canton de Genève obtint quelques facilités, soit dans le but de désenclaver une partie de ses possessions, soit quant à ses communications avec la Suisse, ayant consenti par le Protocole du congrès de Vienne du 29 Mars 1815 à mettre à la disposition de ces mêmes Puissances une partie de la Savoie y désignée, pour être réunie à Genève, et afin de donner à ce canton une marque particulière de Sa bienveillance, ayant également consenti aux stipulations contenues dans les articles 5 et 6. du même protocole.

Les quatre grandes Puissances alliées ayant ensuite arrêté dans le protocole signé par leurs Ministres plénipotentiaires à Paris le 3 Novembre, que la partie de la Savoie occupée par la France, seroit restituée à S. M. sauf la commune de St. Julien, qui seroit cédée à Genève, et s'étant en outre engagées à interposer leurs bons offices pour disposer S. M. à céder au Canton de Genève, Chesnes, Thonex et quelques autres communes nécessaires pour désenclaver le territoire Suisse de Jully contre la retrocession des communes du Littoral, situées entre la route d'Evian et le lac, comme aussi pour que la ligne des douanes fut éloignée au moins d'une lieue de la frontière suisse et au-delà des montagnes indiquées audit protocole; enfin, ces mêmes Puissances ayant arrêté les mesures générales qui étendent à une partie de la Savoie les avantages de la Neutralité perpétuelle de la Suisse.

S.

S. M. le Roi de Sardaigne d'une part, voulant 1816
donner à ses augustes Alliés de nouvelles preuves de
ses sentimens envers Eux; à la confédération Suisse
en général, et au Canton de Genève en particulier,
des témoignages de ses dispositions amicales.

Et d'autre part S. E. le Bourgmestre Président et
le Conseil d'Etat du Canton de Zurich, Directoire fédé-
ral, au nom de la confédération Suisse, empressés de
resserrer avec Sa dite Majesté les liens et les rapports,
qui sont dans les intérêts des deux Etats, et de con-
solider les relations de bon voisinage, qui les unissent,
ont résolu de nommer des Plénipotentiaires pour régler,
soit les objets relatifs à la délimitation du territoire
cédé par le protocole du 29 Mars (sur lesquels objets
des conférences avoient déjà eu lieu à Chesne) soit
les arrangemens relatifs aux nouvelles cessions et à
l'éloignement des douanes, comme aussi ce qui con-
cerne la Neutralité de certaines parties de la Savoie,
les dispositions de transit et de commerce, et enfin
tout ce qui peut intéresser réciproquement les deux
Etats, et pourvoir à leurs convenances mutuelles.

A ces fins ils ont nommé, savoir:

S. M. le Roi de Sardaigne Messieurs: le chevalier
Louis de Montiglio, Avocat-fiscal-général de S. M. au
Sénat de Savoie, et le chevalier Louis Provagna de
Colegnio, conseiller d'Etat de S. M. et commissaire gé-
néral des confins de ses états;

Et la Confédération Suisse et le Canton de Genève
Mr. le Conseiller d'Etat Charles Pictet de Rochemont;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs
annexés au présent traité, et les avoir trouvés en bonne
et dûe forme, prenant pour base de leur travail le
principe de la convenance réciproque et des avantages
respectifs d'administration des deux gouvernemens;
désirant que S. M. ait un chef-lieu commodément
situé pour les communes restantes de la province de
Carouge, et qu'Elle conserve sur son propre territoire
des communications faciles entre la Basse-Savoie et
le Chablais, sont convenus de ce qui suit:

ART. I. Le territoire cédé par S. M. le Roi de Sar-
daigne pour être réuni au canton de Genève, soit en
vertu des actes du congrès de Vienne du 29 Mars, soit Limite
du ter-
ritoire
cédé.
en

1816 en vertu des dispositions du protocole des Puissances alliées du 3 Novembre suivant, et du Traité de ce jour, est limité par le Rhône à partir de l'ancienne frontière près de St. George jusqu'aux confins de l'ancien territoire genevois, à l'Ouest d'Aire la ville; de là par une ligne suivant ce même ancien territoire, jusqu'à la rivière de la Loire; remontant cette rivière jusqu'au chemin qui de la Perrie se rend à Sorval, lequel restera ainsi que le chemin en entier sur Genève; puis par une ligne droite, tirée sur l'angle saillant de la commune de Bernex, à l'Ouest de Norcier. De cet angle la limite se dirigera par la ligne la plus courte à l'angle méridional de la commune de Bernex sur l'Aire, laissant Norcier et Thurene sur Savoie. De ce point elle prendra la ligne la plus courte pour atteindre la commune de Compezière, suivra le confin de cette commune à l'Est de St. Julien, jusqu'au ruisseau de l'Arande, qui coule entre Ternier et Bardonnex; remontera ce ruisseau jusqu'à la grande route d'Annecy à Carouge; suivra cette route jusqu'à l'embranchement du chemin qui mène directement à Colonges, à 155 toises de Savoie avant d'arriver à la Croix de Roson; atteindra par ce chemin le ruisseau jusqu'à son confluent avec celui qui descend du hameau de la Combe, au delà d'Evordes, en laissant néanmoins toutes les maisons du dit Evordes sur Genève; puis du ruisseau de la Combe prendra la route qui se dirige sous Bossey, sous Crevin et au-dessus de Veyrier. De l'intersection de cette route à l'Est et près de Veyrier avec celle qui, de Carouge, tend à Etrembières, la limite sera marquée par la ligne la plus courte pour arriver à l'Arve, à deux toises au-dessus de la prise d'eau du biez du moulin de Sierne. De là elle suivra le Thalweg de cette rivière jusque vis-à-vis de l'embouchure du Foron; remontera le Foron jusqu'au delà de Cormière, au point qui sera indiqué par la ligne la plus courte, tirée de la jonction de la route de Carra avec le Chemin, qui, du Nord de Puplinge tend au Nord de Ville-le-grand; suivra la dite ligne et ce dernier chemin vers l'Est, en le donnant à Genève; puis la route qui remonte parallèlement au Foron jusqu'à l'endroit où elle se trouve en contact avec le territoire de Jussy. De ce point la ligne reprendra l'ancienne limite, jusqu'à sa rencontre avec le chemin tendant de Gy à Fougereux, et suivra ledit chemin

min vers le Nord, jusqu'à la sortie du village de Gy, 1816
laissant ledit chemin sur Genève. La limite se dirigera
ensuite en ligne droite sur le village de Veigy, de ma-
nière à laisser toutes les maisons du village sur Savoie;
puis en ligne droite au point où l'Hermance coupe
la grande route du Simplon. Elle suivra enfin l'Her-
mance jusqu'au lac; lequel bornera le nouveau terri-
toire au Nord-Ouest: bien entendu que la propriété du
lac jusqu'au milieu de sa largeur, à partir d'Hermance
jusqu'à Vezénaz, est acquise au Canton de Genève, et
qu'il en sera de même des portions du cours du Rhône,
qui, ayant fait jusqu'ici frontière entre les deux Etats,
appartenoient à S. M., que tous les chemins indiqués,
et que tous les enclos fermés de murs ou de haies,
attenans aux maisons des villages et hameaux, qui se
trouveroient placés près de la nouvelle frontière, ap-
partiendront à l'état dans lequel est situé le village ou
hameau; la ligne marquant les confins des Etats ne
pourra être rapprochée à plus de deux toises des mai-
sons ou des enclos y attenans, et fermés de murs ou
de haies. Quant aux rivières et ruisseaux, qui, d'a-
près les changemens de limites résultans du Traité de
ce jour, déterminent la nouvelle frontière, le milieu
de leur cours servira de limite, en exceptant le For-
um, lequel appartiendra en entier à S. M. et dont le
passage ne sera assujéti à aucun droit.

ART. II. Les Puissances contractantes renoncent à tout droit de souveraineté, et autres qui peuvent leur appartenir dans les pays réciproquement cédés; notamment S. M. au territoire situé entre la route d'Evian, le lac et la rivière d'Hermance; la Confédération Suisse et le Canton de Genève, à la portion de la commune de St. Julien, où le chef-lieu est situé: le tout conformément à la délimitation fixée par l'article précédent.

Tous les titres, terriers et documens, concernant les pays cédés, seront remis de part et d'autre le plutôt que faire se pourra.

ART. III. Pour entrer dans le sens du protocole, relativement aux douanes, en conciliant néanmoins autant qu'il est possible, les dispositions avec les intérêts de S. M., la ligne de douane dans le voisinage de Genève et du lac passera, à partir du Rhône, par Coligny, Valeiry, Cheney, le Luifet, le Chable, le Sopey,

1816 Sopey, le Viaison, Etrembières, Annemasse, Ville-le-grand, le long du cours du Foron jusqu'à Machilly, puis Duvaine et Colongette jusqu'au lac, et le long du lac jusqu'à Reillerie, pour reprendre ensuite et continuer la frontière actuelle par le poste le plus voisin de St. Gingulph: bien entendu que, dans la ligne déterminée il sera libre à S. M. de faire les changemens et les dispositions qui lui conviendront le mieux pour le nombre et le placement de ces bureaux. Aucun service ne pourra être fait ni sur le lac, ni dans la zone, qui sépare du territoire de Genève la ligne ci-dessus indiquée: il sera néanmoins loisible, en tout tems, aux autorités administratives de S. M., de prendre les mesures qu'elles jugeront convenables contre les dépôts et le stationnement des marchandises dans la dite zone, afin d'empêcher toute contrebande qui pourroit en résulter. Le Gouvernement de Genève de son côté, voulant seconder les vues de S. M. à cet égard, prendra les précautions nécessaires pour que la contrebande ne puisse être favorisée par les habitans du Canton.

Entrées ART. IV. La sortie de toutes les denrées du Duché de Savoie, destinées à la consommation de la ville de Genève et du Canton, sera libre en tout tems, et ne pourra être assujettie à aucun droit, sauf les mesures générales d'administration, par lesquelles S. M. jugeroit à propos, en cas de disette, d'en défendre l'exportation de ses Etats de Savoie et de Piémont.

Transit. ART. V. Les marchandises et denrées, qui, en venant des Etats de S. M. et du port-franc de Gènes, traverseroient la route dite du Simplon dans toute son étendue par le Valais et l'état de Genève, étant exemptes de droit de transit, en vertu de l'art. 2. de l'Acté du Congrès de Vienne du 29 Mars 1815, le total des droits relatifs à l'entretien de la route, soit dans le Valais, soit dans le Chablais, soit dans le Canton de Genève, tant par la route de St. Julien, que par celle de Meyrin, sous quelque dénomination qu'on les désigne, sera fixé par une convention particulière, dans une juste proportion avec les dépenses qui résultent des difficultés locales, et ne pourra être augmenté que d'accord entre les Gouvernemens respectifs. Les dits Gouvernemens s'engagent, à n'accorder aucune exemption

tion ni diminution de ces droits à d'autres Puissances, sans les rendre immédiatement communes aux parties contractantes. 1816

ART. VI. Les denrées et marchandises venant des Etats de S. M. et déclarées à l'entrée du Valais devoir passer en transit, payeront néanmoins le droit, comme si elles devoient être consommées dans le pays; mais le montant de ce droit sera restitué à la sortie du Valais, pourvu que l'identité des marchandises soit constatée par la vérification des plombs ou autres marques d'usage apposés à leur entrée, et qu'il ne se soit pas écoulé plus de six semaines, sauf à obtenir en cas d'empêchement, un plus long délai, lequel sera accordé gratuitement. Les mêmes formalités seront observées à l'entrée et à la sortie du Canton de Genève. Les plombs ou autres marques apposées dans le Valais, pour constater l'identité des marchandises en transit seront reconnus et admis dans le Canton de Genève, et enfin les denrées et marchandises venant du Valais par le Chablais et destinées pour Genève et réciproquement, jouiront sur les terres de S. M. des mêmes exemptions et seront assujetties aux mêmes formalités. Les frais des marques apposées aux marchandises ne pourront dépasser le coût réel des plombs ou autres matières y employées. Item.

ART. VII. Le Protocole du Congrès de Vienne du 29 Mars 1815. accepté par l'Acte de la Diète de la confédération suisse, en date du 12 Août suivant, ayant stipulé comme une des conditions de la cession du territoire en faveur du Canton de Genève: Chablais et Faucigny.

"Que les provinces du Chablais et du Faucigny et tout le territoire au Nord d'Ugine, appartenant à S. M. feroient partie de la Neutralité de la Suisse, garantie par toutes les Puissances," ainsi qu'il est expliqué à l'article 1. dudit protocole.

Le directoire fédéral ayant déclaré par sa note officielle du 1^{er} Novembre au Ministre de S. M. "que la confédération suisse a accepté les actes du Congrès de Vienne du 29 Mars, dans leur entier, selon leur teneur littérale, et sans aucune réserve, en sorte que la différence des mots, qui peut se trouver entre l'acte susdit de la Diète et le protocole du Congrès, ne doit nullement être envisagée comme une restriction ou comme

1816 comme une déviation du sens précis de ce dernier;" et la même note officielle ayant ajouté: "de ces explications il résulte que la Suisse ne fait au sujet de l'admission des provinces de Chablais, de Faucigny et du territoire au Nord d'Ugine, dans son système de Neutralité, aucune distinction ou réserve qui tende à affaiblir ou modifier les dispositions énoncées dans les actes du Congrès de Vienne du 29 Mars."

Le Traité de Paris du 20 Novembre 1815 ayant étendu de la même manière cette Neutralité de la Suisse à une autre partie du territoire de S. M. et enfin l'Acte du même jour portant reconnaissance et garantie de la Neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire, contenant l'article suivant: "Les Puissances reconnoissent et garantissent également la Neutralité des parties de la Savoie désignées par l'Acte du Congrès de Vienne du 29 Mars 1815 et par le Traité de ce jour, comme devant jouir de la Neutralité de la Suisse de la même manière, que si elles appartenient à celle-ci."

Ces diverses déclarations et stipulations, que la Suisse reconnoit et accepte, et auxquelles S. M. accède de la manière la plus formelle, feront règle entre les deux Etats.

Communica-
tions il-
légales.

ART. VIII. Les communications commerciales entre les provinces de Savoie, au travers de l'Etat de Genève, seront libres en tous tems, sauf les mesures de police, auxquelles les sujets de S. M. seront astreints comme les Genevois eux-mêmes.

Emigra-
tion.

ART. IX. Il sera libre en tout tems aux sujets de S. M. réunis au Canton de Genève, de vendre les propriétés par eux possédées dans ledit Canton et de se retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choisir.

Droits
acquis.

ART. X. Les droits acquis aux sujets de S. M. en vertu des lois en vigueur jusqu'au moment de la remise du territoire seront respectés par la nouvelle législation, et les actes et contrats passés, ainsi que les jugemens rendus d'après les dites lois, ne pourront être attaqués que par les voies ouvertes, en vertu de ces mêmes lois, sauf ce qui concerne la compétence et les formes de procédure établies pour les tribunaux genevois.

Proto-
cole du
29 Mars
1815.

ART. XI. Les dispositions des protocoles de Vienne du 29 Mars 1815 en faveur du pays cédé par S. M. pour

pour être réuni à l'Etat de Genève, seront communes 1816
aux territoires, dont le dit Etat acquiert la propriété
conformément au protocole du 3 Novbr. suivant et à
la délimitation fixée par le Traité de ce jour.

ART. XII. Sur tous les objets auxquels il a été Religion
catholique.
pourvu par le protocole de Vienne du 29 Mars 1815
les lois éventuelles de la Constitution de Genève ne
seront pas applicables. Et attendu que le dit proto-
cole a arrêté, art. 3. paragraphe 1. que la religion
catholique sera maintenue et protégée de la même ma-
nière, qu'elle l'est maintenant dans toutes les commu-
nes cédées par S. M. le Roi de Sardaigne, qui seront
réunies au Canton de Genève, il est convenu, que
les lois et usages en vigueur au 29 Mars 1815 relative-
ment à la religion catholique dans tout le territoire
cédé, seront maintenues, sauf qu'il en soit réglé autref-
ment par l'autorité du St. Siège. En exécution du
paragraphe 6. du dit article 3., lequel a arrêté, que le
Cure de l'église catholique de Genève sera logé et doté
convenablement, cet objet est réglé conformément à
la stipulation contenue dans l'acte privé en date de
ce jour.

ART. XIII. Le Gouvernement de Genève, voulant Établis-
semens
de charité.
montrer les sentimens dont il est animé envers les
habitans des communes cédées et son désir de pour-
voir convenablement aux établissemens de charité et
d'instruction publique, consent à ce que les prix non
payés des biens des communes vendues sous l'admi-
nistration Française, et les créances obtenues à ce titre
par lesdites communes soient perçues par elles et em-
ployées à leur profit; que les établissemens de charité
et d'instruction publique, existans conservent leurs
fonds et les avantages dont ils étoient en possession;
enfin il pourvoira à ce que les dits établissemens ne
puissent à aucun égard se trouver en souffrance par le
fait de la présente cession de territoire.

ART. XIV. Les propriétaires de biens-fonds, dont Proprié-
tés con-
cédées.
les propriétés sont coupées par la présente délimitation,
de manière que leurs habitations ou bâtimens de fer-
mes se trouvent sur le territoire d'un Etat, et leurs
pièces de terre sur l'autre, jouiront pour l'exploita-
tion de leurs biens de la même liberté, que si leurs
propriétés étoient réunies sur le même territoire. Ils
ne

1816 ne pourront, à raison des dites propriétés être assujettis à de plus fortes charges, que s'ils appartiennent à l'Etat où elles sont situées, et le principe des deux Gouvernemens sera celui d'une protection spéciale pour les dits propriétaires, ainsi que d'un parfait accord dans les mesures de sûreté et de police.

Contrib.
foncières.

ART. XV. Les contributions foncières des fonds dits de l'ancien dénombrement ne seront point portées au-dessus du taux où elles se trouvoient le 29 Mars 1815, tant qu'ils resteront entre les mains des Genevois; et les biens-fonds appartenant actuellement à des Genevois, sur le revers septentrional de Salève, entre Veyrier et la limite occidentale de la commune de Colonges-Archamp, avec les pâturages qui en dépendent, pourront être vendus en tout tems à des Genevois. Les propriétaires genevois du bas de Salève, soit sur Savoie, soit sur Genève, qui jouissent des eaux dérivant de la montagne, et qui, d'après les dispositions des constitutions générales, auroient besoin de concessions du Roi, pour conserver cette jouissance, seront traités à cet égard, comme les sujets de S. M. sauf les droits des tiers.

D. de
démolition.

ART. XVI. Tous droits d'aubaine, de détraction et autres de même nature relatifs aux successions, qui se trouveroient en vigueur dans les Etats de S. M. à l'égard des Cantons suisses et réciproquement, seront abolis à dater du jour de l'échange des ratifications du présent Traité.

Propriétés
proches des
frontières.

ART. XVII. Les propriétaires suisses de biens-fonds situés à une distance moindre de deux milles de Piémont des frontières fixées par le présent Traité, et dont les titres sont antérieurs au 3 Novbr. 1815, ne seront point inquiétés à raison des dispositions contenues à cet égard dans les constitutions générales de S. M., à la charge par eux de se conformer aux dites constitutions, en cas de transmission de ces biens autrement que par voie de succession.

Contributions.

ART. XVIII. A dater du 1 Avril prochain les contributions des territoires respectivement cédés appartiendront à l'Etat, qui doit entrer en possession. Le compte en sera réglé et soldé dans le mois qui suivra la remise des territoires, déduction faite des frais d'administration jusqu'à la dite remise.

ART.

ART. XIX. Les dettes, qui au terme des articles 21. 26. et 30 du Traité de Paris du 30 Mai 1814. et du Traité du 20 Novembre 1815 se trouvent à la charge du Gouvernement de S. M. dans le territoire cédé à Genève par le présent Traité, seront à la charge du Gouvernement genevois, à dater du 1^{er} Avr. prochain.

1816
Dettes.

ART. XX. S. M. nommera deux Commissaires pour régler et terminer dans le plus bref délai, avec deux Commissaires, nommés par le Canton de Genève, la liquidation des dettes actives et passives, qui concernent, soit l'ancien département du Léman, soit les rapports qui ont existé entre les deux Etats. Le Gouvernement François sera invité à intervenir dans cette liquidation, pour les intérêts collectifs dudit ancien département.

Commis-
sions.

Les titres, registres et autres pièces des anciennes autorités administratives et judiciaires, et des différentes régies dudit département, déposés à Genève et qui concernent les habitans et les communes du territoire de S. M. seront restitués aux deux Commissaires royaux, et quant aux pièces qui intéressent tout le département ou l'ancien arrondissement de la Sous-Prefecture de Genève, S. M. consent qu'après qu'il en aura été dressé inventaire, elles restent pendant cinq ans à dater de ce jour, dans la dite ville sous la garde et la responsabilité de deux depositaires nommées l'un par S. M. et l'autre par le Gouvernement de Genève. A l'expiration de ce terme les deux Gouvernemens aviseront de concert à la convenance de continuer, de modifier, ou de supprimer cet établissement. Les sujets de S. M. auront un libre accès à ces dépôts, et les expéditions par eux demandées, ou qu'il y auroit lieu de produire par devant les tribunaux et autres autorités du Roi, ne pourront être délivrées et certifiées conformes, que par le depositaire royal, lequel en percevra les droits pour le compte de S. M.

ART. XXI. L'établissement des bureaux de douanes sur la nouvelle ligne entraînant des dépenses pour le Roi et la délimitation fixée par l'art. 1. exigeant la construction ou l'amélioration de plusieurs points de la route de communication entre la Basse-Savoie et le Chablais, une somme de cent mille livres de Piémont sera mise par le Canton de Genève à la dispo-

Frais de
bu-
reaux de
douanes

1816 position de S. M. Cette somme sera payable à St. Julien dans les six mois qui suivront la signature du présent Traité.

Déli-
mita-
tion. **ART. XXII.** Deux Commissaires seront immédiatement nommés, l'un par S. M. le Roi de Sardaigne et l'autre par la confédération suisse et le Canton de Genève, pour procéder à l'exécution de la délimitation ci-dessus, de manière qu'elle soit achevée avant l'échange des ratifications. Les Commissaires dresseront un procès-verbal de leur opération et y joindront un plan topographique, par eux signé, de la délimitation totale, avec l'indication des communes; les dites pièces faites à triple original, seront annexées au présent Traité.

Anciens
traités. **ART. XXIII.** Les dispositions des anciens Traités, et notamment de celui du 3 Juin 1754, auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent Traité, sont confirmées.

Ratifica-
tions. **ART. XXIV.** Le présent Traité sera ratifié par S. M. et par la confédération suisse et le Canton de Genève, et les ratifications en seront échangées dans le délai de trois mois, ou plutôt si faire se peut; aussitôt après l'échange des ratifications la remise des territoires aura lieu réciproquement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé et apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin le seize du mois de Mars de l'an de grâce 1816.

(Signé:)

MONTGEO.

PROVAGNE DE COLEGNO.

PICTET DE ROCHENONT.

29.

*Sentence arbitrale de la commission établie à 1816
Vienne en consequence de l'art. de l'acte du ^{26 Mars.}
congrès de Vienne pour juger les reclamations
des princes et états créanciers de rentes établies
sur l'octroi du Rhin par le recès de Deputation
du 25 Feur. 1803; prononcée à Vienne
le 26 Mars 1816.*

(KLÜBER Staatsarchiv. T. I. p. 545.)

*Rechtspruch der Commission; datirt Wien
den 26ten März 1816.*

Von der K. K., auf Ersuchen der am Rheinufer Län-
der besitzenden teutschen Höfe niedergesetzten Com-
mission, wird dem Herrn Fürsten Carl von Löwenstein-
Wertheim, dem Herrn Grafen Christian Friedrich von
Stollberg Wernigerode, als Senior des Gesammthaus
Stollberg, der Fürstlich-Isenburgischen Fideicommiss-
Administration, der in den Gräfl. - Leiningischen An-
gelegenheiten angeordneten Großherzoglich-Badischen
oberhofgerichtlichen Debit-Commission, und den Her-
ren Grafen Friedrich und August von Leiningen We-
sterburg älterer und jüngerer Linie, die abschriftliche
Mittheilung der von den Königl. Preussischen, Groß-
herzoglich-Badischen und Großherzoglich-Hessischen
Gesandten und dem Herzogl. und Fürstl. Nassauischen
Geschäftsträger, unterm 18. Januar, 29. Februar und
24. d. M. eingebrachten Erklärungen zur Nachricht ver-
williget, die Communication der neuen eingerichteten
Vollmachten der Fürstl. - Isenburgischen Fideicommiss-
Administration, und der in den Gräfl. - Leiningenschen
angeordneten Großherzogl. - Badischen oberhofgericht-
lichen Debit-Commission verordnet, die Sache nun-
mehr von Amtswegen für beschlossen in contumaciam
angenommen, und mit Präclusion aller derer, die etwa
Nouveau Recueil T. IV. P der

1816 der in Frage stehenden, in dem Reichs-Deputations-Hauptschluss vom 25. Febr. 1803, auf den Rhein Schifffahrt Octroi direct angewiesenen immerwährenden Renten halber, an die an besagten Octroi Theil nehmenden teutschen Höfe Forderungen zu haben vermeinen möchten, solche aber nicht in Gemäßheit der unterm 17. Julius v. J. ausgegangenen Ladung bei dieser Commission angemeldet haben, — allem An- und Vorbringen und der Sache wohl erwogenen Umständen nach — zu Recht erkannt: dafs

ART. I. Die am Rheinufer Länder besitzenden, am Rhein-Schifffahrt Octroi Theil nehmenden deutschen Höfe, nicht allein die in dem Reichs-Deputations-Hauptschluss vom 25. Febr. 1803. §§ 17, 19 und 20, den Herren Fürsten und Grafen von Stollberg, der Frau Fürstin von Isenburg Gräfin Parkstein, den Herren Grafen von Leiningen Güntersblum und Heidesheim, nachhin Billigheim und Neidenau, und dem Herrn Grafen von Leiningen Westenburg jüngerer Linie, auf den Rheinschifffahrt Octroi direct angewiesenen, vom 1. Januar 1814 an, laufende immerwährende Renten im jährlichen Gesamtbetrage von 65,000 Gulden, — vorbehaltlich deren Ablösung gegen ein Capital zu 2½ Procent, oder mittelst einer jeden andern zwischen den interessirten Theilen beliebigen Uebereinkunft, — fortwährend verabfolgen zu lassen; sondern auch nachstehende, bis zum 31. December 1813 davon erwachsene, Rückstände:

- a) Die dem Gesamthause Stollberg, nach Abzug der in den Jahren 1811 und 1813, von dem Herrn Fürsten Primas darauf bezahlten 15,000 Fl. vom 1. December 1802 bis letzten December 1813, an noch gebührenden 317,500 Fl.;
- b) Die dem Herrn Fürsten Carl August von Isenburg, im Folge des am 28. Januar 1805 mit seiner Frau Mutter der Frau Fürstin von Isenburg Gräfin Parkstein errichteten Familien-Vertrags, für jene Zeit gebührenden 254,916 Fl. 40 Kr.;
- c) Die den Herren Grafen von Leiningen-Billigheim und Neidenau für besagte Zeit gebührenden 66,500 Fl.;
- d) Und die dem Herrn Grafen August von Leiningen-Westenburg jüngerer Linie, nach Maassgabe der von ihm producirten Berechnung, für gedachte Zeit an noch gebührenden 6,001 Fl.;

aus

1816

aüs dem Ertrag des Rhein Schiffahrt Octroi — imma-
ssen derselbe jener Rückstände halber, gleichwie in An-
sehung der laufenden Renten, mit der darauf gesetz-
lich ruhenden Hypothekarlast behaftet geblieben —
in Gemälsheit der in §§ 4 und 5 des 28. Artikels der die
Rheinschiffahrt betreffenden Verabredungen enthalte-
nen eventuellen Uebereinkunft — wofern sie nicht nach
der sich allda vorbehaltenen Wahl, besagte Rückstände,
nach der Analogie § 40. des Reichs-Deputations Haupt-
schlusses von 1803, in $2\frac{1}{2}$ procentige (mit den in den
§§ 17, 19 und 20 dem Gesamtmhaufe Stollberg, der
Frau Fürstin von Isenburg Gräfin Parkstein, den Her-
ren Grafen von Leiningen Billigheim und Neidenau,
und dem Herrn Grafen von Leiningen Westerburg jün-
gerer Linie, angewiesenen immerwährenden Renten,
zu entrichtende) gleichwie diese, auf der Rhein Schiff-
fahrt Octroi haftende, additionelle Renten zu verwan-
deln gemeint seyn sollten — in zehn unmittelbar auf
einander folgenden Jahren, mittelst jährlicher Tilgung
des zehnten Theils einer jeden der vorbenannten Rück-
stand Summen, abzuführen, weniger nicht wegen
den von dem Herrn Grafen Friedrich von Leiningen
Westerburg älterer Linie beehrten 6000 Fl., falls der-
selbe darzuthun vermag, daß diese Summe bei der
Cession an Frankreich ausdrücklich ausgenommen wor-
den, die geheimen Rätthe Feder und Stephani zu Wert-
heim, — jedoch mit Abzug der eingestandenermaßen
in den Jahren 1811 und 1815 erhobenen 1500 Fl., wo-
fern diese Zahlungen nach der eben besagten Cession
geschehen seyn sollten, nach Maassgabe der vorgedach-
ten eventuellen Uebereinkunft zu befriedigen, den
Rechten nach verbunden, dem zu Folge dann Aller-
höchst- und Höchstdieselben, der in Gemälsheit dieses
Rechtspruchs zu verfügenden, der vorgedachten Ueber-
einkunft zu Folge halbjährig zu leistenden Zahlungen
halber, das Erforderliche zu erlassen von selbst geneigt
seyn werden. So viel aber

ART. II. die eventuellen Ansprüche des Herrn
Fürsten Carl von Löwenstein Wertheim, auf die im
§ 14. des Reichs-Deputations Hauptschlusses von 1803,
auf den Rhein Schiffahrts Octroi angewiesene immer-
währende Rente, und die davon aufgelaufenen Rück-
stände, in sofern solche nicht von Frankreich erhoben
worden, anlangt, nachdem Entscheidungen über
P 2 viel.

1816 vielleicht in Zukunft möglich werdende Ansprüche, die gesetzlichen Grenzen richterlicher Gewalt überschreiten, diese Commission sich nicht ermächtigt halten könne, das unterm 4ten Sept. v. J. bei ihr angebrachte, mit der Nachsuchung einer unstatthaften Provisionalverfügung begleitete Begehren, ihrer Entscheidung zu unterziehen, sondern besagtem Herrn Fürsten vorbehalte, die aus einem, auf erhobene Klage Sr. Königl. Hoheit des Herrn Kurfürsten zu Hessen wider das Fürstliche Haus Löwenstein ergehenden rechtskräftigen Erkenntnisse erwachsen mögenden Forderungen zu seiner Zeit wider die Großherzoglich-Badische und Herzoglich- und Fürstlich-Nassauische Höfe, und in so fern er sich mit den Erklärungen des Königl. Preussischen und Großherzoglich-Hessischen Hofes zu beruhigen nicht gemeint seyn sollte, auch wider letztgedachte Höfe, in foro competenti rechtlicher Ordnung nach ein- und auszuführen; und was endlich

ART. III. die von der Großherzoglich-Hessischen Gesandtschaft unterm 18ten Januar wiederholt nachgesuchte Anerkennung der ursprünglichen Liquidität der im §. 9. des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom 25ten Februar 1803, dem damaligen Herzoglichen Hause Mecklenburg-Schwerin angewiesenen, im Jahr 1811 dem Großherzoglich-Hessischen Hofe cedirten, und von diesem im Jahr 1812 in eine mit Frankreich vorgewesene Unterhandlung und Abrechnung mit aufgenommenen immerwährenden Renten betrifft, des Herrn Großherzogs zu Hessen Königliche Hoheit auf den Commissions-Beschluss vom 23ten October vorigen Jahrs verwiesen werden.

Von Rechtswegen.

Wien den 26ten März 1816.

C. FR. VON PUFENDORF,
vormaliger Kaiserlicher Reichshofrath, m. p.

A. K. FR. BARTENSTEIN,
vormaliger Kaiserlicher Reichshofrath, m. p.

F. C. FR. VON GÄRTNER,
vormaliger Kaiserlicher Reichshofrath, m. p.

C. F. C. STADERMACHER,
K. K. Hofrath, m. p.

F. J. v. BREUNING,
K. K. Hofrath, m. p.

30.

*Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. 1816
S. le Prinze de Schwarzbourg-Sondershausen ^{15 Juin.}
pour régler leurs rapports respectifs, signé
le 15 Juin 1816.*

(Gesetzsammlung für die Preussischen Staaten.

Anfang 1818. p. 71-74.)

Seine Königl. Majestät von Preussen, welche in Folge des 15ten, 18ten und 118ten Artikels der am 9ten Junius 1815 auf dem Congresse zu Wien abgeschlossenen Acte in alle diejenigen Rechte getreten sind, die bis dahin der Krone Sachsen gegen das Fürstliche Haus Schwarzburg und dessen Besitzungen zugestanden, und Se. Durchl. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen beiderseits geneigt, Ihre Verhältnisse einfacher und bestimmter als bisher zu ordnen, haben zu diesem Zwecke Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

S. M. der König von Preussen, den wirklichen Geheimen Legationsrath, Sectionschef, Ritter mehrerer Orden, Herrn Johann Ludwig von Jordan, und den Geheimen Legationsrath und Ritter mehrerer Orden, Herrn Johann Gottfried Hoffmann; und S. Durchl. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen den Geheimen Rath, Canzler und Consistorial-Präsidenten Ludwig Wilhelm Adolph von Weise, und den Vice-Kammer-Präsidenten und Kammerjunker Carl Friedrich Wilhelm von Weise, welche, nach Auswechselung ihrer in guter Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel sich vereinigt haben.

ART. I. Se. Durchl. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen leisten für immer Verzicht zu Gunsten S. M. des Königs von Preussen:

1. auf alle lehnsherrliche Rechte und Einkünfte, welche Sie bisher allein oder in Gemeinschaft in dem Umfang des Preussischen Staates, so wie er nach Abschluß des gegenwärtigen Tractats begrenzt seyn wird, befaßen, erhoben, oder sonst behauptet haben, wie auch

Renon-
ciations
de la
part de
Sonders-
hausen.

1816 auch auf alle Ansprüche, welche Ihnen etwa auf die Salzquellen zu Artern zustehen möchten. Das Privateigenthum an Waldungen, Wiesen und andern Grundstücken, welche S. Durchl. der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen an verschiedenen Orten der Preussischen Staaten besitzen, wird jedoch nicht hiermit abgetreten, sondern bleibt Fürstliches Eigenthum unter Preussischer Hoheit mit Befreiung von ordentlichen Grundsteuern, so weit dieselbe bis hierher statt gefunden hat.

2. Auf die Landeshoheit und alle von derselben abhängenden Rechte und Einkünfte in den Ämtern Bodungen, den Gerichten Allersberg und Hainröden und der Ortschaft Uterode; die Cameralgüter und Forsten im Amte Bodungen, sind in dieser Verzichtleistung nicht begriffen, und werden vielmehr nebst den davon abhängenden Domänialrechten und Nutzungen von Sr. Durchl. unter Preussischer Hoheit, und mit den Eigenschaften befaßt werden, welche den am meisten privilegierten Allodial-Rittergütern in der Grafschaft Hohenstein, Preussischen Antheils, in der Regel zustehen, auch bleibt denselben die Befreiung von ordentlichen Grundsteuern in dem Maße, in welchem sie bisher statt gefunden, ferner besonders vorbehalten.

3. Auf die Ortschaft Bruchstädt, mit allen Hoheits-, Eigenthums- und andern Rechten.

4. Auf alle Rechte und Einkünfte, die Ihnen in der Ortschaft Bothenheiligen und deren Zubehör zustehen.

S. M. der König von Preussen werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hierdurch zu Ihren Gunsten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit eben den Befugnissen und Verbindlichkeiten besitzen, womit sich dieselben zur Zeit im Besitze Sr. Durchl. des Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen befinden, und es kann und soll namentlich hierdurch den Rechten des Hauses Stollberg nichts entzogen werden.

Rénon-
ciations
de la
part de
la Prusse

ART. II. S. M. der König von Preussen verzichten dagegen zu Gunsten Sr. Durchl. des Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen:

1. Auf alle Landeshoheits-, Oberherrlichkeits- und Lehnrechte und Einkünfte, welche Sie bisher über das Amt Ebeleben, jedoch mit Ausnahme der Ortschaft Bothenheiligen und deren Zubehör, die sogenannten Reccesherrschaften, die der Gemeinde Wiedermut gehörige Holzung, Stockei genannt, und überhaupt in dem Umfange des Gebiets Sr. Durchl., so wie es nach Abschluß dieses Tractats begrenzt seyn wird, besessen, erhoben, oder sonst behauptet haben; die Reccesgelder und die Jagd in der Stockei sind namentlich hierunter begriffen. 1816

2. Auf die Landeshoheits-, Lehn- und Eigenthumsrechte und Einkünfte, welche Sie in den Ortschaften Groß-Furra und Bendeleben besitzen.

3. Auf das Eigenthum und die Einkünfte des in dem Schwarzburgischen Dorfe Alkersleben belegenen, zu der Erfurth'schen Domainenverwaltung gehörigen Guts, und der innerhalb der Sondershäuserischen Grenze gelegenen Besitzungen und Gefälle der vormaligen Probstei Gellingen, wie auch auf diejenigen Gefälle und Einkünfte, welche Ihr Collecturhof zu Nordhausen, das eingezogene Domstift und der Frauenberg ebendasselbst in denjenigen Ortschaften erheben, welche nach Abschluß dieses Tractats unter der Landeshoheit Sr. Durchl. stehen werden. Auch soll die Steuerfreiheit der Fürstlichen Domaine zu Gerterode, so wie sie vor dem Tilliter Frieden bestand, wieder hergestellt werden.

Se. Durchl. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hiermit zu Ihren Gunsten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit eben den Befugnissen und Verbindlichkeiten besitzen, womit sich dieselben zur Zeit im Besitze S. M. des Königs von Preußen befinden, und es kann und soll namentlich auch hierdurch den Rechten des Hauses Stollberg nichts entzogen werden.

ART. III. Die Uebergabe der gegenseitig Artikel 1 und 2. abgetretenen Besitzungen, Rechte und Einkünfte geschieht am 1. Julius des gegenwärtigen Jahrs. Alle Vortheile und alle Lasten laufen von diesem Tage an, und mit Einschlufs desselben für Rechnung des neuen Inhabers. Alle früher fällige, aber bei dem Einfassen noch rückständigen Gefälle, Abgaben, Dienste

Execu-
tion re-
cipro-
que.

lle

1816 Re und Leistungen aller Art, verbleiben dem neuen Besitzer, welcher gehalten ist, dagegen auch alle rückständige laufende Ausgaben zu übernehmen, ohne daß über beides irgend eine Nachrechnung statt finden könnte. Die auf die abgetretenen Besitzungen, Rechte und Einkünfte Bezug habenden Registraturen und Papiere aller Art, sollen in der möglichst kürzesten Zeit, spätestens bis zum 1sten October laufenden Jahres übergeben werden.

Dettes;
corporations.

ART. IV. Mit den abgetretenen Districten und Ortschaften gehen bloß die Localschulden und Lasten über. Sie treten ganz außer Verbindung mit den Provinzen, Kreisen oder Aemtern, wovon sie gegenwärtig getrennt werden, und es können von beiden Seiten keine Nachforderungen wegen vormals gemeinschaftlichen Vermögens oder gemeinschaftlicher Schulden von den Provinzial-, Kreis- und Aemtercassen an die abgetretenen Districte und Ortschaften oder umgekehrt, erhoben werden. Seine Maj. der König von Preussen und S. D. der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen übernehmen jeder an Ihrem Theile diejenigen Stände, Behörden, Corporationen und Communen vollständig und nach aller Billigkeit zu entschädigen, welche durch diese Bestimmung erweislich verletzt seyn möchten. Milden und frommen Stiftungen verbleiben auf beiden Seiten die bisher bezogenen Gefälle und Einkünfte, und soll darin durch gegenwärtige gegenseitige Abtretung nichts verändert werden.

Officiers
civils;
pensionnaires.

ART. V. Von beiden Seiten geht bloß die Localdienerschaft an den neuen Landesherrn über; von den Pensionärs im Civil bloß Unteroffizianten, im Militär bloß solche Personen, die nicht Oberoffiziers-Rang haben und deren fester Wohnsitz eine der übergehenden Ortschaften ist. Sie verbleiben ungekränkt im Besitze ihrer bisherigen Rechte und Einkünfte. Sr. D. dem Fürsten wird frei stehen, bei denjenigen Oeconomie-Verwaltungen und Untergerichten, die Sie nach Artikel 1. Nr. 2. künftig unter Preussischer Hoheit besitzen werden, auch in Ihrem Gebiet geborne oder naturalisirte Personen anzustellen, wenn sie sonst die allgemeinen gesetzlichen Eigenschaften zu Verwaltung ihres Dienstes haben. Militärs aller Grade, welche in den abgetretenen Districten und Ortschaften geboren sind,

sind, sollen, wenn sie ihre Dienste bei dem bisherigen Landesherrn nicht fortsetzen wollen, auf ihr Aufsuchen bis zu Ende des laufenden Jahres 1816 verabschiedet und in ihre Heimath entlassen werden. 1816

ART. VI. Da hiernach die Verhältnisse, in welchen Seine Durchl. der Fürst vormals gegen die Krone Sachsen, und in Folge derselben letztlich gegen den Preussischen Staat standen, erst mit dem 1. Julius d. J. aufhören, so werden Sie die etwa noch rückständigen Recesfgelder, und etwa von Ihnen eingehobenen, aber recesfmässig Preussen zuständigen Steuern und Abgaben bis zu gedachtem Termine annoch an die Regierungs-Hauptcasse zu Merseburg abtragen lassen. Das Quantum dieser Rückstände soll sofort von in Berlin zusammentretenden Commissarien berechnet, und der gedachten Cassa eine Anweisung, wie viel sie überhaupt noch zu fordern hat, zugestellt werden. Die Zahlung wird dergestalt erfolgen, daß binnen Jahresfrist alles berichtet seyn wird. *Arriérés*

ART. VII. S. D. der Fürst verpflichten sich, denjenigen Maafsregeln für Ihre Lande beyzutreten, welche wegen des gemeinschaftlichen militärischen Interesse der Gegenden zwischen der Saale und Werre in gemeinsamer Uebereinkunft mit den daselbst angehörenden Mitgliedern des deutschen Bundes überhaupt beschloffen werden möchten. Sie werden dagegen auch Antheil an derjenigen Auseinandersetzung nehmen, welche über die gemeinschaftlichen Verwendungen der Norddeutschen Fürsten, wegen der krieglichen Ereignisse in den Jahren 1805 und 1806 erfolgen wird. *Arrangemens militaires.*

ART. VIII. S. M. der König und S. Durchl. der Fürst versichern einander gegenseitig die freye und unbeschwerzte Durchfuhr der Militäreffecten, des Salzes, des Getraides, aller Brennmaterialien, des Zimmerholzes, des Kalkes und aller Steine, wie auch der Erzeugnisse Ihrer Berg- und Hüttenwerke. Diese Durchfuhr kann jedoch nur auf offener Landstrasse und unter Beobachtung der allgemeinen finanziellen und polizeilichen Vorschriften, zu welchen letzteren auch die Erlegung bloßer Wege- und Brückengelder gehört, erfolgen. *Libre transit.*

ART.

1816Droit de
réver-
sion.

ART. IX. Sr. M. dem Könige von Preussen verbleibt nach Abgang aller zur Lehnfolge nach der bisherigen Verfassung berechtigten, das Heimfallsrecht in demselben Maasse ausdrücklich vorbehalten, in welchem es vor Abschluß des gegenwärtigen Tractats bestanden hat.

Consen-
tement
au traité
avec
Rudol-
stadt.

ART. X. S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen verpflichtet sich, die agnatische Einwilligung für sich und ihre Nachfolger zu demjenigen Staatsvertrage zu ertheilen, welcher gleichzeitig zwischen S. M. dem Könige von Preussen und S. D. dem Fürsten zu Schwarzburg-Rudolstadt zu gleichem Zwecke abgeschlossen werden soll. Dieser Staatsvertrag wird deshalb Ihren Bevollmächtigten gleich nach erfolgter Unterzeichnung mitgetheilt werden, und die Einwilligung wird hierauf noch vor Auswechslung der Ratificationen erfolgen.

Ratifica-
tion.

ART. XI. Gegenwärtiger Tractat wird von S. M. dem Könige, und S. D. dem Fürsten ratificirt, und die Ratificationen binnen vierzehn Tagen nach der Unterzeichnung ausgewechselt werden.

Des zu Urkund haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtigen Staatsvertrag unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

Berlin, den 15. Junius 1816.

(L. S.) JOHANN LUDWIG (L. S.) LUDWIG WILHELM
VON JORDAN. ADOLPH V. WEISE.

(L. S.) JOHANN GOTT- (L. S.) CARL FRIEDRICH
FRIED HOFFMANN. WILHELM V. WEISE.

Separat - Artikel.

Expec-
tatives
feodales

ART. I. S. M. der König von Preussen, und S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen, sichern sich gegenseitig die Genehmigung derjenigen Lehnsexpectanzen zu, welche von ihnen vor Unterzeichnung des untenbenannten Tractats auf durch denselben abgetretene Gegenstände ertheilt worden seyn möchten.

Jurisdic-
tion;
droits
consti-
tution-
nels.

ART. II. Den vormaligen Receßherrschaften und denjenigen Districten, Ortschaften und Personen, welche
in

in Folge dieses Tractats, aus Königlich-Preussischer Landeshoheit unter Fürstlich-Schwarzburgischer Landeshoheit übergehen, behalten beide pacificirende Theile vorläufig noch die oberste und letzte Instanz in Civil- und Criminalfällen bey den Königlichen Preussischen Obergerichten auf so lange vor, bis ein nach Artikel 12. der deutschen Bundesacte vom 8. Junius 1815. gebildeter oberster Gerichtshof auch für die Fürstlich-Schwarzburgischen Länder eingerichtet und in Thätigkeit getreten seyn wird, worauf alsdann dieses interimistische Verhältniß gänzlich aufhören, und die Gerichtsbarkeit in letzter Instanz ohne Ausnahme an gedachten Gerichtshof übergehen wird. S. K. M. bestimmen zu dieser interimistischen Instanz Ihr geheimes Obertribunal, und werden denselben deshalb Auftrag machen. Auch versprechen S. D. der Fürst ausdrücklich, den von Ihnen durch gegenwärtigen Tractat neu erworbenen Unterthanen, bey der für Ihren Staat in Gemälsheit des 13. Artikels der Bundesacte zu errichtenden ständischen Verfassung, Befugnisse beyzulegen, welche wesentlich, der verschiedenen Lage gemäß, denjenigen gleichgeltend sind, die sie, wenn sie Preussische Unterthanen geblieben wären, in Rücksicht der ständischen Verfassung erhalten haben würden.

1816

Diese Artikel sollen ratificirt auch so angesehen werden, als ob sie Wort für Wort, dem heute zwischen S. M. dem Könige von Preussen und S. D. dem Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen, wegen einfacher und bestimmter Anordnung der zwischen Ihnen bisher bestandenen Verhältnisse abgeschlossenen Tractate einverbleibt wären.

Des zu Urkund haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die Separat-Artikel unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

Berlin, den 15. Junius 1816.

(L. S.) JOHANN LUDWIG
VON JORDAN.

(L. S.) LUDWIG WILHELM
ADOLPH V. WEISE.

(L. S.) JOHANN GOTT-
FRIED HOFFMANN.

(L. S.) CARL FRIEDRICH
WILHELM V. WEISE.

31.

1816 *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S.*

29 Juin. *le Prince de Schwarzbourg-Rudolstadt pour
régler leurs rapports respectifs; signé
le 19 Juin 1816.*

(Gesetzsammlung für die K. Preussischen Staaten.
Anfang 1818. p. 74 - 77.)

S. M. der König von Preussen, welche in Folge des 15ten, 18ten und 118ten Artikels der am 9. Junius 1815. auf dem Congresse zu Wien abgeschlossenen Acte, in alle diejenigen Rechte getreten sind, die bis dahin der Krone Sachsen gegen das Fürstliche Haus Schwarzburg und dessen Besitzungen zustanden, und S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt, beiderseits geneigt Ihre Verhältnisse einfacher und bestimmter als bisher zu ordnen, haben zu diesem Zwecke Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine M. der König von Preussen, den wirklichen geheimen Legationsrath, Sectionschef und Ritter mehrerer Orden, Herrn Johann Ludwig von Jordan, und den geheimen Legationsrath und Ritter mehrerer Orden, Herrn Johann Gottfried Hoffmann; und

S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt, den Kanzler und Consistorialpräsidenten, Großkreuz des Großherzoglich-Badenischen Ordens der Treue, Herrn Freyherrn von Ketelhodt;

Welche, nach Auswechslung ihrer in guter Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel sich vereinigt haben.

Renon-
ciation
d. l. part
de
Schwarz-
burg-
Rudolst.

ART. I. S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt, leisten für immer Verzicht zu Gunsten Seiner M. des Königs von Preussen:

1. Auf alle lehnherrlichen Rechte und Einkünfte, welche Sie bisher allein oder in Gemeinschaft in dem Umfange des Preussischen Staats, so wie er nach Abschluss des gegenwärtigen Tractats begrenzt seyn wird, besaßen, erhoben oder sonst behauptet haben;
wie

wie auf alle Ansprüche, welche Ihnen etwa auf die Salzquellen zu Artern zufließen möchten, und auf diejenigen Geld- und Naturaliengefälle, welche Ihre Kammer bisher aus den Aemtern Sachsenburg, Artern, Sangerhausen und Rolsa bezogen hat. Das Privat-Eigenthum an Waldungen, Wiesen und anderen Grundstücken, welches S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt an verschiedenen Orten der Preussischen Staaten, z. B. bey Ufrungen, Breitungen, Etzleben oder in anderen Orten besitzen, wird jedoch hiermit nicht abgetreten, sondern bleibt Fürstliches Eigenthum unter Preussischer Hoheit, mit Befreyung von ordentlichen Grundsteuern, soweit dieselbe bisher Statt gefunden hat. 1816

2. Auf die Ortschaften Wohlkramshausen, mit allen Hoheits-, Eigenthums- und anderen Rechten. Die in der Wohlkramshäuser Flur gelegenen, zu dem Fürstlichen Vorwerke Strausberg gehörigen Wiesen sind ein Privat-Eigenthum, auf welches die Bestimmungen unter Nr. 1. dieses Artikels Anwendung finden. Das in der Strausberger Flur gelegene Vorwerk Kirchberg bleibt unter Schwarzburgischer Hoheit.

S. M. der König von Preussen werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hierdurch zu Ihren Gunsten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit eben den Befugnissen und Verbindlichkeiten besitzen, womit sich dieselben zur Zeit im Besitze S. D. des Fürsten zu Schwarzburg-Rudolstadt befinden, und es kann und soll namentlich hierdurch den Rechten des Hauses Stollberg nichts entzogen werden.

ART. II. S. M. der König von Preussen verzichten dagegen zu Gunsten S. D. des Fürsten zu Schwarzburg-Rudolstadt:

Renonciations
d. l. p.
de la
Prusse.

1. Auf alle Oberherrlichkeits-, Lehn- und andere Gerechtsame und Einkünfte, welche Sie bisher in den sogenannten Recesherrschaften oder sonst in dem Umfange des Gebiets S. D., so wie es, nach Abschlusse dieses Tractats begrenzt seyn wird, besessen, erhoben oder sonst behauptet haben. — Dieser Verzicht bezieht sich jedoch nicht auf die Aemter Heringen und Kelbra, welche vielmehr in ihren, bis zum Jahre 1806 Reces- und Observanzmässig bestandenen Verhältnissen bleiben.

1816

2. Auf die Landeshoheits-, Lehns- und Eigenthumsrechte und Einkünfte, welche zu der Probstei Göllingen gehören, und deren Gegenstand innerhalb der Rudolstädtschen Grenzen liegt; desgleichen auf die Landeshoheitlichen und anderen Rechte, über die der Fürstlich-Schwarzburgischen Rentkammer gehörigen Holzungen, der Hostienberg und das Feuerthal genannt; wie auch über die Fürstlich-Schwarzburgischen, in Günzerode wohnhaften Unterthanen zugehörigen, im Jahre 1810. in dem Billingslebner Steuer-Kataster nachträglich verzeichneten Grundstücken von Nr. 374. bis 383, worüber das Amt Sachsenburg die Gerichtsbarkeit theils ausgeübt, theils in Anspruch genommen hat.

3. Auf diejenigen Gefälle und Einkünfte, welche ihr Collecturhof zu Nordhausen, das eingezogene Stift Crucis ebendasselbst und das Klosteramt zu Dientborn in denjenigen Ortschaften erheben, welche nach Abschluß dieses Tractats unter der Landeshoheit S. D. stehen werden; wie auch auf die in dem Fürstlichen Gebiete, und zwar im Dorfe Ringleben gelegene, zu der Deutschen Ordenskommende Griffstät gehörige Hufe Land und die mit deren Besitz verbundenen Einkünfte und Gefälle.

S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt werden alle Rechte und Einkünfte, worauf hiermit zu Ihren Gunsten verzichtet wird, für Sich und Ihre Nachfolger mit eben den Befugnissen und Verbindlichkeiten besitzen, womit Sich dieselben zur Zeit im Besitze S. M. des Königs von Preußen befinden, und es kann und soll namentlich auch hierdurch den Rechten des Hauses Stollberg nichts entzogen werden.

Execu-
tion ré-
sipro-
que,

ART. III. Die Uebergabe der gegenseitig, Artikel 1. und 2. abgetretenen Besitzungen, Rechte und Einkünfte geschieht am 1sten Julius des gegenwärtigen Jahres. Alle Vortheile und alle Lasten laufen von diesem Tage an und mit Einschlufs desselben für Rechnung des neuen Inhabers. Alle früher fällige, aber bey den Einfassen noch rückständige Gefälle, Abgaben, Dienste und Leistungen aller Art verbleiben dem neuen Besitzer, welcher gehalten ist, dagegen auch alle rückständige laufende Ausgaben zu übernehmen, ohne dafs über beides irgend eine Nachrech-

rechnung Statt finden könnte. Die auf die abgetretenen Besitzungen, Rechte und Einkünfte Bezug habenden Registraturen und Papiere aller Art, sollen in der möglichst kürzesten Zeit, spätestens bis zum 1. October des laufenden Jahrs übergeben werden. 1816

ART. IV. Mit den abgetretenen Districten und Ortschaften gehen bloß die Localschulden und Lasten über. Sie treten ganz außer Verbindung mit den Provinzen, Kreisen oder Aemtern, wovon sie gegenwärtig getrennt werden, und es können von beiden Seiten keine Nachforderungen wegen vormals gemeinschaftlichen Vermögens, gemeinschaftlicher Schulden oder Provinzial-, Kreis- und Aemterkassen an die abgetretenen Districte und Ortschaften, oder umgekehrt erhoben werden. Dettes; Corpérations.

S. M. der König von Preussen und S. D. der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt übernehmen Jeder an Ihrem Theile, diejenigen Stände, Behörden, Corporationen und Communen vollständig und nach aller Billigkeit zu entschädigen, welche durch diese Bestimmung erweislich verletzt seyn möchten. Mildten und frommen Stiftungen verbleiben auf beiden Seiten die bisher bezogenen Gefälle und Einkünfte, und soll darin durch gegenwärtige gegenseitige Abtretungen nichts verändert werden.

ART. V. Die in den, nach gegenwärtigem Verträge, abgetretenen Ortschaften vorhandenen herrschaftlichen Diener, verbleiben in ungekränktem Besitze ihrer bisherigen Rechte und Einkünfte. Auch soll kein Eingeborner derselben verpflichtet werden, Dienste bey dem vormaligen Landesherrn wider seinen Willen länger als bis zum Ende des laufenden Jahrs fortzusetzen. Officiers civils.

ART. VI. S. D. werden die rückständigen Recess-Artillerie-gelder bis zum 1. Julius l. J. bezahlen lassen, da von diesem Termine ab erst die Verpflichtung zu Zahlung derselben, nach Artikel 1. Nr. 1. aufhört.

ART. VII. S. D. der Fürst verpflichten Sich, denjenigen Maaßregeln für Ihre Lande beizutreten, welche wegen des gemeinschaftlichen militärischen Interesse der Gegenden zwischen der Saale und Werra, in gemeinsamer Uebereinkunft mit den daselbst angehörenden Mitgliedern des Deutschen Bundes überhaupt beschlos- Arrangemens militaires. sein

1816

sen werden möchten. Sie werden dagegen auch Antheil an derjenigen Auseinandersetzung nehmen, welche über die gemeinschaftlichen Verwendungen der Norddeutschen Fürsten wegen der kriegerischen Ereignisse in den Jahren 1805 und 1806. erfolgen wird.

Libre transit.

ART. VIII. S. M. der König und S. D. der Fürst versichern einander gegenseitig die freye und unbeschwerte Durchfuhr der Militäreffecten, des Salzes, des Getraides, aller Brennmaterialien, des Zimmerholzes, des Kalks und aller Steine, wie auch der Erzeugnisse ihrer Berg- und Hüttenwerke. Diese Durchfuhr kann jedoch nur auf offener Landstrasse und unter Beobachtung der allgemeinen finanziellen und polizeylichen Vorschriften, zu welchen letzteren auch die Erlegung bloßer Wege- und Brückengelder gehört, erfolgen.

Droit de réversion.

ART. IX. S. M. dem Könige von Preussen verbleibt, nach Abgang aller zur Lehnfolge, nach der bisherigen Verfassung. Berechtigten, das Heimfallsrecht in demselben Maasse ausdrücklich vorbehalten. in welchem es vor Abschluß des gegenwärtigen Tractats bestanden hat.

Consentement au traité avec Sondershausen.

ART. X. S. D. der Fürst zu Schwarzburg-Rudolstadt verpflichten Sich, die agnatische Einwilligung für Sich und Ihre Nachfolger zu demjenigen Staatsvertrage zu ertheilen, welcher gleichzeitig zwischen S. M. der König von Preussen, und S. D. dem Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen, zu gleichem Zwecke abgeschlossen wird. Dieser Staatsvertrag wird deshalb Ihren Bevollmächtigten gleich nach erfolgter Unterzeichnung mitgetheilt werden, und die Einwilligung wird hierauf noch vor Auswechselung der Ratificationen erfolgen.

Ratification.

ART. XI. Gegenwärtiger Tractat wird von S. M. dem Könige und S. D. dem Fürsten ratificirt, und die Ratificationen binnen vierzehn Tagen nach der Unterzeichnung ausgewechselt werden.

Des zu Urkund haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtigen Staatsvertrag unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

Geschehen zu Berlin, den 19. Juni 1816.

(L. S.) JOH. LUDWIG (L. S.) FRIED. WILH. FRAYH.

V. JORDAN.

V. KETELHODT.

(L. S.) JOH. GOTTFRIED

HOFFMANN.

32.

*Convention entre les commissaires d'Autriche 1816
et de Prusse au sujet de la cession à la Prusse^{1. Juill.}
d'une partie de l'ancien Département de la Saar,
en execution de l'art. 51. de l'acte du Congrès
de Vienne et de l'art. 6. du Protocole du 3 Nov.
1815, signée à Worms le 1^{er} Juillet 1816.*

(Copie manuscrite sûre.)

Nachdem in Gemäßheit des Art. 6. der zu Paris am 3. November 1815. zwischen den alliirten Mächten hinsichtlich der Territorial-Ausgleichungen getroffenen Uebereinkunft, die vermöge des Art. 11. der Congress-Acte Sr. K. K. Majestät zugewiesenen Landes-Bezirke im ehemaligen Saar-Departement nun an die Krone Preußen übergehen sollen, und wegen deren Uebernahme zwischen den von den beiderseitigen Höfen in Beziehung auf die noch vorzunehmenden Territorial-Ausgleichungen bevollmächtigten Commissarien und Ministern dem K. K. Oesterr. Hrn. geheimen Rath Freyherrn von Wessenberg und dem Königl. Preussischen Hrn. Staatsminister Freyherrn von Humboldt bereits eine vorläufige Uebereinkunft, mit Festsetzung einiger allgemeinen Bestimmungen, zu Frankfurt am 28. Juni abgeschlossen worden ist; so sind um diese Uebergabe und Uebernahme insbesondere in Ansehung der im ehemaligen Saar-Departement gelegenen Bezirke nun wirklich zu vollführen und deshalb die erforderlichen näheren Bestimmungen zu treffen, die hierzu ernannten Commissarien, nämlich von Seiten des Königl. Preussischen Hofes der Director der Königlichen Regierung zum Coblenz 1sten Abtheilung, Ritter des rothen Adler-Ordens 1ter Classe, Freyherr von Schmitz-Grollenburg als Uebernahms-Commissär und von Seiten des Kaiserl. Oesterr. Hofes der K. K. wirkliche Hofrath und Commandeur des Königl. Baierschen Civil-Verdienst-Ordens Wilhelm von Drosdick als Uebergabs-

Nouveau Recueil T. IV.

Q

Com-

1816 Commissär heute am 1. Juli 1816. zusammengetreten und nach Auswechselfung ihrer beiderseitigen Vollmachten, von welchen vidimirte Abschriften zu den Acten genommen wurden, hat der K. K. Oesterr. Hr. Uebergabs-Commissär erklärt, daß er Kraft seiner Vollmacht die im Art. 6. der zu Paris am 3. Novemb. 1815 zwischen den alliirten Mächten hinsichtlich der Territorial-Ausgleichungen getroffene Uebereinkunft Sr. K. K. Majestät zugewiesenen Landesbezirke im ehemaligen Saar-Departement nämlich die Cantone Saarburg, Merzig, Wadern, Tholey, Ottweiler, den von Frankreich im Jahr 1814 abgetretenen Theil des Cantons Lohbach, die Reste der Cantone Lonz (einschließlich die ehemals zum Wälder-Departement gehörenden Parzellen auf dem rechten Mosel-Ufer) Hermeskeil und Birkenfeld, so wie der Cantone Baumholder und Grumbach, letzterer mit Ausnahme der Ortschaften Eschenau und St. Julia, ferner den Canton St. Wendel mit Ausnahme der Ortschaften Saal, Niederkirchen, Bubach, Marth, Hof und Osterbrücken, endlich die vorher zum Canton Cufel gehörigen Ortschaften Schwarzerden, Reichweiler, Pfeffelbach, Ruthweiler, Burge und Thal Lichtenberg mit allen Rechten und Gerechtsamen in derselben Art und in demselben Umfang, wie solche von Sr. K. K. O. Maj. bisher besessen waren, ohne allen Vorbehalt an den Königl. Preussisch. Herrn Uebergabs-Commissär hiermit förmlich übergeben und überlassen, daher auch nunmehr im Namen Sr. Maj. des Kaisers alle Staats-Diener und Unterthanen der übergebenen Länder aller gegen den bisherigen Souverän gehabten Pflichten entbinde und entlasse.

Hierauf hat der Königl. Preussische Hr. Uebernehmens-Commissär erklärt, daß er Kraft seiner Vollmacht die ihm übergebenen Länder, so wie sie ihm übergeben worden sind, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preussen übernehmen und selbe, so wie deren Einwohner als nunmehr von Sr. Maj. dem König von Preussen mit voller Souveränität übergegangen, erkenne.

Beide Commissarien haben hierauf sogleich hierüber öffentliche Kundmachungen erlassen, und zur Anschlagsung an alle Gemeinden ausgesendet, womit
also

also dem Art. 6. der Pariser Convention vom 3. Nov. 1815. nunmehr gänzlich Genüge geleistet worden ist. 1816

Da jedoch mit dieser im Allgemeinen und in der ersten Wesenheit bereits wirklich vollzogenen Uebergabe noch mehrere zu treffende besondern Verfügungen in einem engen Zusammenhange stehen, und die hierüber am 20. Juni in Ansehung der im ehemaligen Saar-Departement zu übergebenden Bezirke geschlossene vorläufige Uebereinkunft mehrere genauere Bestimmungen erfordert, so haben die beyden Commissarien noch folgende Puncte näher besprochen und darüber im gemeinschaftlichen Einverständnisse Beschlüsse gefaßt.

ART. I. Alle in den übergebenen Bezirken vom 1. May 1816. an, erwachsenen Landes Einkünfte fallen ganz der Krone Preussen zu, dagegen behält der Herr Uebergabs-Commissär seinem Allerhöchsten Hofe alle Ansprüche auf die Landes Einkünfte von der früheren Periode bis 30. April d. J. bevor. Revenus
depuis
le 1 Mai
1816.

ART. II. Die in der Oesterr. Central-Casse vorhandenen Gelder aus den Kreisen Ottweiler und Birkenfeld verbleiben auch in sofern sie von Einkünften, die seit dem 1. May d. J. erwachsen sind, herrühren, der Oesterreichischen Regierung auf Abschlag der einzubringenden Rückstände gegen weitere Verrechnung und gegen die Verbindlichkeit daraus noch die unrichtigten Befoldungen und Pensionen vom 2ten Quartal d. J. zu bezahlen. Die vorhandenen Reste des Kriegsfonds aber sollen, da diese Gelder eigentlich dem Lande als ein zur Bezahlung der Landes-Kriegsschulden bestimmter Fonds gewidmet waren, unter die Kreise Ottweiler und Birkenfeld nach dem Maafstabe der von diesen Kreisen hiezu in Gemäfsheit der in der Verordnung vom 4. Decbr. 1815. Amtsblatt Nr. 54. festgesetzten von denselben geleisteten Beyträge vertheilt und den Kreis-Cassen zugelandet werden, jedoch unbeschadet der Ansprüche auf Rückerstattung, welche der Oesterr. Hof auf die auch aus der Staats-Casse hiezu gemachten Vorschüsse haben könnte. Es wird hierüber von Oesterreichischer Seite die Anweisung der an die hiesige Central-Casse zur dienstfälligen Zahlung an die Kreis-Cassen von Ottweiler und Birkenfeld sogleich erlassen. Casse
centrale
d'Autr.

1816

Pro-
duits
non
vendus.

ART. III. Die in den übergebenen Bezirken am 30. April noch unverkauft gebliebenen Staatsvorräthe an Bergwerks-Producten und Holz, von letzterem jedoch insofern es sich noch am Stamm befindet, nur jenes, welches in den genehmigten Hauungs-Vorschlägen zum heurigen Verkaufe bereits bestimmt war, wenn ein solches noch vorhanden seyn sollte, verbleiben der Oesterr. Regierung, welche die Befugniss hat, während drey Monaten, also bis 1. October d. J. die ihr von den Einkünften der abgetretenen Landes-Bezirke zukommenden Vorräthe aller Art, insofern sie Staats- und kein Communal Eigenthum sind, zu verkaufen, oder frey von allen Abgaben ausführen zu lassen. Es sollen von Königl. Preuss. Seite, binnen 14 Tage genaue Ausweise über den Stand jener Vorräthe am 30. April und die Veränderung mit selbst seitdem eingetreten ist, aufgenommen und der Oesterreichischen Commission mitgetheilt werden. Auch werden diese Vorräthe der Königlich Preussischen Regierung als eine Guthabung des Oesterr. Hofe gegen einen billigen Anschlag nach dem Werth, welche selbe nach dem Maassstabe der letzten Verkäufe haben, und nach Abzug von 10 pr. Ct. für Regiekosten überlassen, worüber man sich vorbehält, noch bis Ende Jul. ein besonderes Uebereinkommen zu treffen. Sollte dies Uebereinkommen bis dahin aber nicht zu Stande gebracht werden, so sollen die dem Oesterr. Hofe zum Verkauf oder zur freyen Ausfuhr verstatteten 3 Monate vom 1. Aug. an, also bis 1. Novbr, gerechnet werden, und den Oesterr. Commissarien in dieser Hinsicht alle zur weitem Disposition mit diesen Vorräthen nothwendigen amtlichen Einwirkungen verstattet seyn.

Bois.

ART. IV. Die von den in den übergebenen Bezirken verkauften, aber noch nicht bezahlter Hölzer, vorhandenen Holzwechsel, werden von Oesterr. Seite nach einem darüber aufzunehmenden besondern Protocoll dem Königl. Preuss. Hofe übergeben, welcher sich dagegen verbindet, den ganzen Betrag derselben dem Kaiserl. Oesterr. Hofe bey den weiter bevorstehenden Liquidationen zu Gute zu nehmen.

Arriérés
réservés
à l'Autr.

ART. V. Dem Kaiserl. Oesterr. Hofe bleiben für die früheren Perioden vor dem 1. May d. J. ausser den gebührenden Rückständen, welche an Steuern oder

oder Domanial Gefällen bey einzelnen Parteyen, noch 1816
 aushaften, oder welche von zurückgebliebenen Staats-
 Vorräthen herrühren, auch noch weitere Ansprüche
 bevor:

- a) Auf die Wiedererstattung von Vorschüssen, welche
 auf Rechnung des Landes, oder des nachfolgenden
 Landesherrn aus der Staats-Casse und dem Staats-
 Vermögen überhaupt gemacht wurden.
- b) Auf Guthabungen von auswärtigen Regierungen,
 die erst später eingebracht worden, als z. B. bey
 der Liquidation mit Frankreich und den Liquida-
 tionen mit andern Regierungen und Hofen für ge-
 noffene Truppen-Verpflegung.

ART. VI. Nach geschehener Uebergabe hat die in den übergebenen Bezirken eintretenden K. Preuss. Regierung außer den seit dem 1. May neu erwachsenen Einkünften, auch die aus der früheren Periode vor dem 1. May nach rückständigen Geldern zu beziehen, so wie die rückständigen Ausgaben für Rechnung von Oesterreich aus diesen einzunehmenden Rückständen zu berichtigen. Die K. Preuss. Regierung verbindet sich, die Beytreibung aller Rückstände, insofern nicht einige derselben durch wirklichen Zahlungs-Unfähigkeit der Parteyen uneinbringlich wären, so wie die Verrechnung darüber gegen die Kaiserl. Oesterr. Regierung binnen 3 Monaten nach geschehener Uebergabe, also bis zum 1. Octobr. zu beendigen, wogegen sich die Oesterr. Regierung verpflichtet, alle, die seit dem 16. Juni 1814 erlaufenen, aber noch nicht befriedigten Verwaltungs - Auslagen, ebenfalls innerhalb 3 Monaten, binnen welcher selbe auch angefordert werden müssen, festzustellen, und zu vergüten. Diese Verpflichtung der K. K. Oesterr. Regierung hat sich auch auf rückständige Ausgaben von der Zeit der franz. Regierung, zu erstrecken, insofern die dafür nach franzöf. Gesetzen zugewiesenen Fonds von der Oesterr. Regierung ganz oder zum Theil wirklich bezogen worden sind und es solche Forderungen betrifft, wegen welcher nach den mit Frankreich bestehenden Staats-Verträgen von den Jahren 1814 und 1815. keine Reclamationen gegen Frankreich mehr statt finden.

ART. VII. Da nach der geschehenen Uebergabe ohnehin eine solche Absonderung der finanziellen Verwaltung

Arriérés
 pour
 compte
 de la
 Prusse.

Arri-
 rés com-
 muna.

1816 waltung eintritt, daß die neue K. Preuss. Verwaltung der übergebenen Bezirke in ihre Cassen nur das, was von ihrem Gebiete an laufenden Ertrage oder an Rückstand eingeht, bezieht, so wird es nur in Ansehung jener Ausgaben die früher den übrigen damit vereinigt gewesenen Landesbezirken am linken Rheinufer gemeinschaftlich waren, und so lange sie zum Theil auch noch ferner gemeinschaftlich bleiben, nothwendig den Maafstab der Beytrags-Pflicht jeden Theils festzusetzen. In dieser Absicht vereinigten sich die beiden Commissarien zu folgenden Grundsätzen:

- a) Bey Befoldungen von Beamten eines in nur mehr verschiedenen Gebieten sich erstreckenden Bezirkes wäre die Quote nach dem Verhältnisse der Seelenzahl der Bezirktheile zu bemessen.
- b) bey Pensionisten hätte ihr dermaliger Wohnsitz zu entscheiden,
- c) die Verköstigung der Gefangenen in den Strahlhäusern träge für Eingeborne aus dem bisherigen Administrations Bezirke jene Macht, welcher der Geburts-Ort zufällt, für Ausländer jene Macht, in deren Gebiet sich das Tribunal befindet, welches die Untersuchung gepflogen und die Abtheilung veranlaßt hat.

Dettes
de la
guerre.

ART. VIII. Die Liquidation des gesammten Kriegsschuldwesens, wozu auch die Vollendung der Magazin-Rechnungen gehört, für die ganze frühere Periode der gemeinschaftlichen Administration, soll in Gemäßheit der zwischen Oesterreich und Bayern getroffenen Uebereinkunft vom 1. May binnen längstens 3 Monaten vom 1. May an gerechnet, sowohl in Absicht auf Berichtigung von unbezahlten Posten, auf nachträgliche Gleichstellung einzelner Bezirke des ehemaligen gemeinschaftlichen Administrations Bezirks unter sich, und auf Rückeratz für Vorschüsse aus der Staats-Casse vollendet werden. Zu diesem Behufe wird es der K. Preuss. Regierung frey stehen, zu der diesfälligen bereits aufgestellten Liquidations-Commission einen Commissär abzuordnen, so wie überhaupt die künftigen Verhältnisse dieser Commission und die Art der gänzlichen Beendigung ihres Geschäfts, wenn diese in dem festgesetzten Termin bis Ende Jul. nicht mehr möglich werden sollte, mit den

den Königl. Bayerischen und Großherzogl. Hessischen Höfen näher zu reguliren. Vor der Hand bleibt diese Commission aber in ihrer bisherigen Form als eine gemeinschaftliche Behörde auch bey den nun eintretenden Landes-Administrationen gleich untergeordnet. 1816

ART. IX. Nachdem der Herr Uebernahme-Commissär in Ansehung der noch zu berichtigenden ältern Kriegsschulden, insbesondere bemerkt, daß jene Lieferanten aus dem Saar-Departement, welche von den ehemaligen Oesterr. und Bayrischen gemeinschaftlichen Landes-Administration mit Anweisungen auf verfallene Domainen-Kauffchillinge befriedigt worden sind, so wird auf geäußertes Verlangen die Zusicherungen Oesterr. Seite gegeben, im Falle nicht doch durch weitere Rücksprache mit der Königl. Preuss. Regierung eine Anerkennung jener Anweisungen noch erwirkt werden sollte, sich zu verwenden, daß im Wege der aufgestellten gemeinschaftlichen Liquidations-Commission die Bezahlung jener Lieferanten erwirkt werde. Créances de fournisseurs.

ART. X. Alle am 1. May d. J. in den abgetretenen Landes-Bezirken angestellt gewesen oder seitdem auf damals bestandenen Dienst-Plätze angestellten Beamten so wie die vom ehemaligen Kreis-Gericht zu Cusel jenem zu St. Wendel zugetheilten Individuen übernimmt die K. Preuss. Regierung. Die Central-Diener insbesondere, welche theils am 1. May schon bestanden haben, theils seitdem auf erledigte Plätze angestellt worden sind, und zu welchen auch die Offiziere der ehemaligen Mittel Rheinl. Landwehr zu nehmen sind, werden von K. Preuss. Seite in Gemäßheit der im Art. 11. die Uebereinkunft vom 1. May zwischen Oesterreich und Bayern getroffenen Bestimmung dergestalt, daß bey einer Vertheilung derselben das Verhältniß des directen Steuer-Ertrags als der festeste Maßstab gelten soll, um so mehr übernommen, als sich aus der mit Bayern deshalb früher gepflogenen Verhandlung zeigt, daß von Bayerischer Seite bereits ein ungleich größerer Theil übernommen worden ist, als dieses Verhältniß eigentlich mit sich gebracht hätte. Nach diesem Verhältnisse wurde von den gegenwärtigen Centralbeamten $\frac{6}{21}$ den Königlich Preuss. und $\frac{11}{21}$ den Großherzogl. Hessischen

1816 schen Hof treffen und es werden von den in der Beylage verzeichneten Central-Dienern hienach die in der 2ten Colonne aufgeführten Individuen von K. Preuss. Seite übernommen. Auch fallen alle von Frankreich übernommenen Pensionisten, welche in den abgetretenen Bezirken ihren bisherigen Wohnsitz hatten, nunmehr der Königl. Preuss. Regierung zur Last.

Archiv.
ves.

ART. XI. Alle wegen der Uebergabe von Acten und zugehörigen Carten, Planen und Documenten in dem §. 14. der Uebereinkunft vom 1. May zwischen Oesterreich und Bayern von a. bis d. getroffenen Bestimmungen, welche also lauten:

- a) Die Registraturen der untergeordneten bloßen Local- und Bezirks-Behörden, verbleiben ganz jener Landes-Administration, in deren Gebiet der größte Theil des Bezirks dieser Behörden fällt, welche jedoch daraus in Beziehung auf davon abgetretenen Theile der Landes-Administration der letzteren die Special-Acten ganz zu verabfolgen, von den General-Acten aber die Einsicht und die Verfertigung von Abschriften oder Auszüge zu verstatten hat.
- b) Die Registraturen der Central-Behörden, deren Wirkungskreis sich bisher auf das ganze nunmehr getheilte Land erstreckte, und zwar die Registraturen, welche die gemeinschaftliche Administration, sowohl hier in Worms als zum Theil auch in Frankenthal hatte, ferner die Registraturen aller ihr zugehörigen Central-Behörden nämlich: der Steuer- und Domainen-Directionen, des Ober-Forst-Amtes, der Bergwerks-Inspection, der General-Casse, der Kriegsschulden, Liquidations-Commission, des Militär-Rechnungs-Bureau's, der Commission zur Liquidation der Forderungen an Frankreich, des Gensd'armee-Commandanten, des Landwehr-Central-Ausschusses, des Appellations-Gerichts, der administrativen Justiz-Commission, des General-Consistoriums, der Schul-Inspection und des Medicinal-Collegiums, müssen, in sofern die künftigen hiesigen Landesherrn nicht etwa die Kriegsschulden-Liquidations-Commission gemeinschaftlich fortbestehen lassen wollen, nach den bereits erlassenen Anordnungen, so geschieden werden, daß die Special-

1816

cial-Acten für einzelne Orte oder Bezirke nach den die Gebieten, in welche der ganze bisherige Administrations-Bezirk zerfällt, abgefondert, die ihrer Natur nach untrennbaren General-Acten aber noch beyammen gelassen werden.

c) Sobald die weiteren Landes-Uebergaben wirklich eintreten, somit die Oesterreichische Landes-Administration aufhört, und die K. Baiersche sich auf ihren eigentlichen Sitz nach Speyer begiebt, so werden die Letztern außer den ihr Gebiet betreffenden und schon jetzt gleich aus folgenden Special-Acten in der Rücksicht, daß ihr der größte Theil des hiesigen Landes zugefallen ist, und durch eine einstweilig bloße Deponirung und Verschließung der Acten, der Geschäftsgang zu sehr gehemmt würde, denn auch die General-Acten nach der provisorischen Auscheidung übergeben werden; jedoch bleibt den übrigen zwei noch in den Besitz von Landestheilen tretenden Regierungen von Preussen und Hessen-Darmstadt nicht nur der Mißbrauch der General-Acten, die Einsicht derselben und die Verfertigung von Abschriften und Auszügen, sondern selbst eine weitere Revision und definitive Berichtigung der Acten-Anscheidung durch ein aus Abgeordneten aller drei Höfe gebildeten Commission vorbehalten, welche binnen 3 Monaten nach den geschehenen Uebergaben der Länder ihre Arbeiten vollenden muß.

d) In der Erwartung, daß auch die andern zwei noch in den Landes-Besitz tretenden Höfe es vielleicht in ihrem Interesse finden dürften, die niedergesetzte Liquidations-Commission wegen Tilgung und Ausgleichung der Kriegsschulden, wie auch das mit der Vollendung der Magazin-Rechnungen, noch beschäftigte Militär-Rechnungs-Bureau gemeinschaftlich für den ganzen ehemaligen Administrations-Bezirk noch ferner fortbestehen, und diese Central-Behörden ihren Sitz in Speyer nehmen zu lassen, wo auch die übrigen General-Acten vor der Hand sich hinterlegt befinden, werden dieser Commission auch die Special-Acten der übrigen noch zu übergabenden Landestheile provisorisch und unter dem Vorbehalt der Rechte der übrigen
zwei

1816 zwei Höfe für den Fall einer andern Disposition beygelassen,

werde auch von K. Preuss. Seite unter dem Vorbehalte des weiteren Einverständnisses mit dem Großherzoglich Hessischen Hofe durchaus angenommen. Die bey der Oesterreich. Landes - Administration zu Worms seit dem ersten May obnehin auch bereits für die der Krone Preussen zufallenden Bezirke abgetrennt von jenen, die dem Großherzogl. Hessischen Hofe zugedacht sind, geführten Protocolle und hinterlegten Acten werden sogleich dem K. Preuss. Herrn Uebernahms-Commissär übergeben.

Renfeignemens
à four-
nir.

ART. XII. Den Commissären, welche von Kaiserl. Oesterr. Seite in hiesigen Landen noch wegen der Berichtigung aller Ansprüche und Forderungen die sich aus der früheren Verwaltung ergeben, zurückbleiben, wird der freye Zutritt zu den Registraturen und die Benutzung der übergebenen Acten auch zum eigenen Gebrauche, die Einholung von Auskünften von den Beamten der abgetretenen Bezirke, auf Verlangen auch die Mittheilung der Acten von fortlaufenden Verhandlungen, über die Berichtigung von Gegenständen der frühern Administration besonders in Ansehung der Arbeiten der Commissionen über das Kriegsschuldenwesen und über die Forderungen an Frankreich zugestanden, und werden ihnen alle Aufklärungen und Unterstützungen, die sie deshalb verlangen, von der Königl. Preuss. Regierung verschafft werden.

Procès
verbal
du 21^{er} Juin
1815.

ART. XIII. Die, wegen der vorigjährigen Uebergabe eines Landesbezirks an die Krone Preussen in dem zu Krenznach am 21ten Juni v. J. abgeschlossenen Protocolle getroffenen Bestimmungen sollen, in so weit sie nicht durch gegenwärtige Uebereinkunft abgeändert worden sind, in voller Kraft verbleiben.

Ueber diese ganze Verhandlung wurde das gegenwärtige Protocoll aufgenommen, und von beiden Theilen in vier gleichlautenden Exemplaren, deren zwei zum eigenen weitem Amts - Gebrauch der beiden Commissären und zwei zur Einlegung an ihre beiderseitigen Höfe bestimmt sind, unterzeichnet.

Geschehen Worms, den ersten July 1816.

(Gcz.) (L. S.) SCHMITZ-GROILLENBURG.
(L. S.) VON DROSSDICK.

33.

Traité de commerce entre la Suède et les Etats 1816
Unis d'Amérique, signé à Stockholm le 4 Sept. 45^{Sept}
1816 ratifié le 24 Juillet 1818.

(*Journal de Francfort. 1818. Nr. 305. 306. 311. 312.*)

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi de Suède et de Norwège, et les Etats-Unis d'Amérique, également animés du désir sincère de maintenir et consolider les rations d'amitié et de commerce qui ont subsisté jusqu'ici entre les deux états, et étant convaincus qu'on ne sauroit mieux remplir cet objet qu'en établissant réciproquement le commerce entre les deux états sur la base solide de principes libéraux et équitables, également avantageux aux deux pays, ont nommé pour cet effet des plénipotentiaires, et les ont munis des pouvoirs nécessaires pour traiter et conclure en leur nom, savoir: S. M. le Roi de Suède et de Norwège, S. Exc. Mer. le comte Laurent d'Engeström, son ministre-d'état et des affaires étrangères, chancelier de l'université de Lund, chevalier-commandeur des ordres du Roi, chevalier de l'ordre du Roi Charles XIII., grand-croix des ordres de Saint-Etienne de Hongrie, de la Légion-d'Honneur de France, de l'Aigle-Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse; et Mer. le comte Adolphe George de Mörner, son conseiller-d'état, commandeur de l'ordre de l'Etoile-Polaire; et le président des Etats-Unis, M. Jonathan Russel, citoyen des dits Etats-Unis, et actuellement leur ministre plénipotentiaire, lesquels, après avoir produit et échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

ART. I. Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les pays de la domination de S. M. le Roi de Suède et de Norwège et des Etats-Unis d'Amérique. Les habitans de l'un des deux pays pourront avec toute sûreté pour leurs personnes, vaisseaux et cargaisons, aborder librement dans les ports, places et rivières du territoire de l'autre, partout où l'entrée

Liberté
de com-
merce.

-est

1816 est permise aux vaisseaux des nations les plus favorisées. Ils pourront s'y arrêter et résider dans quelque partie que ce soit des dites territoires. Ils pourront y louer et occuper des maisons et magasins pour leur commerce, et généralement les négocians et trafiquans de chacune des deux nations jouiront chez l'autre de la plus entière sécurité et protection pour les affaires de leur négoce, étant seulement tenus à se conformer aux lois et ordonnances des deux pays respectifs.

Droits;
prohibitions.

ART. II. Il ne sera point imposé de plus forts ou autres droits, impôts ou charges quelconques sur l'importation dans les états de S. M. le Roi de Suède et de Norwège des productions du sol ou des manufactures des Etats-Unis, ne sur l'importation dans les Etats-Unis des productions du sol ou des manufactures des pays de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, que ceux auxquels seroient assujétis les mêmes articles dans chacun des deux pays respectifs, si ces denrées étoient le produit du sol ou des manufactures de tout autre pays. Le même principe sera aussi observé pour l'exportation; en sorte que, dans chacun des deux pays respectifs, les articles qui seront exportés pour l'autre ne pourront être chargés d'aucun droit, impôt ou charge quelconque plus fort ou autre que ceux auxquels seroient assujétis les mêmes articles, s'ils étoient exportés pour tout autre pays quelconque.

Il ne sera non plus imposé aucune prohibition ni sur l'exportation ni sur l'importation d'aucun article provenant du sol ou des manufactures des pays de S. M. le Roi de Suède et de Norwège ou des Etats-Unis, dans ou hors des dits Etats-Unis, qui ne s'étende également à toutes les autres nations.

Les vaisseaux suédois ou norwégiens arrivant sur leur lest, ou important dans les Etats-Unis des produits du sol ou de l'industrie nationale desdits états, ne seront tenus à payer, ni pour les vaisseaux, ni pour les cargaisons, aucuns droits, impôts ou charges quelconques plus forts ou autres que ceux que paieroient dans le même cas les vaisseaux des Etats-Unis; et, vice versa, les vaisseaux des Etats-Unis qui arrivent sur leur lest ou qui importent dans les états de la domination de S. M. le Roi de Suède et de Norwège des productions du sol ou de l'industrie de ces pays,
ne

ne payeront, ni pour les vaisseaux, ni pour les cargai- 1816
sons, aucuns droits, impôts ou charges quelconques
autres ou plus forts que ceux qui seroient payés si ces
mêmes étoient transportées par des vaisseaux suédois
ou norwégiens respectivement.

Ce qui est statué ci-dessus s'entendra aussi à la co-
lonie suédoise de Saint-Barthélemy, tout par rapport
aux droits et avantages dont les vaisseaux des États-
Unis jouiront dans les ports que par rapport à ceux
dont les vaisseaux de la colonie jouiront dans les ports
des États-Unis, bien entendu que les propriétaires,
soient colons établis et naturalisés à Saint-Barthélemy,
et qu'ils y aient fait naturaliser leurs vaisseaux.

ART. III. S. M. le Roi de Suède et de Norwège ^{Productions des Indes,}
consent, que tous les articles, qui sont le produit du
sol ou des manufactures des Indes occidentales, et dont
l'entrée est permise dans des vaisseaux suédois ou nor-
wégiens, soit que les marchandises viennent directe-
ment ou indirectement des dites Indes, puissent aussi
être importés dans les états, par des vaisseaux des
États-Unis, et qu'alors il ne sera payé, ni pour les
cargaisons, de droits, impôts ou charges quelconques,
plus forts ou autres que ceux qui seroient payés par
des vaisseaux suédois et norwégiens dans le même cas,
avec une addition seulement de dix pour cent sur les
dits droits, impôts ou charges, et pas davantage.

Pour éviter tout méfentendu à cet égard, il est
expressément déclaré que la dénomination d'Indes oc-
cidentales doit être prise dans le sens le plus étendu
en y comprenant toute cette partie du monde, soit
isle ou terre ferme, qui de tout tems a été appelée
Indes occidentales, en opposition avec cette autre par-
tie du monde, appelée Indes orientales.

ART. IV. De leur côté, les États-Unis d'Améri- ^{Productions de la Baltique}
que consentent à ce que tous les articles qui sont les
produits du sol ou des manufactures qui bordent ou
environnent la mer Baltique, et dont l'entrée est per-
mise dans les pays des États-Unis, soit que ces den-
rées viennent directement ou indirectement de la Bal-
tique, puissent aussi être importés de même dans les
États-Unis, par des vaisseaux suédois ou norwégiens,
et que, alors il ne sera payé, ni pour les dits vaisse-
aux, ni pour les cargaisons, de droits, impôts ou
charges

1816 charges quelconques plus fortes, ou, autres que ceux qui seroient payés par des vaisseaux des Etats-Unis, dans le même cas, avec une addition de 10 pour cent sur les dits droits, impôts ou charges, et pas davantage.

Afin de prévenir toute incertitude à l'égard des droits, impôts ou charges quelconques que devrait payer un vaisseau appartenant aux citoyens ou sujets de l'une des parties contractantes et arrivant dans les ports de l'autre avec une cargaison qui consisteroit en partie des produits du sol ou des manufactures du pays auquel le vaisseau appartient, et en partie de quelques autres marchandises dont l'importation est permise au dit vaisseau par les articles précédens, il est convenu, qu'en cas d'une cargaison ainsi mêlée, le dit vaisseau paiera toujours les droits, impôts ou charges suivant la nature de cette partie de la cargaison qui est sujette aux plus gros droits, tout comme si le vaisseau n'eût apporté que cette seule espèce de marchandises.

Consuls ART. V. Les hautes parties contractantes s'accordent mutuellement la faculté d'entretenir dans les ports et places de commerce l'un de l'autre, des consuls, vice-consuls, ou agens de commerce, qui jouiront de toute la protection et assistance nécessaire pour remplir dûment leurs fonctions; mais il est ici expressément déclaré que, dans le cas d'une conduite illégale ou improprie envers les lois ou le gouvernement du pays auquel il est envoyé, le consul, vice-consul ou agent, pourra ou être puni conformément aux lois, ou être uni hors de fonctions, ou renvoyé par le gouvernement offensé, celui-ci, en donnant les raisons à l'autre, bien entendu cependant que les archives et documens relatifs aux affaires du consulat, seront à l'abri de toute recherche et devront être soigneusement conservés, étant mis sous le scellé du dit consul et de l'autorité de l'endroit où il aura résidé.

Les consuls ou leurs suppléans auront le droit comme tels de servir de juges et arbitres dans les différens qui pourroient s'élever entre les capitaines et les équipages des vaisseaux de la nation dont les affaires sont confiées à leurs soins. Les gouvernemens respectifs n'auront le droit de se mêler de ces sortes d'affaires, qu'en tant que la conduite des équipages

ou

on du capitaine troubleroit l'ordre et la tranquillité dans le pays où le vaisseau se trouve; ou que le consul du lieu se verroit obligé d'appeler l'intervention et l'appui du pouvoir exécutif, pour faire respecter ou maintenir sa décision; bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne s'auroit pourtant priver les parties contendantes du droit qu'elles ont, à leur retour, de recourir aux autorités judiciaires de leur patrie. 1816

ART. VI. Afin de prévenir toute dispute ou incertitude, à l'égard de ce qui devra être réputé comme étant le produit du sol ou des manufactures des parties contractantes, respectivement il est convenu; que celui qui aura été désigné ou spécifié comme tel, dans l'expédition que le chef ou l'intendant de la douane aura d'année aux vaisseaux qui sortiront des ports européens des états de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, sera reconnu et admis comme tel dans les Etats-Unis; et que, de même, ce que le chef ou collecteur de la douane, dans les ports des Etats-Unis, aura désigné et spécifié comme étant le produit du sol ou des manufactures des Etats-Unis, sera admis et reconnu comme tel dans les états de S. M. le Roi de Suède et de Norwège. ^{Preuve de la qualité des productions.}

La spécification ou désignation d'année par le chef de la douane dans les colonies de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, et certifiée par le gouverneur de la colonie d'où l'exportation aura été faite, sera regardée comme preuve suffisante de l'origine des articles ainsi spécifiés ou désignés, pour qu'ils soient admis à ce titre dans les ports des Etats-Unis.

ART. VIII. Les citoyens ou sujets de l'une des parties contractantes, arrivant avec leurs vaisseaux à l'une des côtes appartenantes à l'autre, mais ne voulant par entrer dans le port, ou après y être entrés, ne voulant par décharger quelque partie de la cargaison, ou déranger quelque chose du chargement, auront la liberté de partir et de poursuivre leur voyage, sans être en quelque sorte molestés, ou obligés de rendre compte du contenu de la cargaison, et sans payer d'autre droits, impôts ou charges quelconques pour les vaisseaux ou la cargaison que le droit de pilotage, quand on s'est servi d'un pilote, et ceux pour

1816 pour le quaiage ou pour l'entretien des fanaux, là où ces mêmes droits sont perçus sur les nationaux, dans le même cas. Bien entendu, cependant, que lorsque des vaisseaux appartenans aux citoyens ou sujets de l'une des parties contractantes, se trouveroient dans l'enceinte de la juridiction de l'autre, ils se conformeront aux réglemens et ordonnances concernant la navigation et les places ou ports dans lesquels on peut aborder, qui sont en vigueur à l'égard des nations les plus favorisées, et il sera permis aux officiers de douane, dans les districts desquels, lesdits vaisseaux se trouvent, de les visiter, de rester à bord, et de prendre telles précautions qui peuvent être nécessaires pour prévenir tout commerce illicite, pendant que les mêmes vaisseaux restent dans l'enceinte de cette même juridiction.

Décharge partielle.

ART. VIII. Il est convenu, que les vaisseaux de l'une des parties contractantes, étant entrés dans les ports de l'autre, ils pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison, selon que le capitaine ou propriétaire le désire, et qu'ils pourront s'en aller librement avec le reste de la cargaison, sans payer de droits; impôts ou charges quelconques, que pour la partie qui aura été mise à terre et qui sera marquée et biffée sur la liste ou le manifeste contenant l'énumération des effets que le vaisseau aura dû apporter; laquelle liste devra toujours être présentée en entier à la douane du lieu où le vaisseau aura abordé. Il ne sera rien payé pour la partie de la cargaison que le vaisseau aura emportée, et avec laquelle il pourra continuer sa route pour un ou plusieurs ports du même pays, dans lesquels l'entrée est permise aux vaisseaux des nations les plus favorisées, et y disposer du reste de la cargaison, en payant les droits qui y sont attachés, ou bien, il pourra s'en aller avec la cargaison qui lui reste, pour les ports de quelque autre pays.

Il est cependant entendu, que les droits, charges ou impôts quelconques, qui sont payables pour le vaisseau même, doivent être acquittés dans le premier port où il rompt le chargement et en décharge une partie, et qu'aucuns droits ou impositions pareils ne feront demandes de nouveau, dans les ports du même pays,

pays, où le dit vaisseau pourroit vouloir entrer après, 1816
à moins que les nationaux ne soient sujets à quelques
droits ultérieurs, pour le même cas.

ART. IX. Les citoyens et sujets de l'une des parties contractantes jouiront dans les ports de l'autre, tant pour leurs vaisseaux que pour leurs marchandises, de tous les droits et facilités d'entrepôt dont jouissent les nations les plus favorisées, dans les mêmes ports. D. d'entrepôt.

ART. X. Au cas que quelque vaisseau appartenant à l'un des deux états, ou à leurs citoyens et sujets, aura échoué, fait naufrage ou souffert quelque autre dommage sur les côtes de la domination de l'une des deux parties contractantes, il sera donné toute aide et assistance aux personnes naufragées ou qui se trouvent en danger, et il leur sera accordé des passeports pour assurer leur retour dans leur patrie. Les navires et marchandises naufragés, ou leur provenu si les effets ont été vendus, étant réclamés dans l'an et jour, par les propriétaires ou leurs ayant cause, seront restitués en payant les mêmes frais du sauvement, conformément aux lois et coutumes des deux nations, que paieroient les nationaux dans le même cas. Les gouvernemens respectifs veilleront à ce que les compagnies qui sont ou qui pourront être instituées pour sauver les personnes et effets naufragés, ne se permettent point de vexations ou actes arbitraires.

ART. XI. Il est convenu que les vaisseaux qui arrivent directement des Etats-Unis à un port de la domination de S. M. le Roi de Suède et de Norwège, ou des pays de ladite Majesté en Europe à un port des Etats-Unis, et qui sont pourvus d'un certificat de santé donné par l'officier compétent à cet égard, du port d'où le vaisseau est sorti, et assurant qu'aucune maladie maligne ou contagieuse n'existoit dans ce port, ne seront soumis à aucune autre quarantaine que celle qui sera nécessaire pour la visite de l'officier de santé du port où le vaisseau est arrivé, après laquelle il sera permis au vaisseau d'entrer immédiatement et de décharger sa cargaison, bien entendu toujours qu'il n'y ait en personne à bord du vaisseau, qui se soit trouvé attaqué pendant le voyage d'une maladie maligne ou contagieuse, et que la contrée d'où vient le vaisseau ne soit pas à cette époque si

Certificat de santé.

1816 généralement regardée comme infectée ou suspecte, qu'on ait été obligé de donner auparavant une ordonnance par laquelle tous les vaisseaux qui viendroient de ce pays seroient regardés comme suspects et soumis à la quarantaine.

Traité
de 1783.

ART. XII. Le traité d'amitié et de commerce conclu à Paris, en 1783, par les plénipotentiaires de S. M. le Roi de Suède et des Etats-Unis, est renouvelé et mis en vigueur, par le présent traité, pour tout ce qui est contenu dans les articles 2. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 21. 22. 23. et 25. dudit traité, ainsi que les articles séparés 1. 2. 4. et 5. qui furent signés le même jour par les mêmes plénipotentiaires, et les articles désignés seront regardés comme ayant force et vigueur, tout comme s'ils étoient ici inférés mot à mot, bien entendu que les stipulations contenues dans les articles précises, seront toujours censées ne rien changer aux conventions précédemment, conclues avec d'autres nations amies et alliées.

Entrée
dans un
port
bloqué.

ART. XIII. Vu l'éloignement des pays respectifs des deux hautes parties contractantes et l'incertitude qui en résulte sur les divers événemens qui peuvent avoir lieu, il est convenu qu'un bâtiment marchand, appartenant à l'une des parties contractantes et se trouvant destiné pour un port, qui seroit supposé bloqué, au moment du départ de ce bâtiment, ne sera cependant pas capturé et condamné, pour avoir essayé une première fois d'entrer dans ledit port, à moins qu'il ne puisse être prouvé que ledit bâtiment ait pu et dû apprendre en route que l'état de blocus de la place en question continuoît; mais les bâtimens, qui, après avoir été renvoyés une fois, essayeroient, pendant le même voyage, d'entrer une seconde fois dans le même ennemi, durant la continuation du blocus, se trouveront alors sujets à être détenus et condamnés.

Durée
et ratifi-
cation.

ART. XIV. Le présent traité, dès qu'il aura été ratifié par S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et par le président des Etats-Unis, par et avec l'avis et le consentement du Sénat, restera en vigueur et sera obligatoire pour S. M. le Roi de Suède et de Norvège et les Etats-Unis, pendant l'espace de huit (8) ans,

à compter de l'échange des ratifications, et celles-ci seront échangées dans huit mois, après la signature de ce traité, et plutôt si faire se peut. 1816

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Stockholm, le 4 Sept. l'an de grâce 1816.

Le Comte D'ENGESTRÖM, JON. RUSSEL.

Le Comte A. G. DE MÖRNER.

La ratification de la Suède, en date du 24 Juillet 1818. porte que: "Comme les Etats-Unis ont cru, d'après des motifs importants, ne pas devoir ratifier les 3. 4. et 6. Articles de ce traité, et quo de son côté, S. M. a trouvé que les articles ne pouvoient, sans préjudicier aux intérêts de ses fidèles sujets, ne pas faire partie des stipulations du traité, les dits articles seront adoptés à l'instar des autres et déclarés valables."

34.

Tractat zwischen Sr. M. dem König von Preussen, und Sr. Königl. Hoheit dem Großherzog von Mecklenburg-Strelitz, geschlossen zu Frankfurt den 18. September 1816.

(Gesetzsammlung für die K. Preussischen Staaten. Anfang 1818. p. 111-113.)

Im Namen der Allerheiligsten und untheilbaren Dreieinigkeit.

Da S. M. der König von Preussen in Gefolge der zu Paris unter den verbündeten Mächten gepflogenen Verhandlungen, bey der an Allerhöchstdieselben von S. M. dem Kaiser von Oesterreich geschehenen Abtretung derjenigen Districte im ehemaligen Saar-Departement, welche Sr. Kaiserl. Königl. Apostolischen Majestät durch den Artikel 51. der zu Wien am 9. Junius

1816 1815. geschlossenen Congress-Acte zugefallen waren, die Verbindlichkeit übernommen haben, die Ansprüche zu befriedigen, welche Sr. K. H. dem Großherzog von Mecklenburg-Strelitz nach den Artikeln 49. und 50. der gedachten Congress-Acte auf ein Gebiet von einer Bevölkerung von 10,000 Seelen auf dem linken Rheinufer zustehen, und Se. K. M. den Wunsch hegen, Sich dieser Verpflichtung zu entledigen, die wirkliche Uebergabe der dazu, wie nachfolgt, bestimmten Territorien aus gleichfalls im folgenden enthaltenen Gründen zur Zeit aber nicht angemessen erscheint, so haben S. K. M. und S. K. H. in der Absicht in der Zwischenzeit alle Rechte zu sichern und festzustellen, einen besondern Vertrag hierüber einzugehen beschlossen, und zu diesem Ende Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

S. M. der König von Preussen, den Freiherrn Carl Wilhelm von Humboldt, Ihro Staatsminister, Kammerherrn, Ritter des rothen Adlerordens, und des Preussischen eisernen Kreuzes erster Classe, Großkreuz des Kaiserl. Oesterreichischen Leopolds-, des Russischen St. Annen-, des Königl. Dänischen Dannebrog-Ordens, des Ordens des Verdienstes der Baierschen Krone, des Großherzogl. Badischen Ordens der Treue, und des Großherzogl. Sachsen-Weimarischen Falken-Ordens;

Und S. K. H. der Großherzog von Mecklenburg-Strelitz, den Freiherrn August von Oertzen, Ihro Staatsminister, Ritter des rothen Adlerordens erster Classe;

Welche beide Bevollmächtigte nach Auswechslung ihrer in gehöriger Gültigkeit und Richtigkeit befundenen Vollmachten, nachstehende Artikel mit einander verabredet und festgesetzt haben.

Cessions
par la
Prusse.

ART. I. S. M. der König von Preussen treten an Se. Königl. Hoheit den Großherzog von Mecklenburg-Strelitz die ehemaligen Cantone Cronenburg, Reifferscheid und Schleyden, jedoch den erstern mit Ausnahme der Gemeinden ~~Steffen~~ und Schuler, den letztern mit Ausnahme der Gemeinde Wolfsheffen als diejenigen Districte ab, welche nach der diesem Verträge angeschlossen~~en~~ Designation, die erforderliche Einwohnerzahl enthalten. Dieses Gebiet wird von Sr.
K. H.

K. H. Ihren Erben und Nachfolgern in vollem Eigenthum und mit allen Landeshoheitsrechten befehlen werden. Da jedoch dasselbe ringsum vom Königl. Preussischen Gebiete umgeben ist, und daher Lokalverhältnisse nothwendig machen können, bey der Bestimmung der Grenzen desselben etwas auf einer Seite abzunehmen, oder auf einer andern hinzuzusetzen; so behalten S. K. M. Sich ausdrücklich bey der wirklichen Uebersetzung diese nähere Ausmittlung und Ausgleichung, jedoch dergestalt vor, daß die zugesicherte Seelenzahl unverändert und der Zusammenhang des Gebiets ungetrennt bleibe. 1816

ART. II. S. K. H. der Großherzog von Mecklenburg-Strelitz nehmen diese Abtretung an, und erklären hiermit förmlich, daß S. M. der König durch dieselbe, der gegen die durch die Artikel 49. und 50. der Congress-Acte und die Pariser Verhandlungen übernommenen Verbindlichkeit vollkommen Genüge leisten. Auch soll diese Abtretung, so wie solche durch den gegenwärtigen Vertrag geschieht, dieselbe Wirkung und Gültigkeit haben, als wenn dieselbe ausdrücklich in dem Recesse, welchem die hier zur Ausgleichung der Territorial-Angelegenheiten versammelten Bevollmächtigten I. I. M. M. des Königs von Preussen, der Kaiser von Rußland und Oesterreich und des Königs von Großbritannien abschließen werden, aufgeführt und darin aufgenommen wäre. Agut-tion de la p. du G. D.

ART. III. Da S. K. H. der Großherzog von Mecklenburg-Strelitz, weil die im Artikel 1. bezeichneten Territorien völlig von Ihren alten Landen getrennt und weit davon entfernt sind, ein anderes angemesseneres und vortheilhafteres Abkommen zu treffen wünschen, und S. M. der König von Preussen auch Ihrerseits da dieses Gebiet schon zu Ihren Staaten gehört und auch künftig völlig davon umschlossen bleibe, diesem Wunsch beytreten, und daher beide Theile deshalb eine anderweitige Vereinbarung zu schließen geneigt sind, so wird die Uebersetzung des im Artikel 1. genannten Gebiets an S. K. H. bis auf sechs Monate, längstens bis auf ein Jahr von dem Tage der Unterschrift der gegenwärtigen Uebereinkunft an, hinausgesetzt; S. K. H. leisten auf das Recht, solche innerhalb dieses Jahres fordern zu können, Verzicht; S. M. Nouvel arrangement réservé.

1816 S. M. der König hingegen versprochen, dieselbe nach Ablauf desselben, sogleich gelassen zu lassen, als S. K. H. darauf antragen werden. Bis zur wirklichen Ueberweisung verbleibt das mehrgedachte Gebiet lediglich und unverrückt, und so wie es sich jetzt dabey befindet, bey der Preussischen Monarchie, als alleiniges Eigenthum S. M. des Königs und Ihrer Landeshoheit unterworfen, so daß die im Artikel r. pacisirte Abtretung bis dahin nur als eine eventuelle anzusehen ist.

Reve-
nus.

ART. IV. Dagegen versprechen S. M. der König Sr. K. H. dem Großherzoge, von dem 1. Mai 1816 an, als an welchem Tage S. K. M. in den Genuß derjenigen Theile des Saar-Departemens gekommen sind, mit welcher die aus den Artikeln 49. und 50. der Congress-Acte fließende Verbindlichkeit verknüpft ist, die reinen nach Abzug der Ausgabe übrig bleibenden Einkünfte zu gewähren und dieselben Sr. K. H. bey der Ueberweisung des Gebiets auszahlen zu lassen. Sollte in Gemäßheit des Artikel 3. ein anderes Abkommen getroffen werden, so wird man sich über die Art der Vergütung dieser entgangenen Einkünfte besonders gegenseitig verstehen. Für die Gewährung der Sr. K. H. für die Zeit vor dem 1. May 1816. von dem K. K. Oesterreichischen und Königl. Baierschen Hofe zustehenden Einkünfte, versprechen S. M. der König Sich nicht nur auf das Kräftigste zu verwenden, sondern auch dafür Sorge zu tragen, daß S. K. H. auf jeden Fall hierin den andern im Artikel 49. der Wiener Congress-Acte genannten Fürsten gleich gestellt werden.

Com-
merce,
etappes.

ART. V. Auf den Fall, daß die im Artikel 1. ausbedungene Abtretung zur Vollziehung kommen sollte, versprechen beide hohe pacisirende Theile im Voraus Sich nach liberalen Grundsätzen und zum Vortheil der beiderseitigen Unterthanen über diejenigen gegenseitigen Bestimmungen zu verstehen, welche der Handelsverkehr, der Truppendurchzug und der enge, jetzt zwischen den, in diesem Fall alsdann getrennten Gebieten bestehende Verband nothwendig und rathsam machen dürften.

Ratifi-
cations.

ART. VI. Gegenwärtiger Vertrag, welchen beide Theile als nicht zu öffentlicher Kundwerdung geeignet ansehen

ansehen wollen, soll ratificirt werden, und die Aus- 1816
wechslung der Ratificationen binnen sechs Wochen
vom Tage der Unterzeichnung an in Berlin geschehen.

Zu Urkund dessen haben beide Bevollmächtigte
den gegenwärtigen Vertrag eigenhändig unterzeichnet
und mit ihren Wappen besiegelt.

Geschehen zu Frankfurt am Main den 18. Sept. 1816.

(L. S.) WILHELM Freiherr (L. S.) AUGUST VON
VON HUMBOLDT. OERTZEN.

Designation

des von S. M. dem Könige von Preussen an S. K. H.
den Großherzog von Mecklenburg-Strelitz, eventuell
abgetretenen Gebiets.

1. den Canton Reiffenscheid mit . 3,610 Einwohnern
2. den Canton Schleyden mit Ausnah-
me der Gemeinde Wolfseiffen mit 3,917 —
3. den Canton Cronnaburg mit Aus-
nahme der Gemeinde Steffler und
Schuler mit . . . 2,795 —

Summa 10,332 Einwohner

35.

*Extrait du jugement prononcé en date du 16 Oct. 1816. par une commission nommée par les gouvernemens français et des Pays-Bas au mois de Juin 1816, au sujet des intérêts des dettes de la Hollande *).*

“Les intérêts de la dette d'Hollande qui n'auoient pas été acquittés pour les semestres de Mars et de Septem-

*) Cette commission a été composée de 7 membres, dont 2 nommés par le gouvernement français (baron Basquier et Biedre de Surgy) 2 nommés par le Roi des Pays-Bas (général Fagel et de Bye) 2 neutres désignés l'un par la France le marquis de Castell cicula ambassadeur des Deux-Siciles près la Cour de France l'autre par

264. *Traité supplémentaire entre l. Rois de Prusse*

1816 Septembre 1813 doivent être payés par le Gouvernement des Pays-Bas, et le remboursement que le Gouvernement des Pays-Bas fera dans le cas de faire à la France des inscriptions de dettes des pays réunis à la couronne et détachés de la France peut être exigible sans deduction des rentes de la dette d'Hollande arriérés sur les échéances de 1813."

36.

8 Nov. *Traité supplémentaire entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas, signée le 8 Nov. 1816.*

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.*
Anfang 1818. p. 128-137.)

*Im Namen der heiligen und untheilbaren
Dreieinigkeit!*

Da S. M. der König von Preussen und S. M. der König der Niederlande, Großherzog von Luxemburg, in gemeinschaftlicher Uebereinstimmung mit I. I. M. M. dem Kaiser von Oesterreich, dem Könige des vereinigten Königreichs von Großbritannien und Irland und dem Kaiser aller Reussen, in Erwägung, daß S. M. der König der Niederlande in seiner doppelten Eigenschaft als König und als Großherzog handelt, den Wunsch gehegt haben, den Artikeln und Stipulationen, welche im Pariser Friedenstractat vom zwanzigsten November

par le Roi des Pays-Bas (le général de Waltherstorf ministre de Danemarck à Paris) et un comme surarbitre désigné par les deux commissaires neutres (le Marquis de Marialva ambassadeur d'Espagne). Le jugement a été prononcé le 16 Octobre 1816 à la majorité de 4 voix contre 3 sur la question agitée dans la liquidation entre les Pays-Bas et la France laquelle des deux Puissances aura à acquitter les intérêts de la dette d'Hollande pour les Semestres du 22 Mars et 22 Septembre non acquittés lorsque les autorités françaises quitteront le Hollande au mois de Novembre 1815.

vember eintausend achthundert und funfzehn nicht 1816
 allein das Königreich der Niederlande, sondern auch
 das Großherzogthum Luxemburg betreffen, durch
 einen besondern Tractat Folge zu geben; und da I. I.
 M. M. Willens sind, diese Stipulationen auf alles das-
 jenige anzuwenden, was Ihr gegenseitiges Interesse
 betrifft, und die davon herrührenden Ausgleichungen
 zu befestigen, so haben Sie zu diesem Behuf zu Ihren
 Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

S. M. der König von Preussen, den Herrn Carl
 Wilhelm Freyherrn von Humboldt, Ihren Staats-Mi-
 nister und Cammerherrn Ritter des Königl. Preussis-
 chen grossen rothen Adler- und eisernen Kreuzes-Or-
 dens erster Classe, Großkreuz des Oesterreichischen
 Leopolds-, Russischen St. Annen-, Dänischen Danne-
 brog-, Baierschen Kronen-Ordens, des Badenschen
 Ordens der Treue, und des Sachsen-Weimarischen wei-
 ssen Falken-Ordens.

Und S. M. der König der Niederlande, Großherzog
 von Luxemburg, den Herrn Hans Christoph Ernst
 Freyherrn von Gagern, Ihren außerordentlichen Ge-
 sandten und bevollmächtigten Minister am Deutschen
 Bundestage und bei der freien Stadt Frankfurt, Com-
 mandeur des Königl. Belgischen Löwen-Ordens, Groß-
 kreuz des Hessischen Löwen-Ordens, des Badischen
 Ordens der Treue, und des Sachsen-Weimarischen
 weissen Falken-Ordens;

Welche nach Auswechslung ihrer in guter und
 gehöriger Form befundenen Vollmachten, nachstehen-
 de Artikel abgeschlossen, unterzeichnet und festge-
 setzt haben.

ART. I. S. M. der König der Niederlande, Groß-
 herzog von Luxemburg, werden für Sich, Ihre Des-
 cendenten und Nachfolger mit vollem Eigenthum, und
 in voller Landeshoheit und Oberherrlichkeit alle Di-
 stricte besitzen, welche im Jahre eintausend siebenhun-
 dert und neunzig einen Theil des ehemaligen Bel-
 giens, des Bisthums Lüttich und des Herzogthums
 Bouillon ausgemacht hatten, und durch den am zwanzig-
 sten November eintausend achthundert und funfzehn
 zu Paris abgeschlossenen Tractat, den allirten Mäch-
 ten von Frankreich abgetreten worden sind, so wie
 alle durch denselben Tractat abgetretenen, mit den
 Plätzen

Limites
 entre les
 Pays-Bas
 et la
 France.

1816 Plätzen Philippeville und Marienburg enclavirten Gebiete. Als eine Folge dieser Anordnung bleiben die Grenzen der Königlich-Niederländischen und Großherzoglich-Luxemburgischen Staaten, und die Grenzen Frankreichs, von der Nordsee an gerechnet, so wie sie durch den Pariser Tractat vom dreißigsten May, eintausend achthundert und vierzehn bis Quiévrain gegenüber festgesetzt worden sind. Von Quiévrain aus folgt die Scheidelinie den ehemaligen äußern Grenzen Belgiens, des ehemaligen Bisthums Lüttich und des Herzogthums Bouillon bis Villers ohnweit Oval, so wie diese Grenzen im Jahre eintausend siebenhundert und neunzig bestanden, mit Inbegriff der Totalität dieser Länder und besonders der Plätze und Gebiete Philippeville und Marienburg, in Gemäßheit der Stipulationen des ersten Artikels des besagten Tractats vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn, und ohne anders die Königlich-Niederländisch- und Großherzoglich-Luxemburgischen Grenzen abzuändern, welche so wie sie durch den Wiener Tractat vom ein und dreißigsten Mai eintausend achthundert und funfzehn festgesetzt worden sind, beibehalten werden sollen. In allen übrigen Puncten wird dieser Wiener Tractat völlig bestätigt.

Indem-
nites pe-
cuniai-
res.

ART. II. Da ein Theil der Geld-Entschädigungen, welche Seine Allerchristliche Majestät durch den vierten Artikel des Pariser Tractats vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn zu zahlen übernommen haben, kraft der zwischen den alliirten Mächten zu Paris getroffenen Ausgleichungen, bestimmt ist, die Vertheidigungs-Linie der Frankreich angrenzenden Staaten zu verstärken, so erhält S. M. der König der Niederlande, Großherzog von Luxemburg zu diesem Behuf die Summe von sechs zig Millionen Franken.

S. M. der König der Niederlande, Großherzog von Luxemburg verpflichten Sich, diese Summe auf die zur Vertheidigung der Grenzen Ihrer Staaten nöthigen Werke zu verwenden, und zwar in Gemäßheit des zwischen den Verbündetnn, im Conferenz-Protocoll Ihrer Minister vom ein und zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn, angenommenen Systems und der deshalb getroffenen Uebereinkunft.

kunft. Besagtes Protocol ist dem gegenwärtigen Tractat beigelegt worden, und soll dieselbe Kraft und Gültigkeit haben, als wenn es darin wörtlich mit aufgeführt wäre. 1816

ART. III. Da S. M. der König der Niederlande, Großherzog von Luxemburg, die Vortheile mit gutem Rechte anerkennen, welche sowohl für den Zuwachs als für die Vertheidigungsmittel Ihres Gebiets aus den vorhergehenden Anordnungen entspringen, so entsagen Sie, gegen die im vierten Artikel des Pariser Tractats vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn stipulirten Summen, dem Antheil, auf den Sie vermöge eines Entschädigungsrechts Ansprüche machen könnten, und welcher durch das Conferenz-Protocol vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn auf die Total-Summe von ein und zwanzig Millionen zweihundert vier und sechszig tausend achthundert zwei und dreissig Franken zwei und zwanzig und eine halbe Centime festgesetzt worden ist. S. M. stimmt dem Grundsatz bey, daß dieser Antheil dazu diene, die Oesterreichischen und Preussischen Entschädigungen zu vervollständigen, und in gleiche Theile unter beiden Mächten getheilt werden.

Renon-
ciation
à la par-
ticipa-
tion à
d'autres
sommes.

ART. IV. Da der dritte Artikel des zu Wien, am ein und zwanzigsten Mai eintausend achthundert und funfzehn abgeschlossenen Tractats, und der sieben und sechszigste Artikel der Wiener Congress-Acte bestimmt haben, daß die Festung Luxemburg als deutsche Bundesfestung betrachtet werden sollte, so wird diese Bestimmung durch gegenwärtige Convention aufrecht gehalten und ausdrücklich bestätigt.

Garni-
son de
Luxem-
bourg.

Inzwischen, da S. M. der König von Preussen und S. M. der König der Niederlande, in der Eigenschaft als Großherzog von Luxemburg, willens sind, die übrigen Bestimmungen besagter Artikel den durch den Pariser Tractat vom zwanzigsten November eintausend achthundert und funfzehn vorgefallenen Veränderungen anzueignen und für die vereinigte Vertheidigung Ihrer respectiven Staaten auf die wirksamste Art und Weise Sorge zu tragen; so sind I. I. M. M. übereingekommen, in der Festung Luxemburg eine gemeinschaftliche Besatzung zu halten, ohne daß diese

1816 diese, blos und allein in militärischer Beziehung, getroffenen Uebereinkunft der landesherrlichen Rechten S. M. des Königs der Niederlande, Großherzogs von Luxemburg auf die Stadt und Festung Luxemburg im geringsten Abbruch thun können.

Gouverneur:
com-
mandant
général
des
Luxem-
bourg.

ART. V. S. M. der König der Niederlande, Großherzog von Luxemburg, treten S. M. dem König von Preußen das Recht ab, den Gouverneur und Commandanten dieses Platzes zu ernennen. Sie bewilligen, daß sowohl die Besatzung überhaupt als jede Waffengattung insbesondere zu drei Viertheilen aus Preussischen und in einem Viertel aus Niederländischen Truppen bestehe, und entsagen also dem durch den sieben und sechzigsten Artikel der Wiener Congress-Acte ihnen zugesicherten Ernennungsrechte.)

Diese Truppen werden auf Kosten ihrer respectiven Regierungen besoldet und ausgerüstet. Eben so soll es mit ihrer Verpflegung gehalten werden, wann die Festung nicht in Belagerungszustand erklärt ist. In diesem Fall soll sich die Besatzung aus den Festungs-Magazinen verpflegen und ihr Proviant soll nach den im vierzehnten Artikel festgesetzten Grundsätzen ergänzt werden.

Souveraineté
réservée

ART. VI. Da das landesherrliche Recht in seiner ganzen Fülle S. M. dem König der Niederlande, Großherzoge von Luxemburg als auch in dem ganzen übrigen Großherzogthum zusteht, so verbleibt die Justiz-Verwaltung, die Erhebung der Anlagen und Abgaben jeder Art, so wie jeder andre Zweig der Civilverwaltung ausschließlich in den Händen der Beamten S. M., und der Gouverneur und Commandant, sollen ihnen, nöthigen Falls, Hülfe und Beistand leisten.

Anderer Seits wird dem Gouverneur alle nöthige Macht und Gewalt erteilt, um in Gemäßheit der ihm auferlegten Verantwortlichkeit die freye und unabhängige Ausübung seiner Amts-Verrichtungen zu sichern. Die Civil- und Orts-Obrigkeiten sollen in allem, was die Vertheidigung des Platzes betrifft, ihm untergeordnet seyn.

Um indessen allem Streit zwischen der Militär- und Civil-Behörde vorzubeugen, werden S. M. der König der Niederlande, Großherzog von Luxemburg, einen Special-

Special - Commissarium ernennen, welcher zwischen dem Gouverneur und den Civil-Behörden als Mittelsmann dienen, und in den Polizei-Angelegenheiten, so fern sie mit den Militär-Verhältnissen und der Vertheidigung des Platzes verbunden sind, die Anweisungen vom besagten Gouverneur erhalten soll. 1816

Der Gouverneur kann seiner Seite zu demselben Behuf, und stets in den so eben angezeigten Grenzen jemanden wählen und abordnen; und diese beiden Beamten sollen eine gemischte Commission bilden.

Aber im Fall eines Krieges, oder wenn eine oder die andere beider Monarchien, der Preussischen oder der Niederländischen, mit einem Kriege bedroht, und die Festung in Belagerungsstand erklärt würde, soll die Macht des Gouverneurs unumschränkt seyn, und keine andere Grenzen kennen, als die Vorsicht, das Herkommen, und das Völkerrecht.

Wenn endlich der deutsche Bundestag etwa entscheiden sollte, daß die Bundes-Festungs-Gouverneurs und Commandanten der Festung Luxemburg den Eid nach der von dem Bundestage entworfenen Formel leisten.

ART. VII. Die Stärke der Luxemburgischen Bürgergarde soll in Gemäßheit des Königl. Niederländischen Gesetzes vom acht und zwanzigsten Juni Ein Tausend acht hundert und funfzehn, nach Abschätzung der Total-Bevölkerung der Stadt, im Verhältnisse von drey zu hundert stehen, und sie kann in keinem Fall, und unter keinerley Benennung, diese Zahl überschreiten. Sie soll nur dann die Wache beziehen, wenn keine Militär-Besatzung in dem Orte liegt; wann sie aber nicht aufgefördert wird, zur Vertheidigung der Festung hülfsreiche Hand zu leisten, soll ihr Dienst, vorzüglich bey Feuersbrünsten, sich auf die Erhaltung der öffentlichen Ruhe, und auf Sicherstellung der Besitzungen ihrer Mitbürger beschränken. Jedesmal daß sie einen solchen oder jeden anderen Militärdienst verrichten muß, soll sie den Befehlen des Festungs-Gouverneurs unterworfen seyn, und sie kann, ohne dessen Einwilligung, sich weder zu den Militär-Uebungen noch zum wirklichen Dienst versammeln. Da der Platz Luxemburg eine deutsche Bundes-Festung ist, so wollen die hohen contrahirenden

Garde
bour-
geoise.

1816 den Theile alle Anordnungen und Verfügungen noch vorläufig aussetzen, welche die Bundes-Versammlung für die Bürger-Garden in allen Bundes-Festungen, es sey überhaupt oder insbesondere in Bezug auf den von ihr zu verlangenden Eid, treffen möchte.

Cas de guerre. ART. VIII. Im eintretenden Kriesesfalle, oder im Falle eines nahe bevorstehenden Krieses, erfordert die Pflicht und Verantwortlichkeit des Gouverneurs, daß er, für die zu treffenden Militär-Verfügungen, ausserhalb der Festung dieselbe Macht und Gewalt ausübe, mit welcher er im Innern des Platzes versehen ist. Sollte er es in Friedenszeiten für nöthig halten, Patrouillen anzuordnen oder Vorposten auszustellen, so dürfen diese Truppen nicht das geringste requiriren, noch den Einwohnern zur Last fallen.

Garai-son en tems de paix. ART. IX. Die Festungs-Befatzung; die unmittelbar unter den Befehlen des Gouverneurs zu stehen kommt, soll in Friedenszeiten aus sechs tausend Mann bestehen. Indessen sind S. M. der König von Preussen und S. M. der König der Niederlande, Großherzog von Luxemburg, übereingekommen, für jetzt, und so lange die alliirten Truppen einen Theil Frankreichs besetzt halten, Sich blos und allein auf vier tausend Mann zu beschränken, wovon drey tausend von Preussen und eintaufend von den Niederlanden gestellt werden.

Com-mandant d'artil-lerie et du ge-nie; commis-sion mixte. ART. X. S. M. der König der Niederlande, Großherzog von Luxemburg, bewilligen, daß der Artillerie-Commandant und der Commandant des Ingenieur-Corps in der Festung Luxemburg von Preussen ernannt werden, jedoch mit dem Vorbehalte, daß Sie Ihrer Seits zwey Offiziere von derselben Waffen-Gattung ernennen werden, welche S. M. besonders verantwortlich bleiben. Die Befugnisse dieser vier Officiere sind folgende:

Der Artillerie-Commandant hat die freye Disposition über das Materiale. Er verfügt dessen Vertheilung in Friedens- und dessen Gebrauch in Krieszeiten; nur versteht sich, daß kein Stück von der Festung abgenommen werden darf. Es liegt ihm ebenfalls ob, darauf zu sehen, daß das Materiale und die Munitionen in dem durch den Tractat stipulirten Zustande sich befinden.

Der

Der Niederländische Artillerie-Offizier wacht über die Erhaltung und Unterhaltung des Materials. Da die Anzahl der Feuerschlünde, der Zustand der Laffeten und aller zum Material gehörigen Gegenstände, so wie die Quantität der Munitionen, nach den Bestimmungen gegenwärtiger Convention festgesetzt werden sollen, so soll das darüber aufgenommene Verzeichniß jenen beiden Offizieren zur Norm dienen. Der in Niederländischen Diensten stehende Offizier soll, von denen auf Befehl des Artillerie-Commandanten aus dem Zeughaufe und aus dem Magazin abgeliefernden Gegenständen, Nachweisungen und Verzeichnisse erhalten, und über dieselben Gegenstände die Controlle führen. 1816

Der in Niederländischen Diensten stehende Commandant des Ingenieur-Corps und der Ingenieur, theilen beide die Pflicht, auf Erhaltung der Werke zu sehen, und verabreden gemeinschaftlich, die nöthig befundenen Reparaturen und neuen Bauten. Sind aber diese Arbeiten einmal bestellt, so entwirft der Commandant des Ingenieur-Corps allein den umständlichen Plan dazu, und leitet die Ausführung. Wird indessen die in den Niederlanden übliche Verfahrensart, nämlich der Zuschlag der öffentlichen Arbeiten an den Mindestfordernden, nicht angenommen, so muß der Niederländische Ingenieur bey den mit den Unternehmern oder den Arbeitern abzuschließenden Verträgen mit zugezogen werden.

Alle etwa entstehende Streitigkeiten sollen, unter der Leitung des Gouverneurs, durch eine gemischte Commission entschieden werden.

Diese auf die Reparaturen und die fortlaufende Unterhaltung der Werke sich beziehenden Verfügungen, sollen den Bestimmungen des dreyzehnten Artikels nicht den geringsten Abbruch thun, da diese lediglich auf einen ersten Plan der Festungswerke überhaupt, und auf die Aufsicht über diese Arbeiten, nach ihrer Vollendung, Bezug haben.

ART. XI. Der Preussische Theil der Besatzung soll die freye Ausübung des Gottesdienstes genießen, und die Stadt ihm auf Verlangen des Gouverneurs ein dazu schickliches Local anweisen. Culte de la garnison.

ART.

1816

Milice
pour
renfort.

ART. XII. Da die hohen contrahirenden Theile für nöthig gehalten haben, den Festungs-Gouverneur in Stand zu setzen, nach Erforderung der Umstände die Besatzung ohnverzüglich zu verstärken, so soll in den der Festung zunächst liegenden Bezirken beider Monarchien eine Landmiliz von acht tausend Mann gebildet werden, nämlich sechs tausend für Preussen und zwey tausend für die Niederlande, damit der Gouverneur in jedem Augenblick darüber verfügen könne. Diese Miliz soll von beiden Seiten aus streitbaren, geübten und wohlbewaffneten Leuten bestehen.

Die von den Niederlanden zu stellenden zwei tausend Mann, sollen der Disposition des Militär-Gouverneurs der Festung Luxemburg unmittelbar überlassen werden, sobald der in Niederländischen Diensten Rehende, in dem Großherzogthum Luxemburg commandirende General von ihm deßhalb requirirt worden. Gedachter General soll mit der eventuellen Ordre diese Maaßregeln zu bewerkstelligen jederzeit versehen seyn.

Reta-
blisse-
ment des
fortifi-
cations.

ART. XIII. Man wird sich unverzüglich mit der gänzlichen und vollkommenen Wiederherstellung der Festungswerke beschäftigen. Die Preussische und die Niederländische Regierungen verpflichten sich, selbige innerhalb der Frist zu beendigen, welche im Pariser Tractat vom zwanzigsten November ein tausend acht-hundert und fünfzehn, für die Besetzung eines Theils Frankreichs durch die allirte Armee angenommen worden ist. Nach dieser Wiederherstellung soll ein regelmäßeiger Plan entworfen werden, um die Unterhaltung der Festungswerke zu sichern. Die nach diesem Plan beschlossenen und von beiden Regierungen genehmigten Arbeiten, sollen unter der Leitung des Gouverneurs mit Zuziehung eines Commissärs S. M. des Königs der Niederlande, Großherzogs von Luxemburg, ausgeführt werden.

Die zu diesen Arbeiten nöthigen Gelder sollen einer unter der Leitung des Gouverneurs gestellten gemischten Commission ausgehändigt werden. Dieselbe Commission soll gleichmäßeig über die auf-besagte Arbeiten verwendeten Summen quittiren, und diese Arbeiten sollen bey jedem jährlichen Rechnungs-Ab-schluss von einem Preussischen und von einem Niederländischen Offizier revidirt werden.

ART.

ART. XIV. Die zur Verpflegung und für die Lazareth erforderliche Verproviantirung des Platzes muß für zehn tausend Mann und auf ein Jahr gesichert werden. Aber um diese Last durch Theilung, und mit Rücksicht auf die Besetzungszeit eines Theils Frankreichs zu erleichtern, wird man sich vor der Hand darauf einschränken, eine Verproviantirung für sechs tausend Mann zu sichern. In jedem Jahre wird die Verproviantirung für tausend Mann erhöht, so daß nach Verlauf von vier Jahren selbige für zehn tausend Mann vollständig seyn wird.

1816
Appro-
vision-
nement.

Die Versorgung mit Munitionsgegenständen jeder Art, soll der Größe des Platzes, und der Stärke der Besatzung in Kriegszeiten angemessen seyn.

ART. XV. Damit der Festungsdienst durch den Mangel an den nöthigen Fonds niemals unterbrochen werden könne, soll ein jährlich zu erlegenden Dotationsfond errichtet, darüber eine genaue Verrechnung gehalten, und am Ende eines jedes Jahres beiden Regierungen Rechenschaft abgelegt werden. Dieser Fond dient zugleich zur Gehaltszahlung derjenigen Beamten, welche, wie z. B. die Magazin- und Wall-Inspectoren und andre, eigentlich nicht zur Besatzung, sondern zur Festung selbst gehören; imgleichen zur Bestreitung der Büreankosten und ähnlichen andern Ausgaben.

Fond de
dotation

ART. XVI. Da der Platz Luxemburg eine deutsche Bundesfestung ist, und folglich den Preussischen und Niederländischen Regierungen nicht die Verbindlichkeit zugemuthet werden kann, sie zur allgemeinen Vertheidigung ausschließlich auf ihre Kosten zu unterhalten, so wird die Entscheidung der Frage, ihren Unterhalt betreffend, unter den in den vorhergehenden Artikeln specificirten Modificationen den Verhandlungen des Bundestages ausdrücklich vorbehalten.

Con-
cours
aux
fraix par
la con-
fed.
germ.

ART. XVII. Der resp. Zolldienst darf nicht durch Truppendurchzüge gestört oder unterbrochen werden. Die Equipirungs- und Montirungsstücke, so wie die übrigen der Preussischen Besatzung der Festung Luxemburg nöthigen oder den durchziehenden Truppen zugehörigen Gegenstände sollen von aller Ein- und Ausfuhr Abgabe frey seyn; es muß aber durch die competenten Behörden gehörig beglaubigt werden, daß

Exem-
tion de
douanes

1816 sie besagtem Gebrauch gewidmet sind oder das sie das Eigenthum gedachter Truppen ausmachen.

Fran-
chise de
port.

ART. XVIII. Der Preussische Theil der Besatzung soll auf den Frierischen und Sarrebrückischen Posten die Portofreyheit genießen. Was die Sperrgelder auf den Großherzoglich-Luxemburgischen Heerstraßen betrifft, so sollen bey den Barrieren, welche dem Staat gehören, und nicht Communal- oder Privat-Eigenthum sind, die Militärpersonen von der Preussischen Besatzung dieselben Vortheile genießen als die Niederländischen, und in einer Entfernung von vier Meilen um den Platz, wenn sie sich in Uniform zeigen, immer so angesehen werden, als wären sie im Dienst.

Etappes.

ART. XIX. Die hohen contrahirenden Theile behalten sich vor, unverzüglich und spätestens in dreimonathlicher Frist, vom Tage der Ratification gegenwärtigen Tractats an gerechnet, über die Militärstraßen in ihren resp. Staaten eine Separat-Convention abzuschließen. Unterdessen bewilligen sie provisorisch, daß die nach Luxemburg gehenden oder von dieser Festung kommenden Preussischen Truppen, imgleichen diejenigen Truppen, welche zu dem in Frankreich stationirten Armee-Corps gehören, oder zu demselben bestimmt sind, der von Grevenmachern aus nach Luxemburg und von dort nach den Französischen Grenzen gegenwärtig bestehenden Militärstraße sich bedienen, und daß die für die Bataillone im Solde des Königreichs der Niederlande bestimmten Schweizerischen und Deutschen Recruten die Straße von Coblenz nach Lüttich und Maastricht einschlagen. Alles dasjenige, was auf die Preise und auf die Bezahlung der diesen Truppen zu leistenden Lieferungen Bezug hat, soll die Anwendung der Bestimmungen und Bedingungen der künftigen Convention erhalten, und selbige eine zurückwirkende Kraft in dieser Hinsicht haben.

Confir-
mation
des tra-
tés.

ART. XX. Der mit S. M. dem Könige der Niederlande, Großherzog von Luxemburg, zu Wien am ein und dreysigsten Mai Ein Tausend achthundert und funfzehn abgeschlossene Tractat, imgleichen alle das Interesse S. M. betreffende oder mit Ihnen stipulirte Artikel der Wiener Congress-Acte vom neunten Juni Ein Tausend achthundert und funfzehn, werden in
allen

allen den Punkten und in allen den Bestimmungen, 1816
welche durch gegenwärtige Convention nicht ausdrück-
lich abgeändert worden sind, bestätigt.

ART. XXI. Gegenwärtige Convention soll ratifi- Ratifica-
cirt, und die Ratifications-Urkunden innerhalb zweier. tion.
Monaten, oder früher, wenn es geschehen kann, aus-
gewechselt werden.

Zu dessen Urkund haben die resp. Bevollmächtig-
ten selbige unterzeichnet und mit ihrem Wappensie-
gel versehen.

Geschehen zu Frankfurt am Main, den achten No-
vember, im Jahre Christi Ein Tausend achthundert
sechzehn.

(L. S.) Baron von HUMBOLDT.

(L. S.) Baron von GAGERN.

37.

*Acte de réunion des royaumes de Naples et de 1816.
Sicile, signée le 12 Déc. 1815.*

(Die Zeiten von Voss. B. 52. p. 273-282.)

Vereinigungsacte.

Ferdinand I., von Gottes Gnaden König des König-
reichs beider Sicilien etc.

Indem der Wiener Congress, in der feierlichen
Acte, welcher Europa die Wiederherstellung der Ge-
rechtigkeit und des Friedens verdankt, die Recht-
mäßigkeit unserer Krone bestätigend, Uns und Unserer
Erben und Nachfolger, als König des Königreichs bei-
der Sicilien anerkannt, So wollen Wir nach erfolgter
Ratification dieser Acte, von allen Mächten, solche,
in so weit sie Uns betrifft, völlig in Wirkksamkeit setzen,
und haben beschlossen, durch ein immerwährendes
Staatsgesetz, folgende Verfügungen anzuordnen und
festzusetzen:

ART. I. Unsere sämmtlichen Königlichen Staaten, Réunion des
diesseits und jenseits der Meerenge, sollen das König- deux
reich beider Sicilien ausmachen. royaumes.

1816

ART. II. Der Titel, welchen Wir, von dem Zeitpuncte der Bekanntmachung des gegenwärtigen Gesetzes an, annehmen, ist folgender: Ferdinand I., von Gottes Gnaden König des Reichs beider Sicilien, von Jerusalem etc., Infant von Spanien, Herzog von Parma, Piacenza, Castro etc. Groß-Erbprinz von Toscana etc.

Expedition des
actes.

ART. III. Alle Acten, welche von Uns ausgehen, oder, in Unserm Königlichen Namen, von dem Staatsbeamten in Unserm Königreiche beider Sicilien ausfertigt werden, sollen im Eingange, den im nachstehenden Artikel ausgesprochenen Titel führen.

Nouveaux
plein-
pou-
voirs p.
l. mini-
stres et
agens.

ART. IV. Die in den Händen Unserer Bothschafter, Minister und andern Agenten, bey den auswärtigen Mächten befindlichen Vollmachten und Patente sollen unverzüglich zurückgenommen, und zugleich gegen andere, nach Inhalt des zweiten Artikels auszufertigende, ausgewechselt werden.

Succes-
sion.

ART. V. Die Thronfolge im Königreich beider Sicilien, bleibt auf ewige Zeiten, durch das am 6ten October 1759 zu Neapel promulgirte Gesetz, Unsers erlauchten Vaters Carls III. regulirt.

Chan-
cellerie
royale.

ART. VI. Wir errichten eine allgemeine Canzley des Königreichs beider Sicilien; welche sich stets am Ort Unserer gewöhnlichen Residenz befinden, und worin einer Unserer Minister-Staatssecretäre, mit dem Titel: Minister-Canzler des Königreichs beider Sicilien, den Vorsitz führen wird.

Ses at-
tributs.

ART. VII. In dieser allgemeinen Canzley wird das Protocoll über alle von Uns erlassenen Gesetze und Decrete, geführt; und werden diese Gesetze und Decrete selbst darin aufbewahrt werden.

Ministre
Chan-
cellier.

ART. VIII. Der Minister-Canzler wird allen Unsern Gesetzen und Decreten Unser Königliches Insiegel beifügen, und Unsere Unterschrift in denselben vidimiren und contrasigniren. Derselbe ist mit Absehung aller Unserer Gesetze und Decrete an sämmtlich bestehenden Behörden im Königreiche beider Sicilien beauftragt, und hat für deren Bekanntmachung und Sammlung zu sorgen.

Conseil
de Chan-
cellier.

ART. IX. Außerdem soll sich in dieser allgemeinen Canzley, ein Rath, zur Erörterung und Vorbereitung

tung der wichtigen Staatsgeschäfte, bevor sie von 1816
Unfern Ministern, zu Unfrer allerhöchsten Entscheidung,
in Unfern Staatsrath gebracht werden, befinden, und
den Namen: Oberster Canzleyrath führen. Der Mi-
nister-Canzler ist Präsident deselben.

ART. X. Ein besonderes Gesetz wird die innere ^{Organi-}Organisation der allgemeinen Canzley bestimmen, und ^{sation.}die Attribute des Minister-Canzlers, und des obersten Canzleyrathes festsetzen. Wir wollen und befehlen: daß dieses Unser, von Uns unterzeichnetes, von Unferm Rathe und Minister-Staatssecretär in Gnaden- und Justizsachen vidimirtes, mit Unferm großen Inseigel versehenes, von Unferm Rathe und Minister-Staatssecretär-Canzler contrasignirtes, und in Unfrer allgemeinen Canzley des Königreichs beider Sicilien registrirtes und aufbewahrtes Gesetz, im ganzen Umfange des besagten Königreichs mit den gewöhnlichen Feierlichkeiten, durch die betreffenden Behörden bekannt gemacht werde; welche ein Protocol darüber aufzunehmen und die Vollziehung deselben zu sichern haben.

Unser Minister-Canzler des Königreichs beider Sicilien, ist besonders beauftragt, für Bekanntmachung deselben zu sorgen.

Caferia, den 12ten Decbr. 1816.

Unterzeichnet: FERDINAND.

Der Minister-Staatssecretär in Gnaden- und Justizsachen.

MARCHESE TOMASI.

Der Minister-Staatssecretär-Canzler.

TOMASO DI SOMMA.

Organisationsacte.

Ferdinand I. von Gottes Gnaden König des Königreichs beider Sicilien etc.

Indem Wir, die von Uns und den Monarchen, Unfern erlauchten Vorfahren, Unfern vielgeliebten Sicilianern verliehenen Privilegien, mit der Einheit der

1816 der politischen Institution, vereinbaren wollen, welche das öffentliche Recht Unfers Königreichs beider Sicilien bilden sollen; so haben Wir, durch gegenwärtiges Gesetz sanctionirt und sanctioniren was folgt:

ART. I. Sämmtliche Civil- und geistliche Aemter und Stellen Siciliens, jenseits der Meerenge, sollen nach dem Inhalte der Capitularien, der Monarchen, Unserer Vorfahren, ausschließend und Sicilianern verliehen werden; ohne daß die übrigen Unterthanen Unserer Königlichen Staaten, diesseits der Meerenge, jemahle darauf Anspruch machen können; gleichwie die Sicilianer, auf die Civil- und geistlichen Aemter und Stellen, in obgedachten Unfern andern Königlichen Staaten, keinen Anspruch zu machen haben. Unter erwähnten ausschließenden Rechten, zu Gunsten der Sicilianer begreifen wir auch das Erzbisthum von Palermo; obwohl dasselbe in dem großen, von Unferm erlauchten Vater, Carl III. demselben ertheilten Privilegium dem allerhöchsten Gutbefinden vorbehalten war.

ART. II. Unfre Unterthanen von Sicilien, jenseits der Meerenge, sollen, in Verhältniß der Bevölkerung dieser Insel, zu allen großen Staatsämtern, Unfers Königreichs beider Sicilien zugelassen werden. Da diese den vierten Theil der gesammten Bevölkerung aller Unserer Königlichen Staaten ausmacht; so soll Unfer Staatrath zum vierten Theil aus Sicilianern, und für die übrigen drei Theile aus Unterthanen Unserer andern Königlichen Staaten, bestehen. Dasselbe Verhältniß soll auch in Hinsicht der Aemter Unserer Minister und Staatssecretäre, der obersten Aemter Unfers Königlichen Hofes und der Stellen Unserer Repräsentanten und Agenten bey auswärtigen Mächten, beobachtet werden.

ART. III. Anstatt der zwei Sicilianischen Consultatoren, welche nach Verwilligung Unfers erlauchten Vaters, Mitglieder der vormaligen Giunta von Sicilien waren, soll immer eine, dem im vorhergehenden Artikel angedeuteten Verhältnisse angemessene Zahl von Sicilianischen Räthen, in dem obersten Canzleyrath des Königreichs beider Sicilien sich befinden.

ART. IV. Die Stellen Unserer Land- und Seemacht, und die Unfers, Königlichen Hauses, sollen ohne Unterschied,

verschied, allen Unfern Unterthanen, aus was immer für einem Unfrer Königl. Staaten verlassen werden. 1816

ART. V. Die Regierung des ganzen Königreiche beider Sicilien, wird stets bey Uns verbleiben. Wenn wir in Sicilien residiren, werden wir in Unfern Staaten, diesseits der Meerenge, einen Königlichen Prinzen Unfrer Familie, oder eine andere vornehme Person, welche Wir aus Unfern Unterthanen erwählen, als Unfern Statthalter lassen. Ist es ein Königlicher Prinz, so soll er einen Unfrer Staatsminister bey sich haben; welcher die Correspondenz mit den bey Uns befindlichen Ministerien und Staatssecretariaten führen, und ausserdem noch zwei oder mehrere Directoren bey sich haben wird; welche in denjenigen Abtheilungen besagter Ministerien und Staatssecretariate, den Vorsitz führen sollen, die Wir zur Localregierung jenes Theils Unfrer Königlichen Staaten, an Ort und Stelle zu lassen, für nothwendig erachten werden. Ist es kein Königlicher Prinz, so soll der Statthalter selbst mit dem Character eines Ministers und Staatssecretärs bekleidet seyn; selbst mit den bey Uns befindlichen Ministerien und Staatssecretariaten correspondiren, und obbemeldete zwei oder mehrere Directoren, zu dem erwähnten Zwecke bey sich haben.

ART. VI. Wenn Wir in Unfern Staaten diesseits der Meerenge residiren, so soll auf gleiche Weise ein Königlicher Prinz Unserer Familie, oder eine andere vornehme Person, welche Wir aus Unfern Unterthanen erwählen, als Unser Statthalter in Sicilien sich befinden. Ist es ein Königlicher Prinz, so soll er gleichfalls einen Unfrer Staatsminister bey sich haben, welcher die Correspondenz mit den bey Uns befindlichen Ministerien und Staatssecretariaten führen, und ausserdem noch zwei, oder mehrere Directoren bey sich haben wird; welche in denjenigen Abtheilungen besagter Ministerien und Staatssecretariate den Vorsitz führen sollen, die Wir in Sicilien zurück zu lassen für nöthig erachten werden. Ist es kein Königlicher Prinz, so soll der Statthalter von Sicilien selbst, mit dem Character eines Ministers und Staatssecretärs bekleidet seyn; selbst mit den bey Uns befindlichen Ministerien und Staatssecretariaten correspondirenden,
und

1816 und obbemeldete zwei oder mehrere Directoren, zu dem erwähnten Zwecke bey sich haben.

ART. VII. Gedachte Directoren sollen, sowohl im ersten als im zweyten Fall, aus Unfern Unterthanen, von was immer für einem Theil Unserer Königlichen Staaten, gewählt werden; so wie es, in Hinsicht auf Sicilien, für die ehemaligen Aemter des Konsultators, des Konservators und des Secretärs der Regierung, fest gesetzt war; an deren Stelle eigentlich obgedachte Directoren treten.

ART. VIII. Die Rechtssachen der Sicilianer werden fortwährend, auch in letzter Appellationsinstanz, von den sicilianischen Gerichten entschieden werden. Demzufolge, soll, in Sicilien ein oberster Justizhof errichtet werden; welcher über alle Gerichtsstellen dieser Insel erhaben, und von der obersten Justizstelle, Unserer Staaten diesseits der Meerenge, unabhängig ist; so wie letztere von jenem in Sicilien unabhängig seyn wird, wenn Wir Uns auf dieser Insel aufhalten. Die Organisation, dieser beiden obersten Gerichtshöfe soll, durch ein besonderes Gesetz, bestimmt werden.

ART. IX. Die Abschaffung des Fundalismus, in Sicilien, ist beybehalten; so wie auch in Unfern andern Staaten, diesseits der Meerenge.

ART. X. Der Antheil Siciliens, an den permanenten Staatsausgaben wird jedes Jahr von Uns bestimmt und vertheilt werden; kann aber jährlich die Summe von 1,847,687 Unzen und 20 Tari, wie sie, als actives Einkommen von Sicilien, im Jahr 1813, vom Parlament festgesetzt wurde, nicht übersteigen. Eine größere Summe, welche sie auch immer sey, kann, ohne Bewilligung des Parlaments, nicht aufgelegt werden.

ART. XI. Von vorbestimmtem Antheile, sollen jährlich nicht weniger, als 150,000 Unzen, zum Voraus abgezogen, und zu Bezahlung der unverzinslichen Schulden, und der Zinsrückstände der verzinslichen Schulden von Sicilien, verwandt werden. Bis die gänzliche Tilgung erfolgt ist, bleibt jährlich dieselbe Summe, als Amortisationsfond der Sicilianischen Staatsschuld, bestimmt.

ART.

ART. XII. So lange, bis das allgemeine System der Civil-Justizadministration, Unfers Königreichs beider Sicilien, promulgirt seyn wird, sollen alle Justiz- und Administrationsgeschäfte denselben Gang, wie bisher, fortgehen. 1816

Wir wollen und befehlen, das dieses Unser, von Uns unterzeichnetes, von Unserm Rathe und Minister Staatssecretär, in Gnaden- und Justizsachen, vidimirtes, mit Unserm grossen Inſiegel versehenes, von Unserm Rath und Minister - Staatssecretär - Kanzler kontrahirtes, und in Unserer allgemeinen Kanzeley, des Königreichs beider Sicilien registrirtes und aufbewahrtes Gesetz, im ganzen Umfange des besagten Königreichs, mit den gewöhnlichen Feyerlichkeiten, durch die betreffenden Behörden, bekannt gemacht werde; welche ein Protocoll darüber aufzunehmen und die Vollziehung desselben zu sichern haben.

Unser Minister - Kanzler, des Königreichs beider Sicilien, ist besonders beauftragt, für Bekanntmachung desselben zu sorgen.

Caserta, den 12ten Dec. 1816.

(Unterz.) FERDINAND.

Der Minister - Staatssecretär, in Gnadensachen,

MARCHESE TOMASI.

Der Minister - Staatssecretär - Kanzler,

TOMASO DI SOMMA.

38.

1808 *Cartels et Conventions diverses pour l'extradi-
 26 Apr. tion des deserteurs et l'arrestation des vaga-
 bonds 1808 — 1818 *)*.

I.

*Convention entre l'Autriche et la Russie pour
 l'extradition des deserteurs.*

*Kaiserlich Oesterreichisches Edict enthaltend die
 zwischen Rußland und Oesterreich, zu Wien den
 26ten April 1808, geschlossene Kartel-Convention **).*

Zwischen S. K. K. Apostl. Maj. und S. M. dem Kaiser und Selbstherrscher aller Rußen ist folgender Staatsvertrag zu Stande gekommen.

Wir Franz der Erste, von Gottes Gnaden, Kaiser von Oesterreich, König zu Jerusalem, zu Ungarn, Böhmen, Dalmazien, Kroazien, Slavonien, Galizien und Lodomerien; Erzherzog zu Oesterreich; Herzog zu Lothringen, zu Salzburg, zu Würzburg und in Franken; Großherzog zu Krakau; Großfürst in Siebenbürgen; Herzog zu Steyer, Kärnthen und Krain, Ober- und Niederschlesien; Fürst zu Berchtoldsgaden und Mergentheim; gefürsteter Graf zu Habsburg etc.

Da wir mit S. M. dem Kaiser aller Rußen, zur Befestigung des zwischen beiden Kaiserhöfen glücklich bestehenden Freundschafts-Verbandes und guten Einverständnisses, und um der schädlichen Desertion von beiderseitigen Truppen möglichst vorzubeugen, eine gemein-

*) Plusieurs conventions de ce genre ont déjà été données dans les volumes précédens

1808. 7 Mai. Conv. entre l'Autr. et la Russie, extrait imparfait S. V. p. 74.

1808. 21 Oct. Conv. entre la Russie et la Saxe S. V. p. 153.

1809. 25 Mai. Conv. entre la Saxe et la Westphalie S. V. p. 189.

1810. 6 Nov. Conv. entre le G. D. de Hesse et la Westphalie S. V. p. 304.

1811. 14 Mai. Conv. ent. la Fr. et le Westph. f. l'extr. d. Vagab. S. V. p. 388.

1812. 10 Mai. Conv. entre la France et la Prusse f. l. deserteurs. S. V. p. 424.

**) La substance de cet édit a déjà été donnée Suppl. T. V. p. 74.

gemeinschaftliche Uebereinkunft zur wechselseitigen Auslieferung der Deserteurs getroffen haben; so ist unser Wille, daß die darüber abgeschlossene Kartels-Convention zur allgemeinen Kenntniß gelange, und durch gegenwärtiges Edict die wechselseitig eingegangenen Verbindlichkeiten in nachstehenden Paragraphen Unsern Unterthanen zur genauesten Befolgung bekannt gemacht werden. 808

§. 1. Alle Unsere Civil- und Militär-Gouverneurs, besonders aber die Commandanten der längs Unsern Grenzen aufgestellten Militärposten werden angewiesen, mit der sorgfältigsten Aufmerksamkeit darüber zu wachen, daß kein Deserteur von den Armeen Ihrer Russisch-Kaiserl. Majestät die Grenze überschreiten, noch in den diesseitigen Staaten Schutz und Zuflucht finden könne.

§. 2. Diefemzufolge soll jede Militärperson ohne einige Ausnahme, sie sey von der Infanterie, Kavallerie oder Artillerie, vom Fuhrwesen oder von irgend einer andern Militär-Branche der Kaiserl. Russischen Armeen, welche Unser Gebiet betreten, oder sich auf demselben befinden würde, ohne mit einem Passe in guter und gehöriger Form versehen zu seyn, auf der Stelle arretirt werden, und deren Auslieferung mit Waffen, Pferden, Kleidung, Rüstungsstücken, oder was man sonst bey ihr finden, oder sie anderwärts in Verwahrung gegeben haben könnte, auch dann folgen, wenn ein solcher Deserteur nicht eigends reklamirt werden sollte. Wäre ein solches Individuum früher von den Truppen eines andern Souverains oder eines andern Staates, mit welchem Wir Kartel haben, entwichen, so ist dieser Deserteur nichts destoweniger derjenigen Armee zurückzustellen, von welcher er zuletzt entwichen ist.

§. 3. Sollte es sich, ungeachtet dieser Vorsichtsmaasregeln ereignen, daß es einem solchen Deserteur gelänge, sich heimlich in Unsere Staaten einzuschleichen, oder der Wachsamkeit Unserer Vorgesetzten durch Verkleidung, oder durch Vorweisung falscher Pässe zu hintergehen, und selbst wenn er sich an einem Orte, in einer Stadt oder einem Dorfe Unseres Gebiets anständig gemacht hätte, soll derselbe nichts destoweniger zurückgegeben und ausgeliefert werden, sobald

1808 sobald er erkannt oder durch die Commandanten Sr. Ruff. Kaif. Maj. reklamirt wird.

§. 4. Von dieser Zurückstellung sind ausgenommen, die Deferteurs von der Armee Sr. Ruffisch. Kaif. Maj., welche in Unseren Staaten geboren sind, indem zwischen den beiden Mächten die gegenseitige Uebereinkunft getroffen worden ist, daß keine derselben verbunden seyn soll, Ihre eigenen Unterthanen auszuliefern, welche, nachdem sie bey den Truppen der anderen Macht gedient haben, durch Entweichung in das Gebiet ihres natürlichen Souverains zurückkehren würden.

§. 5. Da Wir ferner mit S. M. dem Káiser aller Reußen übereingekommen sind, die Verpflegung eines Deferteurs von dem Augenblicke seiner Verhaftung an bis zu jenem der Zurückstellung, auf täglich 4 Krentzer (4 Kopecken) nebst dem Brod, oder 4 Krentzer (4 Kopecken) statt des Brodes festzusetzen, und für ein Pferd täglich 6 Pfund Haber, und 10 Pfund Heu Oesterreichischen Gewichts, nebst dem nöthigen Streustroh auszumessen; so ist der diesfällige Kostenbetrag in gangbarer Münze zu bezahlen, für die Naturalien aber der laufende Marktpreis der, dem Orte, wo der Deferteur ausgeliefert wird, zunächst liegenden Stadt anzunehmen. Die Zahlung dieser Unkosten hat bey Uebergabe des Deferteurs und des Pferdes zu geschehen. Da Deferteurs keine gesetzliche Schulden machen können, so kann auch von deren Bezahlung nie die Rede seyn.

§. 6. Es wird weiters demjenigen, welcher einen Deferteur anzeigt, oder einbringt, gegenseitig eine Belohnung in Gelde (Kaglia) zugestanden, nämlich: 12 Gulden oder 7 Rubeln, 20 Kopecken für einen Mann zu Fuß, und 18 Gulden oder 10 Rubeln, 80 Kopecken für einen Kavalleristen mit dem Pferde, indem man auf eine festbestimmte Art den Rubel zu hundert Kreuzer Oesterreichischer Währung annimmt, wohlverstanden, daß die Kosten der Fütterung und des Transports in diese Summe mit eingerechnet werden müssen. Ausser den Verpflegungskosten und der Kaglia kann unter keinem Vorwande etwas verlangt werden, und in dem Falle, daß der Deferteur aus Unwissenheit schon bey den Truppen jener Macht, welche

welche ihn zurückzustellen hat, in Dienste genommen worden wäre, sollen nur jene Kleidungsstücke zurückbehalten werden, welche man ihm gegeben hat. Alles übrige wird so, wie der Deserteur, demjenigen Corps, dem er angehört, oder denjenigen, welche zu dessen Uebnahme abgeschickt sind, in Gemäßheit des 9ten §. zurückgestellt. Sollten sich über den genauen Verhalt einer, bey der Requisition des Deserteurs, angegebenen Thatfache Zweifel ergeben, so sollen diese keineswegs zum Vorwande dienen, um die Zurückstellung des Deserteurs zu verweigern; sondern um allem Irrthum vorzubeugen, ist von den Militär- oder Civilbehörden ein Protocoll aufzunehmen, solches mit dem Deserteur zugleich einzuschicken, und eine Abschrift davon der betreffenden Behörde Sr. M. aller Reußen zuzufenden.

§. 7. Hätte seit seiner Entweichung ein Deserteur in dem Lande, wohin er sich flüchtete, ein Verbrechen begangen, oder daran Theil genommen, so ist er nichts desto weniger jener Macht zurückzustellen, welcher er angehört. Diese wird nach geschehener Mittheilung aller auf sein Verbrechen Bezug nehmenden Acten, ihn nach den Gesetzen aburtheilen und bestrafen lassen, zugleich aber den Urtheilspruch dahin, wo das Verbrechen begangen worden, zur Kenntniß mittheilen.

§. 8. Ein jedes Detaschement, welches zum Nachsetzen eines Deserteurs abgeschickt wird, hat auf den Grenzen anzuhalten, dergestalt, daß von dem Augenblicke an, wo er solche überschritten hat, derselbe nur durch einen oder zwei Mann, welche mit Pafs oder Cartouche versehen seyn müssen, bis zum nächsten Ort verfolgt werden könne, und die daselbst befindliche Militär- oder Civil-Behörde zu requiriren, die sodann schuldig ist, auf der Stelle Assistenz zu leisten, um den in Frage stehenden Deserteur zu entdecken, oder zu verhaften. Wird derselbe wirklich an dem, durch die Parthei, von welcher er desertirt ist, angezeigtem Orte arretirt, und nicht durch einen Unserer Unterthanen eingebracht, so findet die Belohnung in Golde (Kaglia) nicht statt.

§. 9. Tritt der Fall einer solchen Auslieferung ein, so hat der diesseitige Truppen-Commandant des

1808 der Grenze zunächst befindlichen Postens jenen des nächsten Kaiserl. Russ. Grenz-Postens davon zu benachrichtigen. Ist man über den Tag und die Stunde, wo die Auslieferung vor sich gehen soll, übereingekommen, so werden die Deserteurs durch eine Abtheilung unserer Truppen, auf der an der Grenze bestimmten Punkt, wo sich an demselben Tage und zu derselben Stunde auch das zur Uebernahme beauftragte Truppen - Detaschement Sr. Russ. Kais. Maj. eingefunden haben wird, gebracht, und letzterem gegen gehörige Bescheinigung übergeben. Der Commandant Unsers Postens stellt seinerseits dem Commandanten des Kaiserl. Russ. Postens eine Quittung über die erfolgte Bezahlung der durch vorstehenden 5. und 6. §. festgesetzten Kosten und Auslagen aus.

§. 10. Gleicherweise verordnen Wir, daß die Dienstleute der Offiziers, welche nach einem begangenen Verbrechen in Unserer Armee Dienste nehmen, oder auf Unser Gebiet entweichen würden, auf Befehl arretirt und gegen Vergütung der in dem 5ten §. rücksichtlich der Soldaten bestimmten Verpflegungskosten ausgeliefert werden solle.

§. 11. Ein jeder Offizier Unserer Armeen, welcher sich begeben lassen würde, entweder durch List oder Gewalt ein zu dem Kaiserl. Russ. Militär-Dienste gehöriges Individuum zur Desertion zu verleiten, oder anzuwerben, soll mit zwey monatlichem Arreste bestraft werden.

§. 12. Eben so soll auch ein jeder Offizier, welcher zur Verhellung eines Russischen Deserteurs beitragen, seine Entweichung befördern, oder ihn in weiter abwärts liegende Provinzen verschaffen sollte, mit einem Arreste von zwey Monaten bestraft werden. Jedes andere Individuum, welcher sich desselben Vergehens schuldig macht, wird nach seinem Stande, entweder zu einer körperlichen oder zu einer Geldstrafe verurtheilt.

§. 13. Allen Unsern Unterthanen ist es untersagt, von Russischen Deserteurs irgend etwas von Kleidungs- oder Rüstungsstücken, Pferden, Waffen, u. d. gl. zu kaufen. Diese Effecten sind überall, wo man sie findet, als gestohlenen Gut wegzunehmen, und dem Regiment zurückzustellen, von welchem der Deserteur entwichen

entwichen ist. Derjenige, welcher sie gekauft hat, kann auf keine Entschädigung Anspruch machen, und wenn sie nicht in Natur wieder gefunden werden, so hat der Käufer den Werth derselben in gangbarer Münze zu erstatten, in jedem Falle aber auch noch wegen Uebertretung des gegenwärtigen Verbothes einer Strafe zu unterliegen. 1808

§. 14. Und da Se. M. der Kaiser aller Reußen mit Uns übereingekommen sind, zu gleicher Zeit in allen ihren Staaten ein Edict gleichen Inhalts publiciren zu lassen; so befehlen Wir Unsern Civil-Gouverneurs und Militär-Commandanten, gegenwärtiges Edict überall, wo es vonnöthen ist, publiciren und anschlagen zu lassen, damit niemand sich dießfalls mit Unwissenheit entschuldigen könne. Gleicher Weise befehlen Wir Unsern Militär- und Civil-Beamten, und anderen Vorgesetzten, darauf zu halten, damit dasselbe nach seinem vollen Umfange und Inhalte vollzogen und befolgt werde.

Gegeben in Unserer Kaiserl. Residenzstadt Wien, den 26ten April 1808. Unserer Regierung im siebzehnten Jahre.

FRANZ.

Erzherzog KARL,
Generalissimus.

2.

Convention pour l'extradition des déserteurs 1812
conclue le 9 Mars 1812, entre les Grand-Ducs 22 Fevr.
de Würzburg et de Bade. 9 Mars.

(Copie manuscrite mais sûre.)

Nous Ferdinand etc. Savoir faisons que nous avons jugé à propos de conclure avec S. A. R. le Grand-Duc de Bade, afin de favoriser le service militaire dans les deux Grands-Duchés, et de resserrer les liens de bon voisinage entre les deux souverains, le cartel suivant pour l'extradition réciproque des déserteurs et des conscrits:

ART.

1812

ART. I. Tous les militaires sans exception et sans différence d'armes, qui déserteront des troupes de l'un des deux souverains, pour entrer dans le pays et les troupes de l'autre, lors même que celles-ci sont hors de leur pays, ne seront ni reçus au service militaire de ce souverain ni recelés par les sujets, ni renvoyés du pays; mais ils seront aussitôt arrêtés, sans attendre aucune réclamation, et livrés avec leurs chevaux, leurs uniformes, leurs armes et autres objets d'équipement. Les déserteurs seuls, qui seront reconnus juridiquement pour sujets de l'état dans lequel ils ont passé, ne seront point livrés. Mais dans ce cas même, on rendra sans retenue ceux des objets ci-dessus qu'ils auront importés avec eux, ou à leur défaut la valeur des dits objets prise sur les biens qu'ils pourront avoir. Cette extradition ne pourra néanmoins se faire gratuitement, si le déserteur n'a rien; mais dans ce cas, les frais de fourrage, de transport, et autres seront remboursés par le souverain auquel les chevaux, et les effets militaires seront livrés. Le déserteur doit être considéré comme sujet du souverain dans le pays duquel, suivant les registres ecclésiastiques ou civils, il est né, ou a été élevé dès son enfance, ou s'il y a été naturalisé soit personnellement, soit avec le chef de sa famille qui s'y seroit établi, avant son entrée ou service militaire de l'autre puissance.

ART. II. Sont compris parmi les déserteurs qui doivent être livrés sans réclamation préalable avec les chevaux et les effets qu'ils ont enlevés, non seulement les militaires qui sont sous les armes, mais encore tous les individus qui sont attachés à l'armée par serment ou par devoir, ainsi que les soldats attachés à l'artillerie ou aux charrois.

ART. III. Sur une réclamation préalable, on livrera aux régimens ou aux autorités les domestiques d'officiers, qui se seroient enfuis, ainsi que les chevaux et les effets qu'ils auroient pris avec eux.

ART. IV. Si un soldat déserte des troupes d'un des souverains contractans pour prendre du service chez un troisième souverain, et que de là il passe dans le pays ou au service de l'autre souverain contractant, il faut examiner si ce dernier a un cartel d'échange avec le troisième souverain. Dans ce cas, le déserteur doit

doit être livré au souverain du pays d'où il a déserté en dernier lieu; si au contraire il n'y a pas de cartel, il sera, en vertu de la présente convention, livré à celui des souverains contractans dont il a abandonné le service. 1812

ART. V. Toutes les autorités civiles et militaires, particulièrement celles des frontières des deux états, sont tenues d'examiner avec attention tout militaire qui cherche à s'y glisser; en cas de soupçon qu'il ait déserté des troupes de l'autre souverain, de l'arrêter et si, d'après l'information, le soupçon se trouve fondé, de le livrer aussitôt à la plus prochaine autorité civile ou militaire avec les chevaux et les effets qu'il a pris avec lui. Si malgré toutes ces mesures, un déserteur à l'aide d'un déguisement ou de faux passe-ports parvient cependant à s'introduire dans l'un des deux états, on doit l'arrêter et le livrer aussitôt qu'il sera découvert ou réclamé.

ART. VI. Celui qui oserait cacher un déserteur ou lui prêter secours, et qui en serait convaincu, doit, suivant les circonstances, être emprisonné ou condamné à quelque autre peine plus sévère. Tout officier qui enrôlerait sciemment un déserteur ou le cacherait, doit non-seulement être tenu de le livrer à ses frais, mais il sera en outre traduit devant un tribunal et puni, suivant l'occurrence de la perte de la place. Tous ceux qui, dans l'un ou l'autre pays, auraient acheté d'un déserteur des chevaux, des armes, uniformes, équipages etc. sont tenus de les rendre sans aucun dédommagement au corps dont le déserteur fait partie. Si ces effets n'existent plus en nature celui qui les a achetés non seulement est tenu d'en payer la véritable valeur en argent; mais dans le cas où il serait convaincu de les acheter sciemment d'un déserteur, il sera puni sévèrement.

ART. VII. Tout sujet qui livrera un déserteur, recevra une gratification de 5 florins du Rhin pour un homme sans cheval, 10 fl. pour un homme avec un cheval, et 4 fl. pour le cheval dans le cas où le déserteur aurait réussi à s'échapper en abandonnant son cheval.

ART. VIII. Du jour où un déserteur aura été arrêté jusqu'à celui où il sera livré, son entretien sera de 9 kr. par jour, et celui de son cheval de 6 livres d'avoine, 8 de foin et 3 de paille. Le prix du fourrage

1812 sera réglé d'après le marché de l'endroit où le déserteur est gardé, et on fera un compte exact de tous les frais.

ART. IX. Celui des deux souverains qui recevra le déserteur devra rembourser les frais d'entretien ainsi que la gratification promise, au plus tard dans l'intervalle de 15 jours. L'extradition aura lieu même dans le cas où ce remboursement ne pourrait pas être exécuté ponctuellement, à moins que d'autres motifs ne s'y opposent. On donnera à la partie qui livrera le déserteur un reçu tant pour la personne du déserteur que pour ses effets; il en sera de même de la partie qui recevra le déserteur, par rapport au remboursement des frais.

ART. X. Il sera accordé 24 Krenzer par jour pour chaque personne nécessaire au transport du déserteur. Outre ces frais et ceux mentionnés dans l'article précédent, on ne pourra rien exiger de plus sous quelque prétexte que ce soit dans aucun cas, même dans celui où le déserteur ayant été par méprise incorporé dans les troupes du souverain qu'il a livré, aurait reçu de l'argent à titre d'engagement, ou sous toute autre dénomination.

ART. XI. La poursuite du déserteur dans le pays de l'un des deux souverains ne pourra avoir lieu sans une réquisition préalable ou sans la publication légale de son signalement. Mais sur la présentation de l'une ou l'autre de ces pièces, les magistrats seront obligés de prêter leur secours pour l'arrestation du déserteur demandé de vive voix ou par écrit. Dans le cas où un détachement poursuivrait un ou plusieurs déserteurs, lorsqu'il arrivera à la frontière commune des deux états, il ne la passera point tout entier, mais il enverra seulement un ou deux hommes, muni de passe-ports ou d'ordres militaires, à la poursuite du déserteur dans les états de l'autre souverain, ceux-ci ne pourront cependant jamais l'arrêter, mais ils s'adresseront à la garnison ou au magistrat du lieu.

ART. XII. Quant aux déserteurs qui depuis leur évasion se seront rendus coupables ou complices d'un délit, il est réglé par les présentes que les informations sur cet objet se feront dans le pays où le crime aura été commis; et où il doit être puni, d'après les lois qui y sont en vigueur. Si un déserteur a commis dans

dans les états de l'autre souverain un crime capital, 1812 tel que meurtre, rapine etc., ou tout autre crime qui doit être puni de mort ou de réclusion à vie, alors l'extradition n'aura pas lieu. Mais si son crime est d'un autre genre moins grave, il sera livré après avoir subi la peine qu'il a encourue, et il n'y aura pas lieu au remboursement des frais de son entretien pour le temps qu'auront duré l'information et son emprisonnement. Dans tous les cas, lorsque le déserteur sera soumis à une information de cette nature, on en instruira aussitôt son souverain, et quand par la suite son extradition aura lieu, les actes de la procédure seront remis ou en original ou par extraits légalisés, afin que l'on puisse juger si le déserteur est encore propre au service militaire ou non. Dans les deux cas, les chevaux et autres objets que le déserteur pourrait avoir avec lui, seront aussitôt livrés.

ART. XIII. Quant à ce qui concerne les sujets des deux parties contractantes, qui lors de la conclusion du présent traité se trouveraient au service militaire de l'un des deux souverains, les individus en état de servir auront le choix ou de rester à ce service ou de retourner dans leur patrie moyennant une indemnité réciproque pour les uniformes et équipemens auxquels ils n'auront point acquis de droits. Ils seront obligés de faire leur déclaration à cet égard dans l'intervalle de deux mois, à compter de la publication de la présente convention. On fera à ceux qui rentreront dans leur patrie la déduction du temps qu'ils ont servi chez l'autre puissance sur le nombre d'années qu'ils doivent servir dans leur pays. Ceux qui voudront retourner dans leur patrie, recevront leur congé sans aucune difficulté; ceux qui préféreront rester au service où ils se trouvent actuellement, seront soumis relativement à la durée de leur engagement, aux lois de l'état dans lequel ils servent.

ART. XIV. Tous les sujets ou domiciliés tenus au service militaire par la conscription ou toute autre loi, lesquels après la présente convention voudraient passer dans les états de l'autre souverain ou être enrôlés dans ses troupes, non-seulement ne seront point reçus; mais ils seront aussitôt livrés, même sans attendre aucune réclamation, aux autorités civiles et

1812 militaires compétentes, et l'on suivra à cet égard les mesures prescrites par la présente convention pour les déserteurs. Les deux souverains s'engagent mutuellement à n'accorder aux réfractaires ci-dessus aucun asile dans leurs états, mais à enjoindre strictement à toutes les autorités que cela concerne de faire rechercher et arrêter ces individus, de faire droit le plus promptement possible à toutes les réclamations qui seront faites à leur sujet, et de faire punir convenablement les autorités coupables de négligence à cet égard, ainsi que le sujet qui cacheraient chez eux les hommes réclamés ou qui favoriseraient leur fuite.

ART. XV. La présente convention sera mise à exécution à compter du 1er Avril de cette année.

ART. XVI. Il sera libre aux deux souverains de renoncer à ce cartel, mais alors ils se préviendraient réciproquement un an d'avance.

ART. XVII. Cette convention sera aussitôt publiée dans les feuilles officielles, lue en présence des régimens, et il sera enjoint à toutes les autorités civiles et militaires de s'y conformer avec la plus grande exactitude.

Deux exemplaires conformes du cartel seront signés et scellés par les deux souverains.

Donné à Wurzbourg, le 22 Février 1812.

FERDINAND.

3.

*Conventions de cartel pour l'extradition des 1816
deserteurs entre la Prusse et diverses puissances et états 1816 — 1818 *).* ^{25 Mai.}

a.

*Convention de cartel, conclue entre la Prusse et
la Russie, le 25 Mai 1816; ratifiée
le 3 Août 1816.*

*(Gesetzsammlung für die K. Preussischen Staaten.
1817. p. 209 - 228.)*

Nous Frédéric Guillaume III, par la grâce de Dieu,
Roi de Prusse etc.

Savoir faisons par les présentes: qu'étant convenu avec S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, de faire cesser les abus et les inconvénients auxquels la désertion des soldats de Nos armées respectives a souvent donné lieu, Nous avons nommé pour discuter, arrêter et signer les conditions d'une Convention de cartel, Notre Chancelier d'Etat, le Prince de Hardenberg etc. et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, ayant nommé dans le même but le Sr. David Alopes, Son conseiller privé etc., les dits Plénipotentiaires dûment légitimés ayant arrêté et signé la Convention de cartel, dont la teneur suit ci-après mot à mot:

S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, animés d'un égal désir de se donner réciproquement des preuves de l'amitié intime qui les unit, sont convenus de faire cesser les abus et les inconvénients auxquels la désertion des
soldats

*) Nombre d'articles de ces conventions conviennent de mot à mot; je me borne donc à donner en entier le cartel avec la Russie et celui avec la Saxe; ce dernier semblant avoir servi de modèle aux conventions subséquentes je me contente d'insérer les articles dans lesquels celles-ci diffèrent, en renvoyant quant aux autres à celle avec la Saxe.

1816 soldats de leurs armées respectives a souvent donné lieu et de conclure pour cet effet une Convention de cartel.

En conséquence, les hautes parties contractantes ont muni de leurs plein-pouvoirs, S. M. le Roi de Prusse, le Prince de Hardenberg, Son Chancelier d'Etat, Chevalier des grands ordres de l'aigle noir, de l'aigle rouge, de celui de St. Jean de Jérusalem, et de la croix de fer de Prusse; de ceux de St. André, de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la première classe de Russie; grand-croix de l'ordre royal de St. Etienne de Hongrie, grand-cordon de la légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de St. Charles d'Espagne, de l'ordre suprême de l'Annonciade de Sardaigne et de celui de St. Hubert de Bavière, Chevalier de l'ordre des Séraphins de Suède, de celui de l'éléphant de Danemarck, de l'aigle d'or de Wurtemberg, de celui du faucon de Saxe-Weimar et de plusieurs autres; et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le Sieur David d'Alopeus, Son conseiller privé, Chambellan actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Cour de Berlin, Chevalier des ordres de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne, de la première classe, grand-croix de celui de St. Vladimir de la seconde classe, et grand-cordon de l'ordre royal de la légion d'honneur; lesquels plénipotentiaires, après avoir échangé leurs plein-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

ART. I. Dès la signature de la présente Convention, les ordres seront donnés aux autorités militaires et civiles dans les provinces limitrophes, de restituer tous les individus qui déserteront des armées respectives des deux Souverains. Ils seront arrêtés et restitués avec les chevaux, les selles, les armes, les habillemens, et tels autres effets qu'ils auront sur eux ou qu'ils auroient été dans le cas d'emporter. Cette stipulation s'étend à l'armée du Royaume de Pologne, à laquelle seront appliqués tous les articles de la présente Convention.

Au nombre des individus qui sont au service militaire de S. M. le Roi de Prusse, et dont l'arrestation et la restitution est stipulée par le présent article, seront comptés tous ceux qui appartiennent au premier et

et au second ban (*Aufgebot*) de la Landwehr, tant 1816
officiers que sous-officiers et soldats, soit à pied, soit à cheval.

Si S. M. impériale et royale juge convenable, d'établir à l'avenir dans les provinces de Russie ou de Pologne des levées de cette nature, les individus qui en feront partie, seront compris alors, comme ceux de la Landwehr, dans les stipulations du présent cartel.

L'arrestation et la restitution ne pourra être appliquée aux individus qui seroient natifs d'une province appartenant à l'état dans lequel ils se seroient rendus, et qui par conséquent ne seroient que retourner dans leur patrie; néanmoins les chevaux de ces individus, ainsi que les selles, les armes, les habillemens et tels autres effets qu'ils auroient sur eux, ou qu'ils auroient été dans le cas d'emporter, n'en seront pas moins restitués à celle des hautes parties contractantes dont ils auront quitté les drapeaux.

ART. II. Les individus dont la défection a eu lieu pendant que le dernier cartel étoit en vigueur (c'est-à-dire avant le 17 Janvier de l'année courante) ceux qui ont déferé depuis, ou ceux enfin qui pourroient encore déferter jusqu'à l'échange des ratifications de la présente convention, seront également restitués, néanmoins sous la réserve stipulée à l'art. 1. concernant les indigènes rentrés dans leurs foyers: et les Etats respectifs accorderont réciproquement aux dits défecteurs une amnistie générale.

ART. III. Les individus originaires des provinces du ci-devant Duché de Varsovie, qui sont actuellement dans l'une des armées respectives, seront réciproquement remis à l'armée de l'état, dans lequel d'après les stipulations du traité du ^{3 Mai} 1815 ^{21 Avril} se trouve le lieu de leur origine. Cette mesure ne sera exécutée cependant que de leur propre gré, et tous les officiers et soldats, qui à la signature de la présente Convention se trouvent être au service de l'une des hautes parties contractantes, quoique natifs des provinces acquises par l'autre, auront la faculté d'y rester sans qu'ils puissent être inquiétés en aucune manière.

ART.

1816

ART. IV. Les Sujets mixtes qui ont fait la déclaration de leur domicile, soit expressément, soit tacitement, selon la teneur de l'article 11. du Traité de Vienne du ^{3 Mai}_{31 Avril} 1815, et qui après cette déclaration sont entrés au service militaire d'un des états respectifs, tel qu'il est déterminé à l'article 1. par engagement volontaire, ou bien en suite d'une obligation légale, perdent, comme de raison, le droit mentionné à l'article 12. du Traité de Vienne, d'après lequel ils peuvent, pendant l'espace de huit années, à compter du jour de la ratification du dit Traité, choisir à volonté un autre Souverain. Ce droit leur est toutefois conservé dès qu'ils ont obtenu une démission dans les formes avant l'expiration du dit terme de huit années.

ART. V. Comme il pourroit arriver qu'un déserteur avant la désertion du service de l'une ou de l'autre des parties contractantes, eût déserté des troupes d'un autre Souverain ou d'un autre état avec lequel l'une des hautes parties contractantes eût conclu un cartel, le déserteur n'en fera pas moins restitué à l'armée de laquelle il aura déserté en dernier lieu.

ART. VI. Il sera défendu aux Généraux et officiers respectifs, et en général aux autorités militaires et civiles d'enrôler ou de recevoir les déserteurs de l'autre partie contractante. Ceux qui se présentent pour se faire enrôler, doivent être examinés soigneusement, et dès que, soit par leurs réponses, soit aux indices extérieurs de leurs habillemens, armes, ou autres quelconques, ils sont reconnus déserteurs, ils seront arrêtés d'abord et sans qu'on en attende la réquisition. La même chose aura lieu s'ils arrivent sans demander d'être enrôlés, mais qu'ils ne soient point munis d'un passeport ou cartouche en bonne et due forme. Dès qu'ils auront été arrêtés, il en sera donné avis au chef de la garnison la plus proche, ou au défaut d'une autorité militaire voisine, à l'autorité civile la plus à portée, afin que le déserteur soit conduit jusqu'à la frontière qui sépare les deux états, et que là-même il soit restitué et remis à ceux qui seront chargés de le recevoir.

ART.

ART. VII. Au cas que le déserteur échappe à la connoissance des autorités militaires et civiles du pays respectif où il se sera réfugié, la recherche, l'arrestation et la restitution s'en fera par les autorités de ce même pays, et de la manière déterminée à l'article 6: à la première réquisition qui en sera faite par les autorités militaires ou civiles, du pays d'où il a déserté; de manière toutefois que cette réquisition se fasse au plus tard dans le terme de deux ans à compter du jour de la désertion. Ce terme de deux ans écoulé, le déserteur ne pourra plus être réclamé. 1816

ART. VIII. La réquisition pourra être adressée à l'autorité militaire ou civile la plus proche. Les autorités militaires rendront les déserteurs qui se seront présentés pour être enrôlés, et les autorités civiles ceux qui ne se seront pas présentés à cet effet. Les autorités civiles prussiennes prendront la-dessus les ordres des régences. On tiendra la main réciproquement à ce qu'il soit promptement et loyalement satisfait aux réquisitions susmentionnées. Afin que la restitution des déserteurs puisse se faire avec ordre et exactitude, on déterminera de part et d'autre, des garnisons ou des places frontières, dans lesquels on délivrera les déserteurs, selon que ces places seront le plus à portée.

ART. IX. S'il s'élevoit des doutes sur l'exactitude de tel fait énoncé dans la réquisition par laquelle un déserteur est réclamé, ou ne pourra pas s'en prévaloir pour refuser, la restitution du déserteur; le seul cas excepté où un déserteur prétendrait appartenir à l'état où il s'est rendu, dans lequel cas les faits doivent avant tout être constatés. Mais afin que toute erreur soit prévenue, les autorités militaires ou civiles dresseront un procès-verbal dont on accompagnera le déserteur: la copie en sera envoyée sans délai à la régence de S. M. Prussienne, de même qu'à celle du gouvernement de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, du ressort desquelles se trouvera être une telle affaire.

ART. X. Les autorités militaires ou civiles respectives soit dans les villes, soit à la campagne, ne laisseront passer ni sous-officier, ni soldat, à pied ou à cheval, ou de quel corps de troupes respectives qu'il puisse être, à moins qu'il ne soit muni d'un passeport

1816 passeport ou cartouche du chef ou commandeur du régiment, du bataillon ou de la compagnie dont il se dit être. Au défaut d'un tel passeport, l'individu qui devroit en être muni, sera arrêté, et mis en sûreté, ainsi que ses pièces d'habillement, armes, chevaux et effets quelconques, qu'il pourroit avoir sur lui, ou avoir emportés. L'autorité militaire ou civile la plus à portée, en sera avertie sur-le-champ, et il sera procédé ensuite d'après la teneur de la présente convention.

ART. XI. La restitution des déserteurs étant ainsi convenue, toute violation du territoire respectif sera soigneusement évitée et sévèrement défendue de part et d'autre, aussi bien que tout enrôlement des déserteurs ou sujets respectifs.

Ceux qui violent le territoire de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, s'ils sont saisis dans les pays où ils s'en sont rendus coupables, seront punis la même selon les lois. Mais si par la fuite ils se sont soustraits à la dite punition, ils seront punis d'après les lois, dans le pays de leur Souverain.

S'il s'élève des doutes sur le fait ou sur les circonstances particulières du fait, il sera établi une commission bilatérale à diriger par les Commissaires de la partie lésée. La sentence de cette Commission, confirmée par les deux Souverains, sera exécutée sans délai.

ART. XII. Pour tout déserteur, les frais d'entretien seront acquittés, à raison d'un florin et demi de Pologne par jour, et de deux metzes d'avoine, ainsi que de huit livres de foin par jour avec la paille nécessaire, pour le cheval du déserteur. Ces fourrages seront payés d'après les taux que fournira chaque fois le prix courant du marché de la ville la plus proche. Le payement de ces frais se fera lors de la reddition du déserteur et du cheval, et ces frais ne pourront dans aucun cas être augmentés. Pour donner à cette détermination toute l'efficacité possible, les hautes parties contractantes s'engagent de faire déposer une somme d'argent chez les autorités établies d'après l'Article 8. dans les garnisons ou places frontières, pour y recevoir les déserteurs. Les frais d'entretien, ainsi que la rémunération dont il est question à l'article 13. seront payés sans aucune difficulté, sur le compte qui, simultanément

tanément avec la restitution du déserteur, en sera 1816
présenté par l'autorité publique chargée de cette restitution. Si l'on trouvoit ce compte defectueux, ce qui toutefois ne pourra guères avoir lieu, vu la détermination précise du taux des frais d'entretien et de la rémunération, de pareilles réclamations ne seront examinées qu'après que le paiement aura été provisoirement effectué.

Les déserteurs ne pouvant contracter des dettes légitimes, il ne sera pas question de la part de l'état requérant, du paiement de pareilles dettes. La restitution du déserteur se fera au plus tard huit jours après son arrestation, et celle-ci aura lieu dès qu'on l'aura découvert.

ART. XIII. Il sera accordé une récompense pécuniaire à celui qui aura dénoncé ou amené un déserteur de la part de celle des hautes parties contractantes, à laquelle la restitution se fera, savoir d'un ducat et demi d'Hollande pour un homme à pied, et de deux ducats et demi pour un cavalier avec le cheval.

ART. XIV. Ceux qui dans le pays de l'un des deux Souverains commettant un délit criminel, ou qui sont accusés ou prévenus d'en avoir commis un, et qui ensuite prennent la fuite, et se rendent dans le pays de l'autre Souverain, seront restitués de part et d'autre à la première réquisition, laquelle aura lieu de la manière indiquée ci dessous à l'article 15.

L'état ou la condition du coupable accusé ou prévenu ne changera rien à cette disposition, et il sera restitué de quel état ou de quelle condition qu'il soit, noble, habitant d'une ville ou de la campagne; libre, serf, militaire ou civil.

Mais si le dit criminel ou prévenu est sujet du Souverain dans le pays duquel il s'est rendu par sa fuite, après avoir commis un délit criminel dans le pays de l'autre Souverain, la restitution n'aura pas lieu, mais le Souverain dont il est sujet, fera administrer contre lui bonne et prompte justice. Si cependant un individu quelconque a été arrêté dans le pays où il a commis un délit criminel ou un excès quelconque, et ce pour avoir commis le dit délit criminel ou excès, le Souverain du pays où l'arrestation s'est faite, fera administrer justice contre lui, et lui fera infliger la
peine

1816 peine qu'il a encourue, quand même un tel individu seroit sujet de l'autre Souverain.

ART. XV. Les réquisitions à l'effet de la restitution d'après l'art. 14. seront adressées respectivement aux régences de S. M. le Roi de Prusse, et aux gouverneurs militaires et civils de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, et non pas aux autorités inférieures, ou aux justices. L'autorité ainsi requise ordonnera la restitution, si le cas y est qualifié d'après l'article 14. Elle se fera de manière que de la part de la puissance requise, main forte soit prêtée pour le transport de l'individu jusqu'à la frontière, et qu'à cette frontière même le dit individu soit remis à ceux qui y seront envoyés de la part de la puissance requérante. Si à tel ou tel indice la qualification d'un individu à la restitution d'après les principes de l'article 14. est reconnue, même sans réquisition, il sera arrêté par ordre des autorités militaires et civiles respectives, et avis en sera donné à l'effet de sa restitution.

ART. XVI. A compter du jour de l'arrestation d'un criminel ou prévenu qualifié d'après l'art. 14. il sera payé par jour pour son entretien un florin et demi, et deux florins par jour pour frais de détention. Ces frais seront payés lors de la reddition du criminel ou prévenu, et celle-ci sera accélérée autant que possible.

ART. XVII. Ni les défecteurs, ni les criminels ou prévenus ne pourront de la part du Souverain qui les réclame, être poursuivis dans le pays de l'autre Souverain, soit par quelque acte de violence ou d'autorité propre, ou clandestinement. Il est en conséquence défendu qu'un détachement militaire ou civil, quel qu'il soit, ou quelque émissaire secret, passent la frontière des deux états.

Toute violation de territoire pareille sera suivie de l'arrestation et de la punition des coupables, là-même où cette violation aura été commise.

Si de la part de la puissance réclamante la poursuite d'un défecteur ou de plusieurs défecteurs, ou bien d'un ou de plusieurs criminels ou prévenus, a été ordonnée, soit au moyen d'un détachement militaire ou civil, ou de quelque autre manière que ce soit, cette poursuite ne doit s'étendre que jusqu'à la
frontière

frontière qui sépare les deux états. C'est à ce point qu'il faut que le détachement s'arrête, et un seul homme passera la frontière. Celui-ci s'abstiendra de tout acte de violence ou d'autorité propre, et s'adressera à l'autorité militaire ou civile la plus proche, se légitimera en produisant les lettres réquisitoires de ses supérieurs, et proposera la réclamation. Un tel individu sera accueilli avec les égards reçus, et il sera procédé en conséquence de la présente Convention. 1816

ART. XVIII. Il est défendu de part et d'autre de receler un déserteur, ou bien un criminel ou prévenu, ou de le faire passer dans quelque contrée, province, ou garnison éloignée, pour le soustraire à la réclamation.

Des peines de part et d'autre seront décernées contre les individus prévenus de ce genre de délit, et les autorités des deux gouvernemens auront soin de s'informer réciproquement pour leur mutuelle satisfaction, qu'il a été fait justice des contrevenans aux présentes dispositions. L'intérêt et l'équité des deux gouvernemens, ainsi que les lois qu'ils ont adoptées, indiquent dans ce cas, que la peine doit être proportionnée à la nature du délit et aux circonstances particulières qui peuvent l'aggraver ou l'atténuer.

ART. XIX. Il est défendu de part et d'autre d'acheter les chevaux, les selles, les armes et les habillemens d'un déserteur, ainsi que les effets quelconques qu'il a emportés. Il est de même défendu d'acheter les effets quelconques emportés par un criminel ou prévenu.

Tout ce qui a été acheté de cette manière sera rendu gratis par l'acheteur, qui en restituera le prix au cas que les chevaux, selles, armes, habillemens et effets susdits ne se trouvent plus chez lui.

L'acheteur sera encore soumis à une peine proportionnée suivant les lois du pays.

ART. XX. Si la restitution d'un déserteur, d'un criminel ou d'un prévenu ne se fait point dans un cas, où d'après cette convention elle devoit se faire, et que le dit individu, enrôlé contre la teneur de cette Convention ou non enrôlé, retourne par désertion ou par fuite dans le pays auquel il auroit dû être restitué, le Souverain du pays n'est pas tenu de le rendre.

ART.

1816

ART. XXI. Les hautes parties contractantes s'engagent d'empêcher que les vagabonds ou criminels qui devront être expulsés de leurs états, passent dans ceux de la puissance co-signataire de la présente Convention, à moins que ces individus ne soient nés, ou n'aient eu leur dernier domicile dans les dits états. Mais même dans ces deux cas la régence la plus proche des états respectifs en sera prévenu avant l'expulsion; elle indiquera l'endroit où la remise d'un tel individu devra s'effectuer, et cette remise devra être accompagnée des pièces justificatives sur le lieu de naissance ou le dernier domicile de l'individu qu'on voudra transporter.

On ne pourra pas liquider de frais à l'occasion d'un tel transport, parce qu'il n'aura pas eu lieu à la suite d'une réquisition préalable.

ART. XXII. Il s'étend de soi-même, et il est expressément stipulé par le présent article, que cette Convention n'aura point d'effet rétroactif.

Les déserteurs qui ont déserté avant le terme fixé par le premier article de la présente convention, et ceux auxquels ne s'appliqueroient pas les exceptions mentionnées dans les articles suivans, ne seront pas rendus. Quant aux criminels ou prévenus qui, d'après les principes établis à l'article quatorzième seroient soumis à la réclamation et à la restitution, en tant que le délit criminel dont ils se sont rendus coupables, ou dont ils sont accusés ou prévenus, eût été commis après le terme fixé à l'article premier de cette Convention, la restitution s'en fera de part et d'autre, quand même le dit délit criminel et leur fuite auroient eu lieu avant le dit terme.

Au reste, tous les différens qui pourroient avoir existé ou exister entre les hautes parties contractantes au sujet de la désertion ou de l'enrôlement jusqu'à l'époque de la signature de la présente Convention, sont par cette convention même terminés et annulés.

ART. XXIII. La durée de la présente Convention est fixée à douze ans.

ART. XXIV. La teneur de cette Convention sera publiée dans les deux états et dans les armées respectives des deux Souverains, d'abord après l'échange des ratifications; afin que personne n'en ignore le contenu,

contenu, et qu'à compter des termes exprimés, elle soit suivie et exécutée ponctuellement dans tous les articles. 1816

Les gouverneurs et commandans des provinces limitrophes, les officiers-généraux et autres, les autorités militaires et civiles respectives, les régence et leurs subordonnés seront instruits des stipulations de la présente convention. Ils auront l'injonction de veiller à son exécution fidèle, et de lui donner à cet effet la plus grande publicité dans leurs gouvernemens et dans les provinces confiées à leur surveillance respective; à quoi servent entr'autres les publications annuelles insérées dans les gazettes des résidences et dans les feuilles officielles des provinces.

ART. XXV. Les ratifications de cette Convention seront échangées ici à Berlin dans l'espace de six semaines, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi nous les Plénipotentiaires respectifs l'avons signée, et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Berlin, le 25 de Mai 1816.

(L. S.) *Le Prince DE HARDENBERG.*

(L. S.) D'ALOPEUS.

Nous, après avoir lu et examiné cet acte, l'avons trouvé en tous ses points et articles conforme à Notre volonté, en conséquence de quoi Nous l'avons accepté, approuvé, confirmé et ratifié, comme Nous l'acceptons, l'approuvons, le confirmons et le ratifions par les présentes, pour Nous et pour Nos successeurs, promettant en foi et parole de Roi d'accomplir et d'observer scrupuleusement la dite Convention de cartel dans tous ses points, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu par d'autres, de quelque manière que ce soit ou puisse être.

En foi de quoi Nous avons signé ces présentes de Notre main et y avons fait apposer Notre sceau royal.

Fait à Berlin; le huitième Août de l'an de grâce, mil-huit-cent-seize et de Notre règne le dix-neuvième.

(L. S.) *FRÉDÉRIC GUILLAUME.*

Le Prince DE HARDENBERG.

Articles

1817

Articles additionnels

en date du $\frac{5}{24}$ ^{Avril} _{Mars}, ratifiés le 16 Avril 1817, à la Convention de cartel signée entre la Prusse et la Russie en date de Berlin le $\frac{13}{17}$ Mai 1816.

Nous Frédéric Guillaume III., par la grâce de Dieu, Roi de Prusse etc.

savoir faisons par les présentes :

Ayant de concert avec S. M. l'Empereur de toutes les Russies jugé à propos de modifier plusieurs articles de la Convention de cartel conclue entre la Prusse et la Russie, en date de Berlin le $\frac{13}{17}$ Mai 1816, et les plénipotentiaires qui ont signé la dite Convention ayant pour cet effet conclu et signé en date de Berlin le cinq Avril de cette année, les cinq articles additionnels, dont la teneur suit mot-à-mot.

S. M. le Roi de Prusse, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ayant résolu, après la ratification de la Convention de cartel du $\frac{13}{17}$ Mai, mil-huit-cent-seize, de modifier les articles onze, douze et seize dont l'application pourroit amener des difficultés, contraires à leurs intentions mutuelles, les plénipotentiaires sous-signés sont convenus des Articles additionnels suivans, relatifs à l'enquête des délits de violation de territoire et aux frais d'entretien des déserteurs, et qui par conséquent seront substitués aux articles susmentionnés.

ART. I. Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, chargé de l'information des délits militaires.

ART. II. Le dit tribunal examinera le fait, entendra les témoins, et amènera les actes au point que la sentence puisse être prononcée. Ces actes seront transmis ensuite au Général-en-chef des troupes dont dépend le coupable, aux fins de faire prononcer la sentence conformément aux lois de chaque pays. La sentence sera communiquée au tribunal chargé de l'information, qui la publiera au prévenu, retenu par lui aux arrêts jusqu'à cette époque.

Selon la teneur de cette sentence le prévenu sera de suite mis en liberté, ou délivré à l'autorité de l'autre

l'autre état, la plus voisine, pour lui faire subir la peine infligée. 1816

ART. III. L'information du procès aura lieu sans interruption et devra être accélérée le plus que possible. Si le tribunal chargé de prononcer la sentence, demande auparavant des éclaircissemens ultérieurs, ces éclaircissemens seront fournis à la réquisition du dit tribunal par l'autorité chargée de l'information du délit.

ART. IV. Au lieu du prix fixé dans l'article douze de la Convention de cartel, il a été convenu que les frais d'entretien pour tout déserteur seront acquittés à raison de deux gros courant de Prusse, ou quinze gros de Pologne. Les autres déterminations restent telles qu'elles ont été stipulées dans le dit article.

ART. V. Ce compter du jour de l'arrestation d'un criminel ou prévenu qualifié d'après l'article quatorze, il sera payé par jour pour son entretien deux gros courant de Prusse, ou quinze gros de Pologne, et trois gros courant de Prusse, ou vingt-deux gros et demi de Pologne, pour jour pour frais de detention. — Ces frais seront payés lors de la reddition du criminel ou prévenu. Cet article est substitué à l'article seize de la Convention de cartel.

Ces articles additionnels auront la même force et valeur que s'ils étoient inférés mot-à-mot dans la Convention de cartel, et les autorités respectives des deux Gouvernemens s'y conformeront exactement.

Ils seront de plus annexés à la dite Convention et ratifiés séparément, et les ratifications en seront échangées dans six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires les ont signés en double expédition et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le ^{cinq Avril} ~~vingt-quatre Mars~~ 1817.

(L. S.) *Le Prince DE HARDENBERG.*

(L. S.) *D'ALOPEUS.*

Nous, après avoir lu et examiné ces dits articles additionnels, les avons trouvés en tout point conformes à Notre volonté; en conséquence de quoi Nous les avons acceptés, approuvés, confirmés et ratifiés.
Nouveau Recueil T. IV. U comme

1816 comme Nous les acceptons, approuvons, confirmons et ratifions par les présentes, pour Nous et Nos successeurs, promettant en foi et parole de Roi, d'observer scrupuleusement les dits articles additionnels, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu par d'autres, de quelque manière que ce soit, ou puisse être.

En foi de quoi Nous avons signé ces présentes de Notre main et y avons fait apposer Notre sceau royal.

Fait à Berlin le seize Avril, l'an de grâce mil-huit-cent-dix-sept et de Notre règne le vingtième.

(L. S.) **FRÉDÉRIC GUILLAUME.**

Le Prince DE HARDENBERG.

b.

1817 *Cartel-Convention zwischen Preussen und Sachsen,*
1817. *sen, vom 18ten April 1817; ratificirt am 3ten*
May dieses Jahres.

(Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten,

1817. p. 125 - 131.)

Nachdem I. I. K. K. M. M. von Preussen und von Sachsen, zu mehrerer Beförderung des zwischen beiden Staaten bestehenden nachbarlichen Vernehmens, eine Convention, wegen gegenseitiger Auslieferung der beiderseitigen Deserteurs und sonst austretenden militärpflichtigen Mannschaft zu errichten beschlossen haben, so sind zu dem Ende mit Auftrag versehen und ausdrücklich bevollmächtigt worden: von S. M. dem Könige von Preussen Allerhöchstseines Geheimer Staatsrath und Cammerherr, auch außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister am Königlich-Sächsischen Hofe, Johann Christian Magnus Freyherr von Oelfsen, Ritter des St. Johanniter-Ordens, und von S. M. dem König von Sachsen Allerhöchstseines Cabinets-Minister und Staatssecretär, Detlev Graf von Einsiedel, Ritter des Ordens der Rautenkrone, Großkreuz des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst., dann des Königl. Ungarischen St. Stephans-Ordens;

Welche,

Welche, nach Auswechselung ihrer Vollmachten, nachstehende Vertragspunkte, unter Vorbehalt beiderseitiger Allerhöchsten Ratification abgeschlossen haben. 1817

ART. I. Alle in Zukunft, und zwar vom Tage der Publication gegenwärtiger Convention, nach vorausgegangener Ratification angerechnet, von den Armeen der beiden hohen contrahirenden Theile, unmittelbar oder mittelbar in des andern Lande, oder zu dessen Truppen, wenn diese auch außerhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, desertirenden Militärpersonen sollen gegenseitig ausgeliefert werden. Extradition d. déserteurs.

ART. II. Als Deserteurs werden, ohne Unterschied des Grades oder der Waffe, alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres oder der bewaffneten Landesmacht, nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten gehören, und derselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bei der Artillerie oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Knechte. Désertion d. déserteurs.

ART. III. Sollte der Fall vorkommen, daß ein Deserteur der hohen contrahirenden Mächte früher schon von einer andern Macht desertirt wäre, so wird dennoch, selbst wenn mit der letztern ebenfalls Auslieferungsverträge beständen, die Auslieferung stets an diejenige der hohen contrahirenden Mächte erfolgen, deren Dienste er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Souverains zu denen eines dritten, und von diesem wiederum in die Lande des andern paciscirenden Souverains, oder sonst zu dessen Truppen, desertirt; so kommt es darauf an, ob letzterer Souverain mit jenem dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen ist; im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Souverain, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, ausgeliefert. Déserteurs du service d'autres P.

ART. IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern, anerkannt: Exceptions pour le refus d'extrad.

a) Wenn der Deserteur aus den Staaten des jenseitigen hohen Souverains, so wie sie durch die neuesten Verträge begrenzt sind, gebürtig ist, und also vermittlest der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt.

U 2

b) Wenn

1817

b) Wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchem er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten, entweder im Original oder auszugsweise, und in beglaubten Abschriften, übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militärdienst geeignet sey oder nicht.

Schulden oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staat, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu verlangen.

Equi-
pages

ART. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auf die Pferde, Sattel und Reitzzeug, Armatur- und Montirungstücke, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen worden sind; und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird.

Lieux
par l'ex-
trad.

ART. VI. Um durch die möglichste Regelmäßigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, werden beide hohe contrahirenden Theile wegen bestimmter, an ihren Grenzen belegenen gegenseitigen Ablieferungsorte (wozu solche Städte gewählt werden sollen, in welchen sich Garnison befindet) übereinkommen, an welchen eine gegenseitig bekannt zu machende Behörde mit der Empfangnahme der Deserteurs und sofortigen Bezahlung aller in den nachfolgenden Artikeln 10. und 12. stipulirten Kosten beauftragt seyn wird.

Sans at-
tendre
la requi-
sition.

ART. VII. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militär- oder Civilbehörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird derselbe, nebst den etwa bey sich habenden Effecten, Pferden, Waffen etc. sofort, unter Beifügung eines aufzunehmenden Protocolls, an die jenseitige Behörde, im nächsten Ablieferungsorte gegen Bescheinigung übergeben.

Cas de
requisi-
tion.

ART. VIII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er übergetreten ist, entgangen seyn, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallige Requisition erfolgen,

erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militärdienste des gedachten Staats an- gestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher in der Requisition angegebener That- sachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, daß zuvor eine nähere Auf- klärung derselben zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Ausliefe- rung Anstand zu geben. 1817

ART. IX. Die in vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Preussischer Seits an die Säch- sische Landesregierung und resp. das Oberamt zu Bu- dissein, oder das Königliche General-Commando, und Sächsischer Seits an die nächste Provinzial-Regierung, oder an das General-Commando der Preussischen Pro- vinz, wohin der Deferteur sich begeben. Von den Militärbehörden werden diejenigen Deferteurs, welche etwa zum Dienste angenommen seyn sollten, von den Civilbehörden aber diejenigen, bei denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert. Requisitions à qui adressées.

ART. X. An Unterhaltungskosten werden der aus- liefernden Macht für jeden Deferteur, vom Tage seiner Verhaftung an, bis zum Tage der Auslieferung ein- schließlich, für den Tag drei Groschen Preussisch Cou- rant; für ein Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh, Dresdener Gewicht, den Centner zu einhundert und zehn Pfund, gut gethan. Frais de nour- riture.

Die Berechnung der Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen des Orts, oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwierigkeit, gleich bei der Auslieferung.

ART. XI. Anßer diesen Kosten und der im nach- folgenden Artikel 12. bemerkten Belohnung, kann ein mehreres unter irgend einem Vorwand, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Souverains, der ihn auszuliefern hat, angeworben seyn sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung, oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden. Nuls au- tres rem- bourse- mens.

ART. XII. Dem Unterthan, welcher einen Defer- teur einliefert, soll eine Gratification von fünf Thaler Preussisch Gratifi- cation.

1817 Preussisch Courant für einen Mann ohne Pferd, und von zehn Thaler Preussisch Courant für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen und sofort bei der Auslieferung wieder erstattet werden. In Rücksicht anderer ausgetretenen Militärpflichtigen, die nicht nach Art. II. in die Classe der eigentlichen Deferteurs gehören, fällt dieses Cartelgeld weg.

Quittance.

ART. XIII. Ueber den Empfang der Art. 10 und 12. gedachten Kosten- und Gratificationserstattung hat die ausliefernde Behörde zu quittiren. Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrags der zu erstattenden Unkosten halber, ist aber die Auslieferung des Deferteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegen steht, nicht aufzuhalten.

Arrestations.

ART. XIV. Allen Behörden, besonders den Grenzbehörden, wird es strenge zur Pflicht gemacht werden, auf die jenseitigen Deferteurs ein wachsamcs Auge zu haben, und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen oder andern Anzeichen, sich ergibt, daß er ein solcher Deferteur sey, sogleich, ohne erst eine Requisition deshalb abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

Extradition des obligés au service.

ART. XV. Alle, nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten, Reserve- oder Landwehr- und überhaupt militärpflichtige Unterthanen, welche sich, von Zeit der Publication dieser Convention an, in die Lande des andern Souverains oder zu dessen Truppen begeben, sind auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im Uebrigen, sowohl in Hinsicht der dabei zu beobachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten, eben so gehalten werden, wie es wegen der Auslieferung militärischer Deferteurs in dieser Convention bestimmt ist.

Bei allen solchen Auslieferungen aber, welche von der Obrigkeit auf jenseitige Requisition bewirkt werden, wird ein Cartelgeld nicht entrichtet.

Renvoi de ceux soupçonnés.

ART. XVI. Diejenigen Individuen, welche nach den Gesetzen eines jeden der pacificirenden Staaten im militärpflichtigen Alter sind, und bei Ueberschreitung der gegenseitigen Grenzen, ohne eine hinreichende Legitimation vorzeigen zu können, den Verdacht auf sich

sich ziehen, daß sie sich der Militärpflicht gegen ihren Staat entziehen wollen, sollen sofort zurückgewiesen, und dergleichen Personen weder Aufenthalt noch Zuflucht in dem jenseitigen Staate gestattet werden. 1817

ART. XVII. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge unterlagt werden, Deferteurs oder solche Militärpflichtige, die ihre desfallige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwanigen Reclamationen zu entziehen, in entfernten Gegenden zu befördern. Auch soll es nicht gestattet werden, daß von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der hohen Souverains angeworben werden. Engagements défendus.

ART. XVIII. Wer sich der willentlichen Verhehlung eines Deferteurs oder Militärpflichtigen und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnisstrafe belegt. Peine des fauteurs.

ART. XIX. Gleichmälsig wird es den Unterthanen beider hohen contrahirenden Mächte unterlagt werden, von einem jenseitigen Deferteur Pferde, Sattel und Reitzeng, Armatur- und Montirungsstücke zu kaufen oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachten Gegenstände, ohne den mindesten Ersatz, oder zu Erstattung des Werths angehalten, sondern noch überdem mit willkürlicher Geld- oder Gefängnisstrafe belegt werden, wenn bewiesen wird, daß er willentlich von einem Deferteur etwas gekauft oder an sich gebracht hat. Défense d'achat d'équipement.

ART. XX. Indem auf diese Art eine regelmäßige Auslieferung der gegenseitigen Deferteurs und Militärpflichtigen eingeleitet ist, wird jede eigenmächtige Verfolgung eines Deferteurs auf jenseitigem Gebiete, als eine Verletzung des letztern streng unterlagt und sorgfältig vermieden werden. Wer sich dieses Vergehens schuldig macht, wird, wenn er dabey betroffen wird, sogleich verhaftet, und zur gesetzlichen Bestrafung an seine Regierung abgeliefert werden. Pour-suivre de fait défendus.

ART. XXI. Als eine Gebietsverletzung ist jedoch nicht anzusehen, wenn von einem Commande, welches Limitation.

1817 ches einen oder mehrere Deserteurs bis an die Grenze verfolgt, ein Commandirter in das jenseitige Gebiet gesandt wird, um der nächsten Ortsobrigkeit die Desertion zu melden.

Diese Obrigkeit muß vielmehr, wenn der Deserteur sich in ihrem Bereiche befindet, denselben sofort verhaften; und wird in diesem Falle, wie überhaupt jedesmal, wenn ein Deserteur von der Obrigkeit verhaftet wird, kein Cartelgeld gezahlt. Der Commandirte darf sich aber keinesweges an dem Deserteur vergreifen, widrigenfalls er nach Artikel 20. zu behandeln ist.

Envôlé-
mens
forcés
ou clan-
destines.

ART. XXII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung im jenseitigen Territorio, Versführung jenseitiger Soldaten zur Desertion, oder anderer Unterthanen zum Austreten mit Verletzung ihrer Militärpflicht, ist streng untersagt. Wer eines solchen Beginns wegen in dem Staate, wo er sich dessen schuldig gemacht, ergriffen wird, ist der gesetzlichen Bestrafung desselben unterworfen. Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seinem Vaterlande aus auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird auf desfallige Requisition in seinem Vaterlande zur Untersuchung und nachdrücklichen Strafe gezogen werden.

Nul ef-
fet ré-
troactif

ART. XXIII. Diejenigen, welche vor Bekanntmachung dieser Convention von den Truppen der einen der hohen contrahirenden Mächte desertirt sind, und entweder bei der Armee des andern Souverains Militärdienste genommen haben, oder sich, ohne dergleichen wiederum ergriffen zu haben, in dessen Ländern aufhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen.

Option
accor-
dée à
ceux
qui sont
au ser-
vice.

ART. XXIV. Den Landeskindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militärdienst des andern Souverains sich befinden, soll die Wahl freistehen, entweder in ihren Geburtsort zurückzukehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen einem Jahre nach Publication gegenwärtiger Convention diesfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich erteilt werden.

Bei

Bei freiwilligen Capitulanten treten diese Bestimmungen erst nach Ablauf der Capitulation ein. 1817

ART. XXV. Gegenwärtige Convention, deren Ratification binnen drei Wochen umgewechselt werden soll, wird von den hohen contrahirenden Mächten, beiderseits zu gleicher Zeit, zur genauesten Befolgung publicirt werden, und ist gültig und geschlossen auf sechs Jahre, mit stillschweigender Verlängerung bis zu erfolgender Aufkündigung, welche sodann jederzeit jedem der hohen contrahirenden Theile ein Jahr vorane freisteht.

So geschehen und unterzeichnet, Dresden den 18ten April 1817.

(L. S.) Freykerr VON OELSEN.

(L. S.) DETTLEV Graf VON EINSIEDEL.

C.

Convention de cartel entre S. M. le R. de Prusse 31 Oct.
et S. A. S. de Lippe Detmold signée à Berlin
le 31. Oct. 1817.

(Gesetzsammlung für die Preuss. Staaten. 1818.
N. 1. p. 2.)

ART. I. Alle in Zukunft und zwar vom Tage der Bekanntmachung der Convention an gerechnet von Unfern Königl. preussischen Armeen und den Truppen Ibro Durchlaucht desertirende Militärpersonen sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

ART. II — IX. *Convienient de mot à mot avec les art. 2 — 9. de la convention entre la Prusse et la Saxe du 18 Avril 1817.*

ART. X. *Convient avec l'art. 10. de la convention citée si ce n'est qu'à la fin de cet article il est ajouté.*

Wenn auf die auszuliefernden Deserteurs, nach ihrer zum Zweck der Auslieferung erfolgten Verhaftung wegen Krankheit höhere Verpflegungskosten haben verwendet werden müssen; so werden diese ebenfalls sogleich bei der Auslieferung, jedoch auf den Grund einer mitzutheilenden besondern Berechnung erstattet.

ART.

1817 ART. XI — XXIV. *Convienient de mot à mot avec les art. 11 — 24. de la susdite convention.*

ART. XXV. *Convient avec l'art. 25. de la susdite convention si ce n'est qu'il y est ajouté:*

Wenn auf dem Bundestage jedoch allgemeine Beschlüsse gefasst würden, welche mit den vorstehenden Bestimmungen unvereinbar sind, so wird das Bundes-schlussmäßige Verfahren künftig an die Stelle treten.

d.

1818 *Convention du cartel entre les Gouvernemens Prussiens et du Grand-Duc de Hesse, signé le 11 Fevr. et publiée le 31 Mars 1818.*

(Gesetzsammlung für die Pr. Staaten. 1818. p. 26.)

ART. I — V. *Convienient de mot à mot avec les art. 1 — 5. de la convention du 18 Avril 1817. entre la Prusse et la Saxe.*

ART. VI. Um durch die möglichste Regelmäßigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, sind beide contrahirende Theile wegen bestimmter gegenseitiger Auslieferungskosten dahin übereingekommen, dass die Großherzogliche Stadt und deutsche Bundesfestung Mainz auch für beide contrahirende Staaten zur Empfangnahme der Deserteurs und zu sofortiger Bezahlung aller in den folgenden Artikeln X und XII. stipulirten Kosten bestimmt, und den in Mainz sich befindenden Behörden dazu der besondere Auftrag ertheilt werden soll.

ART. VII et VIII. *Conv. de mot à mot avec les art. 7 et 8. de la dite convention.*

ART. IX. Die im vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Preussischer Seite an das Großherzogliche Ober-Kriegs-Colleg., oder an die Provinzial-Cantons-Commandeurs zu Darmstadt, Gießen und Worms, und Hessischer Seite an die nächste Preussische Provinzial-Regierung oder das nächste Königliche General-Commando der preussischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben. Von den Militärbehörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienste ange-

angenommen seyn sollten, von den Civil-Behörden, aber diejenigen, bei denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert. 1818

ART. X. An Unterhaltungskosten werden der ausliefernden Macht für jeden Deserteur vom Tage seiner Verhaftung an, bis zum Tage der Auslieferung einschliesslich, für den Tag drei Groschen Preussisch Courant, oder dreizehn und einen halben Kreuzer im 24 Fl. Fuss; für ein Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh, Berliner Gewicht, den Zentner zu Einhundert und zehn Pfund gut gethan.

Die Berechnung der Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen des Ortes oder der nächsten Stadt, wo die Arrestirung geschehn ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwierigkeit gleich bei der Auslieferung.

ART. XI. *Convient de mot à mot avec l'art. II. de la dite convention.*

ART. XIII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von fünf Thalern Preussisch Courant, oder neun Gulden im 24 Fl. Fuss für einen Mann ohne Pferd, und von zehn Thalern Preussisch Courant oder achtzehn Gulden im 24 Fl. Fuss für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem ausliefernden Theile vorgezossen und so fort bei der Auslieferung wieder erstattet werden. In Rücksicht anderer ausgetretener Militärpflichtigen, die nicht nach Art. 2. in die Classe der eigentlichen Deserteurs gehören, fällt dieses Cartel weg.

ART. XIII — XXV. *Conviennent (mutatis mutandis) mot à mot avec la susdite convention.*

e.

**1818 Convention de Cartel entre le gouvernement de
16 Fevr., Prusse et celui de Lippe Schaumburg signée le
16 Fevr. et publiée le 4 Mai 1818.**

*Convient de mot à mot avec le cartel du 31 Oct. 1817.
entre la Prusse et Lippe Detmold, inséré ci-dessus;
voyés*

Gesetzsammlung f. d. Pr. Staaten 1818. p. 42.

f.

**3 Mai. Convention de Cartel entre les gouvernemens de
Prusse et du G. Duc de Mecklenbourg-Schwerin,
signée à Berlin le 3 Mai 1818; publiée
le 8 Mai 1818.**

(Gesetzsammlung f. d. Pr. Staaten 1818. p. 30.)

ART. I. Alle von den Truppen der beiden hohen contrahirenden Theile unmittelbar oder mittelbar in des anderen Lande oder zu, dessen Truppen, wenn diese auch ausserhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, desertirende Militärpersonen sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

ART. II — VIII. *Convienent de mot à mot avec les art. 2 — 8. du Cartel du 18 Avr. 1817. entre la Prusse et la Saxe.*

ART. IX. Die im vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehen von Seiten der betreffenden Preussischen Militär- oder Civil-Behörden unmittelbar an die Grossherzoglich Mecklenburg-Schwerinsche Regierung, und von Seiten der Grossherzoglichen betreffenden Behörden unmittelbar an die nächste Provinzial-Regierung, oder an das General-Commando der Preussischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben hat.

Von

Von den Militär-Behörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienste angenommen seyn sollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bey denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert. 1818

ART. X. *Convient avec l'art. 10. de la convention de Cartel entre la Prusse et le Hanovre du 1 Août 1818. voyés plus bas.*

ART. XI — XXIII. *Conviennent de mot à mot avec les art. 11 — 23. de la conv. entre la Prusse et la Saxe.*

ART. XXIV. Indem die gegenwärtige Cartel-Convention an die Stelle der zwischen den beiderseitigen Ministerien resp. unter dem 3. u. 11. August 1813. getroffenen Vereinigung wegen Auslieferung der Deserteurs und militärpflichtigen Unterthanen tritt, sind nur diejenigen Deserteurs der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen, welche bereits vor dem Zeitpunkte der letztgedachten Vereinigung von den Truppen eines der hohen contrahirenden Theile entwichen sind, und bei dem andern Souverain Dienste genommen haben oder sonst in dessen Landen sich aufhalten. Desgleichen sollen solche militärpflichtige Unterthanen, welche zwar erst nach dem vorstehend erwähnten Zeitpunkte ausgetreten sind, jedoch nachweisen können, daß sie vor Publication der gegenwärtigen Convention bereits drei Jahre hindurch in dem jenfeitigen Gebiete ansässig gewesen sind, von der Reclamation ausgenommen seyn.

ART. XXV. *Convient de mot à mot avec l'art. 24. de la conv. du 18 Avr. 1817. avec la Saxe.*

ART. XXVI. *Convient avec l'art. 25. de la dite convention si ce n'est qu'on y a ajouté la clause.*

Sollten jedoch auf dem Bundestage allgemeine Beschlüsse gefaßt werden, welche mit einzelnen Bestimmungen der vorstehenden Convention unvereinbar wären, so wird das bundesmäßige Verfahren an die Stelle der letzteren treten.

So geschehn und unterzeichnet Berlin, den 3. Mai 1818.

g.

1818 Convention de Cartel entre le Gouvernement Prussien et le Senat de la ville libre anseatique de Hambourg du 3 Mai 1818.

(Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.
1818. p. 37.)

ART. I. Convient avec l'art. 1. du Cartel entre la Prusse et Lippe Detmold du 31 Oct. 1817. V. ci-dessus.

ART. II—V. Conv. avec les art. 2—6. de la conv. entre la Prusse et la Saxe du 18 Avril 1817.

ART. VI. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militär- oder Civil-Behörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird sofort die Auslieferung desselben so wie der bey ihm etwa vorgefundenen Effecten, Pferde, Waffen u. s. f. veranlaßt.

ART. VII. Convient avec l'art. 8. du Cartel avec la Saxe.

ART. VIII. Die in vorstehendem Artikel erwähnten Requisitionen ergeben Preussischer Seits, in Hinsicht bereits zum Dienste angenommener Deserteurs an den jedesmaligen Militärchef der Hamburger Garnison, in allen übrigen Fällen aber an den dortigen Polizeyherrn, und Hamburgischer Seits in Hinsicht schon zum Dienst angenommener Deserteurs, an das General-Commando der Provinz, worin sich der Deserteur befindet, in allen übrigen Fällen aber an die betreffende Preussische Provinzial-Regierung.

ART. IX. Convient avec l'art. X. de la conv. avec Lippe Detmold du 31 Oct. 1817.

ART. X—XIV. Convienient avec les art. 11—15. de la conv. avec la Saxe du 19 Avr. 1818.

ART. XV. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge unterlagt werden, Deserteurs oder solche Militärpflichtige, die ihre diesfällige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwanigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden

den zu befördern. Auch soll es ihnen nicht gestattet werden, daß von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der contrabirenden Theile angeworben werden. 1818

ART. XVI. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militärpflichtigen und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnisstrafe belegt.

ART. XVII. *Convient avec l'art. 19. du Cartel avec la Saxe.*

ART. XVIII — XX. *Conviennent avec les artt. 22 — 24. de la Convention avec la Saxe.*

ART. XXI. *Convient avec l'art. 25. du Cartel avec Lippe-Detmold du 31 Oct. 1817.*

h.

Conventions de Cartel entre le Gouvernement Prussien et le Senat de la ville libre de Lubec item: avec le Senat de la ville libre de Bremen, signées le 3 Mai 1818.

Ces Conventions conviennent de mot à mot (mutatis mutandis) avec le Cartel ci-dessus, signé avec la ville libre de Hambourg.

i.

Convention de Cartel entre le Gouvernement d'Hannovre et le Gouvernement Prussien, publiée à Hannovre le 1 Août 1818.

(K. Hannov. Gesetzsammlung. 1. Abthl. Nr. 13.)

ART. I — VIII. *Conviennent de mot à mot avec l'art. 1 — 8. de la conv. ci-dessus du 18 Nov. 1817. entre la Prusse et la Saxe.*

ART. IX. - Die in vorstehendem Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Königl. Hannoverischer Seits an die nächste Provinzial-Regierung oder an das General-Commando der Preussischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben, und Königl. Preussischer Seits an

1818 an das Königl. General-Commando zu Hannover, oder aber an die Provinzial-Regierung der Provinz, wohin der Deferteur sich begeben hat.

Von den Militär-Behörden werden diejenigen Deferteurs, welche etwa zum Dienst angenommen seyn sollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bey denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert.

ART. X. Sollten zwischen Seiner Majestät, dem Könige von Hannover und andern deutschen Bundesstaaten, welche durch die Königl. Preussischen Staaten von dem Hannoverischen Gebiete getrennt sind, Cartel-Conventionen bestehen, oder noch geschlossen werden, in deren Folge Auslieferungsfälle Hannoverischer Deferteurs vorkommen; so sind die Kön. Preussischen Behörden verpflichtet, dergleichen Deferteura von solchen hinterliegenden dritten Staaten anzunehmen, und den weiteren Transport nach den in Gemäßheit des Artikels VI. zu bestimmenden Hannoverischen Ablieferungsorten in eben der Art zu veranstalten, als ob solche Deferteurs innerhalb der Königl. Preussischen Staaten selbst zuerst ergriffen worden wären.

Eine gleiche Verpflichtung findet auf Seiten der Königlich Hannoverischen Behörden statt, wenn in ähnlichen Fällen auf dem Grunde zwischen der Königl. Preussischen Regierung und andern deutschen Bundesstaaten bestehender Cartel-Conventionen Königl. Preussische Deferteurs das Königl. Hannoverische Gebiet passiren müssen, um ihre Auslieferung zu bewirken.

ART. XI — XXV. *Conviennent de mot à mot avec les artt. 10-14. de la susdite convention avec la Saxe.*

ART. XXVI. Es versteht sich, und wird hierdurch ausdrücklich erklärt, daß durch keine der vorstehenden Bestimmungen den künftigen etwanigen Beschlüssen des Bundestags über einen allgemeinen Termin der Militärpflichtigkeit vorgegriffen, oder die bundesmäßige Auswanderungs-Freiheit der Unterthanen beschränkt werden soll.

ART. XXVII. Gegenwärtige Convention wird beiderseits zu gleicher Zeit zur genauesten Befolgung publicirt werden, und ist gültig auf sechs Jahre, mit stillschweigender Verlängerung bis zu erfolgender Aufkündigung, welche sodann jederzeit jedem der hohen contrahirenden Theile Ein Jahr voraus freisteht.

39.

*Conventions d'étappes signées entre la Prusse et 1816
divers Etats d'Allemagne. 1816. 1817*).* ^{6Déc.}

I.

*Durchmarsch- und Etappenconvention, gegen-
seitig abgeschlossen zwischen Preussen und
Hannover, vom 6ten December 1816.; ratifi-
cirt am 18ten December desselben Jahres.*

*(Gesetzsammlung für die K. Preussischen Staaten.
1817. p. 77-85).*

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König
von Preussen etc.

*Thun hiemit kund, dass Wir, um die, in dem zu
Wien am 29. Mai 1815. zwischen Uns und S. M. dem
Könige von Großbritannien und Hannover abgeschlos-
senen Verträge und zwar in dessen sechsten Artikel
enthaltene Bestimmung, wegen künftig zu treffenden
Verabredung rücksichtlich der Einrichtung gegenseitiger
Militärstrassen, in Ausführung zu bringen, Unsern
Staatskanzler Fürsten von Hardenberg beauftragt
haben,*

*) La plupart de ces conventions aiant été signées en exécution des traités conclus 1815 et 1816, j'ai cru ne pas devoir les omettre ici. La similitude de nombre d'articles dans ces traités m'avait fait espérer qu'en donnant celui avec le Hannovre du 16 Déc. 1816 qui a servi en certain sens de modèle aux autres, je pourrais me dispenser de donner ces derniers en entier en renvoyant aux articles de ce premier qui sont de même teneur sur le pied sur lequel j'en ai agi pour les cartels et pour les conventions sur le droit de détraction. Cependant j'ai bientôt vu que les fréquentes nuances de diversité qu'on y trouve m'auraient conduit, ou à des inexactitudes ou à des exceptions trop multipliées pour ne pas faire naître des obscurités, et j'ai cru qu'il y aurait moins d'inconvénient à grossir le volume de quelques feuilles pour les donner en entier en supprimant toute fois la plupart des actes de ratifications, dressés dans la même forme et dont il paraissait suffire de donner un modèle et les dates.

1816 haben, Unfern Generalmajor von Wolzogen, Ritter Unsers Ordens pour le mérite etc. zu autorisiren, alles was diesen Gegenstand betrifft, zu verhandeln, abzuschließen und zu unterzeichnen; welcher, und der Königlich - Großbritannisch - Hannöverische Bevollmächtigte, Herr Freiherr von Ompteda, am 6. d. M. eine Durchmarsch - und Etappenconvention abgeschlossen und unterzeichnet haben, deren Inhalt folgender ist:

Nachdem S. M. der König von Preussen und S. M. der König von Großbritannien und Hannover in den unterm 19. Mai 1815. abgeschlossenen Tractaten beliebt haben, gegenseitig den Durchmarsch ihrer Truppen durch die respectiven Lande zu gestatten, und rücksichtlich der Einrichtung der Militärstraßen die nöthigen Verabredungen gemeinschaftlich treffen zu lassen;

So ist deshalb, unter Vorbehalt höchster Ratification, von den zu diesem Geschäfte speciell committirten und bevollmächtigten Unterzeichneten, namentlich dem Freiherrn von Wolzogen, Königl. Preussischen Generalmajor, Ritter des Königl. Preuss. Ordens pour le mérite, des Kaiserl. Russischen St. Annenordens 1ster Klasse, des Großherzogl. Weimarischen weißen Falkenordens 1ster Klasse, Commandeur des Kaiserl. Oesterreichischen St. Leopold. Ordens und Ritter des Königl. Baierischen Militär Max - Joseph - Ordens, und dem Freiherrn von Ompteda, Königl. Großbritannisch - Hannöverischen außerordentlichen Gefandten und bevollmächtigten Minister, Commandeur des Königl. Großbritannisch - Hannöverischen Guelphenordens, Nachstehendes auf das Verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden.

Ligne
d'étap-
pes.

I. Feststellung der Linie der beiden Königl. Preuss. Militärstraßen und der Königl. Hannöverischen Militärstraße, der Etappen - Hauptörter und Constituirung der Etappenbezirke.

1. Die Linie der Militärstraße, welche über Halberstadt und Hildesheim führt, berührt in den Königl. Hannöverischen Landen folgende Etappen - Hauptorte mit den dazu gelegten Etappenbezirken:

Von Wolfenbüttel nach Groß - Lafferde $3\frac{1}{2}$ Meile,
mit Groß - Lafferde, Klein - Lafferde, Gudenstedt, Lenge-
gede,

gede, Münstedt, Oberg, Groß-Ilse, Adenstedt, Steinbrück, Süblde, Groß-Himstedt, Klein-Himstedt, Bettrum, Feldbergen, Oedlum, Mollme, Garnissen mit Garbolzum, Hoheneggelsen. 1816

Von Groß-Lafferde nach Hildesheim (wo auch den Truppen der Ruhetag auf ihrem Marsch durch die Königl. Hannöversischen Staaten gegeben wird) $2\frac{1}{2}$ Meile, mit Stadt Hildesheim, Steuerwald, Himmelsthür, Sorsum, Emmerke, Groß-Escherde, Klein-Escheyde, Groß-Giesen, Klein-Giesen, Bettmar, Drispentstedt, Bavenstedt, Einum, Dinklar, Kemme, Achum und Uppen, Schelvertern, Moritzberg, Achtersum, Harsum, Honnerfum, Borsum, Hasede, Asel, Mächsum.

Von Hildesheim nach Coppenbrügge $3\frac{1}{2}$ Meile, mit Coppenbrügge, Brunnighaufen, Brullsen, Neustadt, Johnsen, Herkenfen, Bentorf, Dorpe, Marienau mit Wolldagfen, Hemmendorf, Salzhemmendorf, Lauenstein, Bessingen, Dißdelfen, Behrenfen, Oldendorf, Bendsdorf, Oersum, Bisperode.

Außerdem werden die Ortschaften Elze, Mehle, Sehle, Esbeck in denjenigen Fällen, wo die Truppen über Hameln nach Lemgo gehen, dem Etappen-Arrondissement von Coppenbrügge annoch zugelegt.

Von Coppenbrügge nach Oldendorf $3\frac{1}{2}$ Meile, oder nach Hameln 2 Meilen, mit Groß-Berkel, Klein-Berkel, Selken, Ohr, Erzen.

Bei starken Durchmärschen, wie dieses namentlich bei der Rückkehr sämmtlicher Truppen aus Frankreich der Fall seyn könnte, werden dem Etappen-Arrondissement von Hameln noch folgende Ortschaften zugelegt: Rohnsen, Afferde, Wehrbergen, Groß- und Klein-Hiltigsfeld, Haltenbeck, Tundern, Watzen, Königsförde.

Von Hameln nach Alverdissen 3 Meilen.

2. Die Militärstrasse, welche in Gemäßheit der oben erwähnten Tractaten über Gifhorn, Celle u. s. w. führt, ist vom Königl. Preussischen Gouvernement für die Zeit des Friedens völlig aufgegeben, und wird nur für den Fall eines Krieges und der dadurch veränderten Truppendirectionen reservirt. Dagegen wird dem Königl. Preuss. Gouvernement eine südlichere Militärstrasse zugestanden, welche von Heiligenstadt auf Minden führt und folgende Etappenorte berührt:

X 1

Von

1816

Von Heiligenstadt nach Nörthen 4 Meilen;
 Von Nörthen nach Einbeck 3 Meilen;
 Von Einbeck nach Alfeld $2\frac{1}{2}$ Meile;
 Von Alfeld nach Coppenbrügge $3\frac{1}{2}$ Meile;
 Von Coppenbrügge nach Oldendorf $3\frac{1}{2}$ Meile.

Diese Straße soll nur selten und nie zum Marsche von starken Truppencorps gebraucht werden, deren Maximum circa von 1 bis 2 Bataillone und eben so viel Escadrons bestimmt wird. Es ist daher auch nicht nöthwendig, auf den genannten Etappenorten besondere dauernde Einrichtungen zu treffen, so wie es überflüssig seyn würde, den Etappenorten für jetzt besondere Rayons zuzulegen; es sollen vielmehr dergleichen Rayons in einzelnen Fällen, wo es nöthig seyn sollte, zu seiner Zeit bestimmt werden.

Die Königl. Hannöversische Regierung soll auch jedesmal drei Wochen vorher requirirt und benachrichtigt werden, wann die erwähnte Straße gebraucht werden soll.

3. Die Linie der Militärstraße für die Königl. Hannöversischen Truppen durch die Königl. Preuss. Lande berührt folgende Etappenbezirke:

Von Osnabrück nach Ippenbühren $3\frac{1}{2}$ Meile, mit Lehen, Kloster Grafenhorst, Pusselbühren, Langenbeck, West-Cappel nebst Dependenz, Lotte, Mettingen, Bevergen;

Von Ippenbühren nach Rheine 3 Meilen, mit dem Kirchspiel Rheine und Dependenz, Mesum nebst Dependenz, Neuenkirchen nebst Dependenz;

Von Rheine nach Bentheim 3 Meilen;

Die durchmarschirenden Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detaschements bis 50 Mann (welche in die Baracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sind), sind gehalten, nach jedem als zum Bezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird, es sey denn, daß dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstraße liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen.

genommen, wenn bedeutende Armeecorps in starken Echellons marschiren. In solchen Fällen werden sich die mit der Dislocation beauftragten Officiere mit den Etappenbehörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen. 1816

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.* Feuilles de route

Sämmtliche respective durch die Königl. Preuss. und Königl. Hannövrischen Lande marschirende Truppen müssen auf einer der drei genannten Militärstraßen mit genauer Berücksichtigung der nunmehr festgestellten Etappen-Hauptörter instradirt seyn, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können. Sollten etwa in der Folge hin und wieder abweichende Bestimmungen nothwendig werden; so kann nur in Gefolge einer Vereinigung beider kontrahirenden hohen Theile eine Aenderung darunter erfolgen. Was die Einrichtung der Marschrouten betrifft, so können die Marschrouten für die Königl. Preuss. Truppen, welche durch die Königl. Hannövrischen Lande marschiren, nur von dem Königl. Preuss. Kriegsministerium und dem Generalcommando in Sachsen oder Westphalen mit Gültigkeit angesetzt werden; dagegen können für die durch die Königl. Preuss. Staaten marschirenden Königl. Hannövrischen Truppen die Marschrouten nur von dem Königl. Hannövrischen Generalcommando und dem bei demselben angestellten Generalquartiermeister oder Cassen-Aide mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft, (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, daß die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniß gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes bestimmt:

Die Detachements unter 20 Mann können nur den 1sten und 15ten eines jeden Monats von dem letzten Preussl.

1816 Preussischen Haupt-Etappenorte abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Den Detafchements bis zu 10 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bei der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft größerer Detafchements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Escadron müssen die Etappenbehörden wenigstens 3 Tage vorher benachrichtigt werden. Wenn ganze Bataillons, Eskadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein die Etappenbehörden wenigstens 8 Tage zuvor benachrichtigt werden, sondern es sollen auch die gegenseitigen Landesregierungen wenigstens 8 Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Außerdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirender Officer wenigstens 3 Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Gestellung der Transportmittel u. s. w. mit der Direction über die betreffende Militärstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Hauptörtern für das ganze Corps zu treffen. Dieser kommandirte Officer muß von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruiert seyn.

Logement et nourriture.

III. *Einquartirung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. Verpflegung der Mannschaft.

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern oder in den Baracken, deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Baracken bestehen für den Unterofficier und die Gemeinen in Lagerstroh, einem Hackenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartirung und Verpflegung in den Baracken zufrieden-

zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäßig zu fordern berechtigt ist. Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marchroute gemäß bei den Unterthanen einquartirt werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung der Commandirenden die Naturalverpflegung vom Quartierwirth, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartirt werden soll. Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgestellt, daß der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden seyn muß. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäßigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt.

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sei es bei dem Einwohner oder in den Baracken, verlangen: 2 Pfund gut ausgebacknes Roggenbrod, $\frac{1}{2}$ Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirth Bier, Branntwein oder gar Caffee zu fordern; dagegen sollen die Ortsobrigkeiten dafür sorgen, daß hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ist, und daß der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subaltern-Officiere bis zum Capitain excl. erhalten, außer Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und $\frac{1}{2}$ Pfund Fleisch, alles vom Wirth gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Caffee, Butterbrod und $\frac{1}{8}$ Quart. Branntwein. Der Capitain kann außer der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Für diese Verpflegung wird gegenseitig nach vorgängiger Liquidation von dem resp. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt:

Für den Soldaten . . .	4 Ggr. Gold,
Für den Unterofficier . . .	4 — —
Für den Subaltern-Officier . . .	12 — —
Für den Capitain . . .	16 — —

Staabs-

1816 Staatsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dieses nicht thunlich seyn sollte, bezahlt der Staatsofficier 1 Rthlr. Gold, der Obrist und General 1 Rthlr. 12 Ggr. Gold, wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muß. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staatsofficieren unmittelbar berichtet.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder gleich den Soldaten gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten krank werden, so sollen dieselben auf Kosten ihres Gouvernements in einem Etappen-Hospitale verpflegt werden, welches für die Königl. Preuss. Truppen zu Hildesheim seyn soll, und worüber der Etappeninspector die Aufsicht und Berechnung führt. Das Local zu diesem Etappen-Hospitale soll von der Königl. Hannöverschen Regierung unentgeltlich angewiesen werden.

Für die Anschaffung der erforderlichen Effecten, so wie für alle andere Bedürfnisse hat aber das Königl. Preuss. Gouvernement selbst zu sorgen.

B. Verpflegung der Pferde.

Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, daß den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bei nachdrücklicher Strafe zu unterlagen, daß die Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen lassen. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus

aus einem in jedem Etappenhauptorte zu etablirenden Magazine in Empfang genommen, und die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freisteht, oder machen die Umstände es in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, daß, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen, so hat ebenfalls ein Commandirter des Detachements die Fourage zur weitem Distribution von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden. Die Lieferung der Rationen soll von der mit der Direction über die betreffende Militärstrasse beauftragten Behörde jährlich öffentlich licitirt und den Mindestfordernden übertragen werden. Der Königl. Preuss. Etappeninspector muß zu dieser Licitacion eingeladen werden, und kann darauf antragen, daß ein zweiter Licitacionstermin anberaumt wird, wenn ihm die Preise zu hoch scheinen, welches die Königl. Hannöversische Behörde nicht verweigern kann. In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem Magazine genommen, sondern besonderer Umstände wegen, von der Ortsobrigkeit geliefert ist, erhält diese denselben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre.

Die durch die Fouragelieferung, wie auch die übrigen durch die Mundverpflegung und Gestellung des Vorspanns entstehenden Kosten, werden vierteljährig berechnet, und in so weit dieselben nicht compensirt werden können, von dem betreffenden Gouvernement baar berichtet. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verständigen und einigen.

IV. *Verabreichung des Vorspanns und Gestellung* Transport *der Fußboten.*

Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörden und

1816 und gegen Quittung nur in so fern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militärpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können außerdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappenhospital Anspruch machen. Wenn bey Durchmärschen starker Armee-corps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muß aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bey der Gestellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, daß sie sich durch eine schriftliche Ordre des Regimentscommandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Gestellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muß von den Behörden dafür gesorgt werden, daß es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmäßige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen. Den betreffenden Officieren wird es bey eigener Verantwortung

wortung zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und daß die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt sind. 1816

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem resp. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von 6 Ggr. Gold bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes, nach der oben angegebenen Entfernung, bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitem oder nähern Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungs-orte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fußboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden; sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche jedesmal dem Etappeninspector vorzulegen ist, um die Richtigkeit der angegebenen Entfernungen zu prüfen und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold vergütet werden, wobei der Rückweg nicht gerechnet wird.

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen* Police
Polizei. militaire

Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht zu halten, soll in Hildesheim ein Königl. Preuss. Etappeninspector angestellt werden, dessen Bestimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwanigen Beschwerden, so viel wie möglich, abzu- helfen. Er hat aber keine Autorität über die Königl. Hannövrischen Unterthanen. Dem Etappeninspector wird die Portofreiheit bey Dienstiegel und Contr- signatur der Militärbriefe zugestanden. Er soll ein angemessenes Quartier, ohne Verpflegung, gegen eine billige

1816 billige Vergütung in Hildesheim erhalten. Sollten hin und wieder Differenzen zwischen dem Bequartierten und dem Soldaten entstehen, so werden dieselben von der betreffenden Etappenbehörde und den commandirenden Officieren, wie auch von dem oben erwähnten Etappeninspector, gemeinschaftlich beseitigt. Die Etappenbehörde ist berechtigt, jeden Unterofficier oder Soldaten, welcher sich thätliche Mißhandlungen seines Wirths oder eines andern Unterthanen erlaubt, zu arretiren, und an den Commandirenden zur weitem Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

Den gegenseitigen Etappenbehörden wird es noch zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß die Wege stets in gutem Stande erhalten werden, und überhaupt haben dieselben ihre stete Sorgsamkeit darauf zu richten, daß es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenstand der Etappeninspector gleichfalls zu wachen hat, und bey den Landesbehörden Beschwerde führen kann.

Die commandirenden Officiere sowohl, wie die Etappenbehörden, sind anzuweisen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, daß zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und daß die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

Die resp. Königl. Preuss. und Königlichen Hannövr. Truppen, welche auf eine der genannten Militärstraßen intradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Auszüge aus derselben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden sollen.

Die vorstehende Etappenconvention soll mit dem ersten Januar 1817. in Kraft treten, auch auf 10 Jahre von besagtem Dato an gerechnet als gültig abgeschlossen seyn. Es wird dabey festgesetzt, daß für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt

gultirt werden sollen. Auch macht sich die Königlich Hannövrifche Regierung verbindlich, auf die Zeit des Aufenthalts der Occupationsarmee in Frankreich von der Hälfte der auf der Straſſe von Halberſtadt nach Minden durchmarſchirenden Truppen nur die Hälfte der eben angeführten Preiſe für Portionen, Rationen, Vorſpann etc. zu liquidiren, eben ſo wie auch bey einem dereinſtigen Rückmarſche der aus Frankreich zurückkehrenden Armeecorps für ſämmtliche zurückkehrenden Truppen gleichfalls nur die Hälfte der Vergütungspreiſe liquidirt und berichtigt werden ſoll, wogegen die Königl. Preuſſiſche Regierung ſich verpflichtet, für ſämmtliche aus Frankreich zurückkehrende und dorthin marſchirende Königl. Hannövrifche Truppen gleichfalls nur die Hälfte der oben feſtgeſetzten Vergütungspreiſe zu liquidiren.

1816

Zu Urkund deſſen iſt dieſes reciproke Durchmarſchreglement in duplo ausgefertigt, und unter Vorbehalt höchſter Ratification vollzogen, und gegen einander ausgewechſelt worden.

So geſchehen Berlin, den 6ten Decbr. 1816.

(L. S.) LUDWIG V. WOLZOGEN.

(L. S.) LUDWIG CONRAD GEORG V. OMPTEDA.

Wir haben, nachdem Wir dieſen auf zehn Jahr vom erſten Januar 1817. ab gültigen Vertrag geleſen und erwogen, den Inhalt davon Unſerm Willen gemäß befunden, und daher angenommen, beſtätigt und ratificirt, ſo wie Wir ihn hiermit für Uns und Unſere Nachfolger annehmen, beſtätigen und ratificiren, und auf Unſer Königliches Wort verſprechen zu thun, daſs er genau und getreulich erfüllt werde.

Urkundlich deſſen haben Wir dieſe Ratificationsurkunde eigenhändig unterzeichnet und mit Unſerm Königlichem Inſiegel bedrucken laſſen.

*So geſchehen zu Berlin, den 18ten December ein-
tauſend achthundert und ſechszehn.*

(L. S.)

FRIEDRICH WILHELM.

C. Fürſt v. HARDENBERG.

1816 *Durchmarsch- und Etappen-Convention vom*
31^{ten} Decbr. 1816., gegenseitig abgeschlossen
zwischen Preussen und Weimar.

(*Gesetzsammlung für die Königlich Preuss. Staaten,*
 1817. p. 85-93.)

Nachdem S. M. der König von Preussen etc. und S. K. H. der Großherzog zu Sachsen-Weimar-Eisenach in dem am 22^{ten} September 1815. zu Paris abgeschlossenen Staatsvertrage Art. IX. den Truppen-Durchmarsch auf mehreren Militärstraßen stipulirt und rückfichtlich der Einrichtung derselben die nöthigen Verabredungen treffen zu lassen beliebt haben; so ist deshalb, unter Vorbehalt Höchster Ratification, von den zu diesem Geschäfte ausdrücklich Bevollmächtigten, namentlich dem Freiherrn von Wolzogen, Königlich Preuss. General-Major, Ritter des Königl. Preuss. Ordens *pour le mérite*, des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, des Großherzogl. Sachsen-Weimarischen weissen Falken-Ordens Großkreuz, Commandeur des Kaiserl. Oesterreichischen St. Leopold-Ordens und Ritter des Königl. Baierschen Militär-Max-Joseph-Ordens; und dem Freiherrn von Fritsch, Großherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachischen wirklichen Geheimen-Rath und Staatsminister, des Großherzogl. Sachsen-Weimarischen weissen Falkenordens Großkreuz, Nachstehendes auf das verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden.

Ligne d'étappes. I. *Feststellung der Linie der Königl. Preuss. Militärstraßen, der Etappen-Haupt-Oerter, und Bestimmung der Etappen-Bezirke.*

1. Buttstedt, welches drei Meilen von Erfurt und $3\frac{1}{2}$ Meile von Naumburg entfernt liegt, wird in der Regel, und so lange die Wege in jener Gegend nicht verdorben sind, als der Etappenort zwischen Naumburg, dem Großherzogthum Sachsen und Erfurt angenommen, und nur bei sehr übler Witterung und dadurch sehr verschlimmertem Wege wird der Truppenmarsch über Weimar dirigirt. Zu dem Etappenbezirke

bezirke Buttstedt gehören: Hardisleben, Olbersleben, 1816
Guthmaunshausen, Großbrembach, Krauthelm, Neu-
mark, Buttstedt, Nermadorf, Schwerstedt, Nieder-
reifeisen, Mannstedt, Rudersdorf, Nirmadorf und Ober-
reifeisen.

2. Von Erfurt nach Koblenz trifft die Militärstraße
Eisenach als Etappenort, zu deren Etappenbezirk Fisch-
bach, Eichrodt, Stedtfeld, Förtha, Melborn, Wen-
gen-Lubnitz, Groß-Lubnitz, Stockhausen, Hetzels-
roda, Stregda, Seebach, Farnroda, Kittelsthal, Mos-
bach, Eppichnellen, Markfehl und Burkharderoda
gerechnet werden.

3. Vacha, $3\frac{1}{2}$ Meile von Eisenach. Zu deren Etap-
penbezirk gehört: Ober- und Unter-Zella, Dorndorf,
Frauensee, Dönnges, Kieselbach, Niederbreitsbach,
Ettenhausen, Tiefenorth, Merkers, Pferdsdorf, und
wenn stärkere Truppenmärsche erfolgen, Berka an der
Werra, Gerstungen, Dankmarshausen, Großensee, Wün-
schenstuhl, Fernbreitenbach, Dippach, Horschlitt, Ober-
ellen, Hurda, Unterellen, Lauchröden und Hausbrei-
tenbach.

Die Entfernung von Vacha nach Hersfeld beträgt
3 Meilen, von Berka nach Hersfeld 3 Meilen, dagegen
von Berka nach Eisenach nur $2\frac{1}{2}$ Meile.

4. Die Militärstraßen von den Königl. Preuss. Staa-
ten nach den Königl. Preussischen Theilen des Neu-
städter Kreises, welche in dem im Eingange erwähn-
ten abgeschlossenen Staatsvertrage bestimmt sind, wer-
den Königl. Preuss. Seits vorbehalten, und sollen auf
diesen Straßen dieselben Grundsätze der Verpflegung,
Vergütung der Preise und polizeilichen Einrichtungen
statt finden, wie solche in gegenwärtiger Convention
bestimmt worden sind.

Dagegen wird

5. Königl. Preuss. Seits Erfurt als Etappenort für
die Großherzogl. Sachsen-Weimarischen Truppen auf
ihrer Marschroute von Weimar nach Eisenach oder
Vacha, und von da wieder zurück zugestanden, jedoch
soll in Rücksicht, daß die Festung mit fremden Trup-
pen nicht belegt werden kann, das Nachtquartier und
die Verpflegung in den nächst an der Chaussee nach
Gotha gelegenen Dörfern des Erfurtischen Gebiets an-
gewiesen werden.

Die

1816 Die durchmarschirenden Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detaschements bis 50 Mann (welche in die Baracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sind), sind gehalten, nach jedem als zum Bezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird; es sey denn, daß dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewahrung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrasse liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armee-corps in starken Echellons marschiren. In solchen Fällen werden sich die mit der Dislocation beauftragten Officiere mit den Etappenbehörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

Feuilles de route II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

Sämmtliche durch die Königl. Preussischen und Großherzogl. Sachsen-Weimarischen Lande marschirenden Truppen müssen auf immer der genannten Militärstrassen mit genauer Berücksichtigung der nunmehr festgestellten Etappenörter instradirt seyn, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können.

Sollten etwa in der Folge hin und wieder abweichende Bestimmungen nothwendig werden; so kann nur in Folge einer Vereinigung beider contrahirenden hohen Theile eine Aenderung darunter erfolgen.

Was die Einrichtung der Marschrouten betrifft, so können die Marschrouten für die Königl. Preussischen Truppen, welche durch die Großherzogl. Sachsen-Weimarischen Lande marschiren, nur von dem Königlich Preuss. Kriegsministerium und dem Generalcommando in Sachsen oder am Rhein mit Gültigkeit ausgestellt werden; dagegen können für die durch Erfurt marschirenden Großherzoglich-Sächsischen Truppen die Marschrouten nur von dem Großherzogl. Sächsischen Generalcommando zu Weimar oder zu Eisenach mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Behörden

den gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt. 1816

In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel, genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, daß die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniß gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht folgendes bestimmt:

Die Detachements unter 20 Mann, jedoch mit Ausnahme der Arrestanten, in Ansehung deren es bei der zeitherigen Einrichtung fernerhin verbleibt, können nur den ersten und letzten eines jeden Monats von dem letzten Preuss. Etappen-Hauptorte abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Den Detachements bis zu 50 Mann ist Tage zuvor ein Quartiermacher voranzuschicken, um bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft größerer Detachements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Escadron, müssen die Etappenbehörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtigt werden.

Wenn ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein die Etappenbehörden wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt werden, sondern es sollen auch die gegenseitigen Landesbehörden (in Erfurt die Regierung, in Weimar oder Eisenach die Landesdirection) wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Außerdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirter Officier wenigstens drey Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w. mit der die Direction über die betreffende Militärstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Hauptörtern für das ganze Corps zu treffen. Dieser commandirte Officier muß von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transport

1816 portmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruiert seyn.

Logement et
nourriture,

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militär- Personen, wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben. Diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bey den Einwohnern, oder in den Baracken, deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Baracken bestehen für den Unterofficier und die Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäßig fordern berechtigt ist.

Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäß, bey den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung der Commandirenden, die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll.

Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgesetzt, daß der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden seyn muß.

Um jedoch schlechter Verköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäßigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sey es bey den Einwohnern oder in den Baracken, verlangen: zwei Pfund gut ausgebacknes Roggenbrod, $\frac{1}{2}$ Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirths Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen

dagegen sollen die Obrigkeiten dafür sorgen, daß hinreichender Vorrath von Bier und Brantwein in jedem Orte vorhanden ist, und daß der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subalternofficiere bis zum Hauptmanns exclusive, erhalten aufser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und $\frac{1}{2}$ Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends, bey jeder Mahlzeit, eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und $\frac{1}{2}$ Quart. Brantwein. Der Hauptmann kann aufser der eben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

Für diese Verpflegung wird, nach vorgängiger Liquidation, von dem Königl. - Preuss. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt, als:

Für den Soldaten . . .	4 Ggr. in Gold
Für den Unterofficier . . .	4 — —
Für den Subaltern-Officier 12	— — —
Für den Hauptmann . . .	16 — —

Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthehäusern; in solchen Orten aber, wo dieses nicht thunlich seyn sollte, bezahlt der Staabsofficier einen Reichsthaler in Gold, der Oberst und General einen Reichsthaler zwölf gute Groschen in Gold, wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muß. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtet.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschrouten besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder, gleich den Soldaten, gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten krank werden, und nicht fähig seyn, in die eigenen Hospitäler, respective zu Erfurt oder zu Weimar, zurückgebracht zu werden, so sollen dieselben auf Kosten

1816 ihres Gouvernements in einem Etappenhospitale verpflegt werden.

B. Verpflegung der Pferde.

Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, daß den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bey nachdrücklicher Strafe zu unterlagen, daß die Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen und ihre Pferde hineinbringen lassen.

Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem in jedem Etappen-Hauptorte zu etablirenden Magazin in Empfang genommen, und die dabey etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freysteht, oder machen es die Umstände in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, daß, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen; so hat ebenfalls ein Commandirter des Detaschements die Fourage zur weitem Distribution von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen.

Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden.

Die Lieferung der Rationen soll nach denselben Preisen, wonach solche in Erfurt den Lieferanten bezahlt werden, in dem Großherzogthum Weimar vergütet werden. Die durch diese Fouragelieferung, wie auch die übrigen durch die Mundverpflegung, Stellung der Vorspanne und der Fußboten u. s. w. entstehenden Kosten werden vierteljährig nach den conventionsmäßigen Vergütungspreisen berechnet, und, in so weit dieselben nicht compensirt werden können, von dem betreffenden Gouvernment von drey zu drey Monaten baar berichtet. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verständigen und einigen.

IV. Verabreichung der Vorspanne und Stellung der Fußboten. 1816

Trans-
port.

Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörden und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militär-Personen, welche unterwegs erkrankt sind, können außerdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappenhospital Anspruch machen.

Wenn bey Durchmärschen starker Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muß aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bey der Stellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird.

Quartiermachende Commandirte dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, daß sie sich durch eine schriftliche Ordre des Regimentscommandeurs als dazu berechtigt, legitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muß von den Behörden dafür gesorgt werden, daß es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben

1816 Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tage zuvor eine ordnungsmäßige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

Den betreffenden Officieren wird es bey eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und daß die Fuhrleute keiner üblen Behandlung ausgesetzt sind.

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem resp. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd, incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von sechs gute Groschen Gold bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere, wird der Entfernung des Etappen Hauptortes, nach der oben angegebenen Entfernung bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weiteren oder näheren Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungs-orte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fußboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg gehet, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche jedesmal dem Etappeninspector vorzulegen ist, um die Richtigkeit der angegebenen Entfernungen zu prüfen und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede Meile mit vier guten Groschen Gold vergütet werden, wobey jedoch der Rückweg nicht gerechnet wird.

Police
mili-
taire.

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen Polizei.*

Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht zu halten, soll in Erfurt ein Königl. Preuss. Etappeninspector angestellt werden, dessen Bestimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwanigen Beschwerden, so viel möglich, abzuhelpen. Er hat aber keine Autorität über die Großherzogl. Säch-

1816
fischen Unterthanen. Dem Etappeninspector wird die Portofreyheit bei Dienstfiegel und Contrasignatur der Militärbriefe zugesprochen. Sollten hin und wieder Differenzen zwischen den Bequartierten und den Soldaten entstehen, so werden dieselben von der betreffenden Etappenbehörde und den commandirenden Officieren, wie auch von dem erwähnten Etappeninspector, gemeinschaftlich beseitigt. Die Etappenbehörde ist berechtigt, jeden Unterofficier und Soldaten, welcher sich thätliche Mißhandlungen seines Wirths oder eines anderen Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an den Commandirenden zur weitem Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

Den gegenseitigen Etappenbehörden wird es noch zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß die Wege stets in gutem Stande erhalten werden, und überhaupt haben dieselben ihre stets sorgsamkeit darauf zu richten, daß es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenstand der Etappeninspector gleichfalls zu wachen hat und bey den Landesbehörden Beschwerde führen kann.

Die commandirenden Officiere sowohl als die Etappenbehörden sind anzuweisen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, daß zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und daß die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

Die Königl. Preuss. Truppen, welche auf eine der genannten Militärstraßen und die Großherzogl. Sächsischen Truppen, welche in Erfurt instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Auszüge aus denselben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden sollen.

Diese vorstehende Etappenconvention soll mit dem 1ten Januar 1817 in Kraft treten, auch auf zehn Jahre von besagtem Dato angerechnet, als gültig abgeschlossen seyn.

1816 Es wird dabey festgesetzt, daß für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen. Auch macht sich die großherzogl. Sächsishe Regierung verbindlich, auf die Zeit des Aufenthaltes der Occupations - Armee in Frankreich, von der Hälfte der auf den genannten Militärstraßen nach Frankreich durchmarschirenden Truppen nur die Hälfte der oben angeführten Preise für Portionen, Rationen, Vorspann u. s. w. zu liquidiren, eben so wie auch bey einem dereinstigen Rückmarsch der aus Frankreich zurückkehrenden Armeecorps für sämtliche zurückkehrende gleichfalls nur die Hälfte der Verpflegungspreise liquidirt und berichtet werden soll.

Zu Urkund alles dessen ist dieses reciproke Durchmarsch - Reglement in duplo ausgefertigt, und unter Vorbehalt Allerhöchster Ratification *) von den beiderseitigen Bevollmächtigten vollzogen und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen, Weimar, den 31. Decbr. 1816.

(L. S.) LUDWIG v. WOLZOGEN.

(L. S.) CARL WILHELM Frhr. v. FRITSCH.

3.

1817 *Durchmarsch - und Etappen - Convention zwischen Preussen und dem Großherzogthum Hessen, vom 17. Januar 1817; ratificirt am 5ten März dieses Jahrs.*

17 Jan.

(Gesetzsamml. für die Königl. Preuss. Staaten. 1817. p. 101 — 111.

Nachdem S. K. H. der Großherzog von Hessen in dem 24ten Artikel des zwischen S. M. dem Könige von Preussen und Allerhöchstdenselben unterm 30ten Juni 1816 abgeschlossenen Staatsvertrage eingewilligt haben, daß

*) La ratification de la Prusse est datée de Berlin le 28 Févr. 1817 et conçue dans la forme ordinaire.

1817

dass Preussen sich einer Militärstrasse durch das Großherzogthum für diejenigen Königl. Truppen bediene, die von Erfurt nach Koblenz und für jene die von Koblenz nach Mainz marschiren, die Bestimmungen wegen der Etappenplätze, Verpflegung und Disciplin aber durch eine weitere Convention festgestellt werden sollten; so sind zu Abschließung einer solchen Convention, von Seiten Sr. M. des Königs von Preussen: Freyherr von Wolzogen, Königl. Preuss. General-Major, Ritter des Königl. Preuss. Ordens *pour le mérite*, des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, des Großherzoglich-Weimarischen weißen Falken-Ordens erster Classe, Commandeur des Kaiserl. Oesterr. St. Leopolds-Ordens und Ritter des Königl. Baierschen Militär-Max-Joseph-Ordens; und von Seiten S. K. H. des Großherzogs von Hessen und bei Rhein: Freyherr Heinrich von Münch, Großherzogl. Hessischer Geheimer Rath, Hofkammerdirector, Director des Landeskriegscommissariats der Provinz Oberhessen, Commandeur des Großherzogl. Hessischen Haus-Ordens und des Kurfürstl. Hessischen goldenen Löwenordens, zu Bevollmächtigten ernannt worden, welche nach Auswechslung ihrer Vollmachten folgendes verbindlich abgeredet und abgeschlossen haben.

I. *Feststellung der Königl. Preuss. Militärstrassen, der Etappen-Haupt-Oerter und der Etappen-Bezirke.* Ligne
d'étap-
pes.

A. *Militärstrasse von Erfurt nach Koblenz.*

§. 1. Die Linie der Militärstrasse, welche von Koblenz nach Erfurt führt, berührt im Großherzogthum Hessen folgende Etappen-Hauptörter, mit den dazu bestimmten Etappen-Bezirken.

Von Hersfeld nach Alsfeld zu vier Meilen gerechnet, ist Alsfeld der Etappen-Hauptort. Der Etappen-Bezirk besteht aus den Orten: Romord, Linderbach, Altenburg, Zell, Billerthausen, Eudorf, Eifa, Elbenrod, Dotzelrod und Reibertenrod.

Von Alsfeld nach Grünberg zu 4 Meilen gerechnet, ist Grünberg der Etappen-Hauptort. Der Etappen-Bezirk besteht aus den Orten: Reiskirchen, Lindenbruth, Ettingshausen, Münster, Saafen, Harbach, Göbelnrod,

1817 belnrod, Queckborn, Wetterfeld, Lauter, Wirberg, Stangenrod, Flenfungen, Weitpertsheim, Merlau und Iladorf.

Von Grünberg nach Giessen zu 3 Meilen gerechnet, ist Giessen zwar der Etappen-Hauptort, er nimmt aber blos den Staab und die Hauptquartiere auf, und kommt mit seinen Feuerstellen nicht in Aufrechnung. Der Etappen-Bezirk besteht weiter aus den Großherzogl. Hessischen Orten: Henchelheim, Kleinlinden, Großlinden, Leihgestern, Wieseck, Großenbuseck, Burkhardsfelden, Annerod, Trohe, Rödchen und Altenbuseck. An Königl. Preuss. Ortschaften wird diesem Etappen-Bezirk beygegeben: Atzbach, Dudenhofen, Münchholzhausen, Garbenhain, Lützenlinden, Groß und Kleinrechtenbach.

Von Giessen nach Braunfels werden 3 Meilen gerechnet. Zu den Etappen-Bezirken dieser letzteren Etappe, so wie zu dem Rayon von Wetzlar, werden keine Großherzogl. Hessischen Orte zugezogen.

B. Militärstraße von Koblenz nach Mainz.

Auf dieser Militärstraße ist St. Goar die nächste Kön. Preuss. Etappe. Von St. Goar bis Bingen zu 4 Meilen gerechnet, ist Bingen der Etappen-Hauptort. Der Etappen-Bezirk besteht sodann nebst Bingen noch aus den Großherzogl. Hessischen Orten: Kempten, Gals-hain, Ober- und Niederingelheim, und wie aus den Königl. Preuss. Orten zu dem Etappen-Bezirk beygegeben: Bacharach, Rheindiebach, Niederrheinbach und Dreieckshausen.

Bey den Etappenbezirken, bei denen die Rayons gemeinschaftlich sind, wird die Einquartierung nach der Anzahl der Feuerstellen repartirt, und jede Feuerstelle, das Haus mag groß oder klein seyn, als eine Einheit angenommen. Rücksichtlich der einzuquartierenden Mannschaft wird der Soldat und Unterofficier als eine Einheit, für den Subaltern-Officier das Dreyfache, und für den Capitain das Vierfache derselben in Ansatz gebracht, und nach diesen Verhältnissen die Vertheilung der Einquartierung auf die einzelnen Ortschaften des Etappen-Bezirks durch die Großherzogl. Etappen-Behörde vorgenommen. Dem betreffenden Königl. Preuss. Etappen-Inspecteur steht in solchen gemeinschaftlichen Rayons die Einsicht der Etappen-Bücher.

Bücher zu, um, sich hieraus zu überzeugen, daß die Vertheilung der Einquartierung durchgehends nach den Grundsätzen dieser Convention geschehen sey, und sich im Zeitraume von drey Monaten die Last auf sämtliche Gemeinden des Etappen-Bezirks thunlichst vertheilet habe. 1817

§. 2. Da man Königl. Preuss. Seits gewünscht hat, zur Erleichterung der Stadt Mainz einen Theil der dortigen Königl. Garnison auf so lange nach Wetzlar zu verlegen, bis der Kasernenbau zu Mainz so weit vorgeückt ist, um den Königl. Preuss. Antheil an der Besatzung vollständig aufnehmen zu können; so haben S. K. H. der Großherzog von Hessen zu dieser Absicht gern die Hand geboten, und bewilligen bis zur Beendigung des Kasernenbaues, daß die Königl. Truppen der Garnison von Mainz, welche von da nach Wetzlar und von dort wieder zurückmarschiren, ihre Nachtlager in Friedberg nehmen. Auch gestatten S. K. H. eben dieses Nachtlager zu Friedberg für diejenigen zur Garnison von Mainz gehörigen Königl. Truppen, welche über Höchst und Grünberg nach den rückwärts liegenden Königl. Landen, oder von dort nach Mainz marschiren, mit der Bemerkung, daß diese Bewilligung auf andern zur Garnison von Mainz nicht gehörigen Königl. Preuss. Truppen keine Anwendung findet. Für dieses Nachtlager treten alle jene Bedingungen und Vergütungspreise ein, welche diese Convention für die auf den beiden Militärstraßen marschirenden Königl. Preuss. Truppen festgesetzt. Es wird übrigens zur Unterstützung der Stadt Friedberg derselben ein Rayon beygegeben, der aus den Ortschaften Ober- und Niederwollstadt, Ockstadt, Ober- und Niedermörle, Fanerbach und Bruchenbrücken besteht. Die Entfernung von Höchst nach Friedberg wird hierbei zu 4 Meilen, jene von Friedberg nach Grünberg zu 4 Meilen, und jene von Friedberg nach Wetzlar zu $4\frac{1}{2}$ Meile angenommen.

§. 3. Die Königl. Preuss. Truppen sind gehalten, auf keinen andern als den bezeichneten Etappenstraßen zu marschiren, und nur die benannten Orte als Etappenorte zu betrachten. Kleinere dagegen handelnde Detachements und einzeln marschirende Militärpersonen werden von den Landesbehörden an die zunächst

1817

zunächst gelegene Preussische Militärbehörde abgeliefert. Größere Corps, welche nicht angehalten werden können, werden der Preuss. Liquidationsbehörde angezeigt, welche die an dieselbe geschehenen Leistungen aller Art nicht in den Preisen dieser Convention, sondern in den von den Beamten attestirten kostenden Preisen, so wie allen durch den Marsch entstandenen Schaden, nach der unter Beziehung der Königl. Preuss. Etappeninspecteurs vorzunehmenden pflichtmäßigen Taxation dreier Taxatoren, bezahlen wird.

§. 4. Die Königl. Preuss. Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detachements bis 10 Mann (welche in die Baracken kommen, sobald dieselben eingerichtet seyn werden), sind gehalten, nach jedem als zum Etappenbezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Großherzogl. Hessischen Etappen-Behörde angewiesen wird; es sey denn, daß dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewahrung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrasse liegen. In andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen die Truppen nicht gelegt werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeecorps in starken Echellons marschiren. In solchen Fällen werden sich die, mit der Dislocation beauftragten Königl. Preuss. Officers, mit den Großherzogl. Etappenbehörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

§. 5. An jedem Etappenort wird eine Großherzogl. Hessische Etappenbehörde, aus einem Etappencommandanten, und einem Etappencommissär bestehend, ernannt, welche gemeinschaftlich und ausschließlic die Einquartierungs-, Verpflegungs- und Transportangelegenheiten, so wie die Etappenpolizei, leiten und befohlen.

§. 6. Die Königl. Preuss. Etappeninspectoren zu Mainz, Hersfeld und Wetzlar, und zwar ersterer in Hinsicht auf die Etappe Bingen, der zweyte auf die Etappe Alsfeld, und letzterer in Hinsicht auf die übrigen Etappen, unterstützen die Großherzogl. Etappenbehörden in der Weise, daß sie alle bey ihnen angebrachte Beschwerden gegen die durchmarschirenden
Königl.

Königl. Truppen auf der Stelle zu entscheiden, zu schlichten, oder sonst zu beseitigen, besonders beauftragt sind. Es ist ferner ihres Amtes, durch die geeignete Requisition und Einleitung bey den Großherzoglichen Landesbehörden dahin zu wirken, daß die Königl. Truppen auf den Etappen nach den Bestimmungen dieser Convention behandelt, und die Wege allenthalben in fahrbarem Stande erhalten werden. 1817

II. Infradirung der Truppen und Einrichtung der Feuilles de route. Marschrouten.

§. 7. Die Marschrouten für die Königl. Preuss. Truppen können allein von dem Königl. Preuss. Kriegsministerium, und von dem Königl. Generalcommando in Sachsen zu Merseburg, und am Niederrhein zu Koblenz, mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

§. 8. In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, daß die Großherzogl. Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniß gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes bestimmt:

Die Detaschements unter 20 Mann, jedoch mit Ausnahme der Arrestanten, deren Absendung in dringenden Fällen an keinen Tag gebunden ist, können nur den 1sten und 15ten eines jeden Monats von Merseburg, Koblenz oder Mainz abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten) und sollen nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tage zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bey der Großherzogl. Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft größerer Detaschements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Escadron müssen die Großherzogl. Etappenbehörden wenigstens drey Tage vorher benachrichtigt werden.

Wenn ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein die

1817 die Großherzogl. Etappenbehörden wenigstens acht Tage zuvor hievon in Kenntniß gesetzt werden, sondern es sollen auch die Großherzogl. Landesbehörden, nämlich: für die Provinz Oberhessen das Großherzogl. Landes-Kriegscommissariat zu Gießen, und für den überrheinischen Theil des Großherzogthums: die Großherzogl. Regierungscommission zu Mainz, wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Außerdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirter Officier, oder Kriegscommissär, wenigstens drey Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w. mit den erwähnten Landesbehörden gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappenörtern für das ganze Corps zu bereden; hierbey soll jedoch solche Einrichtung getroffen werden, daß an einem Etappenorte niemals mehr als ein Regiment Infanterie oder Cavallerie an demselben Tage eintrifft. Dieser commandirte Officier muß von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau unterrichtet seyn.

§. 9. Die Dislocation der größern Corps, und die Marschrouten bey kleinern, wird so eingerichtet, daß auf die Großherzogl. Staaten kein Raftag fällt.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Einquartierung und Verpflegung der Mannschaft.*

§. 10. Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier, noch auf Verpflegung gegeben. Diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bey den Einwohnern, oder in den Baracken, deren Anlage der Großherzogl. Regierung überlassen bleibt. Die Geräthschaften in den im Winter zu heizenden Baracken bestehen für den Unterofficier und Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, um seine Armatur daran aufzuhängen, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehalten,

ten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäßig zu fordern berechtigt ist. 1817

Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäß, bey den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Großherzogl. Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung der Commandirenden, die Naturverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernhin einquartiert werden soll.

§. 11. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäßigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sey es bey den Einwohnern oder in den Baracken, verlangen: zwey Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halb Pfund Fleisch und Zugemüse, soviel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Brantwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die Obrigkeiten dafür sorgen, daß hinreichender Vorrath von Bier und Brantwein in jedem Orte vorhanden ist, und daß der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subalternofficiere bis zum Capitain exclusive, erhalten, außer Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends, bey jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; in der Etappe Bingen aber eine Bouteille Wein, Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Brantwein. Der Capitain kann außer der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

§. 12. In der Regel erhält der General drey, der Staabsofficier zwey und der Subalternofficier ein Zimmer. Wenn jedoch, nach dem Ermessen der Etappenbehörde, die Anzahl der Truppen oder des Orts Gelegenheit nicht gestattet, die bemerkten Zimmer zu geben,

352 *Convention d'étappes entre la Prusse*

1817 geben, so werden die Königl. Officiere sich auch mit Wenigerm gern begnügen.

§. 13. Für die Einquartierung und Verpflegung wird nach vorgängiger Liquidation, von dem Königl. Preuss. Gouvernement folgende Vergütung bezahlt;

Für den Soldaten . . .	4 Ggr. in Golde.
Für den Unterofficier . . .	4 — —
Für den Subaltern-Officier 12	— —
Für den Capitain . . .	16 — —

Die übrigen Königl. Militärbeamten werden nach ihrem militärischen Rang behandelt.

Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dies nicht thunlich seyn sollte, bezahlt für seine Person der Staabsofficier einen Reichsthaler in Gold, der Oberst und General 1 Rthlr. 12 Ggr. in Gold, wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muß. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar an die Quartierträger berichtet.

§. 14. Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder, gleich den Soldaten, gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

§. 15. Sollten durchmarschirende Soldaten unterwegs krank werden, so sollen dieselben an die nächsten Königlich Preuss. Etappeninspecteurs überwiesen werden.

B. Einquartierung und Verpflegung der Pferde.

§. 16. Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten werden gehörig dafür sorgen, daß den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der, seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen wird es Königl.

Königl. Preuss. Seits bey grosser Verantwortung unter- 1817.
sagt worden, daß die Militärpersonen, welchen Rang
sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe
eigenmächtig aus dem Stalle ziehen und die ibrigen
dagegen hineinbringen lassen.

§. 17. Der Fouragebedarf wird durch Lieferanten
in ein, in dem Etappenhauptorte zu errichtendes Etap-
penmagazin, für dessen Local die Lieferanten selbst
zu sorgen haben, beygeschafft; die Lieferung soll von
der Großherzogl. Etappenbehörde für einen, von
dem Königl. Preussischen Etappeninspector zu bestim-
menden Zeitraum öffentlich versteigert, und dem Min-
destfordernden übertragen werden. Nur wenn der
Königl. Preussische Etappeninspector mit dem Erfolg
dieser ersten Versteigerung zufrieden ist, hat es bey
dieser Versteigerung sein Bewenden; wenn ihm aber
die Preise zu hoch scheinen, so kann er auf einen
zweyten Versteigerungstermin antragen, welcher je-
doch entscheidend ist. Den Gemeinden, in denen
kein Etappenort ist, die aber zu den Etappenbezirken
gehören, wird auf den Fall, wenn die Fourage von
ihnen geliefert werden muß, solche im Preis der letz-
ten Versteigerung vergütet.

§. 18. Die Fourage-Rationen werden auf Anwei-
sung der Großherzogl. Etappenbehörden und gegen
Quittung des Empfängers von den Lieferanten an die
Königl. Preuss. Truppen verabreicht, und die dabey
entstehenden Streitigkeiten von der Etappenbehörde so-
fort entschieden. In Fällen, in denen die Zeit nicht
erlaubt, die Fourage aus dem Etappenmagazine bey-
zuschaffen, diese also von den Gemeinden geliefert
werden muß, empfängt solche ein Commandirter des
Detachements von der Ortsobrigkeit und besorgt die
weitere Vertheilung.

§. 19. Die Königl. Preuss. Regierung bezahlt an
die Großherzogl. Hessische und diese an die Lieferan-
ten den Werth der abgelieferten Fourage, worüber
sich letztere mit ordnungsmässigen Quittungen auswei-
sen, nach dem Versteigerungspreise.

§. 20. Für kranke zurückgelassene Pferde werden
die Curkosten auf, durch die Großherzogl. Etappen-
behörden attestirte Rechnungen von dem Königl. Preuss.
Gouvernement vergütet.

1817 Alle-Bedürfnisse an Wagenreparaturen, Beschlagen der Pferde, Schuhen und andern Dingen mehr, werden von den Truppen baar bezahlt.

Trans-
ports.

IV. *Verabreichung des Vorspanns und Stellung der Fußboten.*

§. 21. Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Großherzogl. Etappenbehörden und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den, im §. 7. näher bezeichneten Marschrouten das Nöthige bemerkt worden, und werden in den Marschrouten nur Führen und Vorspann zum Transport der Artillerie, schwerer Bagage und Kranken, nicht aber für nicht erkrankte Personen, für Tornister und Gewehre gefordert werden.

Nur diejenigen Militärpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können außerdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Zeugniß eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Königl. Preuss. Hospital Anspruch machen.

§. 22. Die Großherzogl. Etappenbehörden werden dafür sorgen, daß die nöthigen und verlangten Transportmittel zur rechten Zeit gestellt werden. Unter Transportmitteln werden nur zweyräderige und vier-räderige Karren und Leiterwagen, angeschrirte Vorspannpferde, und in dringenden Fällen Reitpferde für die Officiers gerechnet. Chaisen können nicht verlangt, und darf auf ein Pferd nicht mehr als vier und ein halber bis fünf Centner gerechnet werden,

§. 23. Wenn bey Durchmärschen starker Armee-corps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren, dieses muß aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Führen, gegen die hierbey sogleich zu ertheilende Quittung sorgen wird.

§. 24.

§. 24. Quartiermachende Commandierte dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, daß sie sich durch eine schriftliche Ordre des commandirenden Officiers, als dazu berechtigt, legitimiren können. 1817

§. 25. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Großherzogl. Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muß von den Behörden dafür gesorgt werden, daß es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft.

Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmäßige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

§. 26. Den Königl. Preuss. Officiern wird es bey eigener Verantwortung zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und daß die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt, auch im Selbstfahren nicht gestört werden.

§. 27. Als Vergütung für den Vorspann wird von dem Königl. Preuss. Gouvernement an das Großherzogl. Hessische für jede Meile und für jedes Pferd, einschließlic des Wagens, sechs gute Groschen in Gold, für einen einspännigen Karren aber neun gute Groschen in Gold vergütet.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere, wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitem oder nähern Weg zurückgelegt haben.

1817

§. 28. Die Fußboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Die Königl. Preuss. Regierung bezahlt das Botenlohn für jede Meile mit vier guten Groschen Gold, wobey jedoch der Rückweg nicht gerechnet wird.

Police
militaire.

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen Polizei.*

§. 29. Die Rückstände, welche zwischen den Bequartierten und den Soldaten entstehen könnten, werden von den Großherzogl. Etappenbehörden und den commandirenden Königl. Preuss. Officieren, wie auch, wo es nöthig seyn sollte, unter der Dazwischenkunft des Königl. Preuss. Etappeninspecteurs, gemeinschaftlich beseitigt. Die Großherzogl. Etappenbehörde ist berechtigt, jeden Unterofficier oder Soldaten, welcher sich thätliche Mißhandlungen seines Wirths oder eines anderen Großherzogl. Unterthanen erlauben sollte, zu arretiren, und an den Commandirenden zur weitem Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

Ein durch Excesse der durchmarschirenden Truppen etwa entstandener Schaden, wird durch drei verpflichtete und ihrer Unterthanen Pflichten für diesen Act entlassene Taxatoren mit Zuziehung des Königl. Preuss. Etappeninspecteurs abgeschätzt, und der Durchschnittsbetrag der Abschätzungen von der Königlich Preuss. Behörde vergütet.

§. 30. Die K. Preuss. commandirten Officiere sowohl, wie die Großherzogl. Hessischen Etappen-Behörden, sind angewiesen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, daß zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und daß die Einwohner, in Beziehung auf ihre deutschen Brüder, willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach, nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

§. 31.

§. 31. Die Königl. Preuss. Truppen, welche auf eine der genannten Militärstraßen instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet, und zu deren Befolgung angewiesen werden, so wie die erforderlichen Auszüge aus derselben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden sollen. 1817

VI. Liquidation der zu leistenden Vergütungen.

Liquidation des remboursements.

§. 32. Nach Ablauf jedes Vierteljahrs wird zwischen dem Königl. Preuss. Etappeninspecteur zu Wetzlar und einem Großherzogl. Hessischen Commissär über sämmtliche gefoehene Leistungen der Rayons von Alsfeld, Grünberg, Gießen, Friedberg und Bingen, die Liquidation vorgenommen, und nach deren Abschluß die Zahlung dafür sogleich geleistet. Wenn hierbey Quittungen vorkommen sollten, dem die ordnungsmäßige Form fehlen würde, so soll das Fehlende aus den pflichtmäßig geführten Etappenbüchern der Großherzogl. Etappenbehörden ergänzt werden.

VII. Allgemeine Bestimmungen.

Determinations générales.

§. 33. Die vorstehende Etappenconvention tritt mit dem ersten Januar 1817 in Kraft, und ist bis dem ersten Januar 1827 mit dem Vorbehalt jedoch abgeschlossen, daß für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft festgesetzt werden sollen.

§. 34. Da ein Theil der Königl. Preuss. Armee in diesem Augenblick an der militärischen Besetzung von Frankreich, zum gemeinsamen Besten Deutschlands, Antheil nimmt, so bewilligen S. K. H. der Großherzog von Hessen, daß für die dahin gehenden, oder von dort zurückmarschirenden Truppen, nur die Hälfte des im §. 13. bestimmten Verpflegungstarifs angerechnet werde. Um bey der Liquidation die desfallige Abrechnung zu erleichtern, wird bis zur Evacuirung von Frankreich festgesetzt, daß die eine Hälfte der vom Erfurt nach Koblenz oder von Koblenz nach Erfurt marschirenden Königl. Truppen als nach Frankreich gehend oder daher kommend angesehen und für die Hälfte

1817 Hälfte des Tarifs verpflegt werden sollen; die andere Hälfte der Truppen aber, welche diese Militärstrasse berühren, sodann diejenigen, welche über Friedberg und Bingen marschiren, folglich zur Garnison von Mainz gehören, sollen dagegen mit dem vollen Verpflegungsbetrag in Rechnung gebracht werden. Wenn seiner Zeit der Rückmarsch des Königl. Armee-corps aus Frankreich erfolgt, so wird für das gesammte Corps nur die Hälfte der Verpflegungspreise liquidirt; dagegen werden nach diesem Rückmarsch alle auf dem Wege von Koblenz nach Erfurt und von Erfurt nach Koblenz marschirenden Truppen mit dem vollen Verpflegungsbetrage angesetzt.

§. 35. Gegenwärtige Convention wird ratificirt und die Ratificationen binnen vier Wochen, oder früher, wenn es möglich ist, in Berlin gegen einander ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen ist diese Convention doppelt ausgefertigt, und von beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

So geschehen Frankfurt, den 17ten Januar 1817.

(L. S.) LUDWIG v. WOLZOGEN.

(L. S.) HEINRICH Frhr. v. MÜNCH.

4.

17 Jan. *Durchmarsch- und Etappen-Convention, zwischen Preussen und Nassau, vom 17ten Januar 1817; ratificirt am 5. März dieses Jahrs.*

(Gesetzsammlung für die K. Preussischen Staaten. 1817. p. 112 — 119.)

In Gefolge der Bestimmung des Art. 14. des zwischen S. M. dem Könige von Preussen und Ihro Durchl. dem Herzoge und Fürsten zu Nassau am 31sten May 1815 zu Wien abgeschlossenen Staatsvertrages, nach welcher die grosse Landstrasse von Gießen nach Ehrenbreitstein eine Militärstrasse für die Krone Preussen zwischen Erfurt und Koblenz bilden, und für dieselbe eben

eben die Bestimmungen gelten sollen, welche für die **1817**
Preussischen Militärstraßen durch die Königl. Hannö-
vrischen und Karfürstl. Hessischen Staaten angenom-
men worden;

Ist unter Vorbehalt allerhöchster und höchster Rati-
fication, von den zu diesem Geschäfte bevollmächtigten
Unterzeichneten, namentlich: dem Freyherrn v. Wol-
zogen, Königl. Preuss. Generalmajor, Ritter des Königl.
Preuss. Ordens pour le mérite, des Kaiserl. Russischen St.
Annenordens 1ster Classe, des Gtölshertogl. Weimari-
schen weissen Falkenordens 1ster Classe Commandeur des
Kaiserl. Oesterr. St. Leopold. Ordens und Ritter des
Königl. Baierschen Militär Max-Joseph-Ordens, und
dem Freyherrn Marschall von Liebenstein, Herzogl.
Nassauischen dirigirenden Staatsminister, des Groß-
herzogl. Badischen Ordens der Treue, Großkreuz etc.
unter zu Grundlegung der mit dem Königreich Han-
nover Königl. Preuss. Seits am 6ten December 1816
vollzogenen Uebereinkunft, Nachstehendes auf das
verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden:

**I. Feststellung der Linie der Königl. Preuss. Mil-
itärstraße, der Etappen-Hauptorte und Constitui-
rung der Etappenbezirke.** Ligne
d'étap-
pes.

Für die Königl. Preuss. Truppen, welche von Er-
furt nach Koblenz oder von da zurückmarschiren,
sind im Herzogthume Nassau als Haupt-Etappenplätze
festgesetzt worden, die beiden Städte Montabaur und
Limburg.

Die Bezirke dieser beiden Etappen sind folgender-
gestalt bestimmt:

1. für Montabaur die Ortschaften Heiligenroth, Groß-
holbach, Kleinholbach, Girod, Virod, Nomborn, Nen-
dershausen, Görpershausen, Steinfrenz, Heilber-
scheid, Eppenrode;
2. für Limburg die Orte Ahlbach, Obertiefenbach,
Niedertiefenbach, Eschofen, Ennerich, Mühlen,
Dietkirchen, Deren, Hofen, Stedten, Schedrick und
Runkel.

Die Entfernung von Koblenz nach Montabaur wird
zu 3 Meilen, die von Montabaur nach Limburg eben-
falls zu 3 Meilen angenommen.

Die

1817 Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, nach jedem als zum Bezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von dem Herzogl. Nassauischen Beamten, als der constituirten Etappenbehörde, angewiesen wird.

Artillerie, Munitions- oder andere bedeutende Transporte werden, so viel es thunlich ist, auf der Straſse selbst, oder in deren Nähe untergebracht werden.

Sollten stärkere Truppenmärsche eine grössere Ausdehnung der Etappenbezirke erforderlich machen, so wird deshalb für einzelne Fälle zwischen den Etappenbehörden und den mit der Dislocation beauftragten Officieren besondere Verabredung getroffen werden.

Da Königl. Preuss. Seits zwischen Limburg und Gießen eine Etappe zu Braunfels angelegt werden wird, so sollen dieser Etappe die Herzogl. Nassauischen Ortschaften, Philippstein, Bernbach, Hirschhausen, Drommershausen und Selters auf den Fall beygegeben werden, wenn Truppen von Erfurt nach Koblenz marschiren, deren Voranschicbung gegen die Etappe Limburg erforderlich wird. Die Entfernung der Etappe Limburg von der zu Braunfels wird zu 4 Meilen angenommen.

So wie in jedem Haupt-Etappenort eine fortlaufende Etappencontrole zu führen ist, aus welcher ersehen werden kann, daß die Vertheilung der Truppen in dem Etappenbezirke nach gleichem Maassstabe statt findet; so soll diese Controle auch von der Etappenbehörde zu Braunfels vollständig geführt, und am Schlusse jeden Monats dem Herzogl. Nassauischen Beamten zu Weilburg mitgetheilt werden.

Die Vertheilung der Einquartierung auf die einzelnen Orte geschieht lediglich nach der Zahl der Häuser.

Festilles II. *Instradierung der Truppen und Einrichtung der
de route „ Marschroutc.*

Die auf der Militärstrasse marschirenden Truppen müssen mit genauer Berücksichtigung der nunmehr festgestellten Etappenhauptorte instradirt seyn, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können. Sollte etwa in der Folge hin und wieder eine abweichende Bestimmung nothwendig

dig werden, so kann nur in Folge einer Vereinigung 1817
beider contrahirenden hohen Theile eine Aenderung
erfolgen.

Was die Einrichtung der Marschrouten betrifft, so können dieselben nur allein von dem Königl. Preuss. Kriegsministerium, dem Königl. Preuss. Generalcommando im Großherzogthum Niederrhein zu Koblenz, oder dem des Herzogthums Sachsen zu Merseburg mit Gültigkeit ausgestellt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft, (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, daß die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniß gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes bestimmt:

Die Detachements unter 20 Mann können nur den ersten und letzten eines jeden Monats von dem letzten Preussischen Haupt-Etappenorte abgehen (widerigensfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Von dieser Regel sind allein ausgenommen diejenigen Militärarrestanten, deren Transport keinen Aufschub leidet. Den Detachements bis zu 20 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher voranzuschicken, um bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft größerer Detachements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Escadron müssen die Etappenbehörden wenigstens drey Tage vorher benachrichtigt werden. Wenn ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein die Etappenbehörden wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt werden, sondern es soll auch die Herzogl. Nassauische Landesregierung wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Außerdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirender Officier wenigstens 3 Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Gestellung der
Trans.

1817 Transportmittel u. s. w. mit der Direction über die betreffende Militärkrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Hauptörtern für das ganze Corps zu treffen. Dieser commandirte Officier muß von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruiert seyn.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. Verpflegung der Mannschaft.

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern oder in den zu ihrer Aufnahme besonders apulirten Häusern größern Localen, Baracken etc., deren Anlage der Herzögl. Nassauischen Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in solchen allgemeinen Bequartirunglocalen bestehen für den Unterofficier und die Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäßig zu fordern berechtigt ist. Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäß bei den Unterthanen einquartirt werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörden und gegen anzustellende Quittung der Commandirenden die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll. Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgestellt, daß der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden seyn muß. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäßigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt.

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sei es bey den Einwohnern oder in den Baracken, verlangen: 2 Pfund
gut

gut ausgebacknes Roggenbrod, $\frac{1}{2}$ Pfund Fleisch und 1817
 Zugemüße, so viel des Mittags und des Abends zu einer
 reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Früh-
 stück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig
 wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Brannt-
 wein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die
 Ortsobrigkeiten dafür sorgen, daß hinreichender Vor-
 rath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhan-
 den ist, und daß der Soldat nicht übertheuert wird.
 Die Subaltern-Officiere bis zum Capitain excl. erhal-
 ten, außer Quartier, Holz und Licht, das nöthige
 Brod, Suppe, Gemüse und $\frac{1}{2}$ Pfund Fleisch, alles vom
 Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends
 bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der
 Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Kaffee,
 Butterbrod und $\frac{1}{4}$ Quart Branntwein. Der Capitain
 kann außer der oben erwähnten Verpflegung des Mit-
 tags noch ein Gericht verlangen. Für diese Verpfle-
 gung wird von dem Königl. Preuss. Gouvernement
 folgende Vergütung bezahlt:

Für den Soldaten . . .	4 Ggr. in Gold,
Für den Unterofficier . . .	4 — —
Für den Subaltern-Officier .	12 — —
Für den Capitain . . .	16 — —

Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen
 sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in
 solchen Orten, wo dieses nicht thunlich seyn sollte,
 bezahlt der Staabsofficier 1 Gulden 48 Xr. der Obrist
 und General 2 Gulden 42 Xr., wogegen der Quartier-
 träger für anständige und reichliche Kost sorgen muß.
 Diese Vergütung wird von den betreffenden Staats-
 officieren unmittelbar berichtet.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder
 Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch aus-
 nahmsweise dieses nicht vermieden werden können,
 so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung
 in der Marschroute besonders zu bemerken, und wer-
 den alsdann sowohl die Frauen als die Kinder gleich
 den Soldaten gegen die oben festgesetzte Entschädi-
 gung einquartiert und verpflegt. Dagegen können
 die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und
 Verpflegung nie Anspruch machen.

Sollten

1817 Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten krank werden, so sollen sie in eins der zunächst gelegenen Hospitäler zu Koblenz oder Wetzlar gebracht, im Fall sie aber nicht mehr transportabel sind, auf Kosten des Königl. Preuss. Gouvernements verpflegt und zur Heilung das Erforderliche angewendet werden. Ueber die Zahlung der Verpflegungsgelder werden sich die Regierungen zu Koblenz und Wiesbaden weiter mit einander benehmen.

B. Verpflegung der Pferde.

Die Herzoglich Nassauischen Beamten und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, daß den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bey nachdrücklicher Strafe zu unterlagen, daß die Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen lassen. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem in jedem Etappenhauptorte zu etablirenden Magazine in Empfang genommen, und die dabey etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freisteht, oder machen die Umstände es in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nöthwendig, daß, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht gehöhlt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen, so hat ebenfalls ein Commandirter des Détachements die Fourage zur weitem Distribution von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden. Die Herzogl. Nassauische Etappenbehörde hat in Gemeinschaft mit dem Königl. Preuss. Etappeninspector die Lieferung der Fourage auf einem nach dem Ermessen des Letzteren zu bestimmenden Zeitraum hinaus an den Wenigstnehmenden öffentlich zu versteigern. Der Königl. Preuss. Etappeninspector kann darauf antragen, daß ein zweyter Licidations-

termin

1817

termin anberaumt wird, wenn ihm die Preise zu hoch scheinen, welche weitere Versteigerung die Herzoglich-Nassauische Behörde unterstützen und anordnen wird. In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem Magazine genommen, sondern besonderer Umstände wegen, von der Ortsobrigkeit geliefert ist, erhält diese denselben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre.

Die durch die Fouragelieferung entstehenden Kosten, werden in dem von dem Königl. Preuss. Etappeninspector bey der Licitacion zu bedingenden Termine nach vorgängiger Liquidation von dem Königl. Preuss. Gouvernement baar berichtet. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verständigen.

IV. *Verabreichung des Vorspanns und Gestellung der Fußboten.* Trans- ports.

Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörden und gegen Quittung nur in so fern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militärpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können ausserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappenhospital Anspruch machen. Wenn bey Durchmärschen starker Armee-corps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muß aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bey der Gestellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es
sey

1817 sey denn, daß sie sich durch eine schriftliche Ordre des Regimentscommandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Gestellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muß von den Behörden dafür gesorgt werden, daß es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmäßige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen. Den betreffenden Officiern wird es bey eigener Verantwortung zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und daß die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt sind.

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem Königl. Preuss. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von 6 Ggr. Gold bezahlt. Die Ladung für eine einpännige Fuhre kann nie über zehn Centner betragen.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere wird der Entfernung des Etappen-Hauptortes, nach der oben angegebenen Entfernung, bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitem oder nähern Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungs-orte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fußboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden; sondern es sind solche von
den

den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche jedesmal dem Etappeninspector vorzulegen ist, um die Richtigkeit der angegebenen Entfernungen zu prüfen und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold vergütet werden, wobey der Rückweg nicht gerechnet wird.

Die Zahlung für Vorspann und Boten erfolgt vierteljährig nach gehörig gepflogener Liquidation.

V. Aufrechterhaltung der Ordnung und militärischen Polizei.

Von Herzogl. Nassauischer Seite sollen die Herzogl. Beamten zu Montabaur und Limburg in diesen beiden Etappenbezirken für die Leitung des Bequartierungs- und Verpflegungs-Geschäfts angeordnet werden. Sie haben die Etappen-Controllen zu führen, darauf zu sehen, daß die Mundverpflegung allenthalben conventionsmäßig geleistet werde; den in einzelnen Fällen entstehenden Beschwerden gegen die Einwohner, nach vorgängiger Untersuchung, abzuhefen; Klagen gegen das Militär anzuhören und an den resp. Königl. Preuss. Etappeninspector oder den Commandirenden zur Abhülfe gelangen zu lassen. Sie haben ferner die Fournage-Licitationen gemeinschaftlich mit den Etappeninspectoren anzuordnen und über die pünctliche Erfüllung der Lieferungsaccorde zu wachen.

Sollte bey vorkommenden thätlichen Differenzen zwischen Unterofficieren und Soldaten und Einwohnern eine Arretirung der Ersteren oder sonstige militärische Einschreitung erforderlich werden; so haben die Herzogl. Beamten den als Platz-Commandanten an jedem Etappen-Hauptorte befindlichen Herzogl. Reserve-Compagniechef zu requiriren, welcher die betreffenden Individuen den Commandirenden zur weiteren Untersuchung und Bestrafung abzuliefern hat.

Die Königl. Preuss. Etappeninspectoren werden zu Wetzlar und zu Koblenz angestellt, deren Bestimmung dahin geht, für die Aufrechterhaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwaigen Beschwerden, so viel wie möglich, abzuhefen. Sie haben aber keine Autorität über die Her-
zogl.

1817

Police
militaire

1817 zogl. Nassauischen Unterthanen, sondern können nur, im Fall den Truppen verweigert wird, was dieselben mit Recht und Billigkeit verlangen können, bey den Herzoglich-Nassauischen Landesbehörden Beschwerde führen.

Was die zu dem Etappenbezirk von Braunfels gehörigen Herzogl. Nassauischen Ortschaften betrifft, so wird der Herzogl. Nassauische Beamte zu Weilburg für die Erhaltung der Ordnung in denselben Sorge tragen, und hat die Etappenbehörde zu Braunfels vorkommenden Falls denselben zu requiriren.

Die commandirenden Officiere sowohl, wie die Etappenbehörden, sind anzuweisen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, daß zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und daß die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

Die Königl. Preuss. Truppen, welche auf der genannten Militärstrasse intradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Anzüge aus derselben auf den Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden können.

Die vorstehende Etappenconvention soll mit dem ersten Januar 1817. in Kraft treten, auch auf 10 Jahre von besagtem Dato an gerechnet als gültig abgeschlossen seyn. Es wird dabey festgesetzt, daß für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen.

Die oben stipulirte Vergütung für Portionen, Rationen, Vorspann u. s. w. wird das Königl. Preuss. Gouvernement auch von denen zu der in Frankreich noch befindlichen Occupationsarmee gehörigen Truppen ganz ausbezahlen, wogegen man sich Herzogl. Nassauischer Seite anheischig macht, den Betrag der Hälfte der gedachten Preise auf die Dauer des Aufenthalts jener Armee in Frankreich aus allgemeinen Landesmitteln

tehn vierteljährig dem Königl. Preuss. Gouvernement 1817
zu restituiren.

Zu Urkund dessen ist diese Uebereinkunft doppelt
ausgefertigt, und unter Vorbehalt Allerhöchster und
Höchster Ratification vollzogen, und gegen einander
ausgewechselt worden.

So geschehen Wisbaden, den 17ten Januar 1817.

(L. S.) LUDWIG V. WOLZOGEN.

(L. S.) ERNST FRANZ LUDWIG *Marschall*
V. BIEBERSTEIN.

5.

*Durchmarsch- und Etappen-Convention zwi- 31 Janv.
schen Preussen und Gotha, vom 3ten Januar
1817; ratificirt am 5ten März dieses Jahrs.*

(Gesetzsammlung für die Königlich Preuss. Staaten,
1817. p. 93 - 100.)

In Gemäßeheit des Wunsches S. M. des Königs von
Preussen und S. D. des Herzogs zu Sachsen-Gotha und
Altenburg, diejenigen Bestimmungen, welche die Ein-
richtung einer durch das Gebiet des Herzogthums Go-
tha führenden Militärstrasse für die Königl. Preuss.
Truppen nöthig macht, vermittelt gemeinschaftlicher
Verabredungen festsetzen zu lassen, ist unter Vorbehalt
beiderseitiger höchster Ratification, von den zu diesem
Geschäfte speciell committirten und bevollmächtigten
Unterzeichneten, namentlich dem Freyherrn Ludwig
von Wolzogen, Königl. Preuss. Generalmajor, Ritter
des Königl. Preuss. Ordens *pour le mérite*, des Kaiserl.
Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, des Groß-
herzogl. Weimarischen Falkenordens erster Classe, Com-
mandeur des Kaiserl. Oesterreich. St. Leopolds-Ordens
und Ritter des Königl. Baierischen Militär-Max-Joseph-
Ordens, und dem Herrn Friedrich August v. Minckwitz,
Herzogl. Sächsisch. wirklichem Geheimenrath und Mi-
nister, Ober-Steuerdirector zu Gotha, Großkreuz des
Königlich Sächsischen Verdienstordens, Nachstehendes
Nouveau Recueil T. IV. A a auf

370 Convention d'étappes entre la Prusse

1817 auf das Verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden.

Ligne
d'étap-
pes.

I. Festsitzung der Etappenlinie durch das Gotha'sche Land.

Die Militärstrasse für die Königl. Preuss. Truppen geht von Erfurt nach Gotha, 3 Meilen, und von Gotha nach Eisenach, $3\frac{1}{2}$ Meile.

Der Etappe Gotha werden zum Behufe der Einquartierung der durchmarschirenden Königl. Preuss. Truppen folgende Ortschaften zugegeben: Gamstädt, Tüttleben, Siebleben, Trügleben, Aspach, Tentleben, Machterstädt, Pferdingleben, Friemar, Warja, Remstädt, Sonneborn, Brühheim, Grossettbach, Lobstädt, Grabsleben, Senbergen, Günthersleben, Wechmar, Schwabhausen, Emlen, Uellen, Boilstädt, Sundhausen, Leina, Hörfelgau, Fröttstädt und Laucha.

Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, nach jedem dieser, der Etappe beygegebenen Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird; es sey denn, daß dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten selbst, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrasse liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeecorps in starken Echellons marschiren. In solchen Fällen werden sich die, mit der Dislocation beauftragten Officiere, mit der Etappenbehörde über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

Fenilles II. Instradierung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.

Sämmtliche Königl. Preuss. durch das Gotha'sche Land marschirenden Truppen müssen bloß auf diese Militärstrasse und den Etappenort Gotha instradirt werden, indem sie ausserdem weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können. Die Marschrouten für die auf dieser Strasse marschirenden Königl. Preuss. Truppen können bloß von dem Königl. Preuss. Kriegs-Ministerium, imgleichen dem Königl. Preuss. General-

Generalcommando in Sachsen und von dem am Niederrhein mit Gültigkeit ausgestellt werden. Auf die von 1817
anderen Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

◆ In den von oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, daß die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniß gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes bestimmt:

Die Detachements unter 20 Mann, jedoch mit Ausnahme der Arrestanten, in Ansehung deren es bey der zeitherigen Einrichtung fernerhin verbleibt, und für welche die Verpflegungsvergütung von den Königl. Preuss. Seits anzustellenden Etappeninspectoren und nicht mit der Vergütung für die Verpflegung der durchmarschirenden Truppen liquidirt werden, können nur den ersten und funfzehnten eines jeden Monats von dem letzten Preussischen Haupt-Etappenorte abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Den Detachements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken; um bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft grösserer Detachements bis zu einem vollen Bataillon oder Escadron muß die Etappenbehörde wenigstens drey Tage vorher benachrichtigt werden.

Wenn ganze Bataillone, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so muß nicht allein die Etappenbehörde wenigstens acht Tage zuvor benachrichtiget werden, sondern es soll auch die Herzogl. Landesregierung zu Gotha wenigstens acht Tage zuvor benachrichtiget und requirirt werden. Außerdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirter Officier, wenigstens drey Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w. mit der die Direction über die Militärstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf dem Etappen-Hauptorte

1817 für das ganze Corps zu treffen. Dieser commandirte Officier muß von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruiert seyn.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

Die durchmarschirenden Truppen können bloß ein Nachtquartier verlangen: Ruhetag oder ein noch längerer Aufenthalt findet nicht statt.

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier, noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche bey den Einwohnern. Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäß, bey den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung des Commandirenden, die Naturverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll. Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgestellt, daß der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirthes zufrieden seyn muß. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäßigen Forderungen von Seiten der Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier verlangen: zwey Pfund gut ausgebackenes Brod, ein halb Pfund Fleisch und Zugemüse, soviel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirth Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die Obrigkeiten dafür sorgen, daß hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ist, und daß der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subalternofficiere bis zum Capitain exclusive, erhalten

halten, außer Quartier, Holz und Licht, das nöthige 1817
Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch,
alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und
Abends, bey jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es
in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück
Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Brantwein.
Der Capitain kann außer der oben erwähnten Verpfle-
gung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Für
diese Verpflegung wird, nach vorgängiger Liquidation,
von dem Königl. Preuss. Gouvernement folgende Ver-
gütung bezahlt:

Für den Soldaten . . .	4	Ggr. in Golde.
Für den Unterofficier . . .	4	— —
Für den Subaltern-Officier 12	—	—
Für den Capitain . . .	16	— —

Staabsofficiere, Obristen und Generale beköstigen
sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in
solchen Orten, wo dies nicht thunlich seyn sollte, be-
zahlt der Staabsofficier 1 Reichsthaler Gold, der Obrist
und General 1 Rthlr. 12 Ggr. Gold, wogegen der Quar-
tierträger für anständige und reichliche Kost sorgen
muß. Diese Vergütung wird von den betreffenden
Staabsofficieren unmittelbar an die Quartierträger be-
richtet.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quar-
tier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch aus-
nahmaweise dieses nicht vermieden werden können,
so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung
in der Marschroute besonders zu bemerken, und wer-
den alsdann sowohl die Frauen als die Kinder, gegen
die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und
verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder
der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie An-
spruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten
im Gotha'schen krank werden, so sollen selbige in so-
fern sie transportirt werden können, ohne Anstand in
die Königl. Preuss. Lazarethe nach Erfurt geschafft, und
die dazu erforderlichen Fuhren gegen die §. 4. be-
stimmte Vergütung Herzogl. Sachsen-Gothaischer Seits
gestellt; diejenigen Kranken aber, deren Gesundheits-
zustand den Transport nach Erfurt nicht gestattet, in
eine von der Etappenbehörde zu Gotha zu bestimmende
Kranken-

- 1817 Krankenanstalt daselbst untergebracht; und so lange bis sie transportabel sind, in selbiger auf Kosten des Königl. Preuss. Gouvernements verpflegt werden, wobey dem Königl. Etappeninspector zu Erfurt frey bleibt, so oft es ihm nöthig dünkt, selbst nachzusehen, daß die in Gotha befindlichen Kranken gut abgewartet und behandelt werden.

B. *Verpflegung der Pferde.*

Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, daß den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen werde. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden angewiesenen Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerden bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bey nachdrücklicher Strafe zu untersagen, daß die Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen und ihre Pferde hineinbringen lassen.

Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem in dem Etappen-Hauptorte zu etablirenden Magazine in Empfang genommen, und die dabey etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freysteht, oder machen die Umstände es in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, daß, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen; so hat ebenfalls ein Commandirter der Detaschements die Fourage zur weitem Distribution in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden. Die Lieferung der Rationen soll von der mit der Direction über die Militärstrasse beauftragten Behörde halbjährig, oder zu welcher Zeit es vorthellhaft, öffentlich licitirt und den Mindestfordernden übertragen werden. Der Königlich Preuss. Etappeninspector muß zu dieser Licitation eingeladen werden, und kann darauf antragen, daß ein zweyter Licitationstermin anberaumt wird, wenn ihm die Preise zu hoch scheinen, welches die
Herzogl.

1817

Herzogl. Sachsen-Gothaische Behörde nicht verweigern kann. In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem Magazin genommen, sondern besonderer Umstände wegen von der Ortsobrigkeit geliefert ist, erhält diese denselben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre.

Die durch die Fouragelieferung, wie auch die übrigen durch die Mundverpflegung und Stellung der Vorspanne entstehenden Kosten, werden vierteljährig berechnet und vom Königl. Preuss. Gouvernement baar berichtigt. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verständigen und einigen.

IV. Verabreichung der Vorspanne und Stellung der Fußboten. Trans- port.

Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörden und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militär-Personen, welche unterwegs erkrankt sind, können ausserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappenhospital Anspruch machen. Wenn bey Durchmärschen starker Armee-corps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dies muß aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bey der Stellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird. Die quartiermachenden Commandanten dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, daß sie sich durch eine schriftliche Order des Regiments-

1817 mentscommandeurs als dazu berechtigt, legitimiren können. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirk bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muß von den Behörden dafür gesorgt werden, daß es bey dem Abmarsche der Truppen an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisenden Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmäßige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen. Den betreffenden Officiern wird es bey eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und daß die Fuhrleute keiner üblen Behandlung ausgesetzt sind.

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem Königl. Preuss. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd, incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von sechs gute Groschen Gold bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere, wird der Entfernung des Etappen Hauptortes, nach der oben angegebenen Entfernung bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weiteren oder näheren Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fußboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg gehet, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche

welche jedesmal dem Etappeninspector vorzulegen ist, 1817
um die Richtigkeit der angegebenen Entfernung zu
prüfen und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede
Meile mit vier guten Groschen Gold vergütet werden,
wobey der Rückweg nicht zu rechnen ist.

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen* Police
mili-
taire.
Polizei.

Es soll in Erfurt ein Königl. Preuss. Etappenin-
specteur angestellt werden, dessen Bestimmung dahin
geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtig-
keit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwanig-
en Beschwerden, so viel wie möglich, abzuhefen.
Er hat aber keine Autorität über die Herzogl. Sachsen-
Gothaischen Unterthanen. Sollten hin und wieder
Differenzen zwischen den Bequartierten und den Sol-
daten entstehen, so werden solche von der Etappen-
behörde und den commandirenden Officiern, wie
auch von dem oben erwähnten Etappeninspector, in
soweit dessen Aufenthalt in Erfurt solches gestattet,
gemeinschaftlich beseitigt. Die Etappenbehörde ist be-
rechtigt, jeden Unterofficier und Soldaten, welcher
sich thätliche Mißhandlungen seines Wirths oder eines
anderen Unterthanen erlaubt, zu arrestiren und an den
Commandirenden zur weitem Untersuchung und Bestraf-
ung abzuliefern.

Den gegenseitigen Etappenbehörden wird es noch
zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß
die Wege stets in gutem Stande erhalten werden, und
überhaupt haben dieselben ihre stete Sorgsamkeit dar-
auf zu richten, daß es den durchmarschirenden Trup-
pen an nichts fehle, was dieselben mit Recht und Bil-
ligkeit verlangen können, über welchen Gegenstand
der Etappeninspector gleichfalls zu wachen hat und
bey den Landesbehörden Beschwerden führen kann.

Die commandirenden Officiere sowohl als die Etap-
penbehörden sind anzuweisen, stets mit Eifer und
Ernst dahin zu trachten, daß zwischen den Bequar-
tierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht
erhalten werde, und daß die Einwohner in Besie-
hung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen
Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht
ganz

1817 ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

Die Königl. Preuss. Truppen, welche auf dieser Militärstrasse intradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Auszüge, sowohl in der Etappe, als in den selbiger zur Aushülfe beygegebenen Ortschaften, zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden können.

Diese vorstehende Etappenconvention soll vom ersten dieses Monats an in Kraft treten, auch auf zehn Jahre von besagtem Datum an gültig seyn, in so fern nicht bey dem Bundestage in Rücklicht der Etappenstraßen und der Verpflegung der Truppen allgemeine Einrichtungen getroffen werden. Es wird dabey festgesetzt, daß für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen.

Auch macht sich die Herzogl. Sächsische Regierung verbindlich, auf die Zeit des Aufenthalts der Occupations-Armee in Frankreich, von der Hälfte der auf der oben gedachten Strasse durch das Gotha'sche Land marschirenden Königl. Preuss. Truppen, nur die Hälfte der oben angeführten Preise für Portionen, Rationen, Vorspann u. l. w. zu liquidiren, eben so wie auch bey einem dereinstigen Rückmarsch der in Frankreich stehenden Armeecorps für sämmtliche zurückkehrende Truppen nur die Hälfte der Vergütungspreise liquidirt und berichtigt werden soll.

Zu Urkund dessen ist die Uebereinkunft in duplo ausgefertigt, und unter Höchster Ratification vollzogen und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen Gotha, den 3ten Januar 1817.

(L. S.) LUDWIG V. WOLZOGEN.

(L. S.) FRIEDRICH AUGUST V. MINCKWITZ.

6.

*Durchmarsch- und Etappenconvention, ge- 1817
genseitig abgeschlossen zwischen Preussen und ⁹May.
Kurhessen. Vom 9ten May 1817; ratificirt am
16ten desselben Monats.*

*(Gesetzsammlung für die Königl. Pr. Staaten. 1817.
p. 133 — 144.)*

Nachdem zwischen S. M. dem Könige von Preussen und S. K. H. dem Kurfürsten von Hessen in dem 28sten Artikel des, unterm 10ten October 1815, abgeschlossenen Staatsvertrages festgesetzt worden, daß zwey Militärstraßen, die eine von Heiligenstadt über Witzhausen und Cassel nach Marburg, und die andere von Eisenach über Berka nach Hersfeld, auf Alsfeld für Preussen auch in Friedenszeiten offen bleiben, und Kurhessen dagegen eine Militärstraße durch das Preussische Gebiet von Karlsruhen nach Rinteln behalten soll, die Bestimmungen wegen der Etappenplätze, Verpflegung und Disciplin aber durch eine weitere Convention festgestellt werden sollen; so sind zu Abschließung einer solchen Convention von Seiten S. M. des Königs von Preussen der Freiherr Ludwig v. Wolzogen, Königl. Preuss. General-Major, Ritter des Königl. Preuss. Ordens *pour le mérite*, des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, des Großherzogl. Weimarschen weissen Falken-Ordens erster Classe, Commandeur des Kaiserl. Oesterreichischen St. Leopold-Ordens und Ritter des Königl. Baierischen Militär-Max-Joseph-Ordens; und von Seiten Sr. Königl. Hoheit des Kurfürsten von Hessen, der Herr Richard von Lorentz, Kurhessischer außerordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister, Geheimrath, und Director des zweyten Departements des Kurhessischen General-Kriegscollegiums, Commandeur des Kurhessischen goldenen Löwenordens, ernannt worden, welche nach Auswechslung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt der Allerhöchsten Ratification, über folgende Punkte übereingekommen sind.

1817 I. *Feststellung der Militärstraßen, der Etappen-
Ligne Hauptorte und Bezirke, wie auch der wechselseitigen
d'étap- Entfernung derselben.
pes.*

ART. I. Die Militärstraße von Heiligenstadt über Witzenhausen und Cassel nach Marburg wird zwar Königl. Preuss. Seits vertragsmäßig vorbehalten, jedoch hiermit erklärt, daß diese Straße nicht anders benutzt werden soll, als wenn das Kurfürstl. Gouvernement zwei Monat zuvor davon benachrichtigt worden ist; die Entfernung von Heiligenstadt nach Witzenhausen soll zu 3 Meilen, von Witzenhausen nach Cassel zu $4\frac{1}{2}$ Meile, und von Cassel nach Warburg zu $4\frac{1}{2}$ Meile gerechnet werden. Dagegen wird

ART. II. Kurhessischer Seits eine Militärstraße von Koppenbrügge nach Minden, über Oldendorf nachgegeben, und die Stadt Oldendorf mit den Ortschaften Engern, Ahe, Westendorf, Deckbergen, Großenwieden, Kleinenwieden, Ostendorf, Seelsede, Fischbeck, Weibke, Höfingen, Haddenfen, Benfen, Krückenberg, Roden, Barkfen, Kohlenstädt, Segelhorst, Rosenthal, Coverden, Plötzen, Wieckboldfen und Zersfen als Etappenorte bestimmt, auch die Entfernung von Koppenbrügge nach Oldendorf auf $3\frac{1}{2}$ Meilen und von Oldendorf nach Minden auf $3\frac{1}{2}$ Meilen festgesetzt.

ART. III. Auf der Straße von Eifenach nach Alsfeld, welche sowohl über Berka als Vach geht, wird die Stadt Hersfeld mit Nieder-Aula, Asbach, Beyershausen, Kattenbach, Ober-Jossa, Nieder-Jossa, Lautenhausen, Sorge, Katus, Petersberg, Kalkobes, Friedewald und Eichhoff, als Etappenorte bestimmt; bey größeren Durchmärschen sollen aber folgende Ortschaften noch zugezogen und mit belegt werden; als: Mengshausen, Kirchheim, Reckrode, Kerspenhausen, Geershausen, Klebe, Jeddendorf, Gossmannsrode, Rotterterode, Solmes, Oberhaune, Unterhaune, Kohlhäusen, Hilpershausen, Motzfeld, Malkomes, Eitra, Rotensee, Heenes, Almershausen, Tann, Rohrbach, Meisebach, Gittersdorf, Obergeiß, Untergeiß, Frielingen, Aue, Buchenau, Sieglos, Wippershain, Holzheim, Kruspis, Stärcklos, Oberstoppel, Unterstoppel, Bodes, Wehrda, Wetzlos, Schlezzerode, Meckbach, Mecklar, Neuenkirchen und Mauers. Die Entfernung beträgt

beträgt von Berka nach Hersfeld 4 Meilen, von Vacha nach Hersfeld $3\frac{1}{2}$ Meile, und von Hersfeld nach Alsfeld 4 Meilen. 1817

ART. IV. Auf der S. K. H. dem Kurfürsten von Hessen vertragsmäfsig von Karlshafen nach Rinteln und umgekehrt zustehenden Militärstrafse werden die Stadt Höxter, nebst Bofflen, Godelheim, Schlofs Corvey, Luchtringen, Albaxen, Brenkhausen, Böxen und Fürstenau, wie auch Lüde und Gegend als Etappenplätze bestimmt. Die Entfernung von Karlshafen nach Höxter ist auf $2\frac{1}{2}$ Meile und die von Höxter nach Lüde auf 3 Meilen festgesetzt.

ART. V. Die Königl. Preufs. Truppen dürfen nur die vorgenannten Etappenorte berühren. Kleinere dagegen handelnde Abtheilungen werden an die nächste Königl. Preufs. Militärbehörde abgeliefert. Größere Abtheilungen werden der Königl. Preufs. Liquidationsbehörde angezeigt, welche die Leistungen aller Art, so dieselben verursacht haben, in den kostenden von den Kurfürstl. Beamten attestirten Preisen, nicht weniger jeden durch einen solchen Marsch entstandenen Schaden, nach der pflichtmäfsigen Taxation dreier im 49ten Artickel dieser Convention näher bezeichneten Taxatoren, zu bezahlen verbunden ist. Eben diese Bestimmungen finden auch bey den Kurfürstl. Hessischen Truppen auf der Militär-Route von Karlshafen nach Rinteln statt.

ART. VI. Die Königl. Preufs. Truppen sind gehalten, auf jeden zum Etappenbezirke gehörenden, und von der Kurfürstl. Behörde ihnen angewiesenen Ort zu gehen. Nur müssen diejenigen, welche Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen, stets an solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrafse liegen.

Kleinere Detachements bis zu 50 Mann werden auch in solche Barackenstuben gelegt, als im 16ten Art. dieser Convention erwähnt sind, sobald dergleichen Barackenstuben eingerichtet seyn werden.

ART. VII. An jedem Etappen-Hauptorte wird eine Kurfürstl. Etappenbehörde ernannt, welche aus einem Etappencommandanten und Etappencommiffär besteht, um alle Einquartierungs-, Verpflegungs- und Transport-

1817 port-Angelegenheiten gemeinschaftlich zu besorgen, so wie die Etappenpolizei zu leiten.

ART. VIII. Zur Aufrechthaltung der guten Ordnung bey den durchmarschirenden Truppen, so wie zur Liquidation und Bezahlung der Verpflegungs-, Transport- und anderen Kosten, wird von Seiten der Königl. Preuss. Regierung ein eigener Etappeninspector zu Hersfeld angestellt, welcher daselbst ein angemessenes Quartier gegen eine von ihm zu leistende billige Vergütung erhalten soll; er darf aber von der Stadt weder Verpflegung noch sonstige Vortheile verlangen, auch sich in keine die Landesbehörden angehende Geschäftsführung mischen. Kurhessischer Seits wird gewünscht, daß der Königl. Inspector eine Civilperson seyn möge, welcher über die Kurfürstl. Hessischen Unterthanen keine Autorität hat.

ART. IX. Königl. Preuss. Seits sollen zur Unterhaltung der Communication keine stehende Truppencommandos aufgestellt werden, noch irgend eine Einrichtung zu solchem Zwecke auf dem Kurhessischen Gebiete statt finden.

Feuilles de route. II. *Instradierung der Truppen, Einrichtung der Marschrouten etc.*

ART. X. Die Marschrouten für die Königl. Preuss. Truppen, welche durch die Kurhessischen Lande marschiren, können nur allein von dem Königl. Preussischen Ministerio und dem Königl. Generalcommando in Sachsen, Westphalen und am Rhein mit Gültigkeit ertheilt werden, weil den benannten Truppen auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten weder Quartier noch Verpflegung etc. verabfolgt wird.

Von Kurhessischer Seite ertheilt das General-Kriegscollegium in Cassel allein die Marschrouten für die durch die Königl. Staaten auf der bestimmten Militärstrasse marschirenden Kurhessischen Truppen.

ART. XI. In den folchergestalt ausgestellten Marschrouten wird die Zahl der Mannschaft und Pferde, der Knechte und sonstigen Militärpersonen, wie auch der Soldatenweiber und Kinder, imgleichen die ihnen zukommende Verpflegung, nicht weniger der Bedarf an Transportmitteln, auf das Genaueste bestimmt, und
kann

kann über das darin angegebene Quantum nichts verlangt noch gegeben werden. 1817

Die Kurfürstlichen Behörden sollen von den Durchmärschen frühzeitig genug in Kenntniß gesetzt werden, und ist in dieser Hinsicht folgendes festgesetzt: die Detachements unter 20 Mann können nur den ersten und funfzehnten eines jeden Monats von dem letzten Preussischen Haupt-Etappenorte abgehen, widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten; sie sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Die Absendung von Arrestanten ist dagegen an keine besondere Zeit gebunden.

Den Detachements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher voranzuschicken, um bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden.

Größere Detachements sollen drey Tage zuvor angezeigt werden.

Ganze Bataillons, Escadrons u. s. w., müssen nicht allein wenigstens acht Tage vorher angemeldet, sondern es soll auch das Kurfürstl. General-Kriegscollegium in Cassel acht Tage zuvor durch die Königl. Behörden von dem Durchmarsche benachrichtiget und requirirt werden.

Einer solchen Truppenabtheilung, und wenn eins oder mehrere Regimenter durchmarschiren sollen, muß ein Officier oder Commissär, welcher von der Zahl und Stärke der Regimenter, und von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau unterrichtet ist, drey Tage vorausgehen, um die Dislocation dergestalt zu bewirken, daß an ein und demselben Tage an einem Etappen-Hauptorte nie mehr als ein Regiment Fußvolk oder Reuterey eintreffe.

ART. XII. Da eine hinreichende Anzahl Kurhessischer Dorfschaften angewiesen ist, und die Stadt Hersfeld, denen Kurhessischen Truppen zu einem Garnisonsorte dient, so soll die erwähnte Stadt von Einquartierung, so viel möglich, verschont bleiben, und nur bey großen Durchmärschen mit dem Stabe belegt werden können; auch soll hier wegen der bekannten Unfruchtbarkeit der Gegend, und des dadurch entstehenden Mangels an Lebensmitteln, von Königl. Preuss.

Seite

1817 Seite kein Rasttag verlangt werden, wenn nicht gar zu große Ermüdung der Leute und Pferde, allzuschlechtes Wetter, oder die unvermeidliche Reparatur an Artillerie, Bagage und Fuhrwerk derselben unumgänglich nöthig machen.

ART. XIII. In der Regel erhält der Generaldrey, der Stabsabsofficier zwey, und der Subalternofficier ein Zimmer; wenn jedoch die Anzahl der Truppen, oder des Orts Gelegenheit so viel Zimmer zu geben nicht gestattet, so müssen die Truppen sich mit weniger begnügen und das Zusammenlegen gefallen lassen.

Logement et nourriture.

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen, und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

ART. XIV. Einzeln reisende mit Marschrouten versehene Officiere und Militärbeamte erhalten zwar Quartier und Vorspann, die Frauen und Kinder derselben sind dazu jedoch nie berechtigt.

ART. XV. Beurlaubte und nicht im Dienste befindliche Militärpersonen haben weder auf Quartier noch auf Verpflegung und Transportmittel Anspruch zu machen.

ART. XVI. Die zum Quartier und Verpflegung berechtigten Truppen, welche die Unterofficiere und Soldaten, auch Knechte, desgleichen die in den Marschrouten ausdrücklich bemerkten Soldatenweiber und Kinder in sich begreifen, und wobey zwey Kinder für einen Kopf zu rechnen sind, werden auf die Anweisung der Etappenbehörden entweder bey den Einwohnern oder in Barackenstuben einquartiert und verpflegt; es findet aber von Seiten des Preuss. Gouvernements weder im Ganzen noch in einzelnen Artikeln einige Naturlieferung Statt. Die Anlage solcher Barackenstuben, welche in Wirths- oder sonstigen dazu schicklichen Häusern Statt finden soll, bleibt dem Kurfürstlichen Gouvernement überlassen und anheim gestellt. An Geräthschaften in diesen für Unterofficiere und Gemeine bestimmten Barackenstuben werden nur hinreichende Stühle oder Bänke, Hakenbretter und Lagerstroh erfordert.

ART. XVII. Die Commandirenden haben über die von den Quartierwirthen gestellten Naturalverpflegung und

und über die sonstigen Leistungen ordnungsmäßige, deutliche und hinreichend specielle Bescheinigungen zu ertheilen; sollten diese nicht gehörig ausgestellt oder ganz verweigert werden, so soll die von der Etappenbehörde pflichtmäßig geschehene Attestation der auf der Marschrouten geleisteten Lieferungen aller Art bey der Liquidation als gültige Quittung angenommen werden.

ART. XVIII. Zur allgemeinen Regel dient zwar, daß der Officier, so wie der Soldat, mit dem Tische seines Quartierwirths zufrieden seyn muß, jedoch kann jeder Unterofficier oder Soldat, auch jede andere zu diesem Grade gehörige Person, in jedem ihm angewiesenen Nachtquartier, sey es bey den Einwohnern oder in den Barackenstuben, verlangen: zwey Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halbes Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und Abends zu einer Mahlzeit gehört. Frühstück, Bier, Branntwein und Kaffee kann aber nicht anders als gegen baare Bezahlung an den Unterofficier und Soldaten gereicht, dagegen soll von den Ortsobrigkeiten dafür gesorgt werden, daß hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in den Etappenorten vorhanden ist, und daß der Soldat nicht übertheuert wird.

ART. XIX. Jeder Subalternofficier bis zum Capitain ausschließlich, erhält, außer Quartier, Holz und Licht, zur Mahlzeit Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch, auch zu Mittag und Abend jedesmal eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; zum Frühstück aber Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Branntwein. Der Capitain kann außer der vorerwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Die Frauen und Kinder der Officiere haben aber auf Verpflegung kein Recht.

ART. XX. Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern, und berichtigen ihre Beköstigung unmittelbar selbst. An solchen Orten, wo die Wirthshäuser nicht dazu geeignet sind, wo aber der ein oder andere Quartierträger für anständige Kost zu sorgen im Stande ist, soll der letztere von jedem Staabsofficier täglich einen Reichsthaler, und von jedem Obersten und General einen und einen halben Reichsthaler, alles in Golde,

386 Convention d'étappes entre la Prusse

1817 der Friedrichsd'or zu fünf Reichsthaler gerechnet, für die Beköstigung zu fordern und gleich baar zu empfangen berechtigt seyn.

ART. XXI. Für die Einquartierung und Verpflegung der Capitaine und Subalternofficiere, wie auch der Unterofficiere und Soldaten, imgleichen anderer berechtigten Militärpersonen, wird nach vorgängiger Liquidation von dem Königl. Preufs. Gouvernement vergütet, und dem Königl. Etappeninspector in Hersfeld oder in Preussisch Minden baar bezahlt: von jedem Nachtquartier für jeden Soldaten und eine jede in solchem Grade stehende Person 4 Groschen

für jeden Unterofficier 4 —

— — Subalternofficier . . . 12 —

— — Capitain 16 —

alles in Golde, der Reichsthaler zu vier und zwanzig gute Groschen und der Friedrichsd'or zu fünf Rthlr. gerechnet.

Für die Soldatenweiber und Kinder wird die nämliche Vergütung wie für die Soldaten, jedoch mit dem Unterschied geleistet, daß für zwey Kinder nicht mehr als für eine Frau bezahlt wird.

ART. XXII. Die Liquidation für die durch das Königl. Preussische Gebiet durchmarschirenden und beköstigt werdenden Kurhessischen Truppen wird nach dem im 24ten Artikel dieser Convention festgesetzten Vergütungsfusse berichtet.

ART. XXIII. Sollten hin und wieder durchmarschirende Königl. Preufs. Soldaten unterwegs krank werden, oder Verwundungen erhalten, und ohne Gefahr bis zur nächsten Preussischen Etappeninspection nicht zu transportiren seyn, so sollen dieselben auf Kosten ihres Gouvernements in einem Etappenhospital verpflegt werden, welches in Hersfeld seyn, und worüber der Königl. Etappeninspector die Aufsicht und Berechnung führen soll.

Das Local zu diesem Etappenhospital soll von der Kurhessischen Regierung unentgeltlich angewiesen werden; für die Anschaffung der erforderlichen Effecten, Verköstigung, Arznei, so wie für alle andere Bedürfnisse hat das Königl. Preufs. Gouvernement aber selbst zu sorgen, und die Kosten durch den Königl. Etappeninspector unmittelbar entrichten zu lassen.

ART.

ART. XXIV. Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten sollen für gute und reinliche Stallung sorgen. Königl. Preuss. Seits ist dagegen bey nachdrücklicher Strafe untersezt, daß die Preuss. Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartiergeber aus den Ställen ziehen und die ihrigen hinein bringen lassen. 1817

ART. XXV. Der Fouragebedarf wird in das in dem Etappen-Hauptort zu errichtende verhältnismäßige Etappenmagazin durch eingeborne Lieferanten beygeschafft, und das zum Magazin erforderliche Local durch letztere gestellt.

Von den Quartiergebern darf aber in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage anders als in der im folgenden 28ten Artikel bestimmten Art verlangt werden.

ART. XXVI. Die Fouragelieferung wird für einen von dem Königl. Preuss. Etappeninspector zu bestimmenden Zeitraum, in desselben oder seines Bevollmächtigten Gegenwart durch die Kurfürstl. Behörden öffentlich an den Mindestfordernden nach Hessischem Maass und Gewicht versteigert. Der nun erwähnte Königl. Inspector ist berechtigt, einen zweiten Versteigerungstermin zu verlangen und abhalten zu lassen, wenn die Preise des ersten Termins ihm zu hoch scheinen, in welchem Falle auch Ausländer concurriren können. Der letzte Termin ist aber in jedem Falle entscheidend und darf der Lieferant die im Kurfürstl. Hessischen Lande angekaufte Fourage ohne Erlaubniß der Landesbehörde nach auswärtigen Etappen nicht ausführen.

Die Bezahlung für die von den Lieferanten aus den Magazinen verabreichte Fourage wird durch die Königl. Etappeninspectoren sofort nach erfolgter Liquidation der darüber vorgelegten Rechnung und Quittungen etc. an die Lieferanten ohne Abzug entrichtet.

ART. XXVII. Die Fourage wird gegen ordnungsmäßige von den Königl. Etappeninspectoren zu visirende Quittungen der Empfänger aus den Magazinen nach obigem Maass und Gewicht abgegeben. Die dabey etwa entstehenden Streitigkeiten sollen von der Etappenbehörde sofort regulirt und entschieden werden.

1817 ART. XXVIII. Wenn die Zeit es nicht erlaubt, die Fourage aus den Etappenmagazinen beyzuschaffen, und die zu dem Etappenbezirke gehörende bequartierte Ortschaften müssen unvermeidlicherweise die Fourage im Orte selbst liefern, so steht es den Gemeinden jederzeit frey, solche nach Heillichem Maasse und Gewicht selbst auszugeben, und haben die Commandirten der Detachements dieselben von den Ortsobrigkeiten zur weitem Distribution gegen ordnungsmässige, gehörig autorisirte, Quittungen in Empfang zu nehmen.

Im Falle die Quittungen überhaupt verweigert oder vor dem Abmarsche der Truppen den Ortsobrigkeiten gar nicht eingehändigt werden, so soll die im 17ten Art. für einen solchen Fall bestimmte Verfügung und Abhülfe ohne gegenseitige Einwendung erfolgen.

ART. XXIX. Die Königl. Preuss. Etappenbehörde bezahlt an die Kurhessische Regierung zur weiteren Vertheilung an die Ortsobrigkeiten für die von diesen letzteren unvermeidlich gelieferte Fourage den nämlichen Preis, welchen die Lieferanten erhalten haben würden, wenn aus den Magazinen wäre fouragirt worden.

ART. XXX. Das Königl. Preuss. Gouvernement vergütet die Kurkosten für die etwa krank zurückgelassenen Pferde auf die von den Kurfürstl. Behörden attestirten Rechnungen.

ART. XXXI. Die durchmarschirenden Truppen bezahlen selbst alle Wagenreparaturen, Pferdebeschlag und sonstige Bedürfnisse an Schuhen u. s. w. gleich baar in den kostenden Preisen.

Trans-
ports.

IV. *Vorspann- und andere Transport-Mittel auch Fußboten betreffend.*

ART. XXXII. Die Transportmittel werden gegen ordnungsmässige und zur rechten Zeit ertheilte Quittungen den durchmarschirenden Truppen nur auf Anweisung der Etappenbehörden, und in soweit verabreicht, als das deshalb Nöthige in den förmlichen Marschrouten bemerkt worden.

ART. XXXIII. Für Kranke (mit Ausnahme derer, welche unterwegs Krank geworden sind, und ihre Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten

birten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen haben), für Tornister und Gewehre kann in den Marschrouten kein Transportmittel verlangt und eben so wenig von den Quartiermachern oder von den Commandeurs der Truppen selbst requirirt werden. 1817

ART. XXXIV. Die Etappenbehörden haben dafür zu sorgen, daß es an den nöthigen und gehörig verlangten Transportmitteln nicht fehle, und daß sie an den ihnen vorgeschriebenen Orten zur rechten Zeit eintreffen.

ART. XXXV. Unter Transportmitteln werden nur zweyrädrige und vierrädrige Karren und Leiterwagen, desgleichen angeschirrte Vorspannpferde auch Zugochsen verstanden, und sollen sechs Ochsen mit vier Pferden gleich geachtet werden.

Chaisen und Reitpferde werden nie gegeben.

ART. XXXVI. Auf ein Zugpferd soll nie mehr als 4 bis $4\frac{1}{2}$ höchstens 5 Centner gerechnet werden.

ART. XXXVII. Wenn bey Durchmärschen starker Armee-Corps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und die vorgeschriebene Ordnung solchemnach nicht genau beobachtet werden kann, so soll der Commandeur der in einem Orte bequartirten Abtheilung zwar befugt seyn, die nöthigen Transportmittel auf seine eigne Verantwortung zu requiriren; dieß muß aber schriftlich geschehen und an die Ortsobrigkeit gerichtet seyn, welche für die Stellung sothaner Mittel zu sorgen, der vorgedachte Commandeur aber die ordnungsmäßigen Quittungen für solche Stellung unweigerlich sogleich zu ertheilen hat.

ART. XXXVIII. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisende, zu Transportmitteln berechnete, Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft, sie können nur dann verlangen, am nämlichen Tage weiter transportirt zu werden, wenn deshalb eine ordnungsmäßige Anzeige Tage zuvor gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, Extra-Pferde auf eigene Kosten nehmen.

ART. XXXIX. Die quartiermachenden Commandanten dürfen auf keine Weise Transportmittel für sich requi-

1817 requiriren, wenn sie sich nicht durch eine schriftliche Ordre ihres Regiments- oder sonstigen befugten Commandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

ART. XL. Die Transportmittel werden nur von einem Etappenbezirk bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen; die durchmarschirenden Truppen sind aber gehalten, die Transportmittel sofort nach der Ankunft im nächsten Etappenbezirke zu entlassen.

ART. XLI. Die Entfernung von einem Etappenbezirke zum andern wird nach dem im 1sten bis 4ten Art. dieser Convention deshalb vorkommenden Bestimmungen gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitem oder nähern Weg zurückgelegt haben; ihr Weg bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anschlag gebracht.

ART. XLII. Den betreffenden Officieren und sonstigen Befehlenden, wird es bey eigener Verantwortung zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß die Wagen und Karren unterwegs nicht durch Personen oder Sachen beschwert werden, welche zum Fahren nicht berechtigt sind, auch sollen die erwähnten Officiere u. s. w. durchaus nicht zugeben, daß die Fuhrleute, so wenig als ihr Vieh, einer übeln Behandlung von Seiten der durchmarschirenden Truppen ausgesetzt sind.

ART. XLIII. Für jedes Pferd wird einschliesslich des erforderlich gewesenen Wagens auf jede Meile sechs gute Groschen, für einen einspännigen Karren aber neun gute Groschen, alles in Gold und in den im 1sten Art. dieser Convention festgesetzten Münzen vergütet, auch für sechs Ochsen soviel als für vier Pferde bezahlt.

ART. XLIV. Die Fußboten und Wegweiser dürfen von dem durchmarschirenden Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten der Orte, worin die Nachtquartiere sind, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren.

ART. XLV. Nach vorgängiger Liquidation, welche die Königl. Etappeninspectoren zu prüfen und die
Richtig-

Richtigkeit der angegebenen Entfernungen darinnen zu attestiren haben, soll für jeden Fußboten und Wegweiser auf jede Meile vier gute Groschen in Gold nach dem im 21sten Artikel dieser Convention erwähnten Münzfußes bezahlt, der Rückweg der Boten und Wegweiser dabey jedoch nicht in Anregung gebracht werden. 1817

V. Ordnung und Militärpolizei betreffend.

Police
mili-
taire.

ART. XLVI. Anstände zwischen den bequartierten Einwohnern und den durchmarschirenden Officiers und Soldaten und etwanige Beschwerden werden durch die Kurfürstlichen Behörden und den Königl. Preuss. commandirenden Officier gemeinschaftlich mit dem Königl. Etappeninspector beseitigt.

ART. XLVII. Für die Erhaltung der Eintracht zwischen den Soldaten und Bequartierten haben die commandirenden Officiere sowohl als die Etappenbehörden mit Eifer und Ernst Sorge zu tragen. Der Königl. Etappeninspector hat über diesen Gegenstand gleichfalls zu wachen, und seine Sorge dahin zu richten, daß es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben vertragemäßig mit Recht und Billigkeit verlangen können. Er hat auch darauf zu achten, daß die Wege stets in gutem Stande erhalten werden. Nöthigenfalls kann er bey den Landesbehörden Beschwerde führen.

ART. XLVIII. Die Kurheffische Etappenbehörde ist berechtigt, mit Ausnahme der Oberofficiere und der Personen von gleichem Range, jeden Militär von welchem Grade er auch sey, welcher sich thätliche Mißhandlungen seines Wirths oder eines andern Kurheffischen Unterthanen erlaubt, oder sonstige Excesse begeht, zu arretiren und zur weitem Untersuchung und Bestrafung an den Königl. Commandirenden oder an die nächste Preuss. Behörde unter Mittheilung eines Protocolls abzuliefern. Den Kurheffischen Etappencommandanten muß von der Entscheidung der Sache durch die gegenseitige Behörde Nachricht ertheilt werden.

ART. XLIX. Jeder durch Excesse der Königl. Truppen, ohne Unterschied des Grades, entstandene Schaden wird, mit Inbegriff des durch die Militärfahren erweislich zu Grunde gerichteten oder nach Beendigung

1817 gung derselben an den Folgen der Erhitzung krepirten oder sonst unbrauchbar gewordenen Zugviehes, oder der sonstigen durch die Dienstleistung ruinirten Transportmittel, durch drey Kurhessische verpflichtete, und zu diesem Ende ihrer Unterthanenpflichten entlassene, gemeinschaftlich mit dem Königl. Etappeninspector gewählte Taxatoren abgeschätzt, das Taxatum von der Etappenbehörde attestirt, und der Durchschnittsbetrag liquidirt, dieser auch zur nämlichen Zeit mit der übrigen Liquidation von dem Königl. Gouvernement baar vergütet, wöfern durch ein vom Ortsvorsteher und zweyen Zeugen der Gemeinde pflichtmäsig ausgestelltes schriftliches Zeugniß erwiesen ist, daß das Zugvieh ganz gesund angesetzt worden.

Ueber etwanige Differenzen bey der Schätzung des erfolgten Schadens, worüber die Taxatoren und Etappenbehörden sich mit dem Etappeninspector zu vereinigen nicht vermögen, erkennt das Kurfürstl. General-Kriegscollegium in Kassel, welches die Königl. Behörden von der von ihm ertheilten Entscheidung in Kenntniß zu setzen hat.

ART. L. Der Inhalt dieser Convention soll den durchmarschirenden Königl. Preuss. Truppen sowohl, als den Kurhessischen betroffenen werdenden Unterthanen zeitig bekannt gemacht und vollständige Auszüge aus derselben zu beider Theile Wissenschaft auf den Etappen ange schlagen werden.

VI. Liquidation.

ART. LI. Die Liquidation über die Leistungen und Lieferungen aller Art, imgleichen über die allenthalben Schadensvergütungen, wird nach Ablauf eines jeden Vierteljahrs zwischen dem Königl. Etappeninspector zu Hersfeld und Preussisch-Minden und einem Kurfürstl. Commissarius für alle Etappenbezirke geschlossen, und die Zahlung hiernach von den betreffenden Etappeninspectoren sogleich geleistet.

VII. Allgemeine Bestimmungen.

ART. LII. Diese Etappenconvention ist in allen anwendbaren Fällen reciprok, und tritt vom ersten Januar

Januar 1817 an in Kraft; sie endet mit dem Jahre 1821, unter dem Vorbehalte, daß solche nach Ablauf dieser Frist stillschweigend fortdaure, wenn nicht von Seiten der Allerhöchsten Contrahenten, nach vorgängiger halbjähriger Aufkündigung, eine weitere Vereinbarung Statt findet. 1817

Für den Fall eines in der Zwischenzeit eintretenden Krieges, sollen die abzuändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft festgesetzt werden.

ART. LIII. S. K. H. wollen aus bewegenden Ursachen dem gegenseitigen Verlangen nachgeben und genehmigen, daß auf die Zeit, während welcher die Königl. Preussische, dormalen in Frankreich stehende Occupationsarmee in dem letztgedachten Lande verbleiben wird, von der Hälfte der auf den vorgeschriebenen Militärstraßen durchmarschirenden Königlich Preuss. Truppen nur die Hälfte der im 21sten, 43sten und 45sten Artikeln dieser Convention festgesetzten Vergütungspreise liquidirt und berichtigt werden. Auch wenn seiner Zeit der Rückmarsch des Königl. Armee-corps aus Frankreich erfolgt, so wird für das gesammte Corps nur die Hälfte der Vergütungspreise liquidirt; dagegen wird nach diesem Rückmarsch für die auf sämmtlichen Militärstraßen marschirenden Königl. Truppen der volle Vergütungsbetrag angesetzt.

ART. LIV. Diese Convention soll ratificirt und die gegenseitige Ratification derselben binnen den nächsten vier Wochen hier ausgewechselt werden.

So geschehen zu Berlin, den 9ten May 1817.

(L. S.) LUDWIG VON WOLZOGEN.

(L. S.) R. VON LORENTZ.

40.

1817 Convention entre S. M. le Roi de Prusse et
 22 Mars S. A. R. le G. D. de Hesse, signée à Mun-
 ster le 12 Mars 1817 avec un Supplément
 signé à Gieffen le 6 Juil. 1817.

a.

*Convention zwischen des Königs von Preussen
 Majestät und Seiner Königlichen Hoheit dem
 Großherzog von Hessen; geschlossen zu Mün-
 ster den 12ten März 1817.*

(Gesetzsamml. für die Königl. Preussischen Staaten.
 Anfang 1818. p. 138-141.)

Da bey der den unterzeichneten Königlich-Preussischen und Großherzogl. Hessischen Bevollmächtigten übertragenen endlichen Vollziehung des Staats-Vertrags vom 3sten Junius 1816, wodurch S. K. H., der Großherzog von Hessen, das Herzogthum Westphalen und die Oberhoheit und Lehnherrlichkeit über die Grafschaften Wittgenstein-Wittgenstein und Wittgenstein-Berleburg an die Krone Preussen abgetreten haben, mancherley Anstände vorgekommen waren, welche durch die bisherigen schriftlichen Unterhandlungen nicht beseitiget werden konnten, und da insbesondere auch die genaue Ausmittlung und Einziehung der in jenem Staatsvertrage Großherzoglich-Hessischer Seits vorbehaltenen Cammeral-Rückstände immer noch eine besondere Großherzogl. Administration im Herzogthum Westphalen auf geraume Zeit nöthig machen, hierdurch aber die zwischen dieser Administration und den Königl. Preussischen Behörden wegen des beiderseitigen Gebrauchs der einschlägigen Acten und Rechnungen bisher schon öfters entstandenen Collisionen vermehrt, und die definitive Erledigung des Staatsvertrags noch mehr aufgehalten werden würde; da endlich auch die vertragmäßige Betreibung jener Rückstände

Rände den Ruin vieler Debenten — jetzt Königlich Preussischer Unterthanen — zur Folge haben würde; so haben die unterzeichneten Bevollmächtigten eine, die Beseitigung aller dieser Anstände und Schwierigkeiten, und die endliche Erledigung aller bisher verhandelten Ausgleichungspuncte schnell herbeyführende Uebereinkunft, dem Interesse beider Staaten für zuträglich erachtet. In dieser Erwägung haben die unterzeichneten beiderseitigen Bevollmächtigten in heute dabier gehaltenen mündlichen Conferenzen folgende Convention, jedoch mit Vorbehalt der Genehmigung ihrer hohen Gouvernements, abgeschlossen.

ART. I. Sämmtliche noch vorhandene vom ersten Julius 1816 in dem Herzogthum Westphalen bestandene Criminal-Rückstände, werden mit allen Rechten, welche man Großherzoglich-Hessischer Seits darauf hatte, an Preussen abgetreten.

ART. II. Für diese Rückstände entrichtet Preussen zur Großherzogl. Hessischen Staats-Casse die Summe von 132,835 Fl. 45 Xr., geschrieben: Ein hundred und zwey und dreyßig tausend achthundert und fünf und dreyßig Gulden 45 Kreuzer in 24 Fl. Fuß.

ART. III. Preussen übernimmt alle der Großherzogl. Hessischen Verwaltung im Herzogthum Westphalen am 1sten Julius 1816 obgelegene Zahlungsschuldigkeiten, überhaupt alle gerichtliche und außergerichtliche Ansprüche, welche entweder aus den Zeiten der ehemaligen Kurcöllnischen oder aus den Zeiten der nachherigen Großherzogl. Hessischen Regierung an Hessen gemacht worden sind, oder etwa noch gemacht werden, wogegen Hessen alle am 1sten Julius 1816 vorhandenen gewesene Cassen- und Naturalienvorräthe an Preussen abtritt.

ART. IV. Da hiernach Preussen auch für die Zinsforderung eintritt, welche von den Darleibern der von den leiztverstorbenen Herrn Kurfürsten von Cölln in Münster aufgenommenen sogenannten Krönungscapitalien an Hessen früherhin gemacht worden ist, wozu jedoch das Beytragsverhältniß noch nicht ausgemittelt war, so werden dagegen Großherzogl. Hessischer Seits auch diejenigen Ansprüche an Preussen cedirt, welche wegen der Kurcöllnischen Schulden, vermöge

1817

Arrêtés des.

In compensation

Dettes d'administration.

Intérêts pré-tentifs contre la France.

1817 möge eines am 11ten May 1810 zwischen Frankreich und dem Großherzogthum Hessen abgeschlossenen Vertrags, an Frankreich gemacht werden können, und auf gleiche Weise gehen auch diejenigen Ansprüche an Preussen über, welche Großherzogl. Hessischer Seits sowohl wegen der gedachten Krönungscapitalien, als auch wegen anderer Forderungen an S. K. H. den Erzherzog Maximilian von Oesterreich-Este, als Testamentserben des letzt verstorbenen Herrn Kurfürsten von Cölln gemacht werden.

Depen-
ses déjà
faites.

ART. V. Bey der Verwendung derjenigen Kammeralrückstände, welche seit dem ersten Julius 1816 bereits eingegangen sind, behält es sein Bewenden, und es werden desfalls weder von der einen, noch von der andern Seite Ansprüche gemacht.

Capital
de Für-
stenberg

ART. VI. Das für die ehemalige Kammercasse des Herzogthums Westphalen am ersten May 1815 bey dem Freiherrn von Fürstenberg zu Herdringen aufgenommene Capital von 30,000 Gulden wird von Preussen übernommen; Hessen läßt sich aber dagegen an der im zweyten Artikel stipulirten Summe 15,000 Gulden in Abzug bringen. Preussen befördert gleich nach erfolgter Ratification dieser Uebereinkunft die Zurückgabe der über jenes Capital ausgestellten Obligation.

Créan-
ces de
caisses
particu-
lières.

ART. VII. Die aus der Bonner Universitätscasse und aus der Westphälischen Dispensationscasse der ehemaligen Arnsberger Hofkammercasse vorgeschossenen Capitalien, jedes von 1000 Gulden, werden von Hessen übernommen, und von der im zweyten Artikel dieser Convention bestimmten Vergleichssumme ebenfalls abgerechnet.

Depôts.

ART. VIII. Die in die vorbemeldete Kammercasse geflossenen, noch nicht zurückgezahlten Depositen, nebst denen davon bis zum ersten Julius 1816 erfallenen Zinsen, läßt sich Hessen im Betrage von 18,721 Gulden ebenfalls von der bemerkten Vergleichssumme in Abzug bringen.

Suc-
cum-
benz-
Gelder.

ART. IX. Dagegen werden die in Großherzogl. Cassen aus dem Herzogthum Westphalen und aus den Wittgensteinschen Grafschaften entrichteten Succumbenzgelder, in sofern sie nicht schon verfallen, oder an die Interessenten zurückgezahlt sind, und vermöge der

der erfolgenden richterlichen Erkenntnisse noch zurückgefordert werden können, Preussischer Seits zur Zahlung übernommen. 1817

ART. X. Unter denen im ersten Art. an Preussen abgetretenen Kammerrückständen sind nicht begriffen: Exceptions à l'art. I.

- a) Die Ober-Kriegs-Kanzleiposteln, welche die Großherzogl. Hessische Kriegscasse in Darmstadt aus dem Herzogthum Westphalen noch zu fordern hat, so wie der Ersatz, der aus den Hessischen Fruchtvorräthen für das Preussische Militär seit dem 1sten Julius v. J. bezogenen Brotrüchte;
- b) die bereits angewiesenen Beyträge des Herzogthums Westphalen zur Zuchthauscasse zu Marienschloß, und die durch den Transport der von dort abgelieferten Züchtlinge entstandenen Kosten;
- c) der rückständige Beytrag aus den Wittgensteinschen Grafschaften zu dem Fuhr- und Macherlohn des Gieser-Dicastral-Befoldungsholzes; und
- d) die in dem Herzogthum Westphalen nach der Uebergabe des Landes noch eingegangenen Naturalbefoldungs-Gelder.

Die Beträge dieser Posten werden aus denjenigen Königl. Cassen, in welche sie erhoben werden, an die Großherzoglich Hessischen Bevollmächtigten baar ausbezahlt.

ART. XI. Ferner werden von den abgetretenen Kammeralrückständen noch ausdrücklich angenommen: Item.

- 1) Die im Herzogthum Westphalen und im Wittgensteinschen noch vorhandenen Hessischen Stempelpapier-Rückstände;
- 2) die Kauffchillinge für verkaufte Trainpferde, und die privatrechtlichen Forderungen der Kriegscasse an ehemalige Militärlieferanten und andre Individuen;
- 3) Die im Herzogthum und in dem Wittgensteinschen noch vorhandenen Rückstände der Großherzogl. Invaliden Anstalt, für Zeitungen, Kalender und Inserat-Gebühren.

Die Beytreibung dieser Forderungen bleibt den Hessischen Behörden nach wie vor unbenommen.

ART. XII. Auf die Fonds der ehemaligen Universität zu Bonn, der dortigen Armenanstalten und der Fonds
tione
auf. pieuses.

1817 aufgehobenen geistlichen Corporationen des linken Rheinufers; wird Großherzogl. Hessischer Seits verzichtet, dagegen aber zur Deckung des dem gedachten Fonds der Bonner Universität auferlegten jährlichen Beytrags von 700 Gulden für die Universität Gießen, ein dreyprocentiges Capital im Betrage 23,333 $\frac{1}{3}$ Gulden innerhalb 6 Monaten zum Fonds der Universität Gießen von Preussischer Seite baar entrichtet. Auch wird dasjenige, was von dem bemerkten jährlichen Beytrage von 700 Fl. noch rückständig ist, oder bis zur Abzahlung des vorbemerkten Capitals noch erfüllt, ebenfalls an die Universitätscaße zu Gießen abgeführt.

Pension
individuelle.

ART. XIII. Die auf die Fonds der aufgehobenen überrheinischen Corporationen gelegte jährliche Pension von 200 Gulden für das Kind des ehemals bey dem Straßenbau im Herzogthum Westphalen angestellt gewesenen Ingenieurs Größmann, wird bis zur Volljährigkeit dieses Kindes aus den bemeldeten Fonds so wie bisher jährlich fort entrichtet, auch der bereits erwachsene Rückstand dieser Pension baldigt abgeführt. Eben so wird auch für die Verköstigung des Ingenieurs Größmann, so lange derselbe in Hofheim bleibt, der ausgesetzte jährliche Betrag von 200 Fl. nebst dem allenfalligen Rückstand aus eben gedachten Fonds entrichtet.

Arrê-
rés des
comités
de Witt-
genstein

ART. XIV. Von Großherzogl. Hessischer Seite werden die in den Wittgensteinschen Grafschaften noch vorhandenen, am 1sten Julius 1816 schon bestandenen Rückstände der ordinären Steuern und der in die Großherzogl. Staatscaße geflossenen extraordinären Kriegssteuer an Preussen abgetreten, wogegen Preussen alle etwa noch bestehende Verbindlichkeiten der Großherzogl. Hessischen Verwaltung in den beiden Grafschaften übernimmt, und für alle Ansprüche eintritt, welche an Hessen aus der ehemaligen oberhoheitlichen Administration dieser Grafschaften, entweder schon gemacht worden sind, oder etwa noch erhoben werden.

Excep-
tions.

ART. XV. Ausgenommen von dieser Abtretung sind die Rückstände derjenigen Steuern, welche für die Landes-Kriegskosten-Casse in Gießen ausgeschrieben worden sind, so wie auch alle und jede Steuer-rückstände der beiden Herren Fürsten von Wittgenstein, wogegen denn aber auch Preussen, die Tilgung der

An-

Ansprüche dieser Herren Fürsten, von Hessen nicht zu übernehmen hat. 1817

ART. XVI. Wegen des von den Wittgensteinischen Grafschaften zu nehmenden Antheils an den Schulden, welche auf die obenerwähnten Land - Kriegskosten-Casse in Gießen während des Zeitraums, wo die beiden Grafschaften unter Großherzogl. Hessischer Oberhoheit gestanden haben, contractirt worden sind, wird eine besondere billige Uebereinkunft getroffen werden, sobald man sich Preussischer Seits von dem Bestande und den Verhältnissen jener Schulden, durch einen baldigst nach Gießen abzuschickenden Bevollmächtigten, näher unterrichtet haben wird. Caisse des dits comtes.

ART. XVII. Die active und passive Theilnahme der Wittgensteinischen Unterthanen an der Hessischen Brandversicherungs-Anstalt wird Großherzogl. Hessischer Seits bis zu Ende des Jahres 1816 nachgegeben, dergestalt, daß die zwar nach dem 1ten Julius, aber noch vor Ende Decembers 1816 in den Wittgensteinischen Grafschaften entstandenen Brandschäden noch aus der gedachten Anstalt verordnungsmäßig, jedoch mit Aufrechnung dessen, was die Wittgensteinischen Unterthanen zu der Hessischen Brandcasse noch verschulden, vergütet werden, wogegen diese Unterthanen aber auch, wie es sich von selbst versteht, zu dem im Hessischen Gebiete während des Zeitraums vom 1ten Julius bis Ende Decembers 1816 noch entstandenen Brandschäden verordnungsmäßig beytragen müssen. Caisse d'assurance.

ART. XVIII. Der bare Vorrath, welcher sich am ersten Julius 1816 in der zu Arnberg bestandenen Filialcasse der Großherzogl. Hessischen Civildienen - Wittwenanstalt befunden hat, nebst den ausstehenden Eintrittsgeldern und Beyträgen, ferner die Capitalien, welche dieses Institut in dem Großherzogthum Westphalen angelegt hat, und welche zusammen 30,441 Gulden 12 Xr. einschließlic des Ponceitischen Capitals betragen, und die aus dem Herzogthum zur Hauptcasse in Darmstadt eingezogenen Fonds, im Betrage von 11,000 Gulden, werden an Preussen dergestalt abgetreten, daß die Obligationen über die im Herzogthum angelegten Capitalien nach erfolgter Ratification dieser Uebereinkunft, an Preussen ausgeliefert, die nach Darmstadt eingezogenen 11,000 Fl. aber Caisse des veuves.

1817 aber von der im zweiten Artikel dieser Convention für Hessen stipulirten Summe abgerechnet werden.

Pensions: ART. XIX. Dagegen übernimmt Preussen vom ersten Julius 1816 an, die Pensionen für die bereits vorhandenen Wittwen und Waisen der schon verstorbenen, im Herzogthum Westphalen angestellt und an der Hessischen Civildieners-Wittwenanstalt theilhaftig gewesenen Diener nach den Bestimmungen der Verordnung, worauf sich jene Anstalt gründet. Desgleichen übernimmt Preussen alle Verbindlichkeiten, welche der gedachten Wittwenanstalt gegen die noch lebenden Westphälischen Diener bisher oblagen, und tritt für alle Ansprüche dieser Diener dergestalt ein, daß die Hessische Civildieners-Wittwenanstalt aller Prästationen für die Westphälischen Theilhaftigen gänzlich entledigt wird.

Caisse de veuves de forestiers. ART. XX. Die zu der Großherzoglich Hessischen Forstdieners-Wittwenanstalt von Forstdienern des Herzogthums Westphalen entrichteten Antrittsgelder werden an Preussen abgegeben, und wenn die Antrittsgelder nicht baar bezahlt, sondern blos versichert worden sind, die Versicherungsurkunden an Preussen ausgeliefert, und hierdurch jene Anstalt aller Verbindlichkeiten gegen die Forstdieners und die Wittwen und Waisen verstorbener Forstdieners entledigt. Diese Verbindlichkeiten und namentlich die Pensionen der bereits vorhandenen Wittwen und Waisen verstorbener Westphälischen Forstdieners, welche Pensionen dergestalt zusammen jährlich 520 Gulden ausmachen, werden von Preussen auf die Staatscasse übernommen.

Caisse de veuves Hessische. ART. XXI. Die von Civildieners in den Wittgensteinischen Grafschaften zu der Hessischen Civildieners-Wittwenanstalt bezahlten 302 Fl. 40 Kr. betragenden Antrittsgelder werden ebenfalls an Preussen abgegeben, und dagegen alle Ansprüche dieser Diener an das Hessische Wittweninstitut von Preussen gleichfalls übernommen.

stipulations en revanche. ART. XXII. Auf gleiche Weise, und unter gleicher von Preussen zu übernehmender Verbindlichkeit, werden die Antrittsgelder, welche Officiere, die aus Hessischen in Preussische Dienste getreten sind, zur Hessischen Officiers-Wittwenanstalt bezahlt haben, und welche zusammen 900 Gulden ausmachen, an Preussen abge-

abgegeben. Die Pensionen aber, womit die Hessische Officers-Wittwencasse für die im Herzogthum Westphalen bereits vorhandenen vier Officers-Wittwen schon belastet war, und welche zusammen jährlich 1125 Gulden betragen, werden aus derselben Casse fernerhin statutenmäßig entrichtet. Was zur Berichtigung dieser Wittwenpensionen aus Preussischen Casen bisher bezahlt worden ist, wird von Hessischer Seite ersetzt.

ART. XXIII. Die Wittwen verstorbener Unterofficiere und gemeiner Soldaten aus dem Herzogthum Westphalen und aus den Wittgensteinischen Grafschaften haben an den Hessischen Militärwittwencassen keinen Anspruch.

Veuves de sous-officiers et soldats.

ART. XXIV. Nach vorstehender Uebereinkunft hat Preussen an Hessen zu entrichten:

Liquidation.

zufolge des 1ten Artikels	132,835 Fl. 45 Xr.
zufolge des 12ten Artikels	23,333 — 20 —

also zusammen — 156,169 — 5 —

Von dieser werden abgerechnet
und von Hessen an Preussen
vergütet:

nach Art. 6.	15,000 Fl. — —
— — 7.	3,000 — —
— — 8.	18,721 — —
— — 18.	11,000 — —
— — 21.	502 — 30 —
— — 22.	900 — —

mithin zusammen 49,123 Fl. 30 Xr.

Nach Abzug dieses Betrags hat
Preussen an Hessen noch zu ent-
richten 107,045 Fl. 35 Xr.

Diese einhundert siebentaufend vierzig fünf Gulden dreysig fünf Kreuzer im 24 Guldenfuß werden in der Art abgeführt, daß innerhalb sechs Monaten nach erfolgter Ratification dieser Convention an die Universitätskasse in Gießen 23,333 Fl. 20 Xr. und innerhalb drey Monaten an die Großherzogl. Generalcasse in Darmstadt 40,000 Fl. und innerhalb sechs Monaten nach der Ratification der Rest mit 43,712 Fl. 15 Xr. an die gedachte Generalcasse baar entrichtet werden. Diese

1817 Zahlungen geschehen in Frankfurt, und von Preussischer Seite werden gleich bey der Ratification die desfalligen Anweisungen auf ein dortiges Handelshaus ausgestellt werden.

Mode
de paye-
ment.

ART. XXV. Auf diese von Preussen und Hessen zu entrichtenden Summen soll durchaus kein Anspruch weder im gerichtlichen noch im aussergerichtlichen Wege zugelassen, und die Zahlungen sollen aus keiner Rücksicht verweigert, oder über die festgesetzten Termine hinaus verschoben werden.

Ratifi-
cation.

ART. XXVI. Die unterzeichneten beiderseitigen Bevollmächtigten werden diese Convention schleunigst an ihre Gouvernements befördern, und die Ratificationen sollen, so bald sie erfolgt sind, in Arnberg ausgetauscht werden.

Zur Beurkundung wird diese Convention zweymal ausgefertigt, und von den beiderseitigen Bevollmächtigten eigenhändig unterzeichnet.

So geschehen zu Münster, am 12ten März 1817.

LUDWIG V. VINCKE. WILHELM V. KOPF.

GEORG PHILIPP FRIEDRICH HABERKORN.

b.

6 Jul. *Nachtrag zu der zwischen des Königs von Preussen Majestät und des Großherzogs von Hessen Königl. Hoheit zu Münster den 12. März 1817 geschlossenen Convention.*

(Gesetzsammlung für die K. Preussischen Staaten. Anfang 1818. p. 141. 142.)

In dem am 1sten März dieses Jahre zu Münster zwischen den Königl. Preuss. und Großherzogl. Hessischen, zur Uebnahme und Uebergabe der Großherzogl. Hessischen Länderabtretungen bevollmächtigten Commissarien abgeschlossenen Vergleich, ist vereinbart worden:

ART. XIV. Von Großherzogl. Hessischer Seite werden die in den Wittgensteinischen Grafschaften noch vor-

vorhandenen; am ersten Juli 1816 schon bestandenem 1817
 Rückstände der ordinären Steuern und der in die Großherzogl. Staatscasse geflossenen extraordinären Kriegsteuer an Preussen abgetreten, wogegen Preussen alle etwa noch bestehende Verbindlichkeiten der Großherzogl. Hessischen Verwaltung in den beiden Grafschaften übernimmt, und für alle Ansprüche eintritt, welche an Hessen aus der ehemaligen oberhoheitlichen Administration dieser Grafschaften entweder schon gemacht worden sind, oder etwa noch erhoben werden.

ART. XV. Ausgenommen von dieser Abtretung sind die Rückstände derjenigen Steuern, welche für die Landeskriegskosten - Casse in Gießen ausgegeschrieben worden sind, so wie auch alle und jede Steuer-Rückstände der beiden Herrn Fürsten von Wittgenstein, wogegen denn aber auch Preussen die Tilgung der Ansprüche dieser Herrn Fürsten von Hessen nicht zu übernehmen hat.

ART. XVI. Wegen des von den Wittgensteinischen Grafschaften zu nehmenden Anthells an den Schulden, welche auf die oben erwähnte Landeskriegskosten-casse in Gießen, während des Zeitraums, wo die beiden Grafschaften unter Großherzogl. Hessischer Oberhoheit gestanden haben, contrahirt worden sind, wird eine besondere billige Uebereinkunft getroffen werden, so bald man sich Preussischer Seits von dem Bestande und den Verhältnissen jener Schulden, durch einen baldigst nach Gießen abzuschickenden Bevollmächtigten näher unterrichtet haben wird.

Es sind daher beiderseitige Commissarien in Gießen zusammengetreten, Königlich-Preussischer Seits der Regierungsrath Westphäl, Mitglied der Königl. Regierung zu Arnberg, Großherzogl. Hessischer Seits der Hofkammerdirector von Köpp, und haben, nachdem sie sich gegenseits über ihre Vollmachten ausgewiesen haben, folgende Vereinbarung getroffen.

ART. I. Großherzogl. Hessischer Seits wird gegen Renonciations
d. l. p.
de la
Hesse.
 Entrichtung der im Artikel 2. bemerkten Summe, allen und jeden Ansprüchen entlagt, welche auf Theilnahme der Aemter Caasphe und Berleburg an den zur Tilgung der Kriegskosten contrahirten Schulden, an rückständigen Geld- und Naturalleistungen, und an der Provinzial - Parification für den Zeitraum in
 Cc 2 dem

1817 dem sie unter Großherzogl. Hessischer Oberhoheit gestanden haben, gebildet werden könnten.

Somme
averfio-
nale en
échange

ART. II. Dagegen wird Königl. Preussischer Seits versprochen, eine Aversional-Summe von zwanzigtausend fünf hundred Gulden in 24 Fl. Fuß und zwar in conventionsmäßiger Münze, oder in verfallenen vom Landes-Kriegscommissariate creirten Obligationen, Cassenscheinen und Zinscoupons in sechs und zwanzig $\frac{1}{2}$ jährigen Raten von siebenhundert und achtzig Gulden sieben und zwanzig und neun dreyzehn Theil Kreuzer, wovon die erste am ersten Januar eintausend achthundert und achtzehn, und die letzte am ersten July eintausend achthundert und dreyßig fällig ist, zur Landeskriegs-Commissariatscasse der Provinz Oberhessen einzuzahlen. Ausserdem wird Königl. Preussischer Seits allen und jeden Ansprüchen entlagt, welche von den Grafschaften Wittgenstein an das Großherzogthum Hessen, wegen noch unberichteter Kriegsprästationen derselben, insbesondere wegen gelieferter Fourrage, geleisteter Fuhren, oder getragener Einquartierung, sodann wegen der von fremden Gouvernements entweder bezahlten oder noch zu bezahlenden Vergütungen für Kriegsleistungen während des Zeitraums, in dem die erlangten Grafschaften unter Großherzogl. Hessischer Oberhoheit gestanden haben, gemacht werden könnten.

Créance
à la
charge
du bail-
lage de
Bieden-
kopf.

ART. III. Da die Forderung der Aemter Cassphe und Berleburg an das Amt Biedenkopf wegen geleisteter Hilfsfuhren als eine Privatforderung gedachter Aemter unter sich angesehen werden muß, so ist sie unter dem gegenwärtigen Abkommen nicht begriffen; indessen wird Großherzogl. Hessischer Seits versprochen, dafür zu sorgen, daß die Betheiligten bald befriedigt werden.

Renfeignemens
à four-
nir.

ART. IV. Wenn die Königl. Preussischen Behörden, wegen der von den Wittgensteinischen Grafschaften getragenen Kriegslasten fernere Auskunft verlangen sollten, so soll sie ihnen von den einschlägigen Großherzogl. Hessischen Behörden nicht nur ertheilt, sondern auch die betreffenden Verhandlungen zur Einsicht vorgelegt werden.

ART.

Art. V. Die Allerhöchste Ratification dieses Ver- 1817
gleichs wird beiderseits vorbehalten.

Ratifica-
tion re-
servée.

So geschehen Gießen, am 6ten Juli 1817.

(L. S.) WESTPHAL.

(L. S.) v. KOPP.

41.

*Procès verbal des Commissaires de S. M. le 9 Avril.
Roi de Prusse et de S. A. R. le Grand-Duc
d'Oldenbourg portant la remise des territoires
cédés par S. M. Prussienne au G. D. d'Olden-
bourg en exécution de l'art. 51. de l'acte de
congrès de Vienne, signé le 9 Avr. 1817.*

(Copie manuscrite mais sûre.)

Nachdem Se. Majestät der König von Preussen bey der
an Allerhöchst Dieselben von Sr. Majestät dem Kaiser
von Oesterreich durch die, im November 1815 in Paris
getroffene Uebereinkunft geschehene Abtretung der,
Sr. K. K. Apostolischen Majestät durch den 51sten Art.
der am 9ten Juny zu Wien geschlossenen Congress-Acte,
im ehemaligen Saar-Departement zugefallenen Landes-
theile, die Verbindlichkeit übernommen haben, die
Bestimmungen des 49sten Art. der gedachten Congress-
Acten in Ausübung zu bringen, und nachdem Se. Königl.
Preuss. Majestät am 1ten Julius 1816 in dem wirklichen
Besitz dieser Landestheile dergestalt getreten sind, daß
dieselben als schon unter dem 1ten May desselben Jah-
res mit allen Eigenthums- und Landeshoheits-Rechten
an die Krone Preussen übergegangen, angesehen wer-
den; So haben Se. Königl. Majestät in Uebereinstim-
mung mit ihren hohen Verbündeten, Ihren Majestäten
den Kaisern von Oesterreich und Rußland und dem
König von Großbritannien, für Se. Königl. Hoheit den
Großherzog von Oldenburg, die in obgedachtem
Art. 49. der Congress-Acte ausbedungenen Landes-
theile ausmitteln lassen, und Se. Königl. Hoheit zur
Annahme dieser Landestheile eingeladen.

1817

In Gemäßheit dieses, sind nunmehr zur wirklichen Uebergabe und Uebernahme derselben Commissarien ernannt worden, nemlich: von Seiten des Königl. Preuss. Hofes der Director der Königl. Regierung zu Koblenz 1te Abtheilung, Ritter des rothen Adler-Ordens 3ter Classe, Freyherr von Schmitz-Grollenburg, und von Seiten Sr. Königl. Hoheit des Großherzogs von Oldenburg der Präsident des Oberappellations-Gerichts zu Oldenburg und Bundestags-Gesandte, Commandeur des Guelphen-Ordens, Günther Heinrich von Berg, und der Regierungsrath Ludwig Conrad Leopold Wibel, welche am heutigen Tage zusammengetreten sind, und nach Auswechslung ihrer beiderseitigen, in völliger Richtigkeit und Gültigkeit befundenen in der Anlage sub. lit. A. beyliegenden Vollmachten, nachstehende Punkte mit einander verabredet und beschlossen haben. Der Königlich-Preussische Uebergabe-Commissarius erklärt demnach, daß er

Cession
de la
part de
la Prusse

1. den Canton Herrstein, so wie er unter der französischen Verwaltung des Saar-Departements bestanden hat, mit Ausnahme der Gemeinde Hottenbach, Hettershausen, Asbach, Schauern, Kämpfeld und Bruckweiler, welche Preussen verbleiben;
2. Den ganzen Canton Birkenfeld;
3. vom Canton Hermerskeil die Gemeinden: Soetern, Boosen und Schwarzenbach;
4. vom Canton Wadern die Gemeinden: Nennkirchen, Sellbach, Gonnesweiler und Eyweiler;
5. vom Canton St. Wendel die Gemeinden: Aawweiler, Eizweiler, Imsbach, Hirkeim, Reichweiler und Mosberg, Steinberg und Deckenhardt, Wallhausen und Schwarzhof;
6. vom Canton Baumholder die Gemeinden: Gimbweiler, Nohfelden, Wolfersweiler und Nohen;
7. vom Canton Rhaunen die Gemeinde Bordenbach nebst einem in der Anlage sub. lit. B. beyliegenden Verzeichniß aller, in dem Großherzogl. Antheil befindlichen Orte, mit allem Hoheits- und Eigenthums-Rechten, so wie mit allen Verbindlichkeiten in derselben Art und in demselben Umfange und Grenzen, wie solche von Sr. Majestät bisher bebesen worden sind, ohne allen Vorbehalt; jedoch unter den im Pariser Frieden vom 30ten May 1814 für alle von Frankreich getrennten Provinzen enthaltene

haltene Lasten und Verbindlichkeiten, an den Großherzogl. Oldenburgischen Herrn Uebernahms-Commissär hiermit förmlich übergebe und überlasse, daher auch nunmehr im Namen Sr. Majestät des Königs alle Staatsdiener und Unterthanen der übergebenen Lande aller gegen den bisherigen Souverain gehabten Pflichten entbinde und entlasse. 1817

Hierauf hat der Großherzogl. Oldenburgische Commissarius erklärt, daß er, kraft seiner Vollmacht, die ihm übergebenen Lande, so wie sie ihm übergeben worden sind, im Namen seines gnädigsten Herrn übernehme, und selbe, so wie dessen Einwohner, als nunmehr an Höchstendenselben mit aller Souverainetät übergegangen erkenne.

Beide Commissarien haben hierauf auch sogleich öffentliche Kundmachungen hierüber erlassen und zur Anschlagung in allen Gemeinden ausgesendet, womit also dem Art. 49. der Wiener Congress-Acte nunmehr gänzlich Genüge geleistet worden ist, wie der Großherzogl. Oldenburgische Bevollmächtigte im Namen seines Souverains hiermit verbindlich erklärt.

Da aber mit dieser im Allgemeinen und in der Wesenheit bereits wirklich vollzogenen Uebergabe, noch mehrere zu treffende besondere Verfügungen im engsten Zusammenhange stehen, so haben die beiderseitigen Commissarien noch folgende Punkte näher besprochen, und sind darüber nachfolgendermaassen übereingekommen.

§. 1. Dem Großherzogl. Oldenburgischen Hofe kömmt der reine Ertrag eines Bezirks von 20,000 Einwohnern im ehemaligen Saar-Departement seit dem ersten July 1815 zu. Da aber der vorstehend beschriebene Bezirk erst später ausgemittelt ist, und aus Landestheilen besteht, welche zu verschiedenen Zeiten in den Besitz Sr. Königl. Majestät von Preussen gekommen sind, und einen, theils längern, theils kürzern Zeitraum hindurch unter Oesterreich-Baierischer Verwaltung gestanden haben, so ist nöthig befunden worden, nach Verschiedenheit der Verhältnisse die Grundsätze festzustellen, welche bey der Berechnung der dem Großherzogl. Oldenburgischen Hofe vom 1ten July 1815 an, gebührenden Einkünfte in Anwendung zu bringen sind, demselben fallen zufließen alle, in den über- Compu-
tation
des reve-
nus.

gebe-

1817 geben den Bezirken vom ersten May 1816 an, erwachsenen Landeseinkünfte ganz zu, dagegen behält der Herr Uebergabs-Commissär seinem Allerhöchsten Hofe alle Ansprüche auf rückstehende Einkünfte derjenigen, in der Anlage sub lit. C. verzeichneten Landestheile bevor, welche schon unterm 18ten May 1815 in Besitz genommen, und von dieser früheren Periode bis zum 30sten April 1816 erlaufen sind.

In Hinsicht der Einkünfte derjenigen Bezirke, welche erst in Folge der Besitznahme vom ersten July 1816 an die Krone Preussen gekommen sind, behält die Bestimmung des §. 1. der Uebereinkunft der zwischen Oesterreich und Preussen vom ersten July ⁴⁾, welche also lautet: "alle in den übergebenen Bezirken vom ersten May 1816 an, erwachsene Landeseinkünfte, fallen ganz der Krone Preussen zu, dagegen behält der Herr Uebergabs-Commissär seinem Allerhöchsten Hofe alle Ansprüche auf die Landeseinkünfte von der früheren Periode bis 30sten April d. J. bevor;" ihre volle Kraft, und wird für das Großherzogl. Haus Oldenburg, jedoch dergestalt verbindlich, daß auch diese Rückstände an die, die Abrechnung mit der K. K. Oesterreichischen Commission allein übernehmende Königl. Preuss. Regierung verrechnet werden müssen, wogegen die, Großherzogl. Oldenburgischer Seite, in Gemäßheit der Congress-Acte, angesprochenen Einkünfte vom 1sten Juny 1815 bis den 30sten April 1816 mit dem K. K. Oesterreichischen Hofe zu berechnen bleiben.

Fonds
de Cassie

§. 2. Die in den Königl. Cassen am 16ten April d. J. als dem Tage, von dem an Oldenburg in die Selbstverwaltung der Revenüen des überwiesenen Landes tritt, vorhandenen Gelder, gehen an die Großherzogl. Regierung, es mögen solche für Rechnung der Königl. Preuss. oder der K. K. Oesterreichischen Regierung erhoben worden seyn, gegen weitere Verrechnung und gegen die Verbindlichkeit über, daraus noch die unberechtigten Befoldungen und Pensionen zu bezahlen. Die Abrechnung für den Zeitraum, der für den übernehmenden Hof statt gehabt, Verwaltungsperiode, soll innerhalb drey Monaten von Seiten der Königl. Reg-

⁴⁾ Cette convention n'a pas été imprimée en entier; on en trouve un extrait dans SCHÖZL hist. abrégée. T. XI. p. 480.

Regierung zu Trier, als bisherige Ober-Verwaltungs-¹⁸¹⁷behörde erfolgen, und gehörig belegt Sr. Königl. Hoheit dem Großherzog von Oldenburg mitgetheilt worden.

§. 3. Die Bestimmungen des §. 3. der Uebereinkunft vom ersten July 1816 werden für denjenigen Landestheil, welcher in diesem Uebergabsprotocoll begriffen, nunmehr an das Großherzogl. Haus Oldenburg übergegangen ist, geltend und verbindlich erklärt.

Conv.
du 1^{er} Juil
1816.

§. 4. Dem Königl. Preuss. Hof bleiben für die ^{Arriérés} frühere Periode vor dem ersten May 1816 aufser den, ihm gebührenden Rückständen, welche an Steuern und Domanial-Gefällen bey einzelnen Partheyen noch ausstehen, oder welche von zurückgebliebenen Staats-Vorräthen herrühren, auch noch weitere Ansprüche bevor:

- a) auf die Wiedererstattung von Vorschüssen, welche auf Rechnung des Landes, oder des nachfolgenden Landesherrn aus der Staats-Casse und dem Staats-Vermögen überhaupt gemacht wurden, in so fern solche in der Uebereinkunft vom 2ten Juny 1815 *) oder ersten July 1816, wodurch diese Lande an die Krone Preussen übergiengen, begründet sind;
- b) auf Guthaben von auswärtigen Regierungen, die erst später eingebracht werden, als z. B. bey der Liquidation mit Frankreich und den Liquidationen mit anderen Regierungen und Höfen für genossene Truppenverpflegung, in sofern solche aus herrschaftl. Cassen bestritten, und Oldenburg nicht in Rechnung gebracht worden ist, wogegen Ansprüche auf Guthabungen, welche einzelnen Gemeinden gebühren, denselben unverkürzt verbleiben,

§. 5. Nach geschehener Uebergabe hat die in den ^{Item.} übergebenen Bezirken eintretende Großherzogl. Regierung aufser den, seit dem 1sten May 1816 neu erwachsenen Einkünften auch die aus der früheren Periode, vor dem 1sten May noch rückstehenden Gelder zu beziehen, so wie die rückstehenden Ausgaben für Rechnung von Preussen oder Oesterreich nach den ver-

*) Cette convention (ou procès verbal) du 2 Juin 1815 n'est pas imprimée mais la convention de Kreuznach du 28 Mai 1815 qui en fait partie essentielle se trouve plus haut Suppl. T. VI. p. 315.

1817 verschiedenen Landes-Districten aus diesen einzunehmenden Rückständen zu berichtigen.

Die Großherzogl. Oldenburgische Regierung verbindet sich, die Beytreibung aller Rückstände, in so fern nicht einige derselben durch wirkliche Zahlungs-Unfähigkeit der Partheyen uneinbringlich wären, so wie die Verrechnung darüber gegen die Königl. Preussische Regierung zu Trier binnen 3 Monaten nach ge-
schehener Uebergabe zu beendigen und mit der, §. 2. festgesetzten Abrechnung dergestalt in Verbindung zu bringen, daß nach 3 Monaten das ganze Liquidations- und Abrechnungs - Wesen der älteren Perioden und während der Preuss. Verwaltung bis zu dem Tage der heutigen Uebergabe berichtet seyn wird,

Was dagegen die Liquidation der früheren Rechnungs-Perioden, unter der Verwaltung des mittelhheinischen Gl. Gouvernements bis zum 15ten Juny 1814 und der K. K. Oestereichischen und Königl. Baierschen gemeinschaftlichen Administrations - Commission in Kreuznach bis zum 10ten May 1815 betrifft; so bleiben jene Bestimmungen in Wirkksamkeit, welche bey der am 28ten May 1815 erfolgten Königl. Preussischen Besitznahme zwischen den Bevollmächtigten der Krone Preussen und dieser gemeinschaftlichen Administration unterm 2ten Juny festgesetzt worden sind, so wie für den am 1ten July 1816 in Besitz genommenen Theil, die Bestimmungen des §. 6. der Uebereinkunft vom 1ten July. Es wird zu dem Ende hiermit ausdrücklich angenommen, daß die Abwicklung der Activ- und Passiv-Rückstände der früheren Perioden, so wie sie in dem Vertrage vom 1ten July 1816 §. 6. durch eine gemeinschaftliche Commission bestimmt ist, von der Krone Preussen übernommen, und der Königl. Preuss. Commissär das Interesse des Großherzogl. Oldenburgischen Hauses vertreten werde. Jedoch bleibt es Hochdemselben anbenommen, Einsicht der Verhandlungen zu nehmen, und nach Belieben über die Lage der Sache jedesmal Auskunft zu begehren.

Dettes
de la
guerre.

§. 6. Die in dem §. 8. der Uebereinkunft vom 1ten July 1816 in Hinsicht der Liquidation des gesammten Kriegs - Schuldenwesens enthaltenen Bestimmungen, bleiben auch für die unter Großherzogl. Oldenburgischer Herrschaft übergehenden Bezirke in voller Kraft, jedoch

jedoch wird auch hier, wie §. 5. schon bestimmt worden ist, das Großherzogl. Interesse von dem Königl. Commissär vertreten werden. 1817

§. 7. Da nach der geschehenen Uebergabe ohne-
hin eine solche Absonderung der finanziellen Verwal-
tung eintritt, daß die neue Großherzogl. Oldenburgi-
sche Verwaltung in ihre Casse nur das, was von ihrem
Gebiete an laufendem Ertrage, oder an Rückständen
eingeht, bezieht; so wird es in Ansehung jener Ausga-
ben, die früher den übrigen damit vereint gewesen
Landesbezirken am linken Rheinufer gemeinschaftlich
waren, und so lange sie zum Theil auch noch fer-
ner gemeinschaftlich bleiben wollen, nothwendig,
den Maasstab der Beytrags-Pflicht jedes Theiles fest-
zusetzen.

Depen-
ses com-
munes.

In dieser Absicht vereinigten sich die beiden Com-
missarien zu folgenden Grundsätzen:

- a. bey Befoldungen von Beamten eines nunmehr in
verschiedenen Gebieten sich erstreckenden Bezirke,
wäre die Quote nach dem Verhältniß der Seelenzahl
der Bezirkstheile zu bemessen, und darin stets das,
dem ganzen Ausmittlungs- und Uebergabs-Geschäft
zum Grande gelegte Müller'sche Handbuch vom Jahr
1815 zu befolgen.
- b. Bey von Frankreich übernommenen Pensionisten
hätte ihr bisheriger Wohnort zu entscheiden.
- c. Die Verköstigung der Gefangenen in den Strahäu-
sern zu Trier für Eingeborne, falls nach ihrem
Geburtsorte, dem neuen Besitzer zur Last; für Aus-
länder demjenigen, in dessen Gebiet sich das Tribu-
nal befindet, welches die Untersuchung geflogen,
und die Aburtheilung veranlaßt hat.

Alle am 11ten May 1816 in dem abgetretenen Lan-
desbezirke angestellt gewesene, oder seit dem auf da-
mals schon bestandenen Dienstplätzen angestellte Local-
Beamten, sollen von der Großherzogl. Regierung
übernommen werden.

§. 8. Da Herzogl. Sachsen-Coburgischer Seits die
Uebernahme, des in St. Wendel befindlichen Tribu-
nals, dessen Gerichtsprengel bisher einen größeren
Umfang, als das nunmehrige Herzogl. Gebiet hatte,
nicht als Local-, sondern als Central-Behörde von dem
1817

Officiers
de justi-
ce.

1817 1ten September 1816 an, zu betrachten, und nach den Grundsätzen des §. 7. zu vertheilen angetragen wurde; so wurde, die Billigkeit dieses Antrages erkennend, beliebt, daß derselbe auch auf die bisher bestandene und nicht übergehende administrative Kreisbehörden anwendbar seyn solle. Zu dem Ende wurde anliegende Vertheilung aller Justiz- und Administrationsbeamten, mit Rücksicht auf die Seelenzahl in den früheren Bestand der Kreise, aus welchen die abgetretenen Landestheile zusammengesetzt sind, entworfen, und von beiden Seiten als verbindlich erkannt.

Emple-
yés.

§. 9. Die Central-Diener, welche in dem der Uebereinkunft vom 1ten July beygefügten Verzeichnisse von der Krone Preussen übernommen worden sind, gehen in dem Verhältnisse des, in gedachter Uebereinkunft festgesetzten Maasstabes der directen Steuern, nach anliegender Berechnung sub lit. E. an den neuen Besitzer, über, und es werden demnach, die in der Beylage sub lit. F. aufgeführte Individuen von Großherzogl. Oldenburgischer Seite übernommen.

Archiv-
ves.

§. 10. Der §. 11. der mehrerwähnten Uebereinkunft wird, in sofern er die Großherzogl. Oldenburgische Regierung interessiren kann, ebenfalls auch für sie in voller Kraft bestehen, jedoch auch hier wieder, wie in dem §. 5. und 6. ihr Interesse Königl. Preuss. Seite vertreten werden.

Was jedoch die Königl. Preuss. Seite wirklich übernommenen Karten, Documente und Acten betrifft, so wird die Auscheidung und Ueberlieferung von Seiten der Königl. Regierung zu Trier auf das erste Begehren Sr. Königl. Hoheit unverzüglich erfolgen.

Créan-
ces à la
charge
de la
France.

§. 11. Da das von Königl. Preussischer Seite eingeleitete Liquidations-Geschäft der Forderungen an Frankreich auch nicht wohl getrennt werden kann, so bleibt die Beendigung desselben ausschließlich der Königl. Preuss. Regierung überlassen, welche sich dagegen verbindet, der Großherzogl. Oldenburgischen Regierung seiner Zeit die Resultate mitzutheilen; und was von den liquidirten Summen dem abgetretenen Landestheil zukommt, auszuliefern.

Communi-
cat
vicina-
les.

§. 12. Der enge Verband, in welchem die abgetretenen Landestheile mit den benachbarten; sowohl Königl.

Königl. Preuss. als Herzogl. Sachsen-Coburgischen und 1817
Hessen-Homburgischen Grenzorten stehen, macht es
zum Wohl der gegenseitigen Unterthanen nöthig, daß
dem Grenzverkehr, rücksichtlich der Landeserzeugnisse
und Bedürfnisse alle mögliche Erleichterung gegeben
werde, zu welchem Ende zwischen beiden contra-
hierenden Theilen innerhalb einem Jahr eine Ueberein-
kunft abgeschlossen, bis dahin aber in den gegenwär-
tig bestehenden Verhältnissen nichts abgeändert werden
soll. Wenn jedoch höhere Interessen, und veränderte
staatsrechtliche Verhältnisse eine Abänderung verlangen,
so bleibt es jedem Staate überlassen, diesen Grenzver-
kehr nach denselben zu reguliren.

§. 13. Die Fonds der Kirchen, Schulen und aller <sup>Etablis-
sements
de bien
faisance.</sup>
andern Stiftungen werden als Landeseigenthum refer-
virt, und wo solche mit benachbarten Gemeinden
eines fremden Gebiets gemeinschaftlich sind, durch
wechselseitig zu ernennende Commissarien abgefondert,
ausgeglichen und festgestellt; das findet insbesondere
in Hinsicht der Rechte und Ansprüche auf die geist-
lichen Gefälle zu Birkenfeld statt, welche im Verhält-
niß der Seelenzahl unter die Besitzer der ehemaligen
Grafschaft Sponheim getheilt werden, in sofern ihre
Bestimmung für die ganze Grafschaft Sponheim nach-
gewiesen werden kann, und unter Vorbehalt gleichen
Rechts für den Oldenburgischen Antheil an dieser
Grafschaft, in Ansehung solcher Stiftungen, welche
in dem Königl. Preuss. Antheil sich befinden und der
Grafschaft gemeinschaftlich zustehen möchten.

§. 14. Zur Vermeidung aller Grenzirrungen ist als ^{Limites.}
Hauptgrundsatz angenommen worden, daß der Bann
der überwiesenen Gemeinden den Grenzzug bildet,
und wird in Befolgung dieses Grundsatzes durch, von
beiden Theilen zu ernennende Commissarien, die Ab-
grenzung zwischen dem Königl. Preuss., Großherzogl.
Oldenburg., Herzogl. Coburg. und Langgräfl. Hessen-
Homburg. Gebiete, an Ort und Stelle und die Auf-
richtung der Hoheitspfähle, unverzüglich Statt finden.

Da jedoch die westliche Grenze des Oldenburgi-
schen Gebiets durch den einschneidenden Hochwald
nicht ganz genau nach dem Gemeindebann bestimmt
werden kann, so ist zu dem Ende eine Grenzberich-
tigung auf den Grund eines von der Regierung zu
Trier

1817 Trier entworfenen und anliegenden Risses vorbehalten worden.

*Route
militaire*

§. 15. Se. Königl. Hoheit der Großherzog willigten ein, daß der Königl. Preuss. Hof, um die nothwendige Verbindung mit dem Saarbrückischen und der Festung Saar Louis zu erhalten, eine Militärstrasse durch ihre Lande dergestalt besitze, daß Birkenfeld als Etappenort ausdrücklich bestimmt sey, sonst aber kein anderer Etappenort im Großherzogl. Gebiete, — der Einmarsch in dasselbe mag über Kirchberg oder Hirn erfolgen, — Statt finde. Auf diese Militärstrasse sollen dieselben Bestimmungen angewendet werden, welche für die Preuss. Militärstrasse durch die Königliche Hannövrischen Staaten in der Convention vom öten December 1816 angenommen worden sind; jedoch die in Beziehung auf die Local-Verhältnisse erforderliche Modificationen durch eine besondere Uebereinkunft verabredet werden.

Auch wird der Königl. Preussische Hof den Großherzogl. Oldenburgischen Truppen, wenn dieselben bey Bildung und Stellung des Bundesmäßigen Contingents, von den Großherzogl. Gebiete nach Oldenburg, oder von Oldenburg nach jenem Gebiet ziehen müßten, da, wo sie auf der Strasse von Oldenburg, über Münster, Frankfurt a. M. und Kreuznach, Preuss. Staaten berühren, ungehinderten Durchzug, und wenn es die Umstände erfordern, die Verpflegung nach denselben Grundsätzen, wie es für die Königl. Preuss. Truppen im Großherzogl. Gebiet bestimmt ist, gestatten und zugestehen.

*Conv.
avec
l'Autri-
che.*

§. 16. Die zwischen der Krone Preussen und der K. K. Oesterreichischen und Königl. Baierschen gemeinschaftlichen Administrations-Commission in Kreuznach am 2ten Juny 1815 abgeschlossenen Protocolle, sollen so wie die Uebereinkunft zwischen Preussen und Oesterreich vom 1sten July 1816 eine jede für den darin benannten Landestheil, in so fern sie nicht durch gegenwärtige Uebereinkunft abgeändert worden sind, in voller Kraft bleiben, zu welchem Ende beyde Verträge in Abschrift unter Buchstaben H und I hier beygefügt werden.

Ueber diese Verhandlung wurde das gegenwärtige Protocoll aufgenommen, von beiden Theilen in vier gleichlautende Exemplare, deren zwey zum weiteren eige-

eigenen Amtsgebrauch der Commissarien und zwey 1817
zur Einfindung an ihre beiderseitigen Höfe bestimmt
sind, unterzeichnet.

Geschehen Frankfurt a. M., den 9ten April 1817.

(L. S.) Gez. VON SCHMITZ-GROLLENBURG.

(L. S.) Gez. VON BERG.

(L. S.) Gez. WIBEL.

Frankfurt a. M., den 9ten April 1817.
Da im §. XV. des heute unterzeichneten Uebergabe-
Protocolls von Birkenfeld etc. vorbehalten ist, wegen
der Militärstrasse durch die an das Herzogl. Oldenburg.
Haus übergebenen Lande, in Beziehung auf die Lo-
cal-Verhältnisse eine besondere Uebereinkunft zu tref-
fen; so ist zugleich verabredet worden, daß, wenn
inzwischen Durchmärsche Königl. Preuss. Truppen
statt finden sollten, die zwischen Preussen und Han-
nover am 6ten Decbr. v. J. abgeschlossene Convention
beobachtet werden soll.

Gez. VON SCHMITZ-GROLLENBURG.
VON BERG. WIBEL.

Frankfurt a. M., den 9ten April 1817.
Da bey dem §. XIV. des heute vollzogenen Ueber-
gabe-Protocolls, den dem Herzogl. Haufe Holstein-
Oldenburg zugefallenen Theil des ehemaligen Saar-
Departements betreffend, von Seiten der Herzogl.
Commissarien, in Beziehung auf die beygefügte Grenz-
karte die Bemerkung gemacht worden ist, daß der
Emschieder Forst, weil derselbe ursprünglich zu Bir-
kenfeld gehört hat, und darin meistens Olden-
burgische Unterthanen berechtigt sind, in die Olden-
burgische Grenze billig zu ziehen wäre, darauf jedoch
der Königl. Preussische Commissarius erwiedert hat,
daß jener Forst, als zum Canton Hermerskeil gehörig,
unter Königl. Preuss. Hoheit verbleiben müsse, die
Berechtigungen der Unterthanen aber denselben unver-
letzt würden erhalten werden; so ist verabredet, diesen
Gegenstand zur näheren Erörterung und Erledigung bey
der wirklichen Grenzberichtigung auszusetzen.

Gez. VON SCHMITZ-GROLLENBURG.
VON BERG. WIBEL.

1817 *Traité conclu à Paris le 10. Juin 1817 entre*
 20 Juin. *les cours d'Autriche, d'Espagne, de France,*
de la Grande Bretagne, de Prusse et de Russie
lequel, en exécution de l'article 99. de l'acte
du congrès, détermine la réversion des Duchés
de Parme, Plaisance et Guastalla.

Les actes de ratification ont été échangés à Paris de
la part des six puissances contractantes.

(Vienne, de l'imprimerie impériale et royale de cour
 et d'état. 1818.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Ayant reconnu que le motif qui a porté Sa Majesté Catholique à différer son accession au traité signé en Congrès à Vienne le 9 Juin 1815, ainsi qu'à celui de Paris du 20 Novembre de ladite année, consistoit dans le désir de voir fixer par le consentement unanime des Puissances qui y étoient appelées, l'application de l'article 99. dudit Traité du 9 Juin, et en conséquence de la réversion des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla après le décès de Sa Majesté Madame l'Archiduchesse Marie Louise;

Que l'adhésion susmentionnée étoit nécessaire pour compléter l'assentiment général aux transactions sur lesquelles les intérêts politiques et la paix de l'Europe sont principalement fondés;

Que Sa Majesté Catholique, persuadée de cette vérité, et animée des mêmes principes que ses Augustes Alliés, s'est décidée, de la pleine volonté, à donner son accession audit Traité, en vertu d'actes solennels signés à cet effet le sept et le huit Juin 1817, et ayant été en conséquence jugé convenable de satisfaire en même tems aux demandes de Sa Majesté Catholique, qui concernent la réversion des dits Duchés, d'une
 manière

manière propre à contribuer encore davantage à l'affermissement de la paix et de la bonne intelligence heureusement rétablies et existantes en Europe, Leurs Majestés Impériales et Royales d'Autriche, d'Espagne, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont nommé à cet effet, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Sieur Nicolas Charles Baron de Vincent, Commandeur de l'Ordre militaire de Marie Thérèse, Grand-Croix de l'Ordre impérial de Léopold et de l'Ordre de l'Épée de Suède, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre militaire du royaume des Pays-Bas, Commandeur de l'Ordre royal et militaire de Saint Louis, Son Chambellan, Conseiller intime actuel, Lieutenant-Général de Ses Armées, Colonel-Propriétaire d'un Régiment de Cheval-Légers etc. etc. et Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et des Indes, le Sieur Charles Gutierrez de Los Rios, Fernandez de Cordoba, Sarmiento de Sotomayor etc., Comte de Fernan-Núñez et de Barajas, Marquis de Castel-Moncayo, Duc de Montellano, de l'Arco et d'Arenberg, Prince de Barbazon et du Saint Empire Romain etc., Cinq fois Grand d'Espagne de 1^{re} classe, Chevalier de l'insigne Ordre de la Toison d'or et Grand-Croix de l'Ordre de Charles III., Son Gentilhomme de la Chambre en exercice, Son Grand-Veneur, Colonel du Régiment de hussards de Ferdinand VII. etc. etc. Son Ambassadeur près Sa Majesté Très-Chrétienne;

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre, le Sieur Armand-Emmanuel du Plessis-Richelieu, Duc de Richelieu, Chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint Louis, et des Ordres de Saint-Alexandre-Newsky, Saint Wladimir et Saint George de Russie, Pair de France, Son premier Gentilhomme de la chambre, Son Ministre et Secrétaire d'Etat des affaires étrangères, et Président du conseil des Ses Ministres;

Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Sieur Charles Stuart, Grand-Croix du très-honorable Ordre du Bain et de l'ancien Ordre de la Tour et l'Épée, Son Conseiller intime actuel etc. etc. et Son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne;

1817

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Charles Frédéric Henry, Comte de Goltz, Chevalier de la Croix de fer de la 1re classe, et de l'Ordre pour le Mérite militaire de Prusse, Grand-Croix de l'Ordre de Sainte Anne, Chevalier de l'Ordre de Saint George de la 4me classe, et de l'Ordre de Saint Wladimir de la 3me classe de Russie, Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire de France, Chevalier de l'Ordre militaire de Marie Thérèse d'Autriche, de celui de l'Epee de Suède et de celui du Mérite militaire de Bavière; Son Général-Major et Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le Sieur Charles André Pozzo di Borgo, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre de Saint Wladimir de la 2me classe, de Sainte Anne de la 1re, de Saint George de la 4me classe, Grand-Croix de l'Ordre de Charles III. d'Espagne, de celui de Saint Maurice et Lazare de Sardaigne, de Saint Ferdinand de Naples, de l'Aigle rouge de Prusse, et de l'Ordre des Guelphes d'Hannovre, Commandeur de l'Ordre royal et militaire de Saint Louis, Lieutenant-Général de Ses armées, Son Aide de camp-général etc. etc. et Son Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Chrétienne;

Lesquels, après avoir échangé leurs Pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Articles
de l'acte
du Congrès
confirmés.

ART. I. L'état de possession actuel des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, ainsi que celui de la Principauté de Lucques, étant déterminés par les stipulations de l'acte du Congrès de Vienne, les dispositions des articles 99 - 101 et 102, sont et restent maintenues dans toute leur force et valeur.

Modification
de l'art.
99.

ART. II. La réversibilité des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, prévue par l'article 99. de l'acte final du Congrès de Vienne, est déterminée de la manière suivante:

Reversion
limitée
du D. de
Parme à
l'Espagne.

ART. III. Les Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, après le décès de Sa Majesté l'Archiduchesse Marie-Louise, passeront en toute souveraineté à Sa Majesté l'Infante d'Espagne Marie-Louise, l'Infant Don Charles-Louis son fils et ses descendants mâles, en ligne directe et masculine, à l'exception des districts

enclavés.

enclavés dans les Etats de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique sur la rive gauche du Pô, lesquels resteront en toute propriété à Sa dite Majesté conformément à la restriction établie par l'art. 99. de l'acte du Congrès. 1817

ART. IV. A cette même époque, la reversibilité de la Principauté de Lucques, prévue par l'art. 102, de l'acte du Congrès de Vienne, aura lieu, dans les termes et sous les clauses du même article, en faveur de Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc de Toscane. Lucques à la Toscane

ART. V. Quoique la frontière des Etats Autrichiens en Italie soit déterminée par la ligne du Pô, il est toutefois convenu d'un commun accord, que la forteresse de Plaifance, offrant un intérêt plus particulier au système de défense de l'Italie, Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique conservera dans cette ville, jusqu'à l'époque des réversions, après l'extinction de la branche espagnole des Bourbons, le droit de garnison pur et simple; tous les droits régaliens et civils sur cette ville, étant réservés au Souverain futur de Parme. Les fraix et l'entretien de la garnison dans la ville de Plaifance seront à la charge de l'Autriche, et sa force, en tems de paix, sera déterminée à l'amiable entre les hautes Parties intéressées, en prenant, toutefois, pour règle, le plus grand soulagement possible des habitans. Garnison de Plaifance

ART. VI. Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique s'engage à payer à Sa Majesté l'Infante Marie-Louise les sommes arriérées depuis le 9 Juin 1815 et provenant des stipulations du second §. de l'art. 101. de l'acte du Congrès, et d'en continuer le paiement selon les mêmes stipulations et avec les mêmes hypothèques. Elle s'engage en outre à faire payer à Sa Majesté l'Infante le montant des revenus perçus dans la Principauté de Lucques depuis la même époque jusqu'au moment de l'entrée en possession de Sa Majesté l'Infante, déduction faite des fraix d'administration. La liquidation de ces revenus aura lieu à l'amiable entre les hautes Parties intéressées, et dans le cas de différence d'opinion, Elles s'en rapporteront à l'arbitrage de Sa Majesté Très-Chrétienne. Arrêtés d'avis à l'Infante Marie-Louise

ART. VII. La réversion des Duchés de Parme, Plaifance et Guastalla, en cas d'extinction de la branche de l'Infant Don Charles Louis, est explicitement maintenue dans la Réversion de Parme et de l'Autriche

420 *Convent. pour le partage des dettes etc.*

1817 dans les termes du Traité d'Aix-la-Chapelle de 1748 et de l'article séparé du Traité entre l'Autriche et la Sardaigne du 20 Mai 1815.

Ratifications.

ART. VIII. Le présent Traité, expédié en septuple, sera joint à l'acte supplémentaire du Traité général du Congrès de Vienne, il sera ratifié par les hautes Parties respectives, et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de deux mois ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le dix du mois de Juin, l'an de grâce mil-huit cent dix sept.

(L. S.) *Le Baron DE VINCENT.*

(L. S.) *Le Cte. DE FERNAN NÚÑEZ,
Duc de Montellano.*

(L. S.) *RICHELIEU.*

(L. S.) *CHS. STUART.*

(L. S.) *J. Cte. DE GOLTZ.*

(L. S.) *POZZO DI BORGO.*

Convention entre les commissaires Prussiens et Saxons pour régler le partage des arrières des caisses de paréquation, livraisons, equivalents, contributions etc., signée sous la médiation de l'Autriche, à Dresde le 23 Juil. 1817.

(Die Zeiten von Voss. B. 52. p. 349 - 369.)

Convention über die Peräquations - Lieferungs - Aequivalentgelder - und Centralsteuer - Angelegenheiten.

Zu endlicher Ausgleichung, sämmtlicher, in Hinsicht der Peräquations - Lieferungs - Aequivalentgelder - und Centralsteuer - Angelegenheiten, hervorgekommenen Anstände, haben sich beide, mit dem Vollzug des Wiener Friedenstractats, vom 8. May 1816, beauftragte Königl. Commissionen, unter Mitwirkung des Oesterreichischen Kaiserlichen Vermittelungscommissärs, Freyherrn von Gärtner, nach gepflognem Einvernehmen mit den hierzu erwählten ständischen Deputirten, folgendermaßen vereinigt:

§. 1. Als allgemeiner activer und passiver Abtheilungsmaßstab, wird, nach deßfalls angestellten möglichst genauen calculatorischen Untersuchungen, angenommen: daß, bey der Peräquationsanstalt, Preußen mit vierhundert und zehn Eintausendtheilen; Sachsen mit fünfhundert und neunzig Eintausendtheilen; hingegen, bey der Centralsteueranstalt, Sachsen mit fünfhundert drey und vierzig und einem halben Eintausendtheile; und Preußen mit vierhundert sechs und funfzig und einem halben Eintausendtheile zu concurriren habe.

Mesure
générale
de par-
tage.

§. 2. Da eine genauere Erörterung und Berechnung, der in beiden Landestheilen annoch rückständigen, Except.
ton-
chant
les pré-
stations
de
guerre.

1817 digen, aus Kriegsprästationen oder aus rücksichtlich derselben, geschlossenen Contracten und Accorden herrührenden Forderungen, nur nach sehr langwierigen, mit kaum zu beliegenden Schwierigkeiten verbundenen Liquidationen möglich werden würde; so ist man übereingekommen, besagte Rückstände, nicht nach dem im vorigen §. bemerkten Mafsstab, unter beiden Landestheilen abzutheilen, sondern einen Durchschnitt eintreten zu lassen.

Présta-
tions
non
fondées
sur
contrats

§. 3. Dieser Durchschnitt wird, hinsichtlich der, nicht auf Contracten oder Accorden beruhenden, hier in Frage stehenden Forderungen, so gemacht, daß jeder Landestheil die Berichtigung der, seinen Unterthanen, für die auf sie gefallenen Kriegsprästationen, gebührenden und zur Befriedigung geeigneten Entschädigungen übernimmt; ohne daß hierüber weitere Abrechnungen zwischen den beiden Landestheilen Statt finden. Der Ort, von welchem die Leistung geschehen ist, bestimmt den Landestheil, welcher die Entschädigung zu bewirken hat; wenn auch derjenige, durch welchen sie geschehen ist, und welcher nun die Vergütung zu fordern hat, seinen Aufenthalt verändert haben sollte.

Présta-
tions
fondées
sur con-
trats.

§. 4. So viel hingegen die, aus Contracten oder Accorden, erwähnter Art herrührenden Rückstände anlangt, so werden diese ebenfalls ohne weitere Abrechnung unter den Landestheilen, von demjenigen Landestheil übernommen, in welchem die contrahirende Behörde ihren Sitz hatte. Der Ort, wohin die contract- oder accordmäßige Leistung zu geschehen hatte, kommt dabey so wenig, als die Person des Unternehmers in Betrachtung.

Hiernach fallen die, von den Etappenbehörden der getheilten Kreise, contrahirten Schulden demjenigen Landestheile zur Last, in welchem sich der Ort der Etappe befindet. Nur die Lazarethschulden sind, nach dem Orte zu beurtheilen, wo sich das Lazareth befand, für welche sie contrahirt wurden. Sie fallen dem Landestheile zur Last, in welchem sich das Lazareth befunden hat.

§. 5. In Folge approximativer Berechnung der Anforderungen der Unterthanen beider Landestheile, hat man sich vereinigt: dem Herzogthume, für die, in den vorhergehenden §. §. ausgedrückte generelle Uebernahme, die in den §. §. 30 und 31., hiernächst näher bezeichneten Vortheile einzuräumen.

1817
Avan-
tages ac-
cordés
au du-
ché.

§. 6. Die, von vorigen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentengelder- und Centralsteuer-Auschreiben noch herrührende Reste, bezieht jeder Landestheil, gleichmäsig, ohne weitere Nachrechnung mit dem andern Landestheil. Sogleich nach Vollziehung dieser Convention, werden einem, von den Königlich Preuss. Beamten alle erforderliche Repartitionen, Bücher und Rechnungen vorgelegt werden, um eine vollständige Nachweisung, der im Herzogthume ausstehenden Reste besagter Art, fertigen zu können.

Arriérés
de con-
tribu-
tions.

§. 7. Die Abtheilung der, in der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentengelder- und Centralsteuer-casse befindlichen Geld- und Activbestände (worunter jedoch die, in dem vorigen §. und die in den §. 13. weiter vorkommenden Posten nicht begriffen werden), geschieht beiden zwey zuerst genannten Casen; nach einem, mit dem Tage, in welchem die Abtheilung vorgenommen wird, zu machenden Rechnungsabschlusse. Bey der Peräquationscasse wird der, im §. 1. festgesetzte Peräquationsmafsstab, und bey der Lieferungs-Aequivalentengelder- und Centralsteuer-casse, der eben alldort bestimmte Centralsteuermafsstab befolgt. Unter die Bestände der Peräquationscasse, wird auch die, vermöge Königl. Sächsl. Generalis d. d. 6. Nov. 1807. §. 5. der Landescommission untergeordnete Hülfs-casse gerechnet.

Partage
des
fonds et
créan-
ces.

§. 8. Alle diese Berechnungen geschehen durch eine gemeinschaftlich subdelegirte, und unverzüglich zusammenzusetzende Commission; welcher alle zu ihrer Arbeit nöthigen, oder sie erleichternden Bücher und Rechnungen, nebst ihren Belegen auf jedesmaliges Verlangen, im Original mitzutheilen sind.

Commis-
sion de
liquida-
tion.

§. 9. Noch vor Abtheilung der Casenbestände, wird von der subdelegirten Commission untersucht wer-

Paye-
ments
alloués
avant le
5 Juin
den, 1813.

1817 den, ob die Zahlungen, welche in Gemäßheit der, vor dem 1ten Juny 1815, geschehenen Anweisung aus der Peräquations- und Centralsteuerkasse zu leisten, und zu welchem die Zahlungsmittel an besagter Casse gelangt waren, wirklich erfolgt sind. Sollten Posten dieser Art noch unberichtigt seyn, und die für dieselben bestimmten Zahlungsmittel sich noch in der Casse vorfinden; so ist die Zahlung aus diesen Mitteln sogleich zu bewirken. Wenn hingegen die, für dergleichen unberichtigt gebliebene Posten bestimmt gewesen, und in die Casse gekommenen Zahlungsmittel, zwar am 1ten Juny 1815, noch darin vorhanden waren, es jetzt aber nicht mehr sind; so übernimmt Sachlen die Haftung für dieselben, und wird für diejenigen unter diesen Posten, welche in das Herzogthum zu entrichten waren, der Königl. Preussischen Regierung die Vergütung in Centralsteuerobligationen leisten.

Obligations de la caisse centrale

§. 10. Besagte subdelegirte Commission wird ihr Augenmerk auch dahin richten, daß die aus der Hauptcentralsteuerkasse, für solche Centralsteuerbeyträge, welche in der Folge erlassen worden sind, bereits hinausgegebenen, und etwa noch nicht wieder zurückgelieferten Centralsteuerobligationen, sogleich in die Hauptcasse zurück verschafft werden, um mit in die Theilung zu kommen. In soweit dieses nicht sogleich möglich seyn sollte, werden dergleichen noch ausstehende Obligationen bey dem Cassenabschlusse, zwar mit gerechnet, jedoch wird bey der Vertheilung dafür gesorgt, daß jeder Regierung die in ihrem Landestheil ausstehenden, zugewiesen werden.

Cercle de Kottbus.

§. 11. Bey Berechnung des Centralcassenbestandes wird die dem Kottbuser Kreise, mit acht und dreyßigtausend, zweyhundert vier und achtzig Thaler zwölf Groschen auferlegte Quote, außer Ansatz gelassen, und die Zuziehung dieses Kreises, als nicht geschehen betrachtet.

Obligations d'Etat et coupons.

§. 12. Die, von der Peräquations- und Centralsteuerkasse verpfändeten Staatspapiere, und deren dabey befindlich gewesenen Coupons, bleiben derjenigen Regierung, welcher Kraft gegenwärtiger Convention die Tilgung der Schuld zur Last fällt, für die jene

jene Staatspapiere verpfändet wurden. Die, nach dem 5ten Juny 1815 zahlbar gewordenen, und die künftig vorkommenden Coupons dieser Papiere, werden, in so fern sie sich nicht bereits bey den Obligationen befinden, derjenigen Regierung ausgeliefert, welcher sie, obiger Bestimmung nach, zufallen. 1817

§. 13. Von denen, aus der Finanzhauptcasse in die Centralsteuerkasse geflossenen landschaftlichen sogenannten Reichenbachschen Obligationen, wird der, am 5ten Juny 1815 noch vorhanden gewesenem vierhundert zwey und funfzigtausend sechshundert Thaler betragende Ueberrest, nicht zu dem Cassenbestande gerechnet, sondern, in der Art abgetheilt, daß der Königlich Preussischen Regierung vergleichsweise zwey und siebenzigtausend Thaler nebst Zinsen, jedoch nur vom 5ten Juny 1816 an, davon überlassen werden. Die übrigen drey und achtzigtausend sechshundert Thaler, nebst denen nicht auf vorerwähnte Art, an Preußen überlassene Coupons und Zinsen der ganzen Summe, in soweit letztere nicht etwa bereits für die Centralsteuerkasse erhoben, und die Beyträge dieser erhobenen Zinsen, entweder in dem Cassenbestande derselben befindlich, oder von ihr verwendet worden sind, fallen an die Königl. Sächsische Finanzhauptcasse zurück. Die, noch in dem Cassenbestande befindlichen erhobenen Zinsen, kommen mit demselben in die Theilung. Rückfichtlich derer, welche von der Centralsteuerkasse bereits verwendet sind, hat es hierbey sein Verbleiben. Obligations des Reichenbach.

Zufolge der, über die Auseinandersetzung der Verhältnisse der Fürstenschulen getroffenen Uebereinkunft, sind von den hier an Preußen überlassenen Reichenbachschen Obligationen sieben und funfzigtausend funfhundert Thaler, nebst den, seit Johanni 1717 darauf haftenden Zinsen, als Aversionalquantum, wegen wegfallender Pfortascher Freystellen bestimmt, und werden von der Königl. Sächsischen Regierung, vermöge der Conventionen, wegen der Stiftungen von obigen zwey und siebenzigtausend Thaler zurückbehalten werden.

§. 14. Alle weiteren, aus Königl. Sächsischen Cassen in die Peräquations-Aequivalentgelder oder Central- Autres avances.

1817 tralsteuercaffen, oder aus einer derselben in Königlich Sächsischen Cassengekommenen Vorschüsse, werden gänzlich gegen einander aufgehoben, und außer Ansatz gelassen; so daß in Ansehung derselben, keine Vergütung, Gegenrechnung oder Zahlung zu geschehen hat. Das nämliche hat in Ansehung aller andern etwanigen Forderungen und Ansprüche statt, welche Königl. Sächsische Cassen an die Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercaffen, oder letztere drey Cassen an die ersten haben könnten. Unter die hier gegenseitig aufgehobenen Forderungen und Ansprüche gehören insbesondere auch alle diejenigen, welche für die der Peräquationscasse zu gute gekommenen Vorräthe aus Magazinen und Lieferungen, so wie Hinsichts der, aus der Peräquationscasse bewirkten Verpflegung des Königl. Sächsischen Militärs in dem Königreich und Herzogthume gemacht worden sind, oder werden könnten.

Reglement
definitif
entre les
caisses
royales.

§. 15. Eben so kommt das, was in die Peräquationscasse aus der Centralsteuercasse geflossen ist, in keine weitere Berechnung, und es wird überhaupt das Activ- und Passivverhältniß, unter der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercasse, als ganz ausgeglichen betrachtet.

Entre
les cais-
ses roya-
les et
autres.

§. 16. Dahingegen wird das Activ- und Passivverhältniß zwischen den letztgenannten drey Cassen, und solchen Cassen, welche keine königliche sind, keineswegs aufgehoben; aber an die Stelle der bisher für beide Landestheile bestandenen allgemeinen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercaffen, treten hierbey nunmehr die abgeforderten Peräquationscaffen jedes Landestheils, in folgender Art: a) jede dieser abgeforderten Peräquationscaffen, wird die Schuldnerin der Forderungen, welche den nicht königlichen Cassen ihres Landestheils, an die bisherige allgemeine Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercasse zustehen, dagegen aber auch b) die Gläubigerin aller der Posten, welche nicht königliche Cassen ihres Landestheils den bisherigen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercaffen schuldeten. c) Ist die Cassen eines getheilten Kreises, Gläubigerin der bisherigen Perä-

Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- oder Centralsteuercaße; so übernimmt jede abgeforderte Peräquationscaße, von einer solchen Forderung denjenigen Betrag, der hieran ihrem Theil des Kreises zusteht. d) In eben dieser Art theilen sich die abgeforderten Peräquationscassen in die Forderungen, welche die bisherige Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- und Centralsteuercassen, an Cassen getheilter Kreise, zu machen hätte.

1817

§. 17. Durch die Bestimmungen des vorhergehenden §. wird das Activ- und Passivverhältniß, zwischen der bisherigen allgemeinen Peräquations- und Centralsteuercaße einerseits, und der Steuercreditcaße anderer Seite nicht berührt, und bleibt folglich unverändert. Diefemnach werden die einmahlhunderttausend Thaler, welche die Peräquationscaße aus einem, von den Gebrüdern Reichenbach, im Jahre 1813 empfangenen, auf Anordnung der Generalgouvernements, im Jahre 1814 der Steuercreditcaße, an Zahlungsstatt zugerechneten Vorschuss schuldete, bey der Peräquationscaße, nach dem, im §. 1. bestimmten Peräquations-schlüssel beiden Theilen, als passivum zur Last geschrieben, bey der Steuercreditcaße hingegen, als activum mit zur Theilung gebracht.

Casse
de cré-
dit.

§. 18. Die, am 1ten Juny 1815 vorhanden gewesen Naturalbestände gehen mit dem Orte, wo sie befindlich waren, an jeden Landestheil, ohne weitere Abrechnung über. Eben so bezieht die Peräquationscaße jedes Landestheils, die in selbigem ausstehenden Reste auf Naturalieferungen.

Effets
en nature
re exi-
rant le
5 Juin
1815.

§. 19. Die Forderungen der Peräquations- und Centralsteuercaße, an die Königlich Preussische Regierung werden gänzlich niedergeschlagen. Insbesondere wird Königlich Sächsischer Seite, auf das Behrentsche Depositum von vierhundert sechs und funfzigtausend achthundert drey und zwanzig Thalern, zwanzig Groschen; dagegen aber auch, Königl. Preussischer Seite, auf die aus Preussischen Fonds an die Centralsteuercaße gekommenen zweymahlhundert tausend Thaler, und auf die, von Seiten der Berliner Bank, an besagte Caße gestellte Rückstandsforderung von zwey-

Créan-
ces à la
charge
du
gouv.
Prussien

1817 zweyhundert vier und zwanzigtaufend Thaler verzichtet. Das von dem Handelshause, Gebrüder Behrent zu Berlin, über dieses Depositum ausgefertigte Originaldocument, wird unmittelbar nach Vollziehung dieser Convention der Königlich Preussischen Commission zur Ausgleichung mit dem Königreich Sachsen ausgeliefert werden.

Créances à la charge d'états étrangers.

§. 20. Das ganze Land betreffende Forderungen der Peräquations- oder Centralsteuercasse an andern Staaten, werden von beiden Regierungen gemeinschaftlich betrieben, und das darauf Eingehende nach dem Centralsteuermassstabe getheilt. Einzelne ungetheilte Districte betreffende Forderungen dieser Art, wird jede Regierung für ihren District einzubringen suchen. Wenn die Forderungen hingegen getheilte Districte betreffen, so werden sich zwar beide Regierungen für die Einbringung verwenden, aber das Eingehende nach dem Verhältnisse vertheilen, nach welchem das jeder von ihnen zugefallene Stück des getheilten Districts, zu einer Centralsteuerquote des ganzen Districts beyzutragen hätte. Sollte bey einer oder der andern Forderung, jede der beiden Regierungen ihre Ansprüche für sich allein geltend machen wollen, und liessen sich die Beweisurkunden nicht zweckmässig und nach richtigem Verhältnisse theilen; so verpflichtet sich diejenige Regierung, in deren Besitz sie sich befinden, der andern beglaubte Abschrift davon zuzustellen.

Forderungen, welche auswärtige Regierungen in einem Namen, an die bisherige allgemeine Peräquationscasse, oder an die bisherige allgemeine Centralsteuercasse, oder an die Lieferungs-Aequivalentgeldercasse stellen könnten, werden von den beiden hier contrahirenden Regierungen gemeinschaftlich vertreten werden. In sofern eine solche Forderung wirklich gegen eine der vorgenannten Cassen geltend gemacht würde, hat die Bezahlung, nach dem §. 1. ausgedrückten Verhältnisse gemeinschaftlich zu geschehen.

Créances à la charge de la France.

§. 21. Die Bestimmung des vorhergehenden §. sind, insbesondere auch auf die Forderungen des ganzen Landes an Frankreich, mit Ausnahme der bereits abge-

gethanen Forderungen für den durch die Rückmärsche französischer Kriegsgefangenen dem Lande verursachten Aufwand, worüber sich beide paciscirende Staaten besonders mit dem Vicomte de Brugges, verglichen haben, anzuwenden; sie haben aber nicht in Ansehung der Privatforderungen an diesen Staat, für welche sich etwa eine oder die andere Regierung verwenden möchte, zu gelten. Hätte die bisherige Peräquations- oder Centralsteuercasse für eine solche Privatforderung in subsidium zu haften gehabt, so übernehmen die nun abgeforderten Peräquationscassen dergleichen Verbindlichkeiten, jede in ihrem Landestheil, ohne dieweilhalb gegenseitig Vergütung zu verlangen.

1817

§. 22. Die, beiden Landestheilen gemeinschaftlich zustehenden Forderungen an Frankreich, sind durch eine subdelegirte Commission gemeinschaftlich aus den betreffenden Acten und Liquidationen zu erheben. Auch ist, so viel als möglich, gleich die Rate eines jeden Landestheils zu berechnen, und wegen der schon eingezogenen, aber noch nicht vertheilten Gelder, jeder Landestheil, nach dem §. 20. ausgedrückten Maassstabe zu befriedigen. Hinsichts der Forderungen aber, wo die Rate jedes Landestheils nicht gleich vermittelt werden kann, die Berechnung der beiderseitigen Liquidationscommissionen zu Paris, nach dem eben erwähnten Maassstabe vorzubehalten.

§. 23. Die Bestände der Kreisdeputation- und Provinzialdeputationscassen in den ungetheilten Kreisen fallen dem Landestheile, worin sie gelegen sind, ohne weitere Nachrechnung zu.

Caisse
des de-
putat.
provin-
ciales.

§. 24. Diese Kreis- und Provinzialcassenbestände in den getheilten Kreisen und Provinzen, werden von den beiderseitigen Kreisdeputirten gemeinschaftlich, nach einem mit dem 5ten Juny 1815 zu machenden Abschlusse berechnet, und nach dem Verhältniss abgetheilt, in welchem der, jeder Regierung zugefallene Theil des Kreises zu einer Centralsteuer-Quote des ganzen Kreises beyzutragen hatte. Unter die, auf diese Art zu erörternde Cassen gehören auch die Spanncassen, welche jedoch nach den Beytragsverhältnissen getheilt werden.

Partage
d fonds
des calf-
ses de
cercle.

§. 25.

1817 §. 25. Bey besagter Untersuchung des Kreiscassenbestandes, in den getheilten Kreisen werden die beiderseitigen Kreisdeputirten ausmitteln: ob sämtliche Ortschaften des Kreises, die ihnen für das Zwangsanlehn gebührenden Centralsteueroobligationen erhalten haben; damit, wenn dieses nicht geschehen seyn sollte, die nöthige Vorforge für diese Ortschaften getroffen werden können.

Norme generale

§. 26. Ueberhaupt werden die beiderseitigen Provinzial- und Kreisdeputirten vor Abtheilung des Cassenbestandes untersuchen: ob die Zahlungen, wozu die Kreiscassen die Zahlungsmittel erhalten haben, wirklich geleistet sind, und wenn sich solche Posten unberichtigt und die Zahlungsmittel noch in der Casse finden sollten, die ungefüumte Zahlung bewirken. Sollten die, für dergleichen noch unberichtigte Posten bestimmten, und in die Kreis- oder Provinzialcasse geflossenen Zahlungsmittel nicht mehr in der Casse vorhanden seyn, so übernimmt Sachsen die Haftung für besagte Posten, in soweit sie aus einer, bey dem Königreich verbliebenen Kreis- oder Provinzialcasse, an Unterthanen des Herzogthums zu zahlen waren, und wird der Königl. Preussischen Regierung den Betrag derselben in Centralsteueroobligationen vergüten. Sind hingegen gedachte Posten aus einer an das Herzogthum gekommenen Kreis- oder Provinzialcasse, welche die Zahlungsmittel dazu erhalten hatte, an Unterthanen des Königreichs zu zahlen; so wird auch die Haftung und Vergütung in ganz gleicher Art von Preussen übernommen.

Frais de la regie.

§. 27. Gleichergestalt werden die beiderseitigen ständischen Kreisdeputirten, gemeinschaftlich erheben: wie viel, als Quote des Zwangsdarlehns, und wie viel zu den Regiekosten, im Kreis oder der Provinz, bey den verschiedenen Ausschreiben, nach dem Centralsteuerfuss, aufzubringen gewesen ist; damit, bey Abtheilung des Cassenbestandes, jedem Theil seine Rate, an dem Ueberschusse der Regiekosten, angewiesen werden könne.

Compensations.

§. 28. Beide Königliche Regierungen verpflichten sich, gegenseitig: ihre Kreis- und Provinzialcassen,

ZUR

zur pünctlichen Berichtigung der Forderung anzuhalt- 1817
ten, welche etwa Kreis- und Provinzialcassen des andern Landestheils, an erstere Cassen, und nicht an die Peräquationscasse ihres Landes, vermöge der §§. 2. 3. 4 und 16, *supra* zu stellen haben. Um alle Zweifel, Anstände und Weiterungen, welche über die etwa hervorkommenden Forderungen dieser Art, ihre Liquidität, die Casse, aus welcher sie zu berichtigen sind, und die Zahlungsart entstehen könnten, möglichst schnell und billig zu beseitigen, wird unmittelbar nach Abschluß dieser Convention, jede der beiden königl. Regierungen, von den Provinzial- und Kreiscassen ihres Landestheils, umständlich belegte Ausweise der Forderungen, welche sie, an Provinzial- oder Kreiscassen des andern Landestheils, stellen zu können ver-
meinen, abfordern, und man wird sich, sobald diese Prätenfionen sämmtlich näher bekannt sind, über alle sogleich zu vereinigen suchen, und sich überdies bemühen, die Forderungen, so weit sie in der Summe zusammen treffen, gegen einander so auszugleichen, daß jeder Provinzial- und Kreiscasse ihre Befriedigung, so weit möglich, auf eine Casse des Landestheils, zu dem sie gehört, angewiesen wird.

§. 29. So viel die Abtheilung der, auf den Credit der Peräquations- und Centralsteueranstalten, contrahirten drey Classen von Schulden, nämlich: der Centralsteuerobligationen, der Landescommissionscheine, und der Compensationscheine, anlangt, hat man sich, um die künftigen Verhältnisse dieser Schulden, zum Besten der Gläubiger und beider Königl. Regierungen, zu vereinfachen, dahin vereinigt: daß Preussen andurch sämmtliche Centralsteuerobligationen, in Betrag von drey Millionen, zweymalshundert und achtzigtausend, achthundert Thalern; Sachsen hingegen sämmtliche Landescommissionscheine, im Betrag von siebenhundert tausend Thalern, so wie sämmtliche Compensationscheine, wovon ohngefähr noch ein Betrag von siebenhundert sechs und achtzig Thalern im Umlauf ist, zur alleinigen Vertretung und Zahlung, übernimmt.

Zur gänzlichen Beruhigung der Besitzer, von Centralsteuerobligationen und von Landescommissionschei-
nen,

1817 nen, verpflichtet sich die Königl. Preuss. Regierung, rückfichtlich der erstern, und die Königl. Sächsische Regierung rückfichtlich der letztern, die nöthigen Fonds, zur künftigen Verzinsung und successiver Rückzahlung, auszumitteln, und, vor Ablauf eines Jahres, den solchergestalt festgesetzten Zahlungsplan, und die zu desselben Ausführung bestimmten Fonds, öffentlich bekannt zu machen. Die Reihesfolgen, in welcher die Obligationen, jeder Gattung, heimgezahlt werden, wird jede Regierung, nach ihren Nummern, durch das Loos bestimmen, und dann gleichmäfsig kund machen lassen.

Stipulations en faveur du Duché.

§. 30. Da dem Herzogthume, bey dieser Abtheilung, mehr Schulden überwiesen sind, als ihm, bey einer, nach den festgesetzten Theilungsmafsstäben, vorgenommenen Berechnung zukommen würde: so ist man ferner einig geworden: dafs dagegen dem Königreiche, von dem, unter den Namen der Reichenbachschen Obligationen, bekannten Steuercredit-schulden, bey künftiger Abtheilung dieser Schulden-classe, ein verhältnifsmäfsiger Mehrbetrag zur Last bleiben soll.

Um zugleich dem Herzogthume die ihm, vermöge des §. 5. *supra*, zu gewährende Entschädigung zu leisten, wird gedachter Betrag andurch, auf eine Million fünfhundert fünf und achtzig tausend fünfhundert Thaler festgesetzt, und bey der, über die Abtheilung der sämtlichen Reichenbachschen Obligationen, künftigt zu machenden Berechnung, dergestalt mit in Ansatz gebracht, dafs dem Herzogthume, von der ganzen Summe besagter Obligationen, um Eine Million fünfhundert fünf und achtzig tausend fünfhundert Thaler weniger zur Last fallen, als es, nach dem an-noch festzusetzenden Abtheilungsmafsstabe, von denselben zu übernehmen hätte.

Obligations cedes à la Prusse

§. 31. Unter den, auf eben bemerkte Art, von Preussen übernommenen drey Millionen zwey hundert fünf und achtzigtausend achthundert Thaler Central-steuerschulden, befindet sich ein Betrag, von drey und zwanzig tausend vierhundert Thalern, solcher Obligationen, welche erst nach dem 5. Junius 1815 gänzlich voll-

vollzogen; aber von den Königl. Preuss. Behörden, nicht mehr in die allgemeine Centralsteuercaße gelegt worden sind; folglich, zu Befriedigung der Gläubiger, für welche man sie, als ihre Creation beschloßen wurde, bestimmt hatte, von der allgemeinen Centralsteuer, nicht verwendet werden konnten. Eines Theils um langwierige Erörterungen hierüber zu vermeiden; andern Theils aber auch, in Rücksicht der, in §. 5. enthaltenen Bestimmungen, werden besagte, über drey und zwanzigtausend vierhundert Thaler lautende Obligationen, der Disposition der Königl. Preuss. Regierung, ohne weitere Nachrechnung, dergestalt überlassen, daß dieselbe sie, ausschließend zu Befriedigung ihrer Unterthanen, verwenden kann. Bey Berechnung und Abtheilung der Centralsteuercaßensbestände bleiben diese drey und zwanzigtausend vierhundert Thaler ganz außer Ansatz.

Sollten einige oder alle Gläubiger, zu deren Befriedigung, besagte Obligationen über drey und zwanzigtausend vierhundert Thaler, bey ihrer Creation bestimmt waren, bereits, aus andern Zahlungsmitteln der Centralsteuercaße, befriedigt worden seyn, so hat es hiebey sein Bewenden. In so weit aber ihre Befriedigung, in dieser Art, noch nicht geschehen ist, so hat sie, nach denen, in §. 3 und 4. enthaltenen, Bestimmungen zu geschehen.

§. 32. Mit der Berechnung und Vertheilung, der Intérêts. Péräquations - Lieferungs - Aequivalentgelder und Centralsteuercaße, wird auch die Ausgleichung, wegen der, seit dem 5. Juny 1815, verfallenen und bezahlten, oder etwa noch unberichtigten Zinsen, von den Landescommissionscheinen, und Centralsteuerobligationen, von dem Königreich, eine Million sieben hundert fünf und achtzig tausend, acht hundert Thaler; hingegen an Landescommissionscheinen, von dem Königreiche, fünfhundert tausend Thaler, und von dem Herzogthume, zwey hundert tausend Thaler zu verzinsen gewesen wären. Zeigt sich, bey dieser Berechnung: daß, von einer der Königl. Regierungen mehr Zinsen bezahlt worden sind, als ihr hiernach zur Last fallen, so wird die Vergütung, des zu viel Bezahlten, bey der Abtheilung der oben genannten Caßen

1817 sen geschehen; und, wofern der Bestand derselben dazu nicht hinreichen sollte, binnen sechs Wochen, nach dem Rechnungsabschlusse, von der andern Regierung, ohnfehlbar geleistet werden. Von dem Tage an, womit diese Zinsberechnung abgeschlossen wird, übernimmt Preussen die alleinige Verzinsung, sämmtlicher Centralsteueroobligationen, und Sachsen die alleinige Verzinsung sämmtlicher Landescommissionscheine. Zugleich macht sich aber auch Sachsen verbindlich, von eben diesem Tage an, bis zu dem Zeitpunkte, wo die endliche Uebereinkunft, wegen der Steuer-Credit-Schulden-Abtheilung, abgeschlossen werden wird, aufser dem Theile dieser Schulden, den es indessen schon provisorisch verzinste, auch noch die Verzinsung von einer Million fünfhundert fünf und achtzig tausend fünfhundert Thaler, sogenannter Reichenbachschen Obligationen, welche, unter den von der Königl. Preuss. Regierung bisher verzinnten Steuercreditschulden, begriffen waren, zu übernehmen.

Taux de
la mon-
naie.

§. 33. Beide Königl. Regierungen machen sich andurch gegenseitig verbindlich, den Zins- und Münzfuss, der Centralsteueroobligationen und Landescommissionscheine, nie herab zu setzen und überhaupt, für die Sicherstellung und Aufrechthaltung und baldige Heimzahlung derselben, so wie für Emporbringung und Aufrechthaltung ihres Credits, alle Sorgfalt anzuwenden, um besagten Obligationen, mit denen, nach dem nämlichen Fuss verzinlichen, sogenannten Reichenbachschen Obligationen, möglichst gleichen Werth zu verschaffen. Zu diesem Ende werden den Besitzern der Centralsteueroobligationen, von der Königl. Preuss. Regierung, und den Besitzern der Landescommissionscheine, von der Königl. Sächsl. Regierung, diejenigen Vortheile und Vorrechte andurch eingeräumt, welche jede dieser Königl. Regierungen, in ihrem Gebiete, mit dem Besitze, der am meisten begünstigten Sächsischen Staatspapiere, verbinden wird, oder verbunden hat. Die Zinsen werden, an den bisher gewöhnlichen Orten, nämlich, so viel die Centralsteueroobligationen betrifft, zu Leipzig, und so viel die Landescommissionscheine anlangt, zu Dresden oder auch zu Leipzig, entrichtet, und die Capital-

pitalzahlung, zu seiner Zeit, ebendasselbst geleistet werden. 1817

§. 34. Ueberhaupt wird, zwischen beiden Königl. Regierungen, unabweichlich festgesetzt: daß keine derselben, in der Behandlung der Obligationenbesitzer, irgend einen Unterschied zwischen denen, welche Unterthanen ihres oder des andern Landestheiles sind, jemals eintreten lassen wird. Eben diese Gleichheit, in der Behandlung der beiderseitigen Unterthanen, wird jede Regierung, auch in dem Falle, genau beobachten, wenn Unterthanen der andern Regierung an eine der Cassen, von welchen gegenwärtige Convention handelt, Forderungen zu machen haben. Sollten in beiden Landestheilen, Forderungen von Unterthanen, aus dem andern Landestheil, angemeldet werden; so wird man, in sofern diese Forderungen einander in quali et quanto gleich gestellt werden können, sich dahin auszugleichen suchen, daß jede Regierung die Befriedigung ihrer, mit solchen Ansprüchen auftretenden, Unterthanen übernimmt.

§. 35. Sobald die, vermöge gegenwärtiger Convention, annoch vorzunehmenden, gemeinschaftlichen Berechnungen abgeschlossen sind, werden die sämtlichen, auf das Herzogthum ausschließlich Bezug nehmenden, die Peräquations - Lieferungs - Aequivalentgelder und Centralsteuerangelegenheiten, betreffenden Acten, Cataster, Rechnungen, Bücher, und wie immer gearteten Litteralien, von der Kriegsverwaltungskammer und allen andern Königl. Sächsischen Behörden, bey welchen sie sich verwahrt befinden, unverzüglich und ohne Ausnahme, an die Königlich Preussische Commission, zur Ausgleichung mit dem Königreiche Sachsen, ausgeliefert werden. Die Liquidationen, aus dem Herzogthum und die Belege derselben, welche unter vorgedachten Papieren befindlich sind, werden den Königlich Preussischen Behörden, gleich nach Vollziehung dieser Convention, jedoch unter der Bedingung, ausgeantwortet, daß sie sogleich wieder mitzuthellen sind, falls man ihrer, bey den obenerwähnten Berechnungen, bedürfen sollte. Von den gemeinschaftlichen Papieren, der

Extra-
dition
d'actes
etc.

436 *Convention pour le partage des dettes*

1817 oben bezeichneten Art, werden, auf Verlangen, glaubte Abschriften ertheilt werden.

Cautions

§. 36. Wenn sich etwa, in Händen einer der Königlichen Regierungen, Cautions oder Depositionen befinden sollten, welche, rücksichtlich der Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder und Centralsteuerangelegenheiten und Anstalten, erlegt worden sind, und nunmehr in den andern Landestheil gehören; so werden solche mit denen, in dem vorhergehenden §. bemerkten, Acten und Papieren, zugleich übergeben werden.

Luface supérieure.

§. 37. Auf die Oberlausitz ist zwar die Verfügung, des §. 28. dieser Convention anwendbar. Im übrigen wird sie, von diesem Abkommen, so weit dasselbe die Auseinandersetzung, zwischen beiden Königlichen Regierungen, betrifft, ausgeschlossen, und ein solches der ständischen Deputation dieser Provinz, mit Vorbehalt der Genehmigung beider Königlichen Commissionen, zu entwerfen überlassen; jedoch hier festgestellt: daß alles, was die Oberlausitz, aus der gemeinschaftlichen Peräquations-Lieferungs-Aequivalentgelder- oder Centralsteueranstalt erhalten hat, als wahrer, nicht zu ersetzender, Zuschuß betrachtet, und dagegen besagter Provinz, kein Anspruch, an die gemeinschaftliche Peräquations- und Centralsteueranstalt, zustehen soll. Hierdurch wird jedoch der Ausgleichung, der beiden Antheile der Oberlausitz, mit den übrigen Provinzen und Kreisen, desjenigen Landestheils, wozu jeder Antheil von der Oberlausitz gehört, keineswegs vorgegriffen.

Communication des livres de compte.

§. 38. Unmittelbar nach Abschluß dieser Convention, werden, Königl. Preussischer und Königl. Sächsischer Seits, die nöthigen Verfügungen, an die Deputationen der getheilten Kreise und Provinzen, erlassen, daß die Einsicht aller, zu Auseinandersetzung der Verhältnisse, besagter Kreise und Provinzen, erforderlichen und dienlichen Bücher, Rechnungen und Acten, auf jedesmaliges Verlangen, ohne Schwierigkeit, gestattet werde. Sobald gedachte Verhältnisse aneinander gesetzt sind, werden jedem Landestheile, die, ihn ausschließend angehende, Papiere, erwähnter Art, ausgeliefert.

§. 39. Die beiden Königl. Commissionen werden sich alsbald, gegenseitig, diejenigen Beamten namhaft machen, welche sie zu den, vermöge gegenwärtiger Convention, vorzunehmenden Berechnungen, Erhebungen und Liquidationen, zu subdelegiren gesonnen sind. Diese Subdelegirten werden ihre Geschäfte unverweilt beginnen; und damit ohne Aufschub und Unterbrechung, bis zum Abschlusse, fortfahren.

§. 40. Gegenwärtige Convention wird, alsogleich, durch den Druck, öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen: Dresden, am 23. July 1817.

*Der Oesterreichische Kaiserliche Vermittelungs-
Commissär.*

(L. S.) gez.: F. C. Freyherr von GÄRTNER.

*Königl. Preufs. Commission Königl. Sächsf. Friedens-
zur Ausgleichung mit dem vollziehungs- u. Ausein-
Königreich Sachsen. andersetzungscommission.*

(L. S.) gez.: GAUDI. (L. S.) gez.: v. GLOBIG.

(L. S.) gez.: FRIESE. (L. S.) gez.: GÜNTHER.

(L. S.) gez.: SIETZE. (L. S.) gez.: v. WATZDORF.

1817 *Additional Convention to the Treaty of the*
 28 Juil. 22d January 1815, between His Britannick
 Majesty and His Most Faithful Majesty, for
 the purpose of preventing their Subjects from
 engaging in any illicit Traffic in Slaves. Sig-
 ned at London the 28th July 1817, in the
 English and Portuguese Languages.

(D'après l'exemplaire présenté aux deux chambres
 du Parlement 1818, imprimé à Londres fol.)

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of the United Kingdom of Portugal, Brazil, and Algarves, adhering to the principles which They have manifested in the Declaration of the Congress of Vienna, bearing date the 8th of February 1815 *), and being desirous to fulfil faithfully, and to Their utmost extent, the engagements which They mutually contracted by the Treaty of the 22d January 1815 **), and till the period shall arrive when, according to the tenor of the fourth Article of the said Treaty, His most Faithful Majesty has reserved to Himself, in concert with His Britannick Majesty, to fix the time when the Trade in Slaves shall cease entirely and be prohibited in His Dominions, and His Majesty the King of the United Kingdom of Portugal, Brazil, and Algarves, having bound Himself, by the second Article of the said Treaty, to adopt the measures necessary to prevent His Subjects from all illicit Traffic in Slaves, and His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland having, on His part, engaged, in conjunction with His most Faithful Majesty, to employ effectual means to prevent Portuguese vessels trading in Slaves, in conformity with the Laws of Portugal and the existing Treaties, from suffering any loss or hindrance from British cruisers, their said Majesties have accordingly resolved to proceed to the arrangement of a Convention for the attainment of these objects, and have therefore named as Plenipotentiaries, *ad hoc viz:*

His

*) Suppl. T. VI. p. 432.

**) Suppl. T. VI. p. 96.

Convention additionnelle au traité du 22 1817
Janvier 1815 entre S. M. Britannique et
S. M. Très-Fidèle afin d'empêcher leurs su-
jets d'exercer un commerce illicite d'Escla-
ves; signé à Londres le 28 Juillet 1817, en
langue Anglaise et Portugaise.

(Traduction privée.)

S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et S. M. le Roi du Royaume uni de Portugal, Brésil et Algarves, adhérant aux principes qu'ils ont manifesté dans la déclaration au Congrès de Vienne sous date du 8 Février 1815, et desirant remplir fidèlement et dans toute leur étendue les engagements qu'ils ont contracté mutuellement par le traité du 22 Janvier 1815 et jusqu'à ce que l'époque surviendra où, conformément à l'article quatre du dit traité, Sa Majesté très-fidèle s'est réservée de concert avec S. M. Britannique, de fixer le tems où le commerce d'esclaves cessera entièrement et sera prohibé dans Ses Etats, et S. M. le Roi du Royaume uni du Portugal, du Brésil et d'Algarves s'étant engagé lui même par l'article second du dit traité à adopter les mesures nécessaires pour empêcher ses Sujets à exercer un commerce illicite d'esclaves, et S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'étant engagé de son côté conjointement avec Sa Majesté très-fidèle à employer des moyens efficaces à garantir les vaisseaux Portugais faisant le commerce d'esclaves, en conformité des lois de Portugal et des traités existans contre toute perte ou empêchement de la part des croiseurs Britanniques, leurs dites Majestés ont en conséquence résolu de procéder à l'arrangement d'une convention sur ces objets, et ont à cette fin nommé pour Plénipotentiaires ad hoc, savoir :

1817 His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Robert Stewart, Viscount Castlereagh, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, Colonel of the Londonderry Regiment of Militia, Knight of the Most Noble Order of the Garter, and His Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and His Majesty the King of the United Kingdom of Portugal, Brazil, and Algarves, the Most Illustrious and Most Excellent Lord, Don Pedro de Souza Holstein, Count of Palmella, Councillor of His said Majesty, Captain of the German Company of His Royal Guards, Commander of the Order of Christ, Grand Cross of the Order of Charles III. of Spain, and His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Britannick Majesty; who, after having exchanged their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Com-
merce
illicite.

ART. I. The object of this Convention is, on the part of the two Governments, mutually to prevent their respective subjects from carrying on an illicit Slave Trade.

The two High Contracting Powers declare, that they consider as illicit, any Traffic in Slaves carried on under the following circumstances:

1st. Either by British ships, and under the British flag, or for the account of British subjects, by any vessel or under any flag whatsoever.

2d. By Portuguese vessels in any of the harbours or roads of the coast of Africa, which are prohibited by the first Article of the Treaty of the 22d January 1815.

3d. Under the Portuguese or British flag for the account of the subjects of any other Government.

4th. By Portuguese vessels bound for any Port not in the Dominions of His Most Faithful Majesty.

Com-
merce
encore
permis.

ART. II. The Territories in which the Traffic in Slaves continues to be permitted, under the Treaty of the 22d of January 1815, to the subjects of His Most Faithful Majesty, are the following:

1st. The Territories possessed by the Crown of Portugal upon the coast of Africa to the south of the Equator, that is to say, upon the eastern coast of Africa, the Territory laying between Cape Delgado and the Bay of Lourenço Marques; and upon the western coast, all that

S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande le très-honorable Robert Stewart Vicomte Castlereagh, membre du très-honorable Conseil privé de S. M. membre du Parlement, Colonel du regiment de milice de Londonderry, Chevalier du très-noble ordre de la Jarretière et Son principal Secrétaire d'état pour les affaires étrangères; et S. M. du Royaume uni de Portugal, du Brésil et d'Algarves, le très-illustre et très-excellent Sieur Don Pedro de Souza Holstein, Comte de Palmella, Conseiller de sa dite Majesté, capitaine de la compagnie allemande de ses gardes royales. Commandeur de l'ordre de Christ, Grand-croix de l'ordre de Charles III. d'Espagne et Son Envoyé extraordinaire et ministre Plénipotentiaire près S. M. Britannique; lesquels après avoir échangé leurs pleinpouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

ART. I. Le but de la présente convention est de la part des deux gouvernemens d'empêcher leurs sujets respectifs à exercer un commerce illicite d'esclaves.

Les deux hautes parties contractantes déclarent, qu'elles regardent comme illicite tout commerce d'esclaves exercé sous les circonstances suivantes:

1. soit par les vaisseaux Britanniques et sous pavillon britannique, soit pour le compte de sujets Britanniques par un vaisseau ou sous pavillon quelconque.
2. par des vaisseaux Portugais dans aucun des havres ou rades des côtes d'Afrique lesquels sont prohibés par l'art. 1. du traité du 22 Janvier 1815;
3. sous pavillon Portugais ou Britannique pour le compte de sujets de quelque autre Gouvernement;
4. par des vaisseaux Portugais destiné vers un port non situé dans les états de S. M. très-fidèle.

ART. II. Les territoires dans lesquels le commerce d'esclaves continue à être permis, d'après le traité du 22 Janv. 1815, aux sujets de S. M. très-fidèle sont les suivans:

1. Les territoires possédés par la couronne de Portugal sur les côtes d'Afrique au sud de l'Equateur, c'est à dire sur la côte orientale d'Afrique le territoire situé entre le Cap Delgado et le Bay de Lourenço Marques

1817 that which is situated from the 8th to the 18th degree of south latitude.

Those Territories on the coast of Africa to the south of the Equator, over which His Most Faithful Majesty has declared that he has retained his rights, namely,

The Territories of Molembo and Cabinda upon the eastern coast of Africa, from the 5th degree 12' to the 8th degree south latitude.

**Loi pé-
nale.**

ART. III. His Most Faithful Majesty engages, within the space of two months after the exchange of the Ratifications of this present Convention, to promulgate in His Capital, and in the other parts of His Dominions, as soon as possible, a Law, which shall prescribe the punishment of any of His Subjects, who may in future participate in an illicit Traffic of Slaves, and at the same time to renew the prohibition which already exists, to import Slaves into the Brazils, under any flag, other than that of Portugal; and His Most Faithful Majesty engages to assimilate, as much as possible, the Legislation of Portugal in this respect, to that of Great Britain.

**Passe-
ports.**

ART. IV. Every Portuguese vessel which shall be destined for the Slave Trade, on any point of the African Coast, where this traffic still continues to be lawful, must be provided with a Royal passport, conformable to the model annexed to this present Convention, and which model forms an integral part of the same. The passport must be written in the Portuguese language, with an authentic translation in English annexed thereto, and it must be signed, for those vessels sailing from the port of Rio Janeiro, by the Minister of Marine: And for all other vessels which may be intended for the said traffic, and which may sail from any other ports of the Brazils, or from any other of the Dominions of His Most Faithful Majesty not in Europe, the passports must be signed by the Governor in Chief of the Captaincy to which the port belongs: And as to those vessels which may proceed from the ports of Portugal, to carry on the Traffic in Slaves, their passports must be signed by the Secretary of the Government for the Marine Department.

**Vaisse-
aux
croiseurs**

ART. V. The two High Contracting Powers, for the more complete attainment of their object, namely, the

ques et sur la côte occidentale tous ceux situés depuis le 8 jusqu'au 18^e degré latitude meridionale; 1817

2. Ces territoires sur la côte d'Afrique au sud de l'Equateur sur lesquels S. M. très-fidèle a expressément déclaré s'être réservé ses droits, notamment,

Les territoires de Molembo et Cabinde sur la côte orientale d'Afrique depuis le 5^e au 18^e degré de latitude meridionale.

ART. III. Sa Majesté très-fidèle s'engage à publier dans l'espace de deux mois après l'échange des ratifications de la présente convention, dans Sa capitale, et aussitôt que possible dans les autres parties de Ses Etats, une loi qui prescrira la punition de tel de Ses sujets qui pourrait par la suite prendre part à un commerce illicite d'esclaves, et en même tems renouveler la défense déjà existante d'importer des esclaves dans le Brésil sous pavillon quelconque autre que celui du Portugal; et S. M. Très-fidèle s'engage à assimiler autant que possible la législation du Portugal à cet égard à celle de la Grande-Bretagne.

ART. IV. Tout vaisseau Portugais qui sera destiné au commerce d'Esclaves, sur aucun point de la côte d'Afrique où ce commerce continue encore à être permis, doit être muni d'un passeport Royal conforme au modèle annexé à la présente convention le quel modèle en forme une partie intégrante. Ce passeport devra être écrit en langue portugaise avec une traduction legalisée anglaise y ajoutée, et doit être signé pour les vaisseaux faisant voile du port de Rio Janeiro, par le ministre de la marine, et pour tous les autres vaisseaux qui peuvent être destinés à ce trafic et qui pourraient faire voile d'autres ports du Brésil ou de quelque autre ports des Etats de S. M. très-fidèle en Europe, les passeports devront être signés par le Gouverneur en chef de la Capitainerie dont ce port ressortit; et quant aux vaisseaux qui pourraient faire voile des Ports du Portugal pour exercer le commerce d'esclaves, leurs passeports devront être signés par le Secrétaire du gouvernement pour le département de la marine.

ART. V. Les deux hautes parties contractantes, afin d'atteindre plus complètement leur but, savoir
d'em-

1817 the prevention of all illicit Traffic in Slaves, on the part of their respective Subjects, mutually consent, that the ships of war of their Royal Navies, which shall be provided with special instructions for this purpose, as herein-after provided, may visit such merchant vessels of the two nations, as may be suspected, upon reasonable grounds, of having Slaves on board, acquired by an illicit traffic, and, in the event only of their actually finding Slaves on board, may detain and bring away such vessels, in order that they may be brought to trial before the Tribunals established for this purpose, as shall herein-after be specified.

Provided always, that the Commanders of the ships of war of the two Royal Navies, who shall be employed on this service, shall adhere strictly to the exact tenor of the instructions which they shall have received for this purpose.

As this Article is entirely reciprocal, the two High Contracting Parties engage mutually, to make good any losses which their respective Subjects may incur unjustly, by the arbitrary and illegal detention of their vessels.

It being understood that this indemnity shall invariably be borne by the Government whose cruiser shall have been guilty of the arbitrary detention; provided always, that the visit and detention of Slave ships, specified in this Article, shall only be effected by those British or Portuguese vessels, which may form part of the two Royal Navies; and by those only of such vessels which are provided with the special instructions annexed to the present Convention.

Cas de
deten-
tion.

ART. VI. No British or Portuguese cruiser shall detain any Slave ship, not having Slaves actually on board; and in order to render lawful the detention of any ship, whether British or Portuguese, the Slaves found on board such vessel must have been brought there for the express purpose of the traffic; and those on board Portuguese ships must have been taken from that part of the Coast of Africa where the Slave Trade was prohibited by the Treaty of the 22d of January 1815.

ART.

d'empêcher tout commerce illicite d'esclaves de la part de leurs sujets consentent mutuellement que les vaisseaux de guerre de leur marine royale qui seront munis d'instructions spéciales à cette fin, ainsi qu'il est réglé ci-dessous, pourront visiter tels navires marchands des deux nations qui pourraient être soupçonnés par des motifs raisonnables d'avoir des esclaves à leur bord acquis par un trafic illicite, et dans le cas seulement où ils trouveraient effectivement des esclaves à leur bord pourront detenir et amener de tels navires afin qu'ils puissent être mis en jugement devant les tribunaux établis à cette fin ainsi qu'il sera spécifié ci-après. 1817

Pourvu toute fois que les Commandans des vaisseaux de guerre des deux marines royales, lesquels seront employés à ce service, se tiennent strictement à la teneur exacte de ces instructions qu'ils auront reçues à cet effet.

Comme cet article est entièrement réciproque les deux hautes parties contractantes s'engagent à bonifier toutes les pertes que leurs sujets respectifs pourraient encourrir injustement par la detention arbitraire et illégale de leurs navires.

Etant entendu que cette indemnité sera invariablement supportée par le gouvernement dont le croiseur se sera rendu coupable de cette detention arbitraire; pourvu toute fois que la visite et detention de vaisseaux à esclaves, spécifiée dans cet article soit uniquement effectuée par des vaisseaux Britanniques ou Portugais qui font partie des deux marines royales et par ceux de ces vaisseaux seulement qui sont munis des instructions spéciales annexées à la présente convention.

ART. VI. Aucun croiseur Britannique ou Portugais detiendra un vaisseau à esclaves, qui n'a point effectivement des esclaves à bord; et pour rendre légitime la detention de quelque vaisseau soit Britannique ou Portugais il faut que les esclaves trouvés à bord de ce vaisseau y aient été conduits dans le but d'en faire le commerce; et ceux à bord de vaisseaux Portugais doivent avoir été pris de cette partie des côtes d'Afrique où le commerce d'esclaves a été prohibé par le traité du 22 Janvier 1815.

ART.

1817

Instruc-
tions.

ART. VII. All ships of war of the two nations, which shall hereafter be destined to prevent the illicit Traffic in Slaves, shall be furnished by their own Government with a copy of the instructions annexed to the present Convention, and which shall be considered as an integral part thereof.

These instructions shall be written in Portuguese and English, and signed for the vessels of each of the two Powers, by the Ministers of their respective Marine.

The two High Contracting Parties reserve the faculty of altering the said instructions, in whole or in part, according to circumstances; it being, however, well understood, that the said alterations cannot take place but by common agreement, and by the consent of the two High Contracting Parties.

Commis-
sions
mixtes.

ART. VIII. In order to bring to adjudication, with the least delay and inconvenience, the Vessels which may be detained for having been engaged in an illicit traffic of Slaves, there shall be established, within the space of a Year at furthest from the exchange of the Ratifications of the present Convention, two mixed Commissions, formed of an equal number of individuals of the two Nations, named for this purpose by their respective Sovereigns.

These Commissions shall reside—one in a possession belonging to His Britannick Majesty—the other within the Territories of His Most Faithfull Majesty; and the two Governments, at the period of the exchange of the Ratifications of the present Convention, shall declare, each for its own Dominions, in what places the Commissions shall respectively reside. Each of the two High Contracting Parties reserving to itself the right of changing, at its pleasure, the place of residence of the Commission held within its own Dominions, provided, however, that one of the two Commissions shall always be held upon the Coast of Africa, and the other in the Brazils.

These Commissions shall judge the causes submitted to them without appeal, and according to the regulation and instructions annexed to the present Convention, of which they shall be considered as an integral part.

Indem-
nités.

ART. IX. His Britannick Majesty, in conformity with the stipulations of the Treaty of the 22d of January

1815,

ART. VII. Tous les vaisseaux de guerre des deux nations qui seront à l'avenir destinés à empêcher le commerce illicites des esclaves seront munis par leur propre Gouvernement d'une copie des instructions annexées à la présente convention lesquelles en seront considérées comme une partie intégrante. 1817

Ces instructions seront dressées en langue Portugaise et Anglaise et signées pour les vaisseaux de chacune des deux parties par les ministres de leur marine respective.

Les hautes parties contractantes se réservent la faculté de changer les dites instructions en tout ou en partie d'après les circonstances; il est toute fois entendu que les dits changemens ne pourront avoir lieu que d'accord commun et avec le consentement des deux hautes parties contractantes.

ART. VIII. Afin de faire adjuer avec le moindre délai et inconvenient possible, les vaisseaux qui seront detenus pour avoir été employés à un commerce illicite d'esclaves, il sera établi dans l'espace d'une année au plus tard après l'échangé des ratifications de la présente Convention, deux commissions mixtes composées d'un nombre égal d'individus des deux nations nommés à cet effet par les Souverains respectifs.

Ces commissions siégeront, l'une dans une possession appartenant à S. M. Britannique, l'autre dans l'enceinte des territoires de S. M. Très-fidèle; et les deux Gouvernemens déclareront à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, chacune pour ses propres états en quel endroit les commissions résideront. Chacune des deux hautes parties contractantes se réserve le droit de changer à son gré la place du siège de la commission réunie dans ses propres Etats, pourvu toute fois que l'une des deux commissions soit toujours établie sur les côtes d'Afrique et l'autre dans le Brésil.

Ces commissions jugeront les causes soumises à elles, sans appel, et en conformité du règlement et des instructions annexées à la présente Convention dont elles seront considérées comme faisant partie intégrante.

ART. IX. S. M. Britannique en conformité des stipulations du traité du 22 Janvier 1815 s'engage à
accor-

1817 1815, engages to grant, in the manner hereafter explained, sufficient indemnification to all the Proprietors of Portuguese vessels and cargoes captured by British Cruizers between the 1st of June 1814, and the period at which the two Commissions pointed out in Article VIII, of the present Convention, shall assemble at their respective posts.

The two High Contracting Parties agree that all claims of the nature hereinbefore mentioned, shall be received and liquidated by a mixed Commission, to be held at London, and which shall consist of an equal number of the individuals of the two Nations, named by their respective Sovereigns, and upon the same principles stipulated by the VIIIth Article of this Additional Convention, and by the other acts which form an integral part of the same. The aforesaid Commissions shall commence their functions, six months after the Ratification of the present Convention, or sooner if possible.

The two High Contracting Parties have agreed that the Proprietors of vessels captured by the British Cruizers, cannot claim compensation for a larger number of Slaves than that which, according to the existing Laws of Portugal, they were permitted to transport, according to the rate of tonnage of the captured vessel.

The two High Contracting Parties are equally agreed, that every Portuguese vessel captured with Slaves on board for the traffic, which shall be proved to have been embarked within the territories of the Coast of Africa, situated to the North of Cape Palmas, and not belonging to the Crown of Portugal,—as well as all Portuguese vessels captured with Slaves on board for the traffic, six months after the exchange of the Ratifications of the Treaty of the 22d of January 1815, and on which it can be proved that the aforesaid Slaves, were embarked in the Roadsteads of the Coast of Africa, situated to the North of the Equator, shall not be entitled to claim any indemnification.

Paye-
ment de
l'indem-
nité.

ART. X. His Britannick Majesty engages to pay, within the space of a Year at furthest, from the decision of each case, to the individual having a just claim to the same, the sums which shall be granted to them by the Commissions named in the preceding Articles.

ART.

accorder sur le pied ci-après exprimé une indemnité suffisante à tous propriétaires de navires Portugais et de leurs cargaisons, capturés par des Croiseurs britanniques entre le 1 Juin 1814 et l'époque à laquelle les deux commissions désignées dans l'art. VIII. de la présente convention se réuniront à leurs postes respectifs. 1817

Les deux hautes parties contractantes conviennent que toutes les réclamations du genre ci-dessus mentionné, seront acceptées et liquidées par une commission mixte qui sera établie à Londres et composée d'un nombre égal d'individus des deux Nations nommés par leurs souverains respectifs, et d'après les mêmes principes stipulés par l'art. VIII. de la présente convention additionnelle et par les autres actes qui en forment une partie intégrante. Les susdites commissions commenceront leurs fonctions, six mois après la ratification de la présente Convention ou plutôt s'il est possible.

Les deux hautes parties contractantes sont convenues, que les propriétaires de navires capturés par les Croiseurs Britanniques ne peuvent point exiger un dédomagement pour un plus grand nombre d'esclaves que ceux qu'en vertu des lois existantes de Portugal ils avaient la permission de transporter à raison du tonnage du navire capturé.

Les deux hautes parties contractantes sont également convenues que tout navire Portugais capturé avec des esclaves à bord pour le commerce, desquels il sera prouvé qu'ils ont été embarqués dans l'enceinte des territoires sur les côtes d'Afrique situés au nord du Cap Palmes et non appartenant à la couronne de Portugal — comme aussi tous les vaisseaux Portugais capturés avec des esclaves à bord pour le commerce, six mois après l'échange des ratifications du traité du 22 Janvier 1815, et à l'égard des quels il ne sera pas prouvé que les susdits esclaves ont été embarqués dans les parages des côtes d'Afrique situés au Nord de l'Equateur ne seront point autorisés à demander quelque indemnité.

ART. X. S. M. Britannique s'engage à payer dans l'espace d'une année au plus tard après la décision de chaque cas, à l'individu ayant droit à le prétendre les sommes qui lui seront allouées par les commissions nommées dans les précédents articles.

1817

Indem-
nité de
300,000
Livr.

ART. XI. His Britannick Majesty formally engages to pay the Three Hundred Thousand Pounds Sterling of Indemnification, stipulated by the Convention of the 21st of January 1815, in favour of the Proprietors of Portuguese vessels captured by British Cruisers, up to the period of the 1st of June 1814, in the manner following, viz.

The first payment of One Hundred and Fifty Thousand Pounds Sterling Six Months after the exchange of the Ratifications of the present Convention, and the remaining One Hundred and Fifty Thousand Pounds Sterling, as well as the Interest at Five per. Cent. due upon the total sum, from the day of the exchange of the Ratifications of the Convention of the 21st of January 1815, shall be paid Nine Months after the exchange of the Ratifications of the present Convention. The interest due shall be payable up to the day of the last payment. All the aforesaid payments shall be made in London, to the Minister of His Most Faithful Majesty, at the Court of His Britannick Majesty, or to the persons whom His Most Faithful Majesty shall think proper to authorize for that purpose.

Pièces
anne-
xées.

ART. XII. The acts or instruments annexed to this Additional Convention, and which form an integral part thereof, are as follows:

No. 1. Form of passport for the Portuguese merchant ships, destined for the lawful traffic in Slaves.

No. 2. Instructions for the ships of war of both nations, destined to prevent the illicit traffic in Slaves.

No. 3. Regulation for the mixed Commissions, which are to hold their sittings on the coast of Africa, at the Brazils, and in London.

Ratifica-
tions.

ART. XIII. The present Convention shall be ratified, and the Ratifications thereof exchanged at Rio Janeiro within the space of four months at furthest, dating from the day of its signature.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have thereunto affixed the Seal of their Arms.

Done at London, the twenty - eighth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

Signed:

Signed:

(L. S.) CASTLEREAGH. (L. S.) *The Count of PALMELLA.*

Anno

ART. XI. S. M. Britannique s'engage formellement à payer les 300,000 Liv. Sterling d'indemnités stipulés par la convention du 21 Janvier 1815 en faveur des propriétaires de navires Portugais capturés par des Croiseurs Britanniques jusqu'à l'époque du Juin 1814, de la manière suivante: 1817

Le premier payement de 150,000 Liv. Sterling six mois après l'échange des ratifications de la présente Convention et les autres 150,000 Liv. Sterling ensemble avec les intérêts à 5 p. Ct. dûs sur la somme totale, depuis le jour de l'échange des ratifications de la convention du 21 Janvier 1815 seront payés neuf mois après l'échange des ratifications de la présente convention. Les Intérêts dûs seront payables jusqu'au jour du dernier payement. Tous les payements susdits seront faits à Londres au Ministre de S. M. très-fidèle près la cour de S. M. Britannique, ou aux personnes que S. M. très-fidèle jugera à propos d'autoriser à cet effet.

ART. XII. Les actes ou instrumens annexés à cette convention additionnelle et qui en forment une partie intégrante sont:

Nr. 1. Formulaire de passeport pour les navires marchands Portugais destinés à un commerce légitime d'esclaves.

Nr. 2. Instructions pour les vaisseaux de guerre des deux nations, destinés à empêcher le commerce illicite d'esclaves.

Nr. 3. Règlement pour les commissions mixtes qui tiendront leurs séances sur les côtes d'Afrique, au Brésil et à Londres.

ART. XIII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rio Janeiro dans l'espace de 4 mois au plus tard à dater du jour de sa signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le 28 Juillet de l'an de notre seigneur 1817.

Signé:

CASTLEREAGH.
(L. S.)

Signé:

Le Comte DE PALMELLA.
(L. S.)

Ff 2

Anne-

1817

A n n e x e s.

a.

*Form of Passport for Portuguese Vessels destined
for the lawful Traffic in Slaves.**(Place for the Royal Arms.)*

I. Minister and Secretary of State for the affairs of the Marine and Transatlantic Dominions, etc. etc.
 or Governor of this Province,
 or Secretary of the Government of Portugal, -
 make known to those that shall see the present Passport, that the vessel called of Tons, and carrying Men, and Passengers, Master, and Owner, Portuguese, and Subjects of the United Kingdom, is bound to the Ports of and and Coast of from whence she is to return to , the said Master and Owner having previously taken the required Oath before the Royal Board of Commerce of this capital, (or the Board of Inspection of this Province,) and having legally proved that no Foreigner has any share in the above vessel and cargo, as appears by the certificate of that Royal Board, (or Board of Inspection,) which is annexed to this Passport. The said Master, and Owner of the said vessel, being under an obligation to enter solely such Ports on the Coast of Africa where the Slave Trade is permitted to the Subjects of the United Kingdom of Portugal, Brazil and Algarves; and to return from thence to any of the Ports of this Kingdom, where alone they shall be permitted to land the Slaves whom they carry, after going through the proper forms, to shew that they have, in every respect, complied with the provisions of the *Alvará* of the 24th of November 1813, by which His Majesty was pleased to regulate the conveyance of Slaves from the Coast of Africa to His Dominions of Brazil. And should they fail to execute any of these conditions, they shall be liable to the penalties denounced by the *Alvará* of *) against those who shall carry on the Slave

*) This *Alvará* to be promulgated in pursuance of the III^d. Article of the Additional Convention of the 28th of July 1817.

a.

Formulaire de passeport pour les vaisseaux
Portugais destinés au commerce licite des
esclaves.

(Place pour les armes royales.)

Nous ministre et Secrétaire d'Etat pour les
affaires de marine et des colonies etc. etc
(ou gouverneur de cette Province)

(ou Secrétaire du gouvernement du Portugal)

Savoir faisons à ceux qui verront le présent Passe-
port que le navire appelé de tonneaux,
portant hommes et passagers maître

et Propriétaire Portugais et sujets du royaume
uni est destiné pour les ports de et côtes
de d'où il doit retourner à , le dit maître

et propriétaire ayant préalablement prêté le serment
requis devant le bureau royal de commerce de cette
capitale (ou le bureau d'inspection de cette province),

et ayant légalement prouvé qu'aucun étranger a quel-
que part au dit vaisseau et à sa cargaison, ainsi qu'il
apparoît par le certificat de ce bureau (ou bureau
d'inspection) lequel est annexé au présent passeport.

Le dit maître de navire et propriétaire du
dit navire étant dans l'obligation de n'entrer que dans
de tels ports sur la côte d'Afrique où le commerce

d'esclaves est permis aux sujets du royaume uni de
Portugal du Brésil et d'Algarve; et de retourner de
là dans tel des ports de ce royaume dans lesquels seuls

il leur sera permis de mettre à terre les esclaves qu'ils
apportent après s'être assujétis aux formes prescrites,
pour faire voir qu'ils ont en tous les égards satisfait

aux dispositions de l'ordonnance du 24 Novembre 1813
par laquelle S. M. a jugé à propos de régler le trans-
port des esclaves des côtes d'Afrique vers les Etats

du Brésil. Et s'ils venoient à manquer à l'accomplis-
sement d'aucune de ces conditions, ils seront soumis
aux peines annoncées par l'Alvara du ") contre

ceux

*) Cet Alvara a promulguer en conséquence de l'art. III. de
la convention additionnelle du 28 Juil. 1817.

1817 Slave Trade in an illicit manner. And as in going or returning she may, either at sea or in port, meet officers of ships and vessels of the same kingdom, the King Our Lord orders them not to give her any obstruction; and His Majesty recommends to the Officers of the Fleets, Squadrons, and Ships of the King's, Princes, Republics and Potentates, the friends and allies of the Crown, not to prevent Her from prosecuting her voyage, but, on the contrary, to afford her any aid and accommodation she may want for continuing the same; being persuaded that those recommended by their Princes, will, on Our part, experience the same treatment. In testimony of which His Majesty has ordered her to be furnished by me with this Passport, signed and sealed with the great Seal of the Royal Arms, which shall have validity only for and for one voyage alone.

Given in the Palace of the of
in the year after the Birth of our Lord
Jesus Christ.

(L. S.)

By order of His Excellency,

The Officer who made out the Passport.

This Passport, numbered () authorises any number of Slaves not exceeding being per ton [as permitted by the *Alvará* of *)] to be on board of this Ship at one time excepting always such Slaves employed as sailors or domestics, and children born on board during the voyage.

(Signed as above, by the proper Portuguese Authorities.)

Signed:

CASTLEREAGH.

Signed:

The Count OF PALMELLA.

*) That is to say, the *Alvará* of the 24th of November 1813, or any other Portuguese Law which may hereafter be promulgated in lieu thereof.

ceux qui exerceront le commerce d'esclaves d'une manière illicite. Et comme en allant ou en retournant, ils pourraient soit en pleine mer, soit dans les ports, rencontrer des officiers de vaisseaux et navires du dit Royaume, le Roi notre seigneur leur ordonne de ne causer aucun empêchement à ce navire; et S. M. recommande aux Officiers des flottes, esclaves, et vaisseaux des Rois, Princes, Républiques et Puissances, amis et alliés de la couronne de ne pas les empêcher de continuer leur voyage, mais au contraire de leur prêter toute sorte de secours et assistance dont ils pourraient avoir besoin pour le continuer; étant persuadés que ceux recommandés par leurs Princes éprouveront de notre côté le même traitement. En foi de quoi S. M. a ordonné de les munir de mon présent Passeport, signé et scellé du grand sceau des armes royales, lequel ne sera valable que pour et pour un voyage seulement. 1817

Donné au Palais de le du
de l'année après la naissance de notre Seigneur
Jésus Christ.

(L. S.)

Par ordre de Son Excellence
l'officier qui a expédié le Passeport.

Le présent passeport côté autorise tout nombre d'esclaves n'excédant pas étant par tonneau [comme permis par l'Alvara du *)] à être à bord de ce vaisseau à la fois, non compris toute fois les esclaves employés comme matelots ou domestiques, et les enfans nés à bord pendant le voyage.

(Signé comme ci-dessus par l'autorité Portugaise du ressort.)

Signé:

CASTLEREAGH.

Signé:

Le Comte DE PALMELLA.

*) Savoir l'Alvara du 24 Nov. 1813 où telle autre ordonnance Portugaise qui par la suite pourrait être promulgué à sa place.

b.

1817 *Instructions intended for the British and Portuguese Ships of War employed to prevent the illicit Traffic in Slaves.*

ART. I. **E**very British or Portuguese ship of war shall, in conformity with Article V. of the Additional Convention of this date, have a right to visit the Merchant ships of either of the two Powers actually engaged, or suspected to be engaged in the Slave Trade; and should any Slaves be found on board according to the tenor of the VIth Article of the aforesaid Additional Convention,—And as to what regards the Portuguese vessels, should there be ground to suspect that the said Slaves have been embarked on a part of the Coast of Africa where the traffic in Slaves can no longer be legally carried on in consequence of the stipulations in force between the two High Powers: in these cases alone, the Commander of the said ship of war may detain them; and having detained them, he is to bring them, as soon as possible, for judgment before that of the two mixed Commissions appointed by the VIIIth. Article of the Additional Convention of this date, which shall be the nearest, or which the Commander of the capturing ship shall, upon his own responsibility, think he can soonest reach from the spot where the Slave ship shall have been detained.

Ships on board of which no Slaves shall be found intended for purposes of traffic, shall not be detained on any account or pretence whatever.

Negro servants or sailors that may be found on board of the said vessels, cannot, in any case, be deemed a sufficient cause for detention.

ART. II. No merchantmen or slave ship can, on any account or pretence whatever, be visited or detained whilst in the port or roadstead belonging to either of the Two High Contracting Powers, or within cannon-shot of the batteries on shore. But in case suspicious vessels should be found so circumstanced, proper representations may be addressed to the Authorities of the

b.

Instructions destinées pour les vaisseaux de 1817
guerre Britanniques et Portugais employés à empêcher le commerce illicite d'esclaves.

ART. I. *T*out vaisseau de guerre Britannique ou Portugais aura en conformité de l'art. V. de la convention additionnelle de ce jour le droit de visiter les navires marchands de chacune des deux Puissances, actuellement engagés ou suspectés d'être engagés dans le commerce des esclaves; et si quelques esclaves étaient trouvés à bord conformément à la teneur de l'art. VI. de la susdite convention additionnelle — et quant à ce qui regarde les vaisseaux Portugais s'il y avait lieu de soupçonner que les dits esclaves ont été embarqués dans une partie des côtes d'Afrique où le commerce d'esclaves ne peut plus être exercé légalement en conséquence des stipulations en vigueur entre les deux hautes puissances: dans ces cas seulement le commandant du dit vaisseau de guerre pourra les detenir, et après les avoir détenus il devra les amener aussitôt que possible pour être jugés devant l'une des deux commissions mixtes nommées par l'art. VIII. de la convention additionnelle de ce jour, laquelle sera la plus proche, ou que le commandant du vaisseau capteur jugera, sous sa responsabilité personnelle, pouvoir le plutôt atteindre, à partir du point sur lequel le navire à esclaves aura été détenu.

Les navires à bord des quels on ne trouvera point d'esclaves destinés à des objects de commerce ne seront détenus sous aucune raison ou prétexte quelconques.

Des domestiques ou matelôts nègres trouvés à bord des dits navires ne pourront en aucun cas être estimés une cause suffisante de détention.

ART. II. *A*ucun navire marchand ou vaisseau à esclaves ne pourra sous aucun motif ou prétexte quelconque être visité ou détenu pendant qu'il est dans le port ou sur la rade de l'une des deux hautes parties contractantes ou sous la portée du canon des batteries de la côte. Mais si des vaisseaux suspects seraient rencontrés sous de telles circonstances des représentations convenables pourront être adressées aux autorités du

1817 the country, requesting them to take effectual measures for preventing such abuses.

ART. III. The High Contracting Powers having in view the immense extent of the shores of Africa, to the north of the Equator, along which this commerce continues prohibited, and the facility thereby afforded for illicit traffic, on points where either the total absence or at least the distance of lawful Authorities bar ready access to those Authorities, in order to prevent it, have agreed, for the more readily attaining the salutary end which they propose, to grant, and they do actually grant to each other the power, without prejudice to the rights of Sovereignty, to visit and detain, as if on the high seas, any vessel having Slaves on board, even within cannon shot of the shore of their respective territories on the continent of Africa to the north of the Equator, in case of there being no local authorities to whom recourse might be had, as has been stated in the preceding Article. In such case, vessels so visited, may be brought before the mixed Commissions, in the form prescribed in the first Article of the preceding instructions.

ART. IV. No Portuguese merchantman or Slave ship shall, on any pretence whatever, be detained, which shall be found any where near the land, or on the high seas, south of the Equator, unless after a chase that shall have commenced north of the Equator.

ART. V. Portuguese vessels furnished with a regular passport, having Slaves on board, shipped at those parts of the Coast of Africa where the trade is permitted to Portuguese subjects, and which shall afterwards be found north of the Equator, shall not be detained by the ships of war of the two nations, though furnished with the present instructions, provided the same can account for their course, either in conformity with the practice of the Portuguese navigation, by steering some degrees to the northward, in search of fair winds, or for other legitimate causes, such as the dangers of the sea duly proved; or lastly, in the case of their passports proving that they were bound for a Portuguese port not within the continent of Africa. Provided always, that with regard to all Slave ships detained to the north of the Equator, the proof of the
lega-

du pays, en les requerrant de prendre des mesures efficaces pour empêcher de tels abus. 1817

ART. III. Les hautes puissances contractantes considérant l'immense étendue des côtes d'Afrique au nord de l'Equateur le long duquel ce commerce est défendu, et la facilité qui en résulte pour un commerce illicite sur les points où, soit l'absence totale ou du moins l'éloignement d'autorités légales empêche de s'adresser promptement à ces autorités, sont convenus, pour y remédier et afin d'obtenir plus promptement le but salutaire qu'ils ont en vue, d'accorder et accordent effectivement l'un à l'autre le pouvoir, sans préjudice pour leurs droits de Souveraineté de visiter et détenir comme s'il était en pleine mer tout navire ayant des esclaves à bord, même sous la portée du canon sur la côte de leurs territoires respectifs sur le continent d'Afrique au Nord de l'Equateur en cas qu'il n'y ait point là d'autorités locales auxquelles on pourrait recourir, ainsi qu'il est statué dans l'article précédent. Dans un tel cas, des vaisseaux ainsi visités pourront être amenés devant les commissions mixtes, dans la forme prescrite par l'article premier des précédentes instructions.

ART. IV. Aucun navire marchand ou à esclaves, Portugais ne sera détenu sous un prétexte quelconque le quel sera rencontré proche de la côte ou en pleine mer au Sud de l'Equateur si ce n'est après une chasse qui aurait commencée au Nord de l'Equateur.

ART. V. Des navires portugais munis d'un passeport en forme, ayant des esclaves à bord, embarquées dans ces parties des côtes d'Afrique où ce commerce est permis aux sujets Portugais, et qui seront ensuite rencontrés au Nord de l'Equateur, ne seront point détenus par les vaisseaux de guerre des deux nations, bien que munis des présentes instructions, pourvu qu'ils puissent justifier de leur cours soit en conformité de l'usage de la navigation portugaise en faisant voile de quelque degré vers le Nord afin de trouver des vents favorables, ou pour d'autres causes légitimes, tel que les dangers de mer dûment prouvés; ou enfin dans le cas où leurs passeports prouvent qu'ils sont destinés pour un port Portugais non situé sur le continent d'Afrique. Pourvu toute fois que par rapport à tous vaisseaux à esclaves détenus au nord

1817 legality of the voyage is to be furnished by the vessel so detained. On the other hand, with respect to Slave ships detained to the south of the Equator, in conformity with the stipulations of the preceding Article, the proof of the illegality of the voyage is to be exhibited by the captor.

It is in like manner stipulated, that the number of Slaves found on board a Slave ship by the cruisers, even should the number not agree with that contained in their passport, shall not be a sufficient reason to justify the detention of the ship; but the captain and the proprietor shall be denounced in the Portuguese Tribunals in the Brazils, in order to their being punished according to the laws of the country.

ART. VI. Every Portuguese vessel, intended to be employed in the legal Traffic in Slaves, in conformity with the principles laid down in the Additional Convention of this date, shall be commanded by a Native Portuguese; and twothirds, at least, of the crew, shall likewise be Portuguese. Provided always, that its Portuguese or foreign construction shall, in no wise, affect its nationality, and that the Negro sailors shall always be reckoned as Portuguese, provided they belong, as Slaves, to subjects of the Crown of Portugal, or that they have been enfranchised in the dominions of His Most Faithful Majesty.

ART. VII. Whenever a ship of war shall meet a merchant vessel liable to be searched, it shall be done in the most mild manner, and with every attention which is due between allied and friendly nations; and in no case shall the search be made by an officer holding a rank inferior to that of Lieutenant in the Navy.

ART. VIII. The ships of war which may detain the Slave ships, in pursuance of the principles laid down in the present instructions, shall leave on board all the cargo of Negroes untouched, as well as the Captain and a part at least of the crew of the above-mentioned Slave ship: the Captain shall draw up in writing an authentic declaration, which shall exhibit the state in which he found the detained ship, and the changes which may have taken place in it: he shall deliver to the Captain of the Slave ship a signed certificate of the papers seized on board the said vessel, as well

nord de l'Equateur, la preuve de la légalité de leur voyage doit être apportée par le navire ainsi détenu. D'un autre côté quant aux vaisseaux à esclaves détenus au sud de l'Equateur, en conformité avec les stipulations du précédent article, la preuve de l'illégalité de leur voyage doit être apportée par le capteur. 1817

Il est de même stipulé que le nombre d'esclaves trouvés à bord d'un vaisseau à esclaves pas les croiseurs, même si ce nombre ne répondait pas à celui indiqué dans le passeport, ne sera pas une raison suffisante pour justifier la détention de ce navire; mais le capitaine et le propriétaire seront dénoncés devant le tribunal Portugais du Brésil afin de les faire punir conformément aux lois de ce pays.

ART. IV. Tout navire Portugais destiné à être employé au commerce légitime d'esclaves, en conformité des principes établis dans la convention additionnelle de ce jour sera commandé par un né Portugais, et deux tiers au moins de l'Equipage seront également Portugais. Il est entendu toute fois que sa construction portugaise ou étrangère ne doit en aucune manière affecter sa nationalité, et que les matelots nègres seront toujours réputés Portugais pourvu qu'ils appartiennent comme esclaves à des sujets de la couronne de Portugal, ou qu'ils ont été affranchis dans les états de S. M. Très-fidèle,

ART. VII. Toutes les fois qu'un vaisseau de guerre rencontrera un navire marchand, sujet à la visite, celle-ci se fera de la manière la plus honnête et avec toutes les attentions que se doivent réciproquement deux nations amies et alliées; en aucun cas la recherche ne pourra être faite par un officier d'un grade inférieur à celui de Lieutenant de la marine.

ART. VIII. Les vaisseaux de guerre qui pourront détenir des navires à esclaves d'après la teneur des présentes instructions, laisseront à bord la cargaison entière de nègres sans y toucher, aussi bien que le patron et au moins une partie de l'équipage du dit navire.

Le Capitaine capteur couchera par écrit une déclaration authentique qui articulera l'état dans lequel il a trouvé le navire détenu et les changemens qui pourront y être survenus: il délivrera au Patron du navire à esclaves un certificat signé des papiers saisis

1817

well as of the number of Slaves found on board at the moment of detention.

The Negroes shall not be disembarked till after the vessels which contain them shall be arrived at the place where the legality of the capture is to be tried by one of the two mixt Commissions, in order that, in the event of their not being adjudged legal prize, the loss of the proprietors may be more easily repaired. If, however, urgent motives, deduced from the length of the voyage, the state of health of the Negroes, or other causes, required that they should be disembarked entirely, or in part, before the vessels could arrive at the place of residence of one of the said Commissions, the Commander of the capturing ship may take on himself the responsibility of such disembarkation, provided that the necessity be stated in a certificate in proper form.

ART. IX. No conveyance of Slaves from one Port of the Brazils to another, or from the Continent or Islands of Africa, to the possessions of Portugal out of America, shall take place as objects of commerce, except in ships provided with Passports from the Portuguese Government, *ad hoc*.

Done at London the twenty-eighth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

Signed:

CASTLEREAGH.
(L. S.)

Signed:

The Count OF PALMELLA.
(L. S.)

C.

Regulations for the mixed Commissions, which are to reside on the Coast of Africa, in the Brazils, and at London.

ART. I. **T**he mixed Commission to be established by the Additional Convention of this date, upon the legality of the detention of such Slave vessels as the cruisers of both nations shall detain, in pursuance of this same Convention, for carrying on an illicit commerce in Slaves.

The

à bord du dit navire, aussi bien que du nombre d'esclaves trouvés à son bord au moment de la détention. 1817.

Les nègres ne seront point débarqués avant que les navires qui les contiennent ne soient arrivés au lieu où la légalité de la capture doit être jugée par une des Cours mixtes, à l'effet que dans le cas où ils ne seraient point adjugés prises légales, la perte des propriétaires puisse d'autant plus aisément être réparée.

Si néanmoins des motifs urgens tirés de la longueur du voyage, de l'état sanitaire des nègres ou d'autres causes requerraient qu'ils fussent débarqués en totalité ou en partie; avant que le navire pût arriver au lieu de la résidence de l'une des dites commissions, le Commandant du vaisseau capteur peut prendre sur soi la responsabilité d'un semblable débarquement, pourvu que la nécessité en soit constatée par un certificat en due forme.

ART. IX. Aucun envoi d'esclaves d'un port du Brésil à l'autre ou du continent ou des îles d'Afrique à des possessions Portugaises hors de l'Amérique n'aura lieu comme objet de commerce, excepté sur navires munis de passeports du gouvernement Portugais ad hoc.
Fait à Londres le 28 Juillet 1817.

Signé:

CASTLEREAGH.
(L. S.)

Signé:

Le Comte DE PALMEIRA.
(L. S.)

C.

Règlement pour les commissions mixtes qui résideront sur les côtes d'Afrique, au Brésil, et à Londres.

ART. I. Les commissions mixtes à établir d'après la convention additionnelle de ce jour sur les côtes d'Afrique et au Brésil sont constituées à l'effet de décider de la légalité de la détention de tels navires à esclaves que les Croiseurs des deux nations viendront à arrêter en vertu de la dite convention pour exercer un commerce illicite d'esclaves.

Les

1817 The above-mentioned Commissions shall judge, without appeal, according to the letter and spirit of the Treaty of the 22^d of January 1815, and of the Additional Convention to the said Treaty, signed at London on this 28th day of July 1817.

The Commissions shall give sentence as summarily as possible, and they are required to decide, (as far as they shall find it practicable,) within the space of twenty days, to be dated from that on which every detained vessel shall have been brought into the Port where they shall reside; 1st, upon the legality of the capture; 2^d, in the case in which the captured vessel shall have been liberated, as to the indemnification which she is to receive.

And it is hereby provided, that in all cases the final sentence shall not be delayed, on account of the absence of witnesses, or for want of other proofs, beyond the period of two months: except upon the application of any of the parties interested, when, upon their giving satisfactory security to charge themselves with the expence and risks of the delay, the Commissioners may, at their discretion, grant an additional delay not exceeding four months.

ART. II. Each of the above-mentioned mixt Commissions, which are to reside on the coast of Africa, and in the Brazils, shall be composed in the following manner:

The two High Contracting Parties shall each of them name a Commissary Judge, and a Commissioner of Arbitration, who shall be authorized to hear and to decide, without appeal, all cases of capture of Slave vessels which, in pursuance of the stipulation of the Additional Convention of this date, may be laid before them. All the essential parts of the proceedings carried on before these mixt Commissions, shall be written down in the language of the country in which the Commission may reside.

The Commissary Judges and the Commissioners of Arbitration, shall make oath, in presence of the principal Magistrate of the place in which the Commission may reside, to judge fairly and faithfully, to have no preference either for the claimants or the captors, and to act, in all their decisions, in pursuance of the stipula-

Les commissions susmentionnées jugeront sans appel conformément à la lettre et à l'esprit du traité du 22 Janvier 1815 et de la convention additionnelle au dit traité, signée à Londres le 28 Juillet 1817. 1817

Ces commissions procéderont aussi sommairement que possible, et elles sont requises de prononcer (pour autant qu'elles le trouveront praticable) dans l'espace de vingt jours, à dater de celui auquel le navire détenu aura été conduit dans le port où elles résident; elles jugeront. 1) De la légalité de la capture, 2) dans le cas où le navire capturé viendra à être absous, de l'indemnisation à donner au navire capturé.

Et il est statué par les présentes que dans tous les cas, la sentence définitive ne pourra être différée pour cause d'absence des témoins, ou par défaut d'autres preuves, au delà du terme de deux mois, à moins que ce ne soit à la demande d'une des parties intéressées, en quel cas et moyennant qu'Elles fournissent sur des suffisante, qu'Elles se chargeront Elles mêmes des frais et risques du délai, les cours auront le pouvoir discrétionnaire d'accorder un délai additionnel qui n'excèdera pas quatre mois.

ART. II. Chacune des commissions mixtes susmentionnées, qui résideront sur les côtes d'Afrique, et au Brésil, sera composée de la manière suivante:

Les deux hautes parties contractantes nommeront chacune un commissaire juge et un commissaire d'arbitrage, qui seront autorisés à prendre connaissance et à décider sans appel de tous les cas de capture de navires à esclaves, qui, en suite des stipulations de la convention additionnelle de ce jour viendront à être portés devant eux. Toutes les parties essentielles des procédures portées par devant les dites commissions mixtes seront couchées par écrit dans la langue légale du pays où la commission résidera.

Les juges et arbitres prêteront serment devant le principal magistrat de l'endroit où la commission résidera, de juger loyalement et fidèlement, de n'accorder aucune préférence, soit aux réclameurs soit aux capteurs et de se conduire dans toutes leurs décisions conformément aux stipulations

1817 pulations of the Treaty of the 22d January 1815, and of the Additional Convention to the said Treaty.

There shall be attached to each Commission a Secretary or Registrar, appointed by the Sovereign of the country in which the Commission may reside, who shall register all its acts, and who, previous to his taking charge of his post, shall make oath, in presence of at least one of the Commissary Judges, to conduct himself with respect for their authority, and to act with fidelity in all the affairs which may belong to his charge.

ART. III. The form of the process shall be as follows:

The Commissary Judges of the two nations shall, in the first place, proceed to the examination of the papers of the vessel, and to receive the depositions on oath of the Captain and of two or three, at least, of the principal individuals on board of the detained vessel, as well as the declaration on oath of the captor, should it appear necessary, in order to be able to judge and to pronounce if the said vessel has been justly detained or not, according to the stipulations of the Additional Convention of this date, and in order that, according to this judgment, it may be condemned or liberated. And in the event of the two Commissary Judges not agreeing on the sentence they ought to pronounce, whether as to the legality of the detention or the indemnification to be allowed, or on any other question which might result from the stipulations of the Convention of this date,—they shall draw by lot the name of one of the two Commissioners of Arbitration, who, after having considered the documents of the process, shall consult with the above-mentioned Commissary Judges on the case in question, and the final sentence shall be pronounced conformably to the opinion of the majority of the above-mentioned commissary Judges and of the above-mentioned Commissioner of Arbitration.

ART. IV. As often as the cargo of Slaves found on board of a Portuguese Slave ship, shall have been embarked on any point whatever of the Coast of Africa, where the Slave Trade continues lawful to the subjects of the Crown of Portugal, such Slave ship shall not be detained on pretext that the above-mentioned Slaves have

et le Portugal f. l. commerce d'esclaves. 467

du traité du 22 Janvier 1815 et de la convention additionnelle au dit traité. 1817

A chaque commission sera attaché un Secrétaire ou Greffier établi par le Souverain du pays où la commission résidera, lequel enregistrera tous les actes de celle-ci, et qui avant de prendre possession de sa charge prêterait serment devant au moins un des commissaires juges, de se conduire respectueusement à son égard, et d'en agir avec fidélité dans toutes les affaires du ressort de sa charge.

ART. III. La manière de procéder sera comme suit: Les juges des deux nations procéderont en premier lieu, à l'examen des papiers du navire, et à recevoir les dépositions du Capitaine et de deux ou trois des principaux individus, au moins, du navire amené, aussi bien que la déclaration assermentée du capteur si elle paraissait nécessaire; afin d'être en état de juger et de prononcer si le navire a été détenu justement ou non conformément aux stipulations de la convention additionnelle de ce jour, et afin qu'en vertu de ce jugement le navire puisse être condamné ou absous. Et dans le cas où les deux juges ne s'accorderaient pas sur la sentence à prononcer par eux, soit quant à la légalité de la détention, soit quant à l'indemnisation à allouer ou sur toute autre question qui pourrait résulter des stipulations de la convention de ce jour, ils tireront au sort le nom de l'un des deux arbitres, lequel après avoir examiné les documents du procès, délibérera avec les juges susmentionnés, sur le cas existant et la sentence finale sera prononcée conformément à l'opinion de la majorité des juges et de l'arbitre susmentionné.

ART. IV. Toutes les fois qu'une cargaison d'esclaves trouvée à bord d'un navire d'esclaves Portugais aura été embarquée sur un point quelconque des côtes d'Afrique où le commerce d'esclaves continue à être légitime pour les sujets de la couronne de Portugal, ce navire ne sera point détenu sous le prétexte que les susdits esclaves ont été amenés primitivement par

1817 have been brought originally by *land* from any other part whatever of the continent.

ART. V. In the authenticated declaration which the captor shall make before the Commission, -as well as in the certificate of the papers seized, which shall be delivered to the Captain of the captured vessel, at the time of the detention, the above-mentioned captor shall be bound to declare his name, the name of his vessel, as well as the latitude and longitude of the place where the detention shall have taken place, and the number of Slaves found living on board of the Slave ship, at the time of the detention.

ART. VI. As soon as sentence shall have been passed the detained vessel, if liberated, and what remains of the cargo, shall be restored to the proprietors, who may, before the same Commission, claim a valuation of the damages, which they may have a right to demand: the captor himself, and, in his default, his Government, shall remain responsible for the above-mentioned damages. The two High Contracting Parties bind themselves to defray, within the term of a year from the date of the sentence, the indemnifications which may be granted by the above-named Commission, it being understood that these indemnifications shall be at the expense of the Power of which the captor shall be a subject.

ART. VII. In case of the condemnation of a vessel for an unlawful voyage, she shall be declared lawful prize, as well as her cargo, of whatever description it may be, with the exception of the Slaves who may be on board as objects of commerce; and the said vessel, as well as her cargo, shall be sold by public sale, for the profit of the two Governments; and as to the Slaves, they shall receive from the mixt Commission, a certificate of emancipation, and shall be delivered over to the Government on whose territory the Commission which shall have so judged them shall be established, to be employed as servants or free labourers. Each of the two Governments binds itself to guarantee the liberty of such portion of these individuals as shall be respectively consigned to it.

ART. VIII. Every claim for compensation of losses occasioned to ships suspected of carrying on an illicit trade in Slaves, not condemned as lawful prize by the
mixt

terre de quelque autre partie quelconque du continent. 1817

ART. V. Dans les déclarations authentiques que le capteur sera tenu de faire par devant la commission, ainsi que dans le certificat des papiers saisis, qui sera délivré au Capitaine du navire capturé, lors de sa détention, le susdit capteur sera tenu de déclarer son nom et celui de son vaisseau, aussi bien que la latitude et la longitude de l'endroit où la détention a eu lieu et le nombre des esclaves trouvés à bord du navire capturé au moment de sa détention.

ART. VI. Aussitôt après que la sentence aura été prononcée, le navire détenu, s'il est libéré, et sa cargaison dans l'état où elle se trouvera alors, seront restitués aux propriétaires, lesquels pourront réclamer devant la même commission, une évaluation des dommages qu'ils pourraient avoir droit de demander : le capteur lui-même, et à son défaut, son Gouvernement restera responsable des dits dommages. Les deux hautes parties contractantes s'obligent à payer dans l'espace d'une année, après la date de la sentence, les frais et dommages qui pourront être accordés par la commission sus-nommée, il est entendu que ces frais et dommages tomberont à la charge de la Puissance dont le capteur sera sujet.

ART. VII. En cas de condamnation d'un navire pour un voyage illégitime, il sera déclaré prise légitime aussi bien que sa charge de quelque description qu'elle puisse être, à l'exception des esclaves qui pourront être à bord comme objets de commerce; et le dit navire aussi bien que sa charge sera vendu en vente publique au profit des deux Gouvernemens; et quant aux esclaves, ils recevront de la Commission mixte un certificat d'émancipation et seront remis au Gouvernement sur le territoire duquel la commission qui aura jugé, sera établie, aux fins d'être employés comme domestiques ou travailleurs libres.

Chacun des deux Gouvernemens s'oblige à la garantie de la liberté de telle portion d'individus, qui viendra à y être respectivement assignée.

ART. VIII. Les commissions mixtes connaîtront et jugeront également et en la forme voulue par l'article trois du présent règlement de toute réclamation.
pour

1817 mixt Commissions, shall be also heard and judged by the above-named Commissions, in the form provided by the third Article of the present regulation. And in all cases wherein restitution shall be so decreed, the Commission shall award to the claimant or claimants, or his or their lawful attorney or attorneys, for his or their use; a just and complete indemnification:—first, for all costs of suit, and for all losses and damages which the claimant or claimants may have actually sustained by such capture and detention, that is to say, in case of total loss, the claimant or claimants shall be indemnified; 1st, for the ship, her tackle, appareil, and stores; 2dly, for all freight due and payable; 3dly, for the value of the cargo of merchandize, if any; 4thly, for the Slaves on board at the time of detention, according to the computed value of such Slaves at the place of destination; deducting therefrom the usual fair average mortality for the unexpired period of the regular voyage; deducting also for all charges and expences payable upon the sale of such cargoes, including commission of sale when payable at such port; and 5thly, for all other regular charges in such cases of total loss; and in all other cases not of total loss, the claimant or claimants shall be indemnified,—first, for all special damages and expences occasioned to the ship by the detention; and for loss of freight when due or payable; secondly, a demurrage when due, according to the schedule annexed to the present Article; thirdly, a daily allowance for the subsistence of Slaves, of one shilling, or one hundred and eighty reis for each person, without distinction of sex or age, for so many days as it shall appear to the Commission that the voyage has been or may be delayed by reason of such detention; as likewise, Fourthly,—for any deterioration of cargo or Slaves; Fifthly,—for any diminution in the value of the cargo of Slaves, proceeding from an increased mortality beyond the average amount of the voyage, or from sickness occasioned by detention; this value to be ascertained by their computed price at the place of destination, as in the above case of total loss;—Sixthly, an allowance of Five per Cent. on the amount of capital employed in the purchase and maintenance of cargo, for the period of delay occasioned

pour compensation de pertes occasionnées à des navires détenus sur soupçon de faire le commerce illicite d'esclaves, mais non condamnés comme prises légales par les dites commissions: dans tous les cas où la restitution aura été prononcée, les Cours adjugeront au profit du, ou des réclamans, ou de leurs ayant causes légaux une indemnisation juste et complète d'abord de tous les fraix de procédure et de toutes les pertes et dommages que le ou les réclamans, pourraient avoir éprouvés par telle capture et détention; savoir en cas de perte totale les réclamans seront indemnisés: 1) pour le navire, ses agrès, apparaux et munitions; 2) pour tout frêt du et à payer; 3) pour la valeur de la cargaison et des marchandises, s'il y en a; 4) pour les esclaves à bord à l'époque de la détention, conformément à la valeur calculée de tels esclaves à la place de leur destination, deduction faite du calcul ordinaire d'avarie de mortalité pour le tems non encore échü du voyage ordinaire; de deduction faite de même de toutes les charges et dépenses à payer lors de la vente de telles cargaisons inclusivement la commission de vente si elle est payable à un tel port et 5) pour toutes les autres charges ordinaires dans des cas de perte totale; et dans tous les autres cas de perte non totale le réclamant ou les réclamans seront indemnisés: 1) de tout dommage et depeus particuliers occasionnés au navire par sa detention et pour perte du frêt lorsqu'il est dû ou payable; 2) pour starie si elle est due, conformément à la cédule annexée au présent article; 3) un par jour pour la nourriture d'esclaves d'un Shelling ou 180 reis par tête sans distinction de sexe ou d'âge, pour autant de jours qu'il apparaitra à la commission que le voyage a été ou pourra être prolongé pour cause de telle détention, comme de même; 4) pour toute deterioration de la cargaison ou des esclaves; 5) pour toute diminution de la valeur de la cargaison d'esclaves provenant de la mortalité augmentée au de là du montant calculé pour le voyage, ou de maladie occasionnée par la detention; la valeur en sera fixée comparativement avec leur prix calculé à la place de leur destination comme dans le cas ci-dessus de perte totale; 6) il leur sera également alloué 5 pour Cent du montant du capital employé à l'achat et

1817 fioned by the detention; and Seventhly,—for all premium of insurance on additional risks.

The claimant or claimants shall likewise be entitled to interest, at the rate of Five per Cent. per annum on the sum awarded, until paid by the Government to which the capturing ship belongs: the whole amount of such indemnifications being calculated in the money of the Country to which the captured ship belongs, and to be liquidated at exchange current at the time of award, excepting the sum for the subsistence of Slaves, which shall be paid *at par*, as above stipulated.

The two High Contracting Parties wishing to avoid, as much as possible, every species of fraud in the execution of the Additional Convention of this date, have agreed, that if it should be proved, in a manner evident to the conviction of the Judges of the two nations, and without having recourse to the decision of a Commissioner of Arbitration, that the captor has been led into error by a voluntary and reprehensible fault on the part of the captain of the detained ship; in that case only, the detained ship shall not have the right of receiving, during the days of her detention, the demurrage stipulated by the present Article.

Schedule of demurrage or daily allowance for a vessel of

100 tons to 120 inclusive,	L. 5	} per diem.
121 ditto— 150 ditto,	6	
151 ditto— 170 ditto,	8	
171 ditto— 200 ditto,	10	
201 ditto— 220 ditto,	11	
221 ditto— 250 ditto,	12	
251 ditto— 270 ditto,	14	
271 ditto— 300 ditto,	15	

and so on in proportion.

ART. IX. When the Proprietors of a ship, suspected of carrying on an illicit trade in Slaves, released in consequence of a sentence of one of the mixed Commissions, (or in the case, as above-mentioned, of total loss) shall claim indemnification for the loss of Slaves which he may have suffered, he shall in no case

et l'entretien de la cargaison à raison du délai occasionné par la détention; et 7) un dédommement pour toute prime d'assurance sur les risques additionnels. 1817

Le réclamant ou les réclamants auront de même droit aux intérêts sur le pied de 5 pour Cent par an de la somme adjugée, jusqu'à son paiement par le Gouvernement auquel le vaisseau capteur appartient: le montant entier de cette indemnisation sera calculé en monnaie du pays auquel le navire capturé appartient, à liquider d'après le cours du change à l'époque de l'adjudgement, excepté la somme pour la nourriture des esclaves qui sera payée au pair ainsi qu'il est stipulé plus haut.

Les deux hautes parties contractantes désirant toute fois éviter autant que possible, toute espèce de fraude, dans l'exécution de la convention additionnelle de ce jour, sont convenues, que s'il venait à être prouvé d'une manière évidente et à la conviction des juges des deux nations, et sans avoir recours à la décision d'un arbitre que le capteur a été induit en erreur par une faute volontaire et reprehensible de la part du capitaine du navire capturé, en ce cas seulement le dit navire n'aura pas droit à recevoir pendant la durée des jours de sa détention la starie stipulée par le présent article.

Cédule de Starie ou jour de Planche pour un Navire de

100 tonneaux jusqu'à	120 inclusivement	L.	
121 — —	150 — —	—	5
151 — —	170 — —	—	6
171 — —	200 — —	—	8
201 — —	220 — —	—	10
221 — —	250 — —	—	11
251 — —	270 — —	—	12
271 — —	300 — —	—	14
			15

par
jour

et ainsi de suite en proportion.

ART. IX. Si les propriétaires d'un vaisseau suspecté d'exercer un commerce illicite d'esclaves, mais relâché en conséquence d'une sentence de l'une des commissions mixtes (ou dans le cas susmentionné de perte totale) réclame une indemnité pour la perte d'esclaves qu'il pourrait avoir soufferts, il ne sera dans aucun cas autorisé

1817 case be entitled to claim for more than the number of Slaves which his vessel was, by the Portuguese laws, authorized to carry, which number shall always be declared in his Passport.

ART. X. The mixt Commission established in London by the Article IXth of the Convention of this date, shall hear and determine all claims for Portuguese ships and cargoes, captured by British cruisers on account of the unlawful trading in Slaves, since the 1st of June 1814, till the period when the Convention of this date is to be in complete execution; awarding to them, conformably to the Article IX. of the Additional Convention of this date, a just and complete compensation, upon the basis laid down in the preceding Article, either for total loss, or for losses and damages sustained by the Owners and Proprietors of the said ships and cargoes. The said Commission established in London, shall be composed and proceed exactly upon the same basis determined in the Articles 1, 2, and 3, of the present regulation for the Commissions established on the coast of Africa and the Brazils.

ART. XI. It shall not be permitted to any of the Commissary Judges nor to the Arbitrators, nor to the Secretary of any of the mixt Commissions, to demand or receive, from any one of the parties concerned in the sentences which they shall pronounce, any emolument, under any pretext whatsoever, for the performance of the duties which are imposed upon them by the present regulation.

ART. XII. When the parties interested shall imagine they have cause to complain of any evident injustice on the part of the mixt Commissions, they may represent it to their respective Governments, who reserve to themselves the right of mutual correspondence for removing, when they think fit, the individuals who may compose these Commissions.

ART. XIII. In the case of a vessel detained unjustly, under pretence of the stipulations of the Additional Convention of this date, and in which the captor should neither be authorized by the tenour of the above-mentioned Convention, nor of the instructions annexed to it, the Government to which the detained vessel may belong, shall be entitled to demand reparation; and

torisé à la réclamer pour un plus grand nombre d'esclaves que ce navire était autorisé d'après les lois portugaises à transporter, lequel nombre sera toujours déclaré dans le passeport. 1817

ART. X. La commission mixte, établie à Londres par l'art. IX. de la convention de ce jour connaîtra et jugera de toutes les réclamations pour navires et cargaisons portugais capturés par des croiseurs Britanniques pour cause de commerce illicite d'esclaves depuis le 1 Juin, 1814 jusqu'à l'époque à la quelle la convention de ce jour sera mise en execution complete, en leur allouant, conformément à l'article IX. de la convention additionnelle de ce jour une juste et complete indemnité sur la base établie dans l'article précédent, soit pour pertes totales, soit pour pertes partielles de dommages éprouvés par les Patrons et propriétaires des dits navires et cargaisons. La dite commission établie à Londres sera composée et procédera exactement sur la même base déterminée dans les art. 1. 2 et 3. du présent règlement pour les commissions établies sur les côtes d'Afrique et du Brésil.

ART. XI. Il ne sera licite ni aux juges ni aux arbitres, ni au Secrétaire des Cours mixtes de demander ou de recevoir d'aucune des parties concernées dans les sentences qu'ils prononceront, aucun émolument, sous quelque prétexte que ce puisse être, pour l'accomplissement des devoirs qui leurs sont imposés par le présent règlement.

ART. XII. Si les parties intéressées croyaient avoir lieu de se plaindre de quelque injustice évidente de la part des commissions mixtes elles pourront le représenter à leurs gouvernements respectifs, qui se réservent le droit de correspondre mutuellement pour éloigner, si elles le jugent à propos les individus qui composeraient ces commissions.

ART. XIII. Dans le cas d'un navire injustement détenu, sous prétexte des stipulations de la convention additionnelle de ce jour et dans lequel le capteur ne serait autorisé ni par la teneur de la susdite Convention ni par les instructions y annexées, le Gouvernement auquel le navire détenu pourrait appartenir sera autorisé

1817 and in such case, the Government to which the captor may belong, binds itself to cause the subject of complaint to be fully examined, and to inflict upon the captor, if he be found to have deserved it, a punishment proportioned to the transgression which may have been committed.

ART. XIV. The two High Contracting Parties have agreed, that in the event of the death of one or more of the Commissioners, Judges and Arbitrators composing the above-mentioned mixt Commissions, their posts shall be supplied, *ad interim*, in the following manner: on the part of the British Government, vacancies shall be filled successively, in the Commission which shall fit within the possessions of His Britannic Majesty, by the Governor or Lieutenant Governor in that colony, by the principal Magistrate of place, and by the Secretary; and in the British Consular and Vice-Consular resident in which the mixt Commission may be established.

On the part of Portugal, the vacancies shall be supplied, in the Brazil, by such persons as the General of the Province shall name for that purpose, and, considering the difficulty which the Portuguese Government would feel in naming fit persons to fill the posts which might become vacant in the Commission established in the British possession, that in case of the death of the Commissioners, Judge, or Arbitrators in those Commissions, the remaining individuals of the above mentioned Commission, shall be equally authorized to issue warrants of judgment of such Slave-ships as may be seized before them, and to the execution of the same. In this case alone, however, the parties concerned shall have the right of appealing from the decision, if they think fit, to the Commission resident in the nearest place, and the Government to which the case shall be bound fully to defray the incidental expenses which shall be due to them, if the appeal be successful, and of the claimants: it being well understood that the ship and cargo shall remain during the appeal at the place of residence of the first Commission, and that they may have been conducted.

The High Contracting Parties have agreed, that as soon as possible, every vacancy shall be filled.

et le Portugal : ~~les~~ esclaves. 479

~~les~~ commissions par **1817**
~~les~~ dans les cas où la
~~les~~ Portugais résidant
~~les~~ ne serait pas rempla-
~~les~~ pour y être jugés
~~les~~ auront pas plus long-
~~les~~ impulé.

~~les~~ 1817.

~~les~~
~~les~~
~~les~~
~~les~~

Signé:

Comte DE PALMELLA,
(L. S.)

~~les~~
~~les~~
~~les~~
~~les~~
~~les~~
~~les~~

séparé.

totals du commerce d'escla-
couronne de Portugal aura
parties contractantes s'enga-

Britannique et l'Espagne, d'adopter à cet
commun accord, d'adopter à cet
commissaires

De la part de ~~les~~ le 28 Juillet dernier; mais au
dans le Brésil ~~les~~ la convention additionnelle
général de cette ~~les~~ vigueur jusqu'à l'expiration de
considérant le ~~les~~ du jour où l'abolition géné-
trouverait à ~~les~~ esclaves aura eu lieu de la part du
plus les ~~les~~ Portugais.

un ~~les~~ séparé aura la même force et va-
concernant qu'il ~~les~~ inféré mot pour mot dans la con-
dite dans ~~les~~ sus-dite. Il sera ratifié et les
faute ~~les~~ seront échangées le plutôt possible.

de ~~les~~ quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont
amén ~~les~~ apposé le cachet de leurs armes.

Dans ~~les~~ Londres le 11 Septembre l'an de notre Seig-

(Signé:)

com.

Le Comte DE PALMELLA.

1817 above-mentioned Commissions, from death or any other contingency. And in case that the vacancy of each of the Portuguese Commissioners residing in the British possessions, be not supplied at the end of six months, the vessels which are taken there to be judged, after the expiration of that time, shall no longer have the right of appeal herein before stipulated.

Done at London, the twenty-eighth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

Signed:

CASTLEREAGH.

(L. S.)

Signed:

The Count of PALMELLA.

(L. S.)

Separate Article.

As soon as the total Abolition of the Slave Trade, for the subjects of the Crown of Portugal, shall have taken place, the Two High Contracting Parties hereby agree, by common consent, to adapt, to that state of circumstances, the stipulations of the Additional Convention concluded at London the 28th of July last; but in default of such alterations, the Additional Convention of that date shall remain in force until the expiration of fifteen years, from the day on which the general Abolition of the Slave Trade shall so take place, on the part of the Portuguese Government.

The present Separate Article shall have the same force and validity as if it were inserted, word for word, in the Additional Convention aforesaid. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have thereunto affixed the Seals of their Arms.

Done at London, this Eleventh day of September, in the Year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

Signed:

CASTLEREAGH.

(L. S.)

Signed:

The Count of PALMELLA.

(L. S.)

pourrait survenir dans les susdites commissions par décès ou tel autre événement. Et dans les cas où la vacance de chacun des commissaires Portugais résidant dans les possessions Britanniques ne serait pas remplacée après six mois, les navires pris pour y être jugés après l'expiration de ce terme n'auront pas plus longtemps le droit d'appel ci-dessus stipulé. 1817

Fait à Londres le 28 Juillet 1817.

Signé:

CASTLEREAGH.
(L. S.)

Signé:

Le Comte DE PALMELLA.
(L. S.)

Article séparé.

Aussitôt que l'abolition totale du commerce d'esclaves pour les sujets de la couronne de Portugal aura eu lieu, les deux hautes parties contractantes s'engagent par le présent, de commun accord, d'adopter à cet état des choses les stipulations de la convention additionnelle signée à Londres le 28 Juillet dernier: mais au défaut d'un tel changement la convention additionnelle de ce jour restera en vigueur jusqu'à l'expiration de quinze années à dater du jour où l'abolition générale du commerce d'esclaves aura eu lieu de la part du Gouvernement Portugais.

Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il était inséré mot pour mot dans la convention additionnelle sus-dite. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées le plutôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le 11 Septembre l'an de notre Seigneur 1817.

(Signé:)

CASTLEREAGH.
(L. S.)

(Signé:)

Le Comte DE PALMELLA.
(L. S.)

45.

1817 *Convention militaire entre l'Autriche et la Prusse concernant la garnison de Mayence, signée à Carlsbad le 10 Août 1817.*

10 Août.

(*Protoc. d. deutf. Bundesverf. 1818. L. Beilage Nr. 30.*)

Da Mainz der Schlüssel Deutschlands ist, den das öffentliche Vertrauen und die früheren Verhandlungen in die Hände der beiden Hauptmächte des deutschen Staatenbundes legte; so haben S. M. der Kaiser von Oesterreich und S. M. der König von Preussen zur Rechtfertigung dieses Vertrauens beschlossen, die gegenseitigen Verhältnisse der Besatzungstruppen festzusetzen, um dadurch alle Anstände und Zweifel zu entfernen, welche dem Dienste und folglich der Sicherheit der Festung nachtheilig werden könnten.

Zu diesem Ende haben S. M. der Kaiser von Oesterreich den General-Major und außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Dänischen Hofe, August Ernst Freyherr von Steigentzsch, Großkreuz des Kaiserl. Oesterreich. Ordens der eisernen Krone und Commandeur des heil. Leopolds-Ordens, Großkreuz des Kaiserl. Russischen Wladimir-Ordens und St. Annen-Ordens erster Classe, Großkreuz des K. Dänischen Dannebrog-Ordens und Ritter des K. Bairischen Max-Joseph-Ordens; und S. M. der König von Preussen den Staats- und Kriegsminister, General-Major Herrmann von Boyen, Ritter des Königl. Preuss. großen rothen Adler-Ordens, des Verdienst-Ordens des eisernen Kreuzes erster und zweyter Classe, Großkreuz des Kaiserl. Oesterreich. heil. Leopolds-Ordens, Commandeur des Königlich Franzöf. Militär-Verdienst-Ordens, Ritter des Kaiserl. Russischen St. Georgen-Ordens dritter Classe und des Königl. Schwedischen Schwerdt-Ordens; und den General-Major Baron Ludwig von Wollzogen, Ritter des Königl. Preuss. Verdienstordens, des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, Großkreuz des Herzogl. Sachsen-Weimarschen Falken-Ordens, Commandeur des Kaiserl. Oesterreich. heil. Leopold-Ordens und Ritter des Königl. Bairischen Max-Joseph-Ordens, zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, welche

welche nach reiflicher Ueberlegung und das gemeinschaftliche Wohl und die Sicherheit Deutschlands vor Augen habend, nachfolgende Convention festgesetzt und mit Vorbehalt der Allerhöchsten Genehmigungen unterzeichnet. 1817

ART. I. Die Besatzung von Mainz soll wie bisher aus einer gleichen Anzahl Oesterreich. und Preuss. Truppen und nach Bestimmung des 11ten Art. des Frankfurter Tractates vom 30sten Juny 1816 aus einem Bataillon Großherzoglich - Darmstädtischer Truppen bestehen. Composition de la garnison.

ART. II. Die Verhältnisse der Besatzung müssen stets in Bezug auf die größte Einigkeit unter den verschiedenen Theilen ausgeübt werden, damit der Geist der Truppen ihre Ordnung und Disciplin für die Sicherheit der Bundesfestung vollkommen Gewähr leiste. Unité du Commandement.

Als unerlässliche Bedingung zur Erreichung dieses Zwecks soll von dem ersten militärischen Grundsatz der Einheit im Commando nicht abgegangen und der Dienst so geführt werden, als bestände die Besatzung nicht aus verschiedenen Contingenten, sondern aus Theilen eines und desselben Heeres, weshalb auch sämmtliche Besatzungstruppen gleiche Rechte genießen, und kein Vorzug statt findet.

ART. III. In dieser Hinsicht haben die hohen contrahirenden Theile beschlossen, daß der Gouverneur von Oesterreich und Preussen von fünf zu fünf Jahren alternirend ernannt werde; eben so soll auch der Posten des Commandanten von fünf zu fünf Jahren abwechseln, und zwar, daß, wenn ein Oesterreichischer Gouverneur, der Commandant von Preussen gegeben wird, und im entgegengesetzten Falle die Ernennung des Commandanten Oesterreich zufällt. Alternation du gouvernement.

ART. IV. Es wird eine eigene Genie- und eine Artillerie-Direction in Mainz bleiben, so wie eine Casen-Approvisionirungs- und Casernen-Verwaltungs-Commission. Die Artillerie-Direction wird wie bisher von Oesterreich, die Genie-Direction von Preussen bestellt. Ueber die Bildung der drey letztern Verwaltungszweige wird sich der Gouverneur und Commandant vereinigen, wobey der Grundsatz zu beobachten ist, daß bey denselben von Seiten Oesterreichs und Direct. d'artillerie, de genie etc.

1817 Preussens eine gleiche Anzahl von Officieren oder Beamten angestellt wird.

Der Approvisionirungs- und Casernen-Verwaltungs-Commission wird im Frieden die Vorsorge für die Verpflegung und Instandhaltung des Oesterreichischen, Preussischen und Darmstädtischen Spitals übertragen. Im Kriege wird aber eine eigene Sanitäts-Verwaltungs-Behörde errichtet.

Conseil
de gou-
vernem.

ART. V. Unter Vorsitz des Gouverneurs werden der Commandant, der Chef der Artillerie-Direction und der Chef der Genie-Direction den Gouvernements-Rath der Festung bilden, zu welchem nach Ermessen des Gouverneurs auch die Vorsteher der übrigen Administrationzweige berufen werden können.

Zu diesem Gouvernementsrath wird der Gouverneur den in dem 13ten Artikel des den 30ten Juny 1816 abgeschlossenen Frankfurter Vertrags erwähnten Großherzogl. Hessischen Civilbeamten in allen in diesem Artikel angegebenen Vorfällen zur Berathung und zu dem gemeinschaftlichen Beschlüsse zuziehen. Der Gouverneur hat aber in diesen Conferenzen in Allem die entscheidende Stimme, doch ist jedem Mitgliede gestattet, seine Meinung zu Protocoll bringen zu lassen.

Expedi-
tion des
ordres.

ART. VI. Die Befehle des Gouverneurs, die nach dessen Genehmigung festgesetzten Beschlüsse des Gouvernements-Raths, so wie auch die von dem Gouverneur dem Commandanten ertheilten Befehle werden durch die Gouvernements-Canzley ausgearbeitet, die aus Oesterreich. und Preussischen Beamten besteht.

Der Gouverneur unterzeichnet allein die Beschlüsse der Gouvernements-Raths und diejenigen Verfügungen, die unmittelbar von ihm ausgehen.

Archiv-
ves;
Caisse.

ART. VII. Das Festungs-Archiv befindet sich unter dem gemeinschaftlichen Beschlufs und Verantwortung des Gouverneurs und des Commandanten, so wie solche auch beide dem Bunde nebst den Cassen-Verwaltern für alle Geldsummen verantwortlich sind, und daher nur mittelst beiderseitiger Unterschrift Zahlungen aus der Casse erfolgen können.

Rapport
auvers
la diète.

ART. VIII. Der Gouverneur wird an die Behörde oder an die Person angewiesen, welche bey Festsetzung der Militärverhältnisse des deutschen Bundes

VON

von diesem zur Centralleitung der Vertheidigungs-
Anstalten aufgestellt werden wird. Dahin werden seine
auf die Festung Bezug habenden Berichte gehen, so
wie er in Angelegenheiten derselben nur von der Bun-
des-Versammlung Befehle und Weisung erhalten soll.

ART. IX. Schreiben von fremden Behörden an
die Commandantur oder das Gouvernement von Mainz,
müssen dem Gouverneur überreicht werden, welcher
den Commandanten gleichfalls davon in Kenntniß setzt.

ART. X. Die besondern Pflichten und Befugnisse
des Gouverneurs sind:

a. Erhaltung der Festung in dem vollkommensten
Vertheidigungszustand. Zu diesem Ende hat er ohne
weitere Anfrage, jedoch nach vorhergegangener Prü-
fung des Gouvernements-Raths, die Disposition über
den noch auszuwerfenden Dotationsfond.

Anordnung zur Unternehmung ganz neuer Befes-
tigungsarbeiten, so wie Uebersteigung der Etatssum-
men, hängen nicht von seinem Willen ab, sondern
gehen die Anträge hierüber an den Bundestag. Da-
gegen ist der Gouverneur im Belagerungsstand befugt,
außerhalb des bedeckten Weges neue Werke aufzu-
führen, Minenarbeiten, von welchen Gattungen sie
seyn mögen, anzuordnen; so wie auch Festungswerke,
Verschanzungen, öffentliche und Privatgebäude zu
demoliren, und letztere nach Gutdünken zu verwen-
den, wie es der Dienst des Platzes fordern mag.

b. Ist er überhaupt verpflichtet und befugt, alle
Vorsichtsmaßregeln anzuwenden, welche ihm für die
Sicherheit der Festung zuträglich scheinen. Er be-
stimmt die Stunde zur Oeffnung und Sperrung der
Thore. Ohne seine Erlaubniß darf die Rheinbrücke
nicht abgetragen werden.

Er beordert die Garnison zu Uebung im Festungs-
dienst, damit sie unter der Leitung der Ingenieur-
officiere über die Benutzung der Werke, ihren Zweck
und ihre Verbindung belehrt werden.

Er hat darauf zu wachen, daß der tägliche Dienst
im Frieden ganz so wie im Kriege geleistet, Patrouil-
len und Ronden gehörig geführt werden; zu diesem
Ende hat er dem Commandanten mit dem ersten Tag
jeden Monats die Parole und das Feldgeschrey be-
kannt zu machen.

1817 c. Er bestimmt die Stärke des täglichen Dienstes, der niemals tagweise von einer der garnisonirenden Mächte allein, sondern immer von der gesammten Besatzung gemeinschaftlich und im Verhältniß ihrer gegenseitigen Stärke gegeben werden soll. Im Detail des Dienstes hat er die in jedem Dienste bestehenden Vorschriften zu achten, und darf ohne Noth keine Ausnahme von denen verschiedenen Truppen fordern.

d. Die obrichterliche Gewalt übt er durch Bekanntgebung der vorkommenden Fälle an die betreffenden Truppen-Commandanten zur Ahndung oder Abstellung von Mißbräuchen; welche ihm zu melden haben, auf was für eine Art die Sache abgestellt oder bestraft werden soll, und seine Genehmigung darüber einholen.

In Gegenständen, welche die innere Ordnung, Disciplin, die gewöhnlichen Uebungen, und die Verwaltung bey den einzelnen Contingenten betreffen, hat er, so lange sie nicht allgemeinen Zwecken entgegen stehen, kein Recht einzugreifen. Sie bleiben der Verantwortlichkeit jedes einzelnen Chefs gegen seinen Souverain überlassen.

Scharfe Executionen dürfen jedoch nicht ohne sein Vorwissen statt finden.

Uebrigens hat er, besonders im Kriege, alle Rechte, die mit der obersten Militärgewalt in jedem festen Platze stets verbunden sind, in sofern sie nicht in die Jurisdictionen-Rechte der einzelnen Contingente eingreifen, in welchem Falle er blos fordern darf, daß die respectiven Truppen-Commandanten sie nach ihren Kriegs-Gesetzen ausüben.

e. In Bezug auf die Festung selbst, hat er die Verpflichtung, ohne Erlaubniß der Bundesversammlung in keinem Falle fremde Truppen in dieselbe aufzunehmen, oder solchen auch nur den Durchgang zu verstatten; keine einseitige Vermehrung der Besatzungs-Truppen zu dulden; in der Entfernung von 600 Klaftern auswärts vom Kamme des Glacis der auspringenden Winkel niemals die Anlagen von Straßen, Canälen oder Gräben gleichlaufend mit dem Fusse des Glacis zuzugeben. Eben so wenig darf er die Auführung von Erdwerken, Häusern oder andern der Vertheidigung hinderlichen Gegenständen erlauben. Ohne seine vorherige Einsicht des Plans soll

1817
soll auch kein neues Gebäude in der Festung aufgeführt werden, da die Festungs-Polizei fordert, daß die Keller und ebenen Erdgeschosse gewölbt und die Dächer mit Ziegeln gedeckt werden.

f. Bey eintretender Gefahr hat er für die Ergänzung der Festungs-Dotation die möglichste Sorge zu tragen; und muß ihm solche im Frieden angewiesen werden, wo und wie er solche bewerkstelligen kann, damit er in dringenden Fällen sogleich damit vorschreite, so wie er in diesen auch durch Circular-Briefe mit seiner und des Commandanten Namens-Unterschrift sich an die nächsten Bundesfürsten zu wenden hat, worüber noch nähere Bestimmungen folgen werden.

g. Aufser solchen dringenden Fällen, wenn die Ergänzung bloß durch Vermehrung der schon in Besatzung liegenden Contingente geschieht, hat er nebst dem Commandanten darauf zu halten, daß sie gleichzeitig und nur in der angemessenen Stärke einrücke.

h. Vom Augenblick des eintretenden Blockade- oder Belagerungs-Zustandes an, hat er einen Vertheidigungsrath zu ernennen, dessen Hauptmitglieder der Commandant, die Directeurs des Genie- und Artilleriewesens, die Chefs der Oesterreichischen, Preussischen, Darmstädtischen und andern an der Festung befindlichen Contingents seyn sollen.

Von diesem Augenblick an ist er verpflichtet, ein Journal über den Gang der Vertheidigung zu führen. Auch darf der Gouverneur nur im Beysein dieses Rathes einen feindlichen Parlamentair annehmen, oder Depechen von dem Feinde erbrechen.

i. Die Uebergabe der Festung durch Capitulation darf nie statt finden, ausser wenn ein Stuss auf die Branche abgeschlagen und alle Vertheidigungsmittel erschöpft sind. Auch kann der Gouverneur ohne gehaltenen Kriegerath nicht capituliren. Dieser besteht aus den Mitgliedern des Vertheidigungsraths und aus allen Staabsofficieren der Garnison oder deren Stellvertretern, im Falle solche mit Tode abgegangen. Eine von diesem Kriegerathe für unvermeidlich erkannte Capitulation aber muß von allen Mitgliedern desselben mit unterschrieben werden.

Der Gouverneur ist verpflichtet, jedes Mittel, was in diesem Kriegerathe von einem einzelnen Mitgliede an-

1817 angegeben werden könnte, und was nach Abstimmung von einem Viertel der Versammlung genehmiget worden, zur Ausführung zu bringen. Auch muß die Capitulation von allen Mitgliedern dieses Kriegsraths unterzeichnet werden.

A. Der Gouverneur ist dem Bunde nicht nur allein für das, was er bey der Vertheidigung des Platzes gethan; sondern auch für das, was er bey derselben unterlassen hat, verantwortlich. Sollte das Bundes-Kriegsgericht ihn für schuldig erkennen, so wird ihm außer der anerkannten Strafe noch noch der Aufenthalt in sämmtlichen Bundesstaaten verwehrt.

B. Der Gouverneur hat zur Anzeichnung vor seiner Wohnung zwey Schildwachen, und bey öffentlichen Gelegenheiten ein Detachement Cavallerie zu seiner Bedeckung.

Remplacement
du Gouverneur

ART. XI. Im Erkrankungs- oder Sterbefall folgt der Commandant dem Gouverneur im Commando, wenn auch noch ein älterer General in der Festung seyn sollte.

Dieses Commando bekleidet er aber nur so lange, bis der Gouverneur wieder ersetzt ist, für diese Zeit substituirt den Commandanten in seinen Functionen der älteste Officier von dem Theil, der den Gouverneur zu stellen hat.

Rapport
du commandant
envers
le Gouverneur.

ART. XII. Der Commandant und die Besatzungstruppen sind dem Gouverneur in allen oberwähnten Verhältnissen und Forderungen, die dem Dienst entsprechen, unbedingten Gehorsam schuldig. Sollte der Gouverneur in Kriegszeiten, besonders wenn von Uebergabe des Platzes die Rede ist, eine Forderung machen, welche zum Nachtheil der Festung und des Bundes gereichen könnte; so hat der Commandant das Recht den Kriegsrath zu berufen und den Gouverneur um die Entwicklung seiner Gründe und Ansichten anzugehen.

Attributions
du Commandant

ART. XIII. Die speciellen Pflichten und Befugnisse des Commandanten sind außer denjenigen, welche bereits erwähnt:

a. Im Frieden wie im Kriege vereint mit dem Gouverneur Alles, was zum Besten der Festung geschehen kann, zu veranlassen, und bey letzterm in Erinnerung zu bringen, was ihm besondere Aufmerksamkeit werth scheinen dürfte.

b.

b. Hat derselbe auf die strengste Erfüllung der Dienstvorschriften unmittelbar zu wachen. 1817

c. Hat er alle Befehle des Gouverneurs an alle Waffengattungen und Besatzungs-Contingente in den gewöhnlichen Angelegenheiten mit seiner Unterschrift versehen ergehen zu lassen. Er ordnet durch die beiderseitigen Platzmajors den täglichen Wachtdienst, gibt die Parole aus und empfängt alle Meldungen von dem im Dienste stehenden Theile der Besatzung.

d. Die Truppen der verschiedenen Contingente hat er ganz gleich zu behandeln, so wie diese ganz wie die seines eigenen Herrn, seinen Befehlen unterworfen sind.

e. Er empfängt von allen Theilen der Garnison dieselben Ehrenbezeugungen wie der Gouverneur, und erhält von allen Truppentheilen und Besatzungs-Contingenten Ordonnanzen; es kommt ihm jedoch nur Eine Ehrenschildwache zu.

f. Seine Juridictionsrechte beschränken sich bloß auf Arretirung und auf Einladung des betreffenden Abtheilungs-Chefs zu der gesetzlichen Verfügung.

ART. XIV. Alle Vorräthe der Festung, welche gemeinschaftliches Eigenthum des Bundes sind, bleiben unter der Verantwortung der betreffenden Directionen; diese haben dem Commandanten die Anzeige davon zu machen, welcher sie zur Kenntniß des Gouverneurs bringt, dem sie allein Rechenschaft schuldig sind. Insbesondere wird es dem Genie-Director zur Pflicht gemacht, vierteljährig den Zustand aller Festungswerke und Festungsgebäude zu untersuchen. Er hat dafür zu wachen, daß sie im guten Stande erhalten werden, und sich um die Bewilligung der Mittel zur Ausbesserung an den Gouverneur zu wenden.

Der Zustand des Geschützes, die Munitions-Vorräthe und Zeughäuser werden eben so periodisch von dem Artillerie-Director untersucht, und unter seine Verantwortung gestellt. Er hat die besondere Verpflichtung über die Vollständigkeit der Munitions-Vorräthe zu wachen. Eben diese strenge Befolgung der Berufspflichten liegt den übrigen Verwaltungszweigen ob, und werden über die Manipulation des Verpflegungs- und Rechnungswesens und die Verwendung der Bundes-Vorräthe und Kassen noch nähere Bestimmungen gegeben werden.

1817

Bataill.
Hessois.

ART. XV. Das Großherzoglich Hessische Bataillon steht nach dessen Einrücken in jeder Hinsicht den Oesterreichischen und Preussischen Truppen gleich, und hat dasselbe Verhältniß zu dem Gouverneur und Commandanten, so daß letzterer ihm die Befehle des Gouverneurs im Festungsdienst übermacht, so wie es auch an ihn zu berichten hat. In Betreff der Casernirung dieses Bataillons wird solches so lange bey den Bürgern einquartirt werden müssen, bis die erforderlichen Casernen ausgemittelt und in Stand gesetzt sind.

Com-
mission
mixte.

ART. XVI. Es wird nach dessen Einrücken eine Commission, bestehend aus einem Oesterreichischen, einem Preussischen und einem Großherzoglich Hessischen Officier zusammengesetzt, welche für den Festungsdienst eine Vorschrift entwirft, in die aber nur diejenigen Punkte aufgenommen werden, die in den Reglements dieser Staaten verschieden, aber der Einheit des Festungsdienstes nachtheilig seyn könnten. Als Grundsatz wird übrigens festgesetzt, daß bey den Officieren der Besatzung, so wie für die Truppen im allgemeinen, bey dem Zusammentreffen im Dienste, der Höhere dem Niedern zu befehlen hat, und daß bey gleichem Range das Dienstalter entscheidet.

Com-
mission
pour les
arme-
mens et
dota-
tion.

ART. XVII. Eben so soll eine Commission in Mainz zusammentreten, um das Bedürfnis für die gänzliche Armirung und Dotirung der Festung auf den Kriegsfuß auszumitteln, und sich über die Vollendung der Festung zu verstehen; so wie auch die jährlichen Bedarfsummen für den Friedensfuß auszumitteln sind. Diese Vorschläge werden den beiderseitigen Höfen zugesandt, um solche zur Kenntniß der Bundesversammlung zu bringen.

Maxi-
mum de
la garni-
son.

ART. XVIII. Die Truppenzahl in Mainz soll nicht ohne Noth über den gegenwärtigen Stand mit Einschluß des Darmstädter Bataillons vermehrt werden. Für das Maximum der Besatzung im Frieden wird die Zahl von 7000 Mann Infanterie und 200 Pferden festgesetzt.

In Kriegszeiten soll die Besatzung, wenn die Forderung im Belagerungsstand erklärt wird, nicht unter 20,000 Mann Infanterie und 600 Pferden bleiben; und zwar ein Drittel an Oesterreichischen, ein Drittel an Preussischen und ein Drittel an Truppen von dem

Con-

Contingenten der andern Bundesstaaten, die noch 1817 näher bezeichnet werden sollen.

ART. XIX. Die von den beiden hohen Contrahenten ^{Depo-} aus den Fonds der für Mainz bestimmten fran-^{tes.} zösischen Contributionen bereits bewilligten Ausgaben für die Unterhaltung der Festungswerke der Artillerie und Instandsetzung der Casernen, sollen der Bundes-Versammlung nebst den Belegen vorgelegt werden. Ueber die künftige Verwendung dieser Gelder, so wie auch über diejenigen, so von den Bundesmitgliedern zufließen, soll nach einem gemeinschaftlichen an-^{Mag-} zehabenden Plan verfahren werden. ^{zins.}

ART. XX. Die Wichtigkeit dieses Bollwerks Deutsch-lands und dessen kraftvolle Vertheidigung erfordern, daß auch im Frieden stets die nöthigen Vorräthe für die vollständige Besatzung auf dem Kriegesfuß für ein Jahr in den Magazinen der Festung vorhanden seyen. Aus diesen wird der jährliche Bedarf für die Friedens-Garnison entnommen, welcher aber in eben diesem Maße wieder ersetzt werden muß.

ART. XXI. Nachdem hierdurch der Wirkungskreis des Gouverneurs und Commandanten, so wie die Hauptgrundsätze für die Verhältnisse der Garnison fest- ^{Propo-} gesetzt worden sind, soll das Gouvernement mit Be- ^{tiens ul-} rücksichtigung dieser Hauptgrundsätze, alles was sonst ^{terleuere} noch für den innern Festungsdienst zu bestimmen ^{du gou-} wäre, anzeigen, und seine Vorschläge, wenn sie von ^{verne-} den hohen contrahirenden Theilen angenommen wür- ^{ment.} den, sollen dieselbe Kraft haben, als wären sie in gegenwärtigem Tractat aufgenommen worden.

ART. XXII. Gegenwärtige Convention wird von den beiden hohen contrahirenden Mächten ratificirt, ^{Ratifica-} und soll die Auswechselung der Ratifications-Urkund- ^{tions.} ten binnen acht Wochen, oder wo möglich früher statt finden. Zur Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

So geschehen Carlsbad den 10. August 1817.

(L. S.) General Freyherr v. STEIGENTSCH.

(L. S.) HERMANN VON BOYEN.

(L. S.) LUDWIG VON WOLLZOGK.

1817 *Traité entre la France et le Portugal relatif
à la délimitation de la Guyane, signé à Paris
le 28 Août 1817.*

(SCHÖLL *Histoire abrégée des traités*. T. XI. p. 391.)

Guyane
françai-
se.

ART. I. S. M. T. — F., étant animée du désir de mettre à exécution l'art. 107. de l'acte du congrès de Vienne, s'engage à remettre à S. M. T. — C., dans le délai de trois mois, ou plutôt si faire se peut, la Guyane française jusqu'à la rivière d'Oyapock, dont l'embouchure est située entre le quatrième et cinquième degré de latitude septentrionale, et jusqu'au trois cent vingt-deuxième degré de longitude à l'est de l'île de Fer, par le parallèle de deux degrés vingt-quatre minutes de latitude septentrionale.

Com-
missaire
p. les
limites.

ART. II. On procédera immédiatement des deux parts à la nomination et à l'envoi de commissaires pour fixer définitivement les limites des Guyanes portugaise et française, conformément au sens précis de l'art. 8. du traité d'Utrecht, et aux stipulations de l'acte du congrès de Vienne; les dits commissaires devront terminer leur travail dans le délai d'un an au plus tard, à dater du jour de leur réunion à la Guyane. Si, à l'expiration de ce terme d'un an, lesdits commissaires respectifs ne parvenaient pas à s'accorder, les deux hautes parties contractantes procéderaient à l'amiable à un autre arrangement, sous la médiation de la Grande-Bretagne, et toujours conformément au sens précis de l'article huitième du traité d'Utrecht, conclu sous la garantie de cette puissance.

For-
tesses
etc.

ART. III. Les forteresses, les magasins, et tout le matériel militaire seront remis à S. M. T. — C. d'après l'inventaire mentionné dans l'article 5. de la capitulation de la Guyane française en 1809.

Ordres
p. la re-
mise.

ART. IV. En conséquence des articles ci-dessus, les ordres nécessaires pour effectuer la remise de la Guyane, lesquels ordres se trouvent entre les mains du soussigné plénipotentiaire de S. M. T. — F., seront im-

immédiatement après la signature de la présente convention, remis au gouvernement français avec une lettre officielle du même plénipotentiaire, à laquelle sera jointe copie de la présente convention, et qui fera connaître aux autorités portugaises qu'elles doivent remettre, dans le délai de trois jours, la dite colonie aux commissaires chargés par S. M. T. — C. d'en reprendre possession, lesquels leur présenteront lesdites ordres.

1817

ART. V. Le gouvernement français se charge de faire conduire dans les ports de Pará et de Fernambouc, sur les bâtimens qui auront effectué le transport des troupes françaises à la Guyane, la garnison portugaise de cette colonie, ainsi que les employés civils avec tous les effets.

Fait à Paris, le 28 Août 1817.

FRANÇOIS-JOSEPH-MARIE DE BRITO
RICHELIEU.

Article séparé.

Tous les points sur lesquels il pourroit s'élever des difficultés par suite de la restitution de la Guyane française, tels que le paiement des dettes, la reconvenance des revenus, et l'extradition réciproque des esclaves, feront l'objet d'une convention particulière entre les gouvernemens portugais et français.

Fait à Paris, le 28 Août 1817.

FRANÇOIS-JOSEPH-MARIE DE BRITO
RICHELIEU.

1817 *Treaty between His Britannic Majesty and*
 23 Sept. *His Catholic Majesty, for preventing Their*
Subjects from engaging in any illicit Traffic
in Slaves. Signed at Madrid the 23^d of
*September 1817. *)*

(D'après l'exemplaire présenté en 1818 aux deux
Chambres du Parlement imprimé à Londres fol.)

In the Name of the Most Holy Trinity.

It having been stated, in the second Additional Article of the Treaty signed at Madrid on the 5th day of July of the year 1815, between His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of Spain and the Indies, that "His Catholic Majesty concurs, in the fullest manner, in the sentiments of His Britannic Majesty; with respect to the injustice and inhumanity of the Traffic in Slaves; and promises to take into consideration, with the deliberation which the state of His possessions in America demands, the means of acting in conformity with those sentiments: and engages, moreover, to prohibit His subjects from carrying on the Slave Trade, for the purpose of supplying any islands or possessions, excepting those appertaining to Spain; and to prevent, by effectual measures and regulations, the protection of the Spanish flag being given

*) Ce traité signé en original en langue Anglaise et Espagnole a déjà été donné Suppl. T. VII. p. 135 mais seulement en traduction française et sans les pièces annexées, je le donne donc ici en entier et en langue originale, en observant que les pièces annexées m'ont paru d'autant moins exiger une traduction, qu'elles conviennent mutatis mutandis presque entièrement avec celles jointes à la convention du 28 juil. 1817 avec le Portugal placée ci-dessus, et où l'on en trouve la traduction française; plusieurs de ces articles se trouvent aussi de même dans la convention du 4 Mai 1818 placée ci-dessous.

given to foreigners who may engage in this Traffic, whether subjects of His Britannic Majesty, or of any other State or Power." 1817

And His Catholic Majesty, conformably to the spirit of this Article, and to the principles of humanity with which He is animated, having never lost sight of an object so interesting to Him, and being desirous of hastening the moment of its attainment, has resolved to co-operate with His Britannic Majesty in the cause of humanity, by adopting, in concert with His said Majesty, efficacious means for bringing about the abolition of the Slave Trade, for effectually suppressing illicit Traffic in Slaves, on the part of Their respective Subjects, and for preventing Spanish ships trading in Slaves, conformably to Law and to Treaty, from being molested or subjected to losses from British cruisers: the Two High Contracting Parties have accordingly named as their Plenipotentiaries, viz:

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Sir Henry Wellesley, a Member of His Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, and His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majesty; and His Majesty the King of Spain and the Indies, Don Josef Garcia de Leon y Pizarro, Knight Grand Cross of the Royal and distinguished Spanish Order of Charles III., of that of Saint Ferdinand and of Merit, of Naples, of those of Saint Alexander Newsky and of Saint Anne of Russia, and of that of the Red Eagle of Prussia, Counsellor of State, and First Secretary of State and of the General Dispatch; who, having exchanged their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles:

ART. I. His Catholic Majesty engages, that the Slave Trade shall be abolished throughout the entire dominions of Spain, on the 30th day of May 1820; and that, from and after that period, it shall not be lawful for any of the subjects of the Crown of Spain to purchase Slaves, or to carry on the Slave Trade; on any part of the coast of Africa, upon any pretext or in any manner whatever: provided, however, that

1817 a term of five months, from the said date of the 30th of May 1820, shall be allowed for completing the voyages of vessels, which shall have cleared out lawfully previously to the said 30th of May.

ART. II. It is hereby agreed, that from and after the exchange of the ratifications of the present Treaty, it shall not be lawful for any of the subjects of the Crown of Spain to purchase Slaves, or to carry on the Slave Trade on any part of the coast of Africa to the north of the Equator, upon any pretext or in any manner whatever; provided, however, that a term of six months, from the date of the exchange of the ratifications of this Treaty, shall be allowed for completing the voyages of vessels which shall have cleared out from Spanish ports for the said coast, previously to the exchange of the said Ratifications.

ART. III. His Britannic Majesty engages to pay, in London, on the 20th of February 1818, the sum of four hundred thousand pounds sterling, to such person as His Catholic Majesty shall appoint to receive the same.

ART. IV. The said sum of four hundred thousand sterling is to be considered as a full compensation for all losses sustained by the subjects of His Catholic Majesty engaged in this Traffic, on account of vessels captured previously to the exchange of the Ratifications of the present Treaty, as also for the losses, which are a necessary consequence of the abolition of the said Traffic.

ART. V. One of the objects of this Treaty, on the part of the two Governments, being mutually to prevent their respective subjects from carrying on an illicit Slave Trade;

The two High Contracting Parties declare, that they consider as illicit, any Traffic in Slaves carried on under the following circumstances:

1st. Either by British ships, and under the British flag, or for the account of British subjects, by any vessel or under any flag whatsoever.

2d. By Spanish ships, upon any part of the coast of Africa north of the Equator, after the exchange of the Ratifications of the present Treaty; provided,
howe-

however, that six months shall be allowed for completing the voyages of vessels, conformably to the tenor of the second Article of this Treaty. 1817

3d. Either by Spanish ships, and under the Spanish flag, or for the account of Spanish subjects, by any vessel or under any flag whatsoever, after the 30th of May 1820, when the Traffic in Slaves, on the part of Spain, is to cease entirely; provided always, that five months shall be allowed for the completion of voyages commenced in due time, conformably to the first Article of this Treaty.

4th. Under the British or Spanish flag, for the account of the subjects of any other Government.

5th. By Spanish vessels bound for any port not in the dominions of His Catholic Majesty.

ART. VI. His Catholic Majesty will adopt, in conformity to the spirit of this Treaty, the measures which are best calculated to give full and complete effect to the laudable objects which the High Contracting Parties have in view.

ART. VII. Every Spanish vessel which shall be destined for the Slave Trade, on any part of the coast of Africa where this Traffic still continues to be lawful, must be provided with a Royal passport, conformable to the model annexed to the present Treaty, and which model forms an integral part of the same. This passport must be written in the Spanish language, with an authentic translation in English annexed thereto; and it must be signed by His Catholic Majesty, and countersigned by the Minister of Marine, and also by the Principal Naval Authority of the district, station, or port from whence the vessel clears out, whether in Spain, or in the Colonial Possessions of His Catholic Majesty.

ART. VIII. It is to be understood that this passport, for rendering lawful the voyages of Slave ships, is required only for the continuation of the Traffic to the south of the Line; those passports which are now issued, signed by the First Secretary of State of His Catholic Majesty, and in the form prescribed by the Order of the 16th of December 1816, remaining in full force for all vessels which may have cleared out for the coast of Africa, as well to the north as to the south

1817 south of the Line, previously to the exchange of the Ratifications of the present Treaty.

ART. IX. The two High Contracting Parties, for the more complete attainment of the object of preventing all illicit Traffic in Slaves, on the part of their respective subjects, mutually consent, that the ships of war of Their Royal Navies, which shall be provided with special instructions for this purpose, as hereinafter mentioned, may visit such merchant vessels of the two nations as may be suspected, upon reasonable grounds, of having Slaves on board, acquired by an illicit Traffic, and, in the event only of their finding Slaves on board, may detain and bring away such vessels, in order that they may be brought to trial before the tribunals established for this purpose, as shall hereinafter be specified.

Provided always, that the Commanders of the ships of war of the two Royal Navies, who shall be employed on this service, shall adhere strictly to the exact tenor of the instructions which they shall receive for this purpose.

As this Article is entirely reciprocal, the two High Contracting Parties engage mutually, to make good any losses which their respective subjects may incur unjustly, by the arbitrary and illegal detention of their vessels.

It being understood that this indemnity shall invariably be borne by the Government whose cruiser shall have been guilty of the arbitrary detention; provided always, that the visit and detention of Slave ships, specified in this Article, shall only be effected by those British or Spanish vessels, which may form part of the two Royal Navies, and by those only of such vessels which are provided with the special instructions annexed to the present Treaty.

ART. X. No British or Spanish cruiser shall detain any Slave ship, not having Slaves actually on board; and in order to render lawful the detention of any ship, whether British or Spanish, the Slaves found on board such vessel must have been brought there for the express purpose of the Traffic; and those on board of Spanish ships must have been taken from that part of the coast of Africa where the Slave Trade is

is prohibited, conformably to the tenor of the present Treaty. 1817

ART. XI. All ships of war of the two nations, which shall hereafter be destined to prevent the illicit Traffic in Slaves, shall be furnished by their own Government with a copy of the instructions annexed to the present Treaty, and which shall be considered as an integral part thereof.

These instructions shall be written in Spanish and English, and signed for the vessels of each of the two Powers, by the Minister of their respective Marine.

The two High Contracting Parties reserve the faculty of altering the said instructions, in whole or in part, according to circumstances: it being, however, well understood, that the said alterations cannot take place but by the common agreement, and by the consent of the two High Contracting Parties.

ART. XII. In order to bring to adjudication, with the least delay and inconvenience, the vessels which may be detained for having been engaged in an illicit Traffic of Slaves, there shall be established, within the space of a year at furthest, from the exchange of the Ratifications of the present Treaty, two mixed Commissions, formed of an equal number of individuals of the two nations, named for this purpose by their respective Sovereigns.

These Commissions shall reside—one in a possession belonging to His Britannic Majesty—the other within the Territories of His Catholic Majesty; and the two Governments, at the period of the exchange of the Ratifications of the present Treaty, shall declare, each for this own dominions, in what places the Commissions shall respectively reside. Each of the two High Contracting Parties reserving to itself the right of changing, at its pleasure, the place of residence of the Commission held within its own dominions; provided, however, that one of the two Commissions shall always be held upon the coast of Africa, and the other in one of the Colonial Possessions of His Catholic Majesty.

These Commissions shall judge the causes submitted to them without appeal, and according to the regulations.

1817 gulation and instructions annexed to the present Treaty, of which they shall be considered as an integral part.

ART. XIII. The acts or instruments annexed to this Treaty, and which form an integral part thereof, are as follows:

No. 1. Form of passport for the Spanish merchant ships, destined for the lawful Traffic in Slaves.

No. 2. Instructions for the ships of war of both nations, destined to prevent the illicit Traffic in Slaves.

No. 3. Regulation for the mixed Commissions, which are to hold their sittings on the coast of Africa, and in one of the Colonial Possessions of His Catholic Majesty.

ART. XIV. The present Treaty, consisting of fourteen Articles, shall be ratified, and the Ratifications exchanged at Madrid, within the space of two months from this date, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have thereunto affixed the Seal of their Arms.

Done at Madrid, this twenty-third day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

(Signed)

(Signed)

HENRY WELLESLEY. (L. S.) JOSE PIZARRO. (L. S.)

Form of Passport for Spanish Vessels destined for the lawful Traffic in Slaves.

FERDINAND, by the Grace of God, King of Castille, of Leon, of Aragon, of the two Sicilies, of Jerusalem, of Navarre, of Granada, of Toledo, of Valencia, of Galicia, of Majorca, of Minorca, of Seville, of Sardinia, of Cordova, of Corfica, of Murcia, of Jaen, of the Algarves, of Algeciras, of Gibraltar, of the Canary Islands, of the East and West India, Isles, and Terra Firma of the Ocean; Arch Duke of Austria; Duke of Burgundy, of Brabant, and of Milan; Count of Apsburgh, Flanders, Tirol, and Barcelona; Lord of Biscay and of Molina, etc.

Who-

Whereas I have granted permission for the vessel 1817
called of tons, and carrying Men and
Passengers; Master and Owner, both Spaniards and Subjects of My Crown, to proceed bound to the Ports of and Coast of Africa, from whence she is to return to , the said Master and Owner having previously taken the required oath before the Tribunal of Marine of the proper Naval Division from whence the said vessel sails, and legally proved that no Foreigner has any share in the above vessel and cargo, as appears by the certificate annexed to this passport; which certificate is given by the same Tribunal, in consequence of the steps taken in pursuance of the directions contained in the Ordinance of Matriculation of 1802.

The said Captain, and Owner of the said vessel being under an obligation to enter solely such ports on the Coast of Africa as are to the south of the Line; and to return from thence to any of the ports of My dominions, where alone they shall be permitted to land the Slaves whom they carry, after going through the proper forms, to shew that they have, in every respect, complied with the provisions of My Royal Decree of 1817, by which the mode of conveying Slaves from the Coast of Africa to My Colonial Dominions is regulated; and should they fail in any of these conditions, they shall be liable to the penalties denounced by the said Decree against those who shall carry on the Slave Trade in an illicit manner.

I therefore command all General and other Officers commanding My Squadrons and ships; the Captain Generals of the departments of Marine, the Military Commandants of the Provinces of the same, their Subalterns, Captains of the Ports, and all other Officers and persons belonging to the Navy; the Viceroy, Captain Generals or Commandants of Kingdoms and Provinces; the Governors, Majors, and Justices of the Towns upon the sea coast of My Dominions of Indies; the Royal Officers or Judges of Entries therein established; and all others of My Subjects to whom it belongs, or may belong, not to give her any obstruction, nor to occasion her any inconvenience or detention, but rather to aid her and to furnish her with whatever

1817 she may want for her regular navigation; and of the vassals and subjects of Kings, Princes, and Republics in friendship and alliance with Me; of the Commanders, Governors, or Chiefs of their Provinces, Fortresses, Squadrons, and Vessels, I require that they likewise shall not impede her in her free navigation, entry, departure, or detention in the ports to which, by any accident, she may be carried; but permit her to provide and supply herself therein with whatever she may be in need of, for which purpose I have commanded this passport to be made out, which, being signed for its validity by my Secretary of State for the Dispatch of Marine, shall serve for the time that a voyage, going and returning, may last; after the conclusion of which, it shall be returned to the Commandant of Marine, Governor or other person by whom it may have been issued; adding, for its proper use, the corresponding note.

Given at Madrid, on

I, THE KING.

(Here the Signature of the Secretary of State and of the Dispatch of Marine.)

Note. This passport, No. _____ authorizes any number of Slaves, not exceeding _____ being in the proportion of five Slaves for every two tons (as permitted by the Royal Decree of _____ 1817) excepting always such Slaves employed as sailors or domestics, and children born on board during the voyage; and the same is issued by the undersigned _____ on the day of this date, made out in favour of _____ who has previously conformed with all the formalities required by the Royal Decree of _____ 1817, and is bound to return it immediately upon his return from the voyage.

Given at _____ on the _____ of _____ of the year _____

(Here the Signature of the Principal Marine Authority of the Naval Division, Station, Province, or Port from whence the vessel clears out.)

(Signed) HENRY WELLESLEY, (L. S.)

(Signed) JOSE PIZARRO. (L. S.)

In

Instructions for the British and Spanish Ships of War employed to prevent the illicit Traffic in Slaves.

ART. I. Every British or Spanish ship of war shall, in conformity with Article IX. of the Treaty of this date, have a right to visit the merchant ships of either of the two Powers actually engaged, or suspected to be engaged in the Slave Trade; and should any Slaves be found on board, according to the tenor of the Xth Article of the aforesaid Treaty; — and as to what regards the Spanish vessels, should there be ground to suspect that the said Slaves have been embarked on a part of the coast of Africa where the Traffic is no longer permitted, conformably to the Article I. and II. of the Treaty of this date; in these cases alone, the Commander of the said ship of war may detain them; and having detained them, he is to bring them, as soon as possible, for judgment, before that of the two mixed Commissions appointed by the XIIth Article of the Treaty of this date, which shall be the nearest, or which the Commander of the capturing ship shall, upon his own responsibility, think he can soonest reach from the spot where the Slave ship shall have been detained.

Ships, on board of which no Slaves shall be found, intended for purposes of Traffic, shall not be detained on any account or pretence whatever.

Negro servants or sailors that may be found on board the said vessels, cannot, in any case, be deemed a sufficient cause for detention.

ART. II. No Spanish merchantman or Slave ship shall, on any pretence whatever, be detained, which shall be found any where near the land or on the high seas, south of the Equator, during the period for which the Traffic is to remain lawful, according to the stipulations subsisting between the High Contracting Parties, unless after a chase that shall have commenced north of the Equator.

ART. III. Spanish vessels, furnished with a regular passport, having Slaves on board, shipped at those parts of the coast of Africa where the Trade is permitted to Spanish subjects, and which shall afterwards be

1817 be found north of the Equator, shall not be detained by the ships of war of the two nations, though furnished with the present instructions, provided the same can account for their course, either in conformity with the practice of the Spanish navigation, by steering some degrees to the northward in search of fair winds, or for other legitimate causes, such as the dangers of the sea, duly proved; provided always, that, with regard to all Slave ships detained to the north of the Equator, after the expiration of the term allowed, the proof of the legality of the voyage is to be furnished by the vessel so detained. On the other hand, with respect to Slave ships detained to the south of the Equator, in conformity with the Stipulations of the preceding Article, the proof of the illegality of the voyage is to be exhibited by the captor.

It is in like manner stipulated, that the number of Slaves found on board a Slave ship by the cruisers, even should the number not agree with that contained in their passport, shall not be sufficient reason to justify the detention of the ship; but the Captain and the Proprietor shall be denounced in the Spanish Tribunals, in order to their being punished according to the laws of the country.

ART. IV. Every Spanish vessel intended to be employed in the legal Traffic in Slaves, in conformity with the principles laid down in the Treaty of this date, shall be commanded by a native Spaniard, and two-thirds, at least, of the crew shall likewise be Spaniards; provided always, that its Spanish or Foreign construction shall, in no wise, affect its nationality, and that the Negro sailors shall always be reckoned as Spaniards, provided they belong, as Slaves, to subjects of the Crown of Spain, or that they have been enfranchised in the dominions of His Catholic Majesty.

ART. V. Whenever a ship of war shall meet a merchantman liable to be searched, it shall be done in the most mild manner, and with every attention which is due between allied and friendly nations; and in no case shall the search be made by an officer holding a rank inferior to that of Lieutenant in the Navy of Great Britain, or of Ensign of a ship of the line in the Spanish Navy.

ART.

ART. VI. The ships of war which may detain any Slave ship, in pursuance of the principles laid down in the present instructions, shall leave on board all the cargo of Negroes untouched, as well as the Captain and a part, at least, of the crew of the above-mentioned Slave ship; the Captain shall draw up in writing, an authentic declaration, which shall exhibit the state in which he found the detained ship, and the changes which may have taken place in it; he shall deliver to the Captain of the Slave ship a signed certificate of the papers seized on board the said vessel, as well as of the number of Slaves found on board at the moment of detention. 1817

The Negroes shall not be disembarked till after the vessels which contain them shall be arrived at the place where the legality of the capture is to be tried by one of the two Mixed Commissions, in order that, in the event of their not being adjudged legal prize, the loss of the proprietors may be more easily repaired. If, however, urgent motives, deduced from the length of the voyage, the state of health of the Negroes, or other causes, required that they should be disembarked entirely, or in part, before the vessel could arrive at the place of residence of one of the said Commissions, the Commander of the capturing ship may take on himself the responsibility of such disembarkation, provided that the necessity be stated in a certificate in proper form.

ART. VII. No conveyance of Slaves from one port in the Spanish possessions to another shall take place, except in ships provided with passports from the Government on the spot, *ad hoc*.

Done at Madrid the twenty-third day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

(L. S.) HENRY WELLESLEY.

(L. S.) JOSE PIZARRO.

Regu-

1817 *Regulations for the Mixed Commissions, which are to reside on the Coast of Africa, and in a Colonial Possession of His Catholic Majesty.*

ART. I. The Mixed Commissions to be established by the Treaty of this date, upon the Coast of Africa and in a Colonial Possession of His Catholic Majesty, are appointed to decide upon the legality of the detention of such Slave vessels as the cruizers of both nations shall detain, in pursuance of this same Treaty, for carrying on an illicit commerce in Slaves.

The above-mentioned Commissions shall judge, without appeal, according to the letter and spirit of the Treaty of this date.

The Commissions shall give sentence as summarily as possible, and they are required to decide, (as far as they shall find it practicable,) within the space of twenty days, to be dated from that on which every detained vessel shall have been brought into the port where they shall reside; first, upon the legality of the capture; second, in the case in which the captured vessel shall have been liberated, as to the indemnification which she is to receive.

And it is hereby provided, that, in all cases, the final sentence shall not be delayed, on account of the absence of witnesses, or for want of other proofs, beyond the period of two months; except upon the application of any of the parties interested, when, upon their giving satisfactory security to charge themselves with the expense and risks of the delay, the Commissioners may, at their discretion, grant an additional delay, not exceeding four months.

ART. II. Each of the above-mentioned Mixed Commissions which are to reside on the coast of Africa, and in a Colonial Possession of His Catholic Majesty, shall be composed in the following manner:

The two High Contracting Parties shall each of them name a Commissary Judge, and a Commissioner of Arbitration, who shall be authorized to hear and to decide, without appeal, all cases of capture of Slave vessels which, in pursuance of the stipulations of the Treaty of this date, may be laid before them. All the essential parts of the proceedings carried on before

before these Mixed Commissions, shall be written down 1817
in the legal language of the country in which the
Commission may reside.

The Commissary Judges and the Commissioners of Arbitration, shall make oath, in presence of the principal Magistrate of the place in which the Commission may reside, to judge fairly and faithfully, to have no preference either for the claimants or the captors, and to act, in all their decisions, in pursuance of the stipulations of the Treaty of this date.

There shall be attached to each Commission a Secretary or Registrar, appointed by the Sovereign of the country in which the Commission may reside, who shall register all its acts, and who, previous to his taking charge of his post, shall make oath, in presence of at least one of the Commissary Judges, to conduct himself with respect for their authority, and to act with fidelity in all the affairs which may belong to his charge.

ART. III. The form of the process shall be as follows:

The Commissary Judges of the two nations shall, in the first place, proceed to the examination of the papers of the vessel, and to receive the depositions on oath of the Captain and of two or three, at least, of the principal individuals on board of the detained vessel, as well as the declaration on oath of the captor, should it appear necessary, in order to be able to judge and to pronounce if the said vessel has been justly detained or not, according to the stipulations of the Treaty of this date, and in order that, according to this judgment, it may be condemned or liberated. And in the event of the two Commissary Judges not agreeing on the sentence they ought to pronounce, whether as to the legality of the detention, or the indemnification to be allowed, or on any other question which might result from the stipulations of the Treaty of this date, — they shall draw by lot the name of one of the two Commissioners of Arbitration, who, after having considered the documents of the process, shall consult with the abovementioned Commissary Judges on the case in question, and the final sentence shall be pronounced conformably to the opinion of
the

1817 the majority of the above-mentioned Commissary Judges, and of the above-mentioned Commissioner of Arbitration.

ART. IV. As often as the cargo of Slaves found on board of a Spanish Slave ship, shall have been embarked on any point whatever of the coast of Africa where the Slave trade continues to be lawful, such Slave ship shall not be detained on pretext that the above-mentioned Slaves have been brought originally by land from any other part whatever of the Continent.

ART. V. In the authenticated declaration which the captor shall make before the Commission, as well as in the certificate of the papers seized, which shall be delivered to the Captain of the captured vessel at the time of the detention, the above-mentioned captor shall be bound to declare his name, the name of his vessel, as well as the latitude and longitude of the place where the detention shall have taken place, and the number of Slaves found living on board of the Slave ship at the time of the detention.

ART. VI. As soon as sentence shall have been passed, the detained vessel, if liberated, and what remains of the cargo shall be restored to the proprietors, who may, before the same Commission, claim a valuation of the damages, which they may have a right to demand; the captor himself, and in his default, his Government, shall remain responsible for the above-mentioned damages.

The two High Contracting Parties bind themselves to defray, within the term of a year from the date of the sentence, the indemnifications which may be granted by the above-named Commission, it being understood that these indemnifications shall be at the expense of the Power of which the captor shall be a subject.

ART. VII. In case of the condemnation of a vessel for an unlawful voyage, she shall be declared lawful prize, as well as her cargo, of whatever description it may be, with the exception of the Slaves who may be on board as objects of commerce: and the said vessel, as well as her cargo, shall be sold by public sale for the profit of the two Governments: and as to the Slaves, they shall receive from the Mixed Commission

mission a certificate of emancipation, and shall be delivered over to the Government on whose territory the Commission, which shall have so judged them, shall be established, to be employed as servants or free labourers. Each of the two Governments binds itself to guarantee the liberty of such portion of these individuals as shall be respectively consigned to it.

ART. VIII. Every claim for compensation of losses occasioned to ships suspected of carrying on an illicit trade in Slaves, not condemned as lawful prize by the Mixed Commissions, shall be also heard and judged by the above-named Commissions, in the form provided by the Third Article of the present Regulation. And in all cases wherein restitution shall be so decreed, the Commission shall award to the claimant or claimants, or his or their lawful attorney or attorneys, for his or their use, a just and complete indemnification, for all costs of suit, and for all losses and damages which the claimant or claimants may have actually sustained by such capture and detention; that is to say, in case of total loss, the claimant or claimants shall be indemnified, first for the ship, her tackle, apparel, and stores; secondly for all freight due and payable; thirdly, for the value of the cargo of merchandize, if any; fourthly, for the Slaves on board at the time of detention, according to the computed value of such Slaves at the place of destination, deducting therefrom the usual fair average mortality for the unexpired period of the regular voyage; deducting also for all charges and expenses payable upon the sale of such cargoes, including commission of sale; and fifthly, for all other regular charges in such cases of total loss: and in all other cases not of total loss, the claimant or claimants shall be indemnified; first, for all special damages and expenses occasioned to the ship by the detention, and for loss of freight when due or payable: secondly, a demurrage, when due, according to the schedule annexed to the present Article; thirdly, a daily allowance for the subsistence of Slaves, of one shilling or four reals and half de Vn. for each person, without distinction of sex or age, for so many days as it shall appear to the Commission that the voyage has been or may be delayed by reason of such detention; as likewise; fourthly, for any deterioration of cargo or Slaves; fifthly,

1817 fifthly, for any diminution in the value of the cargo of Slaves, proceeding from an increased mortality beyond the average amount of the voyage, or from sickness occasioned by detention; this value to be ascertained by their computed price at the place of destination, as in the above case of total loss; sixthly, an allowance of five per cent, on the amount of the capital employed in the purchase and maintenance of cargo, for the period of delay occasioned by the detention; and seventhly, for all premium of insurance on additional risks.

The claimant or claimants shall likewise by entitled to interest, at the rate of five per cent per annum on the sum awarded, until paid by the Government to which the capturing ship belongs: the whole amount of such indemnifications being calculated in the money of the country to which the captured ship belongs, and to be liquidated at the exchange current at the time of award, excepting the sum for the subsistence of Slaves, which shall be paid at par, as above stipulated.

The two High Contracting Parties wishing to avoid, as much as possible, every species of fraud in the execution of the Treaty of this date, have agreed, that if it should be proved, in a manner evident to the conviction of the Commissary Judges of the two nations, and without having recourse to the decision of a Commissioner of Arbitration, that the captor has been led into error by a voluntary and reprehensible fault on the part of the Captain of the detained ship; in that case only, the detained ship shall not have the right of receiving, during the days of her detention, the demurrage stipulated by the present Article.

Schedule of demurrage or daily allowance for a vessel of

100 tons to 120 inclusive,	L. 5	} per diem
121 ditto— 150 ditto,	6	
151 ditto— 170 ditto,	8	
171 ditto— 200 ditto,	10	
201 ditto— 220 ditto,	11	
221 ditto— 250 ditto,	12	
251 ditto— 270 ditto,	14	
271 ditto— 300 ditto,	15	

and so on in proportion.

ART.

ART. IX. When the Proprietor of a ship, suspected of carrying on an illicit trade in Slaves, released in consequence of a sentence of one of the Mixed Commissions (or in the case, as above-mentioned, of total loss), shall claim indemnification for the loss of Slaves which he may have suffered, he shall in no case be entitled to claim for more than the number of Slaves which his vessel, by the Spanish laws, was authorized to carry, which number shall always be stated in his Passport. 1817

ART. X. Neither the Judges, nor the Arbitrators, nor the Secretary of the Mixed Commissions shall be permitted to demand or receive, from any of the parties concerned in the sentences which they shall pronounce, any emolument, under any pretext whatsoever, for the performance of the duties which are imposed upon them by the present Regulation.

ART. XI. When the parties interested, shall imagine they have cause to complain of any evident injustice on the part of the Mixed Commissions, they may represent it to their respective Governments, who reserve to themselves the right of mutual correspondence for the purpose of removing, when they think fit, the individuals who may compose these Commissions.

ART. XII. In case of a vessel being improperly detained, under pretence of the stipulations of the Treaty of this date, and the captor not being enabled to justify himself, either by the tenour of the said Treaty, or of the Instructions annexed to it, the Government to which the detained vessel may belong, shall be entitled to demand reparation; and, in such case, the Government to which the captor may belong, binds itself to cause enquiry to be made into the subject of the complaint, and to inflict upon the captor, if he be found to have deserved it, a punishment proportioned to the transgression which may have been committed.

ART. XIII. The two High Contracting Parties have agreed, that, in the event of the death of one or more of the Commissary Judges, or the Commissioners of Arbitration, composing the above-mentioned Mixed Commissions, their posts shall be supplied, *ad interim*, in the following manner:

On

1817

On the part of the British Government, the vacancies shall be filled successively, in the Commission which shall sit within the possessions of His Britannic Majesty, by the Governor or Lieutenant Governor resident in that colony, by the Principal Magistrate of the same, and by the Secretary; and in that which shall sit within the possessions of His Catholic Majesty, it is agreed that, in case of the death of the British Judge or Arbitrator there, the remaining individuals of the said Commission shall proceed equally to the judgment of such Slave ships as may be brought before them, and to the execution of their sentence. In this case alone, however, the parties interested shall have the right of appealing from the sentence, if they think fit, to the Commission resident upon the Coast of Africa; and the Government to which the captor shall belong, shall be bound fully to make good the compensation which shall be due to them, in case the appeal be decided in favour of the claimants; but the vessel and cargo shall remain, during such appeal, in the place of residence of the first Commission before which they shall have been carried.

On the part of Spain, the vacancies shall be supplied, in the possession of His Catholic Majesty, by such persons of trust as the principal authority of the country shall appoint; and upon the coast of Africa, in case of the death of any Spanish Judge or Arbitrator, the Commission shall proceed to judgment in the same manner as above specified for the Commission resident in the possession of His Catholic Majesty, in the event of the death of the British Judge or Arbitrator; an appeal being, in this case likewise, allowed, to the Commission resident in the possession of His Catholic Majesty; and, in general, all the provisions of the former case being to be applied to the present.

The High Contracting Parties have agreed to supply, as soon as possible, the vacancies that may arise in the above-mentioned Commissions, from death or any other cause; and in case that the vacancy of any of the Spanish Commissioners in the British possessions, or of the British Commissioners in the Spanish possession, be not supplied at the end of the term of seven months for America, and of twelve for Africa, the vessels, which shall be brought to the said possessions respecti-

respectively, shall cease to have the right of appeal above stipulated. 1817

Done at Madrid, the twenty-third day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen.

(L. S.) HENRY WELLESLEY.

(L. S.) JOSE PIZARRO.

48.

Traité entre Sa Majesté Britannique et Sa 1818
Majesté le Roi des Pays-Bas, afin d'empê- 4 Mai.
cher tout Commerce d'Esclaves de la part de
leurs Sujets respectifs. Signé à la Haye
le 4 Mai 1818.

(D'après l'exemplaire présenté en Anglais et Français aux deux chambres du Parlement 1818, imprimé à Londres fol.

Au nom de la très-sainte Trinité.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, animées d'un désir mutuel d'adopter les mesures les plus efficaces pour empêcher le Commerce des Esclaves par leurs sujets, et prévenir que d'autres nations qui s'y trouvent engagées ne se servent de leurs pavillons respectifs pour protéger cet odieux trafic; Leurs dites Majestés ont résolu de procéder à la conclusion d'un Traité pour atteindre ce double but et ont nommé à cette fin leurs Plénipotentiaires, *ad hoc*, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le Sieur Anne Willem, Carel, Baron de Nagell d'Amplen, Membre du Corps des Nobles de la Province de Gueldre, Grand-Croix des Ordres du Lion Belgique et de Charles III., Son Chambellan et Ministre d'Etat ayant Département des Affaires Etrangères; et le Sieur Cornelis Felix van Maanen,

1818 Maanen, Commandeur de l'ordre du Lion Belgique, Son Ministre d'Etat ayant le Département de la Justice; et Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très Honorable Richard Comte de Clancarty, Vicomte Dunlo, Baron Kilconnel, Baron Trench de Garbally, du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, Conseiller en Son Conseil Privé de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, Membre du Comité du Premier pour les Affaires de Commerce et des Colonies, Colonel du Régiment de Milice du Comté de Galway, Chevalier Grand-Croix du très Honorable Ordre du Bain, Son Ambassadeur Extraordinaire Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg; les quels après avoir échangé leurs Pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme sont convenus des Articles suivans:

ART. I. Les lois du Royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande assujettissant déjà à de très graves peines, les Sujets de Sa Majesté Britannique, qui font la traite des Nègres ou qui y seront concernés d'une manière quelconque, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, se référant à l'Article VIII. de la Convention conclue avec Sa Majesté Britannique le 13 Août 1814, s'engage en conséquence à défendre dans le terme de huit mois après la Ratification des présentes, ou plutôt si faire se pourra, à tous les Sujets, de la manière la plus efficace, et spécialement par les loix pénales les plus formelles, de prendre aucune part quelconque à la traite des Nègres; au cas que les mesures repressives contre la traite des Nègres, déjà prises par le Gouvernement de la Grande-Bretagne, et à prendre par celui des Pays-Bas fussent trouvées inefficaces ou insuffisantes, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à y pourvoir par de nouvelles mesures législatives ou réglementaires les plus propres à atteindre le but, qu'Elles se proposent par le présent Traité.

ART. II. Afin d'atteindre plus complètement le but de prévenir tout commerce d'Esclaves de la part de leurs Sujets respectifs, les deux Hautes Parties Contractantes consentent mutuellement à ce que les vaisseaux de leurs Marines Royales qui seront munis d'Instructions spéciales à cet effet, telles qu'on les trouve mentionnées ci-après, pourront visiter les navires mar-

marchands des deux nations, qui sur des présomptions raisonnables, seraient suspects d'avoir des Esclaves à bord, destinés pour un commerce illicite, et dans le cas seulement qu'ils trouveraient de pareils Esclaves à bord, ils pourront arrêter et amener les navires, afin d'être mis en jugement par devant les Tribunaux établis pour cet objet, ainsi qu'il sera spécifié plus bas. 1818

ART. III. Afin d'expliquer le mode d'exécution de l'Article précédent, il est convenu;

1^o Que ce droit réciproque de visite et d'arrestation ne saurait être exercé dans la mer Méditerranée, ni dans les mers Européennes, situées hors du détroit de Gibraltar au nord de la 37 parallèle de latitude septentrionale et à l'est du méridien de longitude, au 20^{ème} degré à l'ouest de Greenwich.

2^o Que les noms des différens vaisseaux, munis de pareilles Instructions, leurs forces respectives et les noms des Commandans seront communiqués de tems en tems et à mesure de la délivrance d'icelles, par la puissance, qui en fait l'expédition à l'autre Haute Partie Contractante.

3^o Que le nombre des vaisseaux de chacune des Marines Royales autorisés à exécuter la visite susdite ne pourra excéder le nombre de douze, appartenant à chacune des Hautes Parties Contractantes, sans le consentement exprès de l'autre puissance, préalablement obtenu.

4^o Pour le cas, où il serait jugé nécessaire, qu'un vaisseau de la Marine Royale de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties Contractantes, à ce autorisé procédât à visiter un ou plusieurs navires marchands sous le pavillon, et sous le Convoi d'un ou de plusieurs vaisseaux de la Marine Royale de l'autre Haute Partie Contractante, l'Officier Commandant du vaisseau dûment autorisé et commissionné à faire pareille visite, y procédera conjointement avec l'Officier, qui commande le convoi, lequel accordera toute facilité à pareille visite et à la détention éventuelle des vaisseaux marchands ainsi visités, et contribuera de tout son pouvoir à l'exécution de la présente Convention, conformément à son intention et son motif.

5^o Il est aussi convenu, que les Commandans des vaisseaux des deux Marines Royales qui seront employés à ce service devront s'en tenir strictement à
Nouveau Recueil T. IV. Kk l'exacte

1818 l'exacte teneur des Instructions, qu'ils recevront à cet effet.

ART. IV. Les deux Articles précédens étant entièrement réciproques, les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent mutuellement à indemniser leurs sujets respectifs de toutes les pertes, qu'ils pourront essuyer injustement par la détention illégale et arbitraire de leurs vaisseaux; il est entendu que cette indemnisation sera invariablement à la charge du Gouvernement dont les croiseurs se seront rendus coupables de la détention arbitraire, et que la visitation et la détention des navires désignés dans ces articles ne sauraient être effectuées que par ceux d'entre les vaisseaux des Pays-Bas et Britanniques, qui non seulement font partie des deux Marines Royales, mais qui seront munis des instructions spéciales annexées au présent Traité et en se conformant aux dispositions d'icelles.

ART. V. Nul croiseur des Pays-Bas ou Britannique ne pourra détenir un Navire quelconque, s'il n'a pas actuellement des Esclaves à bord, et afin de rendre légale la détention d'un bâtiment soit des Pays-Bas ou Britanniques les Esclaves trouvés à bord d'un pareil navire doivent y avoir été conduits dans le dessein exprès d'en faire trafic.

ART. VI. Les vaisseaux de la Marine Royale des deux nations, qui par la suite seront destinés à prévenir le commerce des esclaves, seront munis par leur Gouvernement respectif d'une copie des instructions annexées au présent Traité et duquel elles seront considérées comme faisant partie intégrante.

Ces instructions seront en Hollandais et en Anglais et signées pour les vaisseaux de chacune des deux Puissances, par les Ministres de leur Marine respective.

Les deux Hautes Parties Contractantes se réservent la faculté d'altérer les dites instructions, soit en tout, soit en partie, d'après les circonstances. Bien entendu cependant, que les dites altérations ne pourront se faire que d'un accord mutuel et du consentement des deux Parties Contractantes.

ART. VII. Afin d'amener en jugement avec le moins de délai et d'inconvénient les navires qui seront détenus pour être engagés dans le commerce des esclaves, aux termes de l'article 5. du présent Traité, il sera établi, dans l'espace

l'espace d'un an au plus tard, à dater de l'échange des ratifications du présent Traité deux Cours de Justice mixtes, composées d'un nombre égal d'individus des deux nations nommés à cet effet par leurs Souverains respectifs. 1818

Ces Cours résideront, l'une dans une possession appartenant à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et l'autre sur le territoire de Sa Majesté Britannique: les deux Gouvernemens, à l'époque de l'échange des ratifications du présent Traité déclareront, chacun pour ses propres domaines, en quels endroits les Cours résideront. Chacune des deux Hautes Parties Contractantes se réservent de changer, selon que bon lui semblera, le lieu de la résidence de la Cour établie dans ses propres domaines. Pourvu néanmoins que l'une des deux Cours soit toujours tenue dans une des possessions Coloniales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et l'autre sur la côte d'Afrique.

Ces Cours jugeront sans appel les causes qui leur seront soumises aux termes du présent Traité et conformément aux réglemens et instructions y annexées, du quel ils seront considérés comme partie intégrante.

ART. VIII. Dans le cas où les Officiers Commandans des vaisseaux des Marines Royales des Pays-Bas Britannique commissionnés aux termes de l'article second s'écarteraient des dispositions du présent Traité de quelque manière que ce fut, et qu'ils ne seraient pas en état de se justifier, soit par la teneur du Traité même, soit par celle des instructions y annexées, le Gouvernement qui se croira lésé par une telle conduite aura droit de demander réparation et en tel cas le Gouvernement au quel les dits Officiers Commandans appartiendront, s'oblige à faire instituer des enquêtes au sujet de la plainte et à infliger, lors qu'elle serait trouvée fondée, une punition proportionnée à la transgression commise.

ART. IX. Les Actes ou Instrumens annexés au présent Traité, et qui en forment partie intégrante, sont les suivans.

A. Les instructions pour les vaisseaux des Marines Royales des deux nations, destinés à prévenir le commerce des esclaves.

1818 B. Les Réglemens pour les Cours de Justice mixtes, qui siégeront dans une des possessions Coloniales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et sur la côte d'Afrique.

ART. X. Le présent Traité consistant en dix Articles sera ratifié et les Ratifications échangées dans l'espace d'un mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposés le cachet de leurs armes.

Fait à la Haye le quatre Mai, de l'an de grâce mil huit cent dixhuit.

Signé: CLANCARTY. (L. S.)

A. W. C. DE NAGELL. (L. S.)

VAN MAANEN. (L. S.)

A n n e x e s .

*Instructions pour les Vaisseaux des Marines Royales des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne employés à prévenir le Trafic d'Esclaves. *)*

ART. I. Tout vaisseau des Marines Royales des Pays-Bas ou Britannique qui, muni des présentes instructions aura, en conformité de l'Article second du Traité de ce jour le droit de visiter les navires marchands de chacune des deux Puissances actuellement engagés, ou suspects d'être engagés dans le commerce des esclaves, y pourra procéder hormis dans les mers exceptés par l'Article trois du dit Traité, et s'il se trouvent des esclaves à bord dans le dessein exprès d'en faire le trafic, le Commandant du dit vaisseau de la Marine Royale aura le pouvoir de les détenir et en cas de détention d'un navire il le conduira afin d'être mis en jugement aussitôt que possible devant celle des deux Cours établies par l'article sept du Traité de ce jour, qui se trouvera la plus proche, ou que lui, Commandant du vaisseau capteur, jugera, sous sa responsabilité personnelle, pouvoir le plutôt atteindre à partir du point, sur le quel le navire marchand aura été visité et détenu.

Les.

*) Ces trois articles conviennent *mutatis mutandis* avec les art. 1. 7 et 8. des instructions arrêtés entre la Gr. Bretagne et le Portugal, ci-dessus.

Les navires à bord des quels on ne trouvera point d'esclaves destinés à des objets de commerce ne seront détenus sous aucune raison ou prétexte quelconques. 1818

Des domestiques ou matelôts Nègres trouvés à bord des dits navires ne pourront en aucun cas être estimés une cause suffisante de détention.

ART. II. Toutes les fois qu'un vaisseau des Marines Royales à ce commissionné, rencontrera un navire marchand, sujet à la visite, celle ci se fera de la manière la plus honnête et avec toutes les attentions, que se doivent réciproquement deux nations amies et Alliées; en aucun cas la recherche ne pourra être faite par un Officier d'un grade inférieur à celui de Lieutenant de la Marine des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne.

ART. III. Les vaisseaux des Marines Royales ainsi commissionnés, qui viendront à détenir un navire marchand, d'après la teneur des présentes instructions, laisseront à bord la cargaison entière sans y toucher, aussi bien que le patron et au moins une partie de l'équipage du dit navire.

Le Capitaine capteur couchera par écrit une déclaration authentique, qui articulera l'état, dans le quel il a trouvé le navire détenu et les changemens qui pourront y être survenus.

Il délivrera au Patron du navire détenu un certificat signé, des papiers saisis à bord du dit navire, aussi bien que du nombre d'esclaves trouvés à son bord, au moment de la détention.

Les Nègres, ne seront point débarqués, avant que les navires qui les contiennent ne soient arrivés au lieu, où la légalité de la capture doit être jugée par une des Cours mixtes, à l'effet que dans le cas où ils ne seraient point adjugés prises légales, la perte des propriétaires puisse d'autant plus aisément être réparée.

Si néanmoins des motifs urgents tirés de la longueur du voyage, de l'état sanitaire des Nègres ou d'autres causes requerraient qu'ils fussent débarqués en totalité ou en partie, avant que le navire pût arriver au lieu de la résidence de l'une des dites Cours, le Commandant du vaisseau capteur peut prendre sur soi la responsabilité d'un semblable débarquement, pourvu que la nécessité en soit constatée par un certificat en due forme.

1818 *Règlement pour les Cours de Justice Mixtes qui résideront dans une des Possessions Coloniales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et sur la côte d'Afrique.*

ART. I. Les Cours de Justice Mixtes, à établir d'après le Traité de ce jour dans une des Possessions Coloniales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et sur la côte d'Afrique sont constituées à l'effet de décider de la légalité de la détention des navires, que les croiseurs des deux Nations viendront à arrêter, en vertu du dit Traité.

Les Cours susmentionnées décideront définitivement et sans appel conformément aux stipulations du Traité.

La procédure aura lieu aussi sommairement que possible, et les Cours sont requises de prononcer, (pour autant qu'elles le trouveront praticable,) dans l'espace de vingt jours, à dater de celui, auquel le navire détenu aura été conduit dans les ports, où les Cours résident. Elles jugeront en premier lieu de la légalité de la capture, et en second lieu (dans le cas où le navire capturé viendra à être absous,) de l'indemnisation à donner au navire capturé.

Et il est statué par les présentes que dans tous les cas, la Sentence définitive ne pourra être différé pour cause d'absence des témoins, ou par défaut d'autres preuves, au delà du terme de deux mois, à moins, que ce ne soit à la demande d'une des parties intéressées, en quel cas et moyennant qu'elles fournissent sûreté suffisante, qu'elles se chargeront elles mêmes de frais et risques du délai, les cours auront le pouvoir discrétionnaire d'accorder un délai additionnel, qui n'excédera pas quatre mois.

ART. II. Chacune des Cours mixtes susmentionnées, qui résideront dans une des possessions coloniales de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et sur la côte d'Afrique sera composée de la manière suivante.

Les deux Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Juge et un arbitre, qui seront autorisés à prendre connaissance et à décider sans appel de tous les cas de capture de navire, qui, en suite des stipulations du Traité de ce jour viendront à être portés devant eux.

Toutes

Toutes les parties essentielles des procédures portées par devant les dites Cours mixtes seront couchées par écrit dans la langue légale du pays, ou les Cours résideront. 1818

Les Juges et les Arbitres prêteront serment et mains du principal Magistrat de l'endroit, où les Cours résideront; de juger loyalement et fidèlement de n'accorder aucune préférence, soit aux Reclamans soit aux capteurs, et de se conduire dans toutes leurs décisions, conformément aux stipulations du Traité de ce jour.

A chaque cour sera attaché un Secrétaire ou Greffier établi par le Souverain du pays, où la Commission résidera, le quel enregistrera tous les actes de celle-ci et qui avant de prendre possession de sa charge prètera serment par devant la Cour, de se conduire respectueusement à son égard et d'en agir avec fidélité dans toutes les affaires du ressort de sa charge.

ART. III. La manière de procéder sera comme suit :

Les Juges des deux nations procéderont en premier lieu, à l'examen des papiers du navire, et à recevoir les dépositions du Capitaine et de deux ou trois des principaux individus au moins, du navire amené, aussi bien que la déclaration assermentée du capteur, si elle paraissait nécessaire; afin d'être en état de juger et de prononcer, si le navire a été détenu justement ou non conformément aux stipulations du Traité et afin, qu'en vertu de ce jugement, la navire puisse être condamné ou absous. Et dans le cas où les deux Juges ne s'accorderaient pas sur la sentence à prononcer pas eux, soit quant à la légalité de la détention, soit quant à l'indemnification à allouer ou sur toute autre question qui pourrait résulter des stipulations du Traité, ils tireront au sort le nom de l'un des deux arbitres, le quel, après avoir examiné les documens du procès, délibérera avec les Juges susmentionnés, sur le cas existant et la sentence finale sera prononcée conformément à l'opinion de la majorité des Juges et de l'arbitre susmentionné.

ART. IV. Dans les déclarations authentiques que le capteur sera tenu de faire par devant la Cour ainsi que dans le certificat des papiers saisis, qui sera délivré au Capitaine du navire capturé, lors de la détention, le susdit capteur sera tenu de déclarer son nom

1818 nom et celui de son vaisseau, aussi bien que la latitude et la longitude, de l'endroit où la détention a eu lieu et le nombre des Esclaves trouvé à bord du navire capturé au moment de la détention.

ART. V. Aussitôt après que la sentence aura été prononcée le navire détenu s'il est libéré, et sa cargaison dans l'état où elle se trouvera alors, seront restitués au patron, ou à celui qui le représente, le quel pourra réclamer, par devant la même Cour, une évaluation des dommages, qu'il pourrait avoir droit de demander: le capteur lui même, et à son défaut, son Gouvernement restera responsable des dits dommages.

Les deux Hautes Parties Contractantes s'obligent à payer dans l'espace d'une année après la date de la sentence, les frais et dommages qui pourront être accordés par la Cour susnommée: il est entendu, que ces frais et dommages tomberont à la charge de la Puissance dont le capteur sera sujet.

ART. VI. En cas de condamnation d'un navire, il sera déclaré prise légitime, aussi bien que la charge, de quelque description qu'elle puisse être, à l'exception des Esclaves, qui pourront être à bord comme objets de commerce; et le dit navire, aussi bien que sa charge, sera vendu en vente publique au profit des deux Gouvernemens; et quant aux esclaves, ils recevront de la Cour mixte un certificat d'émancipation, et seront remis au Gouvernement sur le territoire du quel la Cour, qui aura jugé, sera établie, aux fins d'être employés comme domestiques ou travailleurs libres.

Chacun des deux Gouvernemens s'oblige à la garantie de la liberté de telle portion de ces individus, qui viendra à y être respectivement assignée.

ART. VII. Les Cours mixtes connoîtront et jugeront également et en la forme voulue par l'Article trois du présent règlement de toute réclamation pour compensation, de pertes occasionnées à des navires détenus sur soupçon de faire le commerce des esclaves, mais non condamnés comme prises légales par les dites Cours: Dans tous les cas où la restitution aura été prononcée, les Cours adjudgeront au profit du, ou des réclamans, ou leurs ayant causes légaux, une indemnisation juste et complète de tous les frais de procédure et de toutes les pertes et dommages que le,

ou

ou les réclamans, pourraient avoir éprouvés par telle capture et détention: Les Cours observeront, 1818

1. Qu'en cas de perte totale le ou les réclamans seront indemnisés.
 - a. Pour le navire, les agrets, appareils, et munitions.
 - b. Pour tout Frêt dû et à payer.
 - c. Pour la valeur de la cargaison et des marchandises, s'il y en a, déduction fait des charges et dépenses payables pour la vente de pareilles cargaisons, y compris la commission de vente.
 - d. Pour toutes autres charges usitées en cas de perte totale, et
2. Que dans tous les autres cas de perte, non totale, le ou les réclamans seront indemnisés.
 - a. De tout dommage et dépens particuliers, occasionnés au navire par la perte de fret, dû ou à payer.
 - b. Pour fixer l'indemnification due de ce chef sera réglée d'après la cédule annexée au présent Article.
 - c. De toute détérioration de la cargaison.
 - d. Il leur sera alloué également cinq pour Cent. du montant du capital employé à l'achat de la cargaison pour tout le tems du délai occasionné par la détention; et
 - e. Un dédommagement pour toute prime d'assurance sur les risques additionnels.

Dans tous les cas les ou les réclamans auront de plus droit aux intérêts sur le pied de cinq pour Cent. par an, de la somme adjugée, jusqu'à son paiement par le Gouvernement, au quel le vaisseau capteur appartient; le montant entier de cette indemnification sera calculé en monnaie du pays, au quel le navire capturé appartient, à liquider d'après le cours du change à l'époque de l'adjudgement.

Les deux Hautes Parties Contractantes désirant toute fois éviter autant que possible, tout espèce de fraude, dans l'exécution du traité de ce jour, sont convenues, que s'il venait à être prouvé d'une manière évidente et à la conviction des Juges des deux nations, et sans avoir recours à la décision d'un Arbitre, que le capteur a été induit en erreur par une faute volontaire et
ré-

1818 répréhensible de la part du capitaine du navire capturé; en ce cas seulement, le dit navire n'aura pas droit à recevoir pendant la durée des jours de sa détention, la Starie stipulée par le présent Article.

*Cedule de Starie ou Jour de Planche pour un
Navire de*

100 tonneaux jusqu'à 120 inclusivement,	L. 5	} par jour,
121 do — — 150 do,	6	
151 do — — 170 do,	8	
171 do — — 200 do,	10	
201 do — — 220 do,	11	
221 do — — 250 do,	12	
251 do — — 270 do,	14	
271 do — — 300 do,	15	

et ainsi de suite en proportion.

ART. VIII. Il ne sera licite, ni aux Juges, ni aux Arbitres, ni au Secrétaire des Cours mixtes de demander ou de recevoir d'aucune des parties concernées dans les sentences qu'ils prononceront, aucun émolument, sous quelque prétexte que ce puisse être, pour l'accomplissement des devoirs qui leur sont imposés par le présent règlement.

ART. IX. Les deux Hautes Parties Contractantes sont convenues qu'en cas de décès ou d'empêchement légal, d'un ou de plusieurs des Juges ou des Arbitres composant les Cours mixtes susmentionnées, leurs postes seront remplis, *ad interim*, de la manière suivante.

Dans la Cour qui siégera dans les possessions de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas les places vacantes, qui dépendent de Sa dite Majesté, seront desservies successivement par le Gouverneur ou Vice-Gouverneur, par le principal Magistrat et Secrétaire d'icelles.

Quant à la cour siéant dans les possessions de Sa Majesté Britannique sur la côte d'Afrique, il est convenu qu'en cas de décès ou empêchement légal, du Juge ou Arbitre des Pays-Bas en cet endroit, les individus survivans de la Cour procéderont au jugement des navires qui pourraient être traduits par devant eux et à la mise à exécution de leur sentence.

Les places vacantes de la Cour qui sera établie sur la côte d'Afrique, et qui dépendent de Sa Majesté Bri-

1818

Britannique, seront desservies par le Gouverneur ou Vice-Gouverneur, par le Magistrat principal et le Secrétaire du Gouvernement; en cas de décès ou d'empêchement légal d'un Juge ou Arbitre Britannique appartenant à la Cour établie dans une Colonie des Pays-Bas, les individus survivans se régleront d'après ce qui a été déterminée ci-dessus pour la Cour siégeant dans les possessions de Sa Majesté Britannique, en cas de décès ou empêchement légal d'un Juge ou Arbitre des Pays-Bas.

Les Hautes Parties Contractantes sont convenues également que le Gouverneur ou Vice-Gouverneur des Colonies ou se tiendront les séances des Cours mixtes, en cas de vacature d'une place de Juge ou Arbitre de l'autre Haute Partie Contractante; prévientra sans délai le Gouverneur ou Vice-Gouverneur de la Colonie la plus voisine, appartenant à la dite Haute Partie Contractante, afin que l'on puisse y suppléer au plutôt; et chacune des Puissances Contractantes s'engage à remplir définitivement aussitôt que possible les vacatures qui pourraient subvenir dans les Cours, soit par décès ou par autres causes quelconques.

49.

Termes de la capitulation accordée au gouverneur de Pensacola, lors de l'occupation d'une partie de la Floride occidentale par les troupes des Etats-Unis d'Amérique 1818.

(Journal de Francfort. 1818. Nr. 223. 224.)

Propositions que le Commandant civil et militaire de la province de Floride occidentale fait à S. Exc. Andreu Jackson, général en chef de l'armée Américaine devant le fort San Carlos, Barancas.

ART. I. Le fort du Barancas sera remis entre les mains des troupes des Etats-Unis aux conditions suivantes:

1818 *Approuvé.* Avec les exceptions faites à côté de chaque article, et à condition que le fort sera remis à une heure après-midi aujourd'hui.

ART. II. La garnison du fort du Barancas en sortira pour être transportée à la Havanne, le jour et à l'heure convenus, avec tous les honneurs de la guerre, tambours battant, et avec armes et bagages. Les employés des finances royales et du département qui y est joint, seront aussi transportés à la même destination.

Réponse. On fournira un état de tout les officiers militaires et civils de la garnison du fort Barancas. Les troupes sortiront comme il est dit dans l'article; leurs armes seront déposées au pied du glacis, et resteront au pouvoir de l'armée américaine jusqu'au jour de l'embarquement, jour auquel elles seront rendues.

ART. III. Le commandant de la province et les officiers de son état-major, de l'artillerie, du génie, les officiers et soldats emporteront avec eux leurs armes et effets personnels, et auront aussi la liberté de disposer de leurs propriétés de toute espèce, avec une parfaite sûreté pour les acquéreurs.

Réponse. Tous les titres de propriété légalement dérivés de la couronne d'Espagne seront respectés.

ART. IV. La garnison sera embarquée aux frais des Etats-Unis. Chaque individu, soit militaire, soit appartenant aux finances royales, recevra pendant la traversée, les rations accordées à son grade par les réglemens espagnols.

Approuvé. En ce qui regarde le transport de la garnison et les rations espagnoles, pourvu qu'elles n'excèdent point la ration américaine, auquel cas la ration américaine seule seroit accordée.

ART. V. Un nombre suffisant de bâtimens sera fourni pour embarquer les effets personnels, papiers, et autres propriétés appartenant au commandant, aux officiers, et aux personnes employées par le roi, et particulièrement les papiers du bureau du secrétaire du gouvernement existant à Pensacola, ceux du département des finances royales, et des emplois civils et militaires. Ces papiers ne seront sujets à aucune inspection ou reconnaissance sous la déclaration qu'ils ne

ne contiennent rien d'étranger aux fonctions desdites 1818
personnes.

Approuvé. On fera l'estime de ce qui sera nécessaire pour le transport selon l'usage établi.

L'article VII. stipule que la garnison de Pensacola et les prisonniers jouiront du même privilège que la garnison du Barancas, et seront conduits à la Havanne.

Les articles VIII. et IX. sont relatifs à l'approvisionnement des troupes espagnoles, de leurs familles, jusqu'à leur arrivée à la Havanne; le remboursement de ces fournitures sera ensuite réglé entre l'Espagne et les Etats-Unis.

L'article X. stipule la remise des munitions militaires etc., au général américain.

ART. XI. Les personnes et les propriétés seront respectées, les concessions et ventes de terre faites par les autorités compétentes seront valides et garanties par le gouvernement américain, à quelque époque qu'elles puissent avoir été faites jusqu'à la date du présent.

Réponse. Tous les titres légalement dérivés de la couronne d'Espagne, antérieurs à cette date, seront garantis et respectés.

L'article XII. est relatif à un inventaire fait en double du nombre de l'état des bâtimens royaux.

ART. XIII. Les officiers militaires et ceux qui appartiennent aux divers départemens, pourront embarquer avec eux leurs femmes, leurs enfans et leurs esclaves; dans ce nombre sont comprises les familles de ceux qui peuvent être absens. Ceux qui ont des propriétés à vendre, ou des affaires à arranger, pourront rester le tems nécessaire pour cet objet. Les autorités américaines leur donneront toute protection pendant leur résidence, et ils jouiront du même privilège que le reste de la garnison; leur embarquement pour la Havanne aura lieu aux frais des Etats-Unis.

Inadmissible en ce qui regarde le transport des familles des officiers absens, et des domestiques non immédiatement attachés aux officiers et à leurs familles. Les individus disposés à rester dans les Florides seront respectés et protégés dans tous leurs droits civils
et

1818 et personnels; et s'ils ne profitent pas du transport accordé présentement, ils seront obligés de partir à leurs frais.

L'article XIV. stipule qu'un inventaire sera dressé par le garde-magasin-général des petits vaisseaux et barques qui lui sont confiés.

ART. XV. Les officiers et les soldats de cette garnison, avec leurs équipages seront transportés à Pensacola, où ils resteront comme il a été déjà dit, jusqu'à leur embarquement pour la Havanne. *Approuvé.*

ART. XVII. Le chef d'Alabamica et sa famille, en ce moment dans le fort, et dont il a été fait mention au major Young, sera compris dans cette capitulation et transporté à la Havanne.

Approuvé. Son nom sera inséré dans un article, et le gouvernement espagnol garantira qu'il ne retournera jamais dans les Florides.

ART. XVIII. La religion catholique, les ministres et son libre exercice seront maintenus.

Approuvé. Une libre tolérance est garantie à toutes les religions.

ART. XIX. La capitulation est faite dans la confiance que le général des troupes américaines exécutera son offre de rendre la province intégralement dans le même état où il la reçoit, ainsi qu'il est dit dans la lettre officielle.

Approuvé. Et la restitution sera faite aux conditions exposées dans la communication du général Jackson au gouverneur de Pensacola, le 23 Mai 1818.

ART. XX. Si quelque doute s'élevait sur la signification d'aucun des articles de cette capitulation, ils seront expliqués de la manière la plus favorable à la garnison espagnole.

Réponse. Les articles ci-dessus seront interprétés d'après leur esprit littéral et exprimé.

ART. XXI. La présente capitulation sera signée et échangée entre le général de l'armée américaine et le commandant de cette province aussitôt que possible, et au plus tard à cinq heures de l'après-midi, chacun renvoyant son original respectif. *Approuvé.*

Articles

Articles additionnels qui auront la même force que les articles primitifs, et faits par suite de ce qui a été convenu. 1818

ART. I. Le nom demandé du chef de la nation Alabanca est Opayhola. Le commandant de cette province prend, au nom de son gouvernement, l'engagement que le dit chef ne retournera jamais dans les Florides. *Approuvé.*

ART. II. Si des vaisseaux de guerre de S. M. C., destinés pour ce port, arrivoient chargés de provisions ou d'argent, ils seroient librement admis, ainsi que les vaisseaux marchands espagnols. *Approuvé.*

Au fort de San-Carlos, Barancas, 28 Mai 1818, à 5 heures après-midi.

JOSEPH MASOT.

A. JACKSON, major-général-commandant.

50.

Traité de commerce entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de Danemarck, conclu à Copenhague le 17^{me} Juin 1818. 17 Juin.

(Gesetzsammlung für die Königlich Preuss. Staaten. 1818. p. 185. en fr. et allemand.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité !

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de Danemarck, ayant également à coeur de resserrer de plus en plus l'amitié qui subsiste entre Elles, et d'étendre les relations commerciales entre leurs Etats respectifs, sont convenues de conclure un traité de commerce fondé sur des bases réciproquement avantageuses.

En conséquence Leurs Majestés ont choisi et nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Guillaume Henri Maximilien, Bourgrave et Comte de Dohna, Conseiller intime d'ambassade, Son Envoyé, extraordinaire et Ministre pléni-

1818 plénipotentiaire près Sa Majesté Danoise, Chevalier de l'Ordre de l'aigle rouge de la troisième classe;

Et Sa Majesté le Roi de Danemarck, le Sieur Niels de Rosenkrantz, Son Ministre d'Etat intime et chef du département des affaires étrangères, Chevalier de l'Ordre de l'éléphant, Grand-Croix de l'Ordre de Danebrog, de l'Ordre de St. Etienne de Hongrie, des Ordres de l'aigle noir et rouge etc. lesquels, après avoir échangé entre eux leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivans :

Amitié.

ART. I. Il y aura une paix inviolable et une amitié sincère et parfaite entre Sa Majesté le Roi de Prusse, Ses héritiers, successeurs et sujets d'une part, et Sa Majesté le Roi de Danemarck d'autre part, sans exception de personnes ou de lieux.

**Traité-
ment des
sujets re-
cipro-
ques.**

ART. II. Les sujets Prussiens en Danemarck et les sujets Danois en Prusse seront constamment regardés et traités comme les individus des nations les plus favorisées, conformément aux traités de commerce subsistant entre les hautes parties contractantes et d'autres Puissances. Leurs Majestés S'engagent en outre à accorder à leurs sujets respectifs toutes les facilités et assistances et tous les avantages de commerce, qui peuvent naturellement émaner d'une telle préférence; bien entendu cependant que les sujets Prussiens ou Danois se soumettent dans leur commerce ou trafic aux ordonnances et lois du pays.

**Douanes
et droits
de port.**

ART. III. Les avantages de nations les plus favorisées accordés selon l'article précédent aux sujets respectifs, s'étendent de même aux marchandises et aux vaisseaux des sujets des deux hautes Puissances contractantes. Pour favoriser le commerce autant que possible, l'on convient que les vaisseaux Danois jouiront dans les ports des Etats de Sa Majesté Prussienne des mêmes prérogatives, dont jouissent les bâtimens nationaux; et que ce même avantage sera accordé aux vaisseaux Prussiens dans les ports des Etats de Sa Majesté le Roi de Danemarck, à l'exception des îles de Faroé et d'Islande, de la Groenlande et des colonies Danoises.

Les navires Prussiens ne payeront point dans les ports Danois les ~~se~~ pour cent en sus du tarif ordinaire.

Les

Les payemens de droits de port, de droits d'entrée et de sortie ou de la douane sur les marchandises, ainsi que les redevances des navires dans les ports seront les mêmes dans les Etats de Sa Majesté Danoise pour les bâtimens Prussiens que pour les nationaux. Tous ces avantages sont accordés de même aux vaisseaux Danois dans les ports de la Monarchie Prussienne. 1818

ART. IV. Les vaisseaux Prussiens payeront les droits du Sund et des deux Belts de la même manière que ces droits sont payés par les bâtimens des nations les plus favorisées en Danemarc. Il en sera de même des marchandises et denrées Prussiennes, qui passent le Sund et les Belts à bord de vaisseaux étrangers et privilégiés. Douanes au passage du Sund des deux Belts et du Canal de Holstein

La douane du Sund sera payée selon le tarif de l'année 1645, ou de telle manière dont par des conventions ultérieures le Danemarc pourra tomber d'accord avec les nations les plus favorisées.

Quant aux marchandises, dont il n'est pas fait mention dans le tarif, les sujets Prussiens ne payeront qu'un pour cent, comme cela se fait de la part des nations les plus favorisées.

Le paiement du Rosenoble et des 24 Shillings, auquel les sujets Prussiens étoient soumis jusqu'ici dans le Sund, tant pour le vaisseau que pour la cargaison, cessera tout à fait.

Les redevances en faveur des préposés de la douane (*Sporteln*) et autres dépenses dans le Sund seront acquittées par les sujets Prussiens sur le même pied, que par les nations les plus favorisées par les stipulations des traités de commerce conclus avec le Danemarc. Ce sera de cette même manière que les sujets Prussiens payeront les impôts pour le passage du canal de Holstein.

ART. V. On ne visitera point au passage du Sund, ni à celui des Belts et du canal de Holstein, les vaisseaux et marchandises qui appartiennent aux sujets Prussiens; mais l'on sera tenu, quant à l'acquit des droits à payer pour ces mêmes navires et marchandises, d'ajouter foi aux certificats et passeports en bonne forme, que les capitaines de vaisseaux Prussiens seront dans le cas de produire du magistrat ou de la douane de l'endroit d'où ils sont partis, sans exiger aucun Exemption de visite.

1818 éclaircissement ultérieur sur les marchandises qui formeront la cargaison de ces navires, et en se rapportant, quant à leur poids, mesure, qualité et emballage, à ce qui sera marqué la-dessus dans les dites lettres et passeports; bien entendu cependant, que si l'on s'apercevoit de quelque fraude commise à cet égard, l'on avisera, à la première requisiion qui en sera faite, aux moyens d'y remédier et de les prévenir à l'avenir.

Acquit
de douane
en détail.

ART. VI. La douane du Sund, dans l'acquit du paiement des droits, sera obligée de donner chaque fois le détail spécifié des droits perçus sur chaque espèce de marchandises, afin que l'on puisse vérifier et constater de cette façon, si rien n'y aura été exigé de trop, et il ne sera point permis à la dite douane de déroger à cet usage, à moins que les capitaines des navires, pour accélérer leur expédition, ne se contentent eux mêmes d'un acquit en gros des droits payés pour toute leur cargaison.

Expédition
des vaisseaux
au Sund.

ART. VII. Les vaisseaux Prussiens seront expédiés au Sund sans retard, et la douane royale ne donnera pas la préférence à d'autres vaisseaux, à moins qu'ils ne soient arrivés les premiers.

Le vaisseau
Prussien
ne pourra
pas payer
une seconde
fois.

ART. VIII. Les vaisseaux Prussiens, après avoir payé les droits du Sund, soit en sortant de la Baltique, soit en entrant dans cette mer, s'ils étoient obligés par tempête, vent contraire ou autrement de revenir dans le Sund, ne seront pas tenus de payer une seconde fois les mêmes droits.

Naviga-
tion sur
l'Elbe.

ART. IX. Les vaisseaux Prussiens, qui passeront devant la forteresse de Glückstadt et autres places que le Danemarck possède sur l'Elbe, ne seront point visités, ni retenus ou inquiétés, à moins qu'en tems de guerre il n'y ait des soupçons avérés, que ces bâtimens portent de la contrebande militaire à l'ennemi. Les bâtimens Prussiens seront traités sur l'Elbe comme des nationaux.

Refuge
des vaisseaux
en danger.

ART. X. Les bâtimens Prussiens, qui seront contraints par tempête, vent contraire ou autre accident de mer à se réfugier dans quelque port de la monarchie Danoise, y pourront librement ancrer, séjourner et se radoubier sans payer de douane pour leurs marchandises, tant que celles-ci ne seront ni débarquées ni vendues. Il en

en fera de même des vaisseaux Danois dans les ports Prussiens. 1818

ART. XI. Aucun navire, ni marchand, ni de guerre, appartenant aux sujets de l'une des deux Puissances contractantes, ne pourra être arrêté, ni les marchandises saisies dans les ports de l'autre. Ce qui toute fois ne s'étendra pas aux saisies ou arrêts de justice, provenant de dettes. Exemption de la saisie.

ART. XII. Aucun de ces navires ne sera forcé de servir en guerre, ni à aucun autre transport quelconque, contre son gré. L'Embargo.

ART. XIII. Chacune des deux nations aura le droit d'importer ses propres productions et marchandises, et les productions et marchandises étrangères, à bord de ses propres bâtimens dans les Etats de l'autre Puissance contractante, et de faire un commerce pareil à bord de vaisseaux étrangers. Les sujets respectifs seront cependant toujours obligés de se soumettre aux réglemens et ordonnances par lesquels l'importation de quelque denrée ou marchandise sera, ou tout-à-fait défendue dans l'Etat où le commerce se fait, ou accordée de préférence à une société ou commune. Importation et exportation.

Les sujets respectifs faisant le commerce, se conformeront également aux anciennes lois et usages des villes, dans lesquelles ils font leur trafic et par lesquels une branche du commerce est plus ou moins, réservée aux habitans de ces villes, comme c'est le cas à Königsberg, à Elbing et à Danzig, au sujet du trafic avec les denrées Polonoises et Russes.

ART. XIV. Les marchands, capitaines et commandans des vaisseaux, et autres sujets de chacune des deux nations, ne seront pas forcés dans les ports de l'autre de décharger aucune sorte de marchandise dans d'autres vaisseaux, ni de les recevoir à bord de leurs navires, ni d'attendre leur chargement plus longtemps qu'il ne leur plaira. Liberté pour le chargement et déchargement.

ART. XV. L'une des deux Puissances contractantes, venant à avoir la guerre, avec une Puissance tierce, elle n'en donnera pas moins de son côté des preuves de la continuation de son amitié à l'autre, sans exiger de celle aucune prédilection qui soit préjudiciable aux intérêts propres et au repos de celle qui est restée neutre. Commercé en temps de guerre.

1818 tre, et qui jouira, particulièrement de la part de celle qui est devenu belligérante, d'une reconnaissance pleine et entière de tous les droits que lui assure la neutralité, moyennant qu'elle en observe aussi strictement les obligations.

Navigation des neutres.

ART. XVI. En conséquence de l'article précédent tous les vaisseaux des Puissances contractantes pourront naviguer librement de port en port, et sur les côtes des nations en guerre.

Marchandises à bord de vaisseaux neutres.

ART. XVII. Les hautes Puissances contractantes ayant résolu de mettre sous une sauvegarde suffisante la liberté du commerce et de la navigation de leurs sujets, dans le cas où l'une d'entre elles seroit en guerre tandis que l'autre resteroit neutre, elles sont convenues, que les effets embarqués sur les vaisseaux neutres, seront libres à l'exception de la contrebande de guerre.

Il sera aussi libre aux sujets neutres de transporter pour leur compte les marchandises du produit, du cru ou de la manufacture des pays en guerre, qui auront été acquises par des sujets de la puissance neutre.

La même liberté s'étendra aux personnes qui sont à bord d'un vaisseau neutre, quand même elles seroient ennemies de l'autre partie, excepté que ce fussent des gens de guerre, actuellement au service de l'ennemi.

Pour éviter à tous les inconvéniens qui peuvent provenir de la mauvaise foi de ceux qui se servent du pavillon d'une nation sans lui appartenir, on convient d'établir pour règle inviolable, qu'un bâtiment quelconque, pour être regardé comme propriété du pays dont il porte le pavillon, doit avoir à son bord le Capitaine du vaisseau et la moitié de l'équipage des gens du pays, et les papiers et passeports en bonne et due forme, d'après les ordonnances du gouvernement dont il se réclame; mais tout bâtiment qui n'observe pas cette règle, et qui contreviendra aux ordonnances publiées à cet effet, perdra tous les droits à la protection des Puissances contractantes.

Ports bloqués.

ART. XVIII. Le commerce des vaisseaux de la Puissance neutre ne se fera cependant pas dans les ports bloqués. On convient de ne regarder un lieu comme assiégé ou bloqué, à moins qu'il ne soit tellement fermé du côté de la mer par deux vaisseaux, ou du côté

côté de la terre par une batterie de canons, que son entrée ne peut être hasardée, sans s'exposer au danger évident d'une décharge de canons. 1818

ART. XIX. Les navires marchands des sujets respectifs, naviguant seuls, et lorsqu'ils seront rencontrés sur les côtes ou en pleine mer par les vaisseaux de guerre ou armateurs particuliers de l'une ou de l'autre des deux Puissances contractantes, engagée dans une guerre avec quelque autre Etat, en subiront la visite. Il sera interdit en ce cas aux Capitaines et conducteurs des dits navires marchands de ne rien jeter de leurs papiers en mer. Les vaisseaux de guerre ou armateurs susdits resteront de leur côté constamment hors de la portée du canon des navires marchands; et pour obvier entièrement à tout désordre et violence, il est convenu que les premiers ne pourront jamais envoyer au-delà de deux ou trois personnes dans leur chaloupe à bord des derniers, pour faire examiner les passeports et lettres de mer qui constateront la propriété et les chargemens de ces navires; supposé toutefois que de tels navires marchands se trouvaient escortés par un ou plusieurs vaisseaux de guerre, la simple déclaration de l'officier commandant l'escorte, que ces navires ne portent point de contrebande, doit être envisagée comme pleinement suffisante, et aucune visite n'aura plus lieu. Visitation sur mer.

ART. XX. Dans le cas qu'un vaisseau visité se trouve surpris en contrebande militaire, le capteur s'abstiendra de toute violence à son égard. Il sera cependant en droit de l'amener dans un port, où, après l'instruction du procès selon les lois, et après que la sentence définitive sera portée, la marchandise de contrebande militaire sera confisquée, pendant que les autres effets seront rendus, sans que l'on puisse jamais retenir ni vaisseaux ni effets sous prétexte de frais ou d'amende. Pendant la durée du procès, le capitaine, après avoir délivré la marchandise reconnue pour contrebande militaire, ne sera point obligé malgré lui d'attendre la fin de son affaire; mais il pourra se mettre en mer avec son vaisseau et le reste de la cargaison, quand bon lui semblera. Vais-seaux surpris en contrebande militaire.

Si la surprise de contrebande se fait en pleine mer, le Capitaine du vaisseau sur lequel se trouve la contre-

1818 trebande militaire, peut, s'il le juge à propos, abandonner cette contrebande à son capteur, lequel devra se contenter de cet abandon volontaire, sans inquiéter en aucune façon le navire.

Contre-
bande
militaire

ART. XXI. Sous la dénomination de marchandise de contrebande militaire sont compris seulement les armes à feu et autres instrumens hostiles avec leurs assortimens, comme canons, mousquets, mortiers, pétards, bombes, grenades, affûts, fusils, pistolets, boulets, balles, pierres à feu, mèches, poudre, salpêtre, soufre, cuirasses, piques, épées, ceinturons, poches à cartouches, selles et brides, en exceptant toutefois de ces effets ce qui est nécessaire pour la défense du vaisseau et de son équipage. Ces marchandises ne seront réputées contrebande militaire que dans le cas qu'on les porte dans quelque pays ennemi. Toutes les autres marchandises, qui ne sont pas indiquées dans cet article, ne peuvent pas être considérées comme contrebande militaire.

Course
en mer.

ART. XXII. Les encouragemens que les ordonnances sur la course en mer de celle des deux parties, qui est devenue belligérante, pourront accorder aux équipages de ses vaisseaux de guerre et à ses sujets, qui auront armé des vaisseaux en course, ne pourront en aucun cas être appliqués aux bâtimens marchands de l'autre Puissance qui est restée neutre.

Protec-
tion des
vaisse-
aux res-
pectifs.

ART. XXIII. Chacune des deux parties contractantes tâchera de protéger et de défendre tous les vaisseaux et autres effets appartenant aux sujets de l'autre, et se trouvant dans l'étendue de sa juridiction par mer et par terre. Les Puissances ne souffriront par conséquent pas, que sur les côtes, dans les ports, havres et rivières de leurs dominations, les navires et marchandises des sujets respectifs soient pris par des vaisseaux de guerre ou autres bâtimens d'une Puissance tierce; et si le cas n'en venoit pas moins à exister, et que la protection n'eût pas pu avoir lieu, les Puissances contractantes emploieront tout leur pouvoir pour faire restituer le bâtiment pris, et pour obtenir pleine et entière restitution de tout dommage.

Quaran-
taine.

ART. XXIV. Quant à la quarantaine qui pourroit être ordonnée dans certaines occasions dans les Etats de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, leurs

leurs sujets navigateurs s'y conformeront respectivement de la même manière que les nationaux et ceux des autres nations amies; mais aussi les ordonnances à cet égard seront uniformes et sans faveur ou défaveur pour l'une ou l'autre nation. 1818

ART. XXV. Si les navires des sujets des deux hautes parties contractantes échouoient ou faisoient naufrage sur les côtes de l'une ou de l'autre, les sujets respectifs jouiront, tant pour eux-mêmes que pour leurs navires et effets, de tous les secours et assistances possibles, comme les habitans des pays eux-mêmes, en payant cependant les mêmes frais et droits auxquels sont assujettis en pareil cas les propres sujets de l'Etat, sur les côtes duquel ils auroient échoué ou fait naufrage. ^{Naufrage}

Dans le cas qu'il se trouve sur les côtes Prussiennes ou Danoises un vaisseau naufragé, sans qu'on puisse apprendre le nom du propriétaire du bâtiment, le gouvernement fera insérer trois fois de suite dans les feuilles publiques du pays, ainsi que dans celles de Hambourg, une description du vaisseau naufragé, pour que le propriétaire puisse faire les réclamations nécessaires, et ce ne sera qu'un an après qu'une publication pareille reste sans effet, qu'on disposera du bâtiment naufragé selon les lois du pays.

ART. XXVI. Les Puissances contractantes ont établi Consuls. dans leurs Etats réciproques des Consuls, dans le but d'assister leur sujets respectifs, et de faciliter les relations de commerce, qui existent entre les deux nations. Si les circonstances rendoient désirable l'établissement de Consuls ou Agens de commerce des parties contractantes dans des ports Prussiens ou Danois en Europe, où il n'y en a pas encore, l'on ne s'y opposera pas.

ART. XXVII. Les sujets Prussiens établis en Danemark, et les sujets Danois établis en Prusse, conserveront toujours la liberté de quitter le pays qu'ils habitent, pourvu qu'ils s'acquittent de leurs dettes et autres obligations selon les lois de l'Etat, dans lequel ils se trouvent. ^{Sujets respectifs.}

ART. XXVIII. Si malgré les sentimens sincères et les efforts mutuels des hautes parties contractantes, de maintenir la paix entre Elles, il survenoit malheureusement (ce qu'à Dieu ne plaise) quelque rupture ou même

1818 même une guerre ouverte entre Elles, leurs sujets respectifs, qui se trouveront réciproquement dans les Etats de l'une ou de l'autre Puissance, n'en seront pas moins sûrs dans leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront une année de tems pour liquider leurs affaires et pour retirer leurs biens et effets, en quoi ils jouiront d'une entière liberté; et il leur sera prêté tout secours et toute protection. La justice leur sera administrée comme avant la guerre, et l'année étant écoulée, on leur fournira les passeports nécessaires pour s'en retourner sûrement et librement en leur patrie avec leur famille, leurs biens et effets, marchandises et vaisseaux.

Durée
du Trai-
té.

ART. XXIX. Le présent Traité durera pendant vingt ans, et tout ce qui s'y trouve arrêté doit être observé inviolablement pendant cet intervalle, et exécuté dans toute sa teneur; bien entendu qu'avant l'expiration du terme du dit Traité, il dépendra du bon plaisir des deux hautes parties contractantes de convenir sur la prolongation.

Ratifi-
cation.

ART. XXX. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications échangées dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi nous soussignés en vertu de nos pleins-pouvoirs avons signé le présent Traité, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Copenhague le dix-sept Juin Mil-huit-cent-dix-huit.

(L. S.) (Signé) *Le Comte DOHNA.*

(L. S.) (Signé) *N. ROSENKRANTZ.*

(L'échange des ratifications a eu lieu le 8 Octobre 1818 à Copenhague.)

51.

*Conventions entre l'Autriche d'une part et 1817
la Prusse et la Russie de l'autre en exécution ^{22 Mars.}
du traité de Vienne du 3 Mai 1815,
signée 1817. 1818.*

I.

*Convention conclue à Varsovie le 22 Mars
1817, entre S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi
de Hongrie et de Bohême etc., et S. M. le Roi
de Prusse, en conséquence des stipulations du
traité du 3 Mai (21 Avril) 1815, concernant
le commerce des provinces appartenant à la
Pologne, telle qu'elle étoit en 1772.*

(Journal de Francfort. 1819. Nr. 106.)

Dans le dessein de déterminer les rapports de navigation et de commerce des habitans des provinces autrichiennes et prussiennes de la Pologne, en tant qu'elles ont fait partie du royaume de Pologne tel qu'il existoit en 1772, et conformément aux négociations qui ont été entamées en conséquence du traité de Vienne du 3 Mai (21 Avril) 1815, entre les Commissaires de L. M. les Empereurs d'Autriche et de Russie et le Roi de Prusse, les Commissaires Autrichiens et Prussiens, d'après leurs pleins pouvoirs et sous la réserve de la ratification de leurs souverains, ont conclu la convention suivante:

ART. I. Les dispositions supplémentaires ajoutées Art. 24
aux articles XXIV. et XXV. du traité Russe-Prussien, ^{et 25. du}
par les négociations de la commission de Varsovie, ^{tr. Russe-Prussien.}
seront également valides pour les habitans des provinces polonoises des deux souverains.

ART. II. L'Autriche s'étant engagée à ne lever. Impôt
ni sur les rivières navigables de la Gallicie, nommé- ^{sur la}
ment ^{naviga-}
tion.

1817 ment le Danajee et le San, ni sur la rive droite de la Vistule, aucun impôt sur la navigation, la Prusse n'exigera non plus aucune taxe de ce genre, sous quelque titre et dénomination que ce soit, des habitans de la Gallicie naviguant sur les eaux de ses provinces polonoises.

Canaux
et éclu-
ses.

ART. III. Quant à l'usage des canaux et des écluses qui ont été construits jusqu'à présent, ou qui le seront à l'avenir, dans les limites du royaume de Pologne telles qu'elles étoient en 1772, les sujets polonois des deux puissances seront traités réciproquement par celles-ci à l'égal de leurs propres sujets.

Execu-
tion des
art. 25.
et 26.

ART. IV. Les principes établis pour l'exécution des articles XXV. et XXVI. du traité Prussien-Russe doivent avoir, tels qu'ils seront ratifiés par la Prusse et la Russie, la même validité pour les habitans des provinces polonoises des deux souverains relativement à la navigation et au commerce.

Transit.

ART. V. Les mesures réglées pour le commerce de transit en vertu de l'article XXIX. du traité Prussien-Russe doivent être à l'avantage des sujets des provinces polonoises de S. M. l'Empereur d'Autriche, aussi bien que les stipulations résultant du XXVIII. art. du traité Autrichien-Russe sont applicables aux sujets des provinces polonoises de S. M. le Roi de Prusse.

Passe-
ports.

ART. VI. Les individus se livrant au commerce et à la navigation, n'auront besoin, pour se légitimer, que d'un passeport des régences respectives ou des baillis de cercles. Pour constater l'origine des bateaux et des objets de commerce, il suffira d'un certificat des bureaux de douanes frontières.

Agens
de com-
merce.

ART. VII. Si l'Autriche jugeoit avantageux pour les rapports de commerce et de navigation entré les provinces Prussiennes-Polonoises d'établir à Danzig et peut-être à Thorn un agent de commerce ou un consul, elle sera libre de le faire dans tous les tems, en suivant les formes consacrées par le droit des gens, de même que la Prusse pourra également, outre l'agent de commerce qu'elle a déjà à Brody, en envoyer aussi un à Lemberg, ou dans une autre ville du royaume de Gallicie à son choix.

ART.

ART. VIII. Les conventions conclues avec la Russie n'étant pas encore ratifiées, et par conséquent le terme où elles seront mises avec ou sans restriction en activité n'étant pas connu, les hautes parties contractantes fixeront, lors de la ratification de cette convention ^{Termes de mise en activité.} **1817** ^{*}), le jour où elle entrera en vigueur relativement à leurs provinces polonoises.

En foi de quoi, les deux commissaires respectifs ont fait dresser deux exemplaires de cet acte, et y ont apposé leurs signatures et le cachet de leurs armes.

Fait à Varsovie, le 22 Mars de l'an 1817.

FRANÇOIS SCHASCHER DE MEZIHURZ,
Commissaire Autrichien.

AUGUSTE GUILLAUME DE LEIPZIGER,
Directeur de régence, Chevalier de l'aigle rouge de la troisième classe, et Commissaire plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse.

CHARLES SEMLER.
Conseiller de régence au ministère des finances, Chevalier de la croix de fer et de S^{te} Anne de Russie de la troisième classe, et plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse.

^{*}) La convention a été ratifiée par les deux cours.

2.

1818 Convention conclue à Petersbourg le 27 Août 17 Août. 28 18, et ratifiée le 21 Novembre, entre S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne etc. En conséquence des stipulations du traité du 3 Mai (21 Avril) 1815, concernant le commerce des provinces faisant partie du royaume de Pologne, tel qu'il existoit en 1772.

(Journal de Francfort. No. 111. 114. 121. 1819.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

L. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, et l'Empereur de Russie, Roi de Pologne, résolu de donner aux stipulations du traité signé le 3 Mai (21 Avril) 1815 à Vienne, relativement au commerce et à l'industrie des provinces polonoises (suivant les frontières où elles étoient circonscrites en 1772) la précision que réclame cet objet de leurs soins communs pour les intérêts et le bien-être de leurs sujets respectifs, sont convenus de régler par une convention supplémentaire, toutes les mesures qui peuvent contribuer à remplir un but aussi désirable. A cette fin, L. M. ont nommé plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, M. le baron Louis de Lebzeltern, chevalier de l'ordre de St. Etienne de Hongrie, de la croix de fer de la 2^e classe, de St. Wladimir de la 3^e, et de plusieurs autres ordres, conseiller-aulique de S. M. I. Ap., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour de Russie; et, d'après l'autorisation à lui accordée de se faire remplacer.

M. François Schafschek de Mezihurz, chevalier de l'ordre de Léopold, et conseiller de régence de S. M. I. Ap.;

Et

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, M. Pierre Oubril, son conseiller-actuel d'état, chevalier de St. Anne de la première classe, de St. Wladimir de la 3^e, et de St. Jean de Jérusalem; 1818

Lesquels plénipotentiaires, après s'être communiqué mutuellement leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles ci-dessous:

ART. I. La libre navigation sur les fleuves jusqu'à leur embouchure, soit en les descendant, soit en les remontant, ainsi que le libre usage des ports, qui a été réglé par le 24^e art. du traité conclu à Vienne entre l'Autriche et la Russie le 3 Mai (21 Avril) s'étend, autant que ce principe concerne les pays qui font partie des états de L. M. les Empereurs d'Autriche et de Russie, à toutes les fleuves et rivières qui ont leur source sur le territoire de l'ancien royaume de Pologne (de 1772) ainsi qu'à ceux qui le traversent, ou le touchent et qui se jettent dans la mer par des canaux, ou après s'être joints à d'autres fleuves. Navigation sur les fleuves.

ART. II. La navigation des dits fleuves et rivières jusqu'à leur embouchure soit amont, soit aval, et la fréquentation des ports suivant la détermination ci-dessus, seront libres, de manière qu'elles ne puissent être interdites à aucun sujet des deux parties contractantes. Liberté réciproque.

ART. III. Les principes ci-dessus seront applicables: *a.* aux canaux, déjà existans et à ceux qui doivent être creusés à l'avenir; *b)* à toutes les rivières déjà navigables, ou qui pourroient le devenir par la suite, et qui ont leur cours entre la frontière orientale de l'ancienne Pologne, la Duna, le Dnieper, le Dniester et le Pruth. Canaux; rivières.

ART. IV. Tous les sujets des deux puissances sans distinction et sans exception, ont le droit de se servir du chemin pratiqué pour le halage sur les deux rives des fleuves, rivières et canaux mentionnés art. I et III., ainsi que celui d'aborder ou de s'arrêter sur ces deux rives. Halage.

ART. V. Pour garantir la jouissance et l'exercice de ce droit dans toute son étendue, et écarter tout ce qui pourroit entraver la navigation et le flottage sur tous les Conti-
nation

1818 les fleuves, rivières et canaux, il est réglé: *a.* que les deux puissances feront pratiquer, partout où cela est nécessaire et possible, des chemins de halage, et qu'elles auront soin qu'ils soient entretenus en bon état, *b)* Que sur chaque rive, par tout où le terrain ne sera point propre à l'agriculture ou à la construction d'habitations, il sera laissé un espace de 15 aunes polonoises de largeur pour aborder, et ceux qui naviguent pour le commerce pourront en faire usage sans payer pour cela aucun droit.

Police.

ART. VI. Les ordonnances existantes pour la police et la navigation, de même que celles qui, sans établir aucun impôt, pourroient être établies par la suite pour maintenir l'ordre et la sûreté de la navigation, seront également observées par les sujets des deux puissances et communiquées à cette fin à leurs consuls respectifs.

Traitement égal à celui des nationaux.

ART. VII. Les sujets des deux puissances qui prendront part aux avantages de la libre navigation sur les rivières ou les canaux, jouiront chez leurs voisins des mêmes droits qu'ont les commerçans du pays; et comme ils sont obligés d'observer exactement les ordonnances qui existent dans chaque pays pour la police et la navigation, ils seront, sous les rapports des droits à payer, traités à l'égal des natifs du pays.

Taxes et charges.

ART. VIII. Pour assurer encore davantage la liberté de la navigation, les hautes parties contractantes établiront le principe général, que leurs sujets respectifs ne seront, dans aucun cas, soumis pour l'usage des routes par eau, tant naturelles qu'artificielles, à des taxes et à des charges plus fortes que les navigateurs du pays.

Navigation sur le Bug.

ART. IX. L. M. l'Empereur d'Autriche ne levant aucuns droits sur la navigation des rivières de l'ancienne Pologne, et n'ayant pas l'intention d'en imposer sur les eaux, S. M. l'Empereur de toutes les Russies ne fera percevoir de son côté aucun impôt sur les bateaux autrichiens qui naviguent sur le Bug, excepté dans le cas où ils passeroient par le canal de Muchawitza, ou s'ils s'étoient rendus des bords du Bug sur le territoire russe.

Canaux qui seront creusés.

ART. X. Le principe établi art. VIII. sera applicable à tous les canaux qui seront creusés à l'avenir dans l'étendue de pays ci-dessus désignée.

ART.

ART.

ART. XI. La navigation sur la Vistule sera franche **1818** de tout impôt pour la partie de ses rives qui appartiennent aux deux parties contractantes. Vistule,

ART. XII. Pour donner plus d'activité au commerce entre Brody et Odessa, et réciproquement, les deux parties contractantes, en conformité du 28^e article du traité signé à Vienne, le 3 Mai (21 Avril) 1815, sont convenues d'un règlement particulier pour le commerce de transit entre ces deux villes, lequel sera annexé au présent article, et entrera en vigueur à compter du 13 Septembre de l'anne courante. Ce règlement sera le seul que l'on devra suivre pour le commerce de transit, et en tant qu'il concerne particulièrement le commerce entre Brody et Odessa, et réciproquement, il ne pourra être changé que d'un commun accord entre les parties. Commerce de Brody et Odessa

ART. XIII. Indépendamment des dispositions contenues dans l'article précédent, les deux hautes parties contractantes ont voulu en même tems se concerter pour l'organisation du commerce de transit sur d'autres points de leurs états respectifs. En conséquence, elles sont convenues d'autoriser tous leurs sujets au commerce de transit avec toutes sortes de marchandises, tant indigènes qu'étrangères, même celles dont l'importation est défendue, à l'exception de la poudre à tirer, et ce sous les conditions contenues dans les articles suivans. Commerce de transit.

ART. XIV. Tous ceux qui, en vertu du précédent article, ont le droit de faire le commerce de transit, peuvent, sur l'exhibition d'un passeport de leur gouvernement, des autorités de leur cercle et district, ou, si ces autorités se trouvoient trop éloignées, même du magistrat de leur endroit, passer les frontières, entrer et sortir avec les marchandises dont le transit est permis, remettre, sans l'intervention d'un tiers, les déclarations prescrites sur les marchandises de transit, soit qu'ils en aient la propriété, ou qu'elles aient été seulement confiées, les expédier ou fréter eux-mêmes, les accompagner, les déposer, ou les envoyer de nouveau plus loin, et enfin revenir avec ou sans charge de retour. Passeports.

ART. XV. Les marchandises de transit peuvent être importées et exportées par chaque grand bureau de douane des deux côtés de la frontière. Bureaux de frontières.

ART.

1818

Droits
de tran-
sit.

ART. XVI. Les droits de transit seront perçus en Autriche suivant le tarif de 1788, qui a été renouvelé en 1807; et dans le royaume de Pologne ces mêmes impôts seront adoptés comme le maximum des droits de transit. On ne les paiera qu'une fois pour les marchandises de toute espèce qui passeront par les états autrichiens pour se rendre dans les provinces soumises à la domination de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ou qui seront exportées de ces provinces dans d'autres pays. De même, les droits de transit pour les marchandises venant de toutes les provinces autrichiennes, ou conduites de l'étranger dans ces provinces, ne seront payés qu'une fois à leur passage en Pologne.

Les impôts ci-dessus ne seront jamais augmentés en aucun cas pour les sujets des deux puissances, sans qu'elles se soient préalablement accordées à cet égard.

Sont francs de tous droits de transit, les produits du sol et de l'industrie de toutes les parties du royaume actuel de Pologne, qui passent par les provinces Autrichiennes-Polonoises pour retourner dans d'autres parties du même royaume. Il en est de même des produits du sol et de l'industrie des provinces de la domination russe qui sont introduites par les provinces Autrichiennes-Polonoises dans le royaume actuel de Pologne, et vice-versa. D'autre part, on exemptera des droits de transit les produits du sol et de l'industrie des provinces Autrichiennes-Polonoises conduits par le royaume de Pologne pour retourner dans d'autres parties de la Pologne Autrichienne, ou destinés pour des provinces Polonoises qui appartiennent à une troisième puissance.

Si l'une ou l'autre des parties contractantes vouloit diminuer en faveur d'une puissance étrangère les impôts qui servent d'échelle pour ce commerce de transit, soit pour le commerce de transit en général, soit pour certaines marchandises en particulier, les sujets respectifs des deux puissances contractantes jouiront de tous les avantages accordés aux puissances les plus favorisées.

Autres
droits
abolis;

ART. XVII. Il ne sera payé aucune autre sorte de droits que les droits de transit mentionnés dans l'art. précédent, et ceux de balance, de billet, de quittance, de

de plombage, et de timbre, enfin de ponts et de chaussées. Les droits accessoires qu'il a été jusqu'à présent d'usage de percevoir dans le royaume de Pologne sous la dénomination de Tantième, transport Visa-Agio, et autres de ce genre, doivent être abolis. 1818

ART. XVIII. Pour favoriser autant que possible le commerce de transit, et prévenir en même tems la fraude relativement aux droits de consommation; en outre afin de garantir l'industrie nationale des désavantages qui résultent de l'importation et de la vente de marchandises étrangères, les propriétaires, les commissionnaires, et les voituriers seront tenus de remettre aux bureaux de douanes frontières une déclaration détaillée des marchandises, et de soumettre celles-ci à une visite, si cela étoit jugé nécessaire. Ils seront obligés de déposer pour les marchandises permises le montant des droits d'importation, et pour les marchandises défendues 60 pour cent de leur valeur, d'après une estimation dont le mode sera déterminé en son tems par les administrations financières des deux côtés. La remise de cette somme se fera en argent comptant, ou sous la garantie d'un sujet du pays dont le crédit est établi. A la sortie des marchandises, le montant de la somme sera remboursé sans délai, déduction faite des droits de transit, ou la caution sera rendue. Déclaration détaillée.

ART. XIX. L'administration des finances des deux puissances réglera les peines qu'encourront ceux qui se rendront coupables de contrebande, et elle prendra les mesures convenables pour l'établissement et la sûreté du contrôle sur les marchandises de transit. Mais ces mesures seront telles, qu'il n'en résulte pour les marchands et les propriétaires aucun délai, ni aucuns frais. Contrebande.

ART. XX. Les marchandises de transit peuvent se vendre en gros pendant tout le trajet. Mais cette vente ne change rien à leur nature, et elles ne cessent pas pour cela d'être des marchandises de transit. Les marchandises de cette sorte, dont l'importation n'est pas défendue, peuvent changer de nature, et être converties en marchandises de consommation, pour être vendues comme telles, soit à Varsovie, soit dans tous les endroits où les réglemens de douane le permettroient par la suite. Cependant les propriétaires de

1817 de ces marchandises ou leurs commissionnaires se conformeront à cet égard aux lois de douane existantes dans chaque royaume.

Declara-
tions sur
le San
et le Bug

ART. XXI. Comme la navigation et le flottage sur le San et le Bug, ainsi que le chargement des bateaux dépendent de la crûe ou de la baisse subite de leurs eaux rapides, et variables, on est convenu, pour faciliter le commerce de transit, que les objets de ce commerce, quand on leur fera remonter les fleuves ci-dessus, seront déclarés respectivement aux bureaux de douanes des deux côtés, où l'on remettra les déclarations d'usage; mais l'expédition et les autres formalités de douanes auront lieu sur le San du côté de la Gallicie à Chwalewice, du côté de la Pologne, à Zawichost sur la Vistule, et enfin sur le Bug à Nowidmor près Modlin. Si les propriétaires, les commissionnaires ou conducteurs avoient l'intention de faire encore de nouveaux chargemens en route, ils doivent faire mention de cette circonstance dans la déclaration des marchandises, afin que dans les endroits où les douanes sont dans le cas de percevoir les droits, ceux de transit et de sortie puissent être levés suivant la différence d'origine des marchandises qui ont été chargées en route.

Néanmoins l'application de ces mesures n'aura pas lieu pour les bateaux qui remontent les fleuves ci-dessus nommés. Ceux-ci restent soumis aux réglemens ordinaires des douanes.

Enfin, en tant que les deux rives respectives des deux fleuves ci-dessus et de la Vistule n'appartiennent pas à une même province et à une même souveraineté, il ne sera point levé de droit de transit pour les produits fonciers et industriels d'origine polonoise, transportés par bateaux ou radeaux sur les fleuves.

Service
des
douanes

ART. XXII. Pour éviter qu'on éprouve aucun retard aux bureaux respectifs des douanes, ceux-ci continueront leurs fonctions tous les jours depuis le lever du soleil jusqu'à midi, et depuis deux heures après midi jusqu'au coucher du soleil. Les employés aux douanes des fleuves navigables n'interrompront pas leurs fonctions même les jours de fêtes et les dimanches.

Les transports de transit seront expédiés aux douanes suivant l'ordre de leur arrivée.

Les

Les employés seront responsables de tous les délais **1818** qu'ils auront occasionnés, et ils répareront tout le dommage qui en resultera, et dont les bateliers ou voituriers pourront fournir légalement la preuve.

ART. XXIII. Les militaires ne sont point autorisés à s'immiscer dans les fonctions des employés aux douanes, à moins que ceux ci ne réclament leur secours, auquel cas ces employés seront responsables des suites. Mais l'intervention militaire cessera aussitôt que les employés auront rempli leurs fonctions. Intervention militaire

ART. XXIV. Tous ceux qui feront le commerce de transit, auront outre l'appui général des lois, la protection immédiate des autorités. Si quelqu'un d'eux venoit à mourir sans avoir disposé des marchandises de transit, des bateaux ou des voitures qui lui appartiennent, et que ces objets aient été mis sous la garde des autorités, les héritiers, qui se légitimeront comme tels par les certificats des autorités judiciaires du ressort du défunt, seront mis en possession de cette propriété en tout tems et avec toutes les circonstances requises, sans autres déductions et frais, que ceux qu'auroit occasionnés la garde des objets ci-dessus. Protection.

ART. XXV. Pour faciliter, conformément à l'art. XXIX. du traité conclu à Vienne le 3 Mai (21 Avril) 1815, le commerce d'importation et d'exportation entre toutes les provinces de la monarchie autrichienne et les pays qui forment l'empire russe, y compris le royaume de Pologne, S. M. les Empereurs d'Autriche et de Russie sont convenus que leurs sujets respectifs auroient part à tous les avantages commerciaux qu'ils seroient dans le cas d'accorder à d'autres états, sans y comprendre néanmoins les exceptions ou faveurs particulières, qui auroient été réglées par des conventions spéciales. Importations et exportations en général.

Comme le nouveau système d'administration analogue au présent traité, que S. M. l'Empereur de toutes les Russies établira dans les états relativement à l'importation des produits étrangers soit de la nature, soit de l'art, ne peut être mis de suite en activité, S. M. a permis dès à présent et jusqu'à ce que la publication du nouveau tarif des douanes puisse avoir lieu, qu'à compter du 13 (1) Septembre de l'année courante, toutes les marchandises dont l'importation en Russie

Mm a

n'est

548 *Convention entre l'Autriche et la Russie.*

1818 n'est point défendue par le tarif général des douanes de 1816, puissent être introduites sans obstacles et par les principaux bureaux de douane sur la frontière entre l'Autriche et la Russie. On percevra dans les bureaux russes les droits fixés par le dit tarif, et dans les bureaux du royaume de Pologne ceux qu'il est maintenant d'usage d'y payer.

Principes à appliquer aux douanes

ART. XXVI. Pour assurer l'effet des dispositions du XXIX. Art. du traité de Vienne, qui ont pour but de prévenir les querelles et les abus qui peuvent avoir lieu dans les bureaux des deux côtés, les deux puissances sont convenues d'appliquer dans leurs ordonnances générales des douanes les principes qui auront été établis de concert par leurs plénipotentiaires, et réunis dans un apperçu particulier signé par eux.

Cracovie.

ART. XXVII. Afin d'accomplir le X. art. du traité conclu à Vienne, qui a rapport à la ville libre de Cracovie, les deux puissances sont convenues d'étendre aux habitans de cette ville et de son territoire toutes les dispositions de la présente convention, en tant que de leur nature elles sont applicables à ceux-ci. D'après ce principe, tous les habitans de la ville libre de Cracovie et de son territoire jouiront de mêmes avantages commerciaux et des mêmes franchises, que la dite convention assure aux sujets des deux puissances. Ils seront traités dans les états autrichiens sur le même pied que les sujets russes, et dans les états russes sur le même pied que les sujets autrichiens; il est entendu que de leur côté ils se soumettront aux obligations que la présente convention impose aux sujets des deux puissances.

Ratification.

ART. XXVIII. Cette convention sera ratifiée et les ratifications échangées, ici dans l'intervalle de deux mois, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Pétersbourg, le 17 (5) Août 1818.

FRANÇOIS SCHASCHKE DE MEZINHURZ.

PIERRE D'OUBRIL.

*Convention entre S. M. le Roi de France d'une 1818
part et chacune des quatre Cours d'Autriche, 9 Oct.
de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie
d'autre part conclue à Aix la Chapelle le
9 Oct. 1818.*

(Feuille volante.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

L. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, s'étant rendus à Aix la Chapelle, et L. M. le Roi de France et de Navarre, et le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande y ayant envoyé leurs plénipotentiaires, les ministres des cinq cours se sont réunis en conférence, et le plénipotentiaire François ayant fait connaître que, d'après l'état de la France et l'exécution fidèle du traité du 20 Novembre 1815, S. M. Très-Chrétienne desiroit que l'occupation militaire stipulée par l'article cinq du même traité cessât le plus promptement possible, les ministres des cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, après avoir de concert avec ledit plénipotentiaire de France, mûrement examiné tout ce qui pouvoit influer sur une décision aussi importante, ont déclaré que leurs souverains admettoient le principe de l'évacuation du territoire François à la fin de la troisième année de l'occupation. Et voulant consigner cette résolution dans une convention formelle et assurer en même tems l'exécution définitive du dit traité du 20 Novembre 1815, S. M. le Roi de France et de Navarre d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, d'autre part, ont nommé à cet effet pour plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de France et de Navarre, le sieur Armand-Emanuel du Pleffis Richelieu, duc de Richelieu, pair de France, chevalier de l'ordre royal et militaire

1818 litaire de Saint-Louis, de l'ordre royal de la Légion d'honneur, et des ordres de Saint-André, St. Alexandre-Newsky, Sainte-Anne, Saint-Wladimir et Saint-Georges de Russie, son premier gentilhomme de la chambre, son ministre et secrétaire d'état des affaires étrangères, et président du conseil de ses ministres;

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le sieur Clément Wenceslas Lothaire, prince de Metternich-Winnebourg, prince d'Ochsenhausen, duc de Portella, chevalier de la Toison-d'Or, grand-croix de l'ordre royal de Saint-Etienne et de la décoration pour le mérite civil, grand-croix de l'ordre de Saint-Jean de Jerusalem, grand cordon de l'ordre royal de la Légion d'honneur, chevalier des ordres de Saint-André, de Saint-Alexandre-Newsky et de Sainte-Anne de la première classe, chevalier de l'ordre suprême de l'Annonciade, de l'ordre de l'Elephant, de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge, des Séraphins, grand-croix de l'ordre de Charles III. d'Espagne, de l'ordre royal du Christ de Portugal, chevalier de l'ordre de Saint-Janvier et grand-croix de l'ordre de Saint-Ferdinand et du mérite de Sicile, grand-croix de l'ordre de Saint-Joseph de Toscane, chevalier de l'ordre de Saint-Hubert de Bavière, de l'Aigle-d'or de Wurtemberg, de l'ordre de la Couronne de Saxe, grand-croix de l'ordre royal des Guelfes de Hanovre, de l'ordre du Lion de Hesse, de la Fidélité de Bade, de l'ordre Constantinien de Saint-Georges de Parme, chancelier de l'ordre militaire de Marie Thérèse, curateur de l'academie des beaux-arts de Vienne, chambellan, conseiller intime actuel de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, son ministre d'état, des conférences et des affaires étrangères.

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

*Termes
de l'oc-
cupation*

ART. I. Les troupes composant l'armée d'occupation seront retirées du territoire de France, le trente Novembre prochain, ou plutôt, si faire se peut.

*Remise
des pla-
ces.*

ART. II. Les places et forts que les susdites troupes occupent seront remis aux commissaires nommés à cet effet par S. M. Très-Chrétienne, dans l'état où ils se trouvoient au moment de l'occupation, confor-
mé-

mément à l'article 98 de la convention conclue en 1818
exécution de l'article 56 du traité du 20 Novembre 1815.

ART. III. La somme destinée à pourvoir à la solde, ^{Solde}
l'équipement l'habillement des troupes de l'armée ^{etc.}
d'occupation, sera payée, dans tous les cas, jusqu'au
trente Novembre, sur le même pied qu'elle l'a été
depuis le 1er Décembre 1817.

ART. IV. Tous les comptes entre la France et les Complé-
puissances alliées ayant été réglés et arrêtés, la somme ^{ment de}
à payer par la France, pour compléter l'exécution de ^{l'art. 4.}
l'article 4. du traité du 22 Novembre 1815, est défini- ^{du tr. de}
tivement fixée à deux cent soixante-cinq millions de ^{1815.}
Francs.

ART. V. Sur cette somme, celle de cent millions, ^{100 mil-}
valeur effective, sera acquittée en inscriptions de rente ^{lions en}
sur le grand-livre de la dette publique de France, ^{inscript.}
portant jouissance du 22 Septembre 1818. Les dites
inscriptions seront reçus au cours du lundi 5 Octo-
bre 1818.

ART. VI. Les cent soixante cinq millions restans ^{165 mil-}
seront acquittés par neuvièmes de mois en mois à par- ^{lions en}
tir du 6 janvier prochain, au moyen de traites sur ^{traites.}
les maisons Hope et Compagnie et Baring Frères et
Compagnie, lesquelles, de même que les inscriptions
de rente mentionnées à l'article ci-dessus, seront déli-
vrées aux commissaires des cours d'Autriche, de la
Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, par le trésor
royal de France, à l'époque de l'évacuation complète
et définitive du territoire François.

ART. VII. A la même époque, les commissaires des Restitu-
dites cours remettront au trésor royal de France, les ^{tion des}
fix engagements non encore acquittés qui seront restés ^{engage-}
entre leurs mains, sur les quinze engagements délivrés ^{ments.}
conformément à l'article deuxième de la convention
conclue pour l'exécution de l'article 4. du traité du
20 Novembre 1815. Les mêmes commissaires remet-
tront en même tems l'inscription de sept millions de
rente créés en vertu de l'article 8. de la susdite con-
vention.

ART. VIII. La présente convention sera ratifiée et Ratifica-
les ratifications en seront échangées à Aix-la-Chapelle, ^{tions.}
dans le délai de quinze jours, ou plutôt si faire se peut.

En

1818 En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Aix-la-Chapelle, le neuf Octobre de l'an de grâce 1818.

RICHÉLIEU.

Le Prince DE METTERNICH.

Le même jour, dans le même lieu et au même moment, une convention semblable a été conclue :

Entre la France et la Grande-Bretagne, et signée par lord CASTLEREAGH et le duc de WELLINGTON.

Entre la France et la Prusse, et signée par le prince DE HARDENBERG et le comte DE BERNSTORFF.

Entre la France et la Russie, et signée par le comte DE NESSELRODE et le comte CAPO D'ISTRIA.

Les ratifications en ont été échangées à Aix-la-Chapelle dans le courant du mois d'Octobre. De plus cette convention a été présentée à l'accession des divers états participant à l'indemnité stipulée par l'art. 4. du traité de Paris du 20 Nov. 1815 et ces accessions ont été remises séparément à chacune des 4 cours.

53.

Extrait du protocole des Conférences d'Aix-la-Chapelle Séance du 14 Novembre 1818.

Entre les cinq Puissances.

Mr. le comte de Bernstorff a lu le projet de protocole ci-joint sur l'affaire du péage d'Elsflett dans ses rapports avec les réclamations du Duc d'Oldenbourg. Ce projet a été adopté à l'unanimité, et il a été arrêté en conséquence, que la démarche à faire auprès de la Diète Germanique seroit confiée aux ministres des Cours résidants à Francfort.

Mr. le Prince de Metternich a pris en outre l'engagement de recommander les intérêts du Duc d'Oldenbourg, au nom de son souverain de la manière la plus pressante au Ministre d'Autriche président la Diète, et

et de l'inviter à prendre toutes les mesures propres à amener les résultats que la conférence a envisagés, comme seuls propres à régler l'affaire du péage d'Elsflett, d'une manière satisfaisante pour toutes les parties intéressées. 1818

Signé: METTERNICH.
RICHELIEU.
CASTLEREAGH.
WELLINGTON.
HARDENBERG.
BERNSTORFF.
NESSLRODE.
CAPODISTRIA.

A n n e x e

au Protocole touchant le Péage d'Elsflett, Aix la Chapelle le 14 Novembre 1818.

Après avoir délibéré sur la proposition faite par le cabinet Russe relativement au péage d'Elsflett, Messieurs les Plénipotentiaires des cinq Cours considérant que d'un côté le Duc d'Oldenbourg frustré par la force des événemens d'une partie considérable du bénéfice, que lui avoient afferé le recis de l'Empire de 1803 et le traité du 6 Avril de la même année peut être autorisé à réclamer une indemnité supplémentaire et

que de l'autre côté la décision d'une affaire qui a déjà provoqué de la part d'autres membres de la confédération germanique, une plainte de lésion de droits et d'intérêts n'est pas de la compétence des cabinets réunis:

Se sont unanimement accordé dans l'avis, qu'en conséquence de la réclamation que le Duc d'Oldenbourg a adressée à Sa Majesté l'Empereur de Russie et que ce Monarque a fait soumettre à la Conférence, il convient aux cinq cabinets de s'adresser à ce sujet au Président de la Diète Germanique et de lui faire connoître, que les cinq Cours bien qu'elles ne méconnoissent pas la force des argumens qui militent en faveur de la prétention du Duc d'Oldenbourg que par conséquent Elles ne puissent que désirer que ce Prince soit

1818 soit maintenu pour quelques années de plus dans la possession du péage d'Elsfleth elles ont jugés qu'il n'appartient qu'à la Diète seule, de décider la question, et d'aviser aux moyens de terminer par la voye d'une commission médiatrice, le différent qui s'est élevé au sujet de ce péage entre le Duc d'Oldenbourg et la ville de Brême.

54.

Protocole signé à Aix la Chapelle le 15 Novembre 1818 par les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

(Impr. d'autorité sur feuille volante.)

Les ministres d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, à la suite de l'échange des ratifications de la convention signée le 9 Octobre, relativement à l'évacuation du territoire Français par les troupes étrangères, et après s'être adressé, de part et d'autre, les notes-ci-jointes en copie, se sont réunis en conférence, pour prendre en considération les rapports, qui, dans l'état actuel des choses, doivent s'établir entre la France et les puissances co-signataires du traité de paix du 20 Novembre 1815, rapports qui, en assurant à la France la place qui lui appartient dans le système de l'Europe, la lieront étroitement aux vues pacifiques et bienveillantes que partagent tous les souverains, et consolideront ainsi la tranquillité générale.

Après avoir mûrement approfondi les principes conservateurs des grands intérêts qui constituent l'ordre des choses établie en Europe; sous les auspices de la Providence divine, moyennant le traité de Paris du 30 Mai 1814, le recès de Vienne, et le traité de paix de l'année 1815, les cours signataires du présent acte ont unanimement reconnu et déclarent en conséquence:

1° Qu'elles sont fermement décidées à ne s'écarter, ni dans leurs relations mutuelles, ni dans celles qui

qui les lient aux autres états, du principe d'union intime qui a présidé jusqu'ici à leurs rapports et intérêts communs; union devenue plus forte et indissoluble par les liens de fraternité chrétienne que les souverains ont formés entre eux. 1818

2^o Que cette union, d'autant plus réelle et durable, qu'elle ne tient à aucun intérêt isolé, à aucune combinaison momentanée, ne peut avoir pour objet que le maintien de la paix générale, fondé sur le respect religieux pour les engagements consignés dans les traités pour la totalité des droits qui en dérivent.

3^o Que la France, associée aux autres puissances par la restauration du pouvoir monarchique, légitime et constitutionnel, s'engage à concourir désormais au maintien et à l'affermissement d'un système qui a donné la paix à l'Europe, et qui seul peut en assurer la durée.

4^o Que si, pour mieux atteindre le but ci-dessus énoncé, les puissances qui ont concouru au présent acte, jugeoient nécessaire d'établir des réunions particulières, soit entre les augustes souverains eux mêmes, soit entre leurs ministres et plénipotentiaires respectifs, pour y traiter en commun de leurs propres intérêts, en tant qu'ils se rapportent à l'objet de leurs délibérations actuelles, l'époque et l'endroit de ces réunions seront, chaque fois, préalablement arrêtés au moyen de communications diplomatiques, et que, dans le cas où ces réunions auroient pour objet des affaires spécialement liées aux intérêts des autres états de l'Europe, elles n'auroient lieu qu'à la suite d'une invitation formelle de la part de ceux de ces états que les dites affaires concerneroient, et sous la réserve expresse de leur droit d'y participer directement, ou par leurs plénipotentiaires.

5^o Que les résolutions consignées au présent acte, seront portées à la connoissance de toutes les cours Européennes, par la déclaration-cijointe, la quelle sera considérée comme sanctionnée par le protocole en faisant partie.

Fait quintruple et réciproquement échangé, en original, entre les cabinets signataires.

A Aix-la-Chapelle, le 15 Novembre 1818.

METTERNICH.	RICHELIEU.	CASTLEREAGH.
WELLINGTON.	BERNSTORFF.	NESSERODE.
CARO-D'ISTRIA.		

I.

1818 *Copie de la note adressée à M. le duc de Richelieu par les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, le 4 Novembre*

(Feuille volante.)

Les soussignés, ministres des cabinets d'Autriche de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont reçu ordre de leurs augustes maîtres d'adresser à Son Exc. M. le duc de Richelieu la communication suivante :

Appelés par l'art. 5. du traité du 20 Novemb. 1815, à examiner, de concert avec S. M. le Roi de France, si l'occupation militaire d'une partie du territoire Français, arrêtée par le dit traité, pourroit cesser à la fin de la 3^e année, ou devoit se prolonger jusqu'à la fin de la 5^e, L. L. M. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies se sont rendus à Aix-la-Chapelle et ont chargé leurs ministres de s'y réunir en conférence, avec les plénipotentiaires de L. M. le Roi de France et le Roi de la Grande-Bretagne, afin de procéder à l'examen de cette question importante.

L'attention des ministres et plénipotentiaires a dû se fixer, avant tout, dans cet examen, sur l'état intérieur de la France; elle a dû porter également sur l'exécution des engagements contractés par le gouvernement Français, envers les puissances co-signataires du traité du 20 Novembre 1815.

L'état intérieur de la France ayant été, depuis longtemps, le sujet des méditations suivies des cabinets; et les plénipotentiaires réunis à Aix-la-Chapelle s'étant mutuellement communiqué les opinions qu'ils s'étaient formées à cet égard, les augustes Souverains, après les avoir pesées dans leur sagesse, ont reconnu avec satisfaction, que l'ordre de choses heureusement établi en France par la restauration de la monarchie légitime et constitutionnelle, et le succès qui a couronné jusqu'ici les soins paternels de S. M. Très Chrétienne, justifient pleinement l'espoir d'un affer-

affermissément progressif de cet ordre de choses si essentiel pour le repos et la prospérité de la France, et si étroitement lié à tous les grands intérêts de l'Europe. 1818

Quant à l'exécution des engagements, les communications que, dès l'ouverture des conférences, Mr. le plénipotentiaire de S. M. Très-Chrétienne a adressées à ceux des autres puissances, n'ont laissé aucun doute sur cette question, en prouvant que le gouvernement François a rempli, avec l'exactitude la plus scrupuleuse et la plus honorable, toutes les clauses des traités et conventions du 20 Novembre, et en proposant pour celles de ces clauses, dont l'accomplissement était réservé, à des époques plus éloignées, des arrangements satisfaisans pour toutes les parties contractantes.

Tels étant les résultats de l'examen de ces graves questions, L. M. J. et R. se sont félicités de n'avoir plus qu'à écouter ces sentimens et ces vœux personnels, qui les portoient à mettre un terme à une mesure que des circonstances funestes et la nécessité de pourvoir à leur propre sûreté et à celle de l'Europe avaient seules pu leur dicter.

Dès-lors, les augustes souverains se sont décidés à faire cesser l'occupation militaire du territoire François, et la convention du 9 Octobre a sanctionné cette résolution. Ils regardent cet acte solennel comme le complément de la paix générale.

Considérant maintenant comme le premier de leurs devoirs, celui de conserver à leur peuples les bienfaits que cette paix leur assure, et de maintenir dans leur intégrité les transactions qui l'ont fondée et consolidée, L. M. I. et R. se flattent, que S. M. Très-Chrétienne, animée des mêmes sentimens, accueillera, avec l'intérêt qu'Elles attache à tout ce qui tend au bien de l'humanité et à la gloire et à la prospérité de son pays, la proposition que L. M. I. et R. lui adressent d'unir dorénavant ses conseils et ses efforts à ceux qu'Elles ne cesseront de vouer à l'accomplissement d'une oeuvre aussi salutaire.

Les soussignés, chargés de prier Mr. le duc de Richelieu de porter ce vœu de leurs augustes souverains à la connaissance du Roi son maître, invitent en même-tems Son Exc. à prendre part à leurs délibérations présentes et futures, consacrées au maintien
de

1818 de la paix, des traités sur lesquels elle repose, des droits et des rapports mutuels établis ou confirmés par ces traités et reconnus par toutes les puissances européennes.

En transmettant à Mr. le duc de Richelieu cette preuve solennelle de la confiance que leurs augustes souverains ont placée dans la sagesse du Roi de France et dans la loyauté de la nation Française, les soussignés ont l'ordre d'y ajouter l'expression de l'attachement inaltérable que L. M. I. et R. professent envers la personne de S. M. Très-Chrétienne et sa famille, et de la part sincère qu'Elles ne cessent de prendre au repos et au bonheur de Son royaume.

Ils ont l'honneur d'offrir en même tems à Mr. le duc de Richelieu l'assurance de leur considération toute particulière.

Aix-la-Chapelle: le 4 Novembre 1818.

Signé: METTERNICH.
CASTLEREAGH.
WELLINGTON.
HARDENBERG.
BERNSTORFF.
NESSELRÖDE.
CAPO-D'ISTRIAS.

2.

*Copie de la note de Mr. le duc de Richelieu,
en réponse à celle des plénipotentaires des
cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de
Prusse et de Russie.*

(Feuille volante.)

L Le soussigné, ministre et secrétaire d'état de S. M. Très-Chrétienne, a reçu la communication que L. Exc. M. M. les ministres des cabinets d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, lui ont fait l'honneur de lui adresser le 4 de ce mois, par ordre de

de leurs augustes souverains. Il s'est empressé d'en donner connoissance au Roi son maître, S. M. a reçu avec une véritable satisfaction cette nouvelle preuve de la confiance et de l'amitié des Souverains qui ont pris part aux délibérations d'Aix-la-Chapelle. La justice qu'ils rendent à ses soins constans pour le bonheur de la France, et surtout à la loyauté de son peuple, a vivement touché son coeur. En portant ses regards sur le passé, et en reconnoissant qu'à aucune autre époque, aucune autre nation n'auroit pu exécuter, avec une plus scrupuleuse fidélité, des engagements tels que ceux que la France avoit contractés, le Roi a senti qu'elle étoit redevable de ce nouveau genre de gloire à la force des instructions qui la régissent, et il voit avec joie que l'affermissement de ces institutions est regardé par les augustes Alliés comme aussi avantageux au repos de l'Europe, qu'essentiel à la prospérité de la France. Considérant que le premier de ses devoirs est de chercher à perpétuer et accroître, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, les bienfaits que l'entier rétablissement de la paix générale promet à toutes les nations; persuadé que l'union intime des Gouvernemens est le gage le plus certain de sa durée, et que la France, qui ne pouvoit rester étrangère à un système dont toute la force naîtra d'une parfaite unanimité de principes et d'action, s'y associera avec cette franchise qui la caractérise, et que son concours ne peut qu'augmenter l'espoir bien fondé des heureux résultats qu'une telle alliance aura pour le bien de l'humanité, S. M. Très - Chrétienne accueille avec empressement la proposition qui lui est faite d'unir ses conseils et ses efforts à ceux de L. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, pour accomplir l'oeuvre salutaire qu'ils se proposent. En conséquence, Elle a autorisé le soussigné à prendre part à toutes les délibérations de leurs ministres et plénipotentiaires, dans le but de consolider la paix, d'assurer le maintien des traités sur lesquels elle repose, et de garantir les droits et les rapports mutuels établis par les mêmes traités et reconnus par tous les états de l'Europe.

Le soussigné, en priant L. Exc. de vouloir bien transmettre à leurs augustes Souverains l'expression des

1818 des intentions et des sentimens du Roi son maître, à l'honneur de leur offrir l'assurance de sa plus haute considération.

Aix-la-Chapelle, le 12 Novembre 1818.

RICHÉLIEU.

D é c l a r a t i o n .

(Feuille volante.)

A l'époque où la pacification de l'Europe est achevée par la résolution de retirer les troupes étrangères du territoire Français, et où cessent les mesures de précaution que des événemens déplorables avoient rendus nécessaires, les ministres et plénipotentiaires de L. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de France, le Roi de la Grande-Bretagne le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, ont reçu de leurs souverains l'ordre de porter à la connoissance de toutes les cours de l'Europe les résultats de leur réunion à Aix-la-Chapelle, et de faire à cet effet, la déclaration suivante :

La convention du 9 Octobre, qui a définitivement réglé l'exécution des engagemens consignés dans le traité de paix du 20 Novembre 1811, est considérée par les souverains qui y ont concouru comme l'accomplissement de l'oeuvre de la paix, et comme le complément du système politique destiné à en assurer la solidité. L'union intime établie entre les monarques associés à ce système, par leurs principes, non moins que par l'intérêt de leurs peuples, offre à l'Europe le gage le plus sacré de sa tranquillité future.

L'objet de cette union est aussi simple que grand et salulaire. Elle ne tend à aucune nouvelle combinaison politique, à aucun changement dans les rapports sanctionnés par les traités existans. Calme et constante dans son action, elle n'a pour but que le maintien de la paix et la garantie des transactions qui l'ont fondée et consolidée.

Les souverains en formant cette union auguste, ont regardé comme la base fondamentale, leur inva-
riable

du 15 Novembre 1818.

561

riable résolution de ne jamais s'écarter, ni entre eux 1818
ni dans leurs relations avec d'autres états, de l'obser-
vation la plus stricte des principes du droit des gens,
principes qui dans leur application à un état de paix
permanent, peuvent seuls garantir efficacement l'indé-
pendance de chaque gouvernement et la stabilité de
l'association générale.

Fidèles à ces principes, les souverains les main-
tiendront également dans les réunions auxquelles ils
assisteroient en personne, ou qui auroient lieu entre
leurs ministres, soit qu'elles aient pour objet de discu-
ter en commun leurs propres intérêts, soit qu'elles se
rapportent à des questions dans les quelles d'autres
gouvernemens auroient formellement réclamé leur in-
tervention; le même esprit, qui dirigera leurs conseils,
et qui régnera dans leurs communications diploma-
tiques, présidera aussi à ces réunions, et le repos du
Monde en fera constamment le motif et le but.

C'est dans ces sentimens que les souverains ont
consommé l'ouvrage auquel ils étoient appelés. Ils
ne cesseront de travailler à l'affermir et à le perfection-
ner. Ils reconnoissent solennellement que leurs devoirs
envers Dieu et envers les peuples qu'ils gouvernent,
leur prescrivent de donner au Monde, autant qu'il est
en eux, l'exemple de la justice, de la concorde, de la
modération. Heureux de pouvoir consacrer désormais
tous leurs efforts à protéger les arts de la paix, à ac-
croître la prospérité intérieure de leurs états, et à
réveiller ces sentimens de religion et de morale dont
le malheur des tems n'a que trop affoibli l'empire.

Aix-la-Chapelle, le 15 Novembre 1818.

METTERNICH.

RICHELIEU.

CASTLEREAGH.

WELLINGTON.

HARDENBERG.

BERNSTORFF.

NESSSELRODE.

CAPO-D'ISTRIA.

1818 *Extrait du Protocole des conférences d'Aix-la-Chapelle, du 19 Novembre 1818.*

(*Journal de Francfort.* 1818. Nr. 1331. *LEUR annuaire.* 1818. p. 438.)

Les maisons de banque, avec lesquelles le gouvernement François a traité de l'exécution de ses engagements pécuniaires, et dont le crédit universellement reconnu a déterminé les cours alliés, non seulement à accepter en paiement les lettres de change tirées sur ces maisons par le trésor de France, pour la somme de 165 millions, restant à acquitter d'après l'article VI. de la convention du 9 Octobre, mais encore à faire réaliser par leur entremise la somme de 100 millions, valeur effective, payable en inscriptions de rente d'après l'article V. de la même convention; avoient déclaré, qu'elles pourroient effectuer en neuf termes les différens paiemens, dont elles se chargeoient; et la position favorable de la place de Paris, à l'époque où cet arrangement eut lieu, les facilités qu'éprouvoit la circulation, la valeur élevée des rentes, et la perspective d'un surcroît de consolidation du crédit public à la suite des transactions politiques les plus heureuses et les plus satisfaisantes pour la France, sembloient pleinement justifier l'opinion, que les termes proposés par lesdites maisons de banque, ne dépassoient pas la limite des moyens disponibles, et pouvoient être acceptés et maintenues sans aucun inconvénient, ni pour la France, ni pour les puissances créancières.

Tel étoit l'état des choses lorsque la convention du 9 Octobre fut signée. Mais dès les derniers jours du même mois, plusieurs symptômes, dont il étoit impossible de se dissimuler l'importance, avertirent le gouvernement François que malgré l'étendue des ressources que les banquiers, chargés de ses paiemens, avoient à leur disposition, il seroit difficile de réaliser ces paiemens dans les délais stipulés, sans exposer directement la circulation de Paris et de la France, et indirectement celle de toute l'Europe commerçante, à de graves inconvéniens. Quoique les charges pécuniaires,

res, que le traité du 20 Novembre 1815 avoit imposées à la France, eussent été en très grande partie acquittées par des reviremens de commerce, par des opérations de change, et par tous ces moyens artificiels, qui dans l'état perfectionné des communications réciproques des pays, remplacent le numéraire effectif, il paroît cependant, qu'en dernière analyse une quantité assez considérable de ce numéraire a dû être nécessairement employée à solder la balance de la France. A cette cause première de diminution dans la masse des valeurs circulantes, il en accéda d'autres dont les effets ne peuvent point être méconnus. Plusieurs des principaux états de l'Europe travaillent à substituer les valeurs métalliques au papier, qui jusqu'ici en avoit rempli les fonctions. Les mesures adoptées dans ce but ont exigé une forte importation de numéraire; et il est suffisamment avéré, que cette importation s'est en grande partie opérée par l'exportation de celui de la France. Des conjonctures momentanées, assez connues de ceux qui s'occupent particulièrement de ces objets, ont rendu cette diminution du numéraire plus sensible à l'époque même, où une nouvelle création de rentes étoit annoncée par les stipulations du traité d'évacuation. La banque de France en a éprouvé les premiers effets. Ses fonds effectifs, naguères trop forte même pour ses besoins, ont été successivement entamés au point, que la loyauté et la prudence, bases essentielles de cet établissement, lui ont commandé de resserrer ses escomptes, et de restreindre par conséquent l'émission de ses billets. Il en est nécessairement résulté un redoublement d'embarras dans la circulation générale. Sous des circonstances qui auroient rendu désirable une augmentation de numéraire ou des signes qui représentent, pour absorber les nouvelles rentes qui alloient être versées sur la place, l'insuffisance des valeurs disponibles a été telle, que le prix même des rentes existantes n'a pas pu se soutenir à la bourse. La baisse des effets publics s'est déclarée dans un moment où des causes exclusivement liées aux rapports pécuniaires, pouvoient seules expliquer un phénomène pareil, puisque toutes les causes politiques et morales, qui peuvent agir sur le crédit d'un gouvernement, se réunissoient en faveur de la France; mais cette baisse une fois arrivée, un concours de circonstances secon-

1818 daires, et surtout l'empressement irréfléchi, qu'un certain nombre de porteurs d'inscriptions ont mis à se défaire de celles qu'ils possédoient, a momentanément affaibli l'efficacité des mesures, par lesquelles le gouvernement, et les maisons de commerce respectables qui secondent ses opérations, seroient bientôt parvenus à ramener les choses à leur juste niveau.

Le contre coup de ce qui s'est passé à Paris doit nécessairement se faire sentir dans les relations commerciales et pécuniaires des autres places européennes; et si le mal n'est pas attaqué dans la racine, aucun pays ne sera à l'abri de ses effets. Ce seroit se livrer à une illusion dangereuse, que de croire, qu'à proportion que le numéraire diminueroit en France; il abonderoit dans les autres pays. La totalité des opérations pécuniaires du monde civilisé, se fait au moyen d'une somme comparativement très petite d'argent monnayé. Ce qui détermine la rareté ou l'abondance du numéraire, est beaucoup moins la quantité absolue, que le degré de facilité et de rapidité du mouvement qui le fait circuler. Mais aussitôt qu'une cause quelconque arrête le mouvement dans un de ses principaux foyers, les affaires commerciales, les ressources de l'industrie, les transactions du change, le prix des effets publics, doivent s'en ressentir par tout, et la stagnation qui se manifeste sur une des places centrales de l'Europe, doit inévitablement amener une stagnation plus ou moins générale. Aussi les embarras produits à Paris par la réduction des escomptes de la banque, et le resserrement progressif de l'argent, sont ils déjà simultanément sensibles dans les opérations de toutes les autres places de commerce, et dans les fons de tous les gouvernemens.

Indépendamment de ces considérations majeures, la valeur des effets publics de France, a dans l'époque actuelle; un intérêt particulier pour les puissances qui ont eu part au traité du 20 Novembre 1815, et à la convention du 23 Avril 1818. Car ayant stipulé au nom de leurs sujets, créanciers de la France, qu'ils recevraient le montant de leurs créances en inscriptions sur le grand livre de la dette publique, elles ne doivent négliger aucun des moyens à leur portée pour empêcher que les valeurs, que les individus en question ont reçues ou vont recevoir, ne soient dépréciées;

et

et les mesures que le gouvernement François peut adopter pour maintenir ou améliorer le cours de ses inscriptions, ne sauroient par cette raison seule être indifférentes pour les autres états. 1818

Ayant sérieusement réfléchi sur cette position des choses, sur les inconveniens nombreux qui naitroient du déplacement subit d'une trop grande masse de numéraire, sur l'atteinte que porteroient aux intérêts commerciaux de tous les pays, les opérations forcées, auxquelles les maisons de banque, chargées des paiemens, seroient obligées d'avoir recours pour effectuer un déplacement pareil dans un espace de tems trop limité, le gouvernement François a proposé aux puissances créancières, d'admettre dans les arrangemens convenus, les deux modifications suivantes, savoir: 1. celle de prolonger à dix huit mois les termes des paiemens fixés à neuf mois par la convention du 9 Octobre; 2. celle de donner aux maisons contractantes la faculté d'acquitter une partie de leurs engagemens en lettres de change sur certaines places hors de France, qui seroient spécialement déterminées.

Les plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont fait de ces propositions l'objet d'un examen approfondi, et le résultat de cet examen les ayant conduits à reconnoître.

Que les modifications proposées n'altèrent en rien ni la nature, ni la solidité des engagemens primitifs, ni celles des garanties sur les quelles reposent en dernière analyse toutes les stipulations pécuniaires de la convention du 9 Octobre;

Que ces modifications ne sauroient affecter en aucune manière la confiance que les puissances ont accordée aux maisons contractantes, attendu que ces maisons se sont déclarées prêtes à remplir leurs engagemens primitifs, si les puissances le jugeoient nécessaire ou convenable;

Que par conséquent, il ne sera nullement difficile d'éclairer et de rassurer l'opinion publique sur les alarmes qu'une fausse interprétation de cette mesure, ou l'ignorance de ses véritables motifs, pourroient faire naître dans l'une ou l'autre pays;

Que les dites modifications ne doivent point être considérées comme un avantage particulier pour le gouvernement François, ou comme un soulagement accordé

1818 accordé aux maisons de banque avec lesquelles il a traité, mais, comme un arrangement de convenance mutuelle, dicté par des motifs communs à toutes les parties contractantes, et non moins conforme à l'intérêt bien entendu du créancier qu'à celui du débiteur;

Que la France s'engageant en outre à tenir compte aux puissances créancières d'un intérêt de cinq pour cent à raison du délai provenant de ce nouvel arrangement, il n'en résulte pour les autres puissances aucune perte réelle;

Les plénipotentiaires des quatre puissances ont adhéré aux modifications proposées par le plénipotentiaire de France aux stipulations de la convention du 9 Octobre, et, de concert avec lui, les ont rédigées et arrêtées telles qu'elles se trouvent insérées au protocole signé le 11 Novembre.

METTERNICH. RICHELIEU. CASTLEREAGH.
HARDENBERG. BERNSTORFF. NESSELRODE.
CAPO D'ISTRIA.

55.

Arrangemens définitifs pour régler le mode et les périodes du paiement des derniers 100 millions de Francs, de l'indemnité pécuniaire due par la France, signés par les ministres d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse

1819 *et de Russie à Paris le 2 Février 1819.*

2 Fevr. (*Journal de Francfort. 1819. Nr. 57. LESUR annuaire. 1818. p. 440.*)

Les circonstances actuelles ayant rendu nécessaire de chercher les moyens de diminuer, autant que possible la masse des inscriptions de rentes sur le grand-livre de la dette publique de France, qui peuvent être mises immédiatement sur la place de Paris, il a été convenu de ce qui suit:

ART. I. L'inscription de 6,615,944 Fr. de rente, remise par la France aux cours d'Autriche, Grande-Bretagne, Prusse et Russie, conformément à l'art. 3. de la convention du 9 Octobre 1818, restera en dépôt entre les mains des commissaires des dites cours, jusqu'au 5 Juin 1820.

En

En conséquence, le contrat passé entre les cours d'Autriche, de Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, et les maisons Hope et compagnie, Baring Frères et Compagnie, pour la réalisation du capital de la susdite inscription de rente, est considéré comme nul et non avenu. 1818

ART. II. Par suite de l'article ci-dessus, l'inscription de 2,205,314 Fr. de rente, que les quatre commissaires spéciaux ont remise, le 2 Décembre 1818, aux maisons Hope et compagnie, Baring Frères et Compagnie, en exécution du contrat de vente ci-dessus mentionné, sera rendu par ces maisons de banque aux quatre commissaires, qui leur rendront, en échange, leurs engagemens pour la même valeur. La dite inscription de 2,205,314 Fr. sera transférée par le trésor royal de France, et sera jointe, sous les noms des quatre commissaires spéciaux, à l'inscription de 4,410,630 Fr. qui demeure dans leurs mains.

ART. III. Le 1 Juin 1820, la France remettra aux cours ci-dessus désignées, en échange de la susdite inscription de 6,615,944 Fr. de rente, des bons sur le trésor royal, pour la valeur de 100,000,000 de Fr., les dits bons portant intérêt à 5 pour 100, payables en neuf mois, par portions égales, et de jour en jour, pour commencer le 1 Juin 1820, et finir le 1 Mars 1821.

Les deux premiers tiers de ces bons ne seront pas négociables; mais le dernier tiers pourra être négocié à dater du 1 Décembre 1820.

ART. IV. Les commissaires des cours d'Autriche, Grande-Bretagne, Prusse et Russie, recevront les arrérages de la dite rente de 6,615,944 Fr., inscrite avec les intérêts depuis le 22 Septembre 1818, qui se trouveront dus à partir de ce jour jusqu'au 1 Juin 1829 inclusivement, auquel jour les remises successives seront payées aux parties intéressées.

ART. V. Il est convenu que les arrangemens ci-dessus n'interviendront point dans ceux qui ont été pris entre le gouvernement François et les maisons Hope et Compagnie, Baring Frères et Compagnie, non plus que dans les modifications qui pourroient y être faites en vertu de la présente convention.

ART. VI. Il est également convenu qu'à l'époque de la négociation du dernier tiers de bons qui seront mis à la disposition des cours d'Autriche, Grande-Bretagne, Prusse et Russie, en exécution de l'art. 3. du

1818 du présent arrangement (dans le cas où ces cours seroient disposées à user de cette faculté), le gouvernement François en sera informé, et qu'à conditions égales, il jouira de la préférence pour négocier les dits bons

Fait en cinq copies, à Paris, le 2 Février 1819.

Le Baron DE VINCENT. Le Marquis DESSOLLES.
CH. STUART. H. DE GOLZ. POZZO DI BORGO.

56.

Juillet. *Convention entre S. M. Catholique et les Etats Unis d'Amérique, négociée en Août 1802, ratifiée par l'Espagne en Juillet 1818*).*

(Journal de Francfort. 1819. Nr. 53.)

S. M. C. et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique désirant ajuster à l'amiable les réclamations qui ont résulté des excès commis pendant la dernière guerre par des individus de l'une ou de l'autre nation, contrairement aux lois des nations ou au traité existant entre les deux nations: S. M. C. a donné à cet effet des pleins pouvoirs à S. Exc. Don Pedro Cavallos, conseiller d'état, etc.; et le gouvernement des Etats Unis d'Amérique à Charles Pinckney, citoyen des dits états, et leur ministre plénipotentiaire auprès de S. M. C., qui sont convenus de ce qui suit:

Commis-
saires.

ART. I. Il sera formé un bureau de commissaires, composé de cinq membres, deux desquels seront nommés par S. M. C., deux autres par le gouvernement des Etats-Unis, et le cinquième d'un commun accord, et dans le cas où ils ne pourroient point s'accorder sur le choix du cinquième commissaire, chaque partie en nommera un, et le sort décidera entre les deux; et ci-après, en cas de mort, de maladie, ou d'absence nécessaire d'aucun de ceux déjà nommés, ils procéderont, de la même manière, à l'élection d'autres personnes pour les remplacer.

ART.

- *) Quoique cette convention ait été négociée en Août 1802 et ratifiée par les Etats Unis en Janvier 1804 l'Espagne ne l'a ratifiée qu'en Juillet 1818 sur quoi les ratifications ont été échangées à Washington; je la place sous l'année 1818 vu que par l'article 7. il est expressément convenu qu'elle demeurerait sans effet jusqu'à ce qu'elle fût ratifiée par les parties contractantes.

ART. II. Les commissaires étant ainsi nommés, 1818
chacun d'eux prêtera serment d'examiner, discuter et
determiner les réclamations, qu'ils devront décider
conformément aux lois des nations et au traité existant,
et avec l'impartialité que la justice dictera. Serment

ART. III. Les commissaires se rassembleront et tien- Recla-
mations
à juger.
dront leurs séances à Madrid, où, dans l'espace de 18
mois (à compter du jour auquel ils se réuniront) ils re-
cevront toutes les réclamations qui seront faites en con-
séquence de la présente convention, tant par les sujets
de S. M. C., que par les citoyens des Etats-Unis d'Amé-
rique qui auront droit de former des demandes en com-
pensation de pertes, dommages ou préjudices par eux
essuyés, en conséquence des excès commis par des sujets
espagnols ou des citoyens américains.

ART. IV. Les commissaires sont autorisés par les Temoins
dites parties contractantes, à entendre et à examiner
sur serment, toute question relative aux dites deman-
des, et à recevoir, comme digne de foi, tout témoig-
nage dont l'authenticité ne pourra pas être raisonna-
blement révoqué en doute.

ART. V. Il n'y aura point d'appel des décisions des Decl-
sion.
commissaires, et l'accord de trois d'entre eux donnera
pleine force et effet à leurs décisions, tant pour ce qui
aura rapport à la justice des réclamations qu'au mon-
tant des indemnités qui pourront être adjugées aux ré-
clamans, les dites parties contractantes s'obligeant à
satisfaire aux dits jugemens en numéraire, sans déduc-
tions, aux tems et lieux fixés, et sous les conditions, qui
pourront être spécifiées par le bureau des commissaires.

ART. VI. Les dits plénipotentiaires n'ayant pas pu Reserva-
tion.
s'accorder sur le mode par lequel le dit bureau de com-
missaires prononceroit sur les réclamations provenant
des actes des croiseurs, agens, consuls, ou tribunaux
étrangers, sur leur territoire respectif, qui pourroient
être imputées à leurs deux gouvernemens, ils sont ex-
pressément convenus que chaque gouvernement se réser-
vera (comme il le fait par cette mention) à lui même,
à ses sujets, ou à ses citoyens respectifs, tous les droits
qu'ils ont présentement, et en vertu desquels ils pour-
ront ci-après présenter leurs réclamations, aux époques
qui leur seront les plus convenables.

ART. VII. La présente convention demeurera sans Ratifi-
cation.
force ou effet, jusqu'à ce qu'elle soit ratifiée par les
parties contractantes, et les ratifications seront échan-
gées aussitôt que possible.

1818. *Convention zwischen Großbritannien und Nord-*
 20 Oct. *america, unterzeichnet zu London den*
20. October 1818.

(*Politisches Journal* 1819. Mars p. 229.)

Die vereinigten Staaten von Nordamerika und Se. Majestät der König von Großbritannien und Irland haben, befeelt von dem Wunsche, das gute Einverständniß, welches zwischen beiden Staaten so glücklicherweise besteht, zu befestigen, zu ihren Bevollmächtigten ernannt, der Präsident der vereinigten Staaten den außerordentlichen Gefandten und bevollmächtigten Minister am Französischen Hofe, *Albert Gallatin*, und *Richard Rusch* *) und Se. Majestät der König von Großbritannien und Irland, ihren Marine-Schatzmeister und Präsidenten im Bureau des Staatsraths für den Handel und die Colonien, *Friedrich Joh. Robinson*, und ihren Unter-Staatssecretär *Henry Goulborn*; welche, nachdem sie ihre gegenseitigen Vollmachten ausgewechselt und richtig befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

ART. I. Da über die von den vereinigten Staaten für ihre Einwohner in Anspruch genommene Freyheit, an gewissen Küsten, Bayen, Rheden und Buchten der Americanischen Staaten Sr. Majestät zu fischen, und die Fische dort zu trocknen und einzufalzen, Streitigkeiten entstanden sind, so sind die hohen contrahirenden Theile übereingekommen, daß die Einwohner genannter vereinigten Staaten auf ewige Zeiten mit den Unterthanen Sr. Brittischen Majestät gemeinschaftlich das Recht haben sollen, jede Gattung von Fischen an dem Theile von Neufoundland zu fangen, welcher sich vom Cap Ray bis zu den Ratheau-Inseln an der westlichen und nördlichen Küste von Neufoundland erstreckt, hierauf von dem Cap Ray bis nach den Inseln von Quispou, an den Küsten der Magdalenen-Inseln, so wie auch an den Küsten, in den Bayen, Häfen und Buchten von Mont Joly an der mittäglichen Küste von Labrador bis an die Meerenge von Belleisle, und

*) Ce nom manque dans le journal politique quoiqu'il se trouve à la signature.

57.

Convention conclue entre les Etats-Unis 1818
d'Amérique et l'Angleterre à Londres le 30 Oct.
20 Octobre 1818.

(L'Esur annuaire historique. 1818. p. 479. *).

Les Etats-Unis d'Amérique et S. M. le Roi du royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant cimenter la bonne intelligence qui subsiste heureusement entre eux, ont à cet effet nommé leurs plénipotentiaires respectifs, savoir, le président des Etats-Unis, de Son côté, a nommé Albert Gallatin; envoyé extraordinaire, etc., etc., et Richard Rulch, envoyé extraordinaire, etc., etc.; et S. M. B. a nommé le très honorable Frederick John Robinson, trésorier etc. et Henry Goulborn, esq. etc., etc.; qui après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, qu'ils ont trouvés en due et bonne forme, ont consenti à conclure les articles suivans:

*ART. I. Attendu qu'il s'est élevé des différends relativement à la liberté réclamée par les Etats-Unis, pour leurs habitans, de prendre, de sécher et de net-
toyer le poisson sur certaines côtes, baies, havres et creeks, situés dans les possessions de S. M. B. en Amérique, il est convenu entre les hautes parties contrac-
tantes, que les habitans desdits Etats-Unis auront, pour jamais, en commun avec les sujets de S. M. B., la liberté de prendre du poisson de toute espèce, sur cette partie de la côte de Terre-Neuve qui s'étend depuis le cap Ray jusqu'aux îles du Ratheau; sur la côte occidentale et septentrionale de Terre-Neuve depuis ledit cap Ray jusqu'aux îles Quirpon, sur les rivages des îles Magdeleine, et aussi sur les côtes, baies, havres et creeks, depuis Mont Joly, sur la côte méridionale de Labrador jusqu'au détroit de Belleisle, et de là
au*

*) Une autre traduction Française se trouve dans L'Esur annuaire p. 479.

1818 und von da längs der Küste hin nach Norden, so jedoch, daß dadurch die ausschließenden Rechte der Compagnie in der Hudsonsbay nicht beeinträchtigt werden; auch sollen die Americanischen Fischer auf ewige Zeiten die Freyheit haben, in denjenigen Bayen, Häfen und Buchten des mittäglichen Theils der Küste von Labrador, worüber noch nicht disponirt worden, zu fischen, und ihre Fische daselbst zu trocknen; sobald aber über das Ganze oder auch nur über einen Theil derselben definitive Bestimmungen genommen, ist es den besagten Fischern nicht mehr gestattet, in diesen Gegenden, ohne eine vorläufige Convention mit den Einwohnern derselben abgeschlossen zu haben, die Fische zu trocknen und einzufalzen. Die vereinigten Staaten entsagen auf immer durch gegenwärtigen Tractat jeder Freyheit, deren die Einwohner bis jetzt genossen oder worauf sie noch Anspruch machen könnten, an den Inseln, Bayen und Buchten der Staaten Sr. Brittischen Majestät in America, welche nicht in den oben erwähnten Grenzen mit begriffen sind, in der Entfernung von drey Seemeilen zu fischen, die Fische zu trocknen und einzufalzen; jedoch soll es den Americanischen Fischern erlaubt seyn, in den besagten Bayen oder Häfen zum Schutz einzulaufen, ihre erlittenen Havarien dort auszubessern, Holz einzukaufen und Wasser einzunehmen, übrigens aber in keiner andern Absicht. Sie sollen sich dabey aller nothwendigen Restrictionen zur Verhinderung des Trocknens und des Einfalzens der Fische unterwerfen, damit die in diesem Tractat reservirten Vorrechte keinesweges übertreten werden.

ART. II. Man ist übereingekommen, von dem nordwestlichen Puncte des Sees der Hölzungen eine Linie zu ziehen, welche an der 49ten Parallellinie nördlicher Breite hinläuft; sollte sich aber dieser Punct nicht in der 49ten Parallele nördlicher Breite auffinden lassen, so wird von dem Punct eine Linie völlig nördlich oder südlich, nachdem wie besagte Linie genannte Parallellinie der nördlichen Breite durchschneidet, gezogen werden, und an diesem völlig westlichen Durchschnittpuncte längs der genannten Parallellinie soll die Gränzlinie zwischen dem Gebiete der vereinigten Staaten und der südlichen Gränze des Gebiets Sr. Brittischen Majestät sich befinden, von dem See der Hölzungen bis zu den steinigten Gebürgen. ART.

1818

au nord indéfiniment le long de la côte, sans préjudice cependant d'aucun des droits exclusifs de la compagnie de la baie d'Hudson. Il a été aussi convenu que les pêcheurs américains auront, pour toujours la liberté de sécher et de curer le poisson dans les baies, havres et creeks inhabités de la partie méridionale de la côte de Terre-Neuve, décrite ci-dessus et de la côte de Labrador; mais aussitôt que ces endroits, ou seulement une partie quelconque, seront habités, il ne sera plus légal pour lesdits pêcheurs de sécher ou curer du poisson dans cette partie habitée, à moins d'un arrangement préalable à cet effet, avec les habitants, propriétaires ou possesseurs du terrain. Les Etats-Unis par le présent article renouent pour toujours à toute liberté que leurs habitants auraient eue ou auraient réclamée jusqu'à ce jour, de prendre, de sécher ou de curer le poisson, sur celles des côtes, baies, creeks ou havres des possessions de S. M. B. en Amérique, non compris dans les limites ci-dessus mentionnées, non plus qu'à la distance de 3 milles des dites côtes, pourvu cependant que les pêcheurs américains soient admis à entrer dans ces baies ou havres, pour s'y abriter et y réparer des dommages, y acheter du bois, y faire de l'eau, et non pour aucun autre objet quelconque; dans ces cas divers ils seront soumis à telles restrictions qui pourront être nécessaires pour les empêcher de prendre, de sécher ou de curer du poisson dans les dits endroits, ou d'abuser en aucune autre manière des privilèges que leur réserve le présent article.

ART. II. Il est convenu qu'une ligne tirée du point le plus au nord-ouest du lac des Bois, le long du quarante-neuvième parallèle de latitude nord, ou si ledit point ne se trouve pas sur le quarante-neuvième parallèle de latitude nord, qu'une ligne tirée de ce point droit au nord ou au sud, comme le cas pourra l'exiger, jusqu'au point où elle coupera ledit parallèle; et depuis ce dernier point le long dudit parallèle vers l'ouest, sera la ligne de démarcation entre les territoires des Etats-Unis et ceux de S. M. B., et que la dite ligne formera la frontière nord des dits territoires des Etats-Unis, et la frontière sur des territoires de S. M. B., depuis le lac des Bois jusqu'aux Hony Mountains.

Ligne
de démarcation.

ART.

1818 ART. III. Man ist übereingekommen, daß alles Gebiet, welches von der einen oder andern Parthey an der nordwestlichen Küste von America, im Westen der steinigten Gebürge, so wie dessen Häfen, Bayen und Buchten und die Schiffahrt auf dessen sämtlichen Flüssen reclamirt werden könnte, zehn Jahre hindurch, von der Unterzeichnung gegenwärtiger Convention angerechnet, den Schifflen, Bürgern und Unterthanen beider Mächte frey und offen seyn soll; wohl verstanden jedoch, daß diese Convention nicht zum Nachtheile der Ansprüche, welche eine der hohen contrahirenden Theile auf irgend einen Theil des besagten Gebiets haben könnte, gedeutet werden solle, so wie sie auch nicht die Ansprüche irgend eines andern Staats oder Macht auf einen Theil desselben beeinträchtigen darf, da der einzige Zweck der hohen contrahirenden Theile bey Abfassung dieser Convention gewesen ist, jeder Discussion und jedem Streit unter beiden Staaten vorzubeugen.

ART. IV. Alle Bestimmungen der Convention, "um den Handel zwischen den Ländern der vereinigten Staaten und Sr. Britischen Majestät festzusetzen," welche den 3ten Julius 1814 abgeschlossen, mit Ausnahme der Clausel, welche die Dauer derselben auf 4 Jahre festsetzt, so wie auch mit Ausnahme des Theils, der durch die Erklärung Sr. Maj. die Insel St. Helena betrifft, sind auf weitere 10 Jahre, vom Tage der Unterzeichnung gegenwärtiger Convention angerechnet, ausgedehnt, und sollen bis dahin in Kraft bleiben, und zwar eben so, als wenn alle Bestimmungen besagter Convention hier namentlich aufgeführt wären.

ART. V. Da der erste Artikel des Genter Tractats bestimmt, daß "alles Gebiet, Plätze und Besitzungen, die während des Kriegs von der einen oder andern Parthey, oder selbst nach Unterzeichnung des gegenwärtigen Tractats genommen worden, mit alleiniger Ausnahme der dabey nahmhaft gemachten Inseln, ohne Verzug und ohne daß etwas darin zerstört, und ohne daß Artillerie oder sonstiges öffentliches Eigenthum, welches in den Forts oder Plätzen gefunden worden, so wie auch Sklaven oder anderes Privat-Eigenthum daraus weggebracht werden darf, zurückgegeben werden soll," und da die vereinigten Staaten durch denselben Artikel für ihre Mitbürger, als deren Privateigenthum, die Wieder-

erstat.

ART. III. Il est convenu que tout pays qui pourra être réclamé par l'une ou l'autre des parties contractantes sur la côte nord-ouest d'Amérique, à l'ouest des Hony Mountains, sera ainsi que les havres, baies, creeks et rivières qui s'y trouveront, libre et ouvert pendant dix années, à compter de la date de la signature de la présente convention, aux vaisseaux, aux citoyens et aux sujets des deux puissances; bien entendu que cet arrangement ne peut être trouvé au préjudice d'aucune prétention que l'une ou l'autre des deux hautes parties contractantes peuvent avoir sur quelque partie que ce soit dudit pays; et qu'il ne sera pas non plus regardé comme affectant les prétentions de toute autre puissance à une partie dudit pays, le seul objet des hautes parties contractantes à cet égard étant de prévenir les disputes et les différends entre elles deux.

1818

District
ou la
pêche
sera li-
bre pen-
dant
10 ans.

ART. IV. Toutes les stipulations de la convention "pour régler le commerce entre les possessions des Etats Unis et de S. M. B." conclu à Londres, le troisième jour de Juillet, en l'année de Notre Seigneur 1815, à l'exception de la clause qui limitait à quatre ans sa durée, et à l'exception aussi de telles parties qui ont été altérées par la déclaration de S. M. relativement à l'île de Saint-Hélène, sont, par la présente, étendues et maintenues en vigueur pour le terme de dix années, à partir de la date de la signature de la présente convention, de la même manière que si toutes les stipulations de la susdite convention étaient spécialement répétées dans la présente.

Conven-
tion du
3 Juillet
1815.

ART. V. Comme il a été convenu par le premier article du traité de Gand, que "tous territoires, places et possessions, quelconques dont l'une ou l'autre partie se serait emparée pendant la guerre, ou après la signature de ce traité, seraient, à l'exception des îles ci-après mentionnées, rendus sans délai et sans y détruire, ou en emporter aucune partie de l'artillerie ou autres propriétés publiques capturées originellement dans les dits forts ou places, qui s'y trouveraient encore lors de l'échange des ratifications du présent traité, ainsi que tout esclave ou autre propriété particulière;" comme, d'après cet article, les Etats-Unis réclament pour leurs citoyens, et à titre de propriété particulière, la restitution, ou du moins une pleine com-

Traité
de
Gand.

1818 erstattung oder eine Entschädigung für alle Slaven reclamiren, welche sich am Tage der Auswechslung der Ratificationen gedachten Tractats in irgend einem Gebiete, Platze oder Eigenthum befanden, wovon gedachter Tractat den vereinigten Staaten die Wiedererstattung zusagt, aber noch in Englischer Gewalt sich befanden, sey es, daß genannte Slaven an dem Tage auf dem Theile des festen Landes oder am Bord der Englischen Schiffe sich aufgehalten, wovon der Grund zum Gebiet oder zur Gerichtsbarkeit der Vereinigten Staaten gerechnet wird: und da sich Streitigkeiten erhoben, ob nach dem wahren Sinne und der Absicht des genannten Artikels des Genter Tractats die vereinigten Staaten auf die völlige Wiedererstattung und Schadloshaltung für alle und jede Slaven Ansprüche machen können, wie es oben erwähnt worden, so sind die hohen contrahirenden Theile durch gegenwärtige Convention dahin übereingekommen, diesen streitigen Punct irgend einem Souverän oder befreundeten Staate, den man dazu auffordern wird, vorzulegen, und die hohen contrahirenden Mächte verpflichten sich, die Entscheidung dieses Souveräns oder befreundeten Staats als definitiv anzusehen, indem alle demselben vorgelegte Materien durch dessen Entscheidung als erledigt angesehen werden sollen.

ART. VI. Diese Convention erhält, nachdem sie durch den Präsidenten der vereinigten Staaten mit Einstimmung des Senats, und durch Se. Britische Majestät ratificirt und selbige ausgewechselt worden, für beide Theile bindende Kraft; und diese Ratificationen sollen in 6 Monaten, oder wo möglich noch früher ausgewechselt werden.

Zur Beglaubigung dessen haben die resp. Bevollmächtigten diese Convention unterzeichnet und ihr Siegel darunter gesetzt.

Geschehen zu London, den 20. October 1818.

Unterz. ALBERT GALLATIN.
RICHARD RUSCH.
FRIEDRICH JOHN ROBINSON.
HENRY GOULBOURN.

Diese Convention ist den 2. Novemb. 1818 von dem Prinzen Regenten und den 28 Januar 1819 von dem Präsidenten der vereinigten Staaten ratificirt worden.

compensation, de tous les esclaves qui, à la date de l'échange des ratifications dudit traité, se trouvaient dans les territoires, places ou possessions quelconques, dont ledit traité ordonnait la restitution aux Etats-Unis, mais qui, à cette époque, étaient encore occupés par les forces Britanniques; et que dans cette restitution ils comprennent les esclaves qui étaient, soit à terre, soit à bord de vaisseaux anglais se trouvant dans les eaux des Etats-Unis; comme enfin il s'est élevé des différends sur l'esprit du susdit article du traité de Gand; les hautes parties contractantes consentent par la présente à référer ces différends à quelque souverain ou Etat ami, qui sera nommé pour cet objet; et les hautes parties contractantes s'engagent de plus à regarder la décision de cette puissance amie comme finale et conclusive sur tous les points référés.

ART. VI. Cette convention, quand elle aura été dûment ratifiée par le président des Etats-Unis, d'après et avec l'avis de leur Sénat, et par S. M. B., et que les ratifications respectives auront été mutuellement échangées, sera obligatoire pour les dits Etats-Unis et S. M., et les ratifications seront échangées à six mois de la présente date, ou plutôt s'il est possible *).

Ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé cette convention et y ont appliqué le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, ce vingtième jour d'Octobre, en l'an de notre Seigneur 1818.

(Suivent les Signatures.)

*) D'après le journal politique cité ci-dessus cette convention a été ratifiée par S. A. R. le Prince Régent en date du 2 Novembre 1818 et par le Président des Etats-Unis le 28 Janvier 1819. Il n'est donc pas étonnant si dans le discours du P. Régent lors de l'ouverture du Parlement le 22 Janvier (Journal de Francfort, 1819, Nr. 30.) il est dit que cette convention serait mise sous les yeux du Parlement aussitôt que les ratifications seront échangées. Mais cette échange a-t-elle eu lieu? Je ne trouve pas que depuis cette convention ait été présentée au Parlement.

1817 Convention conclue entre Sa Majesté Très-
28 Févr. Chrétienne et Sa Majesté Sicilienne, signée à
 Paris le 28 Févr. 1817. publiée à Paris
 le 1 Juin 1818.

(L'Esur annuaire historique de l'an 1818. p. 425.)

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi du royaume des Deux-Siciles ayant fait connoître à Sa Majesté très-chrétienne les graves inconveniens qui résultaient pour les finances, ainsi que pour la navigation et le commerce de ses sujets, du maintien de divers privilèges et exemptions dont les Français, ainsi que les sujets de quelques autres puissances, ont joui dans les Etats, et le désir qu'elle avait d'en effectuer l'abolition d'un commun accord avec elle; et Sa Maj. le Roi de France et de Navarre ayant, de son côté, témoigné à S. M. Sicilienne la parfaite disposition où elle était de consentir à cette abolition, moyennant l'établissement d'un état de chose qui pût à la fois remédier aux inconveniens dont S. M. Sicilienne a eu à se plaindre, et pourvoir à la sûreté et aux avantages des sujets et du commerce de la France dans les Etats de S. M. Sicilienne; leurs dites Majestés, constamment animées des sentimens de la plus intime amitié, ont, à l'effet d'atteindre ce double but, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

(S. M. très-chrétienne): Le Sieur Emanuel du Plessis-Richelieu, duc de Richelieu etc.

(S. M. Sicilienne): Le Sieur Fabrice Ruffo, prince de Castelcicala etc. Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Privi-
 ges abo-
 lis.

ART. I. S. M. très-chrétienne consent à l'abolition de tous les privilèges et exemptions dont ses sujets, leur commerce et leurs bâtimens ont jovi et jouissent dans les Etats, ports et domaines de S. M. Sicilienne, en vertu du traité des Pyrénées, de celui d'Aix-la-Chapelle

pelle du 2 Mai 1668, de la déclaration donnée par la cour de Madrit le 6 Mars 1669, et autres actes subsé-¹⁸¹⁷quens qui rendent communs aux Français tous les avantages concédés aux Anglais par le traité de 1667 entre la Grande-Bretagne et l'Espagne. Il est en conséquence convenu entre Leurdites Majestés très-chrétienne et sicilienne, tant pour elles que pour leurs héritiers et successeurs, que lesdits privilèges et exemptions portant soit sur les personnes, soit sur le pavillon et les bâtimens, sont et demeureront abolis à perpétuité.

ART. II. S. M. Sicilienne s'engage à ne continuer et à n'accorder par la suite les privilèges et exemptions qui sont abolis par la présente convention aux^{Accor-} sujets d'aucune autre puissance quelconque.^{dés à au-}
^{cun au-}
^{tre.}

ART. III. S. M. Sicilienne promet que les sujets de S. M. très-chrétienne ne seront pas assujettis dans^{Visites} ses Etats à un système plus rigoureux de visites de^{de doua-} douanes et de recherches que celui qui est applicable^{nes.} aux sujets de S. M. Sicilienne.

ART. IV. S. M. Sicilienne promet que le com-^{Traite-}merce Français en général et les sujets Français qui^{ment de} l'exerceront, seront traités dans tous les Etats sur le^{nation} même pied que les nations les plus favorisées, non^{la plus} seulement par rapport à leurs personnes et propriétés, favorisée^{mais aussi à l'égard de toute espèce d'articles dont les} dits sujets Français feront commerce, et des taxes ou autres charges payables, soit sur lesdits articles, soit sur les bâtimens par lesquels l'importation aura lieu.

ART. V. Quant à ce qui concerne les privilèges^{Privilé-} personnels dont les sujets de S. M. T. C. devront jouir^{ges per-} dans le royaume des Deux-Siciles, S. M. Sicilienne^{sonnels.} promet qu'ils auront un droit libre et non douteux de voyager et de résider dans les territoires et domaines de Sadite Maj., sauf les précautions de police dont on se sert envers les sujets des nations les plus favorisées. Ils auront aussi le droit d'occuper des maisons et magasins, et de disposer de leurs propriétés personnelles, de quelque espèce et nature qu'elles soient, par ventes, donations, échanges et testamens, ou de toute autre manière quelconque, sans qu'il leur soit donné à cet effet le moindre empêchement ou obstacle. Ils ne seront, sous aucun prétexte quelconque,

1817 tenus de payer d'autres taxes ou impositions que celles qui sont payées ou pourront être payées par les sujets des nations les plus favorisées dans les Etats de S. M. Sicilienne. Ils seront exempts de tout service militaire, soit par terre, soit par mer. Leurs habitations, magasins, et tout ce qui en fait partie ou en compose l'appartenance pour objet de commerce ou de résidence, seront respectés. Ils ne seront sujets à aucune visite ou recherche vexatoire. Aucun examen ni inspection de leurs livres, papiers ou comptes, ne se fera arbitrairement et de la part de l'autorité supérieure de l'Etat, et ne pourra avoir lieu autrement que par sentence légale des tribunaux compétens. S. M. Sicilienne s'engage à garantir dans toutes les occasions aux sujets de S. M. très-chrétienne qui résideront dans les Etats et domaines, la conservation de leur sûreté personnelle et de leurs propriétés, de la même manière qu'elles sont garanties à ses sujets et à tous les étrangers appartenant aux nations les plus favorisées et les plus privilégiées.

Resti-
tution de
l'art. 2.

ART. VI. D'après la teneur des articles 1 et 2. de la présente convention, S. M. Sicilienne s'engage à ne déclarer nuls et abolis les privilèges et exemptions qui existent actuellement en faveur du commerce Français dans ses Etats, qu'au même jour et par le même acte qui déclarera nuls et abolis les privilèges et exemptions quelconques dont ont joui ou jouissent d'autres nations.

Diminu-
tion de
droits.

ART. VII. S. M. Sicilienne promet qu'à dater du jour où l'abolition générale des privilèges aura eu lieu, conformément aux articles 1. 2 et 6. de la présente convention, une diminution de dix pour cent sur le montant des droits et taxes payables selon le tarif en vigueur le 1 Janvier 1816, sera accordée sur la totalité des marchandises ou produits du royaume de France, de ses colonies et dépendances, qui seront importés dans les Etats de S. M. Sicilienne, le tout suivant la teneur de l'article 4. ci-dessus, bien entendu que ledit article ne devra jamais être considéré comme pouvant, en aucune manière, empêcher S. M. Sicilienne d'accorder, si bon lui semble, une pareille diminution d'impôts aux autres nations étrangères.

ART.

ART. VIII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans l'espace de trois mois, ou plutôt, si faire se peut.

1817
Ratifi-
cation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 28 Février 1817.

Signé: RICHELIEU.

CASTELCICALA.

(L. S.)

(L. S.)

Article séparé et additionnel.

Pour éviter toute équivoque, relativement à la diminution de dix pour cent sur les droits, stipulée en faveur du commerce Français par la convention signée aujourd'hui, il est déclaré, par le présent article, que cette concession doit s'entendre comme il suit; savoir, que, dans le cas où les droits se monteraient à vingt pour cent sur la valeur de la marchandise, l'effet de la diminution de dix pour cent sera de réduire cet impôt de vingt à dix huit, et ainsi de suite dans la même proportion pour tous les autres cas.

Et que sur les articles qui ne sont pas taxés ad valorem dans le tarif, la diminution de l'impôt sera proportionnelle, c'est à dire qu'on accordera la diminution de la dixième partie sur le montant de la somme payable.

Le présent article séparé et additionnel aura la même force et valeur que s'il avait été inséré mot à mot dans la convention de ce jour. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 28 Février 1817.

Signé: RICHELIEU.

CASTELCICALA.

(L. S.)

(L. S.)

Article séparé.

Il est expressément convenu entre les hautes parties contractantes que les sujets de S. M. T. C. dans le royaume des Deux-Siciles, et réciproquement les sujets de S. M. Sicilienne en France, ne pourront être assujettis à aucun droit d'aubaine, de détraction ou autres

588 *Traité de commerce entre la Prusse*

1817 autres de la même nature, lesquels sont et demeureront abolis à perpétuité entre les deux Etats.

Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il était inféré mot à mot dans la convention de ce jour. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 28 Février 1817.

Signé: RICHELIEU.

(L. S.)

CASTELCICALA.

(L. S.)

59.

1818 *Traité de commerce et de navigation entre la*
29 Dec. *Prusse et la Russie, signé à St. Pétersbourg*
le 1^{er} Décembre 1818.

(Königl. Preuss. Gesetzsammlung. Jahrgang 1819.
pag. 166. en français et allemand.)

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ayant résolu de donner aux stipulations arrêtées par le Traité de Vienne du ^{22 Avril} ^{3 Mai} 1814. relatives au commerce et à l'industrie des Provinces Polonaises de la délimitation de 1772, la précision que réclame impérieusement cet objet de Leur sollicitude commune pour l'intérêt et le bien-être de leurs Sujets respectifs, sont convenus de régler par un acte additionnel toutes les dispositions qui pourront contribuer à leur faire atteindre un but aussi désirable.

A cette fin Leurs dites Majestés ont nommé, savoir; S. M. le Roi de Prusse, le Sieur Charles Semler, Son Conseiller-privé des Finances etc.

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Pierre d'Oubril, Son Conseiller d'Etat actuel, Chevalier

de l'Ordre de St. Anne de la première classe, de celui de St. Wolodomir de la troisième, et de celui de St. Jean de Jérusalem; lesquels Plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans: 1818

ART. I. L'étendue à laquelle s'applique la présente Convention, quant aux réglemens de commerce et de navigation, se compose de tout le territoire qui a fait partie de l'ancienne Pologne, depuis l'année 1772, et qui se trouve comprise entre la Duna, le Dnieper, le Dniestr, l'Oder et la mer, en y comprenant la Prusse orientale. Étendue de la convention.

ART. II. Pour assurer à Leurs sujets respectifs une liberté de navigation illimitée, telle que l'établissent les stipulations de l'article 22. du traité de Vienne du ^{21 Avril} 1815. dans l'étendue déterminée à l'article 1, les hautes parties contractantes sont convenues d'y faire observer les principes et réglemens suivans: Liberté de navigation.

a. La navigation dans les Haffs ainsi que sur les canaux et les rivières, tant en les descendant jusqu'à leur embouchure dans la mer, qu'en les remontant, et la fréquentation des ports situés dans cette étendue, seront libres de telle sorte, qu'elles ne pourront être interdites à aucun des sujets des deux hautes parties contractantes. Ce principe sera appliqué aux rivières navigables actuellement, ou qui le seroient à l'avenir ainsi qu'aux canaux existant dans ce moment, ou qui pourraient être faits par la suite.

b. Le droit de hallage et d'attérage sur les rives des fleuves et sur les bords des rivières et canaux, sera commun à tous les sujets des deux hautes parties contractantes. Pour garantir dans toute sa plénitude la jouissance et l'exercice de ce droit, il sera établi respectivement des chemins de hallage partout où cela sera trouvé nécessaire et possible. La puissance à laquelle appartiendra la rive, veillera à l'entretien de ces chemins de hallage; il sera de même fixé invariablement pour l'attérage une étendue de terrain de quinze aunes de Pologne de largeur sur chaque rive, partout où il n'y a ni culture ni habitation, sans qu'il en soit exigé aucune rétribution de la part des commerçans.

1818 c. Les réglemens de police existant pour la navigation, ainsi que pour le flottage du bois, de même que ceux qui pourraient être publiés à l'avenir, ayant pour but (sans établir de redevance) d'assurer le maintien de la liberté, du bon ordre et de la sûreté de la navigation, seront communiqués aux Consuls respectifs, et seront obligatoires pour tous les sujets des deux hautes parties contractantes.

d. Les sujets respectifs ne seront soumis dans aucun cas à des impôts ou charges plus considérables que les navigations indigènes, pour la libre navigation et pour les communications par eau, tant naturelles qu'artificielles, existant, ou qui existeront à l'avenir. Il est entendu que l'Oder est compris dans ce nombre.

e. Les tarifs et péages, signés aujourd'hui par les Plénipotentiaires respectifs pour la navigation des fleuves et canaux dans les pays des deux dominations, compris dans l'étendue déterminée à l'article 1., serviront de norme pour la perception des dits droits, et ne pourront être haussés que du commun accord des deux Gouvernemens. Outre ces droits, il ne sera imposé aux navigateurs aucunes redevances, à l'exception de celles qui existeraient déjà au passage des ponts, lesquelles ne pourront également être haussées, que d'un commun accord, ou de celles qui resulteraient d'arrangemens de gré à gré entre les dits navigateurs et les propriétaires riverains, dans les lieux où il y aurait soit culture, soit habitation.

Les droits à percevoir au passage des ponts y seront affichés.

f. La navigation de la Vistule est déclarée libre de tout impôt, à l'exception de celui perçu en Prusse, sous la dénomination *die Schiffsgefäßsgelder*.

Com-
merce.

ART. III. Les deux hautes puissances contractantes désirant établir dans les provinces de l'ancienne Pologne, la liberté la plus illimitée de commerce, et l'assurer sur des bases solides et immuables, sont convenues de faire observer, dans l'étendue désignée à l'article 1., les réglemens suivans :

- a. Les sujets des deux hautes parties contractantes qui, pour vendre leurs denrées, visiteront les foires, ou se rendront pour affaires de commerce dans les provinces désignées à l'article 1. pourront y voyager librement par terre et par eau, s'ils sont munis d'un certificat délivré par l'autorité compétente du lieu qu'ils habitent, et attestant que le but de leur voyage est effectivement celui énoncé ci-dessus. Ces certificats seront réciproquement respectés par les deux Gouvernemens. 1818
- b. Les Consuls que les deux hautes parties contractantes se reconnaissent mutuellement le droit de nommer dans les provinces de l'étendue susmentionnée, auront l'autorisation de délivrer des passeports aux sujets de leur Gouvernement qui feraient dans le cas de se rendre, pour affaires de commerce, du lieu où le Consul réside, dans une autre province comprise dans l'étendue déterminée par l'article 1. Ces passeports seront délivrés moyennant une rétribution de deux florins de Pologne par passeport, visés par l'autorité compétente du lieu, sans le moindre retard, et surtout reconnus et respectés réciproquement.
- c. Tout sujet des deux hautes parties contractantes sera en droit, moyennant les rétributions réglées par les tarifs de la Convention présente, tant pour l'usage des fleuves, rivières, canaux et écluses, que pour le commerce, d'envoyer ou de faire transporter les objets de son négoce, par toutes les villes et tous les ports de l'étendue désignée à l'article 1., jusqu'à la mer, de tirer des marchandises d'outre-mer, ou de les faire venir par terre de l'étranger, et de les transporter en retour, toutefois en les adressant à un négociant bourgeois de la ville.
- d. Il sera libre à tout sujet des deux hautes parties contractantes de vendre ou de faire vendre en gros, les productions du sol et de l'industrie de son pays, dans toutes les villes et dans tous les ports compris dans l'étendue désignée, à l'article 1.; de faire des achats sans avoir besoin de rechercher le droit de bourgeoisie et sans payer quelque redevance pour y faire ce commerce, comme patente d'industrie (*Gewerbschein*) ni le droit appelé: *Kronsteuer*. Si ce-
pen-

1818

pendant il vendait des marchandises ouvrées, il ne jouira de cette liberté que durant six mois, à compter du jour de son arrivée. Ce terme de six mois une fois échu, il sera obligé, s'il continue à faire ce commerce, de devenir bourgeois de la ville. S'il trouve avantageux de vendre sa marchandise à un sujet étranger (*Ausländer*), il sera obligé, en tant que les lois l'exigent, de se servir pour cela d'un négociant bourgeois.

- e. Si cependant, à la suite d'un arrangement quelconque, une Puissance étrangère obtenait pour ses sujets la faculté de faire le commerce dans quelque ville ou dans quelque port de l'étendue désignée à l'article I., sans que les sujets de cette Puissance fussent obligés de devenir bourgeois des dites villes, et de payer, comme tels, les redevances établies, tous les sujets respectifs jouiront, de droit comme de fait, du même avantage de faire le commerce d'étranger à étranger (*Gast mit Gast*) et de tous les autres avantages qui pourraient être accordés par une des hautes parties contractantes à une Puissance étrangère, sans y comprendre néanmoins les exceptions ou faveurs spéciales qui auraient été stipulées par des Conventions particulières, lesquelles s'appliqueraient à des parties de leurs Etats respectifs non comprises dans l'étendue désignée à l'article 1.
- f. Il sera permis à tout sujet des deux dominations de mettre en dépôt ou d'emmagasiner sa marchandise dans les villes et ports de l'étendue désignée à l'article I., pour son compte ou pour celui d'un autre, et il ne s'entendra sur le prix de location du grenier ou magasin, qu'avec le propriétaire. Toute fois, les marchandises qu'on voudra emmagasiner, mettre en dépôt, ou trier, sont soumises à toutes les ordonnances de police administrative auxquelles les indigènes sont obligés de se conformer.
- g. Tout batelier ou négociant qui voudra charger ou décharger des marchandises, ne pourra, d'après les ordonnances aux quelles les habitans eux-mêmes doivent se conformer, employer à son choix, pour cet effet, que ses propres gens ou les individus établis par la police dans les villes commerçantes. Les autorités respectives veilleront à ce que les indi-

individus préposés à ce travail, n'abusent pas de ce **1818**
 privilège, et il sera constamment fait droit aux
 plaintes fondées qui en seront portées, soit par les
 Consuls, soit par les parties intéressées elles mêmes.

h. Il lui sera également permis en tout tems de vendre
 et faire vendre la marchandise en gros (c'est à dire
 par *Last*, par *Schiffspfund*, par *Schocks* et *Ballots*)
 emmagasinée ou non emmagasinée, ou de la faire
 charger sur des vaisseaux ou sur des chariots de
 roulier, et de l'envoyer à l'étranger. Le débit en
 détail dans les marchés ouverts, et dans les boutiques
 ou caves, ne lui sera permis qu'à certaines époques
 de l'année durant les foires, conformément aux
 réglemens généraux de police.

i. Si un sujet d'une des hautes parties contractantes
 se rend dans une province quelconque de l'autre
 Puissance, pour y acquérir une propriété immeuble
 ou y exercer tous les genres de commerce réunis
 (*in globo*) tels que

aa. le commerce stable et permanent en gros ou en
 détail (*ein stehendes Gewerbe zu jedermanns*
Diensten);

bb. le Commerce d'expédition ou de commission
 (*Commissions- und Speditionshandel*);

cc. des affaires de banque ou de change (*Bank- und*
Wechselgeschäfte);

dd. transporter des marchandises par mer en qua-
 lité de propriétaire de vaisseau (*Schiffsrhederay*
treiben);

il est absolument obligé de demander le droit de
 bourgeoisie et de concourir à toutes les charges de
 l'Etat, de la corporation et de la commune dans la
 ville et le port où il s'établit pour exercer les diffé-
 rens genres de commerce désignés ci-dessus. Il
 jouira alors de la protection et des avantages accordés
 par les lois.

k. Le droit de bourgeoisie mentionné sub litt. i., sera
 accordé à tous les sujets respectifs des deux hautes
 parties contractantes dans l'étendue désignée à l'ar-
 ticle I., dès qu'ils seront majeurs et que leur répu-
 tation sera déclarée intacte. Les sujets professant
 le

1818 le culte de Moïse ne participeront pas aux mêmes droits et avantages. Ils seront traités parfaitement à l'égal des Juifs étrangers dans les Etats des Puissances contractantes.

1. Afin d'établir des règles invariables pour l'exercice du commerce dans les villes et les ports de l'étendue déterminée à l'article I., on est convenu du principe général, que les sujets respectifs ne seront ni obligés ni tenus contre leur gré, et en vertu d'une usance de commerce quelconque, d'admettre dans leurs contrats d'autres poids et d'autres mesures que ceux qui ont été fixés par les lois du pays. Il a été convenu, en outre, des dispositions suivantes:

aa. Concernant les denrées à mesurer par boisseau (*Scheffel*), on comptera 60 boisseaux de Berlin pour un *Last*, dans toutes les villes et ports de la dépendance de S. M. le Roi de Prusse; et dans celles qui se trouvent sous la domination de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, on comptera par la mesure qui y est établie pour le blé.

bb. On déterminera d'une manière positive, pour les villes sous la domination de S. M. le Roi de Prusse, les poids nets de toutes les denrées ou marchandises, en y ajoutant un pour cent pour celles qui seront pesées sur la grande balance, et un demi pour cent pour celles qui le seront sur la petite.

cc. Les productions brutes de tout genre importées dans les villes maritimes ne sont assujéties au triage (*Brake*) qu'une seule fois, et cette opération ne saurait être renouvelée dans une ville maritime de la même domination, que du consentement mutuel du vendeur et de l'acheteur. Le rebut du triage (*Brakabgang*) reste en tout cas au propriétaire.

dd. Pour écarter du commerce toute entrave, et faciliter les opérations qui accompagnent la réalisation des ventes, on est convenu d'abolir à jamais les appropriations vexatoires dont jouissaient les villes maritimes, et qui sont connues sous les dénominations de *Bürgerbest*, *Aufmaafs*, *Krumpmaafs*, *Brakabgang*, *Abfall*, et autres de pareille nature,

nature, ainsi que les prérogatives appelées *Handlungs-Ufsanzen*, et les *Lehnämter*, qui constituent une espèce de monopole. 1818

ee. Comme il est d'usage de s'entendre préalablement sur le prix des marchandises à vendre et à acheter, l'on sera tenu désormais de convenir positivement, quant aux frais et charges qu'exige la réalisation des affaires de vente et d'achat. En cas de litige, les stipulations des parties intéressées serviront seules de base, et non les usages de commerce particuliers de chaque ville. Si toutefois l'acheteur et le vendeur n'étaient pas convenus positivement, comme est dit ci-dessus, à l'égard des frais et charges qu'exige la réalisation des affaires de vente et d'achat, ce point sera réglé d'après les lois du pays, et l'étranger sera, sous ce rapport, traité parfaitement à l'égal de l'indigène.

f. Vù, néanmoins, que pour réaliser la vente d'une marchandise, il peut entrer dans les stipulations arrêtées entre le vendeur et l'acheteur, de la porter au grenier de ce dernier pour y être pesée, triée ou mesurée, sans que l'acheteur ait consenti à en payer le prix convenu avant que cette opération (qui requiert ordinairement quelques jours), soit achevée, comme il peut être stipulé également que la propriété de la marchandise ne passera du vendeur à l'acheteur, que lorsque son prix aura été entièrement soldé au jour fixé, il est entendu qu'une déposition semblable de la marchandise du vendeur Polonais dans le grenier de l'acheteur, ne lui en fera passer la propriété que lors qu'il aura réellement effectué le solde convenu, à moins que la marchandise n'ait été vendue à crédit. Dans ce cas, si l'acheteur se déclare insolvable avant d'avoir rempli les engagements contractés avec le vendeur, et que le concours des créanciers soit ouvert par l'autorité compétente, la marchandise sera restituée au vendeur, qui, de son côté, restituera ou bonifiera les arches ou à comptes (*Handgeld*), que lui aurait avancés l'acheteur; de manière qu'aucune des deux parties contractantes ne puisse mettre à profit

1818

profite une circonstance de ce genre au détriment de l'autre.

Il est entendu que cette dernière stipulation ne pourra être exécutée au préjudice des tiers, c'est-à-dire : que le vendeur ne pourra obtenir la restitution en nature que de cette partie de la marchandise vendue à crédit, dont un tiers n'aurait par fait réellement et légalement acquisition.

Dans les cas qui ne le trouveraient pas prévus par le présent paragraphe ou par les contrats des vendeurs ou acheteurs, les vendeurs étrangers jouiront à l'égal des vendeurs indigènes, de toute la protection des lois et de toutes les garanties qu'elles accordent.

Libre
circula-
tion des
produ-
ctions.

ART. IV. Par une suite des intentions libérales et bienveillantes qui animent les hautes parties contractantes en faveur du commerce et de l'industrie de leurs Etats respectifs, Elles sont convenues de regarder comme un principe fondamental et inaltérable, que toutes les productions du sol et de l'industrie des dits Etats pourront circuler dans l'étendue désignée à l'article I., avec la liberté la plus illimitée.

Toutefois, le tabac et le sel dans le Royaume de Pologne, et les cartes-à-jouer dans les deux Etats, ainsi que le sel en Prusse, sont exceptés, pour le moment, de la présente stipulation.

Pour déterminer néanmoins l'application du principe général énoncé ci-dessus, les hautes parties contractantes ont arrêté, d'un accord mutuel, les dispositions suivantes :

- a. Les droits d'importation et d'exportation, dont les produits du sol et de l'industrie des Etats respectifs de Leurs Majestés l'Empereur de toutes les Russies et le Roi de Prusse, seront imposés aux frontières de terre qui séparent les dits Etats, se trouvent indiqués dans les tarifs sub litt. C et D., signés aujourd'hui par les Plénipotentiaires respectifs.

Ces droits ne pourront être haussés à l'avenir, que du consentement unanime des deux hautes parties contractantes. Quant aux droits perçus jusqu'à présent sous les dénominations de tantième, visa, *Uebertrag*, accidens, agio etc. etc., ils sont abolis à jamais dans toute l'étendue désignée à l'article 1.

Toute

1818

- Toute retribution exigée contrairement à la présente stipulation par les autorités civiles ou militaires des deux pays, sera envisagée comme vexatoire.
- b. Les défenses d'entrée et de sortie à l'égard des productions des Etats susmentionnés, aux frontières de terre qui les séparent, ne pourront dorénavant avoir lieu que d'un commun accord entre les deux Gouvernemens.
 - c. Les tarifs signés aujourd'hui par les Plénipotentiaires respectifs seront mis en vigueur le plutôt possible, et dans aucun cas plus tard que le 1^{er} Janvier 1820.
 - d. L'engagement mutuel que prennent les deux hautes Puissances de ne hausser les droits indiqués dans ces tarifs que d'un commun accord, ne portera néanmoins pas atteinte à la faculté qu'elles se reconnaissent mutuellement, d'imposer à l'importation dans leurs Etats, tels droits de consommation qu'elles jugeront convenables.
 - e. S. M. l'Empereur de toutes les Russies s'engage à considérer les dispositions contenues dans le Tableau signé aujourd'hui par les Plénipotentiaires respectifs sub litt. E., comme le maximum des droits d'entrée et de consommation à percevoir des fabrications Prussiennes en lin, laine et cuir, munies de certificats d'origine, tant à leur entrée dans le Royaume de Pologne qu'aux autres douanes de terre de l'Empire de Russie, et promet de ne les faire hausser que d'après un accord préalable avec S. M. le Roi de Prusse.
 - f. Les certificats d'origine mentionnés au paragraphe précédent, seront délivrés d'après la formule ci-jointe sub litt. F., par les Consuls, s'il y en a dans les lieux d'expédition, et à leur défaut, par le Magistrat. Dans l'un et l'autre cas, il sera nécessaire que la Régence du Département, ou un Commissaire spécialement délégué par elle à cet effet, constate la vérité et l'authenticité de ces certificats d'origine.
 - g. Les marchandises étrangères importées en transit par les ports de Danzig, Elbing, Königsberg et Memel, pour être débitées dans les provinces de l'étendue désignée à l'article 1., ne payeront pas de droits d'en-

1818 d'entrée et de consommation plus élevées que celles importées pour la même destination par les ports Russes de Libau, Windau et Riga.

Il est entendu, que les marchandises déclarées aux frontières du Royaume de Pologne pour passer en Russie, n'auront aucun droit de transit à acquitter, et qu'elles ne seront assujetties qu'au paiement des droits d'entrée et de consommation établis par les tarifs de Russie communs au Royaume de Pologne.

Le tabac et le sel ne pouvant être introduits dans le Royaume de Pologne comme objets de commerce, pourront néanmoins le traverser pour passer en Russie, en se soumettant aux précautions que l'administration du Royaume de Pologne jugera indispensables pour empêcher la contrebande.

- h. Pour écarter tout ce qui pourrait porter atteinte à la jouissance des avantages de commerce stipulés par la présente Convention, les Plénipotentiaires respectifs sont convenus d'arrêter les principes énoncés dans le Tableau sub litt. G., sur lesquels les réglemens des Douanes respectives devront être fondés.
- i. Dans l'étendue désignée à l'article 1., il pourra être accordé des brevets d'invention (*Patente*), comme moyen d'encouragement, mais ces brevets ne sauraient imposer de restrictions qu'aux sujets du Gouvernement qui les aura accordés. Le principe de la libre circulation de tout ce qui est produit dans cette étendue, reste maintenu dans toute sa vigueur, ainsi que le porte l'article 4.
- k. On cherchera les moyens d'activer entre la Prusse et le Royaume de Pologne le commerce de frontières sous le rapport des objets de main-d'œuvre, qui se débitent aux foires des villes-frontières par l'ouvrier même, tels que bottes, poteries etc.

Com-
merce
de tran-
sit.

ART. V. Dans la vue d'activer et de faciliter davantage le commerce de transit stipulé par l'article 29. du Traité de Vienne, les deux hautes parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes, qu'Elles se réservent de compléter, suivant l'exigence des cas,

a. Les productions du sol et de l'industrie des Etats respectifs de S. M. l'Empereur de toutes les Russies et de S. M. le Roi de Prusse, et les marchandises étrangères destinées à l'usage des sujets des deux hautes parties contractantes comme objets de commerce de transit, ne pourront être frappées de prohibition que par suite d'un accord mutuel entre les deux Puissances. L'importation et l'exportation, par transit, de ces objets, sera libre aux sujets respectifs dans toutes les villes et dans tous les ports de l'étendue désignée à l'article 1., d'après les tarifs déterminés à ce sujet. 1818

b. Les droits de transit à payer dans les ports de Danzig, Königsberg, Elbing et Memel, pour les productions exportées des provinces de la domination de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ainsi que pour les marchandises étrangères destinées pour les mêmes provinces, sont déterminés d'après le tarif sub litt. H. signé aujourd'hui par les Plénipotentiaires respectifs, lequel ne pourra être haussé que d'un commun accord.

c. Les objets d'exportation et d'importation qui auraient passé en transit, et qui, sans être encore arrivés à leur destination, retourneraient par la même douane, soit de terre, soit de mer, par laquelle ils étaient venus, si leur identité est avérée, ne payeront pas une seconde fois les droits de transit, mais pourront passer librement.

d. Toutes les productions du sol et de l'industrie de l'étendue désignée à l'article 1., destinées pour une province Polonoise d'une autre domination, passeront en transit par le Royaume de Pologne, franches de tout impôt. Elles seront, toutefois, pourvues d'un certificat de la première douane-frontière à laquelle elles auront touché. Ce certificat servira à constater, à la sortie des marchandises, l'endroit de leur expédition, et indiquera, en même temps celui de leur destination. Il sera libre aux Gouvernemens respectifs de prendre les mesures qu'ils jugeront convenables pour prévenir tout abus à cet égard.

Quant aux marchandises étrangères qui, des provinces Prussiennes de l'étendue désignée à l'article 1., passeraient en transit par le Royaume de Pologne

1818 pour se rendre dans les provinces Polonoises de la domination Autrichienne, elles y payeront les droits de transit stipulés à cet égard avec l'Autriche.

- e. Le propriétaire d'une marchandise importée en transit, dès qu'il sera sujet de l'une des deux dominations, aura le droit, dans l'étendue désignée à l'article 1., de changer la destination de transit ou celle de circulation intérieure, et dans ce dernier cas, il ne payera que les droits d'entrée et de consommation; l'excédant des droits qu'il pourrait avoir payés pour la marchandise déclarée antérieurement pour le transit, lui sera, le cas échéant, fidèlement restitué.

Les Gouverneurs respectifs adopteront les mesures de précaution les plus propres à empêcher que des marchandises déclarées pour le transit ne soient consommées dans l'intérieur. Les douanes respectives seront spécialement chargées de l'exécution de ces mesures.

- f. L'administration du Royaume de Pologne aura le droit d'acheter le sel d'outre-mer pour les besoins partout où elle voudra, et de le faire passer en transit par les ports de Danzig, d'Elbing, de Königsberg et de Memel, en acquittant un droit de deux bons gros de Prusse par quintal.

Quant au mode de transit et de transport, l'administration du Royaume de Pologne est prête, dans la vue de prémunir la Prusse contre la contrebande, à conclure un arrangement particulier, pour lequel un Commissaire spécial se rendra à Berlin, sous la promesse toutefois, que la Prusse y apportera, de son côté, des facilités, et que les frais qu'exigera le transport seront calculés sur les principes économiques de l'administration Prussienne des sels.

- g. Pour donner un plus grand essor à l'industrie de leurs sujets respectifs, et pour favoriser davantage le genre de trafic qui fait l'objet des dispositions de cet article, les deux hautes parties contractantes sont convenues, que tous leurs sujets respectifs pourront faire réciproquement le commerce de transit des Etats Prussiens à l'étranger par Odessa, et du royaume de Pologne à l'étranger par les Etats Prussiens, et vice-versâ, d'après les réglemens que chaque Etat établira.

Les

Les droits à percevoir dans le premier cas, ne dépasseront point, pour les sujets Prussiens, qui seront traités à l'égal des Autrichiens, celui arrêté entre la Russie et l'Autriche, en vertu de l'article 28. du traité de Vienne. 1818

Quant au second cas, il est convenu, que le maximum des droits de transit sera de trois écus de Prusse par quintal de marchandises (poids brut), d'après la déclaration des voituriers ou propriétaires.

ART. VI. Dans la vue de garantir d'une manière plus immédiate encore à Leurs sujets respectifs la pleine jouissance des avantages stipulés ci-dessus, les deux hautes parties contractantes se reconnoissent réciproquement le droit de nommer et de faire résider dans les provinces de l'étendue désignée à l'article 1., des Consuls ou Agens de commerce, dont la destination sera d'assister leurs compatriotes dans les affaires d'intérêt qu'ils auraient à y régler, toutes les fois qu'ils se verraient obligés de recourir à leur appui, et de veiller à l'exécution des présentes transactions, en se conformant aux réglemens tracés ci-après. Consuls.

En conséquence de ce principe, les deux hautes Puissances sont convenues des points suivans :

- a. Il sera libre à chacune des deux hautes parties contractantes, de nommer dans l'étendue désignée à l'article 1. autant de Consuls ou Agens de commerce qu'Elle jugera convenables, de déterminer les endroits où ils devront résider, ainsi que l'étendue dans laquelle ils devront exercer leurs fonctions.
- b. Il sera libre à chaque Gouvernement de nommer également un Consul-général qui, de droit, sera chargé de veiller sur la conduite des Consuls et de leur donner des directions. Le Consul-général aura le droit de s'adresser, s'il le juge convenable, directement aux Ministères des pays où il se trouvera, pour écarter les difficultés ou entraves que le commerce pourrait éprouver. Cette démarche ne pourra avoir lieu, toutefois, que dans le cas où, contre toute attente, les autorités locales se refuseraient à faire droit à de justes réclamations.
- c. Lorsqu'une des Puissances contractantes aura annoncé, dans les formes usitées, la nomination d'un

1818 Consul ou Agent de commerce, le Gouvernement auprès duquel il sera destiné à résider, lui fera délivrer son exéquateur en bonne et dûe forme, et il est mutuellement convenu qu'on y apportera le moins de retard possible.

d. Dans les villes ou autres places de frontière, le même individu pourra être accrédité auprès de deux Gouvernemens, ainsi par exemple; le Consul de S. M. le Roi de Prusse à Brody pourra aussi exercer ses fonctions à Radziwilow. Il en sera de même partout ailleurs où il conviendra aux deux Gouvernemens de nommer des Consuls ou Agens de commerce pour exercer les mêmes fonctions dans des villes d'une domination différente.

e. Une des principales obligations du Consul ou Agent de commerce, sera de veiller à ce que la présente Convention soit maintenue et exécutée dans tous ses points et clauses.

f. Dans tous les cas urgens relatifs aux affaires de commerce, il aura le droit d'adresser directement aux autorités de l'arrondissement de son Consulat, des réclamations verbales ou par écrit, conçues dans la langue du pays de sa résidence, ou en langue française, en y joignant autant que possible des traductions.

g. Il sera autorisé à intervenir dans tous les différens qui pourraient naître, soit entre les compatriotes commerçans, soit entre ceux-ci et des commerçans ou habitans du pays où il résidera, toutes les fois que les parties intéressées voudront le prendre pour arbitre. Les lois de son pays et les instructions dont il sera muni, détermineront le degré de validité que devra avoir la décision à l'égard de ses compatriotes, et en prescriront les formes.

h. Il sera également en droit d'assister les compatriotes commerçans, et il plaidera leur cause auprès des autorités de l'arrondissement de son Consulat, dans tous les différens et procès qu'ils pourraient avoir avec les douaniers et les habitans du pays, ou avec des étrangers par suite de leurs affaires de commerce.

i. Au cas qu'un compatriote commerçant du Consulat vint à décéder dans l'arrondissement de son Consulat,

fulat, et que les héretiers du défunt fussent absens, 1818
sans avoir de mandataire présent sur les lieux, le
Consul aura le droit de s'enquérir des biens et des
effets du décédé; de se les faire délivrer par les
autorités locales; en tant que les lois du pays n'y
sont pas contraires; enfin, de prendre toutes les
mesures nécessaires pour la sûreté de la propriété du
défunt, et de soigner ses affaires, jusqu'à ce que les
héritiers ou leurs fondés de pouvoirs se présentent.

k. Les Consuls, en délivrant des passeports à leurs
compatriotes, seront tenus, sous peine de respon-
sabilité personnelle, de veiller à ce que ces passe-
ports ne deviennent, pour des gens sans avenir et
évidemment dangereux, un moyen de s'introduire
dans les Etats respectifs.

l. En qualité de Consuls, ils jouiront des prérogatives
et privilèges dont jouissent les Consuls des nations
les plus favorisées. Les armes de leur pays pourront
être arborées à leur maison, pour indiquer leur
demeure.

Les Consuls des deux hautes parties contractantes
dans l'étendue désignée à l'art. I., dès qu'ils ne
seront pas sujets du pays de leur résidence, et qu'ils
ne posséderont pas de maison, à eux appartenante,
dans les villes où ils exerceront leurs fonctions,
seront exempts de tout logement militaire. Cette
franchise, toutefois, est restreinte à leur logement
personnel.

m. Les hautes parties contractantes étant convenues,
que la totalité de leurs sujets et des productions de
leur sol et de leur industrie participeront, dans
l'étendue désignée à l'article I., aux avantages com-
merciaux stipulés par la présente Convention, les
certificats d'origine qui, en vertu du traité de Vienne
du ^{21 Avril}_{3 Mai} 1815, devaient assurer spécialement la
jouissance des dits avantages aux provinces Polo-
naïses de 1772, deviennent inutiles à l'exception de
ceux dont les fabrications Prussiennes favorisées en
lin, laine et cuir devront être accompagnées, con-
formément aux paragraphes e. et f. de l'article IV.

Mais

1818

Mais si, par la suite, ces mêmes Puissances voulaient limiter, d'un commun accord, aux productions d'origine Polonoise, les avantages stipulés en faveur des dites productions par le traité du ^{21 Avril}_{3 Mai} 1815, les certificats d'origine redevenant alors nécessaires, il serait pris, du consentement mutuel et préalable des deux hautes parties contractantes, les mesures que les administrations respectives jugeraient les plus convenables à cet égard.

Ville de Cracovie

ART. VII. En exécution de l'article X. du traité de Vienne et relatif à la ville libre de Cracovie, les hautes parties contractantes sont convenues d'étendre aux habitans de cette ville et de son territoire toutes les stipulations de la présente convention, en autant que par leur nature elles sont propres à leur être appliquées. D'après ce principe, tous les habitans de la ville de Cracovie et de son territoire jouiront des mêmes avantages commerciaux et des mêmes exemptions que la présente Convention assure aux sujets des deux hautes parties contractantes. Ils seront traités, dans le territoire de la domination Russe, à l'égal des sujets Prussiens; et dans les provinces de la domination Prussienne, à l'égal des sujets Russes, bien entendu, toutefois, que, de leur côté, ils se conformeront aux obligations que le présent acte impose aux sujets respectifs.

Lois et privilèges abolis.

ART. VIII. En conséquence des dispositions ci-dessus énoncées, toutes les lois et concessions, tous les usages, réglemens, tarifs, privilèges et droits particuliers de commerce des villes et des ports de l'étendue désignée à l'article I., qui se trouvaient en opposition avec la teneur de la présente Convention, sont abolis à jamais. Seront nommément compris dans cette stipulation les droits qui peuvent avoir existé jusqu'à présent contrairement à la liberté de la navigation des rivières et canaux, ainsi qu'à la circulation illimitée de toutes les productions du sol et de l'industrie entre les provinces de l'étendue susmentionnée, tels que les droits d'entre-pôt, de rompre-charge, d'étape, de non-allège et autres de pareille nature, spécifiés ou non-spécifiés, lesquels seront censés abolis par la présente Convention.

Les

Les hautes parties contractantes s'engagent en même tems, à interdire aux négocians des villes commerçantes de Leurs dominations respectives dans l'étendue déterminée à l'article 1., toute association qu'elles formeraient, dans le but, soit d'organiser ou de réintroduire, directement ou indirectement, les privilèges et droits exclusifs abolis par le présent article et la présente Convention, soit de s'approprier exclusivement un genre de commerce quelconque. 1818

Leurs Majestés l'Empereur de Toutes les Russies, Roi de Pologne, et le Roi de Prusse, garantissent en même tems aux bourgeois indigènes des dites villes, qu'il ne leur sera interdit dans aucun cas de se charger de toutes les expéditions d'importation et d'exportation pour le compte des sujets respectifs de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, et de S. M. le Roi de Prusse.

ART. IX. La présente Convention sera ratifiée et Ratifiée les ratifications en feront échangées à St. Pétersbourg, dans le terme de deux mois, ou plutôt, si faire se peut..

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé les cachets de leurs armes.

Fait à St. Pétersbourg le 17 Décembre 1818.

Signé: CHARLES SEMLER. PIERRE D'OUVERL.
(L. S.) (L. S.)

(Le traité ci-dessus dressé en langue Française a été ratifié de la part du Roi de Prusse le 18 Février 1819 et les ratifications ont été échangées à Pétersbourg le 30 Mars 1819.)

1819 *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et Son*
 21 Mai *Altesse royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-*
Strelitz en execution du troisième article du
*traité du 18 Sept. 1816 *)*; signé à Berlin le
 21 Mai 1819.

(*Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten.*
 1819. N. 15. p. 154.)

Da die von Sr. Majestät dem Könige von Preussen an Se. Königl. Hoheit den Großherzog von Mecklenburg-Strelitz, durch den Staatsvertrag vom 18ten September 1816. in Folge des 49ten und 50ten Artikels der Wiener Congressacte, abgetretenen Landestheile von den alten Landen Sr. K. H. entfernt und getrennt liegen, auch von dem Gebiete Sr. Majestät gänzlich umschlossen sind; so haben beide Hohe Paziszenten den Wunsch gekußert, ein anderes angemesseneres und vortheilhafteres Abkommen zu treffen und Sich dieses durch den 3ten Artikel des vorgedachten Staatsvertrags ausdrücklich vorbehalten. Die seitdem fortgesetzten Verhandlungen haben auch zu einer vorläufigen Vereinigung hierüber geführt, auf deren Grund nunmehr Seine Maj. der König von Preussen den wirklichen Geheimen Legationsrath und Gesandten am Königl. Sächsischen Hofe, von Jordan, und den wirklichen Geheimen Ober-Regierungsrath Hoffmann, und Se. K. H. der Großherzog von Mecklenburg-Strelitz den Minister-Residenten, Geheimen Legationsrath Greuhm, bevollmächtigt und angewiesen haben, das erwähnte vorbehaltene Abkommen förmlich abzuschließen.

Diese beiderseitigen Bevollmächtigten haben nach Auswechselung ihrer in gehöriger Gültigkeit befundenen Vollmachten, nachstehende Artikel mit einander verabredet und festgesetzt:

ART.

*) Voyez plus haut, p. 259.

ART. I. S. K. H. der Großherzog von Mecklenburg-Strelitz entlagen für Sich und Ihre Nachfolger **1819** Renonciations du G. D. allen Rechten und Ansprüchen, welche Sie aus dem Staatsvertrage vom 18ten September 1816 an das Ihnen durch denselben abgetretene Gebiet in den ehemaligen Cantonen: Cronenburg, Reiferfeld und Schleyden erlangt haben, zu Gunsten Sr. M. des Königs von Preussen. Da die Uebergabe dieses Gebiets an Sr. K. H. in Folge des gedachten Staatsvertrags und der fortgesetzten Unterhandlungen bisher ausgesetzt geblieben ist, und Se. Majestät der König Sich fortdauernd im vollständigen Besitze desselben befunden haben; so ist auch daraus, daß dieses Gebiet für Se. K. H. den Großherzog bestimmt gewesen, kein Anspruch an Sie entstanden.

ART. II. Se. M. der König von Preussen, nehmen Equivalent en argent. diese Entlassung an, werden das gedachte Gebiet auch ferner, wie unausgesetzt bisher, mit allen den Rechten und Verbindlichkeiten besitzen, mit welchen Ihnen dasselbe ohne alle Beziehung auf den Staatsvertrag vom 18ten Septbr. 1816 zustehet, und verpflichten Sich dagegen, eine Million Thaler Preussischen Courants, nach dem Münzfusse vom Jahre 1764. an Se. K. H. in zwanzig gleichen vierteljährigen Raten, jede von funfzigtausend Thalern, aus Ihrer Haupt-Schatzcamme in Berlin zahlen zu lassen.

Diese Zahlung hat bereits mit den ersten Januar des gegenwärtigen Jahres achtzehnhundert und neunzehn ihren Anfang genommen, und wird ferner mit dem ersten Monattage jedes folgenden Vierteljahrs erfolgen, auch dergestalt ununterbrochen fortgesetzt werden, daß mit dem Anfange des zwanzigsten Vierteljahrs, welcher auf den ersten October des Jahres achtzehnhundert drey und zwanzig fällt, die letzte Rate von funfzigtausend Thalern abgetragen und die ganze Summe von einer Million Thalern berichtigt seyn wird.

ART. III. An die Stelle der Einkünfte von dem Intérêt für S. K. H. den Großherzog durch den Staatsvertrag vom 18ten Septbr. 1816, bestimmt gewesenen Gebiete, soweit dieselben von des Königs Majestät zu vergüten übernommen worden, treten die Zinsen der dafür nach vorstehendem Artikel zu zahlenden einen Million Thaler nach dem Zinsfusse zu fünf vom hundert jährlich.

Diese

1819

Diese Zinsen sind für den Zeitraum vom ersten Mai 1816, von wo ab die gedachten Einkünfte nach Maßgabe des Staatsvertrags vom 18ten Septbr. 1816 von Preussen zu gewähren waren, bis zum 31sten December 1818.; folglich für zwey Jahre und acht Monate, mit einhundert drey und dreyßig tausend dreyhundert drey und dreyßig ein Drittel Thalern, aus den Königl. Cassen bereits an den Großherzogl. Bevollmächtigten gezahlt worden.

Vom ersten Januar 1819. ab, werden sie am Schlusse jedes Vierteljahrs für dasselbe, und zwar jedesmal für denjenigen Theil des Entschädigungs-Capitals, welcher bis dahin noch nicht an Se. K. H. den Großherzog abgetragen war, aus der Königl. Haupt-Schatz-casse gezahlt. Hiernach werden am ersten April 1819. für während des Zeitraums vom ersten Januar bis 31sten März zu verzinsende 950,000 Thaler die Zinsen mit 11,875 Thalern, am ersten Julius 1819. für während des Zeitraums vom ersten April bis 30sten Junius zu verzinsende 900,000 Thaler die Zinsen mit 11,250 Thalern, und sofort, in jedem Vierteljahre für die nach vorstehendem Artikel vierteljährig abzuzahlenden funfzigtausend Thaler Capital mit sechshundert fünf und zwanzig Thaler weniger, so lange fortbezahlt, bis nach vollständiger Auszahlung des ganzen Capitals auch der Anspruch auf fernere Zinszahlung ganz erlischt.

Cession
de la
route de
Fürsten-
berg à
Strelitz.

ART. IV. Da Se. K. H. der Großherzog den Wunsch geäußert haben, die Landstrasse ganz zu besitzen, welche von ihrer Stadt Fürstenberg nach Ihrer Residenz Strelitz führt, und des Königs Majestät Sich haben geneigt finden lassen, diese Strasse, so weit dieselbe in Ihrem Gebiete liegt, nebst demjenigen unbewohnten Domanial-Forstlande, welches sich zwischen gedachter Strasse und der jetzigen Großherzogl. Landesgrenze eingeschlossen befindet, zu Befriedigung dieses Wunsches abzutreten: so soll das gedachte Stück Forstland nach den Grundsätzen, welche bey Veränßerung von Domanial-Forsten in den Königl. Staaten vorgeschrieben sind, sofort abgeschätzt, und sodann nebst dem Theile der Strasse zwischen Fürstenberg und Strelitz, wodurch es begrenzt wird, mit voller Landeshoheit und Eigenthum an Se. K. H. den Großherzog überwiesen, der durch die Taxe ermittelte Werth aber bey

bey der nächsten vierteljährigen Capitalzahlung statt 1819
baaren Geldes in Abrechnung gebracht werden.

ART. V. Se. K. H. der Großherzog, nehmen die ^{Acceptation de la part du G. D.} Entschädigung für diejenige Entfagung, welche Sie durch den ersten Artikel des gegenwärtigen Staatsvertrages leisten, in derjenigen Art an, wie sie Ihnen durch den vorstehenden zweyten, dritten und vierten Artikel zugesichert wird, und werden Sich, nach vollständiger Erfüllung der darin angenommenen Bestimmungen, für alle Ihnen aus dem Staatsvertrage vom 18ten Sept. 1816. an des Könige Majestät zustehende Forderungen völlig befriedigt und abgefunden achten.

Auch werden Sie den an der abgetretenen Straßse von Fürstenberg nach Strelitz wohnenden Königlich Preussischen Unterthanen den Gebrauch der gedachten Straßse ferner ohne neue Beschränkungen in derselben Art gestatten, wie ihnen derselbe bisher zustanden hat.

ART. VI. Dieser Staatsvertrag soll zur Ratification ^{Ratifications.} eingereicht und die Ratifications - Urkunden binnen vier Wochen oder eher, wenn es seyn kann, ausgetauscht werden.

Des zu Urkund haben die unterzeichneten Bevollmächtigten diesen Staatsvertrag eigenhändig unterschrieben und mit Ihrem Iniegel versehen.

Berlin, den 31sten May 1819.

(L. S.) VON JORDAN.

(L. S.) HOFFMANN.

(L. S.) GREUHN.

Vorstehender Staatsvertrag ist von des Könige Majestät unterm 31sten May d. J. ratificiret worden.

1819 Rècès-Général de la Commission territoriale
 • Juil. *rassemblée à Francfort; signé le 20 Juillet*
1819.

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

L'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815, et le traité de Paris du 20 Novembre de la même année, renfermant des dispositions, qui exigeoient des négociations et des arrangemens ultérieurs et définitifs, L. L. M. M. J. J. et R. R. le Roi de Prusse, l'Empereur d'Autriche Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies Roi de Pologne, ont nommé des Plénipotentiaires, pour en remplir l'objet. Voulant aujourd'hui comprendre dans une transaction commune, les résultats des différentes négociations, qui ont eu lieu à cet égard, pour les revêtir des ratifications nécessaires, Elles ont autorisé Leurs Plénipotentiaires, à réunir dans un instrument général, toutes les stipulations particulières, et à joindre à cet acte, qui portera le titre de Rècès-Général de la Commission territoriale rassemblée à Francfort, toutes les conventions, qui s'y rapportent.

En conséquence, les Plénipotentiaires respectifs favoir: de la part de S. M. etc. etc.

après avoir vérifié entre Eux, leurs Plénipouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de recevoir dans le présent instrument général et définitif et de munir de leurs signatures, les articles suivans:

Rétroces
fions de
la Bavière
réal l'Autriche.

ART. I. S. M. I. et R. A. pour Elle, les héritiers et successeurs possédera en toute propriété et Souveraineté les pays suivans, rétrocedés par S. M. le Roi de Bavière en vertu du traité signé à Munich, le 14 Avril 1816. lequel est annexé au présent traité général, favoir:

1. L'Innviertel et les parties du Hausrukviertel, tels que ces pays ont été cédés par l'Autriche en 1809. 1819

2. Le Duché de Salzbourg tel qu'il a été possédé par l'Autriche en 1809 à l'exception des baillages de Waging, Tittmaning, Teifendorff et Lauffen, en tant qu'ils sont situés sur la rive gauche de la Salzach et de la Saale; ces baillages tels qu'ils viennent d'être désignés, resteront à la Bavière.

3. Le baillage Tyrolien de Vils.

ART. II. En retour des rétrocessions désignées dans l'art. 1. du présent traité général, S. M. le Roi de Bavière pour Lui, les héritiers et successeurs possédera en toute propriété et souveraineté les pays suivants cédés par S. M. I. et R. A. savoir:

Pays dévolus à la Bavière
re Cession de l'Autriche à la Bavière.

I. Sur la rive droite du Rhin;

- a. les baillages ci-devant Fuldois de Hammelbourg, y compris Culba et Saleck, de Bruckenau avec Motten, celui de Weiher, à l'exception des villages de Melters et Hattenrodt, lequel baillage ayant appartenû d'après l'art. 40. de l'acte du Congrès de Vienne à la Prusse, a été échangé contre celui de Saalmünster, Nerzel, Sannerz et le Huttensche-Grund qui ont passé à la Hesse Electorale, ainsi que la partie du baillage de Bieberstein, qui renferme les villages de Batten, Brand, Dietges, Findlot, Liebhard, Melpetz, Oberbernhard avec les hameaux de Steinbach, Saiffert et Thaiden;
- b. le baillage de Redwitz enclavé dans les Etats Bavaois, et cédé par S. M. I. et R. A.
- c. La partie du baillage de Wertheim située au Nord de la route de Lengfurth à Wurzburg telle qu'elle a été cédée par S. A. R. le Grand-Duc de Bade en vertu du traité du 10 Juillet 1819 annexé au présent Récès.

II. A la rive gauche du Rhin:

a. du cidevant Département du Mont-Tonnerre:

1. les accordiflemens de Deux-Ponts, de Kaiserslautern et de Spire, ce dernier à l'exception des Cantons de Worms et de Pfeddersheim;
2. le Canton de Kirchheim-Poland dans l'arrondissement d'Alzey;

1819 été annexés au dit traité de Mnich, cessent d'être obligatoires, et ne pourront plus l'être dans aucun cas, ni à aucune époque, dans aucune relation ou corrélation pour ou contre une partie quelconque, l'Etat de possession, tel qu'il ressort du présent Récès étant formellement reconnu par les Parties contractantes.

S. M. I. et R. A. change toutefois en une rente perpétuelle en faveur de la Bavière, la rente conditionnelle et temporaire de 100,000 Fl. qu' Elle lui paye en suite des négociations qui ont eu lieu à Munich en 1816.

Cession
de
l'Autri-
che au
G. D. de
Bade.

ART. VIII. S. M. I. et R. A. pour Elle, ses héritiers et successeurs cède à S. A. R. le G. D. de Bade le Comté de Geroldseck dévolu à l'Autriche en vertu de l'art. 51. de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815. En échange de cette cession S. A. R. le G. D. de Bade met à la disposition de S. M. I. et R. A. la partie du bailliage de Wertheim désignée dans l'art. II. du présent Récès.

Libérat.
du G. D.
de Bade
d. enga-
gements
pris par
le traité
de
Francf.

ART. IX. Les articles additionnels du traité de Francfort du 20 Nov. 1813 *) renfermant une clause onéreuse à la charge du Grand-Duché de Bade, sont révoqués. S. A. R. le G. D. ses héritiers et successeurs en sont libérés à jamais, et l'état de possession du Grand-Duché, tel qu'il existe aujourd'hui, est formellement reconnu.

Droits
de succ.
d. Com-
tes de
Hoch-
berg.

ART. X. Le droit de succession établi dans le Grand-Duché de Bade en faveur des Comtes de Hochbarg, fils de feu le G. D. Charles Frédéric, est reconnu pour et au nom des Puissances contractantes.

Le traité renfermant les deux articles ci-dessus, 9. et 10. est annexé au présent Récès.

Acquisi-
tion de
la Prusse
en vertu
d. la paix
de Paris
du 20
Nov.
1815.

ART. XI. S. M. le Roi de Prusse pour Lui, ses héritiers et successeurs possédera en toute souveraineté et propriété dans les Départemens de la Sane et de la Moselle les districts qui, en vertu du traité conclû à Paris le 20 Nov. 1815 ont été cédés par S. M. Très-Chrétienne aux Puissances signataires du dit traité.

Cessions
de l'Au-
triche à
la Prusse

ART. XII. S. M. l'Empereur d'Autriche ayant cédé à S. M. le Roi de Prusse les districts que S. M. I. et R. A. possédait en vertu de l'art. 51. de l'acte du

Con-

*) Suppl. T. V. p. 650.

Congrès de Vienne du 9 Juin 1815, dans le Département de la Sarre, y compris les parcelles sur la rive droite de la Moselle, qui appartenaient autrefois à Luxembourg, ainsi que les districts du Département de la Moselle cédés par S. M. Très-Chrétienne par le traité de paix de Paris du 30 Mai 1814 à l'exception toutefois de ceux de ces territoires qui suivant l'art. II. du présent Récès passent sous la domination de S. M. le Roi de Bavière; S. M. Prussienne possédera les dits districts pour Elle, ses héritiers et successeurs en toute propriété et souveraineté, en tant qu'Elle n'en a pas disposé suivant les articles 27, 28 et 29, du présent Récès pour remplir les engagements contractés par l'art. 49 et 50 de l'acte du Congrès de Vienne. 1819

ART. XIII. Conformément à cette double disposition et par suite des cessions faites la frontière des Etats Prussiens sera désormais la suivante: Nouvel-
le fron-
tière
Prussien-
ne.

En quittant le confluent de la Moselle avec la Sarre qui formait l'extrémité des limites Prussiennes désignées par l'art. 2. de l'acte du Congrès de Vienne, elle remontera la Moselle jusques près de Perle qui passera à la Prusse, se dirigera de là sur Lannedorff, Wallwich, Schardorff, Niederweiling, Pellweiler, tous ces endroits restans avec leurs banlieues à la France, jusqu'à Hovre, et suivra de cet endroit les anciennes limites du pays de Sarrebrück, en laissant Sarrelouis et le cours de la Sarre avec les endroits situés à la droite de la ligne ci-dessus désignée, (c. à. d. situés du côté du ci-devant Département de la Sarre.) et leurs banlieues à la Monarchie Prussienne. Des limites du pays de Sarrebrück la ligne de démarcation continuera à être la même que celle qui d'après l'art. I. de traité de paix conclû à Paris le 20 Nov. 1815, sépare la France de l'Allemagne jusqu'à Blies-Rauschbach de sorte que tout ce qui jusqu'à ce point fait d'après l'article cité partie de l'Allemagne sera possédé désormais par sa Majesté Prussienne.

Du point, où, près de Blies-Rauschbach appartenant à la Prusse, finit la frontière de la France, jusqu'au village de Braitenbach, qui se trouvera sous la domination Bavaroise, la frontière qui sépare les Cantons d'Arneval, d'Ottweiler et de St. Wendel sur la ligne Prussienne, des Cantons de Bliescastel et Qq Wald-
Nouveau Recueil T. IV.

1819 Waldmohr, faisant partie du territoire Bavaois, formera la limite entre les Etats de L. L. M. M. le Roi de Prusse et de Bavière.

Les frontières des ci-devant Cantons qui d'après ce qui vient d'être stipulé, forment les limites entre le territoire Prussien et Bavaois, sont entendues telles qu'elles étaient à l'époque de la conclusion du traité de paix de Paris du 30 Mai 1814.

De Braitzenbach la nouvelle frontière passera à travers les Cantons d'Ottweiler, de Tholey et de St. Wendel de façon qu'elle laisse du premier les communes de Werschwiler, Doerrenbach, la métairie de Werthshausen, ainsi que les communes de Steinbach, Niederlinxweiler, Remesweiler, Mainzweiler et Urexweiler, et du second les communes de Namborn, Gnidesweiler, Gronig, Offenbach avec Oberthal, Immweiler, Elmeren, Blieden, Niederhofen, Winterbach, Alzweiler et Marpingen, toutes avec leurs banlieues, à S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg, et que le reste de ces Cantons demeure sous la domination Prussienne; mais que du Canton de St. Wendel les seules communes de Hasborn, Dautweiler et Theley avec leurs banlieues fassent partie du territoire Prussien, le reste de ce Canton appartenant en partie à celui de Saxe-Cobourg, et en partie à celui d'Oldenbourg.

De là la frontière traversera les Cantons de Wadern, et de Hermeskeil, en laissant du premier les communes de Neunkirchen, Sellbach, Gonnweiler, et Eyweiler, du second celles de Soetern, Boosen, et Schwartzbach, toutes avec leurs banlieues, à S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg, le reste de ces Cantons formant partie du territoire Prussien; elle passera ensuite entre le Canton de Hermeskeil et de Birkenfeld, ce dernier appartenant en entier au territoire d'Oldenbourg, et coupera le Canton de Herrstein et de Rhaunen, de manière que le premier appartienne à S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg, à l'exception des communes de Hottenbach, Hellertshausen, Asbach, Schauren, Kempfeld et Bruchweiler qui avec leurs banlieues demeurent à la Prusse et que le second (celui de Rhaunen) reste à S. M. Prussienne à l'exception de la commune de Bondenbach, qui, avec sa banlieue, fait partie du territoire d'Oldenbourg.

Lors-

Lorsque la nouvelle limite aura ainsi atteint celle qui séparait à l'époque du 30 Mai 1814 le Département de la Sarre du Département du Rhin et Moselle, elle suivra cette limite vers le confluent de la Glan avec la Nahe, en séparant du territoire Prussien une partie du Canton de Herrstein laquelle, comme il vient d'être dit, appartient au G. D. d'Oldenbourg, et le Canton de Meisenheim qui passe à S. A. S. le Landgrave de Hesse-Hombourg. Au confluent des deux susdites rivières la nouvelle frontière retombera dans les limites fixées par l'article 25 de l'acte du Congrès de Vienne, et admises au présent Récès.

Réunion
du nou-
veau ter-
ritoire
Prussien
avec le
G. D. du
Bas-
Rhin.

ART. XIV. S. M. le Roi de Prusse réunit à son Grand-Duché du Bas-Rhin tous les districts et territoires compris dans les limites décrites dans l'article précédent.

ART. XV. Le droit de garnison dans la forteresse de Mayence est commun à S. M. l'Empereur d'Autriche et à S. M. le Roi de Prusse. La garnison de cette place sera composée d'un nombre égal de troupes Autrichiennes, et de troupes Prussiennes, S. A. R. le G. D. de Hesse participera au même droit pour un bataillon d'Infanterie.

Droit de
garnison
dans la
forteres-
se de
Mayence

ART. XVI. Par suite de l'article ci-dessus L. L. M. M. l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse exerceront le droit de nommer le Gouverneur et le Commandant de la place de Mayence alternativement de cinq ans à cinq ans, et de manière que, lorsque le poste de Gouverneur sera occupé par un Général Autrichien, celui de Commandant le sera par un Général Prussien, et ainsi réciproquement. Il est également convenu que la direction de l'artillerie appartiendra comme jusqu'ici, à l'Autriche, et celle du génie à la Prusse.

Nomina-
tion du
Gouver-
neur et
du
Comman-
dant.

ART. XVII. S. A. R. le G. D. de Hesse cède à S. M. le Roi de Prusse le Duché de Westphalie, tel qu'il a été possédé par S. A. R. à l'époque de la signature de l'acte final du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815 pour appartenir à S. M. ses descendants et successeurs en toute propriété et Souveraineté.

Cession
du Du-
ché de
West-
phalie.

ART. XVIII. S. A. R. le G. D. de Hesse renonce en faveur de S. M. le Roi de Prusse, pour Lui, ses des-

Cession
d. droits
du G. D.
cen- de Hesse

1819 cendants et successeurs à tout droit de Souveraineté et de féodalité sur les Comtés de Wittgenstein-Wittgenstein et Wittgenstein-Berlebourg.

sur les
Comtés
de Witt-
genstein
à la
Prusse.

Ces possessions seront placées envers la Monarchie Prussienne dans les relations établies par la Constitution fédérative de l'Allemagne pour les territoires médiatisés.

Cession
d. droits
sur les
territoires
des
Comtés
d'Isenb.
et les sa-
lines de
Kreuzn-
au G. D.
de Hesse.

ART. XIX. En retour des cessions et renonciations faites par le G. D. de Hesse, S. A. R. possédera pour Elle, ses héritiers et successeurs.

1. *En toute souveraineté* les territoires du Prince et des Comtes d'Isenbourg, y compris les villages de Heusenstamm et d'Eppertshausen, à l'exception toutefois des districts cédés à S. A. R. l'Electeur de Hesse en vertu de l'art. 25. du présent Récès; de même en toute souveraineté les possessions du Comte de Solms-Rödelheim et du Comte d'Ingelheim, qui ont fait partie du ci-dévant Département de Francfort, lesquelles possessions et villages seront placés envers le Grand-Duché de Hesse dans les relations établies par la constitution fédérative de l'Allemagne pour les territoires médiatisés.

Les rapports des Comtes d'Isenbourg vis-à-vis du Prince d'Isenbourg seront rétablies sur le pied, sur lequel ils existaient avant la Confédération Rhénaue, bien entendu, que tous les droits de souveraineté appartiendront uniquement à L. L. A. A. R. R. l'Electeur et le Grand-Duc de Hesse, conformément à l'article 25. ci-dessus mentionné.

2. *En propriété* les salines situées dans la banlieue de Kreuznach, ainsi que les sources salées qui y appartenaient à l'époque de la signature de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815. La saline dite de Münster qui est une propriété particulière, est expressément exceptée. La souveraineté de toutes ces salines restera à S. M. le Roi de Prusse.

Cessions
territo-
rial. fai-
te au
G. D. de
Hesse.

ART. XX. S. A. R. le G. D. de Hesse, ses héritiers et successeurs posséderont en toute propriété et souveraineté:

1. le cercle d'Alzei à l'exception du Canton de Kirchheim-Poland, et les Cantons de Pfeddersheim et de Worms dans le Cercle de Spire, tels que ces pays

pays se trouvaient à l'époque du 3 Nov. 1815. sous l'administration établie à Worms, et de façon que les limites des Etats Prussiens, là où ceux-ci confinent au Cercle d'Alzei, restent telles qu'elles sont fixées par l'art. 25. de l'Acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815.

2. La ville et le territoire de Mayence, y compris Cassel et Koftheim, à l'exception de tout ce qui constitue la forteresse, laquelle est déclarée forteresse de la Confédération Germanique.

ART. XXI. Tous les ouvrages, édifices, terrains et revenus qui appartenaient à la forteresse de Mayence à l'époque de la remise faite aux troupes alliées, en exécution de la Convention du 23 Avril 1814 soit que ces revenus fissent partie de la dotation, soit qu'ils fussent affectés à d'autres objets, resteront exclusivement à la disposition du Gouvernement de la forteresse, et leur produit fera partie de la dotation.

ART. XXII. Le droit de souveraineté dans la ville de Mayence appartenant à S. A. R. le G. D. de Hesse, l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile restera exclusivement entre les mains des Employés de S. A. R. et le Gouverneur et le Commandant leur prêteront secours et assistance en cas de besoin. Toutefois le Gouvernement militaire de la forteresse sera nanti de tous les pouvoirs nécessaires pour lui assurer, conformément à la responsabilité qui repose sur lui, l'exercice libre et indépendant de ses fonctions. Les autorités civiles et locales lui seront subordonnées pour tout ce qui concerne la défense de la place, et les rapports militaires. Il aura, à ce même égard, nommément la direction de la police, de manière cependant qu'un Employé civil de S. A. R. le G. D. prendra part aux conférences du Gouvernement, aussi souvent qu'il s'agira d'objets de cette nature. Les ordonnances et réglemens de police seront publiés par le Gouvernement sous l'intervention du président de la police de la ville. La garde bourgeoise de la ville sera, ainsi que cela se pratique dans toutes les forteresses, placée sous les ordres du Gouvernement militaire, et ne pourra se rassembler que de son consentement. Il ne sera mis aucun obstacle à la levée de la conscription dans la ville. Le

Dotation et appartenances de la forteresse de Mayence.

Droits du G. D. de Hesse, sur la ville de Mayence; attributions du Gouvernement de la forteresse.

Gou-

1819 Gouvernement militaire étant responsable de la défense de la place et du maintien de l'ordre intérieur, et jouissant du droit de prendre dans ce but toutes les mesures nécessaires, il pourra aussi placer des avant-postes au dehors de la forteresse. En tems de guerre, ou lorsque l'Allemagne sera menacée d'une guerre, et la forteresse déclarée en état de siège, les pouvoirs du Gouvernement militaire seront illimités, et n'auront d'autres bornes que la prudence, les usages et le droit des gens.

Routes
militai-
res par
les États
du G. D.
de Hesse.

ART. XXIII. S. A. R. le G. D. de Hesse consent à ce que la Prusse ait une route militaire par les États pour les troupes qui passent d'Erfurt par Eisenach, Hersfeld, Giessen et Wetzlar à Coblençe, et que celles qui viennent de Mayence ou qui y sont destinées, prennent la route de Coblençe par Bingen.

Le règlement d'une route d'étapes pour les troupes Autrichiennes destinées à faire partie de la garnison de Mayence est réservé à une Convention particulière entre les Gouvernemens respectifs.

S. A. R. le G. D. de Hesse consent également à ce que la Bavière ait une route militaire par les États pour les troupes, qui passent des provinces Bavaraises à la rive droite du Rhin dans celles nouvellement acquises sur la rive gauche de ce fleuve. Quant aux places d'étapes, aux moyens d'entretien et de transport et autres objets d'administration ces objets seront réglés par une Convention particulière entre S. M. le Roi de Bavière et S. A. R. le G. D. de Hesse.

Libéra-
tion du
G. D. de
Hesse des
engage-
mens
pris par
le traité
de Francf.
du 23
Nov.
1813.

ART. XXIV. Les engagements pris par S. A. R. le G. D. de Hesse dans les articles additionnels du traité de Francfort du 23 Nov. 1813 *) cessent; et la clause onéreuse que ces articles renfermaient, ne pourra plus dans aucun cas, ni à aucune époque devenir obligatoire pour S. A. R. les héritiers et successeurs.

Arrang.
territo-
riaux
entre la
Maison
Elect. et
G. D. de
Hesse.

ART. XXV. S. A. R. le G. D. de Hesse remet S. A. R. l'Electeur de Hesse en possession du bailliage de Dornheim et lui cède, en échange des bailliages de Rodheim, Ortenburg et Babenhäusen, de la moitié de Vilbel appartenante à S. A. R. l'Electeur, et des com-
mu-

*) Ce traité se trouve Suppl. T. VII. p. 97. Les articles séparés qui y manquent sont sans doute (mat. mat.) les mêmes allégués plus haut à l'art. 9.

munautés de Münzenberg, Traismünzenberg, Offen- 1819
heim, Heuchelheim et Burggräfenrode, les territoires
suivans; savoir:

1. les endroits de Grossanheim, Grofskrotzenbourg
et Oberrodenbach, et la moitié de Praunheim appar-
tenant au Grand-Duché;

2. une partie du pays d'Isenbourg, composée des
bailliages (*Gerichte*) de Diebach, Langenselbold, Meer-
holz, Lieblös, Wächtersbach, Spielberg et Reichen-
bach, et du village de Wolfenborn.

ART. XXVI. S. A. R. le G. D. de Hesse réintègre, Réinté-
en exécution de l'art. 48. de l'acte du Congrès de Vienne gration
du 9 juin 1815, S. A. S. le Landgrave de Hesse-Hom- du Land-
bourg dans les possessions, revenus, droits et rapports grave de
politiques dont il a été privé par la Confédération Hesse-
Rhénane. Hombg.

Il sera conclu entre S. A. R. le G. D. de Hesse et
S. A. S. le Landgrave de Hesse-Hombourg un arran-
gement de famille à l'effet de concilier les rapports
résultans de la présente stipulation avec les pactes et
Rècles de famille existans.

ART. XXVII. L'art. 49. de l'acte du Congrès de Cession
Vienne ayant réservé dans le ci-devant Département en vertu
de la Sarre un district pour L. L. A. A. R. R. les Grands de l'art.
Ducs d'Oldenbourg, Prince de Lübeck, et de Meck- 49. de
lenbourg-Strelitz, L. L. A. A. S. S. le Duc de Saxe- l'acte du
Cobourg, le Landgrave de Hesse-Hombourg et le Congrès
Comte de Pappenheim, lequel district a reçu plus tard de Vien-
de S. M. Prussienne une plus grande extension en faveur ne, au G.
de S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg, et S. M. le Roi D. d'Ol-
de Prusse s'étant engagé en considération des cessions denb.,
qui lui ont été faites à l'art. 12. du présent Rècles
par S. M. l'Empereur d'Autriche à mettre les dits
Princes ainsi que le Comte de Pappenheim en possession
des territoires qui doivent leur appartenir, S. M. Prus-
sienne, de concert avec S. M. I. et R. Apostolique,
S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne
et d'Irlande et S. M. l'Empereur de toutes les Rus-
sies, cède

1. à S. A. R. le G. D. de Oldenbourg, Prince de
Lübeck, le Canton de Herrstein à l'exception des com-
munes de Hottenbach, Hellertshausen, Asbach, Schau-
ren,

1819 ren, Kempfeld et Bruchweiler; le Canton de Birkenfeld; du Canton de Hermeskeil les communes de Soetern, Boosen et Schwarzenbach; du Canton de Wadern, les communes de Neunkirchen, Sellbach, Gannesweiler et Eyweiler; du Canton de St. Wendel les communes d'Asweiler, Eizweiler, Imsbach, Hirstein, Reichweiler et Mosberg, Steinberg et Deckenhard, Wallhaufen et Schwarzhoff; du Canton de Rhauen la commune de Bondenbach; et du Canton de Baumholder les communes de Nohen, Nohefelden, Gimbleweiler et Wolfersweiler.

Au Duc
de Saxe
Cobourg

ART. XXVIII. 2. A S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg le Canton de Grumbach à l'exception des communes de Baerenbach, Becherbach, Otzweiler, Hoppsstädten, St. Julian et Eschenau; le Canton de Baumholder à l'exception de Nohen, Nohefelden, Gimbleweiler et Wolfersweiler; le Canton de St. Wendel à l'exception des communes de Bubach, Saal, Niederkirchen, Marth, Hoff, Osterbrücken, Hasborn, Dautweiler, Theleg, Asweiler, Eizweiler, Hirstein, Reichweiler et Mosberg, Seinsberg et Deckenhard, Wallhaufen et Schwarzhog et Imsbach; du Canton de Consel les communes de Burg-Lichtenberg, Thallichtenbergh, Ruthweiler, Pfeffelbach, Reichweiler et Schwarzerden; du Canton de Tholey les communes de Natborn, Gnidesweiler, Gronig, Offenbach avec Oberthal, Immweiler, Elmeren, Bliefen, Niederhofen, Winterbach, Alzweiler et Marpingen; et du Canton d'Ottweiler les Communes de Werfchweiler et Doerrenbach, la métairie de Werthahaufen, ainsi que les communes de Steinbach, Niederlinxweiler, Mainzweiler et Urexweiler.

Au
Landgr.
de Hesse-
Hom-
bourg.

ART. XXIX. 3. A S. A. S. le Landgrave de Hesse-Hombourg le Canton de Meifenheim; et du Canton de Grumbach les communes de Baerenbach, Becherbach, Otzweiler et Hoppsstädten.

Souve-
raineté
des Prin-
ces sur
leurs
nouve-
les ac-
quisi-
tions.

ART. XXX. S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg, Prince de Lübek, L. L. A. A. S. S. le Duc de Saxe-Cobourg et le Landgrave de Hesse-Hombourg posséderont les dits districts et territoires pour Eux, leurs héritiers et successeurs en toute souveraineté et propriété, et d'après les clauses et stipulations énoncées dans les actes dressés entre les parties intéressées lors de la remise des dits territoires.

S. A.

S. A. S. le Landgrave de Hesse-Hombourg pour **1819**
Lui, ses héritiers et successeurs jouira également d'une
pleine et entière souveraineté à l'égard des possessions
dans lesquelles il a été réintégré par l'art. 48. de l'acte
de Congrès du Vienne; il prendra le titre de Land-
grave Souverain de Hesse.

ART. XXXI. Il est entendu que les communes ren- Princip.
fermées dans les districts désignés dans les articles 27, de la dé-
28 et 29 du présent Récès sont censées être cédées avec limitat.
leurs banlieues qui ne seront nulle part coupées par
les nouvelles limites.

ART. XXXII. La Prusse jouira du droit d'une Route
route militaire par la Principauté de Birkenfeld pour militai-
conserver la communication nécessaire avec le pays re par la
de Sarrebrück et la forteresse de Sarrelouis. Princip-
auté de
Birken-
feld.

Il a été fait à cet égard une Convention particu-
lière entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. R. le G. D.
d'Oldenbourg.

ART. XXXIII. S. A. R. le G. D. d'Oldenbourg, Libéra-
Prince de Lübek, L. L. A. A. S. S. le Duc de Saxe- tion de
Cobourg et le Landgrave Souverain de Hesse ayant la Pruss
été mis en possession des territoires qui leurs étaient des en-
destinés; S. A. R. le G. D. de Mecklenbourg-Strelitz gagem.
ayant fait un arrangement particulier avec S. M. le pris re-
Roi de Prusse*), et le Comte de Pappenheim ayant lative-
obtenu une indemnité en domaines dans la Monarchie ment à
Prussienne, et ces derniers arrangements ayant été l'art. 49.
notifiés à la Commission territoriale; S. M. Prussienne de l'acte
est entièrement libérée des engagements qu'Elle a voulu du Cong-
prendre par l'art. 49 de l'acte du Congrès de Vienne. grès de
Vienne.

ART. XXXIV. S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. Acquisi-
de Luxembourg, possédera pour Lui, ses héritiers et tion des
successeurs en pleine propriété et souveraineté tous les Pays-
districts qui, ayant fait partie en 1790 des provinces Bas en
Belgiques, de l'Evêché de Liège et du Duché de vertu de
Bouillon, ont été cédés par la France aux Puissances la paix
alliées en vertu du traité conclu à Paris le 20 Nov. de Paris
1815; ainsi que les territoires enclavés de Philippeville du
et Marienbourg, avec les places de ce nom, cédés par 20 Nov.
le même traité. Par suite de cette disposition les 1815.
limites des Etats de S. M. le Roi des Pays Bas, G. D.
de Luxembourg, resteront telles qu'elles ont été fixées
entre

*) Vid. plus haut p. 600.

1819 entre la France et les pays cédés aux Puissances alliées par le traité de paix de Paris du 30 Mai 1814 à commencer de la mer du Nord jusque vis-à-vis de Quiévrain. De Quiévrain la ligne de démarcation suivra les anciennes limites des provinces Belges, du ci-devant Evêché de Liège et du Duché de Bouillon jusqu'à Villers près d'Orval, comme elles étaient en 1790 conformément aux stipulations de l'art. I. du dit traité de Paris du 20 Nov. 1815 de sorte que tous les pays qui se trouvent à la gauche de la dite ligne de démarcation, en y comprenant les territoires enclavés de Philippeville et Mariembourg, avec les places de ce nom, le ci-devant Evêché de Liège et tout le Duché de Bouillon appartiennent aux Pays-Bas.

Rap-
ports de
la forte-
resse de
Luxem-
bourg;
droit de
garni-
son.

ART. XXXV. L'article 3. du traité conclu à Vienne le 31 Mai 1815 et l'art. 67. de l'acte du Congrès de Vienne ayant stipulé que la forteresse de Luxembourg serait considérée comme forteresse de la Confédération Germanique, cette disposition est maintenue et expressément confirmée par le présent Récès.

Cependant S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas agissant en la qualité de G. D. de Luxembourg, voulant adapter le reste des dispositions desdits articles aux changemens survenus par le traité de Paris du 20 Nov. 1815 et pourvoir de la manière la plus efficace à la defense combinée de leurs Etats respectifs, L. L. M. M. sont convenues de tenir garnison commune dans la forteresse de Luxembourg, sans que cet arrangement, fait uniquement sous le rapport militaire, puisse altérer en rien le droit de Souveraineté de S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, sur la ville et la forteresse de Luxembourg.

Nomi-
nation
du Gou-
verneur
et du
Com-
mand.

ART. XXXVI. S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, cède à S. M. le Roi de Prusse le droit de nommer le Gouverneur et le Commandant de cette place, et consent à ce que tant la garnison en général, que chaque arme en particulier soit composée pour les trois-quarts de troupes Prussiennes et pour un quart de troupes des Pays-Bas, renonçant ainsi au droit de nomination que l'art. 67. de l'acte du Congrès de Vienne assurait à S. M.

Les troupes seront soldées et équipées aux frais de leurs Gouvernemens respectifs. Il en fera de même pour

pour leur nourriture, lorsque la forteresse ne sera pas déclarée en état de siège. Dans ce cas la garnison se nourrira des magasins de la forteresse, et il sera suppléé à son approvisionnement d'après les principes établis dans le traité conclu entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg à Francfort S. M. le 8 Nov. 1816 *) annexé au présent Récès.

ART. XXXVII, Le droit de souveraineté appartenant dans toute sa plénitude à S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, dans la ville et forteresse de Luxembourg comme dans tout le reste du Grand-Duché, l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile restera exclusivement entre les mains des Employés de S. M., et le Gouverneur et le Commandant leur prêteront secours et assistance en cas de besoin.

Exercice des droits de souveraineté; attributions du Gouvernement de la forteresse.

De l'autre côté le Gouverneur sera nanti de tous les pouvoirs nécessaires pour lui assurer conformément à la responsabilité qui repose sur lui, l'exercice libre et indépendant de ses fonctions, et les autorités civiles et locales lui seront subordonnées pour tout ce qui concerne la défense de la place.

Pour éviter néanmoins tout conflit entre l'autorité militaire et civile, S. M. le Roi des Pays-Bas, G. D. de Luxembourg, nommera un Commissaire spécial qui servira d'intermédiaire entre le Gouverneur et les autorités civiles, et recevra les directions du Gouverneur dans les affaires de police, en tant qu'elles se lient aux rapports militaires et à la défense de la place.

Le Gouverneur pourra pour le même objet et toujours dans les limites qui viennent d'être énoncées, déléguer de sa part une personne à son choix et ces deux Employés formeront une Commission mixte.

Mais en cas de guerre, ou si l'une ou l'autre des deux Monarchies de Prusse ou des Pays-Bas était menacée d'une guerre, et que la forteresse fût déclarée en état de siège, les pouvoirs du Gouverneur seront illimités, et n'auront d'autres bornes que la prudence, les usages et le droit des gens.

Si finalement la Diète de la Confédération Germanique venait à décider que les Gouverneurs et Comman-

*) V. plus haut p. 264.

1819 mandeurs des forteresses de la Ligue devront être assermentés, le Gouverneur et le Commandant de la forteresse de Luxembourg prêteront le serment d'après la formule qui sera adoptée par la Diète.

Distribution
des sommes
destinées
aux places
fortes.

ART. XXXVIII. Une partie des indemnités pécuniaires que S. M. Très-Chrétienne s'est engagée de payer par l'art. 4. du traité de Paris du 20 Nov. 1815, étant destinée en vertu des arrangements faits à Paris entre les Puissances alliées à renforcer la ligne de défense des Etats limitrophes de la France, cette somme est distribuée de la manière suivante.

S. M. le Roi de Prusse en recevra pour être employé aux ouvrages destinés à la défense du Bas-Rhin vingt, S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi des Pays-Bas soixante, et S. M. le Roi de Sardaigne dix millions de Francs. Cinq millions de Francs sont destinés pour être employés à achever les fortifications de la forteresse de Mayence, et vingt millions pour la construction d'une place fédérale sur le Haut-Rhin.

L'emploi de ces différentes sommes sera fait conformément au système qui a été adopté par les Puissances signataires du traité de paix conclu à Paris le 20 Nov. 1815 et qui a été consigné au protocole de la conférence de leurs Ministres du 21 Nov. 1815 *) annexé au présent Récès.

Acquisitions
territoriales
de la Sardaigne.

ART. XXIX. La partie de la Savoye qui était restée à la France en vertu du traité de paix de Paris du 30 Mai 1814 et qui a été rétrocédée par le traité du 20 Nov. 1815 est restituée à S. M. le Roi de Sardaigne, pour être possédée en toute souveraineté et propriété par Lui, ses héritiers et successeurs; et les frontières entre la Savoye et la France seront telles qu'elles existaient en 1790.

La commune de St. Julien reste exceptée de cette restitution. Elle a été donnée à la Confédération Suisse qui en a rétrocédé à S. M. Sarde la portion dans laquelle le chef-lieu est situé.

Acquisitions
territoriales
de la Confédération
Suisse.

ART. XL. Afin d'établir une communication directe entre le Canton de Genève et le reste de la Suisse, la partie du pays de Gex bornée à l'Est par le lac Léman, au midi par le territoire du Canton de Genève,

au

*) Suppl. T. VII. p. 406.

au Nord par celui du Canton de Vaud, à l'ouest par le cours de la Verfoix et par une ligne qui renferme les communes de Collex-Bully et Meyrin (laissant la commune de Ferney à la France) est réunie définitivement au Canton de Genève. La commune de St. Julien est réunie également à ce Canton à l'exception toutefois de la partie qui, conformément à l'article précédent, en a été cédée à S. M. le Roi de Sardaigne. 1819

ART. XLI. En conséquence des actes du Congrès de Vienne, ainsi que des dispositions ultérieures des Puissances alliées, et notamment en vertu du traité conclu entre S. M. le Roi de Sardaigne et la Confédération Suisse le 16 Mars 1816 *), dont l'article premier se trouve transcrit ci-dessous, en tant qu'il s'agit de la description des frontières, le territoire cédé par S. M. le Roi de Sardaigne pour être réuni au Canton de Genève, est limité par le Rhône à partir de l'ancienne frontière près de St. Georges jusqu'aux confins de l'ancien territoire Genevois, à l'ouest d'Aire la ville, de là par une ligne suivant ce même ancien territoire jusqu'à la rivière de la Loire, remontant cette rivière jusques au chemin, qui de la Terrière tend à Soral, suivant le chemin jusqu'au dit Soral lequel restera ainsi que le chemin en entier sur Genève, puis par une ligne droite tirée sur l'angle saillant de la commune de Bernex à l'ouest de Norcier. De cet angle la limite se dirigera par la ligne la plus courte à l'angle méridional de la commune de Bernex sur l'Aire, laissant Norcier et Turens sur Savoye. De ce point elle prendra la ligne la plus courte pour atteindre la commune de Compesières, suivra le confin de cette commune à l'Est de St. Julien jusqu'au ruisseau de l'Arande qui coule entre Ternier et Bardonek, remontera ce ruisseau jusqu'à la grande route d'Annecy à Carouge, suivra cette route jusqu'à l'embranchement du chemin, qui même directement à Collogne, à 115 toises de Savoye, avant d'arriver à la Croix de Roson; atteindra par ce chemin le ruisseau qui descend du village d'Archamp, suivra ce ruisseau jusqu'à son confluent avec celui qui descend du hameau de la Combe, au de là d'Evordes, en laissant néanmoins toutes les maisons du dit Evordes sur Genève; puis du ruisseau de la

Arrangemens
entre la
Sardaigne et la
Confédération
Suisse.

*) Suppl. T. VIII, p. 214.

1819

la Combe prendra la route, qui se dirige sous Rossay, sous Crevin et au-dessus de Veirier. De l'interfection de cette route à l'Est et près de Veirier avec celle qui de Carouge tend à Etrembières, la limite sera marquée par la ligne la plus courte pour arriver à l'Arve à deux toises au-dessus de la prise d'eau du biez du moulin de Sierne. De là elle suivra le Thalweg de cette rivière jusques vis-à-vis de l'embouchure du Foron, remontera le Foron jusques au de là de Cormières au point qui sera indiqué par la ligne la plus courte, tirée de la jonction de la route de Carra avec le chemin qui du Nord de Publinge tend au Nord de Ville la Grand, suivra la dite ligne, et ce dernier chemin vers l'Est, en le donnant à Genève; puis la route qui remonte parallèlement au Foron jusqu'à l'endroit, où elle se trouve en contact avec le territoire de Jussy. De ce point la ligne reprendra l'ancienne limite jusqu'à sa rencontre avec le chemin tendant de Gy à Foncenex, et suivra le dit chemin vers le Nord jusqu'à la sortie du village de Gy, laissant le dit chemin sur Genève. La limite se dirigera ensuite en ligne droite sur le village de Veigi, de manière à laisser toutes les maisons du village sur Savoye; puis en ligne droite au point, où l'Hermance coupe la grande route du Simplon. Elle suivra enfin l'Hermance jusqu'au lac, lequel bornera le nouveau territoire au Nord-Ouest; bien entendu que la propriété du lac jusqu'au milieu de sa largeur, à partir d'Hermance jusqu'à Vesenaz est acquise au Canton de Genève, et qu'il en sera de même des portions du cours du Rhône, qui, ayant fait jusqu'ici frontière entre les deux Etats, appartenaient à S. M.; que tous les chemins indiqués, comme formant la ligne frontière dans la délimitation ci-dessus, appartiendront à S. M. sauf les exceptions indiquées; et que tous les enclos fermés de murs ou de haies attenans aux maisons des villages et hameaux, qui se trouveraient placés près de la nouvelle frontière, appartiendront à l'Etat, dans lequel est situé le village ou hameau; la ligne marquant les confins des Etats ne pourra être rapprochée à plus de deux toises des maisons ou des enclos y attenans et fermés de murs ou de haies. Quant aux rivières et ruisseaux qui d'après les changemens de limite résultans du traité de ce jour déterminent la nouvelle frontière, le milieu de

de leurs cours servira de limite, en exceptant le Foron. 1819
lequel appartiendra en entier à S. M. et dont le passage
ne sera assujetti à aucun droit.

ART. XLII. Les Souverains qui, en vertu du pré- Droits
sent Récès, obtiennent des territoires qui ont été et obli-
détachés de la France par les traités de paix de Paris gations
du 30 Mai 1814, et du 20 Nov. 1815 entrent dans des nou-
tous les droits, et prennent sur eux toutes les charges vaux
et engagements stipulés à cet égard dans les deux sus- acquér.
dite traités. refuit. d.
deux
paix de
Paris.

ART. XLIII. L'état de possession actuel des Duchés Etat de
de Parme, Plaisance et Guastalla, ainsi que celui de posses-
la principauté de Lucques, étant déterminés par les sion des D. de
stipulations de l'acte du Congrès de Vienne, les dispo- Parme,
sitions des articles 99, 101 et 102 sont et restent main- plaisance
tenues dans toute leur force et valeur. et Gua-
stalla et
Lucques

ART. XLIV. La réversibilité des Duchés de Parme, Réversibi-
Plaisance et Guastalla prévue par l'art. 90 de l'acte final lité d.
du Congrès de Vienne est déterminée de la manière Duc. d.
suivante: Parme,
Plais. et
Guastalla

Les Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, après
le décès de S. M. l'Archiduchesse Marie Louise, passe-
ront en toute souveraineté à S. M. l'Infante d'Espagne
Marie Louise, l'Infant Don Charles Louis son fils et
ses descendants mâles, en ligne directe et masculine,
à l'exception des districts enclavés dans les Etats de
S. M. I. et R. A. sur la rive gauche du Po, lesquels
resteront en toute propriété à Sa dite Majesté confor-
mément à la restriction établie par l'art. 99. de l'acte
du Congrès de Vienne.

ART. XLV. A cette même époque, la réversibilité Réversibi-
de la Principauté de Lucques, prévue par l'art. 102. lité de
de l'acte du Congrès de Vienne, aura lieu, dans les la Prin-
termes et sous les clauses du même article, en faveur cipauté
de S. A. I. et R. le G. D. de Toscane. de Luc-
ques.

ART. XLVI. Quoique la frontière des Etats Au- Droits de
trichiens en Italie soit déterminée par la ligne du Pô, garni-
il est toutefois convenu d'un commun accord, que la son de
forteresse de Plaisance offrant un intérêt plus particu- l'Autri-
lier au système de défense de l'Italie, S. M. I. et R. A. che dans
conservera dans cette ville, jusqu'à l'époque des ré- Plaisance
versions, après l'extinction de la branche espagnole
des

1819 des Bourbons, le droit de garnison pur et simple; tous les droits régaliens et civils sur cette ville étant réservés au Souverain futur de Parme. Les frais de l'entretien de la garnison dans la ville de Plaifance seront à la charge de l'Autriche, et la force, en temps de paix, sera déterminée à l'amiable entre les hautes Parties intéressées, en prenant toutefois pour règle le plus grand soulagement possible des habitants.

Réver-
sion des
Duchés
de Parme,
Plaifance et
Guastalla
en cas
de l'ex-
tinction
de la
branche
de l'In-
fant Don
Charles
Louis.

ART. XLVII. La réversion des Duchés de Parme, Plaifance et Guastalla, en cas d'extinction de la branche de l'Infant Don Charles Louis, est explicitement maintenue dans les termes du traité d'Aix-la-Chapelle de 1748 et de l'article séparé du traité entre l'Autriche et la Sardaigne du 20 Mai 1815 a).

ART. XLVIII. Les traités, conventions, et autres actes qui se trouvent annexés au présent Récès et nommément:

- I. Le traité entre S. M. le Roi de Sardaigne, la Confédération Suisse et le Canton de Genève conclû à Turin le 16 Mars 1816 b).
- II. Le traité entre l'Autriche, la Prusse et le Grand-Duché de Hesse, conclû à Francfort S. M., le 30 Juin 1816 c).
- III. Le traité entre la Grande-Bretagne et le Grand-Duché de Hesse, conclû à Francfort S. M. le 30 Juin 1816.
- IV. Le traité entre la Prusse et les Pays-Bas conclû à Francfort S. M., le 8 Nov. 1816 d).
- V. Le traité entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, conclû à Francfort S. M. le 16 Nov. 1816.
- VI. Le traité entre l'Autriche et les Pays-Bas, conclû à Francfort S. M. le 12 Mars 1817 e).
- VII. Le traité entre la Russie et les Pays-Bas, conclû à Francfort S. M. le 4⁷ Avril 1817.
- VIII. Le traité entre l'Autriche, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, conclû à Paris le 10 Juin 1817 f).

IX.

- a) Suppl. Tom. VI. p. 291.
- b) Suppl. Tom. VIII. p. 214.
- c) Suppl. Tom. VII. p. 73.
- d) Suppl. Tom. VIII. p. 264.
- e) Suppl. Tom. VII. p. 413.
- f) Suppl. Tom. VIII. p. 416.

IX. le traité entre l'Autriche et le Grand-Duché de Bade, conclû à Francfort f. M. le 16. Juillet 1819; 1819

X. le traité entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie et le Grand-Duché de Bade, conclû à Francfort f. M. le 10 Juillet 1819;

sont considérées, comme parties intégrantes des arrangemens stipulés par le présent acte et auront, selon leur teneur respective, la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot dans le Récès même.

Quant au traité conclû à Munich le 14 Avril 1816 *) entre l'Autriche et la Bavière, également joint au présent acte, il y a été annexé dans le sens et l'esprit de l'article 7. du présent Récès.

ART. XLIX. La langue Française employée dans le présent Récès, l'a été avec les mêmes réserves énoncées à l'art. 120. de l'acte du Congrès de Vienne.

ART. L. Le présent Récès sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Francfort f. M. dans l'espace de trois mois ou plutôt si faire le peut. Un exemplaire du même Acte sera déposé à Vienne aux Archives de Cour et d'Etat de S. M. I. et R. A. pour y être réuni à l'ensemble des actes desquels il dérive et sur lesquels il est fondé. Les hautes parties contractantes se réservent d'ailleurs d'adopter une marche commune pour le communiquer et le proposer à l'adhésion des autres Puissances et Etats intéressés.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Récès, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort f. M., le 20 Juillet de l'an de grâce 1819.

Signé:

(L. S.)	Le Baron DE WESSENERG.
(L. S.)	Le Baron DE HUMBOLET.
(L. S.)	CLANCARTY.
(L. S.)	L. D'ANSTETT.

*) Suppl. T. VII. p. 65.

Pièces annexées au précédent récépissé général.

Nr. I — VIII.

Ces pièces se trouvent déjà plus haut, voyez les notes à l'art. 48. du récépissé général p. 624. 625. N. III. V. et VII. étant mut. mut. les mêmes avec N. II. IV. et VI.

Nr. IX.

1819 *Traité entre l'Autriche et le G. Duché de Bâle*
 20 Juill. *conclu à Francfort sur Main le 10 Juillet 1819.*

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

L'arrangement des affaires territoriales en Allemagne ayant demandé dans leur application définitive quelque échange de territoire entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâle, des Plénipotentiaires ont été nommés à cet effet, savoir: de la part de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique: le Sieur Jean Philippe, Baron de Wessenberg, grand Croix de l'ordre royal de St. Etienne etc. etc. et de celle de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâle: le Sieur Charles Chrétien, Baron de Berkheim, Ministre d'Etat de Son Altesse Royale etc. etc. Lesquels, après avoir échangé Leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Cessions
de la
part de
Bâle.

ART. I. Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâle, pour Elle, les héritiers et successeurs cède à Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique la partie du second bail-
 liage de Wertheim, située au nord de la route de Leng-
 furth à Würzburg et enclavée dans les Etats Bava-
 rois, comprenant les communes et banlieues d'Anspach, Bir-
 kenfeld, Erlach, Greusenheim, Karbach, Mariabuchen,
 Plochsbad, Roden, Sendelbach, Steinfeld, Waldzell et
 Zimmern avec tous les droits appartenants à Son Altesse
 Royale sur ce district.

Cessions
de la
part
d'Aut-
riche.

ART. II. En échange du district désigné dans l'ar-
 ticle précédent, Sa Majesté Impériale et Royale Apo-
 stolique

lique cède à Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde, 1819
pour être possédé par Elle, Ses héritiers et successeurs
le Comté de Geroldseck, enclavé dans les Etats Badois,
tel qu'il a été possédé par l'Autriche en vertu de l'article
cinquante unième du traité général du Congrès de Vienne.

ART. III. La remise reciproque des territoires de- ^{Epoue}
signés dans les deux articles précédens aura lieu immé- ^{de la}
diatement après l'échange des ratifications de la présente ^{remise.}
Convention et les dits territoires passeront à leurs non-
veaux possesseurs avec les revenus à dater du jour de
la prise de possession.

ART. IV. Les archives, cartes, plans et documens ^{Archiv-}
quelconques appartenants aux pays respectivement cédés ^{es etc.}
et échangés, ou concernant leur administration, seront
fidèlement remis en même tems que les territoires, ou
si cela ne pouvait avoir lieu de suite, dans un terme,
qui ne pourra pas être de plus de trois mois après la
mise en possession.

ART. V. La présente Convention sera ratifiée, et ^{Ratifi-}
les ratifications en seront échangées à Francfort sur le ^{caution.}
Main dans le terme de six Semaines ou plutôt si faire
se peut *).

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont
signée et y ont apposé le cachet de Leurs armes.

Fait à Francfort sur le Main le dix Juillet Mil-
huit-cent-dix-neuf.

Signé:

(L. S.) *Le Baron DE WESSENBERG.*

(L. S.) *Baron DE BERKHEIM.*

Pour Copie conforme à l'Original:

(L. S.) *Baron DE WESSENBERG.*

*) Les ratifications de ce traité ont été échangées à Franco-
fort et en conséquence la remise du comté de Hohen-
geroldseck au Grand-Duc de Bâde a été effectuée le
4 Octobre, celle de la partie Badoise du bailliage de
Wertheim, cédée à l'Autriche le 27 Octobre, et la re-
mise de celle-ci par l'Autriche à la Bavière le même
jour 27 Octobre 1819, sous les conditions énoncées dans
les suivans procès-verbaux de remise, et les lettres
patentes y relatives ont été affichées aux mêmes jours.

1.

1819 *Procès-verbal de remise du comté de Hohengeroldseck
au G. D. de Bâle le 4 Oct. 1819.*

Nachdem in Folge des 2ten Art. des am 10ten July d. J. zu Frankfurt am Mayn zwischen dem Kaiserlich Oesterreichischen, und Großherzoglich Badischen Hofe geschlossenen Staatsvertrags, die in dem Großherzogthum Baden eingeschlossene Graffschaft Hohengeroldseck an Seine Königliche Hoheit den Großherzog von Baden übergeben werden soll; so haben sich die zur Uebergabe, und respect. Uebernahme bevollmächtigten Commissarien und zwar:

von Seiten Oesterreichs:

der Kaiserlich Königlich wirkliche Herr Hofrath und Minister-Resident, Freyherr von Handel, und

von Seiten Badens:

der Großherzogliche Herr Geheimerath und Kreis-Director v. Kirn sich hieher verfügt, und sich nach gegenseitig ausgewechselten Vollmachten zur Uebergabe, und Uebernahme der Graffschaft Hohengeroldseck auf folgende Art geschritten:

Es übergiebt und überläßt Kraft dieses der K. K. Herr Bevollmächtigte an den Großherzoglich Badischen Hrn. Bevollmächtigten die Graffschaft Hohengeroldseck, um von Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzog von Baden, Höchst Ihren Erben und Thronfolgern mit allen den Rechten und Befugnissen besessen zu werden, wie solche durch den 5ten Artikel der Wiener-Congress-Acte an Seine Kaiserlich Königliche Majestät von Oesterreich übergegangen ist.

Die Großherzoglich Badische Regierung tritt von dem Tage der Besitznahme an, in alle landesherrlichen Rechte, Einkünfte und Lasten.

Der Großherzoglich Badische Herr Bevollmächtigte erklärt seiner Seits, daß er die Graffschaft in der Art, wie sie von dem Kaiserlich Königlich Oesterreichischen Herrn Bevollmächtigten übergeben worden sey, im Namen Seiner Königlichen Hoheit des Großherzogs von Baden annehme.

Hinsicht-

Hinsichtlich der Detailgeschäfte wegen Aufsehung der Landesherrlichen von den Fürstlich Layenschen Kammeral-Einkünften, des Schulden-, Befoldungs- und Pensions-Wesens, etc. etc. ist man übereingekommen, daß — da Seine Kaiserlich Königlich Apostolische Majestät den Herrn Fürsten von der Layen bisher in ungestörter Verwaltung aller Einkünfte gelassen haben, und für das Kaiserl. Königliche Aerarium gar nicht erhoben worden, die Ausgleichung nur zwischen einem Großherzoglich Badischen Landesherrlichen und einem Fürstlich Layenschen Commissär zu bewirken sey, und zu dem Ende die beiden Deputirten längstens binnen einem Monate ernannt werden sollen.

Zur Urkund dessen ist gegenwärtiges Protocoll dreyfach ausgefertigt, und von beiden Herren Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

Geschehen Seelbach den 4. October 1819.

(L. S.) PAUL ANTON Freyherr v. HANDEL,
als K. K. Uebergabs-Commissär.

(L. S.) EMERICH WILHELM KIRN,
als Großherzoglich Badischer Ueber-
nahms-Commissarius.

2.

*Procès-verbal de remise du bailliage de Wertheim
à l'Autriche en date du 27 Oct. 1819.*

Nachdem, in Folge der, mit dem Großherzoglich Badischen Hofe gepflogenen Unterhandlungen, der Theil des Badischen Landamts Wertheim. — nördlich der Straße von Lengfurth nach Würzburg gelegen, nunmehr an Se. Kaiserlich Königlich Apostolische Majestät übergeben werden soll, so haben die zur Uebergabe und resp. Uebernahme bevollmächtigten Commissarien und zwar:

von Seiten Oesterreichs:

der Kaiserlich Königlich wirkliche Hofrath und Minister-Resident, Freyherr von Handel etc. als Uebernahme-Commissär, und

von Seiten des Großherzogthums Baden:

der Großherzoglich Badische dirigirende Kreisrath Herr von Berg etc. als Uebergab-Commissär, nach
gegen-

1819 gegenseitig ausgewechselten Vollmachten, die Uebergabe und Uebernahme des Eingangs bezeichneten Districts auf folgende Art vollzogen:

1. Es übergiebt und überläßt nämlich, Kraft dieses, der Großherzoglich Badische Herr Bevollmächtigte den Bezirk des Landamts Wertheim, welcher nördlich der Straße von Lengfurth nach Würzburg liegt, und die Ortschaften: *Anspach, Birkenfeld, Erlach, Grousenheim, Karbach, Mariabuchen, Plochsbach, Roden, Sendelbach, Steinfeld, Waldzell und Zimmer* in sich begreift, mit allen Rechten und Befugnissen, wie sie Se. Königliche Hoheit der Großherzog von Baden selbst besessen hat.

2. Se. Majestät der Kaiser treten in den Genuß sämtlicher landesherrlichen Erträgnisse dieses Bezirks, von dem Tage der Uebergabe der Grafschaft Hohengeroldseck, d. i. den 4ten October l. J. anzurechnen, und

3. die Großherzoglich Badische Regierung macht sich verbindlich, alle auf die Landeshoheitliche und Justiz-Verwaltung dieses Bezirks bezügliche Acten an jene Behörde, welche hiezu benannt werden wird, längstens binnen einem Monate, von dem Tage der Uebergabe an gerechnet, auszuliefern, und zwar mit den Justizacten, zur Vermeidung jeden Stillstandes in der Verwaltung der Rechtspflege den Anfang zu machen;

4. die aus diesem Districte gebürtigen, im Großherzoglich Badischen Militär-Dienste stehenden Individuen werden alsbald nach der Uebergabe desselben aus Großherzoglichen Diensten entlassen, und an die Königlich Baiernische Militär-Behörde, namentlich die Königliche Commandantenschaft zu Würzburg überwiesen werden.

Der Kaiserlich Oesterreichische Herr Bevollmächtigte erklärt seiner Seits: daß er den erwähnten Bezirk in der Art, wie er hier vom Großherzoglich Badischen Herrn Bevollmächtigten übergeben und überlassen worden sey, im Namen Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich annehme, um solchen wieder an Se. Majestät den König von Baiern in der nämlichen Art zu übergeben.

Hinsichtlich aller Detailgeschäfte, die auf die Besitznahme und weiters auf die nachfolgende Uebergabe
an

an die Krone Baiern Bezug haben, oder unvorhergesehen in dieser Beziehung entstehen könnten, ist man übereingekommen, daß spätestens nach Verlauf von einem Monate von der Königlich Baiernischen und Großherzoglich Badischen Regierung Delegirte aufgestellt werden sollen, welchen die Erörterung und Vereinbarung über diejenigen Lasten und Verbindlichkeiten, welche die Krone Baiern mit dem Erwerbe der Hoheit über das Amt Steinfeld etwa zu übernehmen haben möchte, vorbehalten wird.

Spätestens vier Wochen nach der Uebergabe werden beiderseits, nämlich auf Seiten der Krone Baiern und auf Seiten des Großherzogthums Baden, Commissarien zusammentreten, welche aus Vollmacht der beiderseitigen Ministerien resp. Höfe die hierauf bezüglichen Verhandlungen pflegen werden. Dieselben Commissarien werden auch die Erörterung und Festsetzung derjenigen Verbindlichkeiten übernehmen, welche den Gemeinden des Districts aus dem bisherigen Amtsverbande obliegen könnten.

Womit gegenwärtiges Protocoll geschlossen und solches von beiden Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden ist.

Ausgefertigt in triplo, Aschaffenburg den 27. October 1819.

(L. S.) PAUL ANTON Freyherr v. HANDEL
als K. R. Uebernahms-Commissär.

(L. S.) EBERH. FRIEDR. v. BERG
als Großh. Bad. Uebergabs-Commissär.

3.

*Procès-verbal de remise du bailliage de Wertheim
par l'Autriche à la Bavière le 27 Oct. 1819.*

Nachdem in Folge der, mit dem Großherzoglich Badischen Hofe gepflogenen Unterhandlungen der im Münchner Staatsvertrage vom 14. April 1816. bezeichnete Theil des Badischen Landamts Wertheim — nämlich der Straße von Lengfurth nach Würzburg — nunmehr an Se. Kaiserlich Königlich Apostolische Majestät übergegangen ist, und sohin die Uebergabe des gedach-

1819 gedachten Bezirks an die Krone Baiern möglich geworden, so haben die zur Uebergabe und respect. Uebernahme bevollmächtigten Commissarien, und zwar:

von Seiten Oesterreichs:

der Kaiserl. Königl. wirkliche Hofrath und Minister-Resident, Freyherr von Handel etc. als Uebergabs-Commissär,

und von Seiten Baierns:

der Königliche Herr Regierungs-Director Stumpf etc. als Uebernehmens-Commissär, nach gegenseitig ausgewechselten Vollmachten, die Uebergabe und Uebernahme des Eingangs bezeichneten Bezirks auf folgende Art vollzogen:

1. Es übergeht und überläßt nämlich, Kraft dieses, der Kaiserl. Königl. Oesterreichische Herr Bevollmächtigte an den Königl. Baiérischen Herrn Bevollmächtigten, den Bezirk im Landamt Wertheim, welcher nördlich der StraÙe von Lengfurth nach Würzburg gelegen, und die Ortschaften, *Auspach, Birkenfeld, Erlach, Greußenheim, Karbach, Maria-buchen, Plochsbad, Roden, Sendelbach, Steinfeld, Waldzell und Zimmer*, in sich begreift, mit allen Rechten und Befugnissen, in dem nämlichen Umfange und Zustande, wie gedachter Bezirk von Seiten Sr. Königlichen Hoheit des Großherzogs von Baden, vermöge des hier angeschlossenen Uebergabs - resp. Uebernehmens-Protocolls vom heutigen Tage an Se. Kaiserl. Königl. Apostolische Majestät übergegangen ist.

2. Die Krone Baiern tritt in den Genuß der Erträgnisse dieses Bezirks, vom Tage der von Seiten Oesterreichs geschehenen Uebergabe der Grafschaft Hohengeroldseck an das Großherzogthum Baden, den 4. October l. J. anzufangen.

3. Da die Großherzoglich Badische Regierung sich verbindlich gemacht hat, alle auf die Landesherrliche- und Justizverwaltung dieses Districts Bezug habenden Acten an jene Behörde, welche hiezu benannt werde, binnen einem Monate, von dem Tage der Uebergabe an gerechnet, auszuliefern, und zwar, zur Vermeidung jeden Stillstandes in Verwaltung der Rechtspflege, mit den Justizacten den Anfang zu machen, so wird Oesterreichischer Seits dafür gesorgt werden, daß sohin die Auslieferung dieser Acten

Acten ohnverzüglich an die betreffenden Baierischen Behörden geschehe. 1819

4. Die aus dem vorbenannten Districte gebürtigen, im Großherzoglich Badischen Militärdienste stehenden, Individuen werden alsbald, nach der Uebergabe dieses Districts, aus dem Großherzoglichen Dienste entlassen, und an die Königl. Baierische Militär-Behörde — die Commandantchaft zu Würzburg — überwiesen werden.

Der Königl. Baierische Herr Bevollmächtigte erklärt seiner Seite: daß er den erwähnten Bezirk in der Art, wie er hier von dem Kaiserl. Königl. Oesterreichischen Herrn Bevollmächtigten übergeben und überlassen worden, im Namen Sr. Majestät des Königs von Baiern annehme und übernehme.

Hinichtlich aller Detailgeschäfte, die auf die Besitznahme Bezug haben, oder unvorgesehen in dieser Beziehung entstehen könnten, ist man übereingekommen, daß spätestens nach Verlauf von einem Monate von den beiderseitigen Regierungen Delegirte aufgestellt werden sollen, welchen die Erörterung und Vereinbarung über diejenigen Lasten und Verbindlichkeiten, welche die Krone Baiern mit dem Erwerbe der Hoheit über das Amt Steinfeld etwa zu übernehmen haben möchte, vorbehalten wird.

Spätestens vier Wochen nach der Uebergabe, werden beiderseits, nämlich auf Seiten der Krone Baiern und auf Seiten des Großherzogthums Baden, Commissarien zusammentreten, welche aus Vollmacht der beiderseitigen Ministerien respect. Höfe die hierauf bezüglichen Verhandlungen pflegen werden. Dieselben Commissarien werden auch die Erörterung und Festsetzung derjenigen Verbindlichkeiten übernehmen, welche den Gemeinden des Districts aus dem bisherigen Amtsverbande obliegen könnten.

Womit gegenwärtiges Uebergabs- und Uebernahme-Protocoll geschlossen und solches von beiden Herren Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

Ausgefertigt in triplo, Aschaffenburg den 27. October 1819.

(L. S.) PAUL ANTON *Freyherr* v. HANDEL,
als K. K. Uebergabs- Commissär.

(L. S.) ANDREAS SEB. STUMPF,
Königl. Uebernahme- Commissär.
Nr. X.

Nr. X.

1819 *Traité entre l'Autriche, la Grande-Bretagne,*
 10 Juill. *la Prusse, la Russie, et le Grand-Duché de Bâde,*
conclû à Francfort s. M. le 10 Juillet 1819.

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, après avoir repris en mûre délibération les propositions et les démarches suivies de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde pour être libéré des clauses onéreuses du Traité de Francfort de l'année mil-huit-cent-treize, ainsi que les négociations, qui ont eu lieu à cet égard, et voulant mettre un terme aux incertitudes, qui ont pesé jusqu'à ce jour sur l'état de possession du Grand-Duché, ont arrêté d'un commun accord, que Leurs Plénipotentiaires respectifs à la Commission territoriale de Francfort, favoir;

de la part de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême,

Le Sieur JEAN PHILIPPE *Baron DE WESSENBERG*, Grand-Croix de l'ordre Royal de St. Etienne, Chevalier Grand-Croix de l'ordre militaire et religieux des St. Maurice et Lazare, de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse, de celui de la Couronne de Bavière et de St. Joseph de Toscane, de l'ordre Constantinien de Parme, de la fidélité de Bâde, du Lion d'or de Hesse, Chambellan et Conseiller intime actuel de Sa dite Majesté Imperiale et Royale Apostolique;

de celle de Sa Majesté le Roi du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Le très-honorable RICHARD LE POER TRENCH, Comte DE CLANCARTY, Vicomte Dunlo, Baron Killconnel, Baron Trench de Garbally du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Conseiller de Sa Majesté

Majesté Britannique en Son Conseil privé de la Grande-Bretagne et aussi d'Irlande, membre du Comité du premier pour les affaires de commerce et des Colonies, Colonel du Régiment de milice du Comte de Galway, Ambassadeur extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa dite Majesté auprès de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et Chevalier Grand' Croix du très-honorable ordre du Bain; 1819

de celle de Sa Majesté le Roi de Prusse,

Le SIEUR CHARLES GUILLAUME *Baron DE HUM-BOLDT*, Son Ministre d'Etat, Chambellan, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Chevalier du Grand ordre de l'aigle rouge et de celui de la Croix de fer de Prusse de la première classe, Grand' Croix des ordres de Léopold d'Autriche, de St. Anne de Russie, de Danebrog de Danemarck, du Lion belge des Pays-Bas, de la Couronne de Bavière, de la fidélité de Bâde et du faucon blanc de Saxe-Weimar;

de celle de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne,

Le SIEUR JEAN D'ANSTETT, Son Conseiller privé, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Diète de la Sérénissime Confédération Germanique, Chevalier de l'ordre de St. Alexandre-Newsky, Grand' Croix de celui de St. Wladimir de la seconde classe, de la première de ceux de St. Anne, de Léopold d'Autriche, de l'aigle rouge de Prusse, de l'Etoile polaire de Suède, de la Couronne de Bavière, de la Couronne de Wurtemberg, de la fidélité et du Lion de Zscheringen de Bâde, Chevalier de l'ordre de St. Jean de Jerusalem;

en vertu de Leurs pleinpouvoirs signeraient avec celui ou ceux qui seraient dûment autorisés de la part de Son Altesse Royale un acte formel, qui servirait à ôteindre toutes les obligations eventuelles, qui pouvaient être demeurées ouvertes,

Et le SIEUR CHARLES CHRÉTIEN, *Baron DE BERNHEIM*, Ministre d'Etat de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bâde, Son Envoyé à la Diète de la Sérénissime Confé-

1819 Confédération Germanique et Son Plénipotentiaire près la Commission territoriale, Chevalier-Grand' Croix de l'ordre de la fidélité et du Lion de Zaehringen de Bâde, de celui de St. Louis de Hesse, Chevalier de l'ordre de l'Etoile polaire de Suède, ayant immédiatement produit Ses pleinpouvoirs, trouvés en bonne et due forme, on est convenu des articles suivans.

Articles add. du tr. de 1813 revoques. **ART. I.** Les articles additionels du traité de Francfort du vingt Novembre Mil-huit-cent-treize renforment une clause onéreuse à la charge du Grand-Duché de Bâde, sont revoqués. Son Altesse Royale le Grand-Duc, Ses héritières et successeurs en sont libérés à jamais, et l'état de possession du Grand-Duché, tel qu'il existe aujourd'hui, est formellement reconnu.

Comtes de Hochberg. **ART. II.** Le droit établi dans le Grand-Duché de Bâde, en faveur des Comtes de Hochberg, fils de feu le Grand-Duc Charles Frédéric est reconnu pour et au nom des Puissances contractantes.

Ratifications. **ART. III.** Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Francfort dans le terme de trois mois ou plutôt si faire se peut. Un Exemplaire du dit Traité sera annexé au Récès général de la Commission territoriale de Francfort.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de Leurs armes.

A Francfort sur Mein, le dix Juillet, Mil-huit-cent-dix-neuf.

(L. S.) *Le Baron DE WESSENBERG.*

(L. S.) *CLANCARTY.*

(L. S.) *Le Baron DE HUMBOLDT.*

(L. S.) *J. D'ANSTETT.*

(L. S.) *Baron DE BERKHEIM.*

*) Les ratifications des précédentes conventions ont été échangées à Francfort.

62.

*Convention entre la Prusse et la Russie rela- 1819
tivement aux liquidations entre la Prusse et la ^{22 Mai}
Pologne et aux affaires analogues; signée
à Berlin le 22 Mai 1819.*

*(Gesetzsammlung für die Königl. Preuss. Staaten.
1819. N. 17. p. 197.)*

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Prusse, Grand-Duc de Posen, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, désirant lever simultanément par un arrangement en bloc, les difficultés, qui se sont présentées, à l'exécution de la Convention du 30 Mars 1815 et de quelques Articles du Traité de Vienne du ^{3 Mai}
^{21 Avril} 1815 et voulant faire servir cet arrangement, à fixer pour l'avenir d'une manière précise les intérêts réciproques des deux Gouvernemens et de leurs sujets respectifs, et à consolider de plus en plus les relations d'amitié et d'union intime qui subsistent entre Elles, ont résolu de réunir dans cette vue une Commission extraordinaire à Berlin, sous la direction de Leurs Ministres respectifs; savoir:

De la part de S. M. Prussienne, le Sieur *Chrétien Günther, Comte de Bernstorff*, Son Ministre d'Etat, du Cabinet et des affaires étrangères, Chevalier des Grands ordres de l'Aigle noire et de l'Aigle rouge de Prusse; de ceux de St. André, de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la 1. Classe de Russie; Chevalier de l'ordre de l'Eléphant et Grand-Croix de celui de l'ordre Royal de St. Etienne de Hongrie; Grand Cordon de la Légion d'honneur; Grand-Croix de l'ordre du Lion d'or de Hesse, et Chevalier des ordres de la fidélité et du Lion de Zähringen de Bade;

et de la part de S. M. Impériale et Royale, le Sieur *David d'Alopeus*, Son Conseiller privé, Chambellan actuel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénip-

1819 nipotentiaire à la Cour de Berlin, Chevalier des ordres de St. Alexandre-Newsky et de St. Anne de la première Classe, Grand-Croix de la seconde Classe de celui de St. Wolodimir, Chevalier de l'ordre de l'Aigle blanche de Pologne et Grand-Cordon de la Légion d'honneur.

En conséquence ont été nommés Commissaires plénipotentiaires: par S. M. le Roi de Prusse, Grand-Duc de Posen, le Sieur *Jean Louis de Jordan*, Son Conseiller intime et actuel d'ambassade, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Cour de Saxe, Chevalier de l'ordre de l'Aigle rouge de la 2^{de} classe, de la croix de fer 2^{de} classe de l'ordre de St. Anne de Russie 1. Classe, de celui de St. Wolodimir 3^{me} Classe, Grand-Croix de l'ordre du mérite civil de la couronne de Bavière, de l'Etoile polaire de Suède, Commandeur de celui de Léopold d'Autriche et de celui du Dannebrog de Danemarck, Chevalier de l'ordre de Charles III. d'Espagne; et le Sieur *Chrétien Rother*, Son Conseiller intime et actuel des finances, Directeur dans le Ministère du Trésor, Chevalier de l'Aigle rouge 2. Classe, de la croix de fer 2. Classe, de l'ordre de St. Anne de Russie, 2. Classe en diamans, Chevalier de celui de l'Etoile polaire de Suède; et par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, le Sieur *François Xavier, Prince Drucki-Lubecki*, Son Conseiller d'Etat actuel, Gouverneur civil du Gouvernement de Vilna, Chevalier des ordres de l'Aigle blanche de Pologne, Grand-Croix de St. Wolodimir de la 2. Classe et de St. Anne et de la 1. et de la 4.; et le Sieur *Dominique Cajetan de Kalinowsky*, maître des requêtes au Conseil d'Etat du Royaume de Pologne, Chevalier des Ordres de St. Anne de la 2. Classe en diamans, et de St. Stanislas de Pologne de la 3.; Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des Articles suivans:

Capitaux
de la
banque
et caisse
des in-
valides.

ART. I. La Convention de Bayonne ayant été déclarée nulle tant par les traités de Paris de 1814, que par la Convention de Vienne 1815 et les deux hautes parties contractantes consentant par la présente à annuler aussi les engagements qui ont été stipulés de Gouvernement à Gouvernement dans la dernière de
ces

ces transactions, la Banque et la Caisse des invalides à Berlin rentrent, dès à présent, dans la jouissance pleine et entière, tant des capitaux qui appartenoient à ces deux établissemens, que de ceux qu'ils ont pu acquérir jusqu'à ce jour. 1819

Ces capitaux seront envisagés comme propriété particulière et les deux établissemens ci-dessus nommés pourront en disposer de la même manière que les instituts et particuliers Prussiens déjà réintégrés, disposant aujourd'hui des leurs.

Le Gouvernement Polonois s'engage à rembourser à celui de Prusse et en argent comptant tout ce qui auroit été perçu depuis le 1 Janvier 1815 sur les Capitaux aussi bien que sur les intérêts des sommes Prussiennes qui ont fait l'objet de la Convention de Bayonne.

Il s'engage de plus à remettre au Gouvernement Prussien, tous les documens, papiers et renseignemens quelconques ayant trait aux Capitaux appartenans à la Banque ou à la Caisse des invalides, comme aussi les autres documens déposés provisoirement entre les mains de Commissaires Polonois le 14 Mai 1818 et dont le tableau est inféré au protocole qui a été signé séparément.

ART. II. Tout ce qui dans la Convention du 30 ^{Conv.} Mars 1815 et dans les articles additionnels, concerne ^{du 30} ^{Mars} les obligations réciproques et les rapports mutuels de 1815. créanciers à débiteurs, est maintenu.

Quant au délai de cinq mois, statué en faveur des débiteurs par l'article 5. additionnel, il est stipulé que tout créancier Prussien, qui a acquis une créance Polonoise depuis le 1 Mai 1808, ou a été réintégré dans ses droits, soit par la Convention de Vienne du 30 Mars 1815, soit par la présente, devra, pour assurer l'exercice de ses droits, remplir les formalités voulues par l'article 1690. du code civil du royaume de Pologne, et que de son côté le débiteur Polonois jouira de cet intervalle de cinq mois à compter du jour, où il aura reçu l'insinuation de son créancier, pour déclarer authentiquement et en justice, qu'il veut profiter des bénéfices que lui accordent les articles 1. 2 et 3. des Articles additionnels de la Convention du 30 Mars 1815.

L'omis-

1819 L'omission de cette formalité rendra le débiteur inhabile à profiter des bénéfices qui lui sont accordés par les Articles susmentionnés, et il sera traité alors d'après les loix en vigueur dans le Royaume de Pologne.

Il est bien entendu au reste que dans le cas où un jugement définitif seroit déjà intervenu ou bien qu'un arrangement particulier auroit eu lieu de gré à gré entre le créancier et le débiteur, il sera fait abstraction de toute autre disposition.

Renon-
ciation
de la
Prusse.

ART. III. La Prusse renonce tant au Capital de 18,573,952 $\frac{21}{10}$ Fl. Polonois, qu'aux intérêts arriérés de cette somme, qui aux termes du Traité de Vienne du 3 Mai 1815, devoient lui être payés par le trésor du Duché de Varsovie.

Renon-
ciations
p. la Po-
logne.

ART. IV. Le Gouvernement de Pologne renonce pour lui et les sujets à toutes les réclamations quelconques (antérieures au Traité de Tillit) qu'il pourroit faire valoir contre la Prusse à raison de dépôts de tout genre, administratifs ou judiciaires, soit que ces dépôts aient été transportés à Königsberg en 1806 et 1807 par mesure de sûreté, soit qu'il en ait été disposé autrement par le Gouvernement Prussien.

Il renonce de même à réclamer tant les sommes quelconques versées avant et pendant cette époque dans les caisses Prussiennes en général, soit administratives ou judiciaires, que les autres sommes remises aux Commissaires Prussiens en 1811 et 1812 en papier Prussien.

Le Gouvernement de Pologne renonce aussi à réclamer du Gouvernement Prussien le paiement des fournitures, que les habitans du Royaume de Pologne ont faites aux troupes Françaises en 1812 à la place du Gouvernement de Prusse.

Il dégage ce Gouvernement de l'obligation qu'il avoit contractée par l'article 34 du traité de Vienne de payer aux habitans du Duché de Varsovie, aujourd'hui sujets du Royaume de Pologne, les $\frac{1}{10}$ des sommes que ces habitans ont à réclamer des divers Gouvernemens qui ont régi le dit Duché jusqu'au 1^{er} Juin 1815 comme il renonce aussi aux réclamations élevées ou qui pourroient être élevées dans la suite du chef des fournitures quelconques, faites par les habitans du

Duché

Duché de Varsovie, aujourd'hui sujets du royaume de Pologne, avant le traité de Tilsit, soit aux armées de Prusse, soit à celles de la Russie. 1819

Enfin le Gouvernement Polonois abandonne au Gouvernement de Prusse, la portion de l'actif du Duché de Varsovie qui pourroit revenir au Gouvernement du Royaume de Pologne, de la part des sujets de S. M. Prussienne.

ART. V. La Prusse de son côté renonce aux $\frac{1}{10}$ de l'actif intérieur que l'art. 34 du Traité de Vienne lui donnoit droit de réclamer sur les habitans du Royaume de Pologne, jadis sujets du Duché de Varsovie. Ces $\frac{1}{10}$ sont abandonnés au Gouvernement Polonois. Renon-
ciation
de la
Prusse à
l'actif
in-
térieur,

ART. VI. La Prusse abandonne également en faveur de la Pologne les $\frac{1}{10}$ que le même article 34 du Traité de Vienne assuroit au Gouvernement Prussien sur l'actif extérieur du Duché de Varsovie. Item à
l'actif
exté-
rieur;
rempla-
cement,
quant
aux
créances
de la
Saxe etc.

De son côté la Pologne prend à sa charge le soin de payer au lieu de la Prusse les $\frac{1}{10}$ des sommes que pourroit réclamer le Gouvernement Saxon du chef de l'art. 24 du Traité de Vienne du 18 Mai 1815 de même que les réclamations que les sujets Saxons pourroient faire valoir contre le Duché de Varsovie.

En outre la Pologne s'oblige à remplacer la Prusse dans le paiement des $\frac{1}{10}$ des sommes que les autres Gouvernemens étrangers, ou leurs sujets, se trouveroient en droit de réclamer sur le passif du Duché de Varsovie.

ART. VII. Le Gouvernement Prussien abandonne à celui de Pologne la portion pour laquelle l'Autriche, aux termes de l'article 33 du Traité de Vienne, s'est engagée à contribuer à l'acquit du passif du Duché de Varsovie; passif que les sujets Prussiens pouvoient faire valoir contre les divers Gouvernemens qui ont régi le Duché de Varsovie jusqu'au 1 Juin 1815. Créan-
ces de
l'Autri-
che.

Par contre le Gouvernement Polonois prend sur lui l'obligation, de payer à l'Autriche le neuvième que le Gouvernement du Duché pouvoit réclamer des sujets Prussiens et il s'engage de plus à faire face aux réclamations que les habitans de la ville libre de Cracovie et son rayon, sont en droit d'élever relativement aux $\frac{1}{10}$ du passif que la Prusse devoit supporter.

1819

Papier
monnaie
billon;
bons.

ART. VIII. Quant au papier monnaie émis par le Gouvernement du Duché de Varlovie et resté encore en circulation, au billon du même Duché dont la valeur nominale surpasse la valeur réelle; aux billets au porteur (de tout genre) mis sur la place toujours par le Gouvernement du Duché, et enfin aux bons de 10,000 francs, créés en conséquence de la Convention de Bayonne, la Prusse est dégagée de toute bonification à faire pour ces différens objets. La portion pour laquelle elle devoit y contribuer d'après les traités, est mise à la charge du Royaume de Pologne et sera acquittée par lui.

Préten-
sions des
particu-
liers.

ART. IX. Les deux Gouvernemens régleront chacun de leur côté, les prétentions que leurs sujets pris collectivement ou individuellement, le trouveront en droit de former contre les divers Gouvernemens qui ont régi le Duché de Varlovie jusqu'au 1 Juin 1815.

Ces prétentions seront acquittées par chaque Gouvernement, sans la concurrence de l'autre; et elles sont dès aujourd'hui déclarées (en ce qui regarde les deux parties contractantes) charge exclusive de la portion territoriale qui a été détachée du ci-devant Duché de Varlovie, pour faire partie, soit des Etats de S. M. le Roi de Prusse, soit du Royaume actuel de Pologne.

Toutefois comme le Gouvernement de Prusse désire suivre le même mode que celui qui sera adopté par le Gouvernement Polonois, pour satisfaire à ce genre de prétentions; il est convenu que ce dernier fera part, dans le tems, à celui de Prusse des mesures administratives qu'il aura crû devoir prendre à cet égard, afin que S. M. Prussienne puisse aviser à des moyens analogues.

Clause
entre les
abus.

ART. X. Pour obvier à ce que les possesseurs actuels d'obligations, de récépissés, de billets passés à ordre, ou d'autres papiers quelconques, qui seront trouvés en bonne et dûe forme et souscrits par les autorités du Duché de Varlovie, puissent au moyen de cessions particulières en faire refuser dans l'un des deux Etats un nombre plus grand que celui qu'il doit légalement acquitter; il est convenu que le porteur d'une des pièces ci-dessus mentionnées, ne pourra, quel que soit son domicile actuel, réclamer son payement que dans

dans la portion territoriale où étoit situé le domicile du possesseur primitif. 1819

Les réclamations que pourroient élever les forestiers et arpenteurs, les fermiers des Domaines nationaux, ceux de la couronne (*Krongüter*) et des donations confisquées, ne pourront être présentées qu'au Gouvernement possesseur actuel de ces domaines et seront réglées par ce même Gouvernement.

Les payemens arriérés des sommes dites: *Geistliche und weltliche Competenz-Gelder* (jusqu'au premier juin 1815) seront acquittés par le Gouvernement possesseur de la terre, sur laquelle ces sortes de payemens ont été primitivement assignés.

ART. XI. Toute poursuite judiciaire contre les agens comptables, les administrateurs des dépôts et les fermiers des biens domaniaux (*Domainen-Pächter*) employés par le Gouvernement Prussien jusqu'au traité de Tilsit dans les provinces jadis Prussiennes et qui ont fait ensuite partie du Duché de Varsovie, est éteinte et ne pourra plus être reprise.

Les cautionnemens qu'ils avoient fournis pour garantie de leur gestion, seront rayés du livre des hypothèques et remis en leur possession, ainsi que les actes et papiers quelconques qui seroient trouvés leur appartenir.

ART. XII. Le Gouvernement Prussien, en égard aux stipulations contenues dans la présente Convention, s'engage à payer au Gouvernement Polonois et en argent comptant, la somme de deux cent huit mille huit cent vingt quatre écus de Prusse, déduction faite toutefois du remboursement à faire à la Prusse et qui est stipulé à l'article premier.

Cette balance devra être complètement établie et le paiement effectué trois mois après la ratification de la présente Convention, ou plutôt si faire se peut.

De plus: le Gouvernement Prussien s'engage à livrer à celui de Pologne et sans aucun paiement la quantité de trois cent mille quintaux de sel à partir de l'époque ou expirera le Contrat passé entre les deux Gouvernemens, c'est-à-dire à la fin de l'année 1820.

Le mode d'exécuter cette dernière stipulation est réglé séparément dans le protocole.

ART. XIII. Les droits des sujets instituts et établissemens du Royaume de Pologne se fondant sur la

Rra z

Obligations ou papiers émis; posses-

1819 possession d'obligations de la Banque de Berlin, de la société maritime, ainsi que de celles dites: *Staats-Schuldscheine* et de tout papier sans exception, émis par des sujets, instituts ou établissemens Prussiens, sont maintenus. Il en est de même des droits des sujets, instituts ou établissemens Prussiens, qui se fondent sur la possession d'obligations ou de tout papier, sans exception, émis par des sujets, instituts ou établissemens Polonois.

Sont également maintenues toute créance et toute charge hypothéquée sur des biens-fonds, situés dans les états de S. M. le Roi de Prusse, comme aussi toute charge et toute créance hypothéquée sur des biens-fonds, situés dans le Royaume de Pologne.

Les sujets, instituts et établissemens des deux Puissances continueront à pouvoir intenter les uns contre les autres et selon les loix, toute action réelle ou personnelle.

Quant à l'établissement particulier dit: Compagnie d'assurance contre les incendies; les deux Gouvernemens sont convenus de nommer des commissaires qui seront chargés de régler à Varlovie les comptes relatifs à cet établissement entre le royaume de Pologne et le Grand-Duché de Posen jusqu'au 1 Juin 1815.

Recipr.
commis-
saires.

ART. XIV. Les deux hautes Parties contractantes assurent à leurs sujets respectifs, pour toutes les stipulations contenues dans la présente Convention, la réciprocité la plus parfaite, et Elles nommeront chacune un commissaire qui se rendra à Varlovie, à l'effet d'exécuter les articles 1. 4. 11. 12. et 13. de la présente.

Leur mission devra être entièrement terminée trois mois après l'échange des ratifications ou plutôt si faire se peut.

Proto-
cole sé-
paré.

ART. XV. Pour donner plus de développement à la présente Convention, et pour établir le mode d'exécution des différentes stipulations arrêtées entre les deux Gouvernemens, il a été dressé un protocole séparé, qui aura la même force et valeur, que s'il étoit inséré ici mot-à-mot. Il sera signé par les Plénipotentiaires respectifs et considéré comme partie intégrante de la Convention.

Ratifi-
cations.

ART. XVI. Les présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En

En foi de quoi les Ministres et Plénipotentiaires 1819
respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de
leurs armes.

Fait à Berlin ce vingt deux
dix Mai l'an de grace mil-
huit-cent et dix neuf.

Signé:

- (L. S.) CHRÉTIEN GÜNTHER Comte DE BERNSTORFF.
- (L. S.) D'ALOPEUS.
- (L. S.) DE JORDAN.
- (L. S.) ROTHER.
- (L. S.) XAVIER Prinze Drużki-Lubecki.
- (L. S.) DE KALINOWSKY.

*Cette Convention a été ratifiée et les ratifications
ont été échangées le 17 Juillet 1819.*

63.

Convention entre S. A. le Duc d'Oldenbourg ^{25 Août}
et la ville libre anseatique de Bremen au sujet
de la suppression du péage d'Elsfleth conclue
sous la médiation et sous la garantie de la con-
fédération Germanique, le 25 Août 1819.

(*Protocoll der Bundesversammlung 31ste Sitzung vom
26. August 1819. p. 549.*)

Extrait du Protocole du 26 Août 1819. §. 193.

*Präsidium. Es kann mir nur ausnehmend vergnüg-
lich seyn, einer hohen Bundesversammlung die An-
zeige zu machen, dass der in der 22. Sitzung am 21.
Juni dieses Jahrs geäußerte einstimmige Wunsch, die
zwischen dem Herzogthum Holstein-Oldenburg und
der freien Hansestadt Bremen, wegen Aufhören der
Erhebung des Weserzolles zu Elsfleth, obwaltende
Streitsache baldmöglichst auf gutlichem Wege erle-
diget zu sehen, vollständig erfüllt worden sey.*

Nach

1819

Nach der in der letzten vertraulichen Sitzung vom 19. dieses Monats getroffenen Einleitung haben die zu diesem Zwecke ernannten Commissarien, nämlich von Seiten der Betheiligten, der königlich Preussische Herr Bundesgesandte, Graf von der Goltz, und der königlich Württembergische Herr Bundesgesandte, Freyherr von Wangenheim, mit mir, als durch einstimmig ehrendes Vertrauen von der hohen Bundesversammlung erwähltem Obmann, ihre fruchtbringenden Bemühungen vereinigt, und unter unserer Vermittelung ist diese Streitsache von den Herren Gesandten der beiden betreffenden Bundesstaaten, durch einen eben so freyen als edlen Vergleich, auf das erwünschteste beygelegt worden.

Ich glaube Ihnen selbst überlassen zu sollen, die hohe Versammlung in die nähere Kenntniß davon zu setzen, und will nur noch den Ausdruck meiner dankvollen Anerkennung für das mir durch meine Wahl zu dieser Commission bewiesene gütige Vertrauen in der zuversichtlichen Hoffnung wiederholen, daß selbe mir durch mein pflichtiges Bestreben nicht minder gerechtfertigt zu haben, als meine verehrten Herren Collegen sich des in Sie gesetzten höchst würdig bewiesen haben.

Der Oldenburgische und der Bremische Herr Bundesgesandte erklärten hierauf:

Nachdem es durch fortgesetzte gütliche Verhandlungen zuvörderst dahin gekommen, daß sich die beiden obgedachten Bundesstaaten in Betreff des definitiven Termins zum Aufhören jener Zollerhebung bis auf ein Jahr genähert hätten, habe endlich gestern auch über eine Theilung dieser Frist ein Vergleich statt gefunden, wodurch diese ganze Streitsache nunmehr völlig beseitigt, und dadurch dem in der diesjährigen 22. Sitzung geäußerten einstimmigen dringenden Wunsche der hohen Bundesversammlung entsprochen worden.

Sie hätten daher das Vergnügen, im Namen ihrer Committenten und mit deren Autorisation versehen, der hohen Bundesversammlung die Anzeige zu machen,

daß die Streitsache wegen Aufhörens der Erhebung des Waserzollens zu Elsteth durch einen gütlichen Vergleich beendet sey, dessen Inhalt in folgenden beiden Puncten vereinbart worden:

1. die Erhebung des Wefersolles zu Elsfleth soll mit dem 7. Mai 1820 gänzlich aufhören, bis dahin aber auf Rechnung des Herzogthums Oldenburg fort dauern;
2. damit sollen alle aus diesem Gegenstande herrührenden Forderungen und Gegenforderungen gegen einander aufgehoben seyn.

Beide Herren Gesandten ersuchten hierauf die hohe Bundesversammlung, diesen, in Gemäßheit des 11ten Artikels der Bundesacte, abgeschlossenen Vergleich zum Protocoll zu nehmen, und dessen Vollzug unter die Garantie des Bundes zu stellen.

Nach geschehener Umfrage erfolgte hierauf der einstimmige Beschluß:

dass die Vollziehung dieses Vergleichs unter die Garantie des deutschen Bundes gestellt sey.

Signé: Graf von BUOL SCHAUENSTEIN.

GOLZ.

ARETIN.

GOERZ.

MARTENS, *auch ex subst. für die 13. Stimme.*

WANGENHEIM *a. f. F. v. BERCKHEIM.*

LEPEL.

HARNIER.

EYBEN, *auch für Mecklenburg.*

GRÜNNE.

BERG, *a. f. d. G. u. H. Sächf. Häuser.*

LEONHARDI.

GÜTSCHOW.

APPENDICE *).

1818 *Supplément à la page 566. du présent volume.*
 21 Nov. *Extrait d'un protocole signé à Aix la Chapelle*
 le 21 Nov. 1818.

Pour éviter les discussions désagréables qui pourroient avoir lieu à l'avenir sur un point d'étiquette diplomatique que l'annexe du Recès de Vienne, par laquelle les questions de rang ont été réglées, ne paraît pas avoir prévu, il est arrêté entre les cinq Cours que les Ministres résidens accrédités auprès d'Elles formeront par rapport à leur rang une Classe intermédiaire entre les Ministres du second ordre et les chargés d'affaires.

**

1819 *Convention entre Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et le Royaume de Norvège d'une part, et Sa Majesté le Roi de Danemarck et le Royaume de Danemarck de l'autre, faite et conclue à Stockholm le 1 Septembre; y ratifiée le 2, et au Château de Frédéricsberg le 13 Septembre 1819.*

(Imprimé d'autorité à Christiania fol.)

Nous Charles Jean, par la grâce de Dieu Roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vandales, savoir faisons: Que Notre très Cher Frère et Cousin, le Sérénissime et très Puissant Prince et Seigneur George, Prince Régent du Royaume Uni de la Grande-Bretagne, et d'Irlande, par suite de la demande, que Nous Lui avons adressée, ayant consenti à vouloir, par Sa médiation, contribuer à la conclusion d'une Convention entre Nous, dans Notre qualité de Roi de Norvège, et Notre très Cher Frère et Cousin, le Sérénissime et très Puissant Prince et Seigneur, Frédéric Six, Roi de Danemarck, des Vandales et des Goths, Duc de Schlesvig, Holstein, de Stormarie, de Dithmarsen, de Lauenbourg, et d'Oldenbourg, afin de
 fixer,

*) Cet appendice ayant été ajouté après que les tables chron. et alphab. étaient déjà imprimées l'allegation de ces deux pides y manque à placer sous 1818 et 1819. comme sous Danem., Suède et sous les 5 puissances.

fixer, d'une manière définitive le montant de la quote part de la Norvège à la dette publique Danoise, d'après le principe posé par le sixième article du traité de paix de Kiel du quatorze Janvier Mil Huit Cent Quatorze, et en conformité au quatrevingt treizième paragraphe de la constitution du Royaume de Norvège; ainsi que pour convenir plus spécialement des termes de payement de la dite somme; et ayant à cet effet nommé des deux côtés des Plénipotentiaires, lesquels, en vertu de leurs pleinpouvoirs respectifs, ont été par Nous autorisés à convenir, stipuler, arrêter et conclure une pareille convention; savoir: Nous de Notre côté Notre amé et féal le Sieur Paul Chrétien Holst, Notre Secrétaire d'Etat dans le Royaume de Norvège, Chevalier de Notre Ordre de l'Etoile Polaire; et Sa Majesté le Roi de Danemarç le Sieur Hans Krabbe, Son Chambellan et Envoyé Extraordinaire à Notre Cour, Commandeur de l'Ordre du Dannebrog, Chevalier de l'Ordre Impérial de Russie de Sainte Anne de la seconde Classe; les susdits Plénipotentiaires s'étant réunis dans Notre Ville de Résidence de Stockholm, après l'échange de leurs pleinpouvoirs, reconnus en bonne et due forme, et sous la médiation du Très-Honorable Percy Clinton, Sidney Smythe, Lord Vicomte et Baron de Strangford, Pair d'Irlande, Membre du Conseil Privé de S. M. Britannique, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Notre Cour, Grand-Croix de l'Ordre du Bain, de l'Ordre Royal de Portugal de la Tour et de l'Epée, et de plusieurs autres, — comme Ministre de la Puissance Médiatrice, — ont convenu, conclu, signé et scellé le Premier jour du mois courant de Septembre une Convention entre Nous et le Royaume de Norvège d'une part, et S. M. le Roi de Danemarç et le Royaume de Danemarç de l'autre, ainsi qu'elle se trouve ci-après mot-à-mot insérée:

Au Nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et S. M. le Roi de Danemarç, également soigneux de cimenter de plus en plus les liens d'amitié et de bonne intelligence, qui subsistent déjà entre eux, et étant convenus de s'entendre définitivement sur tous les points, qui restent encore à régler en conséquence du Traité de
paix,

1819 paix, signé à Kiel le Quatorze Janvier Mil Huit Cent Quatorze, et nommément de Son Sixième Article, concernant la fixation et l'acquittement de la quote-part du Royaume de Norvège, aux dettes communes de l'ancienne Monarchie Danoise; les Deux Hautes Parties Contractantes, après avoir accepté, pour faciliter cet arrangement, et parvenir plus promptement à une conclusion définitive, les bons offices de Son Altesse Royale le Prince Régent du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, en qualité de Mediateur, ont respectivement choisi et nommé, à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir: S. M. le Roi de Suède et de Norvège: le Sieur Paul Chrétien Holst, Son Secrétaire d'Etat en Norvège, et Chevalier de Son Ordre de l'Etoile Polaire; et S. M. le Roi de Danemarck, le Sieur Hans de Krabbe, Son Chambellan, Envoyé Extraordinaire à la Cour de Stockholm, Commandeur de l'Ordre du Dannebrog, et Chevalier de celui de Sainte-Anne de Russie de la seconde classe; — lesquels, après avoir échangé Leurs Pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus (sous l'intervention du Très-Honorable Percy Clinton Sidney Smythe, Lord Vicomte et Baron de Strangford, Pair d'Irlande, Membre du Conseil Privé de S. M. Britannique, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, à la Cour de Suède, Chevalier Grand-Croix de l'ordre du Bain, de celui de la Tour et de l'Epee, et de plusieurs autres, comme Ministre de la Puissance Médiatrice) des Articles suivans, savoir:

Quote-part de la Norvège aux dettes communes,

ART. I. S. M. le Roi de Suède et de Norvège, en Sa qualité de Roi du Royaume de Norvège, reconnait par la présente Convention, au nom de ce Royaume, et en vertu de sa Constitution, que la quote-part de la Norvège aux dettes communes de l'ancienne Monarchie Dano-Norvégienne, exigible maintenant après la séparation des deux pays, est et demeure fixée, par un arrangement en bloc, à une Somme de Trois Millions de Rixdalers de Banque de Hambourg (ou espèces à neuf et un quart pièces, par marc fin, poids de Cologne), S. M. le Roi de Danemarck, accédant de Son côté, à la fixation ci-dessus mentionnée de la quotité de la dette du Royaume de Norvège au Danemarck; S. M. le Roi de Suède et de Norvège s'engage en conséquence, tant pour elle, que pour Ses Héritiers et Succes-

Successeurs, de faire payer, par la Norvège, à S. M. le Roi de Danemarc, ou à Ses Heritiers et Successeurs, la dite Somme de Trois Millions de Rixdalers de Banque de Hambourg, portant Quatre pour Cent d'intérêts annuels, et cela aux termes et conditions plus spécialement stipulées ci-après. 1819

ART. II. Le Capital de Trois Millions de Rixdalers de Banque de Hambourg sera payé par le Département des Finances du Royaume de Norvège, à l'autorité compétente, que S. M. le Roi de Danemarc désignera pour cet effet, dans l'espace de Dix ans, par payemens annuels et égaux, de Trois Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, dont le premier sera échû le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, et ensuite successivement le Premier Juillet tous les ans, jusqu'au Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Neuf inclusivement, époque, à laquelle toute la somme susmentionnée se trouvera entièrement acquittée. S. M. le Roi de Suède et de Norvège réserve toutefois à ce dernier Royaume, la faculté d'accélérer les dits payemens annuels, par des sommes plus fortes, au cas que les finances de la Norvège pourraient, à l'avenir, le permettre.

ART. III. Les Deux Hautes Parties Contractantes sont tombées d'accord, que les intérêts commenceront à courir, à dater du Premier Janvier Mil Huit Cent Vingt, mais que ceux des premiers Six mois, à compter de la dite époque, jusqu'au Premier Juillet de la même année, formant, à raison de Quatre pour Cent, pour le total du Capital de Trois Millions, une somme de soixante Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, ne seront acquittés par le Département des finances du Royaume de Norvège, que la moitié, ou Trente Mille Rixdalers le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, conjointement avec le premier paiement sur le Capital, et l'autre moitié, ou les Trente Mille Rixdalers restans, le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Un; en même tems, que le second paiement sur le Capital cet arrangement particulier pour la somme susmentionnée de Soixante Mille Rixdalers d'intérêts, n'apportera aucun changement aux dispositions générales pour le paiement des intérêts par Trimèstres, de la manière, qu'elles se trouveront énoncées dans l'article suivant, et le Tableau spécial annexé à la présente Convention.

ART.

1819

Quotité
succes-
sive du
paye-
ment
des in-
térêts.

ART. IV. Le premier paiement annuel de Trois Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg devant être, par suite de l'Article second, effectué le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, le restant du Capital réciproquement convenû de Trois Millions, s'élevant alors à Deux Millions Sept Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, portera aussi Quatre pour Cent d'intérêts annuels, à compter du Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt jusqu'à la même époque Mil Huit Cent Vingt Un, payables régulièrement tous les trois mois, et, à mesure des payemens annuels sur le Capital, l'intérêt par quartier ne sera calculé, que pour les sommes successivement restantes du Capital primitif.

Pour ne laisser aucune incertitude, ni sur la quotité successive, ni sur les époques des payemens du Capital et des intérêts susmentionnés, il sera dressé un Tableau spécial à cet effet, annexé à la présente Convention, et qui sera ratifié en même tems.

Obliga-
tions.

ART. V. S. M. le Roi de Suède et de Norvège, ayant jugé pouvoir allier les dispositions suivantes, avec l'inviolabilité des droits de la représentation nationale, s'engage, par le présent Article, à faire remettre, à l'échange des ratifications de cette Convention, à S. M. Danoise, ou à celui qu'Elle désignera à cet effet, une obligation, émise et lignée par le Département des Finances du Royaume de Norvège pour le montant du premier paiement, ou Trois Cent Mille Rixdalers de Banque de Hambourg, échû le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt; après quoi S. M. le Roi de Suède et de Norvège s'engage, à proposer au Storthing de Norvège, (qui s'assemblera, aux termes de la Constitution du Royaume, le Premier Février Mil Huit Cent Vingt Un) et ensuite de faire émettre, en vertu de la présente Convention, et de la liquidation définitive entre la Norvège et le Danemarc qu'elle contient, les obligations requises pour les neuf payemens annuels, qui restent à acquitter, après le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt, pour l'extinction totale du Capital stipulé, lesquelles obligations, accompagnées de coupons, représentant les intérêts annuels de quatre pour Cent y appartenans, et constatant nominativement le terme de leur échéance successive, d'année à année pour le Capital, et de quartier à quartier, pour les intérêts, feront

feront remises à S. M. le Roi de Danemarç, ou à celui, que ce Souverain désignera à cet effet; celle, pour le paiement à acquitter le Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Un, le Premier Avril, et les Huit autres, le Premier Juillet de la dite année Mil Huit Cent Vingt Un. 1819

Il s'entend, que ces obligations, ainsi que les coupons, représentant les intérêts, devront aux époques de leur échéance respective, être régulièrement produites, devant celui, que le Département des finances du Royaume de Norvège aura délégué, pour effectuer, en Son nom, à Copenhague, les payemens, lesquels ne pourront jamais être exigés, sans la restitution simultanée des Titres, qui les représentent respectivement.

ART. VI. Les Hautes Parties Contractantes ayant également à cœur de terminer toute autre espèce de liquidation, devenant une suite de l'article Six du Traité de Kiel, de manière, qu'elle n'entraîne aucun débours ultérieur en argent, de part ni d'autre; et considérant aussi, que Leurs Commissaires respectifs, qui ont traité ensemble à Copenhague, sont tombés d'accord sur la plupart des bases pour un arrangement de cette nature, elles se sont définitivement entendues sur les principes ci-après exposés, savoir:

a) Que la Norvège, ayant déjà pris à sa charge la masse des billets de la Banque autrefois commune, circulant en Norvège, à l'époque de la séparation du Royaume de Danemarç, laquelle somme a été approximativement évaluée, entre les Commissaires respectifs, à Six Millions de Rixbank, valeur nominale, le Royaume de Norvège est censé avoir pleinement acquitté sa quote-part du passif de la Banque commune, de manière, qu'aucune prétention ne pourra plus être formée sur lui à cet égard.

La Norvège garde, en revanche, tous les titres, sans exception, des créances que cette Banque pourra voir en Norvège.

b) Que le Storthing du Royaume de Norvège, ayant déjà, par une décision en date du Quatre Juin Mille Huit Cent Dix Huit, et sanctionnée par le Roi, pris à la charge du Royaume, et converti en dette fondée, la somme de Un Million Trente Deux Mil Six Cent Quarante Rixdalers et Trente Sept Schellings Spécies, formant une partie de la dette commune de l'ancien-
ne

1819 ne Monarchie Danoise, représentée par des obligations Royales; la répartition de cette partie de la dette en question est regardée comme, par là, effectuée, de sorte que la somme d'Un Million Trente Deux Mille Six Cent Quarante Rixdalers, Trente Sept Schellings Spécies, ci-dessus mentionnées, constituera de fait la seule et unique dette, de ce genre, dont la Norvège soit responsable.

Ce dernier Royaume garde, en revanche, toutes les créances directes en Norvège, du Gouvernement Royal, autrefois commun, sans exception aucune. Les titres, pour cet effet, seront fournis sans réserve, en autant qu'il s'en trouve entre les mains du Gouvernement Danois.

- c) Que la Norvège se charge des dettes en Comptes Courans de l'ancien Gouvernement à des Sujets Norvégiens. Le Gouvernement Danois lui cède en revanche, ses créances en Norvège; d'après ces Comptes Courans, de manière que la Caisse d'Etat de Norvège garde toutes les Créances pareilles sur des habitans de ce Royaume; et reste responsable de toutes dettes de ce genre, qui n'auraient pas été acquittées; et qu'en revanche la Caisse d'Etat de Danemarck garde toutes les autres créances, et reste responsable de toutes les autres dettes de cette espèce, à recueillir ou à acquitter ailleurs qu'en Norvège.
- d) Qu'au cas qu'un Bilan fut requis, pour régler les transactions entre la Banque à Copenhague et celle de Christiania jusqu'à la fin de l'année Mil Huit Cent Treize, la responsabilité, qui peut-être en résulterait pour l'une ou l'autre des deux Parties, sera censée être annullée, et n'obligera point à des payemens en argent comptant. Sont exceptées toutefois les prétentions fondées sur les Comptes Courans entre les deux Banques de Christiania et de Copenhague, lorsque ces Comptes seront définitivement clos et arrêtés.
- e) Que pour ce qui regarde les Fonds particulièrement affectés à certaines caisses et institutions publiques, tous ceux, qui se rapportent exclusivement à la Norvège, seront, sans partage, alloués à ce Royaume, avec les charges et obligations y attachées, et de plus, la Norvège aura une part proportionnée, avec les

les charges et obligations y relatives, dans les fonds, 1819
auxquels ceux de Ses habitans, qui l'étaient déjà en
Mil Huit Cent Quatorze, auraient contribué.

Sont considérés comme Fonds Particuliers, qui
appartiendront exclusivement à la Norvège:

1. La Caisse de l'Hopital Militaire Norvégien.
2. Celle des impôts d'eau de vie en Finmarken.
3. Le Fonds pour les Pilotes Norvégiens qui se trouvent en Norvège.
4. Celui pour les églises et les écoles dans le Nordland (en autant que ce fonds soit particulier pour la Norvège).
5. Le Capital de Cent Mille Rixbankdalers, Valeur d'argent, en obligations d'Etat de Danemarç, qu'en Mil Huit Cent Onze S. M. Danoise a donné au Fonds de l'Université de Christiania, et qui sera acquitté immédiatement, après l'échange des ratifications de la présente Convention.

Sont considérés comme fonds auxquels les habitans de Norvège ont contribué, et qui, par conséquent, seront proportionnellement partagés, à la suite d'un accord ultérieur entre les Commissaires respectifs, selon la nature particulière de ces Fonds:

1. Le Fonds pour les blessés et délaissés du Deux Avril Mil Huit Cent Un.
2. Le Fonds établi pour l'état militaire, par la publication du Huit Juin Mil Huit Cent Trois.
3. La Caisse commune de Veuves.
4. La Caisse de l'Hopital militaire de la Marine.
5. Le Fonds *ad Usus publicos*.
6. Le Fonds attaché à l'administration de la Justice, par suite de la Fondation du Vingt Cinq Janvier Mil Huit Cent Cinq.
7. Le Fonds de la Chancellerie.
8. Le Fonds général de rentes et de pensions, de l'ancienne Armée Dano-Norvégienne.
9. Le Fonds extraordinaire de la Direction générale des Donanes, pour subvenir, dans des cas particuliers, au secours de ses Employés.

Il s'entend, que le principe maintenant stipulé, sera applicable à toute autre caisse ou Fonds quelconque

1819 que du même genre, qui n'aurait pas été nominativement compris dans l'énumération ci-dessus.

f) Que les mises dans les Tontines ne pouvant être partagées, par la nature même de ces institutions, les avantages y attachés sont réservés, dans une juste proportion, aux Norvégiens, qui y ont quelque part. En autant que le résidu de ces Tontines, après l'extinction des Titulaires des rentes viagères, se trouve réservé, par suite des réglemens de fondation, à la Caisse d'Etat en Danemarck, la Norvège jouira, dans une juste proportion, de sa quote-part du dit résidu, qui reviendra, dans le cas ci-dessus, à la Caisse d'Etat en Norvège.

Liqui-
dation
spéciale

ART. VII. Les points de liquidation, indiqués dans l'Article précédent, embrassant une infinité de détails, dont l'arrangement complet et définitif pourrait entraîner à des longueurs, qu'il est instant d'éviter; les Deux Hautes Parties Contractantes sont convenues, qu'une liquidation spéciale et définitive, basée sur les principes généraux, posés dans l'article précédent, sera immédiatement après l'échange des Ratifications de cette Convention, entamée à Copenhague, entre des Commissaires Norvégiens et Danois, choisie pour cet effet, et terminée, au plus tard dans Six Mois après la dite époque. Les Sommes et Titres à payer, ou à remettre, de part et d'autre, par suite de cette liquidation, devront être acquittés ou délivrés Six Mois après sa conclusion.

Archives etc.

ART. VIII. L'article Vingt Un du Traité de Kiel, stipulant la remise des Archives, Actes, Documents publics, Plans, Cartes etc., concernant, soit le Gouvernement Norvégien, soit des Corporations ou des individus dans ce pays, est, par la présente Convention, rappelé en pleine et entière vigueur, de la manière la plus explicite que faire se peut.

Renon-
ciation
à des
préten-
tions ul-
térieu-
res.

ART. IX. Tout ce qui concerne le Traité de Kiel en général, et nommément son Sixième Article, étant ainsi envisagé comme entièrement réglé, S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et S. M. le Roi de Danemarck déclarent, qu'aucun paiement ultérieur, hormis ce qui est stipulé actuellement, ne fera, soit à titre du dit Traité, soit pour cause de l'ancienne Union entre la Norvège

Norvège et le Danemarç, exigé de part et d'autre; ni par le Gouvernement Norvégien du Gouvernement Danois, ou des Sujets Danois; ni par le Gouvernement Danois du Gouvernement Norvégien, ou des Sujets Norvégiens; de même qu'aucune prétention, qui, à ce titre, ou par cette cause, a pu être avancée jusqu'à présent des deux côtés, ne sera désormais prise en considération, ou mise en discussion, qu'en tant qu'elle s'accorde avec les termes et les principes de cette Convention, qui annulle de fait et de droit toute rédevance ultérieure de part et d'autre. 1819

ART. X. La présente Convention sera faite en quadruple, et l'un des Quatre Originaux, ainsi que la copie certifiée de l'Acte de Ratification, seront respectivement délivrés, par chacune des Deux Hautes Parties Contractantes au Lord Vicomte de Strangford, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Puissance Médiatrice. Ratifications.

Cette Convention sera ratifiée, et les Ratifications en seront échangées à Stockholm, dans l'espace de Vingt Jours, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi, Nous Soussignés, en vertu de Nos Pleinpouvoirs Respectifs, avons signé la présente Convention, et y avons appliqué les cachets de Nos Armes.

Fait à Stockholm le Premier Septembre l'An de Grâce Mil Huit Cent Dix Neuf.

Signé: P. C. HOLST.
(L. S.)

HANS KRABBE.
(L. S.)

658 *Convention entre le Roi de Suède*

1819 *Tableau spécial et indicatif des Payemens successifs à effectuer, en vertu de la Convention signée aujourd'hui, et y annexé, par suite de Son Quatrième Article.*

Année	Dates des Payemens	Montant des intérêts successifs à acquitter.	Payemens successifs sur le Capital convenu.	T o t a l. par années.
1820	1 Juillet 1 Octobre	30,000 27,000	300,000	357,000
1821	1 Janvier 1 Avril 1 Juillet 1 Octobre	27,000 27,000 27,000 24,000	300,000	435,000
1822	1 Janvier 1 Avril 1 Juillet 1 Octobre	24,000 24,000 24,000 21,000	300,000	393,000
1823	1 Janvier 1 Avril 1 Juillet 1 Octobre	21,000 21,000 21,000 18,000	300,000	361,000
1824	1 Janvier 1 Avril 1 Juillet 1 Octobre	18,000 18,000 18,000 15,000	300,000	329,000
1825	1 Janvier 1 Avril 1 Juillet 1 Octobre	15,000 15,000 15,000 12,000	300,000	357,000
1826	1 Janvier 1 Avril 1 Juillet 1 Octobre	12,000 12,000 12,000 9,000	300,000	345,000
1827	1 Janvier 1 Avril 1 Juillet 1 Octobre	9,000 9,000 9,000 6,000	300,000	333,000
1828	1 Janvier 1 Avril 1 Juillet 1 Octobre	6,000 6,000 6,000 3,000	300,000	321,000
1829	1 Janvier 1 Avril 1 Juillet	3,000 3,000 3,000	300,000	309,000
Rd. de Banque de Hambourg		508,000	3,200,000	3,600,000

Stockholm le 1 Septembre 1819.

Signé: P. C. HORST.
(L. S.)

Signé: HANS KRABBE.
(L. S.)

Article

Article Séparé.

1819

L'Article Cinq de la Convention signée aujourd'hui portant, que les obligations et coupons à émettre, de la manière y stipulée, tant à l'échange des Ratifications, que le Premier Avril et Premier Juillet Mil Huit Cent Vingt Un, devront être remises à S. M. Danoise, ou à celui qu'Elle désignera à cet effet; et Sa dite Majesté ayant fait connoître, par Son Plénipotentiaire, le désir que ces mêmes obligations et coupons fussent remises au Ministre ou à l'organe diplomatique de la Puissance Médiatrice, résidant à la Cour de Stockholm, S. M. le Roi de Suède et de Norvège accède d'autant plus volontiers à cette disposition, faite en conséquence de l'article précité, qu'Elle trouve ainsi une nouvelle occasion de donner à Son Altesse Royale le Prince Régent du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, une preuve du prix qu'Elle attache à Son amitié, à Son intervention et au désir que S. A. R. en a exprimé.

Remises
des obli-
gations
et cou-
pons à
la puis-
sance
média-
trice.

Cet Article séparé aura la même force et valeur, que s'il était inféré mot à mot dans la Convention signée aujourd'hui; et sera ratifié en même tems.

En foi de quoi Nous Soussignés, en vertu de Nos Plein-pouvoirs Respectifs, avons signé le présent Article Séparé et y avons apposé les cachets de Nos Armes.

Fait à Stockholm le Premier Septembre l'An de grâce Mil Huit Cent Dix Neuf.

Signé: P. C. HOLST.
(L.S.)

Signé: HANS KRABBE.
(L. S.)

A ces causes Nous avons voulu ratifier, approuver et accepter la susdite Convention avec tous ses articles, points et clauses, de même que la tableau y appartenant, et l'article séparé ci-dessus inféré, comme aussi par les présentes, Nous les acceptons, approuvons et ratifions avec tous leurs articles, points et clauses; promettans et Nous engageons de la manière la plus efficace, que faire se peut, de remplir et d'exécuter la dite Convention avec son tableau et son article séparé dans toute leur teneur sincèrement, fidèlement et loyalement.

En foi de quoi Nous avons signé les présentes de Notre propre main et les avons fait munir de Notre grand Sceau Royal. Fait en Notre Ville de Résidence de Stockholm le deuxième jour du mois de Septembre l'an de grâce Mille huit Cent Dix Neuf.

(L. S.)

CHARLES JEAN.

G. DE WETTERSTEDT.

Rrb 2

Ratifié.

1819

Ratification Danoise de la convention.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarck, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvig, Holstein, Stormarn, des Dithmarses, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, savoir faisons: que comme, pour cimenter de plus en plus la bonne amitié, qui subsiste entre Nous et S. M. le Roi de Suède et de Norvège, et pour arranger définitivement les points encore non-régles du traité de paix, conclû à Kiel le Quatorze Janvier Mil Huit Cent Quatorze, et notamment ce qui se rapporte à son Sixième Article; Nous sommes convenus avec S. M. le Roi de Suède et de Norvège, sous la médiation de son Altesse Royale, le Prince Régent du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, — de conclure une Convention, laquelle a été négociée, conclue et signée par les Plénipotentiaires respectifs, et portant mot pour mot ce qui suit.

(Suit la Convention.)

A ces causes Nous avons voulu agréer, confirmer et ratifier la Convention ci-dessus insérée dans tous ses points et clauses, ainsi que par les présentes Nous agréons, confirmons et ratifions la susdite Convention de la manière la plus efficace, que faire se peut, pour Nous et pour Nos Successeurs au trône de Danemarck, engageant Notre parole Royale et promettant pour Nous et pour Eux de remplir, d'observer et d'exécuter la dite Convention sincèrement, fidèlement et loyalement.

En foi de quoi Nous avons signé cette Ratification de Notre propre main, et y avons fait apposer Notre Sceau Royal.

Fait à Notre Château de Frédéricsherg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Dix Neuf et de Notre Règne le Douzième.

(Étoit signé:)

F R E D E R I C R. (L. S. R.)

(et contresigné)

N. ROSENKRANTZ.

Ratification Danoise du tableau.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarck, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvig, Holstein, Stormarn, des Dithmarses, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, savoir faisons: que comme dans l'article quatre de la Convention conclue en date du Premier de ce mois entre Nous et S. M. le Roi de Suède et de Norvège il a été convenû par les Plénipotentiaires respectifs d'ajouter des déterminations exactes sur les époques des payemens et sur le montant des sommes, qui d'après la susdite convention seront à payer successivement au Danemarck tant à titre du compte du Capital que des intérêts, et qu'à cet effet il a été dressé et signé, par les Plénipotentiaires respectifs un tableau spécial, qui se trouve inséré ici, parfaitement conforme à l'original.

(Suit

(Suit le Tableau).

1819

A ces causes Nous avons voulu agréer, accepter et ratifier le tableau spécial ci-dessus inféré, ainsi que par les présentes Nous l'agréons, acceptons et ratifions pour Nous et Nos Successeurs.

En foi de quoi Nous avons signé cette Ratification de Notre propre main, et y avons fait apposer Notre Sceau Royal.

Fait à Notre Château de Frédéricberg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Dix Neuf et de Notre Règne le Douzième.

(Etoit signé:)

F R E D E R I C R. (L. S. R.)

(et contresigné)

N. ROSENKRANTZ.

Ratification Danoise de l'art. séparé.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarç, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, des Dithmarses, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, savoir faisons: que comme à l'occasion de la convention, qui a été conclue à Stockholm le premier de ce mois entre Nous d'une côté et S. M. le Roi de Suède et de Norvège de l'autre, il a été en outre également arrêté, conclu et signé un Article séparé, contenant mot pour mot ce qui suit:

(Suit l'Article séparé.)

A ces causes Nous avons voulu accepter, approuver et ratifier le présent Article séparé dans toute sa teneur, comme aussi par les présentes Nous l'acceptons, ratifions et confirmons de la manière la plus efficace que faire se peut. En foi de quoi Nous avons signé cette Ratification de Notre propre main et y avons fait apposer Notre Sceau Royal.

Fait à Notre Château de Frédéricberg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Dix Neuf et de Notre Règne le Douzième,

(Etoit signé:)

F R E D E R I C R. (L. S. R.)

(et contresigné)

N. ROSENKRANTZ.

Déclaration et Contre-Déclaration.

Déclaration Danoise.

Frédéric Six, par la Grâce de Dieu, Roi de Danemarç, des Vandales et des Goths, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, des Dithmarses, de Lauenbourg et d'Oldenbourg, savoir faisons:

1819 faisons: que S. M. le Roi de Suède et de Norvège Nous ayant fait exprimer le désir que Nous fissions effacer de Nos Armoiries Royales l'écusson avec le Lion de Norvège, et que, pour donner aussi à cet égard à S. M. Suédoise et Norvégienne une nouvelle preuve de Notre amitié, Nous avons autorisé Notre Envoyé Extraordinaire actuel à Stockholm de donner à ce sujet une Déclaration, laquelle se trouve ci-après mot à mot insérée.

Déclaration.

Le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemark déclare par la présente, de la manière la plus formelle, ainsi qu'il y est expressément autorisé:

Que son Auguste Souverain s'engage à faire effacer des Armoiries Royales de Danemark l'écusson avec le Lion de Norvège, de manière, que ni S. M., ni Ses Héritiers et Successeurs, ne l'employeront ou le feront employer d'aucune manière, ni sur actes, documents, timbre, monnaies, édifices, emblèmes ou autres, de quelque nom et dénomination, que ce soit, après l'espace de tems nécessaire pour effectuer les changemens à apporter aux dites Armoiries Royales de Danemark; — qu'à cet effet les mesures convenables seront prises immédiatement et devront être accomplies au plus tard jusqu'au premier Janvier de l'année prochaine Mil Huit Cent Vingt, pour la Monarchie Danoise en Europe; dans l'espace d'un An, à compter du jour de la signature de la présente Déclaration, pour les Agens et Fonctionnaires de S. M. Danoise en Europe; et de deux Ans, à compter de la même époque, pour les Colonies Danoises; mais qu'il est entendu que l'engagement actuel par rapport au non-usage futur de l'écusson du Royaume de Norvège, comme partie des Armoiries Royales de Danemark, ne saurait avoir et n'aura aucun effet rétroactif quelconque, pour actes, documents, timbre, monnaies, édifices, qui existent dans ce moment.

La présente Déclaration sera ratifiée par S. M. le Roi de Danemark et les Ratifications en seront échangées contre celles de S. M. le Roi de Suède et de Norvège de la Contre-Déclaration du Plénipotentiaire de Sa dite Majesté, conjointement avec les Ratifications de la Convention signée aujourd'hui.

En foi de quoi, le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemark a signé la présente Déclaration, faite de la part et au nom de son Auguste Souverain, et y a apposé le cachet de ses Armes.

Donnée à Stockholm le Premier Septembre Mil Huit Cent Dix Neuf.

(L. S.)

K R A B B E,

*Envoyé Extraordinaire près Sa Majesté
le Roi de Suède et de Norvège.*

A ces causes Nous avons voulu approuver, ratifier et confirmer la Déclaration ci-dessus insérée dans toute sa teneur, ainsi que par les présentes Nous l'approuvons, ratifions et confirmons

fermons de la manière la plus efficace que faire se peut, engageant Notre parole Royale et promettant pour Nous et pour Nos Successeurs de remplir et d'observer fidèlement la dite Déclaration. 1819

En foi de quoi Nous avons signé cette ratification de Notre propre main, et y avons fait apposer Notre Scell Royal.

Fait à Notre Château de Frédéricsherg le Treize Septembre l'an Mil Huit Cent Dix Neuf, et de Notre Règne le Douzième.

(Étoit signé:)

F R E D E R I C R. (L. S. R.)

(et contresigné)

N. ROSENKRANTZ.

Contre-Déclaration Suédoise.

Nous Charles Jean, par la Grâce de Dieu, Roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vandales, savoir faisons: Que, comme à la suite de la Convention conclue le Premier du Mois de Septembre courant entre Nous et le Royaume de Norvège d'une côté et S. M. Danoise et le Royaume de Danemarck de l'autre; Notre Plénipotentiaire, en acceptant ce qui se trouve stipulé et réglé dans la déclaration donnée par le Ministre de S. M. Danoise, a, de Notre part, délivré une Contre-Déclaration, précisément telle; qu'elle se trouve ci-après mot à mot insérée:

Contre-Déclaration.

Le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède et de Norvège déclare par la présente, de la manière la plus formelle, ainsi qu'il y est expressément autorisé.

Que Son Auguste Souverain consent par la présente, à ce que l'engagement pris par S. M. le Roi de Danemarck, de faire effacer des armoiries Royales du Danemarck, l'écusson avec le Lion de Norvège, de manière que, ni Sa dite Majesté, ni Ses Héritiers et Successeurs ne l'employeront ou le feront employer d'aucune manière, ni sur aetes, documents, timbre, monnaies, édifices, emblèmes ou autres, de quelque nom et dénomination, que ce soit, ne soit mis en accomplissement et exécution définitive que le Premier Janvier de l'année prochaine Mil Huit Cent Vingt pour la Monarchie Danoise en Europe, dans l'espace d'un An, à compter du jour de la signature de la présente Contre-déclaration, pour les Agens et Fonctionnaires Danois en Europe, et dans Deux Ans, à compter de la même époque, pour les Colonies Danoises; et qu'il est entendu que cet engagement actuel par rapport au non-usage futur de l'écusson du Royaume de Norvège, comme partie des Armoiries Royales du Danemarck, ne pourra avoir

1819 avoir ni aura aucun effet rétroactif quelconque, pour actes, documens, timbre, monnaie, édifices, qui existent en ce moment.

La présente Contre - Déclaration sera ratifiée par S. M. le Roi de Suède et de Norvège et les ratifications en seront échangées, contre celles de S. M. le Roi de Danemarck de la Déclaration du Plénipotentiaire de Sa dite Majesté, conjointement avec les ratifications de la Convention signée aujourd'hui,

En foi de quoi le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède et de Norvège a signé la présente Contre - Déclaration, faite de la part et au nom de Son Auguste Souverain, et y a apposé Son cachet.

Donnée à Stockholm le premier Septembre Mil Huit Cent Dix Neuf.

(Signé:) P. C. HOLST, (L. S.)

A ces causes et dans Notre qualité de Roi de Norvège, Nous avons voulu ratifier, approuver et accepter la dite Contre-déclaration avec tous ses points et clauses, comme aussi par les présentes, Nous l'acceptons, l'approuvons et la ratifions avec tous ses points et clauses; promettons et Nous engageons de la manière la plus efficace que faire se peut, de remplir et d'exécuter la susdite Contre - déclaration dans toute sa teneur finièrement, fidèlement et loyalement.

En foi de quoi, Nous l'avons signée de Notre propre main et l'avons fait munir de Notre Grand Sceau Royal. Fait en Notre ville de Résidence de Stockholm le Deuxième jour du Mois de Septembre l'An de grâce Mil Huit Cent Dix Neuf.

(L. S.) CHARLES JEAN.

G. DE WETTERSTEDT.

Rectifications.

1) Il a été dit p. 626, en renvoyant pour les annexes N. I — VIII. du Recès général de Francfort, à d'autres endroits du présent recueil, que l'annexe III. convenait avec l'annexe II. insérée T. III. du nouveau recueil p. 73. et que les annexes N. V. et VII. convenaient avec les annexes N. IV. et VI. données plus haut T. IV. p. 264. et T. III. p. 413.

Cette assertion n'étant pas entièrement exacte, je m'empresse à la rectifier, après avoir été à même de collationner ces diverses pièces entre elles.

I. L'annexe N. III., savoir: *le traité de la Grande-Bretagne avec le Grand-Duc de Hesse* du 30 Juin 1816 n'a que 26 articles. Ceux-ci conviennent de mot à mot (*mutatis mutandis*) avec les articles 1 — incl. 25 et 31 de l'annexe N. II. qui est le *traité entre l'Autriche, la Prusse et le Grand-Duché de Hesse* de la même date, en 31 articles, mais les articles 26 — incl. 30 de ce traité sont omis dans l'annexe N. III.

II. Les traités annexés au Recès général sous N. V. et VII., savoir: *le traité entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas* du 16 Nov. 1816 et celui *entre la Russie et les Pays-Bas* du ¹/₁₇ Avril 1817 qui ont chacun 8 articles, conviennent (*mutatis mutandis*) entre eux de mot à mot, et aussi de mot à mot avec l'annexe VI qui est le *traité entre l'Autriche et les Pays-Bas* du 12 Mars 1817 en 9 articles inséré T. III. pag. 413. mais avec cette différence a) que l'art. VII. de ce dernier traité qui concerne la forteresse de Luxembourg, y est omis, et c'est pourquoi le traité du 12 Mars a 9 articles et les deux autres n'en ont que 8. et b) qu'à l'art. VII. de ces deux traités (qui au reste répond à l'art. VIII. de celui avec l'Autriche) on trouve après l'allégation du traité du 31 Mai 1815, les mots suivans: „*ainsi que tous les articles de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815 qui concernent les intérêts de S. M. ou qui ont été stipulés avec Elle*, sont confirmés dans tous les points et toutes les dispositions qui n'ont pas été expressément changées par la présente convention, ou par celle conclue entre S. M. le Roi des Pays-Bas Grand-Duc de Luxembourg le 8 Nov. 1816.“ Ces mots manquent dans le traité avec l'Autriche.

Ces deux traités conviennent aussi dans leurs dispositions avec le traité annexé sous N. IV. qui est le *traité entre la Prusse et les Pays-Bas* du 8 Nov. 1816 inséré dans le N. R. T. IV. p. 264.; mais ce der-

nier est beaucoup plus ample, et se compose de 21 articles.

Ce qui m'a conduit en erreur, c'est que dans la copie du traité entre l'Autriche et les Pays-Bas du 12 Mars 1817 imprimée à Vienne de l'Imprimerie Impériale et Royale de cour et d'état 4to (que j'ai suivie en donnant ce traité) il a été expressement observé que *ce même traité* a été conclu entre S. M. le Roi des Pays-Bas et les cours de Petersbourg, de Londres et de Berlin, ce qui, à une époque où je n'avais pas les annexes du Recès général en mains, m'a fait considérer comme indubitable que tous ces traités étaient de la même teneur, signés le même jour, et seulement rédigés en instrumens séparés, ainsi que cela se pratique si souvent aujourd'hui; et c'est en conséquence qu'aussi aux pages 414 et suivantes du volume III., j'ai inscrit le traité du 12 Mars 1817 comme signé par chacune des 4 cours avec les Pays-Bas, et que je l'ai rangé aussi sous cette date dans la table alphabétique sous Grande-Bretagne et Russie, tandis que le traité de la Grande-Bretagne, ainsi que le fait voir l'original du Recès de Francfort, est du 16 Nov. 1816, celui de la Russie est du 17 Avril 1817 et celui avec la Prusse du 8 Nov. 1816.

2) Dans le recès général:

p. 620 art. 38 l. 10 après Bavière ajoutez *quinze*.

p. 621 art. 41 l. 13 au lieu de *Loire* lisez *Doire*.

3) Dans le traité du 10 Juillet 1819:

p. 635 ligne 24 rayez les mots: *la Diète de*

p. 636 art. II. après: *le droit* ajoutez: *de succession*.

4) Par suite de la transposition que les dernières feuilles du présent ouvrage ont éprouvées après que l'impression des tables chronologique et alphabétique était déjà presque achevée, pour y faire entrer encore complètement les actes relatifs au traité du 10 Juillet avec Bade et celui du 1. Sept. 1819 entre le Danemarck et la Suède, les suivantes corrections sont à faire:

1. Le tr. du 22 Mai 1819 s. tr. non p. 651 mais 637.

2. Le tr. du 10 Juillet 1819 s. tr. non p. 629 mais 634.

3. La conv. d. 25 Août 1819 se tr. non p. 639 m. 645.

4. Voyez en outre les *addenda* marqués à la fin de la table alphabétique.

L'échange des ratifications du Recès général du 20 Juillet a eu lieu à Francfort, ainsi qu'il a déjà été dit des annexes N. IX et X p. 627 et 636.

Francfort s. M. le 15 Janvier 1820.

Martens.

1. Table

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE

*des traités renfermés dans le T. IV. du nouveau
Recueil ou Supplément à l'ancien T. VIII.*

1808	2 Janv.	Traité de commerce entre le royaume d'Italie et celui de Bavière, à Milan (non ratifié).	Pag. 1
	18 Févr.	Accession du Duc de Mecklenbourg Strelitz à la confédération du Rhin	10
	22 Mars	Accession du Duc de Mecklenbourg-Schwerin à la confédération du Rhin	11
	26 Avr.	Cartel entre l'Autriche et la Russie	282
	10 Mai	Convention de Bayonne entre l'Emp. d. Français et le R. de Saxe sur la légion de la Vistule	17
	10 Mai	Convention additionnelle à celle du 24 Févr. 1808 entre l'Autriche et Würzburg	39
	30 Mai	Substance d'un traité de subside entre la Gr. Bretagne et Sicile à Palerme	15
	17 Sept.	Conv. entre l'Autriche et Bade sur le droit de détraction	41
	17 Sept.	Conv. entre les mêmes sur l'admission aux fondations reciproques	21
	14 Oct.	Accession du Duc d'Oldenbourg à la confédération du Rhin	14
1809	18 Mars	Convention entre l'Emp. d. Français et le R. de Saxe sur l'augm. de l'armée de Varlovie.	19
	21 Avr.	Traité entre la Gr. Bretagne et le Portugal	22
1810	23 Juin	Lettres patentes du R. de Bavière sur les cessions de la Bavière dans le Tyrol, en execution du traité du 28 Févr. 1810	30
	20 Nov.	Acte de démarcation des frontières entre la Russie et la Suède à Tornéa	33
Nouveau Recueil T. IV.			53 1811

TABLE

1811	Jusqu'en 1817.	Conventions sur l'abolition du D. de détraction entre la Prusse et divers Etats d'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Suisse et Préf. p. IX.	P. 44-68
	9 Sept.	Conv. entre le G. D. de Hesse et celui de Mecklenbourg-Schwerin portant cession de la rente sur l'Octroi du Rhin	70
	19 Nov.	Conv. entre l'Autriche et la Saxe sur l'administration des sels de Wieliczka	74
	20 Nov.	Ord. Prussienne sur l'exportation des biens vers les Etats d'Anhalt Cöthen	55
1812	9 Mars	Convention pour l'extradition des vagabonds entre Wurzburg et Bade	287
	28 Mars	Convention entre la France et la Suisse	88
1813	12 Oct.	Traité de paix entre la Russie et la Perse & Gulistan	89
	2 Nov.	Convention militaire entre l'Autriche et le G. D. de Hesse	96
	23 Nov.	Accession du G. D. de Hesse à la Grande Alliance	97
	23 Nov.	Traité d'alliance entre l'Autriche et Nassau	99
	24 Nov.	Accession du Duc de Cobourg à la Grande Alliance	109
	26 Nov.	Traité préliminaire d'union entre la maison d'Orange et de Nassau	111
1814	30 Mai	Art. séparés et secrètes ajoutés au traité général de Paris; voyés substance Préf. p. VI. VII. notes.	
	5 Juin	Traité d'amitié et d'alliance entre S. M. le R. de la Gr. Bretagne et S. M. Catholique Ferdinand VII. à Madrid	113
	8 Sept.	Traité de confédération entre les 19 Cantons de la Suisse	161
1815	14 Jan.	Pacte de famille entre le Roi Ferdinand VII. d'Espagne et son père	125
	7 Avril	Acte de reception de Canton de Neuchâtel à la confédération Suisse	168
	7 Avril	Acte de reception du Canton de Genève d. l. conféd. Suisse	170
	4 Mai	Acte d'accession de l'Autriche au traité du 3 Mai entre la Russie et la Prusse	127
			1815

CHRONOLOGIQUE.

1815	28 Mai	Convention supplémentaire à celle de Kalisch entre la Prusse et la Russie	P. 129
	31 Mai	Article séparé ajouté au traité de Vienne entre le R. de Prusse et Nassau	133
	2 Juin	Procès verbal entre les commissaires Autrichiens et Prussiens à Krenznach	138
	7 Juin	Traité conclu à Vienne entre L. L. M. M. le Roi de Prusse et le Roi de Suède	149
	17 Juin	Acte de réception du Canton du Valais dans la confédération Suisse	175
	7 Août	Traité de confédération entre les 22 Cantons Suisses	173
	12 Août	Accession de la confédération Suisse aux actes du congrès de Vienne du 29 Mars	184
	15 Oct.	Extrait du procès verbal des 5 puissances sur les arrangemens pécuniaires avec la France	156
	16 Oct.	Traité entre la Prusse et le Prince de Hesse Rotembourg	158
	14 Nov.	Acte de réunion de l'ancien évêché de Bâle avec le Canton de Berne	190
	21 Nov.	Déclarations des Puissances alliées portant reconnaissance de la neutralité Suisse	186
	Nov.	Acte de réunion du District de Birsfeck avec le Canton de Bâle	201
	Dec.		
1816	16 Mars	Traité entre S. M. le Roi de Sardaigne, la confédération Suisse et le Canton de Genève	214
	26 Mars	Sentence arbitrale de la commission établie à Vienne pour régler les créances de rentes sur l'octroi du Rhin	225
	18 Mai	Acte de ratification de la confédération Suisse au sujet de la réunion de l'ancien évêché de Bâle aux Cantons de Bern et de Bâle	205
	25 Mai	Cartel entre la Prusse et la Russie	293
	15 Juin	Traité entre la Prusse et Schwarzbouurg-Sondemhansen	229
	19 Juin	Traité entre la Prusse et Schwarzbouurg-Rudolstadt	236
	2 Juillet	Convention entre les commissaires Autrichiens et Prussiens signée à Worms	241

TABLE

1816	15 Août	Jugement compromissaire entre les Cantons de Uri et de Tessin au sujet des douanes	P. 207
	20 Août	Acte de remise des communes du District de Gex au Canton de Genève	210
	4 Sept.	Traité de commerce entre la Suède et les Etats Unis d'Amérique	251
	18 Sept.	Traité entre la Prusse et Mecklenb. Strelitz	259
	16 Oct.	Sentence arbitrale d'une commission entre le France et les Pays-Bas	263
	8 Nov.	Traité supplémentaire entre S. M. le Roi de Prusse et le Roi de Pays-Bas	264
	6 Dec.	Convention d'Étappes entre la Prusse et le Hannovre	321
	16 Dec.	Acte de réunion des royaumes de Naples et de Sicile	275
	31 Déc.	Convention d'étappes entre la Prusse et Saxe Weimar	334
1817	17 Jan.	Convention d'Étappes entre la Prusse et le G. D. de Hesse	344
	17 Jan.	Convention d'étappes entre la Prusse et le Duc de Nassau	358
	3 Févr.	Convention d'étappes entre la Prusse et Saxe-Gotha	369
	12 Mars	Convention entre la Prusse et le G. Duc de Hesse à Munster avec un supplément du 6 Juillet	394
	22 Mars	Convention entre l'Autriche et la Prusse en exécution du traité du 3 Mai 1815.	537
	9 Avril	Arrangem. entre le Roi de Prusse et le D. d'Oldenbourg pour la cession de Birkenfeld	405
	18 Avril	Cartel entre la Prusse et la Saxe R.	306
	9 Mai	Convention d'étappes entre la Prusse et la Hesse electorale	379
	1 Juin	Convention entre la France et le R. des deux Siciles	578
	20 Juin	Traité entre les 4 puissances alliées et l'Espagne pour régler la reversibilité de Parme, Plaisance etc.	416
	27 Juin	Traité de commerce entre la Prusse et le Danemarck	527
			1817

CHRONOLOGIQUE.

1817 6 Juil.	Supplément à la convention du 12 Mars entre la Prusse et le G. D. de Hesse	P. 402
23 Juil.	Conv. entre les commissaires Prussiens et Saxons sur le partage des arriérés de caisse	421
28 Juil.	Conv. entre la Gr. Bretagne et le Portugal sur le commerce d'esclaves	438
10 Août	Convention militaire entre l'Autriche et la Prusse concernant Mayence, signée à Carlsbad	480
28 Août	Traité entre la France et le Portugal sur la délimitation de la Guyane	490
22 Sept.	Traité entre la Gr. Bretagne et l'Espagne sur le commerce d'esclaves	492
31 Oct.	Divers Cartels de la Prusse avec	
1818 3 Mai	Lippe le G. D. de Hesse, Mecklenb. et les villes libres	313 - 319
3 Mai	Traité entre la Gr. Bretagne et les Pays-Bas sur le commerce d'esclaves	511
28 Mai	Capitulation de Penfacola	523
17 Juin	Traité de commerce entre la Prusse et le Danemarck	527
1 Août	Cartel entre le Hannovre et la Prusse	319
17 Août	Convention entre l'Autriche et la Russie en execution du traité du 3 Mai 1815	540
Août	Convention entre l'Espagne et les E. Unis d'Amérique sur des indemnités	568
9 Oct.	Convention entre les alliés et la France	549
20 Oct.	Convention entre la Gr. Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique	571
4 Nov.	Note des alliés au D. de Richelieu et réponse	556
14 Nov.	Extrait du procès verbal des 4 puissances concernant le péage d'Elshleth	552
15 Nov.	Extrait du procès verbal des conférences d'Aix la Chapelle	554
19 Nov.	Extrait du procès verbal des conférences à Aix la Chapelle, et déclaration	562
19 Déc.	Traité de commerce entre la Prusse et la Russie	582
1819 2 Févr.	Arrangement pecuniaire entre les alliés et la France	566

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1819	Févr.	Substance du traité non encore ratifié entre l'Espagne et les E. Unis d'Amérique sur la cession des Florides	Préf. P. X
31	Mai	Convention entre la Prusse et Mecklenbourg - Strelitz f. l. indemn.	600
22	Mai	Convention entre la Prusse et la Russie sur divers objets de liquid.	631
10	Juil.	Traité entre l'Autriche et le G. D. de Bade à Francfort	616
10	Juil.	Traité entre les cours d'Autriche d'Angleterre de Prusse et de Russie d'une part et celle de Bade de l'autre à Francfort	629
20	Juil.	Recès général signé à Francfort servant de complément à l'acte du congrès etc.	604
25	Août	Convention entre le D. d'Oldenbourg et la ville libre de Breme sur le péage de Elsfleth	639

II.

TABLE ALPHABETIQUE.

Allemagne.

1808	18 Févr.	Accession du D. de Mecklenbourg - Strelitz à la confédération du Rhin	P. 10
	22 Mars	Access. du D. de Mecklenbourg - Schwerin item	11
	14 Oct.	Access. du D. d'Oldenbourg à la même	14
1816	26 Mars	Sentence arbitrale de la commission établie à Vienne pour les créances de rentes sur l'Octroi du Rhin	225
1819	26 Août	Garantie de la confédération germ. de la convention entre le D. d'Oldenb. et la ville libre de Breme sur le péage d'Elsfleth	639

Amérique, Etats-Unis.

1816	4 Sept.	Traité de commerce avec la Suède	251
1818	28 Mai	Capitulation de Pensacola	523
	Juil.	Conv. avec l'Espagne sur les indemnités	558
	20 Oct.	Convention avec la Gr. Bretagne	571
1819	Févr.	Substance du traité non ratifié avec l'Espag. sur la cession des Florides.	Préf. X

Anhalt.

1811	20 Nov.	Décl. Pruss. sur l'exportation recipr. avec Anhalt Cöthen	51
1816	23 Déc.	Décl. Pruss. sur le D. de détraction avec Anhalt-Deffau et Bernburg	54. 61
1817	28 Sept.	Décl. Pruss. sur l'abol. du D. de détraction avec Anhalt Cöthen	57

Autriche.

1808	26 Avr.	Cartel avec la Prusse	282
	10 Mai	Conv. additionnelle avec Wurzbourg	39
	17 Sept.	Conv. avec Bade f. l. D. de détraction	41

TABLE

1808	17 Sept.	Conv. avec Bade sur l'adm. aux fondat. P. 21	
1811	19 Nov.	Conv. avec le R. de Saxe sur l'administra- tion des sels de Wieliczka	74
1813	2 Nov.	Conv. militaire avec le G. D. de Hesse	96
	23 Nov.	Access. du G. D. de Hesse à la gr. alliance	97
	23 Nov.	Tr. d'alliance avec le D. de Nassau	99
	24 Nov.	Accession de Saxe-Coburg à la grande alliance	109
1814	30 Mai	Substance d'articles séparés joints au tr. de Paris. Préf. p. VI. VII.	
1815	4 Mai	Accession au tr. du 3 Mai entre la Rus- sie et la Prusse	127
	2 Juin	Procès verbal avec les commiss. Prus- siens à Kreusnach	138
	12 Août	Accession de la conféd. Suisse à la décl. de Vienne du 29 Mars	184
	15 Oct.	Procès verbal entre les Puissances sur les arrangemens pécuniaires avec la France	156
1816	1 Juil.	Conv. avec les Commiss. Prussiens à Worms	241
1817	22 Mars	Conv. avec la Prusse en exécut. du tr. de 1815.	537
	10 Juin	Traité des 4 Puiss. alliés avec l'Espagne sur la reversibilité d. Parme, Plaisance etc.	416
	10 Août	Conv. militaire avec la Prusse à Carlsbad	480
	17 Août	Conv. avec la Russie en exécution du tr. de 1815.	540
1818	9 Oct.	Conv. des alliés avec la France sur l'éva- cuation	549
	2 ^e Nov.	Note des alliés au D. de Richelieu et reponse	556
	14 Nov.	Extrait du procès verbal des 4 Puiss. sur le péage d'Elsfleth	552
	15 Nov.	Procès verbal des conférences d'Aix- la-Chapelle	554
	19 Nov.	Procès verbal des conf. d'Aix-la-Chap. et déclarat.	562
1819	2 Févr.	Arrangement pécuniaire des alliés avec la France	566
	10 Juil.	Convention avec le G. D. de Bade	626
	20 Juil.	Recès général de la commission territ. à Francfort	604

Bade.

ALPHABETIQUE.

B a d e.

1808	17 Sept.	Conventions avec l'Antr. f. le D. de détract. etc.	P. 21. 41.
1812	9 Mars	Conv. avec Wurzbourg pour l'extr. de vagabonds	287
1819	10 Juil.	Conv. avec l'Autriche et les alliés	626

B a v i è r e.

1808	2 Jan.	Traité de commerce (non ratifié) avec l'Italie	1
1810	23 Juin	Lettres patentes sur les cessions faites à la France d. le Tyrol	30
1811	11 Juin	Conv. avec la Prusse f. le D. de détract.	44
1817	12 Févr.	Déclarat. sur le D. de détract. avec la Prusse	47
	3 Juin	Ord. Prussienne sur la restit. des sommes déposées	48

Brême ville anseéat.

1819	25 Août	Conv. avec le D. d'Oldenbourg sur le péage d'Elsefleth	639
------	---------	--	-----

D a n e m a r c.

1818	17 Juin	Traité de commerce avec la Prusse	527
------	---------	-----------------------------------	-----

E s p a g n e.

1814	30 Mai	Substance d'articles séparés joints au tr. de Paris.	Préf. p. VI. VII.
1815	14 Jan.	Pacte de famille entre la Roi Ferd. VII. d'Espagne et son père	125
	5 Juil.	Traité d'amitié et d'all. avec la Gr. Brét.	113
	12 Août	Accession de la conféd. Suisse à la décl. de Vienne	184
1817	10 Juin	Traité avec les 4 Puissances alliées pour régler la reversibilité de Parme etc.	416
	22 Sept.	Tr. avec la Gr. Brét. f. le commerce d'esclaves	492
1818	Juil.	Conv. avec les E. U. d'Amérique f. l. indemnités	568
1819	Févr.	Substance du traité non encore ratifié avec les E. Unis d'Amér. p. la cession des Florides. Préf.	p. X.

France.

TABLE

France.

1808	10 Mai	Conv. de Bayonne avec le R. de Saxe sur la légion de la Vistule	P. 17
1809	18 Mars	Conv. avec le R. de Saxe sur l'augment. de armée de Varsovie	19
1810	23 Juin	Lettres patentes sur les cessions de Bav. en Tyrol	30
1812	28 Mars	Conv. avec la Suisse	88
1814	30 Mai	Subst. d. art. sepp. du tr. de Paris Pref. VI. VII	
1815	12 Août	Accession de la Suisse à la déclar. de Vienne	184
	15 Oct.	Procès verbal entre les 5 puissances sur les arrang. pecuniaires avec la France	156
1816	16 Oct.	Sentence arbitrale d'une commission avec les Pays-Bas sur les dettes	263
1817	1 Juin.	Conv. de commerce avec la Sicile	578
	28 Août	Traité avec le Portugal f. l. limites de la Guyane	490
	15 Sept.	Décl. Pruss. sur l'abol. du D. de détract.	67
1818	6 Oct.	Convention avec les alliés pour l'évacuation	549
	12 Nov.	Note des alliés au D. de Richelieu et réponse	556
	14 Nov.	Extrait du procès verbal f. l. péage d'Elsefleth	552
	15 Nov.	Procès verbal des conf. d'Aix-la-Chap.	554
	19 Nov.	Extrait du procès verbal de conf. d'Aix et déclaration	560
1819	2 Févr.	Arrangemens pecuniaires avec les alliés	566

Genève voyés Suisse.

Grande-Bretagne.

1808	30 Mai	Subst. d'un tr. de subside avec la Sicile	15
1809	21 Avril	Traité avec le Portugal	22
1813	23 Nov.	Accession du G. D. de Hesse à l'Alliance	97
	24 Nov.	Accession du D. de Coburg à l'Alliance	109
1814	30 Mai	Substance d'articles séparés joints au tr. de Paris. Préf. VI. VII	
	5 Juil.	Traité d'amitié et d'all. avec le R. Ferd. VII. d'Espagne	113

1815

ALPHABETIQUE.

1815	12 Août	Acces. de la Suisse à la décl. de Vienne P.	184
	15 Oct.	Procès verbal entre les 5 P. sur les arrangements pecuniaires avec la Fr.	156
1817	10 Juin	Traité de 4 puiff. avec l'Espagne sur la reversibilité de Parme, Plaisance etc.	416
	28 Juil.	Conv. avec le Portugal f. l. commerce d'esclaves	438
	22 Sept.	Tr. avec l'Esp. sur le comm. d'esclaves	492
1818	4 Mai	Tr. avec le R. des Pays-Bas f. l. commerce d'esclaves	511
	9 Oct.	Convention des alliés avec la France sur l'évacuation	549
	20 Oct.	Convention avec les E. Unis d'Amérique	571
	13 Nov.	Note des M. d. alliés au D. de Richelieu et reponse	556
	14 Nov.	Extr. du procès verbal des conf. f. l. péage d'Elisfleth	552
	15 Nov.	Procès verbal d. conf. d'Aix-la-Chap.	554
	19 Nov.	Procès verbal d. conf. d'Aix-la-Chap. et déclaration	560
1819	2 Févr.	Arrangemens pecuniaires des alliés avec la France	566
	20 Juil.	Recès général de la commission territor. à Francfort	604

H a m b o u r g.

1818	3 Mai	Cartel avec la Prusse	318
------	-------	-----------------------	-----

H a n n o v r e.

1816	16 Sept.	Décl. sur l'abol. du D. de détr. avec la Prusse	63
	6 Déc.	Conv. d'étappes avec la Prusse	321
1818	1 Août	Cartel avec la Prusse	319

H esse electorale.

1815	16 Oct.	Conv. entre la Prusse et Hesse-Rotembourg	158
1817	9 Mai	Conv. d'étappes avec la Prusse	379

Grand - Duc de Hesse.

1811	9 Sept.	Conv. avec Mecklenb. Schwerin pour la cession de rente sur l'octroi du Rhin	70
			1813

TABLE

1813	2 Nov.	Conv. militaire avec l'Autriche	P. 96
	23 Nov.	Accession à la grande alliance	97
1817	17 Jan.	Conv. d'étappes avec la Prusse	344
	12 Mars	Convention avec la Prusse et supplé-	394.
	6 Juillet	ment du 6 Juil	402
1818	11 Févr.	Cartel avec la Prusse	314

H o l l a n d e.

1816	16 Oct.	Sentence arbitrale d'une commission avec la France	263
	8 Nov.	Traité supplémentaire avec la Prusse	264
1817	3 Juin	Décl. Prussienne f. l. D. de détr. avec les Pais-Bas.	68
1818	4 Mai	Traité avec la Gr. Brét. f. l. commerce d'esclaves	511

I t a l i e.

1808	2 Jan.	Traité de commerce (non ratif.) avec la Bavière	1
------	--------	---	---

L i p p e.

1817	31 Oct.	Cartel de Lippe-Detmold avec la Prusse	313
1818	16 Févr.	Cartel de Schaumb. Lippe avec la Prusse	316

L u b e c (ville anseé).

1818	3 Mai	Cartel avec la Prusse	319
------	-------	-----------------------	-----

M e c k l e n b o u r g - S c h w e r i n.

1808	22 Mars	Accession à la conféd. du Rhin	11
1811	9 Sept.	Conv. avec le G. D. de Hesse p. cession de rente sur l'octroi du Rhin	75
	16 Oct.	Conv. avec la Prusse f. l. D. de détraction	49
1818	3 Mai	Cartel avec la Prusse	316

M e c k l e n b o u r g - S t r e l i t z.

1808	18 Févr.	Accession à la conféd. du Rhin	10
1811	6 Août	Conv. avec la Prusse f. l. D. de détraction	51
1816	18 Sept.	Traité de cession avec la Prusse	259
1817	17 Mai	Décl. f. l. D. de détraction avec la Prusse	53
1819	21 Mai	Conv. avec la Prusse f. les indemnités	600

Nassau.

ALPHABETIQUE.

N a s s a u.

1813	23 Nov.	Traité d'alliance avec l'Autriche etc.	P.99
	26 Nov.	Tr. préliminaire d'union entre la Maison d'Orange et de Nassau	111
1815	31 Mai	Article séparé ajouté au traité de Vienne de même date avec la Prusse	133
1816	31 Oct.	Décl. sur l'abol. du D. de détraction avec tous les états Prussiens	64
1817	17 Jan.	Conv. d'étapes avec la Prusse	358

Oldenbourg.

1808	14 Oct.	Accession à la confédération du Rhin	14
1817	9 Avril	Conv. avec la Prusse p. la cession de Birkenfeld	405
1819	25 Août	Conv. avec la ville de Brème sur le péage d'Elbfleth	639

P a r m e.

1817	10 Juin	Traité entre les alliés et l'Espagne sur la reversibilité de Parme	416
------	---------	--	-----

P e r s e.

1813	12 Oct.	Traité de paix avec la Russie à Gulistan	89
------	---------	--	----

P o r t u g a l.

1809	21 Avril	Traité avec la Gr. Bretagne	22
1814	30 Mai	Substance d'art. sepp. du tr. de Paris.	Préf. VI, VII.
1815	12 Août	Accession de la Suisse à la déclaration de Vienne	184
1817	28 Juil.	Conv. avec la Gr. Bretagne f. l. comm. d'esclaves	438
	28 Août	Traité avec la France f. l. limites de la Guyane	490

P r u s s e.

1811-1817		Diverses conv. de la Prusse sur le d. de détraction	44-68
1813	23 Nov.	Accession du G. D. de Hesse à la grande alliance	97
	24 Nov.	Accession du D. de Cobourg à la gr. all.	109

1814

TABLE

1814	30 Mai	Substance d'articles séparés joints au tr. de Paris. Préf. P. VI. VII	
1815	4 Mai	Accession de l'Autr. autr. du 3 Mai avec la Russie	127
	28 Mai	Convent. supplément. à celle de Kalisch avec la Russie	129
	31 Mai	Article séparé ajouté au traité de ce jour avec Nassau	133
	2 Juin	Procès verbal entre les commiss. Autr. et Prussiens à Kreuznach	138
	7 Juin	Traité avec la Suède conclu à Vienne	149
	12 Août	Accession de la conféd. Suisse à la décl. de Vienne	184
	15 Oct.	Procès verbal des 5 Puissances sur les arrangements pecuniaires avec la France	156
	16 Oct.	Traité de cession et d'échange avec Hesse-Rothenburg	158
1816	25 Mai	Cartel avec la Russie	293
	15 Juin	Traité avec le Pr. de Schwarzbouurg-Sondershausen	229
	19 Juin	Traité avec le Pr. de Schwarzbouurg-Rudolstadt	236
	1 Juil.	Conv. entre les commiss. Autr. et Prussiens à Worms	241
	18 Sept.	Traité avec Mecklenb. Strelitz sur les cessions	259
	8 Nov.	Traité supplémentaire avec le Roi des Pays-Bas	264
	6 Déc.	Conv. d'étapes avec le Hannovre	321
	31 Dec.	Conv. d'étapes avec le G. D. de Weimar	334
1817	17 Jan.	Conv. d'étapes avec le G. D. de Hesse Item avec le Duc de Nassau	344
	3 Févr.	Item avec Saxe Gotha	358
	12 Mars	Convention avec le G. D. de Hesse	369
	22 Mars	Conv. avec l'Autriche sur le tr. du 3 Mai 1815.	394
	9 Avril	Arrangement avec le D. d'Oldenbourg pour la cession de Birkenfeld	537
	18 Avril	Cartel avec le R. de Saxe	405
	9 Mai	Conv. d'étapes avec l'Elect. de Hesse	306
	10 Juin	Traité des 4 alliés avec l'Espagne sur la reversib. de Parme.	379
	23 Juil.	Conv. avec les commiss. Saxons sur le partage des arriérés de Caisse	416
			421
			1817

ALPHABETIQUE.

1817	10 Août	Conv. militaire avec l'Autr. concernant la forteresse de Mayence à Carlsbad	P. 480
	31 Oct.	1818 3 Mai divers Cartels de la Prusse	313 - 317
1818	17 Juin	Traité de commerce avec le Danemarck	527
	1 Août	Cartel avec le royaume d'Hannovre	319
	9 Oct.	Conv. des alliés avec la France sur l'évacuation	549
	4 Nov.	Note des alliés au D. de Richelieu et réponse	556
	14 Nov.	Extrait du procès verbal concernant le péage d'Elsheth	552
	15 et 19 Novbr.	Procès verbaux des conférences d'Aix-la-Chapelle et déclaration	554
1819	2 Févr.	Arrangement pécuniaire entre les alliés et la France	566
	22 Mai	Conv. avec la Russie sur les liquidations	631
	20 Juil.	Recès général de la commission territ. à Francfort	604

R u s s i e.

1808	26 Avril	Cartel avec l'Autriche	282
1810	20 Nov.	Acte d. démarc. d. frontières avec l. Suède	33
1813	12 Oct.	Traité de paix avec la Perse à Gulistan	89
	23 Nov.	Access. du G. D. de Hesse à la gr. alliance	97
	24 Non.	Acc. du D. de Saxe - Coburg à la gr. all.	109
1814	30 Mai	Substance d'articles séparés joints au tr. de Paris.	Préf. VI
1815	4 Mai	Acte d'accession de l'Autriche au tr. du 3 Mai	127
	28 Mai	Convention supplém. à celle de Kalisch avec la Prusse	129
	12 Août	Accession de la conféd. Suisse à la décl. de Vienne	184
	15 Oct.	Procès verbal entre les 5 puissances sur les arrangemens pécun. avec la France	156
1816	25 Mai	Cartel avec la Prusse	293
1817	10 Juin	Traité des 4 alliés avec l'Espagne sur la reversibilité de Parme etc.	416
1818	17 Août	Conv. avec l'Autriche en exécution du traité du 3 Mai 1815	540
	9 Oct.	Conv. des alliés avec la France sur l'évacuation	549
			1818

TABLE

1818	4 ^{er} Nov.	Note des min. des alliés au D. de Richelieu et réponse	P. 556
	14 Nov.	Extr. du procès verbal des conf. sur le péage d'Elsfleth	552
	15 et 19 Novbr.	Procès verbaux des conférences d'Aix-la-Chapelle et déclaration	554
1819	2 Févr.	Arrangement pécuniaire entre les alliés et la France	566
	22 Mai	Conv. avec la Prusse sur les liquidations	631
	20 Juil.	Recès général de la comm. territ. de Francf.	604

Sardaigne.

1816	16 Mars	Traité avec la conféd. Suisse et le C. de Genève	214
------	---------	--	-----

Saxe royale.

1808	10 Mai	Convention avec la France sur la légion de la Vistule	17
1809	18 Mars	Conv. avec la France sur l'augmentation de l'armée de Varsovie	19
1811	19 Nov.	Conv. avec l'Autriche sur l'administration des salines de Wieliczka	74
1817	18 Avril	Cartel avec la Prusse	306
1817	17 Mai	Décl. sur l'abol. du D. de détraction avec la Prusse	66
	23 Juil.	Conv. avec les Commissaires Prussiens sur le partage des arriérés de caisse	421

Saxe branche Ernestine.

1. *Saxe Weimar.*

1816	31 Déc.	Conv. d'étapes avec la Prusse	334
------	---------	-------------------------------	-----

2. *Saxe Gotha.*

1814	27 Nov.	Décl. sur l'abol. du D. de détr. avec la Prusse	59
1817	3 Févr.	Conv. d'étapes avec la Prusse	369

ALPHABÉTIQUE.

3. *Saxe Coburg.*

1816	6 Oct.	Décl. sur l'abol. du D. de détr. avec la Prusse	P. 61
------	--------	---	-------

4. *Saxe Hildburghausen.*

1817	3 Mai	Décl. sur l'abol. du D. de détr. avec la Prusse	62
------	-------	---	----

Schwarzburg.

1816	15 Juin	Traité du P. de Schwarzb. Sondershausen avec la Prusse	239
	29 Juin	Traité du P. de Schwarzb. Rudolstadt avec la Prusse	236

Sicile.

1808	30 Mai	Substance d'un tr. de subside avec la Gr. Bretagne	15
1816	16 Déc.	Acte de réunion des royaumes de Naples et de Sicile	275
1817	1 Juin	Conv. de commerce avec la France	578

Suède.

1810	20 Nov.	Acte de démarcation des frontières avec la Russie	31
1814	30 Mai	Substance d'article 5. séparés joints au tr. de Paris. Préf. p. VI.	
1815	7 Juin	Traité avec la Prusse signé à Vienne	149
	12 Août	Accession de la conféd. Suisse à la décl. de Vienne	184
1816	4 Sept.	Traité de commerce avec les E. Unis d'Amérique	251
1819	1 Sept.	Conv. de liquidation avec le Danemarck	648

Suisse.

1812	28 Mars	Convention avec la France	88
1814	8 Sept.	Traité de conféd. entre les 19 cantons Suisses,	161
1815	7 Avril	Acte de reception du C. de Neuchâtel	168
	7 Avril	Item de reception du C. de Genève	170
	17 Juin	Acte de reception du C. de Valais	171
	7 Août	Traité de confédération entre les 22 Cantons	173

TABLE ALPHABÉTIQUE.

1815	12 Août.	Accession de la conféd. aux actes du C. de Vienne du 29. Mars	P. 184
	14 Nov.	Acte de réunion de l'ancien évêché de Bâle au Canton Bern	190
	21 Nov.	Décl. des puissances alliées portant reconnaissance de la neutr. Suisse Suppl. VI. 740 et mieux	186
	Novbr.	Acte de réunion du district de Birseck avec le Canton de Bâle	201
1816	16 Mars	Traité de la conféd. et de Genève avec le Roi de Sardaigne	214
	18 Mai	Acte de ratification de la conféd. Suisse au sujet de la réunion de Bâle aux C. de Bern et de Bâle	205
	15 Août	Jugement compromissaire entre les C. Uri et Tessin	207
	20 Août	Acte de remise du District de Gex au C. de Genève	210
1817	25 Oct.	Abol. du D. de détr. avec la Prusse. Préf. IX.	

W a l d e c k.

1816	22 Déc.	Conv. avec la Prusse sur le D. de détr.	65
------	---------	---	----

W u r z b u r g.

1808	10 Mai	Conv. additionnelle à celle du 24 Févr. 1808 avec l'Autriche	39
------	--------	--	----

A D D E N D A

1. à la table chronologique

1818	21 Noy.	Procès-verbal des conférences d'Aix-la-Chapelle entre les 5 puissances sur le rang des ministres	P. 648
1819	1 Sept.	Convention de liquidation entre le Roi de Suède et de Norvège et le Roi de Danemarck	648

2. à la table alphabétique ces mêmes actes sont à ajouter savoir le premier sous *Autriche*, *Gr. Bretagne*, *France*, *Prusse* et *Russie* le second sous *Danemarck*.

E R R A T A.

Préface P. X. ligne 13	au lieu de: 1818	lisés: 1819
P. 2. Art. III. l. 5.	au lieu de: durport	lisés: du port
5. Art. XVIII. l. 6	en	ne
— XIX. l. 5	ou	au
6. — XX. l. 5	au	un
8. — I. l. 2	de	des
11. — IV. l. 2	assimilés	assimilé
55. — VI. l. 6	abandonner	abandonner
56. — II. l. antépénult	prépôles	prépôles
38. — VII. l. 7	nue	une
48. l. 9	der	den
69. Art. I. l. 4	au	ou
— II. l. 1	exécution	exemption
— III. l. 1	exécution	exemption
88. l. 6. d'embas	autre	autre
94. l. 6	les	la
107. l. 5	die	der
158. Art. VII. l. 4	proportions	proportions
— note l. 4	ma	la
— l. 5	évocation	évocation
— l. 15. d'embas	in die	die in
169. l. 5	souveraine	souveraine
178. Art. XIV. l. 1	Vorkommisse	Verkommisse
182. l. dern.	ind	nid
183. l. 19	ind	nid
— l. 5. d'embas	ind	nid
187. l. 5. d'embas	evenemens	evenemens
205. l. 10. d'embas	obstehen	obstehende
210. l. 16.	réuni	remis
210. l. 17.	après: commissaires ajoutés: de	
225. dans l'inscription	après Art. lisés XXVIII. des articles for la navigation du Rhin annexés à l'acte etc.	
228. dans l. signatures	au lieu de: Stademacher	lisés: Rademacher
229. Interf. l. 2	Prince	Prince
251. l. 5	relations	relations
— l. 7	salide	solide
252. l. 5	dites	dits
— Art. II. l. 4	au	ou
— — l. 10	au	ou
253. l. 6	s'entendra	s'étendra
254. l. 8	parts	ports
— l. 18	apparté	apporté
— Art. V. l. 2	parts	ports

ERRATA.

P. 254. Art. V. l. 11. au lieu de: uni	lisés: mis
255. l. 6 — s'auroit — saurait	
— Art. 6. l. 7. — d'année — donnée	
— — — l. 16 — parts — ports	
— Art. VIII. l. 5 — d'année — donnée	
— l. 8. d'embas — décharges — décharger	
— l. 8. d'embas — au — ou	
257. Art. XI. l. 4. — parts — ports	
— l. 4. d'embas — part — port	
258. Art. XII. l. 12 — en — en	
— Art. XIII l. antepen après: même: ajoutés: port	
259. note l. 6. au lieu de: les lisés: ces	
261. Art. II. l. 4. — die — se	
— Art. III. l. 8 — bleibe — bliebe	
263. note l'antépénult. — Cicula — Cicula	
268. l. 2 — der — den	
273. l. 12 — Lazarathe — Lazarethe	
275. l. 11. d'embas — anserer — unfero	
278. Art. I. l. 4 — und — nur	
279. l. dernière — correspondirenden — correspondiren	
280. Art. IX. l. 1 — Feudalismus — Feudalismus	
409. la note est à effacer, le procès verb. du 2 juin 1855 se trouv. p. 138	
428. §. 20. l. 25 — einem — eigenem	
447. Art. VII. l. 5 — illicites — illicite	
479. Art. fep. l. 4. — adopter — adapter	
482. Art. VI. l. 8 — der — des	
484. l. 7. d'embas — Kamna — Kamme	
485. l. 11. d'embas — Branche — Bresche	
513. Art. III. 4. l. 10. — oommand — commande	
515. Art. VIII. l. 6. — qu'il — qu'ils	
517. Brt. III. l. 13 — esclavres — esclaves	
519. l. 5. — et — en	
— Art. III. l. 10. — la — le	
525. l. 2. — perfoones — personnes	
526. Art. XV. l. 2. — transpartés — transportés	
— Art. XX. l. 4 — espagnols — espagnole	
528. Art. I. l. 5 — le — de	
541. Art. I. l. 2 — descendent — descendant	
541. Art. I. l. 8 — toutes — tous	
543. Art. XII. l. 8 — anne — année	
548. Art. XXVII. l. 8. — de — des	
553. annexe l. 6 — afferé — assuré	
— — l. 8 — reclamation — réclamer	
554. l. 7. d'embas — établie — établi	
555. l. 19. d'embas — forte — forts	
571. la note est à effacer.	

*Notice du libraire sur les ouvrages
de Mr. DE MARTENS.*

Comme la plupart des ouvrages que Mr. DE MARTENS a publiés en outre du précédent recueil ont paru dans notre librairie nous nous permettons d'en donner ici la liste par ordre chronologique à laquelle pour la compléter nous joignons la mention de ceux qui ont paru dans d'autres librairies.

- 1 De foro S. R. I. principum cum subditis suis litigantium, dissertatio inauguralis. Gottingae 1779. 4.
- 2 Essai sur la legitimation des envoyés des comtes d'Empire à la diète. 1782. 8.
- 3 Primae lineae juris gentium Europaeorum practici. 1785. 8.
- 4 Principes du droit des gens moderne de l'Europe première édition 1789. 2^de édition 1801. 3^e 1820. 8.
- 5 Sammlung der Reichsgrundgesetze der vornehmsten Europäischen Staaten. Th. I. (Dänemark, Schweden, Großbritannien). 1794. 8.
- 6 Abriß des Staatsrechts der vornehmsten Europäischen Staaten. Th. I. (Dänemark, Schweden, Großbritannien.) 1794. 8.
- 7 Essai concernant les armateurs, les prises et les reprises. 1794. 8. le même ouvrage traduit en allemand par l'Auteur. 1794. 8.
- 8 Einleitung in das positive Europäische Völkerrecht auf Verträge und Herkommen gegründet. 1796. 8.
- 9 Versuch einer historischen Entwicklung des wahren Ursprungs des Wechselrechts nebst einer Sammlung wenig bekannter fremder Wechsel-Gesetze. 1797. 8.
- 10 Grundriß des Handelsrechts, insbesondere des Wechsel- und Seerechts. 1^{er} Edition 1797. 2^de 1805. 3^e 1820. 8.

- 11 Ueber die Erneuerung voriger Verträge in den Friedensschlüssen der Europäischen Mächte. Programm. 1797. 8.
- 12 Erzählungen merkwürdiger Fälle des neueren Europäischen Völkerrechts. (Göttingen V. G. Schröder) 2h. I. 1800. 2h. II. nebst einem Anhang von Gesetzen und Verordnungen über das Vorrecht auswärtiger Gesandte. 1802. 4.
- 13 Cours diplomatique ou tableau des relations extérieures des Puissances de l'Europe. T. I. II. renfermant le guide diplomatique. T. III. renfermant le tableau (à Berlin chez A. Mylius) 1801. 8.
- 14 Gesetze und Verordnungen der einzelnen Europäischen Mächte über Handel, Schifffahrt und Affecuranzen. 2h. I. (Frankreich). Göttingen bey J. F. Röwer. 1802. 8.
- 15 Grundriß einer diplomatischen Geschichte der Europäischen Staatshandel und Friedensschlüsse, seit dem Ende des 15ten Jahrhunderts bis zum Frieden von Amiens. (Berlin bey A. Mylius) 1807. 8.



